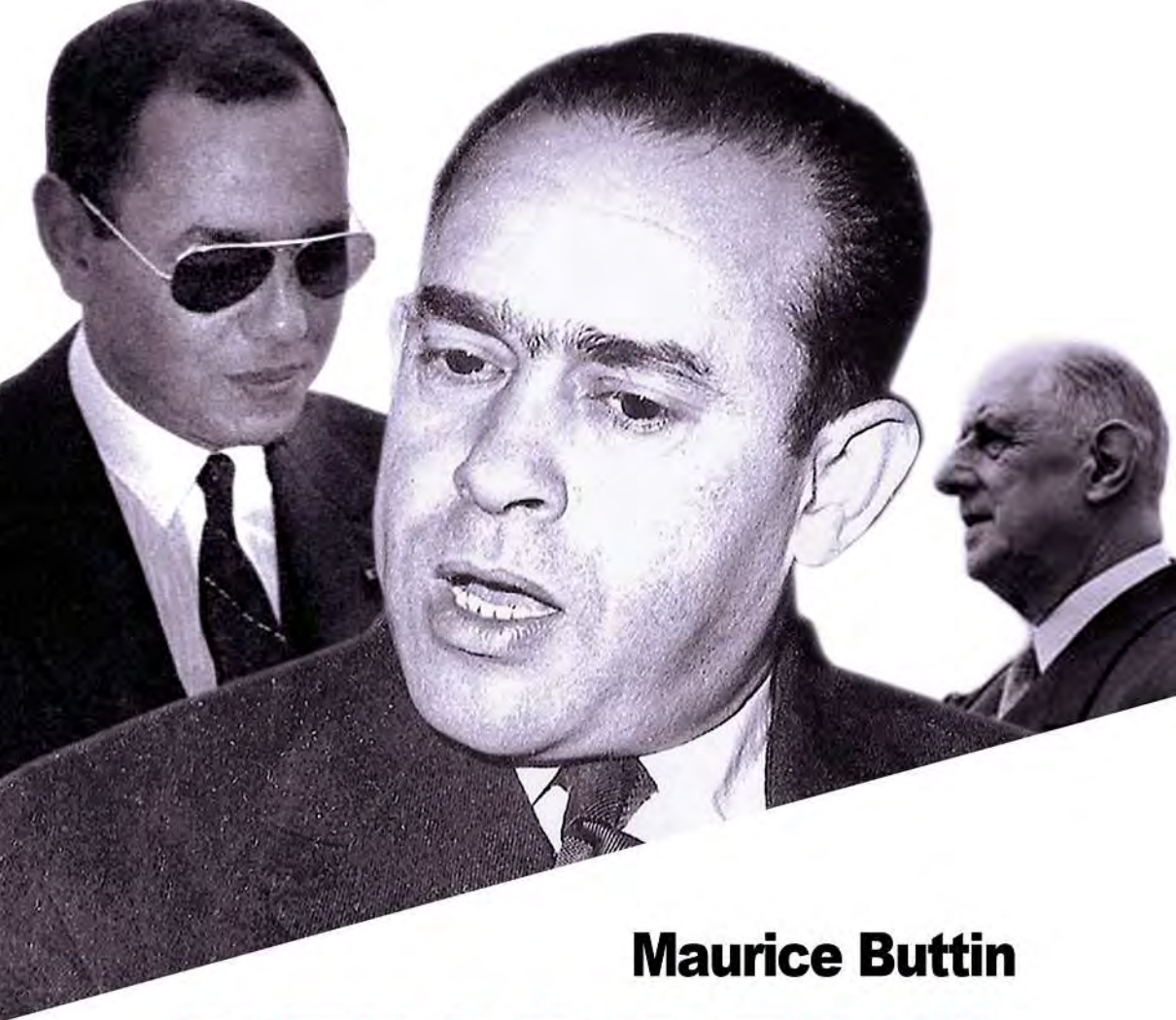




Maurice Buttin

BEN BARKA HASSAN II DE GAULLE

ce que je sais d'eux

Nouvelle version enrichie
Préface de Bachir Ben Barka

KARTHALA



Cette nouvelle édition enrichie, précédée par une préface de Bachir Ben Barka, fils aîné du leader marocain, rappelle la situation intérieure du Maroc avant 1956, puis décrit les événements qui ont suivi l'indépendance jusqu'à la « disparition » de Mehdi Ben Barka, l'un des grands hommes du Tiers-monde, enlevé le 29 octobre 1965 à Paris. Il témoigne du combat mené par le meneur de l'opposition marocaine pendant dix années et évoque la répression féroce exercée par le pouvoir féodal contre cette opposition. Il souligne combien l'hostilité du roi Hassan II à l'encontre de Ben Barka remonte aux premiers jours de l'indépendance, le souverain n'étant alors que le prince Moulay-Hassan.

A travers *L'affaire Ben Barka*, le livre montre l'action déterminante dans ce crime d'agents marocains aux ordres du roi. Il dévoile le rôle joué par des policiers et hommes des services secrets, voire de hautes personnalités françaises, soit consciemment, soit par négligence. « Ce qui s'est passé du côté français n'a rien eu que de vulgaire et subalterne » a déclaré le général De Gaulle. Est-ce bien exact ? Tout semble démontrer aujourd'hui le contraire.

Cinquante années ont passé. La « disparition » de Ben Barka demeure toujours un mystère et la famille Ben Barka ne peut faire son deuil. Par qui a-t-il été tué ? Comment ? Où repose son corps ? La vérité est à Rabat. Mais ce mort fait-il encore peur au pouvoir marocain ?

Né en 1928 à Meknès (Maroc), de parents savoyards, Maurice Buttin s'est inscrit au barreau de Rabat en 1953. Il a alors fait la connaissance de nombreux dirigeants nationalistes et notamment de Mehdi Ben Barka, à sa sortie de prison en septembre 1954.

Constitué à Rabat par la mère du leader marocain, deux jours après son enlèvement, la plaidoirie de M^e Buttin aux Assises de la Seine, à l'automne 1966 – date du premier procès de quelques responsables – lui vaudra une interdiction royale de revenir au Maroc pendant dix-sept années ! Inscrit au barreau de Paris en 1967, Maurice Buttin n'a cessé, depuis lors, de lutter, avec d'autres confrères parisiens, tous aujourd'hui décédés, au côté de la famille de Mehdi Ben Barka, pour tenter de découvrir la vérité.

KARTHALA sur Internet : <http://www.karthala.com>

Paielement sécurisé

Couverture : Hassan II, photo Roger Violet ; Ben Barka et De Gaulle,
collection privée. Montage photos : Lab Wat (Simon Gléonec).

© Éditions KARTHALA, 2015

ISBN : 978-2-8111-1500-5

Maurice Buttin

**Ben Barka,
Hassan II, De Gaulle**

Ce que je sais d'eux

Préface de Bachir Ben Barka

2^e édition revue et augmentée

KARTHALA
22-24, boulevard Arago
75013 Paris

DU MEME AUTEUR

Paul Buttin, en collaboration avec François Della Sudda, Confluent, 1967 (épuisé).

Les Palestiniens et la crise israélo-arabe, œuvre collective, Editions Sociales, 1974.

Le Livre noir du capitalisme, œuvre collective, Editions du Temps des Cerises, 1998.

À la famille de Mehdi Ben Barka.

Aux amis et militants marocains combattants des droits de l'Homme.

À tous les juges d'instruction qui ont œuvré dans *l'Affaire*.

Préface à la seconde édition

Maurice Buttin est l'avocat de ma famille depuis 50 ans. Ma grand-mère l'avait pris pour défenseur dès l'annonce de l'enlèvement de mon père. Celui-ci avait demandé à mes tantes que, s'il lui arrivait quoi que ce soit, elles devaient s'adresser à M^e Buttin.

J'ai fait sa connaissance en 1970, lorsque je suis arrivé à Paris. Il avait son cabinet rue Monsieur Le Prince, recommençant une nouvelle vie professionnelle après son interdiction de revenir au Maroc après sa plaidoirie au procès des ravisseurs de mon père en 1966. Maroc où il était né, avait vécu et pratiqué jusqu'en août 1966. Le même État marocain qui, par ailleurs, accueillait et protégeait les criminels impliqués dans l'enlèvement de mon père.

Après le décès de ma grand-mère et la plainte que j'ai déposée en 1975 pour « enlèvement, séquestration arbitraire et assassinat », c'est tout naturellement qu'il a continué aux côtés de ma famille le combat pour la vérité.

De par sa profonde connaissance de l'histoire politique contemporaine du Maroc, Maurice Buttin a été le seul avocat de la partie civile à pouvoir éclairer, depuis le début de l'Affaire, les magistrats instructeurs et la Cour d'assises, en 1966-67, sur les tenants et aboutissants qui avaient amené à l'enlèvement de mon père.

À la suite du décès de ses deux autres confrères, M^e Germaine Sénéchal et Léo Matarasso, il est resté le seul avocat de la partie civile. Depuis, les liens qui se sont tissés entre nous dépassent ceux habituels entre un avocat et son client. En plus de la relation professionnelle de travail, marquée par une confiance totale, des liens d'amitié, presque familiaux, nous unissent. Ma mère le considère comme un autre frère. Ainsi, après la mort de Hassan II et l'avènement de Mohamed VI, lorsque ma famille a décidé de retourner au Maroc en 1999, après 35 ans d'exil volontaire, c'est tout naturellement qu'il était à nos côtés avec Mado, son épouse.

Lorsque, en février 2014, Maurice Buttin a comparu devant un tribunal lillois, j'ai immédiatement accepté de témoigner en sa faveur. Au-delà du client et de l'ami, c'était le citoyen qui exprimait son indignation et sa colère, comme l'ont fait les centaines de personnes et les dizaines d'associations qui ont signé en sa faveur un appel de soutien, et qui auraient souhaité être à la barre à ses côtés. Comment ne pas partager leur indignation en apprenant que, près de 40 ans après une seconde plainte pour connaître la vérité sur la disparition de Mehdi Ben Barka, et 50 ans après son enlèvement et son assassinat, c'était l'avocat de la famille de la victime qui comparaissait devant un tribunal ! Cette inculpation était politique.

Elle était d'autant plus choquante et scandaleuse qu'elle avait fait suite à la plainte déposée par Miloud Tounsi qui, sous le pseudonyme de Larbi Chtouki, avait été condamné en 1967 par contumace à perpétuité, par la Cour d'assises de la Seine, pour l'enlèvement de mon père. En allant au bout de la plainte jusqu'à l'inculpation, les autorités judiciaires françaises, et à travers elles le pouvoir politique, avaient pris le relais des sécuritaires marocains pour essayer de faire taire l'avocat de la partie civile.

C'est à juste raison qu'on le qualifie parfois d'« avocat historique de l'Affaire Ben Barka ». N'en déplaise à sa modestie, je voudrais insister sur tout ce qu'il a apporté à l'instruction en cours. Grâce à sa parfaite connaissance des différents aspects du dossier, en multipliant la recherche de témoins, en menant enquêtes et contre-enquêtes, n'hésitant pas à interpellier et rencontrer les responsables politiques français ou marocains, et même, en aidant chacun des 9 juges d'instruction successifs à mieux connaître les subtilités et les difficultés du dossier. Il a ainsi empêché l'instruction de s'enliser face aux obstructions politiques de la part des pouvoirs français et marocains.

C'est tout ce travail, tous ces efforts, que cette plainte avait voulu stopper.

Miloud Tounsi n'est pas n'importe qui. Sous le pseudonyme de Larbi Chtouki, il avait été l'agent de liaison qui suivait sur le terrain les préparatifs du piège qui allait se refermer sur mon père. Malgré de nombreuses demandes, il n'a jamais été entendu dans le cadre des Commissions rogatoires internationales (CRI) envoyées au Maroc par les juges chargés du dossier Ben Barka. La dernière, envoyée par l'avant-dernier juge d'instruction, est toujours en attente d'exécution depuis 2003, depuis 12 ans !

Par contre, ce qui peut paraître paradoxal et inouï, est que, lors de l'instruction de cette plainte, une CRI a été exécutée très normalement et très rapidement au Maroc. Miloud Tounsi a ainsi pu être entendu en tant que plaignant. Notre indignation et notre colère sont compréhensibles devant ces deux poids, deux mesures : diligence et complaisance envers les

desiderata d'une personne qui a des comptes à rendre à la justice française d'un côté ; attermolements et obstacles en réponse aux légitimes demandes de la famille de la victime et de son défenseur, M^e Maurice Buttin.

J'avais également accepté d'être aux côtés de Maurice Buttin à Lille parce que je me sentais, en tant que partie civile, directement visé par la plainte de Miloud Tounsi. J'avais le sentiment que c'était toute l'action de la partie civile pour avoir des réponses précises sur le sort de mon père qui était visée. J'avais le sentiment que, à travers M^e Buttin, on cherchait à nous faire taire et nous faire abandonner le combat que nous menons depuis bientôt cinquante ans. Ce sentiment était partagé par toutes celles et tous ceux qui s'étaient manifestés à l'annonce du procès.

Voilà cinquante ans que nous demandons des réponses à nos interrogations légitimes : qui sont les assassins de mon père ? Où est son corps ? Toutes les responsabilités sont-elles établies ? En refusant d'y répondre, après avoir échoué à nous décourager en multipliant les blocages d'ordre politique ou soi-disant relevant de tel ou tel secret, voilà que l'on veut nous engager dans des combats judiciaires stériles et vains.

Dans ce livre, Maurice Buttin revient très longuement et très minutieusement sur l'historique des cinquante années écoulées. Cet ouvrage, traduit en arabe et recueillant un succès certain auprès du public marocain, est en passe de devenir « la » référence pour tous ceux qui souhaitent comprendre ce qu'est l'« Affaire Ben Barka ».

Dans le cadre de cette préface, je souhaite insister ici sur les blocages, aussi bien du côté des autorités françaises que marocaines que nous avons dûs subir au nom de la raison d'État. Les quelques rappels significatifs du comportement des pouvoirs politiques dans ce dossier vont démontrer que la plainte à l'encontre de notre avocat est malheureusement dans la continuité de pratiques qui n'honorent pas un État démocratique de droit.

Dès les premiers jours qui ont suivi l'enlèvement de mon père, les Renseignements généraux, la préfecture de police, le ministère de l'Intérieur, le SDECE ont eu connaissance de presque tous les détails de l'enlèvement, de l'identité des protagonistes et, en particulier, du rôle du général Oufkir et de son adjoint Ahmed Dlimi. Quelle a été la réaction des autorités ? Les deux policiers qui ont interpellé mon père et l'agent du SDECE présent sur place, ont été priés par leurs supérieurs de ne rien dire aux enquêteurs ni au juge d'instruction Zollinger pendant plus d'une semaine.

Les frontières n'ont été fermées qu'après le départ précipité d'Oufkir, de Dlimi, de Chtouki et des autres participants au crime, après une réception officielle au ministère de l'Intérieur français et à l'ambassade du Maroc à Paris.

Cela n'aurait peut-être pas pu sauver la vie de mon père, mais au moins on aurait mis hors d'état de nuire les criminels. Seulement, il y avait parmi eux un ministre de l'Intérieur en exercice qui avait rendu d'éminents « services » à la France et qui aurait peut-être révélé l'étendue des complicités françaises !

Le secret-défense continue de nous être opposé, empêchant les juges d'instruction de consulter tous les documents en possession de la DGSE relatifs à l'affaire. De temps en temps, certains documents sans intérêt sont déclassifiés. Mais de plus intéressants, vraisemblablement, ne sont-ils pas toujours inaccessibles à la justice ? De plus, ce qui peut paraître incongru et inacceptable dans un État de droit, c'est que l'autorité qui décide en dernier recours s'il faut déclassifier ou ne pas déclassifier les documents de la DGSE, est le ministère de tutelle des Services Secrets, celui de la Défense, qui est ainsi juge et partie.

Face à l'impossibilité d'entendre les témoins marocains dans le cadre d'une procédure ordinaire (les CRI), l'avant-dernier juge d'instruction en charge du dossier, Patrick Ramaël, a été dans l'obligation de lancer des mandats d'arrêts internationaux à l'encontre de cinq responsables sécuritaires marocains. Lancés au moment de la visite officielle du président Sarkozy au Maroc en 2007, ces mandats d'arrêt ont fait grand bruit. Ils sont à l'origine de la plainte de Miloud Tounsi (alias Chtouki) contre Maurice Buttin.

Seulement, il est important de rappeler que ces mandats d'arrêt ne sont exécutoires que dans l'espace Schengen, et ce, seulement depuis l'automne 2014. On peut légitimement s'interroger : pourquoi le ministère français de la Justice ne les diffuse-t-il pas sans limite géographique ?

Dans une lettre au Président Sarkozy en 2008, j'avais sollicité d'être reçu en tant que famille de victime. Il m'a fait répondre par un de ses conseillers, me priant de prendre rendez-vous auprès du ministère des Affaires Étrangères. Avec M^e Buttin, nous nous sommes posé la question de savoir si le dossier Ben Barka était toujours relatif à une affaire criminelle qui concerne également la France ?

J'aurais pu multiplier les exemples de tout ce qui été tenté pour nous faire baisser les bras. Sans succès, parce que notre foi dans le combat pour la vérité que nous menons depuis cinquante ans et notre résolution à la mener jusqu'au bout, au lieu de s'affaiblir comme ont cru le penser certains, n'ont fait que se renforcer.

C'est cette même foi qui nous fait surmonter les désillusions qui ont suivi les espoirs nourris après les engagements et les promesses des responsables politiques successifs.

En 2012, j'avais exprimé l'espoir que le nouveau Président François Hollande et son gouvernement allaient permettre d'en finir avec la

logique de la raison d'État qui avait prévalu jusque-là, bloquant l'action de la justice. Pour ma famille, pour ma mère, mes frères et sœur, pour moi, c'était également l'espoir renouvelé de pouvoir enfin accéder à une vérité qui nous était refusée depuis un demi-siècle.

Espoir mesuré à juste raison ; trois ans après son élection, aucun changement n'est intervenu dans les blocages au nom de la raison d'État.

Je souhaite quand même rappeler qu'en d'autres circonstances, à l'occasion d'échéances aussi cruciales pour la France, nous avons nourri un espoir similaire qui fut déçu.

Espoir déçu après que le général De Gaulle se fut engagé auprès de ma grand-mère, quelques jours à peine après l'enlèvement de mon père, l'assurant que tout serait fait pour connaître la vérité. Quelques mois plus tard, il fallait « *sauver l'honneur du navire* » et ce fut la chape de plomb de la raison d'État, car, pour lui, l'Affaire Ben Barka ne releva plus du côté des responsabilités françaises, que « *du vulgaire et du subalterne* ».

Espoir déçu après l'élection de François Mitterrand en 1981, alors que nombre de ses ministres avaient été membre du Comité pour la Vérité dans l'Affaire Ben Barka. Une première avancée nous fit croire à une réelle volonté politique d'en finir avec la raison d'État lorsque Pierre Mauroy, premier ministre, demanda à la DGSE de communiquer le dossier Ben Barka à la justice. On déchantait rapidement lorsque le secret-défense couvrit bon nombre de pièces. Elles ne furent déclassifiées que 20 ans plus tard par Michèle Alliot-Marie, ministre de la Défense. Au fil du temps, on apprenait que la DGSE n'avait pas donné à la justice toutes les pièces relatives à l'affaire, loin de là.

Espoir déçu lorsque Lionel Jospin, devenu Premier ministre, après s'être engagé de mettre fin à la raison d'État, ne prit aucune décision pour lever le secret-défense sur tous les documents du SDECE. À la place, il a créé la Commission Consultative du Secret de Défense Nationale. Elle peut être considérée comme une avancée dans ce domaine mais, dans le cas de l'affaire Ben Barka, elle a permis au gouvernement de se défaire de ses responsabilités politiques, nécessaires au réel avancement du dossier. Au même moment, au Maroc, après la mort de Hassan II, le premier ministre socialiste, pourtant ancien compagnon de route de Mehdi Ben Barka, et animateur des avocats de la partie civile après l'enlèvement, s'est refusé à aborder le dossier Ben Barka avec son homologue français.

Espoir déçu lorsque, après l'avènement de Mohamed VI au Maroc, fut mise en place l'Instance Équité et Réconciliation (IER) qui, à l'instar des « commissions vérité » en Amérique latine ou en Afrique du sud, devait tourner la page des « années de plomb » en faisant toute la lumière sur les violations des droits humains durant cette sombre période et, plus particulièrement, sur les disparitions forcées. Seulement, après des mois d'audi-

tions et d'« enquête », force est de constater que les conclusions et les recommandations de l'IER dans son rapport, à propos de l'enlèvement et l'assassinat de Mehdi Ben Barka, sont très en deçà des déclarations et des engagements initiaux pris par son président et ses membres. La raison d'État a prévalu dans la rédaction de la version finale de ce rapport qui n'a rendu public aucun des éléments que l'IER a pu recueillir. Depuis, ni le Conseil consultatif des droits de l'homme ni le Conseil national des droits de l'homme n'ont réussi à dépasser les limites que leur ont imposées les nouvelles orientations sécuritaires du royaume marocain en matière de droits humains.

Espoir déçu, enfin, après l'élection de Nicolas Sarkozy lorsque, pour la première fois depuis 1965, des deux côtés de la Méditerranée, les deux chefs d'État n'avaient plus aucun lien avec une Affaire qui avait éclaté plus de 40 ans auparavant. Mais très rapidement, on constata que la logique de la raison d'État et de la protection des criminels prévalait.

Ainsi, chaque fois, la raison d'État, ou plutôt la raison des États, a été plus forte que la justice, plus forte que les intentions politiques qui, je veux avoir la naïveté de le croire, pouvaient être sincères.

Aujourd'hui, cinquante ans après les faits, cette logique doit s'inverser. Cette situation de blocage est humainement insupportable et politiquement inacceptable. Deux nations comme la France et le Maroc ne doivent plus et ne peuvent plus user d'inertie et de dérobades pour empêcher le déroulement normal de la justice. Elles se grandiraient en assumant pleinement leurs responsabilités pour que la vérité soit établie au grand jour et que justice se fasse.

BACHIR BEN BARKA

Vendredi 29 octobre 1965, midi trente. Belle journée d'automne à Rabat. Nul ne sait alors au Maroc qu'un drame vient de se dérouler en plein centre de Paris : la "disparition" du dirigeant marocain Mehdi Ben Barka, de passage dans la capitale française. En fait, si, au moins une personne et de qualité, le roi Hassan II alors à Fès ! Il vient d'être avisé de l'enlèvement de son ennemi intime par l'un de ses proches, lui-même informé par un député français. Mais le souverain aura l'aplomb d'affirmer avoir appris la nouvelle par la presse !¹

Dès cette heure commence en France ce qui rentrera dans l'Histoire comme *l'Affaire Ben Barka*, le plus grand scandale de la V^e République. Elle témoigne de sa faiblesse pour les réseaux de police – officiels ou non –, de même que *l'Affaire Dreyfus* avait été celui de la III^e, la servilité du pouvoir envers l'état-major de l'Armée !

Au Maroc, c'est le sommet tragique des « années de plomb » d'alors : la fin du face à face, depuis 1956, entre le prince Moulay Hassan, devenu le roi Hassan II en 1961, et le leader de l'opposition et, qui plus est, le Secrétaire général de la Tricontinentale aux missions mondiales.

Mehdi Ben Barka est mort. On n'a toujours pas élucidé son sort. La vérité est à Rabat. Les dirigeants du pays auront-ils le courage de dire un jour cette vérité au peuple marocain ?

1. *Hassan II. La Mémoire d'un Roi*. Entretiens avec Eric Laurent – Plon 1993. « ... Comment avez-vous appris ce coup tordu ? » « Par la presse ». page 100. (Non seulement les dires du roi dans ce livre manque d'objectivité, mais, sur bien des points, c'est un tissu d'inexactitudes. Est-ce ainsi qu'un souverain laisse trace de son rôle pendant quarante années à la tête de son pays ?)

Avant-propos

Sa Majesté Mohammed VI par la création de l'Instance « Equité et Réconciliation » (IER) en janvier 2004 a semblé vouloir en finir, une fois pour toutes, avec la sombre période de l'Histoire du Maroc sous le règne de son père. Il était d'ailleurs fréquent d'entendre, dans certains milieux, « il faut tourner la page ». Mais, pour tourner une page il faut d'abord l'avoir lue, l'avoir comprise, et cette page des « années de plomb », il y a lieu de bien la faire connaître. Devoir de mémoire pour la connaissance des jeunes générations, mais aussi devoir de vérité, de justice, envers les victimes. On ne saurait bâtir une vraie réconciliation nationale sans faire toute la lumière sur le passé, sans dénoncer ses responsables, sans les sanctionner.

Ce livre ambitionne d'apporter une pierre à cet édifice, sans prétendre pour autant faire un travail d'historien. Je n'en suis pas, même si cette discipline a été l'une des grandes joies de mes années de lycée, grâce à d'excellents professeurs. L'historien doit donner à ses contemporains la connaissance la plus objective possible de ce qui s'est passé à l'époque qu'il étudie. Il relativise dès lors le jugement de certains et sort des préconçus idéologiques. Pour autant, l'Histoire seule est insuffisante. Il faut aussi des témoins, qui vont permettre à chacun d'intérioriser le legs du passé, de vivre le présent et de construire l'avenir. Sans mémoire, une société ne sait ni d'où elle vient, ni où elle va. Elle peut en périr !

Avocat, j'entends livrer mon témoignage, sur une partie au moins de cette période douloureuse pour de très nombreux militants marocains, dans la première décennie après l'indépendance que j'ai bien connue. Il m'a paru utile, après d'autres¹ de consigner contre l'oubli le récit d'événements que j'ai vécus, en général au prétoire, choisi comme défenseur dans presque tous les procès politiques de l'époque – souvent seul avocat français aux côtés de mes confrères et amis marocains.

1. Cf. les ouvrages parus aux éditions *Tarik* (Casablanca).

Auparavant, j'ai tenu dans une première partie à relater la résistance du peuple marocain au Protectorat, au régime d'administration directe qui s'en suivit à tort, et le rôle joué à ses côtés dans les dernières années par certains Français du Maroc, dont je partageais les convictions et le combat.

Une deuxième partie couvrant les années 1956-1965 éclaire, dès les premiers mois de l'indépendance, la montée en puissance du prince Moulay Hassan, le futur roi Hassan II. Son jeu avec l'ancienne puissance coloniale. Sa volonté et sa hâte de régner en souverain absolu sur le peuple marocain. Sa hargne à l'encontre de tous ceux qui pouvaient s'opposer à lui et notamment à l'encontre de l'un des rares hommes, le seul peut être, qui était à sa taille dans le pays, Mehdi Ben Barka. Ne devait-il pas finalement aller jusqu'à décider, sinon sa « disparition » définitive, du moins, comme je le pense, la disparition de sa vue, de son chemin, de son ambition ?

La troisième partie de ce livre se rapporte au développement de *l'Affaire Ben Barka*. « L'affaire de ta vie » comme m'ont dit certains ! J'évoque la « disparition » du leader marocain le 29 octobre 1965. Ses effets immédiats au Maroc et en France. La première plainte pour « enlèvement et séquestration » suivi des deux procès de 1966 et 1967 devant la Cour d'assises de la Seine. Puis, la deuxième plainte, en octobre 1975, toujours en cours au palais de Justice de Paris, pour « assassinat » cette fois. Il sera ainsi question du combat que j'ai mené pendant plus de quarante années – pour et aux côtés de la famille Ben Barka – afin de tenter de découvrir un jour toute la vérité sur cette tragédie.

Mon témoignage des années 1956-1966 sous-tend un essai d'analyse politique, que je résume en une formule lapidaire « Hassan II-Mehdi Ben Barka, face à face ». Il sera critiqué par certains. Ils diront que ma subjectivité l'emporte sur l'objectivité par rapport à l'examen des événements rapportés de cette période. Je n'oublie pas que dans tous les procès relatés, je me suis toujours trouvé de facto contre le pouvoir royal. Résumer, par ailleurs, les dix premières années de l'indépendance du Maroc en un face à face entre les deux hommes, simplifie sans aucun doute l'Histoire du pays de ces années. Mais il en marque à mon sens la trame et montre l'hostilité d'Hassan II pour tout ce qui n'était pas lui². D'autres, au contraire, apprécieront l'honnêteté de mon témoignage et des conclusions que j'en tire, compte tenu des dossiers en ma possession. Seule l'ouverture des archives marocaines de l'époque pourra infirmer, infléchir ou confirmer mes propos. Les historiens trouveront-ils d'ailleurs

2. Je n'entends pas nier pour autant les incontestables qualités d'homme d'Etat d'Hassan II. L'ancien ministre des Affaires étrangères Hubert Védrine dit de lui, en évoquant ses rapports avec F. Mitterrand, « Tous deux sont des souverains et des politiques hors du commun ». *Les Mondes de F. Mitterrand. A l'Elysée 1981-1995* – Fayard 1996.

dans ces archives – s’il en existe encore – des documents authentiques leur permettant de faire la lumière sur tel ou tel événement encore controversé aujourd’hui ou rien que des discours et des panégyriques ?

Mes souvenirs, mes documents personnels et mes dossiers judiciaires, constituent l’assise matérielle de ce livre. Ils ont été complétés par d’autres sources d’information : des journaux de l’époque, le témoignage d’amis marocains et l’examen de diverses archives françaises. Aucun détail, aucune anecdote, aucun récit, rapportés ne sont inventés.

Pour terminer cet avant-propos, j’indiquerai pourquoi j’ai mis tant d’années pour faire paraître ce livre, alors que ses premières parties se rapportent essentiellement aux années 1952-1966. Je l’ai fait par retenue volontaire dans l’espoir d’apporter un peu plus de vérité sur l’Affaire Ben Barka. Pour ce, il me fallait au moins attendre, après tant d’années de réclamations, d’avoir enfin obtenu la levée du « secret-défense » pesant sur le dossier du SDECE – ce qui est fait aujourd’hui. Mais également, le retour des Commissions rogatoires internationales (CRI) adressées au Maroc enfin exécutées – ce qui, hélas, n’est toujours pas le cas !

Le 30 juin 2001, Aboubaker Jamaï, en rapportant dans son hebdomadaire³ les « révélations » de l’ex-agent des Services secrets, Ahmed Boukhari, en appelait au jeune roi Mohammed VI : « Il arrive que les patrimoines reçus en héritage comportent aussi un passif (...). Le monarque a aujourd’hui l’obligation de la grandeur (...). En décidant de se départir des rouages d’un système obsolète, il entrera dans l’Histoire de ce pays ».

Le roi abordait lui-même l’Affaire dans un entretien au *Figaro* le 4 septembre 2001 : « Il est normal que l’épouse de Ben Barka et son fils veuillent savoir où se trouve la dépouille de Mehdi Ben Barka (...). Il serait inconvenant de ma part de demander à Bachir Ben Barka d’oublier et de tirer un trait sur le passé (...). **Et je suis prêt pour ma part à contribuer à tout ce qui peut aider la vérité** » (en gras par l’auteur). Un sérieux appui était donc attendu de Mohammed VI dans cette recherche de la vérité. Hélas, appui resté lettre morte à ce jour. Ni l’IER – qui avait classé le dossier Ben Barka parmi ses priorités –, ni le Conseil consultatif des droits de l’Homme qui a fait suite, dirigés par Driss Benzekri, aujourd’hui décédé, puis par Ahmed Herzenni, n’a avancé d’un pas ! Pas plus que depuis le Conseil national des droits de l’Homme.

Le lecteur pourrait constater, en lisant ma plaidoirie devant la Cour d’assises de la Seine, que j’exposais dès 1966 le même point de vue que dans ce livre.

3. *Le Journal*. Sous le titre « Le devoir d’inventaire ».

Introduction

Qui suis-je ?

Les témoignages et analyses développés dans ce livre sont, dans bien des cas, traités à la première personne du singulier. Il m'est donc apparu logique, voire nécessaire, vis-à-vis du lecteur de lui fournir quelques confidences sur ce « je » qui revient souvent.

Je suis né le 10 décembre 1928 au Maroc, à Meknès, où mes parents, d'origine savoyarde, se sont installés en 1920. Cinquième enfant d'une famille de sept. Ma mère, première professeur de mathématiques au lycée appelé alors Poeymireau, cesse quelques années après d'enseigner pour s'occuper de ses enfants. Mon père, Paul Buttin, avocat inscrit au barreau de Fès-Meknès, est élu bâtonnier de l'Ordre en 1939 ; il le demeure en raison de la guerre jusqu'à sa démission en 1944¹. Il est réélu, comme bâtonnier, du barreau de Meknès cette fois, de 1952 à 1954. Cette dernière année, il assure devant le tribunal militaire de Fès la défense de nationalistes marocains.

J'effectue mes études primaires et secondaires au lycée de Meknès. En octobre 1947, je quitte le cocon familial pour gagner Paris où je passe, à la seule faculté de droit d'alors, celle du Panthéon, ma licence et deux diplômes d'études supérieures. Je commence une thèse de doctorat sur un sujet encore nouveau : « L'unité économique de l'Afrique du Nord ». Je ne l'achèverai pas faute de temps. Les événements cruciaux au Maroc en décident autrement. De retour à Meknès à l'automne 1952, je m'inscris au barreau quelques semaines après et commence mon stage chez mon

1. C'était le lendemain de la condamnation à mort et de l'exécution à Alger de son client Pierre Pucheu, l'ancien ministre de l'Intérieur de Vichy, non gracié par le Général de Gaulle. Il explique ainsi sa décision dans une lettre aux membres du conseil de l'Ordre : « La justice et le droit qui tiennent de l'absolu sont au-dessus d'une soi-disant raison d'État, essentiellement relative parce que mobile et changeante. Je pense que la justice et le droit n'ont pas été respectés dans le procès de M. Pucheu... ».

père. Je repars pour la France au printemps effectuer mon service militaire dans l'armée de l'Air, aux Elèves officiers de réserve (EOR) près de Caen, puis au bureau législation du ministère de l'Air à Paris.

En septembre 1954, rentré au Maroc, je poursuis mon stage à Rabat chez le bâtonnier Bruno, un excellent professionnel. Nos familles se connaissent depuis longtemps et je deviens l'ami de Charles et de Simone, son épouse. Cela n'empêche pas entre nous une totale opposition sur le plan de la politique menée par la France au Maroc². Dès notre premier contact, je lui ai confié que j'entendais assurer la défense des nationalistes marocains qui me le demanderaient. Très libéral, il me laisse libre d'agir de la sorte à la seule condition que j'utilise un papier à lettres à mon nom³ !

Le pays est à feu et à sang. Je rejoins le rang des Français libéraux de « Conscience française ».

Je tiens ici à rendre un hommage particulier à mon père. C'est lui qui eut le plus d'influence dans ma formation de laïc chrétien, engagé dans la vie de la Cité, avant même les écrits de Georges Bernanos et du philosophe Emmanuel Mounier, fondateur de la revue *Esprit*. Il a lui-même, avec quelques amis, créé et animé en avril 1944, alors que nous étions coupés de la France, *Terres d'Afrique*, une revue d'inspiration chrétienne, bousculant les idées toutes faites localement dans les domaines sociaux et économiques. Les thèses qu'il y développe ne sont pas particulièrement appréciées par nos compatriotes du Maroc et la revue doit cesser de paraître en 1950⁴. En 1955, pour analyser la situation, de plus en plus tragique, il publie *Le drame du Maroc*⁵. En juin 1956, au lendemain de l'indépendance, il prend sa retraite d'avocat et se consacre, jusqu'à son décès en 1966, à une nouvelle revue qu'il crée, *Confluent*.

Pour mon père, doté d'une grande foi en Dieu et en l'homme, le sens moral est ce qui importe le plus, c'est-à-dire un ensemble de valeurs

2. Très lié à la communauté française, mon « patron » soutient les thèses de la Résidence, des contrôleurs civils et autres tenants du protectorat... Il a ainsi admis sans état d'âme la déposition du sultan Mohammed Ben Youssef le 20 août 1953, et l'installation, en ses lieu et place sur le trône chérifien, de son cousin le très pâle Mohammed Ben Arafâ, le « sultan des Français », comme le scandale le peuple marocain ! Je soutiens le point de vue contraire.

3. Ce n'était pas l'usage pour un avocat stagiaire à l'époque.

4. La tentative en 1946 de lancer un hebdomadaire *Méditerranée* sombre même au bout de quarante semaines. Je relève dans l'éditorial du dernier numéro (décembre 1946) : « L'AFN est à la croisée des chemins. Ou bien nous continuerons la même politique que dans le passé. Et les heurts auxquels nous avons assisté deviendront de plus en plus violents jusqu'à atteindre certaines conséquences aujourd'hui imprévisibles. Ou nous changeons radicalement cette politique ». Quel Français du Maroc aurait eu le courage d'écrire ces lignes dix ans avant l'indépendance du pays ?

5. Aux éditions du Cerf.

comme l'honnêteté, la justice, la tolérance, la liberté, la vérité, le respect et la dignité de chacun, croyant ou incroyant. Il s'élève contre toute discrimination raciale ou sociale, la plus grande des injustices à ses yeux. Sur ces principes, il ne transigera jamais et refusera de s'incliner devant la raison d'État. Cette foi, ces valeurs, je les partage totalement. Elles sont le socle éthique de mes engagements, quelles que soient les conséquences qui peuvent s'en suivre.

Mes premiers contacts politiques, après mes rencontres avec les étudiants marocains à Paris, sont avec mon voisin de quartier, également jeune avocat en fin de stage, Réda Guédira, époux d'une Française. Tous deux deviennent des amis. Guédira fait alors parti d'un groupe de militants indépendants de Rabat créé en 1937 par Rachid Mouline⁶. Avec lui, ses camarades, peu nombreux, et un ami français, Jacques Jouannet⁷, nous formons le groupe GERES de Rabat⁸, filial de celui créé à Casablanca par Robert Orain. Pendant des mois, nos réunions hebdomadaires consistent essentiellement à préparer nos camarades marocains à participer au pouvoir politique et administratif du pays, dès que cela serait accepté par la France. Mais dès l'été 1955, le retour du sultan Mohammed Ben Youssef sur son trône devient notre premier engagement public. Ce militantisme ne m'empêche pas de rencontrer d'autres nationalistes marocains, membres du PI ou PDI. Très vite le plus en vue sera pour moi Mehdi Ben Barka.

À la barre, je vais, à plusieurs reprises, défendre des nationalistes marocains poursuivis devant les tribunaux de droit commun ou devant les tribunaux militaires. Après l'indépendance, de 1956 à 1966, les mêmes causes produisant les mêmes effets, ce sera la défense de ceux qui luttent contre le nouveau pouvoir, ses hypocrisies, la suppression à nouveau des libertés, les disparitions forcées, la répression sous toutes ses formes, spécialement des « forces de gauche ». Tant que je m'exprime et que je plaide au Maroc, il me faut le reconnaître, je n'ai aucune difficulté particulière. Le jour où je franchirai le « Rubicon » c'est-à-dire où je me déplacerai à Paris pour le premier procès dans *l'Affaire Ben Barka*, en septembre 1966, je ne quitterai pas le Maroc... mais le Maroc me quittera ! Le retour au pays m'est interdit après ma plaidoirie. Un ami, membre de l'ambassade de France à Rabat m'a prévenu que la police marocaine a reçu ordre de m'arrêter à ma descente d'avion...⁹ Ce n'est

6. Au moment de la rupture entre Allal El Fassi et Hassan El Ouazzani. Face au Parti de l'Istiqlal (PI) et au Parti Démocrate de l'Indépendance (PDI), ce petit parti a pris pour nom « Les amis de Rachid Mouline », le futur parti des Indépendants libéraux.

7. Conseiller à la Banque d'État du Maroc, membre comme moi-même du parti politique français « Jeune République ».

8. Groupe d'Etudes et de Réflexions Economiques et Sociales.

9. « Décision venant plus d'Hassan II que d'Oufkir » m'a-t-on précisé.

que dix-sept années après, en janvier 1983, que je reviendrai, comme membre de la délégation française accompagnant le président François Mitterrand. Par la suite, et pendant des années, je serai toujours très sérieusement contrôlé lors de mes passages à l'aéroport de Rabat-Salé.

Le deuxième procès de *l'Affaire* se termine le 5 juin 1967, jour de l'invasion de l'Égypte et de l'occupation du reste de la Palestine par les forces armées israéliennes. Je participe alors à la création du GRAPP¹⁰, le premier groupe de soutien au peuple palestinien. À la même époque, ne pouvant attendre plus longtemps pour retravailler, je demande mon exeat – permission officielle de sortie – du barreau de Rabat, et je m'inscris au barreau de Paris, début juillet 1967.

Après trois années de collaboration au cabinet de Me Joé Nordmann, j'ouvre un cabinet. Je ne retrouverai jamais la situation que j'avais acquise à Rabat. Les clients ne viennent pas du jour au lendemain. Cela me donne du temps pour plaider pour les indépendantistes guadeloupéens, à Basse-Terre ; pour les indépendantistes comoriens à Moroni ; pour des syndicalistes mauritaniens, à Nouakchott ; pour des Palestiniens arrêtés en Grèce... ou en France, pour des « gauchistes » arrêtés en 1968 ! Mais, surtout, après le dépôt, courant octobre 1975, de la nouvelle plainte dans *l'Affaire*, pour continuer à me battre aux côtés de la famille de Mehdi dans la recherche de la vérité.

Mes rencontres avec Hassan II et avec Mehdi Ben Barka

Ces deux hommes vont s'affronter, le plus souvent à distance. Tous deux ont une intelligence hors du commun, des dons exceptionnels, le goût du pouvoir. L'un apparaît comme plus libéral. Sur le plan économique certes, il l'est totalement... à son profit ! Sur le plan politique, il l'est aussi, du moins dans ses discours à son peuple. En fait, il sera l'un des souverains les plus absolus qu'ait connu le Maroc depuis le grand sultan Moulay Ismaël¹¹. Critiquer Hassan II, c'est déjà le commencement d'un complot ! Ben Barka est, bien sûr, plus révolutionnaire dans ses discours. Il ne parle pas au « Cher peuple » mais tout simplement au peuple marocain dont il est issu. Il entend que le Maroc se dote d'un véritable régime démocratique, de justice sociale et d'émancipation du peuple. Mais, dans ses actes, il est beaucoup plus démocratique. Leur

10. Groupe de recherches et d'action sur le problème palestinien.

11. Contemporain de Louis XIV – Fondateur de la ville impériale de Meknès si célèbre pour ses monuments et par ses kilomètres de murailles.

opposition est fondamentalement politique, en-deçà même du despotisme d'Hassan II.

Une anecdote au sujet des deux hommes : Hassan II raconte qu'il était très intime de Ben Barka dans sa jeunesse¹² : « C'était un bon compagnon, un vieux copain... » Et d'ajouter : « C'est à Ben Barka que je dois de m'habiller avec élégance... Plus tard nous avons le même tailleur, M. Kamps. À l'époque le costume coûtait 150.000 anciens francs ». Or, par le plus grand des hasards, j'acquis ces dernières années un costume chez un commerçant de l'avenue Félix Faure à Paris, qui me dit être un ancien ouvrier tailleur chez M. Kamps. Et, il me raconta que « le prince Moulay Hassan était venu un beau jour commander cent costumes ». Pas Ben Barka !

Ma première rencontre avec le futur roi Hassan II aurait dû avoir lieu à Ifrane, au cours de l'été 1942 ou 1943. J'avais 13 ou 14 ans. Je jouais au tennis avec un ami lorsqu'un capitaine de l'armée française se présente à la porte du court et m'interpelle :

« – Accepteriez-vous de jouer avec le prince ? » Je ne comprends pas sa question. Avec quel prince ?

– Le fils aîné de Sa Majesté le Sultan, le prince Moulay Hassan.

– Je joue assez mal et le prince ne sera sans doute guère intéressé par nos échanges de balles, lui réponds-je étonné.

– Bien sûr que si, car le prince ne joue que depuis peu. Mais une condition s'impose. Si vous acceptez de jouer avec lui, vous devez le laisser gagner ».

La condition émise par l'officier me dresse les cheveux sur la tête ! Tout mon tempérament de « Sagittaire » me porte exactement au contraire... Il m'arrivera souvent de perdre au cours de ma vie, mais jamais dans aucun jeu, dans aucun sport, dans aucun procès, je ne l'ai fait ou accepté volontairement. Ma réponse fuse :

– Prince ou pas, il n'en est pas question !

Orgueil contre orgueil sans doute, ce d'autant que j'apprendrai peu après que Moulay Hassan avait six mois de moins que moi... Son père, le sultan Si Mohammed Ben Youssef, le futur Mohammed V, l'avait lancé dans les arcanes de la politique dès son plus jeune âge. N'était-il pas à ses côtés début 1943 lors de la fameuse entrevue d'Anfa avec le président F.D. Roosevelt et W. Churchill ? Il avait alors moins de 14 ans. Cette

12. *Hassan II. La Mémoire d'un Roi*, op. cité. Pages 97 et 98.

rencontre au sommet, je l'ignorais bien sûr. L'aurais-je su, cela n'aurait rien changé. Pour moi, cette anecdote du « résultat imposé » dévoile la manière pour le moins contestable, voire choquante, de la « bonne » éducation donnée au prince. Or, chacun sait que tout ce qui tisse la formation d'un enfant grave à jamais son caractère. Beaucoup plus tard, je constaterai que celle-ci l'a bien marqué à vie. Il y eut ainsi en son temps au Maroc, lui, et les autres¹³ !

Je rencontre finalement Moulay Hassan des années après, au lendemain du retour du souverain et des siens à Rabat. Le prince entendait remercier les Français libéraux de leur aide, de leur solidarité. La réunion se tient à l'hôtel El Mansour à Casablanca début janvier 1956. Moulay Hassan, arrivé en retard¹⁴, entouré de quelques ministres dont R.Guédira, nous parle une vingtaine de minutes. Ses remerciements vont droit au cœur de chacun. Je suis frappé de sa très grande facilité à s'exprimer dans notre langue, sans note, utilisant un vocabulaire très riche, voire recherché. Je garde le souvenir d'un homme très bien habillé, sûr de lui, brillant, et sans contestation possible très intelligent.

Le 3 mars 1956, lendemain de l'indépendance, je le revois à nouveau, à Paris cette fois, avec un ami, Bertrand Schneider, qui est aussi ami de la famille royale. Il a convaincu Moulay Hassan de rencontrer l'abbé Pierre dans son centre d'Emmaüs, à Neuilly-sur-Marne. L'entrevue est chaleureuse. Le prince¹⁵ est plein d'admiration pour ce prêtre humain, généreux, efficace.

Devenu roi en février 1961, je le « rencontre » indirectement, dans des conditions très particulières... au téléphone ! Je conterai l'anecdote en évoquant l'affaire Addi Ou Bihi.

La cinquième fois, ce sera en janvier 1983, lors du voyage officiel de François Mitterrand, au Maroc. C'est pour moi une très grande joie de retrouver le pays de ma jeunesse, de mes « combats ». Je rentre la tête haute ! À l'aéroport de Rabat-Salé, le Président présente les membres de la délégation française, les uns après les autres, à Hassan II. Celui-ci me salue en ces termes : « Me Buttin, je suis très heureux (sic) de vous accueillir au Maroc. » Formule classique sans doute, mais qui en dit peut-être davantage : Mehdi Ben Barka a « disparu » le 29 octobre 1965. Oufkir a été « suicidé » au lendemain du coup d'État d'août 1972. Dlimi vient de « disparaître » à son tour dans un « accident de la circulation »,

13. Ne le reconnaît-il pas lui-même lorsqu'il affirme : « Moi qui suis né sur les marches d'un trône... ». Soulignons-le : à 18 ans, il intervient aux côtés de son père lors du fameux voyage à Tanger ; à 26 ans, il est chef d'état-major général des armées ; à 28 ans, prince héritier ; à 31 ans, vice-président du gouvernement, en fait déjà le « patron » du pays ; à moins de 32 ans, roi !

14. Selon une habitude qui deviendra proverbiale.

15. Qui avait eu connaissance du fameux appel de l'abbé Pierre à radio Luxembourg contre les rigueurs de l'hiver.

quelques jours seulement avant notre arrivée¹⁶. Hassan II pense-t-il que nous sommes quittes tous les deux ? Plusieurs membres du gouvernement marocain accompagnent le roi, dont le Premier ministre, Maati Bouabid¹⁷. Il m'embrasse publiquement, me dit sa joie de me revoir au Maroc, et me glisse avec humour à l'oreille « Est-ce toi qui a fait disparaître Dlimi ? ». D'autres ministres, que je connaissais bien, m'embrassent à leur tour, à la marocaine. Je lis quelque étonnement sur le visage de certains ministres français : « Me Buttin n'a-t-il pas été convié par François Mitterrand comme « opposant » au pouvoir marocain ? ». Lors de notre déplacement à Marrakech, le ministre Pierre Bérégovoy me prend dans sa voiture. Il me dit combien il a été étonné, ainsi que le Président, d'entendre dans l'après-midi le roi leur faire mon éloge ! Il ne m'en donne pas la raison. C'est sans doute pour mon combat pour la reconnaissance des droits du peuple palestinien, bien connu dans les milieux politiques au Maroc comme à Paris, Je retrouve bien là toute l'intelligence d'Hassan II. Il a réussi à trouver comment « doubler » Mitterrand !

Une sixième rencontre devait avoir lieu en novembre 1985. Le souverain avait invité certains Français libéraux encore en vie pour célébrer le trentième anniversaire du retour de la famille royale au Maroc. De magnifiques réceptions – comme toujours – nous sont offertes pendant huit jours. Mais pas d'accueil royal ! Est-ce en raison de ma présence ? Je rencontre le ministre de l'Intérieur, tout puissant à l'époque, Driss Basri, avec un de mes amis. Ma question reste sans réponse... Il nous informe simplement que, considérés comme des « Franco-Marocains », Hassan II a décidé de nous rencontrer en même temps que la communauté marocaine, lors de son prochain séjour à Paris. C'est ainsi que je le salue à l'Élysée, le 27 novembre, lors d'un dîner offert en son honneur par le Président de la République, puis le lendemain, au milieu de la colonie marocaine de Paris conviée à une réception¹⁸.

16. « Se débarrasser de Dlimi à Marrakech, quelques heures avant l'arrivée triomphale du président F. Mitterrand dans cette même ville, relève d'un savoir faire d'Hassan II aussi remarquable que machiavélique. Le meilleur moyen d'éclipser un événement n'est-il pas dans créer un autre plus retentissant encore ? ». Mahjoub Tobji. *Les Officiers de Sa Majesté* - Ed. Fayard 2006, page 199.

17. Beaucoup d'eau a coulé sous les ponts depuis 1965 ! L'ex-bâtonnier de Casablanca faisait partie à l'époque du bureau exécutif de l'UNFP, le plus grand parti d'opposition. Il était à nos côtés lors du procès du « complot de juillet » au printemps 1964, et dans bien d'autres procès...

18. Il m'apparaît ici intéressant de rapporter le portrait d'Hassan II, dressé par le Dr François Cléret, un homme qui le connaissait bien depuis l'exil de la famille royale à Madagascar : « Sa Majesté Hassan II était un personnage extrêmement complexe. D'un côté, c'était un homme courtois, aimable, toujours souriant, à la répartie facile, porteur d'un formidable potentiel de charme et de persuasion... De l'autre, c'était un super doué en politique, au sang froid étonnant, surveillant sans cesse son environnement et le percevant

Ma première rencontre avec Mehdi Ben Barka se situe en novembre 1954, peu de temps après sa libération. Je venais le saluer en son domicile, avenue de Témara. Ses premiers mots sont pour remercier mon père de l'action qu'il menait depuis 1952 pour la défense de ses camarades et des résistants. Il l'appréciait d'ailleurs depuis bien plus longtemps par la lecture de ses écrits dans *Terres d'Afrique*, et ses constants rappels du nécessaire respect de la dignité de l'autre, du droit, de la justice. Je suis frappé de ses connaissances, alors que depuis des années il était en prison, fort loin de Rabat ou de Meknès¹⁹. Je le revois plusieurs fois, surtout en 1955 et en 1956. Les années suivantes nos entrevues sont moins fréquentes, mais toujours aussi chaleureuses, en raison de ses responsabilités à l'Assemblée nationale consultative qu'il préside et de ses nombreux déplacements à l'étranger – ou ses exils ! La vivacité et l'intelligence de ses propos, son dynamisme, son analyse critique de la situation du moment, sa liberté de parole, son esprit d'ouverture, son sens du dialogue, sa « présence », m'émerveillent. Je comprends mieux comment, malgré sa non « qualité » de Français, il a pu réussir en son temps, élève du lycée Moulay Youssef, puis du lycée Gouraud de Rabat, aux deux bacs d'alors, avec la mention « très bien » et les félicitations du jury ! Ben Barka est incontestablement l'élève le plus brillant qu'aient produit les écoles françaises du Protectorat. Je saisis mieux aussi comment, pour les tenants de l'époque, pour les résidents Juin, puis Guillaume, il a été l'ennemi n° 1... avant de le devenir pour le roi Hassan II²⁰ !

Au cours de nos discussions, Mehdi Ben Barka souligne toujours son désir et sa volonté de voir le Maroc se transformer, entrer au plus vite dans les exigences du modernisme – sans accepter pour autant les mécanismes de l'exploitation néocoloniale. Issu d'un milieu populaire urbain, il a aussi connu les milieux campagnards lors de sa deuxième arrestation. Il s'est alors rendu compte de la différence dans la mise en valeur des terres, d'une manière traditionnelle par les fellahs, d'une manière moderne par les colons français. En même temps, il a constaté l'exploitation des travailleurs par

avec une étonnante lucidité. Rien ne lui échappait... Habile à manier le pouvoir, il cherchait toujours à surpasser l'adversaire, acceptant mal l'échec... » - *Le Cheval du Roi*, nouvelle édition novembre 2000, page 290.

19. Arrêté en février 1951 sur ordre du Résident Juin, il a d'abord été déporté dans le Moyen Atlas (région d'Imilchil) où il était en contact avec une population berbère que, r'bati, il ne connaissait guère jusque-là. Par la suite, il a été transféré dans le Sud marocain. Il vient donc d'effectuer quarante-deux mois de prison, après en avoir déjà effectué treize à l'âge de 24 ans, au lendemain de la signature du Manifeste de l'Istiqlal en janvier 1944 !

20. Juin est tellement frappé par le dynamisme de ce jeune nationaliste qu'il le considère comme le « chef d'orchestre clandestin » dans le semblant de parlement – deuxième collège franco-marocain – où il ne siège pas !

ces derniers et par les féodaux marocains – pire sans doute ! –. Il les place d'ailleurs dans le « même sac », sans distinction de nationalité. Pour autant, je ne l'entendrai jamais critiquer vertement la France. Mais il est certain qu'il s'inquiétait de voir que l'indépendance du pays avait été obtenue sans trop de difficultés en collaboration avec le colonisateur, plutôt que contre lui... Dès lors, me confie-t-il, trop d'anciens nationalistes, avec l'assentiment, voire la sollicitation, du Palais, se sont en quelque sorte « glissés dans le lit » des anciens de la Résidence, ont pris leur place sans trop se préoccuper du peuple marocain²¹. Il me le redit souvent : « L'indépendance du Maroc ne peut devenir pleine et entière qu'après la libération économique, sociale et politique, des femmes et des hommes du pays à travers une véritable répartition des richesses ». Ce n'est certes pas le cas à l'époque. Qu'en est-il aujourd'hui ?

Au-delà du peuple marocain, il évoque l'avenir de l'Afrique du Nord, la nécessaire défense des peuples du Tiers-Monde, leur émancipation. Le « problème algérien » lui est très sensible²². Dès nos premières rencontres, il me fait part de sa volonté d'associer les résistants marocains du Rif aux « fellaghas » tunisiens, et aux « révolutionnaires » algériens qui ont débuté leur lutte armée le 1^{er} novembre 1954. Mais, quelques semaines après l'indépendance du Maroc et celle de la Tunisie il me dit son espoir de voir la France trouver, le plus vite possible, une solution politique en Algérie, éloignée de la guerre qui prévaut alors. Il ne sépare jamais les problèmes marocains et algériens. Il est « nationaliste maghrébin » avant tout²³.

L'importance de la conférence de Bandoeng²⁴ ne lui échappe pas²⁵. Attaché à la politique de non-alignement, Mehdi Ben Barka fait adopter

21. Dans une réunion publique, tenue début janvier 1960 à Casablanca, il affirme : « Nous sommes les adversaires du colonialisme et nous le combattons par tous les moyens, même s'il pense pouvoir compter sur des satellites qui dénaturent les faits en cherchant à imprimer à la lutte nationale un cachet de discussions partisans. » Cité par *Raï el Am* le 10 janvier 1960.

22. Son séjour à Alger, en 1941-42, d'où il est revenu licencié en sciences, lui a permis de lier amitié avec de nombreux Algériens et Tunisiens, tous nationalistes, futurs militants du Mouvement national dans leur pays respectif. Lui-même a d'ailleurs été élu président de l'Association des étudiants d'Afrique du Nord. C'est avec eux qu'il a commencé à évoquer les principes de la nécessaire « solidarité maghrébine » qui hanta toute sa vie.

23. Ce qui lui vaudra sa condamnation à mort par contumace en novembre 1963, au moment de la « guerre des Sables ».

24. Où se sont réunis pour la première fois en avril 1955 en Indonésie les représentants de vingt-neuf pays d'Afrique et d'Asie.

25. En revanche, je constate qu'elle a totalement échappé aux dirigeants français ! « Cette conférence ne fut peut-être pas « l'événement le plus important depuis la Renaissance » qu'y a vu Léopold Senghor... Mais cette première rencontre des représentants des nations prolétaires signifiait au monde des nantis et des puissants que l'ère du monopole de l'initiative historique s'achevait, que l'univers entier entendait désormais avoir voix au chapitre ». J. Lacouture. *Le Monde* 19 avril 1975.

en novembre 1957 une résolution en ce sens par l'Assemblée consultative qu'il préside.

Il est fort conscient de l'importance de l'instruction et de l'éducation des jeunes, « non pas un des sujets fondamentaux, mais le sujet fondamental »²⁶ en vue de les voir participer au développement du pays et en vue de leur épanouissement personnel. C'est là l'une des critiques les plus véhémentes qu'il me fait – à juste titre – contre le colonisateur qui n'a pas joué, en tout cas très insuffisamment depuis 1912, son rôle de « protecteur », donc de « tuteur » de la jeunesse²⁷. Il prône pour celle-ci une action militante efficace loin des discours verbeux ou de la rhétorique. Il me raconte que lui-même, à 15/16 ans, très jeune militant politique, il animait au collège Moulay Youssef une cellule de l'Action marocaine, la première organisation promouvant la lutte contre le colonisateur.

Devenu leader politique par son charisme, Ben Barka n'oubliera jamais le peuple marocain dont il est issu. « Fils du peuple », il le demeurera toute sa vie, conscient de ses responsabilités vis-à-vis de celui-ci, voire de tous les peuples opprimés du monde, quelques années après. Mais son amour du peuple ne l'a pas empêché, avant l'indépendance, de lutter sans état d'âme, aux côtés des nationalistes bourgeois qui réclamaient la fin du Protectorat. D'une grande ouverture d'esprit, je l'entendrai aussi se prononcer publiquement pour la liberté des cultes et contre la marginalisation des juifs marocains²⁸.

Il me confie un jour, peu après son retour de captivité, « Désormais notre parti a trois têtes : la politique, avec Allal El Fassi et les vieux dirigeants ; les syndicalistes avec Mahjoub Ben Seddik ; et les résistants avec le fqih Basri et autres ». Homme d'action, anticolonialiste, homme du peuple, il ne me cache pas son choix²⁹. Il se trouve aux côtés des syndica-

26. Intervention au monastère de Toumliline à Azrou sur l'Education en 1957.

27. Il faut savoir que le protectorat a créé deux seuls collèges exclusivement marocains, le collège Moulay Youssef à Rabat ; le collège Moulay Idriss à Fès, puis un collège à Marrakech. Et pendant longtemps, ces établissements - comme par hasard - ne comportaient pas de classe terminale... Ben Barka pour sa part a franchi la difficulté en s'inscrivant au lycée Gouraud.

28. Cf. *Dialogue des religions* – Toumliline 1957

29. C'est en ce sens qu'il sera lors de la conférence d'Aix-les-Bains d'août 1955 l'un des plus fermes à réclamer d'abord et, avant tout, le retour de Mohammed V sur son trône, pour suivre la volonté du peuple : un peuple devenu monarchiste dans l'âme. En 1962, toutefois, Ben Barka reviendra sur cette décision dans un article « Autocritique » ainsi conclu : « ... Nous sommes entrés dans le jeu colonial, en substituant à l'objectif fondamental de la lutte qui commençait à devenir de plus en plus clair dans l'esprit des militants, un autre, à la fois plus facile à saisir sur le coup et en même temps, plus trompeur à la longue... Toutes ces mesures entreprises de bonne foi, mais n'étant pas conçues en fonction d'une stratégie globale, allaient jouer dans un sens négatif et pourrir le Mouvement national... Il n'est jamais interdit de passer un compromis, car tout dépend

listes, incarnation du peuple marocain, en ses ouvriers et ses paysans, et aux côtés des résistants pour mettre bas le Protectorat déclinant. Les « politiques », trop souvent politiciens, me dit-il, défendent avant tout leurs intérêts personnels, en tous cas leurs intérêts de classe.

Dans nos discussions, un aspect de son comportement apparaît constant : sa volonté d'agir pour son pays sans pour autant accepter de s'aplatir devant quiconque, fut-ce le souverain. Lors d'une de nos nombreuses rencontres, j'évoquais ce trait de caractère avec son secrétaire M'Hamed Awad³⁰. Celui-ci me conte alors la remarque que lui avait faite Ben Barka : « Au Maroc, il est très facile d'être riche d'un jour à l'autre. Il suffit de baisser la tête et de baiser les mains. Je refuse de le faire. Je marche la tête haute. » Quel exemple pour tant de ses camarades, piétinés pendant des années par la féroce répression du pouvoir royal, qui ne s'en sont pas encore totalement relevés aujourd'hui !

Tous ceux qui ont connu Mehdi Ben Barka relatent son intelligence de l'instant, son sens du pragmatisme, sa promptitude dans le choix d'une décision lorsque plusieurs solutions se présentent à lui. Son dynamisme³¹ va toujours vers ce qui lui paraît le plus important, le plus opportun, le plus urgent pour lui – mais aussi pour le pays. Hélas, cette promptitude de choix entre deux solutions possibles fera sa perte le 29 octobre 1965 !

Malgré ses connaissances des hommes, de la situation politique du pays à la veille de l'indépendance, il est arrivé à Mehdi Ben Barka, du moins de mon point de vue, de se tromper, sur un homme, R.Guédira. Il me dit un jour ne pas comprendre comment je pouvais « perdre mon temps » et m'impliquer avec ce confrère et ses camarades, les futurs « Indépendants libéraux »³² ! « Guédira, mon voisin, avocat stagiaire comme moi-même, premier Secrétaire de la conférence en 1954, est devenu un ami, lui répliquais-je. Je partage son exigence de liberté. Je n'ai pas, moi Français, choisi un parti marocain ou un autre, en défendant les nationalistes avant l'indépendance, mais la liberté pour le Maroc, avec tous ses fils. Quelles que soient les idées de Guédira, sa volonté de

des rapports de force et du but prochain ou lointain qu'on se propose. Mais l'important est de le faire en pleine lumière, en expliquant toute la situation à nos militants. L'important est de ne pas refaire la faute d'Aix-les-Bains, de ne pas justifier totalement un compromis, le célébrer comme une pleine victoire, sur des bases et pour des buts opportunistes. » (Mehdi Ben Barka. *Option révolutionnaire au Maroc* – Ed. Maspéro. Paris 1966).

30. Pendant près de dix années (septembre 1954 – juin 1963). Auteur avec son épouse, Maria, du passionnant et très documenté ouvrage : *Les Trentes glorieuses ou l'âge d'or du nationalisme marocain 1925-1955*. Ed. LPL. 2006.

31. « Il sera partout et toujours, bien ou mal inspiré, la « dynamo » du nationalisme et du nouveau Maroc » J. Lacouture – *Le Nouvel Observateur* 10 novembre 1965.

32. J'apprendrai même beaucoup plus tard, à la lecture du livre de son frère Abdelkader, qu'il a baptisé ce parti, le « club des onze », représentant, selon lui, le nombre de ses adhérents ! *Mehdi Ben Barka, mon frère*, Ed. Robert Laffont, page 91.

vouloir lui aussi servir son pays m'a convaincu de son nationalisme et de ses capacités. Marié à une Française, il n'en milite pas moins pour l'indépendance de son pays. En même temps, il lutte avec ses camarades pour voir les rapports franco-marocains d'asservissement se transformer en liens de coopération ». « Guédira ne représente rien ! » insistait Ben Barka. Me suis-je trompé ? Parmi ses camarades il y a un certain Messaoud – cousin d'un secrétaire du prince –. Sauf erreur, c'est par lui que Guédira a fait la connaissance de Moulay Hassan, est devenu son ami, son confident, son conseiller, puis son bras droit. Passées les années 1955 et 1956, nos relations vont donc s'estomper de plus en plus... Je constate combien alors Guédira tient de responsabilités ministérielles, et surtout le rôle qu'il joue au cabinet du prince, avant de devenir le directeur général du cabinet royal. D'une influence réelle, il sera longtemps le n° 2 du royaume. Il sert avec fidélité Hassan II, mais il est aussi peut-être le seul de son entourage à avoir le courage de lui dire, sinon ses « quatre vérités », du moins quelques vérités...³³

Mehdi Ben Barka ne fut jamais communiste, contrairement à ce que certains ont écrit ou affirmé. Une incontestable distance régnera toujours entre les communistes et lui : les legs du nationalisme des années 1940 jusqu'à la fin des années 1950 ; les divergences sur le plan arabe³⁴ ; les rapports différents au Tiers-Monde ; son côté pragmatique et réaliste, non dogmatique. Cela ne l'empêchait pas de recourir à l'analyse et aux thèses marxistes lorsqu'elles lui paraissaient adaptables à la situation. Révolutionnaire, il l'était pour autant. Mais, réaliste, il admettait la notion d'étapes. Il évoquait même parfois un « réformisme nécessaire ». Ce qui me frappait dans nos discussions c'est son côté « rationnel » à la différence de bien d'autres dirigeants marocains, voire du monde arabe dont je ferai la connaissance. Dû, bien sûr, à sa formation universitaire française, entre autres en mathématiques. Hassan II a reçu la même formation supérieure, lui, en droit. Il l'utilisait à bon escient dans ses contacts internationaux, notamment avec la France. Mais, localement, sa passion était beaucoup plus tournée vers lui-même, qu'en faveur du peuple marocain...

33. Cela lui vaudra d'ailleurs à une certaine époque une disgrâce royale, un retour à son cabinet d'avocat, avant de reprendre le chemin du pouvoir, toujours très attirant... Je pense en définitive que Moulay Hassan – puis Hassan II – n'en faisait qu'à sa tête : sa méfiance s'exerçait même à l'encontre de ceux à qui il manifestait pourtant sa confiance. Il n'était sûr que de lui-même !

34. Son approche du problème palestinien par exemple est très différente de celle des communistes. Il est tout naturellement « arabiste » et persiste à penser que la création et la reconnaissance de l'État israélien par les Nations Unies est un égarement de l'histoire. Ce n'est certes pas l'approche des Soviétiques – les premiers à reconnaître l'État d'Israël – à laquelle souscrit le Parti communiste marocain.

Ben Barka était-il partisan d'établir une République au Maroc ? C'est la thèse que soutient Claude Paillat³⁵. En 1951 ou 1952, il est possible qu'il ait songé à l'instauration d'une République au lendemain de l'indépendance du pays. Mais certainement pas après le 20 août 1953, l'exil forcé du Sultan et la volonté unanime du peuple marocain de voir revenir le souverain sur son Trône. En revanche, je l'ai toujours entendu évoquer la future monarchie constitutionnelle qu'il espérait. Ayant personnellement choisi la voie legaliste, et non la lutte armée, il faisait confiance à Mohammed V pour conduire le pays vers cette monarchie...³⁶

35. *20 ans qui déchirèrent la France* – T.II – Robert Laffont 1972 – C . Paillat fait état d'une correspondance du capitaine Winckel, officier des Affaires indigènes, « gardien » de Ben Barka, lorsque celui-ci fut mis en résidence surveillée. Cette lettre évoque leurs conversations pendant les longs mois de cohabitation. L'officier a compris que celles-ci ne feraient pas changer d'un pouce l'idée d'indépendance de son prisonnier. Mais, selon lui, dans un Maroc en pleine révolution, Mehdi Ben Barka pencherait pour l'ordre d'une République marocaine plus pure que la monarchie alaouite. »

36. Hassan II lui-même dira : « Il concédait que la monarchie était nécessaire au maintien d'une unité. En fait, il aurait aimé détenir une partie de son pouvoir et de ses prérogatives, tout en la conservant. » *Hassan II. La Mémoire d'un Roi* – op. cité page 97.

PREMIÈRE PARTIE

La résistance marocaine au Protectorat (1912-1956)

Rappels historiques

Le Maroc est un vieux pays, à l'histoire continue des siècles durant, les dynasties se succédant aux dynasties depuis l'arrivée d'Orient d'Idriss I^{er} à la fin du VIII^e siècle. À partir du XVI^e siècle, divers pays étrangers s'attaquent à l'intégrité du territoire. L'accord franco-allemand du 4 novembre 1911 donne à la France les mains libres dans ce pays, hormis les territoires laissés à l'Espagne.

Le 30 mars 1912 la France impose au sultan Moulay Hafid de signer un Traité de protectorat¹. Ce régime durera quarante-quatre années. Le 2 mars 1956 le pays recouvre son indépendance. « Le protectorat, un simple incident de parcours, qui prit fin en 1956, après une âpre résistance », comme l'a écrit Kacem Zhiri¹. Dans sa durée certes. Il me semble toutefois que dans quelques décennies, justice relative sera rendue à cette période d'occupation, quelles qu'en auront été certaines pages très sombres. Le Protectorat a aidé le Maroc à retrouver, ou plutôt à trouver, la voie de la modernité. « Il nous a fait mesurer l'ampleur de notre retard » dira Ben Barka³. Sa grande erreur a été de ne pas comprendre plus vite que le Marocain n'était pas, ou en tout cas n'était plus un « mineur », qu'il était temps de « l'émanciper », au lieu de tout faire, surtout dans les dernières années, pour se l'aliéner !

« Moulay Hafid a vendu le Maroc aux Français » ou encore « a vendu aux chrétiens une partie de *Dar El Islam* » crie-t-on de toutes parts en 1912 ! Immédiatement les tribus assiègent la capitale d'alors, Fès. Il faut un soldat pour « sauver » le jeune Protectorat. Ce sera le général Lyautey,

1. Une convention franco-espagnole signée en 1904, restée secrète jusqu'en 1912, envisageait le partage du Royaume marocain en deux zones, l'une d'influence française au sud, l'autre d'influence espagnole au nord et à Ifni et Ségua El Amra au sud. L'Espagne prend possession de ces territoires, confiés à un khalifa du Sultan. Tanger devient par la suite zone internationale.

2. Un ami, l'un des fondateurs et animateurs du PI, à l'occasion du 60e anniversaire du Manifeste de l'Indépendance.

3. Citation dans le film de Simone Bitton *Ben Barka. L'équation marocaine*. 2001

nommé Résident général. Lorsque la guerre de 1914 éclate, le gouvernement français décrète unilatéralement – donc à l'encontre du traité de 1912 – « l'état de siège » au Maroc. Cette « légalité d'exception » donne tout pouvoir au Résident, dépositaire des pouvoirs de la République. Or, cette décision restera valable jusqu'au 2 mars 1956, jour de l'indépendance !⁴

En 1914, il reste toujours à soumettre le *bled es siba*, en lutte permanente avec le pouvoir central – le *Makhzen*⁵ – qui n'exerce son autorité que sur la moitié du territoire. Les tribus désirent échapper à la fiscalité qu'il tente de leur imposer et défendent par ailleurs leur autonomie locale. Elles ne contestent pas pour autant la légitimité du sultan, calife – successeur du Prophète Mohammed – et Imam suprême, le « Commandeur des croyants ». Moulay Hafid, souverain discrédité, mais insoumis, est craint de la France. Lyautey, moyennant de bonnes « monnaies trébuchantes », obtient son abdication. Pour le remplacer, il doit tout de même tenir compte du prestige de la dynastie. Il place son frère, Moulay Youssef, sur le Trône.

La France a signé le traité de Protectorat en vue de protéger l'autorité du Sultan et de maintenir les institutions traditionnelles. En fait, elle détient tous les pouvoirs. L'historien Daniel Rivet montre bien le décalage entre les intentions (le contrôle) et la réalité (la gestion directe) de la machine coloniale étendue au Maroc⁶ : une administration directe par personne interposée, tel est le système mis en place. Il ne reste aux Marocains qu'une partie de la justice, essentiellement celle du cadî, statuant en matière de statut personnel ! Le « gouvernement marocain » demeure en principe, mais les pachas, les caïds et autres fonctionnaires du *Makhzen* sont nommés par les autorités de contrôle. Tous ou presque sont des *béni-oui-oui* fidèles serviteurs de la « France »... c'est-à-dire du chef de la région ! Si parfois certains se montrent rétifs, ils sont vite remplacés. Une anecdote en dit plus qu'un long discours. En 1955, un jeune et brillant caïd est nommé dans la région de Meknès. En poste depuis seulement quelques mois, il est un beau jour mis à pied ! Pour protester contre cette manière de faire – si opposée à la véritable application du traité de 1912 – il constitue mon père. Venu protester contre cette

4. Par ce biais, le pays va connaître à plusieurs reprises les mesures d'éloignement ; le transfert de la juridiction répressive aux tribunaux militaires pour juger les « terroristes » ; la censure des journaux, voire l'interdiction des publications ; les nécessaires autorisations pour pouvoir manifester, voire se réunir ; l'interdiction des attroupements de plus de trois personnes. Etc. Comment pareille « construction juridique », étudiée et analysée par le prince Moulay Hassan au cours de ses études de droit, aurait-elle pu le laisser indifférent lorsqu'il monta sur le Trône ? Il ne l'oubliera pas, reprenant à son compte le système.

5. = Magasin = arsenal du pouvoir = le pouvoir.

6. *Lyautey et l'institution du Protectorat français au Maroc. 1912-1925* – Ed. L'Harmattan, 1988.

inqualifiable décision, la « France » ...le général commandant la région... a cette historique et inoubliable réponse : – « Comment voulez-vous que je le maintienne à son poste, il pense. » (sic !)

Dans une circulaire du 18 novembre 1920, dite du « coup de barre », Lyautey tente de réagir. Mais « la machine administrative est devenue plus forte que lui », sans oublier le rôle des grandes banques qui ont instauré un État dans l'État⁷.

Si le « Maroc utile » a rapidement été soumis, la révolte rifaine de Mohammed El-Khettabi, appelé Abdelkrim, remet tout en question en 1921. Lyautey comprend qu'il y a là un danger pour le Protectorat. Une difficile guerre coloniale s'en suit. Lyautey perd son poste en 1925, remplacé par le général Pétain, partisan d'une guerre jusqu'au boutiste. Les hommes d'Abdelkrim sont finalement vaincus par une force militaire franco-espagnole très supérieure, en juin 1926. Les deux puissances coloniales se réjouissent de ce dénouement. Le sultan Moulay Youssef aussi : à l'arrivée de Pétain il l'avait accueilli par ces mots : « Débarrassez-nous de ce rebelle ! » Les dirigeants nationalistes de la zone française, de leur côté, l'ont tant soit peu ignoré. Mais les masses marocaines du nord au sud du pays se sentent profondément solidaires du chef rifain⁸.

Le sultan Mohammed Ben Youssef

En 1927, le sultan Moulay-Youssef décède. Son fils Mohammed, né le 30 août 1909, lui succède. Troisième fils du souverain, il n'a alors que 18 ans. Le nouveau Résident, J. Steeg, l'a choisi, persuadé que sa docilité faciliterait l'évolution de la situation en faveur d'une politique de plus en plus coloniale. Et, rien n'est fait pour initier ce jeune Sultan à faire face au monde moderne. Ce sont les nationalistes qui, peu à peu, vont contribuer indirectement à sa formation. De « Sultan des Français » tel qu'il est appelé à son intronisation, le 18 novembre 1927, il deviendra dans les années 1950

7. « Entre la doctrine et la réalité, le système colonial, quel que fut le nom dont on le baptisait, creusait un fossé profond qui, avec le temps, devenait un abîme. » écrit fort justement Ch.A. Julien dans son très remarquable ouvrage *Le Maroc face aux impérialismes. 1415-1956* – Ed. j.a.1978

8. Avant de partir, Lyautey a fait, le 14 avril 1925, une importante déclaration au Conseil de politique indigène à Rabat. Elle montre clairement que, pour lui, le protectorat ne devait être qu'un régime provisoire : « Il est à prévoir, et je le crois comme une vérité historique, que dans un temps plus ou moins lointain, l'Afrique du Nord, évoluée, civilisée, vivant de sa vie autonome, se détachera de la Métropole... » Cité dans le bulletin *La Cohorte* – n°162, page 20.

le symbole de l'indépendance à retrouver. Pour les tenants du Protectorat, il sera alors le « Sultan des Istiqlalistes » (des indépendantistes).

Ce sont les classes bourgeoises et citadines qui apparaissent à l'origine dans les manifestations. Le Mouvement national prend le relais de la résistance des tribus. Son « acte de naissance » peut être daté du « Dahir berbère » du 16 mai 1930. Il avait pour but de faire échapper les tribus berbères – les deux tiers de la population du Maroc d'alors – à la justice musulmane du *Makhzen*... En réaction, les divers mouvements créés se regroupent en 1933 dans le « Comité d'Action Marocaine » (CAM) qui réclame, dans un « plan de réformes » remis aux autorités françaises et au Sultan : l'application stricte du traité de 1912 ; la fin de l'administration directe du pays ; la participation des Marocains à l'exercice du pouvoir. Si à l'origine, les jeunes intellectuels de Rabat et de Fès, qui s'opposent au Protectorat, ne sont pas pour le maintien d'un sultan dans un Maroc nouveau, il n'en est plus de même à partir de cette époque, sauf peut-être pour Hassan El Ouazzani qui penche pour la République. Dès mai 1934, en effet, à l'occasion de la visite du souverain à Fès, celui-ci est accueilli dans les rues de la capitale culturelle par le cri « *Yahya El Malik !* » (Vive le Roi !)⁹. Ces manifestations populaires en sa faveur convainquent les dirigeants nationalistes qu'ils ont besoin de s'appuyer sur le monarque comme symbole de la souveraineté du pays et comme soutien à l'adhésion des masses à leur appel. Cette alliance, à l'origine tactique, sera en définitive le socle proclamé par les nationalistes au moment de l'indépendance... Mais aussi, dès la fin 1958, du début de la crise entre la monarchie et le Mouvement national en partie piégé !

Pour réprimer les nombreuses manifestations, un dahir est pris le 5 juillet 1935 relatif « à l'ordre public et aux atteintes au respect dû à l'autorité ». Les procureurs de la République, sur ordre de la Résidence, en usent et abusent jusqu'aux derniers jours du Protectorat. Mais, après l'indépendance, les procureurs du Roi, en feront de même, sur ordre du pouvoir hassanien, jusqu'à son abrogation en septembre 1969. Le CAM gêne par ses revendications. Il est dissous le 18 mars 1937 par un simple arrêté viziriel décidé par le général Noguès, alors Résident général (septembre 1935 – juin 1943), aux considérants les plus ahurissants¹⁰. On assiste alors à la scis-

9. « Ce cri sonna comme un appel à la révolte, le « Malik », le roi, le chef et non le vieux vocable de sultan trop chargé de connotations médiévales et coloniales » Jean Lacouture. *Cinq hommes et la France*. Ed. du Seuil. Page 187.

10. « Considérant que le groupement de personnes qui sous le nom de « CAM » a formé une association qui s'est manifestée notamment par la délivrance de cartes d'adhérents, le paiement d'une cotisation, se trouve de ce chef en contravention avec le dahir sur les associations. Qu'au surplus, l'organisation même de cette association et la prestation de serment demandée aux adhérents ont porté gravement atteinte à l'autorité de S. M. le Sultan et aux règles traditionnelles de l'Islam » !

sion du bloc nationaliste, qui se divise en « Parti national pour le triomphe des réformes » avec Allal El Fassi et en « Parti populaire » avec Hassan El Ouazzani. Mais, leur action est rapidement interdite par la Résidence.

En septembre 1937, un soulèvement de la population se produit à Meknès et à Khémisset¹¹. Une forte répression s'en suit. La liberté de la presse, tout juste rétablie, est supprimée. De nombreuses arrestations, déportations, et condamnations sont à déplorer¹².

Après ces mesures, Noguès, homme intelligent, tente d'apaiser les esprits par des mesures touchant à l'enseignement et à l'économie. Dès lors, en bonne entente avec le souverain, les deux années, précédant la guerre, sont relativement calmes. En 1939, la participation du Maroc au conflit à côté des alliés conduit les partis politiques à marquer une pause¹³. En juin 1940, malgré la lourde défaite de l'armée française et l'occupation de la France, Mohammed Ben Youssef reste fidèle à celle-ci, sauf à refuser l'application des lois de Vichy à ses sujets juifs.

Le tournant

Le débarquement américain au Maroc et à Alger le 8 novembre 1942 change les données. En janvier 1943, le Sultan rencontre F.D. Roosevelt à Casablanca, à l'occasion de la Conférence d'Anfa. Le président américain avance au souverain marocain qu'il est prêt à soutenir l'indépendance du Maroc après la guerre. Mais son successeur, le président Truman, ne le fera pas. Le prestige du souverain sort très grandi de cette entrevue¹⁴. À partir de cette époque, des réunions secrètes se tiennent au Palais, ou en ville, avec les Lyazidi, Balafrej, Bouabid, Ben Barka et autres. Quelques

11. A la suite de manifestations de protestation, pour un détournement des eaux de l'oued Boufekrane au profit de colons, réprimées...

12. Hassan El Ouazzani, est envoyé en résidence forcée dans le Sud marocain ; Allal El Fassi, exilé au Gabon... pour neuf années !

13. Le 3 septembre 1939, le Sultan tient pour sa part un discours plus que symbolique : « C'est aujourd'hui que la France prend les armes pour défendre son sol, son honneur, sa dignité, son avenir, et les nôtres, que nous devons être nous-mêmes fidèles aux principes de l'honneur de notre race, de notre Histoire et de notre religion. Aussi à partir de ce jour, et jusqu'à ce que l'étendard de la France et de ses alliés soit couronné de gloire, nous lui devons un concours sans réserve... » La révolte des nationalistes maghrébins après la victoire de 1945 montre leur déconvenue. Leurs trois pays ont largement participé à la libération de la France. Ils espéraient que la France les libérerait à leur tour !

14. « Les quelques heures que le souverain avait passé avec Roosevelt lui avaient ouvert de vastes horizons et firent beaucoup pour l'engager à revendiquer l'indépendance de son royaume » *Le défi* – Hassan II.

rare initiés sont au courant de ces conciliabules. La révélation en sera faite par Mohammed V en 1956, lors de la célébration de l'anniversaire du 20 août 1953, appelant cet événement la « Révolution du Roi et du Peuple ».

Le 10 décembre 1943¹⁵ les anciens du CAM auxquels sont venus se joindre les jeunes intellectuels d'origine plus modeste, Ben Barka et Bouabid notamment, créent le Parti de l'Istiqlal (PI). Tous ont pris conscience qu'ils ne sont plus maîtres chez eux. La paix allait être là dans le monde, mais ce n'est pas leur paix. Dès lors, fort de l'appui (secret) du Sultan, et après l'avoir rédigé avec lui, ils proclament le 11 janvier 1944, le « Manifeste pour l'indépendance » du nouveau parti. Le souverain n'est pas opposé par principe à une démocratisation du régime monarchique. Il n'a pas pour autant laissé introduire dans le texte la notion de « monarchie constitutionnelle »¹⁶.

Avant la fin de janvier, de nombreux signataires sont arrêtés, au motif peu sérieux d'un « complot organisé » ! Immédiatement des manifestations éclatent à Salé, Rabat, Fès, Marrakech, Casablanca... Une fois de plus, la répression est très dure : on compte de nombreux tués, des blessés, des centaines d'arrestations. Ben Barka, le plus jeune signataire du Manifeste – il avait vingt-quatre ans – est incarcéré à la prison civile de Rabat. De même, Bouabid, Mohammed Lyazidi, Boubker Kadiri, Kacem Zhiri, Hassan El Ouazzani, et bien d'autres, tous signataires. Ils feront deux années de prison. Les manifestations n'ont pas lieu seulement dans les villes. Le 5 février 1944 les élèves du collège berbère d'Azrou n'hésitent pas à prendre leurs responsabilités pour se solidariser avec le Mouvement National, ce qui entraîne l'arrestation d'un certain nombre d'entre eux.

Le Palais fait le dos rond. L'indépendance du pays n'est plus à l'ordre du jour. Le Résident général Puaux dit même au Sultan que « le mot devait être banni des langues et des cœurs » ! Pourtant, comme l'écrit Ch. A. Julien¹⁷ : « On peut dater de janvier 1944, le discrédit total du protec-

15. Dès février 1943 Ferhat Abbas a revendiqué l'indépendance de l'Algérie dans un *Manifeste*.

16. La formulation retenue prendra tout son sens sous le régime d'Hassan II : « Le P.I. laisse à Sa Majesté le soin d'établir un régime démocratique comparable au régime de gouvernement adopté dans les pays arabes et musulmans d'Orient, et sauvegardant les droits des composantes du peuple marocain et définissant leurs devoirs ». Lors d'un entretien Kacem Zhiri me précisera : « Le Manifeste a été réalisé uniquement par Mohammed V et les leaders du PI. Mehdi Ben Barka et ses compagnons, dont je faisais partie, étaient encore trop jeunes militants pour pouvoir intervenir ». *Le Manifeste* a été remis par M'Hamed Zghari à Léon Marchal, délégué à la Résidence générale, en l'absence du résident Puaux.

17. Op. cité page 192.

torat, non seulement au Maroc, mais dans tout le monde arabe ». Le séjour de Mohammed Ben Youssef en France – fait Compagnon de la Libération par le général de Gaulle le 18 juin 1945 – ne change rien à la situation. De Gaulle parti, la IV^e République reprend la politique antérieure, dont le symbole au Maroc n'est autre que l'ancien directeur des Affaires politiques, le chef de la région de Casablanca, Philippe Boniface, qui dirigera, en fait, la politique marocaine de 1944 à 1956, sauf sous les Résidents Labonne et Grandval. Fin 1946, en effet, Eirik Labonne – l'un de nos meilleurs Résidents – attentif aux évolutions du monde, décide de collaborer avec les nationalistes leur laissant espérer des réformes. Allal El Fassi et Balafrej sont autorisés à rentrer au pays¹⁸.

Début avril 1947, des incidents regrettables éclatent au « bouzbir » (bordel) de Casablanca entre des tirailleurs sénégalais et des Marocains. Boniface crie à « l'émeute » ! Il entend profiter de l'occasion pour « calmer » les nationalistes. La répression fait des dizaines de victimes. Il pense ainsi que le souverain abandonnerait son projet de déplacement à Tanger, alors zone internationale. Peine perdue ! Non seulement Mohammed Ben Youssef s'y rend, mais le 10 avril, il supprime volontairement de son discours la phrase traditionnelle d'hommage à la « mission de la France au Maroc ». Elle est bien imprimée dans le texte, mais elle n'est pas prononcée... En revanche, le souverain réclame dans son discours l'indépendance du pays et son intégralité territoriale. À ses côtés se tiennent Moulay Hassan et sa sœur Lalla Aïcha. Ils prennent également la parole¹⁹ et participent du défi au Protectorat lancé par leur

18. Hassan El-Ouazzani, dès sa sortie de prison, crée le Parti démocrate de l'Indépendance (PDI). A la différence du PI, certains des dirigeants de ce parti soutiennent l'idée d'une République future. Mais tous, outre le combat pour l'indépendance, plaident pour un souverain qui règnerait mais ne gouvernerait plus... Un troisième parti, le Parti communiste, à l'origine filiale du PCF, est devenu en novembre 1943 le Parti communiste marocain (PCM), avec à sa tête Me Léon Sultan, puis Ali Yata. Au même programme d'indépendance que les deux autres, il prône l'élection d'une Assemblée nationale au suffrage universel. A sa libération, Mehdi Ben Barka crée un Bureau d'études, de documentation, d'information et d'archives, clandestin, installé dans la médina de Rabat, puis à son domicile au 40, avenue de Témara. M'Hamed Awad en est le permanent.

19. « Chef de l'organisation des scouts hassaniens, le fils du souverain s'adressait, comme sa sœur, à la jeunesse tangéroise. Son assurance, ses connaissances, l'élégance de son élocution en arabe, l'imposaient aussitôt. » J. Lacouture – *Le Monde* du 26 juin 1953. Lalla Aïcha – 17 ans – a pris la parole vêtue à l'occidentale, sans voile ! Une révolution... condamnée pour les autres femmes par le mendoub de Tanger. Sa prestation aurait été organisée par Ben Barka... Quoiqu'il en soit, la princesse devient désormais, au côté de son père et de son frère, l'icône des nationalistes et le symbole d'un féminisme avant l'heure. Directrice de l'Entraide nationale au lendemain de l'indépendance, elle sera nommée, par son frère devenu roi, ambassadrice à Rome, puis à Londres, avant qu'il ne lui ôte toute fonction en 1970 : nul ne doit faire de l'ombre au « Roi soleil » !.

père. Résultat, à la grande joie des colonialistes, Eirik Labonne, favorable à une évolution du régime de tutelle, paye la note ! Paris le rappelle et le remplace le 14 mai 1947 par un dur, pied noir d'origine, le général Juin. Celui-ci trouve comme allié naturel Boniface, qui méprise tout ce qui s'élève du peuple marocain, le souverain en tête. Cette provocation ne fait qu'amplifier la résistance au Protectorat.

Vers la déposition du Sultan

Boniface conseille à Juin de s'appuyer, contre le sultan et « ses amis du PI », sur les notables marocains les plus conservateurs, le pacha de Marrakech Thami El Glaoui en tête, ainsi que le chérif El Kittani, chef d'une importante confrérie religieuse. Poussés par la Résidence, ces hommes organisent une marche des tribus sur Rabat. Le 26 janvier 1951, un nouveau dahir est présenté à la signature du sultan sous menace de destitution. Il refuse tout d'abord d'y apposer son sceau. Mais, sur le conseil de Robert Schumann, alors ministre des Affaires étrangères, il le signe – sans pour autant condamner le PI comme il lui était demandé.

Le parti recherche des appuis à l'extérieur. Son secrétaire général adjoint, Mehdi Ben Barka, est chargé d'une mission spéciale auprès de l'ONU siégeant alors à Paris. Il développe un rapport sur la situation des droits de l'Homme au Maroc. Son rôle devient primordial. Juin entend d'une manière générale « casser » du nationaliste. Il s'attaque directement à Ben Barka, taxé « d'ennemi n° 1 de la France ». Il le fait arrêter le 28 février 1951²⁰ et déporter dans le sud du pays où il restera jusqu'en octobre 1954. Seul résultat, la situation se tend de plus en plus, et Mohammed Ben Youssef, suivant les aspirations de son peuple, devient de plus en plus populaire, y compris dans le monde berbère.

En octobre 1951, le général Guillaume succède au proconsul Juin, avec en tête la poursuite de sa politique dans un sens très colonialiste. Il n'hésite pas à faire des déclarations ahurissantes. « Je ferai manger de la paille à mes ennemis » est la plus célèbre !²¹

20. Juin cable au ministre des Affaires étrangères : « J'ai décidé de faire mettre en résidence surveillée Mehdi Ben Barka... Il importe de neutraliser ce personnage redoutable... ». Cf. Guy Delanoé, *Lyauté, Juin, Mohammed V. Fin d'un protectorat*. L'Harmattan, 1988.

21. Désormais le Résident n'est plus du tout le représentant d'un pays chargé de « protéger » le Maroc. Celui-ci est administré par des fonctionnaires français, sans laisser aucune place à la jeunesse du pays. On évoque le « protectorat » : on est en plein « régime colonial », avec une absence totale de liberté pour les Marocains. Jamais la distance n'a été aussi grande entre les deux communautés, marocaine et européenne.

En mars 1952, le Sultan réclame la constitution d'un gouvernement provisoire, chargé de négocier avec le gouvernement français les termes d'un nouvel accord. La réponse de Paris est négative. Toute manifestation est interdite le 1^{er} mai. Guillaume prie le monarque de désavouer les nationalistes, qui, de leur côté, engagent le souverain à utiliser sa seule force : la « grève du sceau », c'est-à-dire le refus de contre-signer tout dahir qui compromettrait la souveraineté du pays. Cette grève, commencée en septembre, entraînera la déchéance du sultan dans les mois qui suivront.

Les journées des 8 et 9 décembre 1952

Le commencement de la fin du Protectorat date des événements sanglants de Casablanca lors de ces journées.

Le 5 décembre, le leader syndicaliste tunisien Ferhat Hached est assassiné à Sousse, par une organisation contre-terroriste française, la Main Rouge. La nouvelle se répand au Maghreb comme une traînée de poudre... Le PI décide une grève des commerçants pour la journée du 8. De son côté, l'Union générale des syndicats confédérés du Maroc (UGSCM) – créée en 1943 – appelle à une grève générale pour faire de ce jour une « journée de deuil » en solidarité avec le peuple tunisien. Les autorités françaises envoient dans la médina et dans les bidonvilles, des crieurs publics, accompagnés des membres des Forces auxiliaires, pour faire savoir que la grève est interdite. Dans le bidonville dit à l'époque des « Carrières centrales », quelques arrestations de protestataires s'en suivent... La foule se rend au commissariat pour réclamer leur libération. Vers 22 h, la police affolée tire. Toute la nuit des coups de feu claquent dans le bidonville et ses alentours. On dénombre une centaine de morts (peut être 300 ou 400) à la fin de la journée.

Un meeting de protestation contre cette terrible répression est décidé le lendemain à la « Maison des syndicats » de la rue Lassalle. Des barrages de police et de militaires mis en place n'empêchent pas son approche. Par petits groupes quelque deux mille personnes y pénètrent. Vers 17 h, alors que la réunion autorisée se termine dans l'ordre, des coups de feu en l'air éclatent ! Sans aucun motif apparent valable, les forces de sécurité ont reçu ordre de passer à l'action contre les travailleurs enfermés. Les locaux sont évacués brutalement, manu militari. Plus de huit cents arrestations suivent, dont plus de cinq cents maintenues. Les syndicalistes, les uns après les autres, fouillés, cravachés, sont entassés dans des autobus ou dans des fourgons cellulaires... Certains mêmes ont été lynchés par des européens surexcités, aux cris « d'assassins

», avant d'être embarqués. La presse locale (française), évoquant la « souricière » de la Maison des syndicats, est de plus en plus violente : elle excite ainsi la colonie européenne et réclame une sévère répression. La justice militaire est redoutable : plus de cent manifestants sont inculpés « d'assassinats ou d'atteinte à la sûreté intérieure de l'État ; de provocation à la guerre civile en collusion avec le Parti communiste ». On évoque un complot ! Se trouvent impliqués tout l'appareil syndicaliste marocain et des cadres du PI, qui, arrêtés les 8 et 9 décembre, sont déportés dans le Sud. Un futur leader de l'UMT, Mahjoub Ben Seddik, est du lot²². L'état de siège, toujours en cours, est maintenu ; la liberté de la presse supprimée, de même celle des Mouvements de jeunesse et des syndicats ; la liberté de réunion, d'association quasi interdite. Bref, c'est l'interdiction de toutes les libertés. Il était affirmé, officiellement, que la preuve d'une collusion entre le PI et les communistes était établie. Une instruction est donc ouverte sur ce point, confiée à un juge militaire. Vingt mois après celui-ci, rendu à l'évidence, rend une ordonnance de non-lieu : il n'y a eu ni complot, ni collusion...

J'ai décrit longuement ces terribles journées, et la répression qui s'en suivit dans tout le pays, parce que la même « manœuvre » et la même situation devaient se renouveler une fois le Maroc indépendant, quelque dix ans après ! Qui, à l'époque, du prince Moulay Hassan, âgé de 23 ans ou du capitaine Oufkir, alors aide de camp du général Duval²³, a le mieux étudié cette suite d'événements répressifs ? Toujours est-il que je constaterai le 17 juillet 1963, la même souricière à Casablanca, toujours à la Bourse du Travail, à l'encontre des dirigeants de l'UNFP cette fois, suivie des mêmes poursuites en raison d'un « complot contre la sûreté de l'État » et des mêmes châtiments, sinon pires...

Une répression générale s'est abattue sur l'ensemble des cadres du PI, du PCM et de l'UMT. La Résidence n'a pas pensé qu'une résistance plus violente allait s'organiser dans la clandestinité, avec les éléments les plus à gauche du PI²⁴. Grèves, manifestations violentes, actions armées s'intensifient au cours des mois²⁵.

22. Il choisit comme défenseur mon père. De même Me Driss M'Hammedi, membre du PI, ancien collaborateur de son cabinet. En même temps que les citoyens marocains arrêtés, des ressortissants français, membres du PCM ou sympathisants notoires des nationalistes sont expulsés vers la France.

23. Commandant supérieur des troupes françaises du Maroc.

24. Bon nombre de ces résistants seront condamnés à mort quelques années après sous le règne d'Hassan II.

25. Loin d'être une action d'une minorité bourgeoise et intellectuelle, c'est tout un peuple uni derrière son souverain – surtout après sa déportation – qui va gagner l'indépendance du pays. Les masses rurales, elles-mêmes, jouent un grand rôle. Elles espèrent récupérer les terres occupées par les colons français : plus d'un million d'hectares, dont un

La destitution du sultan

Poussé par le « parti colonial » parisien – les Bidault et consorts – le général Guillaume s'engage dans le combat le plus lamentable de sa carrière : la destitution du sultan.

Au printemps 1953, le Glaoui et le chérif El Kittani, manipulés par certains hauts fonctionnaires de la Résidence, agitent de nouveau, comme en 1951, les tribus contre le sultan. Ils l'accusent d'avoir « renié les commandements de l'islam » et réclament son départ. Dès le 31 mai, le Glaoui a prononcé la condamnation décisive : « Pour eux, caïds et pachas et pour moi-même, le sultan est déchu de sa dignité de Prince des Croyants ». Deux pétitions successives circulent en ce sens... Le 17 juin, Mohammed Ben Youssef réplique en proposant au gouvernement français un « plan d'ensemble » pour éloigner le danger de cette dissidence organisée ». Il n'est pas entendu²⁶.

Le Glaoui, applaudi (ou poussé) par les Boniface, Blesson et Cie, prend de plus en plus d'importance dans le pays...²⁷ Et, Rabat poursuit son offensive en dépit des admonestations de Paris, plaçant le très faible gouvernement Laniel devant un fait accompli. Le 13 août, le sultan accepte pourtant, pour tenter de sauver son Trône, de signer les nouveaux dahirs qui lui sont présentés. Ceux-ci, en fait, instituaient un véritable régime de co-souveraineté, pour ne pas dire une souveraineté française sans limites ni contrôle ! Compte tenu des événements qui suivront, ils ne seront jamais appliqués. Ce même jour, 350 caïds et notables se réunissent à Marrakech, chez le Glaoui, avec El Kittani, pour étudier les mesures à prendre pour éliminer le souverain. Le directeur de l'Intérieur, Vallat, Boniface et de Blesson les rejoignent le lendemain. Paris s'incline devant la camarilla marocaine et son chantage, « si le sultan est maintenu, le sang coulera au Maroc ». Le 20 août, le palais de Rabat est encerclé par

tiers environ représentant des « lots de colonisation », terres spoliées aux tribus. Les populations des villes utilisent les moyens de communication nouveaux apportés par la colonisation (poste-radio, transistors, dans toutes les maisons, voire dans les gourbis à la campagne, tournés vers Le Caire) pour s'informer sur la Résistance. Une classe ouvrière, due au développement industriel, surtout au bénéfice de capitalistes français, se prépare à la lutte.

26. En France, cependant, des intellectuels venant de tous les horizons politiques et religieux organisent des manifestations de protestation à la Mutualité. Ils se regroupent en créant l'association *France-Maghreb*, présidée par François Mauriac.

27. Paris, informé, commence enfin à s'inquiéter. Le 11 août, le ministre français des Affaires étrangères, Georges Bidault adresse un message formel au ministre délégué à la Résidence, Jacques de Blesson, en l'absence du Résident : « Le gouvernement n'acceptera pas d'être mis par qui que ce soit devant le fait accompli ». Guillaume, en villégiature en France, est prié de regagner son poste.

des forces militaires. Sommé d'abdiquer par Guillaume, le sultan refuse. La décision est alors prise par les hauts fonctionnaires de Rabat – avec l'accord tacite de G. Bidault – de l'exiler avec toute la famille royale en Corse, puis à Madagascar, « pour préserver l'ordre public » (sic !). Il fallait vraiment être un général pour réaliser pareil coup de force... le jour même de la plus grande fête musulmane, l'Aïd el Kebir ! La nouvelle est accueillie dans tout le pays avec une grande consternation. Sauf bien sûr, par les Français du Maroc, dont les médias locaux qualifient, d'une manière méprisante, le souverain de « sultan des Carrières centrales » c'est-à-dire, pour eux, de la populace...

Pour remplacer le sultan déchu, un de ses cousins sans consistance, Moulay Mohammed Ben Arafa – appelé immédiatement par les Marocains le « sultan des Français » – est placé sur le Trône. Parmi les premiers signataires marocains contresignant ce coup de force, on trouve le pacha de Marrakech et le chérif El Kittani, mais aussi des hauts dignitaires, futurs collaborateurs d'Hassan II... Comble du comble, dès le 20 septembre 1953, Guillaume n'a rien de plus pressé que de faire signer au nouveau souverain un dahir fort grave : il n'est rien moins que la destruction du traité du Protectorat ! D'où une opposition encore plus farouche dans les milieux cultivés marocains. La déportation du sultan n'a été que le point d'orgue d'une situation devenue de plus en plus tendue au fil des années²⁸. Il n'empêche que jusque-là aucun attentat n'a été commis dans le pays. Le premier est bien, pour le peuple marocain, celui du 20 août 1953 contre Mohammed Ben Youssef, d'autant que ce n'est pas seulement le chef politique temporel qui a été exilé, mais surtout le chef religieux, le représentant de Dieu sur terre.

Un homme voit clair à Paris, l'ancien délégué général du Protectorat, Léon Marchal²⁹, éliminé par Juin en 1947. Il démissionne au lendemain de l'abdication forcée du souverain³⁰. De son côté, F. Mitterrand, ministre d'État, démissionne le 2 septembre 1953, pour protester contre la politique française en Afrique du Nord et particulièrement au Maroc. Dans le pays, dix-sept caïds ou pachas seulement ont le courage de démissionner³¹. Il est

28. « Si le départ en exil de Sidi Mohammed a effectivement contribué à dramatiser une situation déjà passablement tendue, il n'en est pas moins vrai que cet épisode n'a été qu'une cause parmi d'autres du déclenchement d'une violence révolutionnaire qui s'était déjà manifestée à plusieurs reprises. » Moumen Diouri. *Réalités marocaines* – Ed. L'Harmattan. 1987.

29. Alors directeur d'Afrique-Levant au ministère des Affaires étrangères.

30. Il écrit le 18 novembre 1953 : « Le régime contractuel se transforme ainsi en un régime d'occupation par la force avec tout ce que cela signifie (apparition du terrorisme à la tunisienne : attentats à la bombe ; assassinats de notabilités ; massacres d'isolés...) – Cité par S. Smith dans *Oufkir, un destin marocain* – pages 167-168.

31. Parmi eux, il y a lieu de citer M'Barek Bekkaï, le pacha de Sefrou, sorti major de la promotion 1928 de l'Ecole « Dar el Beïda » de Meknès – le « Saint Cyr » marocain – grièvement blessé en juin 1940 à la bataille de Sedan, colonel de l'armée française.

vrai que la majorité n'était souvent que de simples créatures de l'administration française. Ils payeront cher leur prise de position dans les premières années de l'indépendance³².

Les premiers mois après l'exil

La scandaleuse décision de l'état-major politico-militaire de la Résidence scelle un véritable pacte entre le peuple marocain, représenté par le Mouvement national et le sultan. On peut ici reprendre sans conteste la formule de Mohammed V lui-même : « la Révolution du roi et du peuple ». Celle-ci était inattendue, voire très inattendue, par les tenants du Protectorat et leurs vassaux marocains... Mais c'est un fait incontournable. Ces messieurs ont tout simplement « oublié » par méconnaissance de la réalité marocaine, les liens entre le souverain et le Mouvement national depuis le Manifeste de l'Istiqlal en janvier 1944, voire auparavant. En fait, dès les premières semaines, la résistance éclate au grand jour. Le 11 septembre 1953, à Rabat, dans le Méchouar même, un Marocain hors parti, Allal Ben Abdallah paye de sa vie une tentative d'assassinat de Ben Arafa, blessé d'un coup de couteau³³.

Les premières actions armées commencent à Casablanca. Pour nos compatriotes français du Maroc, ou les Européens plus généralement, il s'agit

Egalement, Mahjoubi Aherdane, caïd d'Oulmès, ancien capitaine de l'armée française, berbériste convaincu. L'un deviendra le premier président du Conseil au retour du roi en novembre 1955 ; l'autre, maintes fois ministre, toujours au service du Trône.

32. Mais en 1963, pour s'appuyer de facto sur eux contre les partis, Hassan II décidera de les amnistier (*Dahir* du 8 novembre 1963 contenant les noms de 118 amnistiés).

33. Ce geste spontané, vu aux activités cinématographiques, va bouleverser la vie d'un des premiers nationalistes maghrébins, installé depuis la fin de la guerre à Madrid, le tunisien Hafid Ibrahim, alors âgé de 37 ans. Diplômé de la Sorbonne, il a participé avant-guerre, avec Ahmed Balafrej, à la création de l'Association des étudiants musulmans nord-africains (AEMNA), dès l'époque installée au 115 boulevard Saint Michel à Paris. Depuis son plus jeune âge, lors de ses études en Tunisie, Hafid Ibrahim a été fasciné par la culture française qu'il admire. Il en a retenu le meilleur, le combat pour la liberté de l'Homme. Il est dès lors conscient que c'est le droit et le devoir de tout colonisé de se libérer par tous les moyens, y compris si nécessaire par la lutte armée, du joug qui l'opprime. C'est ainsi que d'Espagne, il va jouer un rôle de premier plan dans la formation des mouvements de libération du Maghreb, et devenir l'un des premiers fournisseurs d'armes, tant aux résistants algériens qu'aux résistants marocains. Abdelkebir El Fassi, exilé marocain, est également installé à Madrid. Ils deviennent tous deux le lieu habituel de rassemblement des dirigeants nationalistes maghrébins en déplacement. Le docteur Abdelkrim Khatib affirme avoir été désigné par le Dr. Hafid Ibrahim comme chef de la résistance dans le Rif en 1955. C'est exact, mais ce fut en accord avec les dirigeants du parti de l'Istiqlal de passage à Madrid.

d'actes de « terroristes » ; pour les Marocains, d'actes de « résistants »³⁴. Les dirigeants nationalistes étant arrêtés, tous ces actes sont l'œuvre de petits artisans, épiciers, plombiers, électriciens, tenanciers de café, etc. tous membres de petites cellules du PI, indépendantes les unes des autres –. Le 24 décembre 1953, veille de Noël donc, une bombe explose au Marché central de Casablanca. Elle fait 18 morts et des dizaines de blessés. Cet attentat a été commis par Mohammed Mansour. À ces juges, qui lui reprochent au surplus le choix de cette date, Mansour rappelle tout simplement que « le Sultan a été exilé, lui, le jour de l'Aïd-el-Kebir ! » « Tragiquement la presse constate l'impuissance de la répression, mais persiste à ne pas comprendre que le terrorisme a pris racine dans le coup de force du 20 août, auquel pas un journal ne fait allusion »³⁵. Le 20 février 1954, une bombe est lancée contre le Glaoui lui-même dans une mosquée de Marrakech. Puis le 15 mars, c'est une grenade qui blesse Ben Arafa, lors de son entrée dans cette ville, également dans une mosquée. Après Fès et la fin de sa tournée marocaine, il se retire dans son palais à Rabat et n'en sortira plus... Guillaume lui-même, le 24 mai, lors de sa tournée d'adieu, est victime d'une tentative d'attentat à Marrakech, où le 20 juin, le général de Hauteville, commandant la région, est grièvement blessé ! Le 30 juin, Emile Eyraud, directeur du journal *La Vigie marocaine*, inspirateur du mouvement « Présence française », est abattu en plein centre de Casablanca... Aux coups portés par les résistants, la brigade anti-terroriste répond par l'assassinat de nombreux militants marocains : Me Omar Slaoui, Abdelkrim Diouri, Tahar Sebti, etc³⁶. Cette brigade, formée de policiers – les hommes de la « Main Rouge » – est liée au mouvement précité. Parmi eux un certain Bob Denard va défrayer la chronique par la suite.

Le 18 juin 1954, Pierre Mendès France est investi président du Conseil à Paris, quelques semaines après la chute de Dien Bien Phu. Il a compris la nécessité de donner son indépendance à l'Indochine, d'où les accords de Genève obtenus les 20 et 21 juillet. D'un saut à Carthage, il promet non seulement des mesures de détente au peuple tunisien, mais « l'autonomie interne », lors de son discours du 31 juillet³⁷. Mais, Mendès France est beaucoup plus réticent pour le Maroc, malgré le grand espoir

34. Le mot de « terrorisme », de fait, a été et est toujours utilisé par tous les occupants pour qualifier les résistances nationales – comme présentement en Palestine. Ceux qui ont connu l'occupation allemande en France le savent.

35. Ch. A. Julien, op. cité page 342

36. Et par des tentatives contre Me A. Benjelloun, le député UDR Clostermann, Me Alami, J. Reitzer et bien d'autres.

37. Les colons et autres tenants du protectorat redoutent cette dernière mesure au Maroc « ce qui les fit passer d'une hostilité irraisonnée à une haine pathologique. Le « mendèsisme » devient pour eux synonyme de trahison ». Ch. A. Julien, op. cité page 287.

mis en lui par le peuple marocain. Il est littéralement obnubilé par les rapports (trompeurs) qu'il reçoit de la Résidence³⁸. Pour détendre l'atmosphère, de plus en plus pesante, il décide tout de même un geste important. Sur les conseils de Vincent Monteil, membre du cabinet de Fouchet, et malgré l'opposition de Francis Lacoste, nommé en mai Résident général par le gouvernement Laniel, il fait libérer à la fin du mois de septembre, les 51 dirigeants arrêtés en décembre 1952, ainsi que Mehdi Ben Barka, arrêté, lui, depuis février 1951. Pareil résultat est important, mais non suivi d'une décision politique, il ne peut arrêter le petit peuple des villes, entré depuis des mois dans la résistance. La lutte pour l'indépendance du pays se poursuit, mais aussi, et d'abord, pour le retour de Mohammed Ben Youssef sur son Trône.

Mehdi Ben Barka, libéré, a perçu que le Mouvement national n'est plus seulement celui d'une bourgeoisie, mais celui de tout un peuple. S'il anime pour sa part la tendance du PI la plus hostile à un compromis avec les autorités françaises, il n'est pas pour autant, comme trop l'ont affirmé, un « ennemi de la France ». Il pense simplement que le Maroc doit se libérer en totalité, et non par une indépendance formelle, afin que le peuple récupère à son profit les richesses nationales du pays, pour le moderniser et élever le niveau de vie de ses habitants. En bref, tout ce qui correspond au néo-colonialisme est et demeurera sa bête noire !³⁹ Le nouveau président du Conseil, Edgar Faure, élu en décembre 1954, le prend de vitesse. Au printemps 1955, il désigne un nouveau Résident, Gilbert Grandval, avec mission de préparer au plus vite des négociations avec les nationalistes – malgré la hargne et l'amertume de nos compatriotes localement⁴⁰.

38. Ainsi, à mon père, venu plaider à Paris la cause des nationalistes, le ministre des Affaires marocaines et tunisiennes, Christian Fouchet, répond : « Ce n'est pas envisageable, les tribus berbères de l'Atlas vont de nouveau converger vers Rabat » (Sic !)

39. En charge de l'organisation du parti, il parcourt tout le pays pour créer et développer des cellules populaires, aussi bien dans les villes qu'à la campagne. Il prend contact avec les dirigeants de l'Armée de Libération Marocaine (ALM), en formation dans le Rif, afin d'établir des liens avec le PI.

40. Le problème central pour la France est devenu celui de l'Algérie, où une insurrection armée a éclaté le 1^{er} novembre 1954, lancée par Ahmed Ben Bella et ses compagnons. Des contacts commencent à se développer entre les armées de Libération, FLN et ALM et, en aucun cas, E. Faure ne veut prendre le risque de se heurter à deux fronts réunis : « Pas deux guerres » écrira Edgar Faure dans ses mémoires. La situation est différente pour la Tunisie qui a obtenu son autonomie.

Les Français libéraux⁴¹

Les Français du Maroc, tenants de la « colonisation de combat », comme les appelle l'hebdomadaire *France Observateur*, se sont organisés pour assurer la défense de leurs privilèges. Garder le Maroc français, tel est leur objectif, comme d'ailleurs celui de la majorité des dirigeants français du Maroc, voire de France⁴². En 1953, est né le mouvement « Présence française », ouvert aux Européens – dont les réactions sont identiques –, présidé par le docteur Fernand Causse⁴³. Face à ce mouvement, très majoritaire, quelques centaines de libéraux ont le courage de réagir en fondant en juin 1954 le mouvement « Conscience française », sous la présidence du docteur Guy Delanoé, aidé notamment par Paul Buttin⁴⁴.

Ces Français bénéficient d'un quotidien « *Maroc-Presse* », propriété de Jacques Walter. Son directeur est le commandant Henri Sartout, ancien officier des Affaires indigènes ; son rédacteur en chef, Antoine Mazella, entouré d'une petite équipe de journalistes, dont Christiane Darbor. Le journal frappe un grand coup en publiant, le 11 mai 1954, – quelques semaines avant la création de « Conscience française » – la fameuse « lettre des 75 »⁴⁵,

41. Cf. Anne Marie Rozelet. *Passeurs d'espérance, Français libéraux dans le Maroc en crise 1945-55*. Ed. Afrique Orient 1998.

42. Le côté le plus pénible de nos compatriotes – sans pour autant généraliser – c'est incontestablement leur racisme, même si beaucoup ne s'en rendent pas compte. Ainsi le tutoiement d'un citoyen marocain est de règle, mais non l'inverse ! Je suis même pris à partie un jour par un ancien bâtonnier de Rabat, parce qu'un greffier que je tutoie me tutoie à son tour ! « Ce que je trouve normal » répliquai-je vertement au dit bâtonnier. Pour tous les Français du Maroc, leur femme de ménage s'appelle forcément « Fatma » et tout Marocain, y compris pour mon professeur de philosophie au lycée, « Mohammed »... Aussi suis-je en parfait accord sur ce point avec Hassan II, répondant à E. Laurent qui l'interrogeait sur ce qui lui avait paru le plus odieux dans la présence française lorsqu'il était adolescent : « Avant tout le racisme. Pour certains Français, on s'appelait tous Mohammed et le tutoiement envers nous était la règle générale »

43. Les personnalités les plus marquantes qui l'appuient sont en France, le président du Conseil économique et social, Emile Roche, puissance radicale et financière, élu en 1954, et au Maroc, le président de la Chambre d'agriculture, Gustave Aucoeur. A noter également l'influence considérable à Paris, au sein du parti radical, de Léon Martinaud-Déplat, ministre de l'Intérieur de mars 1952 à juin 1954, même après son éviction du gouvernement.

44. Considérés comme des traîtres par les premiers nommés « non seulement ils sauvèrent l'honneur, mais leur influence s'avéra bénéfique parmi les musulmans et certains milieux de la Métropole. » Ch. A. Julien, op. cité page 272.

45. « La lettre des 75 fut un « coup de tonnerre » dans le confort des consciences endormies. Elle allait bouleverser les données traditionnelles de la France au Maroc » A.M. Rozelet. Interview à *Libération* (Maroc) le 14 janvier 1999.

remise le 18 mai au Président Coty⁴⁶. Bien sûr, « Présence française » proteste avec véhémence contre cette « lettre ». Plus grave, des représailles touchent les signataires et leur famille : trois jours après, le docteur Delanoé est licencié de la Cosuma pour « délit d'opinion » ; Robert Orain, fournisseur de l'administration, est privé de ses commandes ; Paul Buttin voit son cabinet boycotté ; etc. Deux mois après, le 23 juillet, cent vingt-huit personnalités marocaines adressent à leur tour au Résident F. Lacoste une lettre dans le même sens⁴⁷.

La défense des nationalistes à la barre

En mars 1954, mon père défend, avec d'autres confrères, des résistants marocains poursuivis devant le Tribunal permanent des Forces armées françaises à Fès. Ils sont accusés « d'association de malfaiteurs, assassinats, dépôts d'explosifs sur la voie publique », bref, d'actes de « terrorisme ». Paul Buttin plaide en dernier⁴⁸.

46. « ...L'intimidation érigée en politique depuis quelques années, non seulement s'est révélée inefficace, mais risque de compromettre tout rapprochement des Français et des Marocains. Loin d'être une solution, elle a contribué à entretenir un climat rendant impossible les réformes de structures politiques, économiques et sociales qui apporteraient au peuple de ce pays, la liberté, la dignité et un meilleur niveau de vie... ». P. Buttin. *Le drame du Maroc*. Edit. du Cerf, page 223. Je dois citer aussi parmi les premiers libéraux, Jacques Reitzer ; la famille de Chaponay, en particulier Henryane, amie du sultan et de sa famille ; le père Péryguère, l'ermite d'El Kebab ; Henri-Robert Cazalé ; Pierre Parent, expulsé du Maroc après les événements de décembre 1952, etc.

47. *Passeurs d'espérance*. op. cité, page 229.

48. « Il commence sa plaidoirie par un historique détaillé de la situation marocaine. Il pose ensuite ce qui est à ses yeux, la véritable question du procès : pourquoi le « terrorisme » sévit-il maintenant au Maroc ? Pourquoi la sécurité a-t-elle disparu ? La réponse tient à ce que le Maroc vit dans un drame. Tous les accusés sont de petites gens, de modestes artisans honorables et non des tueurs professionnels. Tous sont des musulmans, tous ont prêté serment sur le Coran avant de commettre les actions qui les amènent aujourd'hui devant le Tribunal. Ce qui les a poussés à agir, c'est le désir de protester contre la politique appliquée au Maroc, contre l'arrestation de leurs chefs, contre la suppression de toutes les libertés. La destitution du Sultan les a entraînés à manifester leur opinion à l'aide de gestes spectaculaires. Le « terrorisme » est le seul moyen d'expression qui soit restée à la jeunesse marocaine. Suffoqué, le président du tribunal, M. Hémeury, voit dans ce raisonnement l'approbation, et même l'apologie du terrorisme. Il demande à Me Buttin de retirer ces paroles qu'il estime inadmissibles. Celui-ci déclare les maintenir, car il les a soigneusement pesées avant de les prononcer » Cf. *Confluent*. Dernier numéro consacré à Paul. Buttin – avril 1967, page 23.

Justice, liberté, dignité, c'est en s'appuyant sur ces trois mots qu'il assume la défense des nationalistes marocains. C'est en s'appuyant sur ces mêmes mots que je devais de mon côté, jeune avocat, défendre aussi des résistants marocains, soit devant les tribunaux de droit commun, soit début septembre 1955 devant le Tribunal militaire de Casablanca. Ou encore assister des résistants en instance d'être jugés lorsque surviendra l'indépendance du pays.

Il me faut ici évoquer une affaire particulièrement édifiante du célèbre axiome de Pascal : « Vérité au deçà des Pyrénées, erreur au-delà ». La famille d'un détenu de la campagne, accusé du meurtre du caïd de sa tribu, me constitue pour assurer sa défense. Dès notre premier entretien à la prison de Rabat, je saisis qu'il s'agit d'une affaire politique, non de droit commun, comme le prétendent gendarmes et procureur : l'assassinat d'un collaborateur de l'administration française particulièrement corrompu. Le juge d'instruction décide un transport sur les lieux, en pleine campagne. Le contrôleur civil du coin, chargé du maintien de l'ordre, me propose de me prendre avec lui dans sa jeep en raison de l'état des pistes, de Khémisset au lieu dit. J'accepte bien volontiers. En cours de route, nous abordons la situation politique marocaine en ce début 1955. Mon convoyeur me semble très « protectorat »⁴⁹. Je venais d'avoir vingt-six ans. Il me paraissait un peu plus âgé. Je lui demande où il a effectué ses études en France avant l'ENA :

– À Toulouse ».

– Vous aviez en 1944-45, il y a 10 ans donc, une vingtaine d'années. Avez-vous par hasard participé à la résistance française ?

– Oui, certes.

À ce rappel de ce qui avait été une glorieuse période de sa jeunesse, mon contrôleur civil s'enflamme :

– Avec quelques autres étudiants, je participais à un groupe de résistants toulousains. L'ordre nous est donné un jour, à l'un de mes camarades et à moi-même, de liquider un médecin français collaborateur. Alors qu'il rentrait chez lui, nous l'attaquons un soir à l'arme blanche. Ce fut effrayant, cinquante coups de couteaux furent nécessaires pour l'achever... .

Frappé par ce terrible récit, je ne peux que lui répondre :

– Eh bien, voyez-vous, la différence d'acte de résistance entre celui de mon client et le vôtre, c'est que lui n'a eu besoin que d'un coup de fusil pour abattre le caïd. Ce fut tout de même, moins brutal et moins barbare de sa part.

49. En passant devant l'important collège de la ville, en effet, il n'a qu'un mot, « Ici, voyez-vous, nous formons des centaines d'adversaires de la France » !

Mon interlocuteur ne peut l'admettre : en 1944-45, lui a été un authentique résistant ; dix ans après, cet homme de la campagne n'est qu'un affreux terroriste !⁵⁰

Après le mois de mai 1955, les ardents défenseurs du protectorat – je pense au président Hémery et à sa célèbre ritournelle : « Il ne s'agit pas de crimes politiques mais d'assassinats de droit commun » – découvrent qu'un article 72 du code de justice militaire leur permet d'interdire dans la presse le compte-rendu des débats. Désormais, cela devient la règle, et chaque audience du tribunal militaire s'ouvre par un jugement en ce sens. Ainsi un principe essentiel de la justice française, voulu par la loi, le « contrôle de l'opinion publique » n'existe plus !⁵¹

La création de l'Union marocaine du travail

À cette époque, une seule réforme aboutit, mais en dépit de la Résidence placée devant le fait accompli, la création de l'UMT. Un dahir du 24 juin 1938 avait interdit formellement aux Marocains d'adhérer aux syndicats ! C'était un délit, puni comme tel par les tribunaux. L'Union générale des syndicats confédérés du Maroc, (UGSCM) filiale de la CGT, avait été créée en 1943. Malgré le dahir de 1938, les portes en étaient ouvertes aux travailleurs marocains, clandestins en quelque sorte. Mahjoub Ben Seddik, le syndicaliste meknassi arrêté en 1952 et libéré avec les autres nationalistes en septembre 1954, entendait constituer une véritable centrale marocaine, appuyé par la Confédération internationale des syndicats libres. L'Union marocaine du travail (UMT) voit le jour le 20 mars 1955⁵².

50. De nombreux avocats français et marocains acceptent de défendre les nationalistes marocains (souvent désignés au titre de l'aide judiciaires), en particulier Jean-Charles Legrand.

51. J. Ch. Legrand pouvait écrire : « Des peines de mort ont été prononcées sans que les conditions des interrogatoires de police, les modes d'établissement de procès-verbaux, les circonstances des aveux allégués, les variations, le silence ou l'absence des témoins, et tout ce que la défense a le devoir de révéler pour remplir sa mission, eussent été connus par d'autres que par un public réduit, choisi, filtré, surveillé : en un mot un public d'élite... Telle fut, à la fin de son règne, la figure de la justice militaire française au Maroc. » *Justice patrie de l'Homme*. Défense devant les Tribunaux militaires du Protectorat 1953-1955. Ed. Maroc 1960.

52. Elle apporte un démenti formel au soi-disant amalgame entre nationalistes et communistes qui avait amené la terrible répression de décembre 1952. Mais ce n'est officiellement que le 12 septembre 1955 que le droit syndical sera reconnu aux salariés marocains, et encore, autres que les ouvriers agricoles.

La Conférence nationale des 7 et 8 mai 1955 à Paris

L'opinion publique en France commence à s'inquiéter de la situation au Maroc. Les Français libéraux locaux cherchent à l'éclairer. D'où l'organisation à Paris, par Jean Védrine et Bertrand Schneider, d'une « Conférence nationale pour la solution du problème franco-marocain » les 7 et 8 mai 1955, sous la présidence de l'ambassadeur Léon Marchal. De nombreux marocains y participent, dont Abderrahim Bouabid. Trois rapports y sont développés⁵³, selon lesquels « il n'est pas possible d'envisager une solution sans que soit décidé le retour de l'ancien sultan et garanti au Maroc, par un acte solennel, le principe de son indépendance ».

La situation empirée au Maroc

Les attentats persistent de part et d'autre dans le pays, souvent revendiqués du côté marocain par le « Croissant noir » – où dominent les communistes – ou par la branche armée du PI (*Mounaddama es-Seria*). Le 12 juin 1955, le grand industriel libéral, Jacques Lemaigre-Dubreuil, est assassiné par des éléments de la brigade anti-terroriste ou *Main rouge*.

Le nouveau résident, Gilbert Granval, arrive au Maroc le 7 juillet. Il commence par relever de leurs fonctions sept directeurs des plus grandes administrations. Cette mesure provoque la colère des Français locaux, mais donne confiance aux nationalistes marocains. Pour eux, c'est le « Résident de la dernière chance. » Il devra malheureusement regagner la France quelques semaines plus tard.

Entre temps, la communauté française a été endeuillée par la bombe du 14 juillet au rond-point de Mers Sultan, faisant de très nombreuses victimes : femmes, hommes, enfants. Les jours suivants, c'est au tour de la communauté marocaine d'être frappée⁵⁴. Le 16 juillet, jour des obsèques des victimes européennes, l'archevêque de Rabat, Mgr Amédée Lefèvre – appelé alors « Mgr Ahmed » par les « bons-chrétiens » – est insulté sur le parvis de l'église, en même temps que Grandval ! On ne pouvait qu'avoir honte pour notre pays.

53. Le premier, par mon père sur le thème « La vérité sur le Maroc » en cette année 1955. Le deuxième, par Jean Védrine, portant sur les relations futures de la France et du Maroc. Le troisième, par André de Peretti, sur les problèmes économiques.

54. Des jeunes européens s'emparent littéralement de la médina de Casablanca, pillent des magasins, incendient, assassinent même au passage des Marocains, sans aucune réaction des forces de l'ordre !

Les déplacements de Grandval, hué par la foule nourrie par la peur et l'antisémitisme, entraîne des victimes marocaines, à Marrakech et Meknès notamment.

Le 10 août, les divers mouvements des Français libéraux adressent un appel au président de la République, René Coty, demandant des mesures urgentes afin que la crise ne se prolonge pas. Ils évoquent le risque de troubles graves dans les jours suivants. Cet appel, hélas, reste sans suite. Paris ne semble pas se rendre compte de la gravité de la situation.

Le 12 août, je suis mêlé à un incident typique de l'époque. Je devais plaider une affaire à tournure politique dans un petit tribunal, en pleine campagne, dans un *souk* (marché) près de Oued-Zem à 250 kilomètres de Rabat. Je téléphone la veille au contrôleur civil, commissaire du gouvernement du ressort, pour connaître l'heure de l'audience. D'une manière peu courtoise, il me demande pour quelle affaire, et ajoute : « À 9 heures, comme toujours ! » Je quitte donc Rabat très tôt pour rejoindre mon client et arriver à l'heure. En ce tout début de matinée, il fait chaud. Trois heures après, il fait très chaud ! Il n'est plus question de rester dans ma voiture. Et depuis des heures des dizaines de Marocains, y compris le caïd local, qui doit présider l'audience, son fils – son secrétaire interprète –, attendent, comme moi-même, dehors, le contrôleur ! Aux environs de midi, celui-ci arrive, enfin. Je me présente à lui, et, mi-figue mi-raisin, lui demande si quelque panne explique son retard. « Non ! » me réplique-t-il sèchement, « j'arrive toujours à cette heure » ! Ces propos me choquent. Ainsi, plaignants, victimes, témoins, le caïd/juge, les avocats éventuels – je suis le seul ce jour là – tout le monde doit être là à 9 heures... Le commissaire du gouvernement, lui, se permet, sous une chaleur torride, de faire attendre tout le monde, sans présenter, bien sûr, la moindre excuse !

Je commence par plaider en français pour être clair et plus incisif, car je connais le rôle du commissaire dans ces Tribunaux. Il m'interrompt avec rudesse pour me signaler que devant ce tribunal, on doit parler en arabe. Mais, le fils du caïd m'a bien compris et a traduit fidèlement mes paroles à son père. Celui-ci me prie de continuer mes explications, en français. Le commissaire s'y oppose et interdit au fils de traduire mes propos. Mieux, il lui ordonne de quitter le tribunal ! Outré, je reprends la parole, en arabe cette fois, et élevant la voix, je demande qui, ici, dirige les débats, « le président ou le commissaire du gouvernement ? » Un brouhaha général s'en suit alors dans la petite pièce qui servait de salle d'audience. Je sors, suivi par tous les présents. Une sortie inattendue, « triomphale » ! Des dizaines d'hommes entourent ma voiture. Ils me content les difficultés qu'ils rencontrent avec ce contrôleur civil, véritable petit dictateur dans la région. Je leur promets d'aller voir à Rabat le directeur des Affaires politiques, dès son retour de France pour « demander sa tête ». Mais, ce sera trop tard.

Le 19 août, les premiers troubles débutent non loin de là, à Khénifra, capitale du pays zaïan. Des boutiques françaises sont incendiées ; le poste de police assiégé. L'ordre est vite rétabli par la légion étrangère. Mais, l'agitation gagne toutes les villes le 20 août, jour anniversaire de la déposition du sultan. Le soulèvement n'est pas seulement marocain. Il a son contre-point le même jour en Algérie. Il atteint son paroxysme au Maroc dans la campagne, notamment à Oued-Zem. Des centaines d'hommes se ruent sur le quartier européen, brandissant des portraits du sultan et des drapeaux marocains. Ils massacrent quarante-neuf Européens, parmi lesquels huit femmes et onze enfants ! Le contrôleur civil a été l'un des premiers abattus et sa tête promenée au bout d'une pique toute la journée... L'émeute s'étend aux mines de fer d'Aït-Amar, au nord d'Oued-Zem, puis à Khouribga. Plusieurs Européens sont là encore massacrés. La répression menée par l'armée – légion et parachutistes surtout appuyés de blindés et d'avions –, dans la ville de Oued-Zem et dans la campagne avoisinante, est atroce : des centaines d'émeutiers, ou non, sont abattus.

Le 22 août, le général Duval se tue à la chute de son avion, qu'il pilotait lui-même sur les lieux.

Le 25 août, rappelé pour six mois sous les drapeaux, comme sous-lieutenant, à la base aérienne de Casablanca, je refuse de participer au « maintien de l'ordre ». Je suis affecté aux services administratifs, puis, muté sur ma demande à l'état-major de l'Air à Rabat, au bureau mobilisation. Cela me permet de continuer à assurer une partie de mon travail au cabinet Bruno et de rencontrer fréquemment mes amis politiques marocains.

Lors de mes quatre semaines à Casablanca, le colonel, commandant la base, homme de grande classe et très libéral, a accepté de me donner cinq jours de permission... pour me laisser plaider devant le Tribunal militaire de Casablanca. J'assure la défense d'un résistant marocain, poursuivi pour complicité dans le meurtre de deux jeunes soldats français dans la médina de Rabat. Je m'accroche avec le commissaire du gouvernement qui emploie sans cesse le mot de « terroriste » à l'égard de mon client. À la fin de son réquisitoire, il sollicite une peine de réclusion à perpétuité à son encontre. Je me dresse, furieux, et le coupe : « Et pourquoi pas douze balles dans la peau ! ». En colère à son tour, il réplique : « Parce que je ne peux malheureusement pas demander à son encontre la peine capitale » ! Je plaide la relaxe, estimant que les « aveux » du client, obtenus par la contrainte, ne peuvent être retenus pour prouver sa présence sur place comme membre du commando. Il est condamné... à douze années d'emprisonnement seulement ! Il sera, bien sûr, libéré quelques mois après, au lendemain de l'indépendance.

Les dernières semaines du protectorat

Désabusé, meurtri, Gilbert Grandval, dont le plan de réformes n'a pas été accepté par Paris, donne sa démission le 24 août.

Edgar Faure cherchant à gagner du temps imagine ce que les médias appellent la « Conférence d'Aix-Les-Bains ». Terme impropre, puisque aussi bien il n'y a pas, d'un côté les Français et de l'autre les Marocains, car les représentants du PI refusent de s'asseoir à côté de leurs concitoyens benarafistes également convoqués...⁵⁵ Les représentants du gouvernement français se heurtent surtout aux jeunes du PI qui tiennent la vedette. Ils exigent avant tout autre chose, comme les nationalistes modérés, le retour du Sultan sur son Trône⁵⁶, au grand dam d'Edgar Faure, qui n'y tenait pas spécialement. Il proposait d'accorder l'indépendance sans le retour du souverain pour ne pas désavouer la décision de 1953. Abderrahim Bouabid, avec son élégance et son éloquence persuasive, réussit à convaincre le ministre des Affaires étrangères, Antoine Pinay. Finalement le 26 août, un accord aboutit entre tous les présents sur cinq points, dont la nécessité d'obtenir la caution du sultan et son retour en France.

Au lendemain du « compromis d'Aix-les-Bains », Mehdi Ben Barka, comme les autres membres représentants le PI, se réjouit du résultat qui humilie la France colonisatrice, et les Bidault et consorts qui ont décidé la déportation du Sultan. Mais, par la suite, il reviendra sur cette victoire dans le rapport qu'il présentera au 2^e congrès de l'UNFP, au printemps 1962. Il a alors compris combien cet accord l'a été au profit du Maroc certes, mais au profit de la seule monarchie, alliée de facto au colonisateur...

Le général Pierre Boyer de la Tour, nouveau Résident général désigné, arrive à Rabat le 31 août⁵⁷, avec une mission très claire : obtenir le départ du sultan Ben Arafa... Et, le 5 septembre, le général Catroux, accompagné du capitaine Oufkir, se rend à Madagascar pour négocier le retour

55. Ces journées (21/26 août) étaient en fait, à l'origine, une « enquête » que le gouvernement français voulait effectuer sur la situation marocaine, par une rencontre entre des représentants du Makhzen (des arafistes donc) ; des nationalistes modérés ; des délégués du PI et des délégués du PDI.

56. Cette exigence légitime n'est pas nouvelle. Le Sultan est devenu un mythe pour le peuple marocain depuis son lointain exil. Les femmes marocaines racontent même l'avoir vu dans la lune ! Mieux encore, dans la montagne marocaine, ce n'est plus seulement le visage du sultan qu'on a vu dans la lune, c'est le souverain lui-même, monté sur un cheval blanc, avec à ses côtés le prince Moulay Hassan et la princesse Lalla Aïcha !

57. Il choisit comme aide de camp le capitaine Oufkir – officier d'ordonnance du général Duval jusqu'à son décès –. Il le restera du résident général suivant Dubois, jusqu'au retour du Sultan.

d'exil de Mohammed Ben Youssef. Le 30 septembre, de son côté, non sans difficulté, Ben Arafa écrit au président Coty son intention de s'effacer. Le 1^{er} octobre, il gagne Tanger.

Ce même jour éclate dans le Rif les premiers coups de feu de l'Armée de libération marocaine (ALM), préparée depuis des mois par quelques dirigeants nationalistes exilés à Madrid, Abderrahman Youssoufi, Abdelkebir El Fassi et Abdelkhalek Torrès, entre autres. Cette action se veut coordonnée avec le soulèvement algérien qui a débuté le 1^{er} novembre 1954, d'autant qu'en juillet 1955 s'est créé le Comité de coordination de l'Armée de libération du Maghreb⁵⁸.

Le 25 octobre, le pacha de Marrakech, El Glaoui lui-même, poussé par son fils Abdessadek, réclame à son tour, le retour du Sultan sur son trône ! Le 27 octobre un communiqué du PI annonce le refus du parti de participer à tout gouvernement marocain de négociation (prévu à Aix-les-Bains), avant son retour à Rabat. Le 30 octobre, toujours à Tanger, Ben Arafa abdique en faveur de Mohammed Ben Youssef.

Le 1^{er} novembre, le souverain débarque en France, et s'installe à Saint-Germain-en-Laye. Le 3, le Conseil du Trône qui ne s'est jamais réuni donne sa démission. Le 6, le Sultan et Antoine Pinay signent au château de la Celle Saint-Cloud une « déclaration commune » franco-marocaine⁵⁹. Le 11, Boyer de la Tour rentre en France. Le 12, André-Louis Dubois, préfet de Paris, désigné à sa place arrive à Rabat. Il garde le capitaine Oufkir comme aide de camp...

Le retour de Mohammed V sur son trône

Le 16 novembre 1955, Mohammed ben Youssef, désormais Mohammed V, rentre triomphalement à Rabat, accueilli par le nouveau Résident général. Quelle extraordinaire journée les Marocains réservent à leur souverain, désormais symbole de la souveraineté nationale ! Je m'en

58. D'aucuns de nos compatriotes de France minimisent souvent le rôle de cette résistance armée. A tort ! Elle a fait beaucoup pour le retour du sultan et l'indépendance du Maroc, car la France n'avait pas de troupes suffisantes pour faire face à deux insurrections.

59. « ... S.M. le Sultan du Maroc a confirmé sa volonté de constituer un gouvernement marocain de gestion et de négociation, représentatif des différentes tendances de l'opinion marocaine. Le gouvernement aura notamment pour mission d'élaborer les réformes institutionnelles qui feront du Maroc un État démocratique à monarchie constitutionnelle, et de conduire avec la France des négociations pour faire accéder le Maroc au statut d'État indépendant uni à la France par des liens permanents d'interdépendance librement consentis et définis. »

souviens comme si c'était hier ! De l'aéroport de Salé au palais royal, sur 6 ou 7 kilomètres, des centaines de milliers de femmes, hommes, enfants, d'adoratrices et d'adorateurs, hurlent leur joie, « Yahya el Malik ! » (Vive le Roi !). Une marée humaine empêche le convoi des voitures royales d'avancer. Tout débordement est toutefois endigué par des militants du PI sous la direction de Mehdi Ben Barka lui-même. L'armée française et la police ont été priées de rester dans ses casernes ou ses commissariats. Nos compatriotes apeurés se sont calfeutrés dans leurs villas ou leurs appartements, persuadés que les Marocains allaient leur faire un mauvais sort ! Nous ne sommes que quelques rares Français à célébrer ce retour pour lequel nous avons aussi œuvré. Le résultat est là : en cette journée de liesse incroyable, inattendue quelques jours auparavant, l'observateur impartial peut soutenir que le Protectorat s'est écroulé, comme s'il n'avait jamais existé ! L'indépendance formelle est désormais simple objet de discussions entre les dirigeants des deux pays.

Quelles seront les nouvelles institutions ? À la veille du retour du roi, les élites politiques marocaines, comme les Français libéraux, sont persuadés que va s'instaurer une monarchie constitutionnelle, dans laquelle le souverain, chef religieux et chef d'État – comme la reine d'Angleterre – règnerait mais ne gouvernerait pas lui-même⁶⁰. Deux jours après son retour, le 18 novembre, lors de la fête du Trône, Mohammed V ne précise-t-il pas la principale mission du futur gouvernement, en ces termes : « (...) La création d'institutions démocratiques issues d'élections libres, fondées sur le principe de la séparation des pouvoirs, dans le cadre d'une monarchie constitutionnelle, reconnaissant aux Marocains de toutes confessions, les droits des citoyens et l'exercice des libertés publiques et syndicales » ? Mohammed V n'est donc pas loin d'admettre la solution prônée par Mehdi Ben Barka et ses camarades. Il n'en est pas de même pour Moulay Hassan, qui, lui, entend que le roi gouverne le pays à sa guise. C'est bien là l'origine du « face à face » à venir !

Le capitaine Oufkir, au rôle ambigu jusque-là, attendait son souverain. Dès l'aéroport, il s'est assis d'autorité à la droite du chauffeur de son véhicule⁶¹.

60. N'est-ce pas ce qui a été prévu dans la « déclaration commune » franco-marocaine de la Celle Saint Cloud ?

61. Au lendemain du coup d'État d'août 1972, Hassan II dira à ce sujet à Jean Mauriac (AFP) « Depuis quelques jours, je me pose la question : on aurait dit que la Résidence nous avait servi Oufkir comme sur un plateau. Le 16 novembre 1955, jour du retour de mon père à Rabat, il se trouvait déjà à ses côtés dans la Delahaye noire ». Mais l'ex-Résident Dubois de répondre : « Ni moi-même, ni personne de mon entourage, n'avait fait la moindre intervention auprès du palais pour qu'Oufkir quitte le poste qu'il occupait. C'est spontanément que dans les premiers jours de son retour Mohammed V m'a demandé de le mettre à sa disposition ». Lettre au *Monde* le 29 septembre 1972.

Le premier gouvernement Bekkaï

Le PI tient son premier congrès à Rabat début décembre. Fort de son influence dans le pays, il réclame de « présider et constituer le nouveau gouvernement marocain ». Mais le souverain, sous la pression de la France, des lobbies coloniaux inquiets, et de son fils – qui au demeurant jouait la France et les résidents français – n'entend pas faire la part trop belle à ce parti dont il redoute la puissance. Il veut se poser en homme au-dessus des partis. L'important d'ailleurs n'est-il pas, d'abord, et en accord avec la France, d'aller jusqu'à l'indépendance du pays ? Le 7 décembre, le premier gouvernement est constitué. Le PI n'obtient ni la présidence du Conseil confiée à un indépendant, ancien membre de l'ex-Conseil du Trône, M'Barek Bekkaï, ni les ministères essentiels⁶². Aucun dirigeant de la Résistance armée, qui a pourtant joué un rôle important et qui continue à le jouer, n'est appelé au gouvernement. Trois personnalités du PI demeurent à l'écart : Allal El fassi, toujours au Caire, Ahmed Balafrej, et Mehdi Ben Barka⁶³.

Dans une brillante conférence faite à Bruxelles fin février 2003, l'ex-Premier ministre Abderrahman Youssoufi évoque cette période en ces termes : « L'objectif était clair : casser l'unité du camp patriotique constituée depuis les années « 30 », composé du Mouvement national (Istiqlal) et de l'institution du Trône (personnifié par Mohammed V) pour empêcher une vraie indépendance du pays ; retarder l'évacuation des forces militaires d'occupation (françaises, espagnoles et américaines) ; ralentir l'édification du Maghreb et le soutien de la Révolution algérienne ; gêner

62. Le PI a tout de même la direction de neuf ministères, tandis que le PDI et les indépendants en reçoivent six, dont le ministère de l'Intérieur, confié à un caïd berbère, Lahcen Lyoussi, d'une fidélité totale au roi. Quatre ministres d'État sont chargés des négociations avec la France : Mohammed Cherkaoui (PDI), Ahmed Réda Guédira (Indépendants), Abderrahim Bouabid et Driss M'Hammedi (PI) – qui remplacera le ministre de l'Intérieur en juin 1956.

63. Le premier a perdu une partie de son influence. Il va toutefois en retrouver en étant le chantre des revendications nationalistes sur le « Grand Maroc » : au nord, les villes de Mellila et Ceuta, espagnoles ; à l'est, les oasis du Touat, du Gomara et du Tidikelt annexées par la France en 1900, de Béchar et de Tindouf ; au sud les territoires d'Ifni, le Sahara espagnol et la Mauritanie, colonie française qui deviendra autonome en 1956. Le deuxième, dès son retour d'exil a retrouvé le poste très important de secrétaire-général du PI. Le troisième est en charge de l'organisation du PI, dont le dynamisme a été remarqué par le roi le jour de son retour. Le souverain ne méconnaît pas son exceptionnelle valeur, mais il se méfie – en fait, surtout son fils Moulay Hassan – de ses initiatives et de sa combativité, voire de son orthodoxie musulmane... Ben Barka lui-même, d'ailleurs, veut « garder la maison ». En novembre 1956, toutefois, le roi le nommera Président de l'Assemblée nationale consultative nouvellement créée.

la construction d'une économie nationale libérée et l'établissement d'une vie démocratique... L'imposition d'une personnalité indépendante à la tête du gouvernement faisait en fait la constitution d'une « troisième force... C'est ainsi que l'expérience marocaine se distingue par le fait que le Maroc était le seul pays du Tiers Monde où les forces du mouvement de Libération nationale n'ont pas assumé la responsabilité du pouvoir après avoir gagné l'indépendance de leur pays »⁶⁴.

Le retour de Mohammed V sur son Trône n'a pas pour autant arrêté la résistance armée de l'ALM dans le Rif, qui bénéficie de l'appui de la population. Ces hommes entendent continuer la lutte aux côtés de leurs frères algériens. Fin décembre 1955, l'offensive de ces « rebelles » nécessite une vaste opération de nettoyage de l'armée française, sous les ordres du général Agostini⁶⁵. En raison de la situation générale dans le pays, d'ailleurs, seule la légion étrangère intervient efficacement.

64. La dernière remarque est particulièrement vraie.

65. Mais « beaucoup de soldats se demandent en quoi et contre qui les partisans sont « rebelles » puisque le roi a repris le pouvoir et qu'un gouvernement régulier a été constitué. ». Ch. A. Julien. op. cité, page 482.

DEUXIÈME PARTIE

Les années de plomb Le pourquoi de la disparition de Ben Barka (1956-1965)

Les complots de Moulay Hassan

1956 à 1961

Les premières années de l'Indépendance

Les négociations s'ouvrent à Paris le 15 février 1956, en présence de René Coty et de Mohammed V. Les discussions sont menées sans trop de difficultés avec le nouveau gouvernement français, présidé par Guy Mollet, trop inquiet du développement de la situation en Algérie pour s'attarder sur l'affaire marocaine. Le 2 mars 1956, l'indépendance du Maroc est proclamée. Finalement beaucoup plus vite que ne le pensaient les dirigeants nationalistes marocains. Une année auparavant, ils invoquaient eux-mêmes, devant moi, des étapes de cinq à dix ans ! Louis. Dubois devient le premier ambassadeur de France le 15 juin. Il le restera jusqu'au 13 octobre. Abderrahim Bouabid, le plus habile des négociateurs, est de son côté désigné par le roi comme premier ambassadeur du Maroc en France.

Démobilisé le 28 février, je gagne Paris le lendemain. avec Jacques Reitzer, dans le dessein de faire connaître au gouvernement le point de vue des Français libéraux du Maroc sur la nécessité de trouver une solution d'indépendance pour l'Algérie. Nous sommes fort bien reçus au cabinet d'Alain Savary, secrétaire d'État aux Affaires marocaines et tunisiennes. En revanche, Antoine Pinay, nous conseille d'aller présenter nos doléances à notre « camarade socialiste » Guy Mollet, président du Conseil... qui ne nous reçoit pas...

Le soir du 2 mars, je célèbre l'indépendance du Maroc aux Champs Elysées avec Réda Guédira et Driss M'Hammedi.

Le 5 mars, c'est un nouveau retour triomphal de Paris de Mohammed V à Rabat. Là, comme dans toutes les autres villes et villages du Maroc, le peuple marocain célèbre dans une liesse inoubliable l'indépendance du pays.

Le 7 avril, à son tour, le gouvernement espagnol renonce à la zone nord du Maroc, sauf aux deux « présidios », Ceuta et Mellila¹.

1. Il peut difficilement agir autrement. Dès l'indépendance proclamée en zone Sud, des milliers de manifestants acclamant le Sultan se sont montrés dans les rues de Tanger, Tétouan... etc. Des incidents graves ont suivi avec les forces de l'ordre espagnoles. Un homme a joué un rôle important, Abdelkhalek Torrès. Il est nommé ambassadeur à Madrid et « administrateur de la zone Nord », tout en restant en fonction dans la capitale espagnole.

Une période de complicité entre le Palais et le PI suit dès lors. Mohammed V, inquiet d'une certaine Résistance intérieure, craint de voir celle-ci continuer la lutte pour tenter d'instaurer au Maroc le socialisme et la République. Aidé du ministre de l'Intérieur, Driss M'Hammedi (du PI), du patron de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), Mohammed Laghzaoui, de Driss Slaoui, commissaire principal de la police de Casablanca, de certains dirigeants du PI, le souverain décide la liquidation physique de résistants casablancais du « Croissant Noir » – à majorité communiste –, de la « Main Noire » et autres groupes devenus « factieux ». Mehdi Ben Barka, qui contrôle le parti, accepte sans sourciller cette répression douteuse et contestable sur certains de ses compatriotes, considérés a priori par le Palais comme de dangereux révolutionnaires pour le pays. Il a souvent été accusé d'avoir ordonné ces luttes fratricides. Aucune preuve sérieuse n'a, à ma connaissance, été apportée à ce jour. N'oublions pas que son dynamisme, si différent de celui de tant de ses concitoyens ; sa présence, constante, sur la scène politique nationale puis sur la scène internationale ; ses discours enflammés ; sa « passion politique » en un mot, créent autour de lui des jalousies, de la suspicion, non seulement chez ses adversaires politiques, mais chez les siens... Certains diront même que Mehdi Ben Barka, l'homme fort du parti et Moulay Hassan, l'homme fort du pouvoir royal, œuvrent alors d'un commun accord... Pas pour longtemps en tout cas, comme le montrera le meurtre d'Abbès M'Saïdi ou Messaadi.

Léon Marchal, alors secrétaire général du Conseil de l'Europe à Strasbourg, dont j'ai déjà évoqué la stature, effectue un séjour au Maroc au printemps. Des notes, remises amicalement par sa famille, j'extrait quelques « constats » :

« Le prestige du sultan n'a cessé de s'accroître depuis son retour à Rabat (...). L'influence de l'Istiqlal s'est accrue parallèlement. Par contre le PDI est en pleine décomposition (...). Ses ministres ne représentent plus guère que leur personne (...). Il y a à cette évolution un danger évident : c'est que le PI, unique parti, ne se laisse aller à devenir le "parti unique". (...) Si le sultan ne s'est pas laissé grisé par son triomphe, il n'en est pas de même du prince Moulay Hassan. Il y a en lui le meilleur et le pire. Ses dons intellectuels sont incontestables. Il a assimilé avec une facilité exceptionnelle l'enseignement de ses maîtres français et il en fait la démonstration avec vigueur. Mais, dès son retour à Rabat, il s'est laissé reprendre par un appétit immodéré du luxe et des plaisirs qui font scandale. On dit couramment de lui qu'il a l'étoffe d'un nouveau Farouk. Cela incite les plus réfléchis des nationalistes à rechercher les garanties constitutionnelles, qui pourront le mieux protéger les institutions nouvelles contre l'arbitraire du Palais »

Certains dans l'entourage de Mohammed V cherchent à favoriser la création d'un nouveau parti, « libéral » ou modéré, sur lequel le Roi pourrait prendre appui en cas de besoin. Moulay Hassan est bien sûr en harmonie avec son conseiller Guédira sur ce point : le maintien de plusieurs forces politiques peut éviter au souverain d'être victime de l'une d'elles...² Pour le prince, cette apparente « représentation des citoyens » permettra au roi de diviser pour régner. Quitte à frapper un grand coup si l'une des parties devenait trop dangereuse de son point de vue.

Les premières décisions du Palais royal

La volonté de l'ALM de continuer la lutte jusqu'à l'indépendance de l'Algérie n'entre pas dans les vues du Palais. Par ailleurs, le PI majoritaire dans le pays cherche à placer des hommes à lui pour contrôler l'administration territoriale, voire la police. Pour contrer cette démarche, sous l'influence de Moulay Hassan, le souverain prend le 20 mars 1958 un dahir, toujours en vigueur aujourd'hui³ : « Les nominations, les promotions, les licenciements, les révocations, avec ou sans perte des droits à la pension, la mise hors-cadre, la mise en disponibilité des caïds et gouverneurs sont réglées par dahir » (personnel). Pareil système ou « fait du prince » existait antérieurement au Protectorat. Celui-ci l'a en quelque sorte généralisé. Le pouvoir royal ne peut que le maintenir, à son profit !

Les Forces Armées Royales

Dans l'histoire du Maroc, la menace contre les sultans est souvent venue de membres de leur propre dynastie, alliés à telle ou telle tribu, reconnaissant l'autorité religieuse du souverain, mais refusant de payer

2. J. Watherbury. *Le Commandeur des croyants* – Ed. PUF 1975 – relève cette conviction : « Une des idées-forces de Guédira est que le Maroc ne peut sauvegarder sa cohésion que s'il existe plusieurs groupes politiques rivalisant pour le pouvoir gouvernemental. S'il arrivait à un parti la prédominance, il détruirait la stabilité politique... et tout d'abord, en éliminant la nécessité d'un arbitre il rendrait la monarchie inutile. Or, la monarchie, vu son rôle historique et religieux, est le symbole de l'unité nationale et le lien du consensus populaire ».

3. Il sera étendu par la Constitution de 1962 à tous les hauts fonctionnaires et à tous les dirigeants du pays.

l'impôt qu'il exigeait. Pour contrer ce danger constant, les sultans associaient un de leur fils à l'exercice du pouvoir. Il était promu *khalifa* d'une des régions du pays, autour des quatre grandes villes impériales, Fès, Meknès, Marrakech et Rabat et en même temps, commandant d'une troupe armée dissuasive importante. Cette force du Makhzen était la « garde noire » – devenue « garde royale » après l'indépendance. Dès son retour, Mohammed V songe à une force militaire plus importante qui lui permettrait, le cas échéant, de s'opposer à toute velléité de mouvements internes antimonarchiques. La France est d'autant plus en accord avec ce raisonnement que le Palais n'entend pas s'associer au soulèvement du peuple algérien de l'autre côté de la frontière... La nouvelle armée voit le jour par un dahir du 15 mai 1956. Mohammed V en confie la direction à son fils. Il le nomme major général et chef d'état major général⁴. Moulay Hassan choisit pour ses proches collaborateurs, surtout des officiers compétents issus de l'armée française, presque tous berbères – notamment le capitaine Oufkir, dont il connaît ses combats en Italie et en Indochine, sa bravoure, sa farouche volonté. Il est sûr de leur discipline, de leur non-adhésion à un parti politique, voire au Mouvement national. Il est dès lors assuré de leur fidélité à la seule monarchie. En même temps, le prince ne tient pas spécialement au départ immédiat de l'armée française du Maroc. Tant qu'il le pourra, il s'appuiera sur elle. Ce sera le cas, nous le verrons, dans la soi-disant « rébellion d'Addi Ou Bihi » (1957) ou dans l'opération combinée des forces françaises et espagnoles contre l'Armée de libération marocaine du Sud, appelée l'« Opération Ecouvillon » (1958).

Ce choix et cette politique ne plaisent guère à Mehdi Ben Barka. Il désire au plus vite la disparition de l'armée française, qui continue à occuper le pays, et des officiers marocains formés par celle-ci, encadrant en partie les FAR, au profit d'une armée purement marocaine. Il veut en terminer au plus vite avec « les derniers vestiges du colonialisme » (Conseillers techniques français dans les Ministères, cadres des entreprises privées, enseignants, etc.)

4. Il a alors moins de 27 ans. Forces auxiliaires, goums, tirailleurs marocains et autres méhallahs, spahis, issus des armées françaises et espagnoles fusionnent et deviennent, avec leurs officiers marocains et le maintien de certains officiers français et espagnols, la base des Forces armées royales (FAR, en souvenir de la Royal Air Force – RAF – pendant la guerre 1939/1945). Cette armée reçoit du matériel américain, en échange de cinq bases, notamment à Kenitra, l'ex-Port Lyautey sous le Protectorat. Un troisième élément dans la formation des FAR provient de l'incorporation non sans difficultés de membres de l'Armée de libération marocaine.

L'Armée de libération marocaine

L'ALM a commencé sa lutte armée dans le Rif le 1^{er} octobre 1955. Début 1956, des centaines de petits paysans, d'ouvriers, de modestes commerçants, très mal armés, créent une véritable zone de dissidence dans le nord du pays. Ils ne dépendent d'aucun parti, notamment pas du PI. Ils ont néanmoins comme chef sur le terrain, outre le Dr. Abdelkrim Khatib⁵, Mohammed Basri représentant l'aile dure progressiste du parti⁶. Le 9 août 1956 Mohammed V, dans un discours à Tétouan, envisage la dissolution de l'ALM. Mais son appel est loin d'être entendu. Une partie des dirigeants de cette force, à l'instar de Mehdi Ben Barka, n'admet pas une indépendance, où l'occupation du pays par des armées étrangères – françaises, espagnoles et américaines – perdure. Ils refusent donc de déposer les armes. Au surplus, ils lient leur cause à celle de leurs frères algériens. Ces deux problèmes créent une difficulté pour l'intégration de l'ALM dans les FAR, d'autant que ses opérations se développent dans trois secteurs : le Rif, le Moyen Atlas et le Sud. Khatib est partisan de l'absorption. Mais, Mohammed Basri et un autre dirigeant, Abbès M'Saïdi, non. Basri va d'ailleurs, peu après, gagner le sud du Maroc pour tenter de rester en contact avec les combattants du FLN et pour engager la lutte contre les provinces espagnoles du Sahara.

L'affaire Abbès M'Saïdi (ou Messaadi)

De son vrai nom Ahmed Naciri Twil, Abbès M'Saïdi est assassiné le 27 juin 1956, dans des circonstances non encore complètement élucidées.

5. Réfugié à Tétouan, parce que poursuivi pour avoir soigné des résistants à Casablanca. Il n'est pas rifain, mais d'une famille d'El-Jedida, très liée au Palais par les mères. Il est toujours resté en contact avec la famille royale exilée. Il a été choisi comme chef (intellectuel) de la Résistance dans le Rif par les dirigeants du PI, réunis à Madrid : il serait le représentant d'Allal el Fassi sur place... Mais, ne dirigeait-il pas aussi l'ALM à la demande du sultan et de son fils en exil ?

6. Il est connu dans la Résistance sous le nom de « fqih Basri ». Né à Demnate en 1927, il a adhéré très jeune, à 17 ans, au Mouvement national alors qu'il poursuivait ses études à l'Institut Ben Youssef à Marrakech. Membre influent de la résistance casablancaise après le 20 août 1953, il a été arrêté peu après. S'évadant de la prison de Kénitra courant 1955, il a gagné la zone Nord – comme un autre militant, futur chef de la résistance lui aussi, Abbès M'Saïdi -. Il est devenu l'un des grands dirigeants de l'ALN. Peut-être même restera-t-il dans l'histoire de cette époque, comme la figure emblématique de la Résistance ?

Et, jusqu'à aujourd'hui, le commanditaire du crime n'a toujours pas été désigné, sinon par Hassan II lui-même, en la personne de Mehdi Ben Barka !⁷

« En 1956, affirme-t-il, Ben Barka a voulu politiser aussi l'armée de libération (...). Son objectif était d'obtenir que les 9 à 10 000 hommes de cette armée se soumettent à l'emprise d'un parti qui serait devenu le parti unique. Cet épisode a abouti à l'enlèvement et à la liquidation d'un des chefs fondateurs de l'ALM du nom de M'Saïdi (...). Au moment même où j'arrivais du Caire (...) mon père m'a envoyé à Fès (...). J'ai passé là-bas des jours et des nuits en compagnie du ministre de l'Intérieur, Driss M'Hammedi, un homme à poigne, à négocier l'intégration de cette armée de libération dans les FAR. Nous recherchions un certain Karim Hajjaï qui était soupçonné d'avoir assassiné M'Saïdi (...). Arrêté, il l'a reconnu aussitôt et a ajouté : "Je l'ai tué sur ordre de Ben Barka". (...) C'est à partir de ce moment que j'ai commencé à ne plus avoir pour lui le respect que j'avais pour mon professeur »⁸.

Cela n'empêche pas pour autant le prince de se faire photographier, quelques mois après, au côté de Ben Barka, alors président de l'Assemblée nationale consultative...

Cette « révélation », pour moi contestable, est reprise jusqu'à aujourd'hui par certains Marocains. Je trouve parmi ceux-ci, comme par hasard, les fondateurs du Mouvement Populaire (MP), Mahjoubi Aherdane et Abdelkrim Khatib. Ce dernier ira jusqu'à prétendre que le PI a liquidé M'Saïdi sur décision du Comité Exécutif du PI. J'ai posé la question à Kacem Zhiri, membre influent du parti à l'époque.: « Je ne sais absolument rien sur cet assassinat, m'a-t-il répondu. La question n'a jamais été évoquée dans les instances du PI à ma connaissance »⁹.

Examinons les faits : Ben Barka, en déplacement dans le Rif au printemps 1956, poursuit une enquête pour le journal « Al Istiqlal » et recherche en même temps l'adhésion du maximum de résistants au parti. Il tente, aussi, de tout faire pour que l'ALM n'intègre pas les FAR. Sous la coupe du PI, elle pourrait un jour être la base d'une armée purement marocaine, qui, au surplus, se joindrait aux forces du FLN pour la libération de tout le Maghreb. Il semble bien que si M'Saïdi est d'accord avec Ben

7. Sur cet « assassinat », la famille du leader marocain s'est inquiétée après avoir vu le beau film de Simone Bitton sur « Ben Barka ». Elle entend en effet préserver sa mémoire contre toute calomnie, ou simplement contre toute insinuation sans apport de preuves indiscutables des faits évoqués.

8. *Hassan II. La Mémoire d'un Roi* – op. cité page 51

9. Lettre à l'auteur

Barka sur le deuxième point, il ne l'est pas sur l'adhésion des résistants au PI¹⁰. Ben Barka aurait décidé de rencontrer M'Saïdi à Fès pour évoquer la situation. Or, c'est en s'y rendant, qu'il a été assassiné ! Selon certains, ce crime n'a été, en fait, qu'une « bavure » : « Abbès ne voulait pas se rendre à Fès. Un certain Hajjaj, envoyé par Ben Barka pour le convaincre d'y aller, l'aurait menacé de son revolver, hélas armé. Un coup involontaire serait parti par un geste maladroit... »¹¹. Selon d'autres, le crime ne s'est pas du tout passé dans ces conditions. M'Saïdi était effectivement en route pour Fès, lorsque, en cours de route, un commando a attaqué le véhicule qui le transportait et l'a tué. Ce commando, avec Hajjaj, aurait été organisé par le chef de la police, Mohammed Laghzaoui, au courant du rendez-vous. Celui-ci agissait sur ordre de Moulay Hassan, qui voulait empêcher la rencontre des deux dirigeants et profiter du crime. Selon le témoignage d'Hassan Laarej, l'un des chefs de l'ALM, ce serait bien Moulay Hassan, qui aurait décidé l'envoi d'un tueur à gages...

Cette dernière thèse me paraît beaucoup plus vraisemblable : Ben Barka venait de publier deux articles importants concernant l'ALM. Ils n'ont pas plu à Moulay Hassan qui voulait mettre fin à ces manœuvres : « Il ne doit plus s'occuper de cette armée, qui ne le regarde pas » affirmait-il. M'Saïdi, hostile comme Ben Barka, à l'intégration de l'ALM dans l'armée royale, voulait rester l'arme à la main pour aider les résistants algériens voisins. Pourquoi donc ce dernier, l'aurait-il fait assassiner ?¹²

Hajjaj a été arrêté après des aveux, selon Hassan II. Par qui ? Dans quelles conditions ? Il est sorti de prison trois jours après, sans qu'aucune poursuite ne soit engagée à son encontre ! Etait-il donc un simple agent stipendié par la police ? Par ailleurs, aucune action judiciaire n'a été engagée contre Ben Barka, le (soi-disant) commanditaire du crime. Bien au contraire, cinq mois après, le 18 novembre 1956, il est choisi par le souverain, comme président de l'Assemblée nationale consultative !

10. Pour calmer les ardeurs de Ben Barka, M'Saïdi le fait même arrêter et séquestrer pendant quelques heures, voire quelques jours... De ce différend certains feront le lien avec le meurtre de M'Saïdi, Ben Barka ayant voulu se venger. Mais, l'assassinat n'a-t-il pas été commis plusieurs semaines après ?

11. Entretien de l'auteur avec Abdellatif Jebro – printemps 2003.

12. Ben Barka n'envisageait pas une lutte armée contre le Palais. D'une part, il gardait toute la confiance de Mohammed V, et réciproquement. D'autre part, il savait très bien que l'ALM serait vite écrasée par les FAR de Moulay Hassan, aidées par leurs alliées... les troupes françaises elles-mêmes ! Il a d'ailleurs toujours opté pour arriver un jour au pouvoir par la voie legaliste et parlementaire. Le roi lui-même dira : « Il y a eu des critiques à l'encontre de la monarchie, mais jamais elle n'a été remise en cause, parce que alors là, c'est le Maroc qui se serait embrasé ». *Hassan II. La Mémoire d'un Roi* – op. cité page 57.

Au demeurant, qui des deux, Ben Barka ou Moulay Hassan massacrera les Rifains deux années après ? Le prince, sans le crier sur les toits, a accusé, sur le moment, semble-t-il, Ben Barka d'avoir commandité l'assassinat. Devenu roi, il n'hésitera pas à reprendre cette accusation publiquement, après la « disparition » de Ben Barka !¹³ Mais à qui devait profiter le crime ? Le plus intéressé était Moulay Hassan lui-même : la volonté de M'Saïdi de continuer le combat aux côtés de l'ALM et son refus d'intégrer les FAR, ne pouvaient que déplaire à leur chef d'état major général, voire l'inquiéter. Et en accusant Ben Barka, Moulay Hassan savait qu'il jouait sur du velours : il tirait profit de l'événement pour désunir le Mouvement national, ce qui ne pouvait que le réjouir. Diviser pour régner, même au prix d'un crime, cela ne le gênait pas, surtout pour tenter d'enfoncer dès ce moment Ben Barka¹⁴.

La Direction générale de la Sûreté nationale

Les résistants qui ont accepté de se rallier ne rentrent pas tous dans les FAR. Les plus gradés bénéficient par le parti majoritaire de postes de caïds, de khalifats, de moqqadems, voire de gouverneurs. Une partie aussi gagne la police. Mohammed Laghzaoui a pour tâche de mettre de l'ordre dans le pays¹⁵. Très vite, la DGSN devient un État dans l'État. Organisme

13. Selon le colonel Touya, « De cette période date le désaccord préluant à la rupture définitive entre le futur roi et celui qui devait être un jour l'un des leaders du Tiers monde. Mohammed V, dont l'intelligence était faite d'intuition et de prudence, tenta d'arranger les choses en nommant Ben Barka, président de l'Assemblée consultative... » Lettre du 14 novembre 1966, aux *Archives du ministère des Affaires étrangères*.

14. A l'époque, et dans les semaines qui précédaient, d'autres membres de la résistance ont aussi été liquidés. Parmi eux certains militants du PDI, plus partisans d'une instauration de la République que du retour de Mohammed V sur le Trône, et surtout, après l'indépendance, opposés au parti unique prôné par le PI. Ainsi Abdelwahed Laraki à Fès ou le père d'Hamid Berrada. On verra aussi au cours de l'été 1956, des tracts distribués dans le Rif par le PDI – manipulé par Moulay Hassan – contre Mehdi Ben Barka, « l'assassin d'Abbès M'Saïdi ».

15. Il n'a jamais été parmi les dirigeants du parti. Il est connu comme un excellent homme d'affaires, organisateur. Sous le Protectorat, il a acquis une belle fortune par la mise sur pied d'une entreprise de transports développée dans tout le Maroc. On l'appelait le « roi des cars marocains » ! Ses nouvelles fonctions ne l'empêchent pas de continuer son négoce. Selon certains, il ne fait guère de différence entre le budget de la police et ses poches personnelles. Comme beaucoup d'autres de ses concitoyens par la suite – y compris de gauche – appelés au service du prince, puis du roi Hassan II, Laghzaoui est vite devenu son homme lige. Ses fréquents « mélanges de bourses » ne gênent guère celui-là. Laisser ses zélés serviteurs s'enrichir d'une manière ou d'une autre va même devenir, pour le prince devenu roi, une véritable « technique » pour maintenir ses séides à son service... puis pour les rejeter le cas échéant !

autonome, elle n'est pas sous la coupe du ministre de l'Intérieur, mais sous celle, directe, du souverain, en réalité du prince Moulay Hassan, déjà chef de l'armée, donc aussi de la gendarmerie. En accord avec le Palais, et avec certains dirigeants du PI, elle est le bras armé qui, par assassinats, liquide certains groupes de résistants qui n'ont pas déposé les armes. Laghzaoui n'hésite pas non plus à faire arrêter, condamner, voire à faire disparaître nombre de citoyens, tout simplement adversaires du parti....

En juillet 1960, un nouveau patron sera donné à la DGSN, éloigné des partis, surtout du PI, le colonel Oufkir, fidèle serviteur du Palais, de Moulay Hassan, qui, comme vice-premier ministre, dirige *de facto* le pays¹⁶.

Créé par Laghzaoui en janvier 1958, le fameux Cab 1 – diminutif de « Cabinet n° 1 » – totalement indépendant, a désormais pour tâche de lutter contre la subversion, essentiellement contre l'UNFP et la gauche en général. L'adjoint d'Oufkir, le capitaine Dlimi¹⁷ dirige les brigades spéciales, chargées des enlèvements et des disparitions, d'une implacable efficacité.

Laghzaoui sera alors nommé par le roi directeur général de l'Office chérifien des phosphates (OCP).

Le cabinet royal

FAR et DGSN aident donc le souverain à « calmer » ceux qui voulaient continuer à combattre après l'indépendance. À ces deux forces, il faut ajouter le rôle capital du cabinet royal. Très vite le « patron » en est Moulay Hassan lui-même. Avec le cabinet de son père, et ses propres fidèles, il va non seulement surveiller les activités des gouvernements successifs, mais influencer directement la politique du pays ou, par en dessous, contrecarrer la politique du gouvernement en place, avant de prendre lui-même, *de facto*, la direction du pays. À partir du règne d'Hassan II, avec Guédira, puis M'Hammedi – de novembre 1963 jusqu'à sa mort subite en 1969 –,

16. Il est dès lors pour le moins plaisant de lire dans *Hassan II. La Mémoire d'un Roi*, page 151, il est vrai après la « liquidation » d'Oufkir : « Ce n'est pas moi qui ait choisi Oufkir. Je l'ai hérité de mon père. Q/ Qui l'aimait beaucoup ? R/ Non, pas du tout » ...Q/ Mais vous l'avez nommé à des postes clefs, notamment à l'Intérieur et à la Défense. R/ Oui, car je ne me désolidarise pas des décisions prises par mon père et des promotions qu'il lui a assurées. »

17. « Pratiquement le vrai patron de la police ». Midhat Bourequat. *Mort vivant* – Ed. Pygmalion 2000, page 39.

Driss Slaoui, etc. le cabinet royal devient le véritable gouvernement du pays : le directeur général a plus de pouvoirs que les ministres, à rang au demeurant équivalent. Ses directeurs successifs sont des hommes de confiance du Roi. Hassan II n'hésite pas pour autant, pour une raison ou une autre, à le remplacer, comme de changer de conseiller, de chargé de mission... pour favoriser tel ou tel, le récompenser, le préparer à un futur poste ministériel, s'assurer ainsi de son soutien personnel. Une politique dans la plus belle tradition « makhzen » !¹⁸

L'organisation administrative du pays

Remarquable instrument moderne mis sur pied par la France, l'Administration continue à fonctionner tant bien que mal, avec l'aide d'assistants techniques français. Il y a tout de même une certaine anarchie dans le pays, d'autant que dans la campagne les anciens caïds ont perdu toute autorité, que les contrôleurs civils et autres officiers des Affaires indigènes – les vrais « patrons » des lieux avant 1956 – ne sont plus là, et que la nomination de nouveaux caïds compétents ne peut se faire du jour au lendemain¹⁹.

18. « Il est l'émanation de la classe dirigeante au sein de laquelle la Monarchie puise des élites fidèles pour gouverner le pays. Le Makhzen n'a de compte à rendre qu'à la monarchie dans la mesure où c'est elle qui promeut ses membres, les protège, mais aussi les disgrâce. » Pierre Vermeren. *L'Histoire du Maroc depuis l'Indépendance* – Ed. La Découverte. 2006.

19. Les jeunes intellectuels marocains formés sous le Protectorat ne se sont pas vus confier de postes de responsabilité jusqu'à l'indépendance. Au demeurant, ils n'étaient guère nombreux. On compte moins de 550 bacheliers en 1956 ! Pendant des années, les deux collèges musulmans créés à Fès et à Rabat n'avaient pas – volontairement – de classe terminale ! Les heureux élus du 1er bac devaient donc, ou s'arrêter – ce fut le cas de nombreux élèves dont les parents étaient choqués par le système – ou poursuivre leurs études dans les lycées français. Il y avait bien, créées par les nationalistes, nombre « d'écoles libres », développant un enseignement religieux, en même temps qu'un enseignement moderne en arabe ; mais celui-ci ne permettait de suivre des études supérieures qu'aux facultés traditionnelles de Fès (Karaouiyine) ou Marrakech. Les étudiants issus de cet enseignement étaient utilisés, soit comme cadis – juges du statut personnel – soit comme juges de droit commun dans la justice purement marocaine sous le Protectorat.

Mes premières « défenses politiques » après l'indépendance

Les magistrats marocains du siège ou du parquet ont presque tous rallié le PI. Dès lors, assez rapidement, pour de simples raisons, des poursuites sont engagées non seulement contre les anciens « collaborateurs » du protectorat – fort peu en définitive, sous la pression même du pouvoir royal qui cherche à les récupérer – mais aussi contre des tiers, notamment membres du PCM ou du parti des « Indépendants libéraux », voire du PDI.

À la demande de mon ami le docteur Hadi Messouak, j'accepte de défendre des inculpés communistes. Ainsi, celle de militants de la région de Meknès-Moulay Idriss arrêtés en février 1957. Je participerai à la défense du parti lui-même par la suite.

À la demande de mon confrère et ami – encore à l'époque – Réda Guédira, j'accepte, de la même façon, de défendre des membres des « Indépendants libéraux ». Je rapporte un exemple : un « opposant », ou soi-disant tel, est arrêté dans le sud du pays, à Erfoud. La famille, conseillée par Guédira, me demande d'assurer sa défense. Je me rends dans cette ville. C'est sans doute la première fois depuis le 2 mars 1956 qu'un avocat, qui plus est Français, se déplace jusqu'à cette petite ville du Tafilalet. Je trouve là un brave homme, accusé pour un simple « délit d'opinion » ! Il s'est permis de critiquer le nouveau caïd istiqlalien, qui, dès en place, s'est mis à faire « suer le burnous » à son tour... Cette affaire, sans grande importance, va marquer mon « aura » personnelle dans le pays berbère. Quelques mois après, je serai constitué pour assurer la défense d'une douzaine d'inculpés, dont trois des principaux, dans l'un des plus grands scandales hassaniens, le procès des « féodaux », l'affaire Addi Ou Bihi.

Le détournement de l'avion de Ben Bella

Pendant l'été, Mohammed V a multiplié les contacts avec les chefs de la résistance algérienne, que Mehdi Ben Barka lui a présentés lors de leur passage à Rabat. Le souverain essaye de jouer un rôle de conciliateur entre ces dirigeants et le gouvernement français. Pour celui-ci, ils sont les « chefs de la rébellion algérienne ». Mais, pour le roi du Maroc, ils sont des « interlocuteurs valables », avec lesquels il y a lieu de rechercher une solution pour mettre fin à la guerre d'Algérie. Pour la faciliter, une réunion au sommet de tous les leaders maghrébins est décidée à Tunis,

dans la deuxième quinzaine du mois d'octobre 1956, sur invitation du Premier ministre, Habib Bourguiba. Mohammed V, comme Ben Barka, voit plus loin : la création d'une fédération des trois grands États du Maghreb, qui se placerait sous son autorité spirituelle – si Bourguiba y consentait.

Venu du Caire, Ahmed Ben Bella, Hocine Aït Ahmed, Mohammed Boudiaf, Mohammed Khider et Mustafa Lacheraf se sont arrêtés à Madrid. De là, ils gagnent Nador au Maroc, accompagnés par le Dr. Hafid Ibrahim et Abderrahman Yousseufi. Accueillis à Tétouan par Moulay Hassan, le roi Mohammed V les reçoit solennellement à Rabat, le lendemain 21 octobre. À l'issue de cette rencontre, un communiqué commun rappelle la position du souverain dans le conflit voisin. *De facto*, une solution à la marocaine. Informé dans la soirée, le gouvernement français, outré, suspend les négociations franco-marocaines sur l'interdépendance ouvertes après le 2 mars.

Mohammed V ne tient pas à aller à Tunis. Le Dr. Hafid le convainc de s'y rendre et lui conseille d'emmener les dirigeants algériens dans son avion personnel. Dans l'entourage du roi, toutefois, certains se posent la question de savoir si la France ne serait pas choquée de voir ces « chefs ennemis » emprunter l'avion royal. D'autres pensent qu'il n'est pas possible d'y faire monter des révolutionnaires, qui plus est des hommes qui luttent pour instaurer la République, de l'autre côté de la frontière ! Tel est le point de vue de Moulay Hassan²⁰. En définitive, Mohammed V part seul le lendemain, accompagné de quelques personnalités, dont les Drs. Hafid, Khatib, et A Yousseufi. Les dirigeants algériens partent de leur côté, accompagnés de trois journalistes, dont Eve Deschamps, correspondant au Maroc de *France Observateur* et Christiane Darbor d'*Al Istiqlal*²¹. Deux itinéraires ont été prévus pour ce double vol Casablanca-Tunis. Comme par hasard, le deuxième avion est intercepté par des avions de chasse de l'armée de l'air française, basés en Algérie, qui lui intiment l'ordre de se poser à l'aéroport de « Maison-Blanche » à Alger²².

20. Entretien de l'auteur avec le Dr. Hafid en septembre 2004. Confirmation m'a été donnée, le 29 octobre 2009, par le Dr. Cléret, médecin personnel de Mohammed V : « Moulay Hassan détestait Ben Bella et ses compagnons ».

21. Ils ont pris place dans un DC3 de la compagnie Air Atlas, mis à leur disposition par le gouvernement marocain dont l'équipage – comme celui de l'avion du roi – est français. Ils sont salués au départ par Moulay Hassan, comme on peut le voir sur une photo parue dans *Match*, et reprise dans le livre *Alain Decaux raconte*, Ed. Perrin – 1981. Cette photo est quelque peu troublante...

22. On saura par la suite que l'état-major de la V^e région aérienne a été mis au courant du vol par des agents du SDECE, service encore bien implanté dans l'ex-protectorat. Selon le récit publié par J. R. Tournoux dans *Secrets d'État*, la V^e région a dès lors pris ses dispositions pour l'arraisonnement de l'avion. Elle a demandé le seul « feu vert »

Mohammed V, en débarquant à Tunis, apprend l'événement de la bouche même de Bourguiba. Il en est catastrophé, voire pas rassuré pour lui-même quant à d'éventuels futurs déplacements ! Une question le tourmente : qui a trahi sa confiance ? Des militaires français, en la personne du colonel Touya, attaché à sa personne depuis Madagascar ?²³ Ou, des membres de l'entourage de son fils, qui a lui-même conseillé le départ des cinq dirigeants algériens dans un deuxième avion ?

Me Jean-Louis Tixier-Vignancour²⁴ évoquant le général Oufkir n'hésite pas à affirmer : « Nous lui devons la capture en octobre 1956 de Ben Bella et de ses compagnons du FLN ». Michel Droit fait aussi allusion à Oufkir dans son livre *Les Clartés du jour*²⁵ à l'occasion d'une discussion avec le président Ben Bella sur sa « capture »²⁶. Mehdi Ben Barka, pour sa part, n'hésite pas à accuser Oufkir d'avoir trahi les hôtes algériens, en liaison avec le colonel Touya... Mais, en accusant le couple « Oufkir-Touya », toujours au Palais, Ben Barka vise, indirectement, le réel patron d'Oufkir, Moulay Hassan.

Pour ma part, j'ai toujours pensé que, consciemment (sans doute) ou inconsciemment, en conseillant aux révolutionnaires algériens – qui n'étaient pas ses « amis », loin de là – de monter dans un deuxième avion, le prince signait leur rapt²⁷. Hassan II évoque cet épisode dans un de ses récits :

de Max Lejeune, secrétaire d'État aux forces armées... et obtenu l'approbation postérieure de Robert Lacoste, le « patron » à Alger. Mis devant le fait accompli Alain Savary démissionne. De même, Pierre de Leusse, ambassadeur de France à Tunis. Le président du Conseil français, Guy Mollet, informé à son tour, couvre, lui, quelques jours après, les exécutants du rapt.

23. Où il est venu le chercher, missionné par le gouvernement français en octobre 1955.

24. Dans son ouvrage *Des Républiques, Des Justices et Des Hommes* – Ed. Albin Michel. 1976. page 242.

25. Ed. Plon – 1978, page 39.

26. Il est encore question d'Oufkir dans *L'Express* du 26 mars 1982. Le journaliste Pierre Doublet interroge Ben Bella : « Des Marocains auraient-ils été pour quelque chose dans votre enlèvement ? » « Oui, certains. Et je donne un nom : Oufkir. Mais le roi Mohammed V, bien sûr, est hors de cause. « Et dans son entourage ? Je n'en dirai pas plus... »

27. Lors de mon dernier séjour à Madrid, à l'automne 2004, j'ai à nouveau interrogé le Dr. Hafid Ibrahim sur ce tragique événement qui, pendant des mois, a brouillé le Maroc et la France. Sa réponse, une nouvelle fois, a été formelle : « Ce manège voulu, sous un prétexte ou un autre par Moulay Hassan était clair. Immédiatement j'ai eu la prémonition que les cinq ne sortiraient pas indemnes de l'aventure, surtout lorsque des avions de chasse français, encadrant l'avion royal où nous avions pris place, ont demandé la liste des personnes à bord... Tu dois savoir que Moulay Hassan n'avait aucun intérêt direct à une solution immédiate en Algérie. Il recherchait beaucoup plus alors l'aide de la France et de l'armée française pour assurer la sécurité de la monarchie marocaine ». N'est-ce pas ce qui devait arriver à nouveau, quelques semaines après, dans « l'affaire Addi Ou Bihi » ?

« Quelques semaines auparavant j'étais à Paris, où je négociais avec le gouvernement français le transfert d'hommes et d'armements destinés aux FAR (...). Max Lejeune occupait le ministère de la Défense (...). C'est lui qui a donné les ordres quand les radars français ont repéré l'avion dans lequel se trouvaient Ben Bella et ses amis (...). Dans le fameux discours que Ben Bella a prononcé au forum d'Alger (à l'automne 1963), le soir où il appelait la population à la mobilisation générale, il a très mal parlé de ma dynastie, depuis mon ancêtre Moulay Ismaël jusqu'à mon père. Il m'a même accusé d'avoir favorisé son enlèvement par les Français ». (Souligné par l'auteur)²⁸

Ainsi, Oufkir ou Moulay Hassan ? Ou plus simplement, comme toujours, Oufkir pour Moulay Hassan ? De 1956 à 1966, j'ai tellement entendu citer le nom d'Oufkir dès qu'il se passait quelque répression ou autre événement douteux ! Mais, enfin, soyons clair : qui était le « patron » au Maroc, l'unique « patron », au lendemain de la mort de Mohammed V ? Et qui oserait même méconnaître le rôle joué antérieurement par le prince héritier ?

Des années après, je mettrai au rang des « services réciproques » rendus, la livraison par les services français à Hassan II de Mehdi Ben Barka. Or, au travers de mes lectures, j'ai constaté que je n'étais pas le seul à évoquer pareil troc³⁰.

Le 23 octobre, la nouvelle éclate dans le monde entier. Les mouvements des Français libéraux du Maroc condamnent le rapt³¹. Cela n'empêche pas, hélas, le déchaînement d'exceptionnelles violences à Meknès et dans sa région, les 23 et 24 octobre. Des dizaines de victimes innocentes – quatre-vingts au moins dont plusieurs amis personnels – sont abattues au couteau, à la hache ou tout autre arme blanche, par des

28. *Hassan II. La Mémoire d'un Roi*. – op. cité, pages 38 et 75.

29. Michel Droit – op. cité page 239 – évoque le rapt de Ben Bella en ces termes : « En de telles affaires, un service en vaut un autre. Et, si, neuf ans plus tard, Oufkir avait simplement demandé à ses « honorables correspondants » français de lui rendre la politesse en livrant Ben Barka ? ».

30. Une délégation la remet à un représentant du gouvernement marocain. Une autre, dont André Denis, Jacques Reitzer, Pascal Copeau et moi-même, au ministre plénipotentiaire, M. Lalouette.

31. Certains soutiendront que ces émeutes étaient l'œuvre de Ben Barka, le « deus ex machina » de tout événement un peu insolite, de toute manifestation hostile dans le pays à la communauté française du Maroc... alors qu'elles ont été déclenchées à la suite d'un incident – mort d'homme -, spontanément, par la foule marocaine manifestant, peut-être survoltée par les Algériens nombreux à Meknès. Au cours d'un entretien – après la « disparition » de Ben Barka – Hassan II confiera au colonel Touya : « Ben Barka est un agitateur international... Personne mieux que vous en connaît ses agissements contre les Français au moment de l'affaire Ben Bella, souvenez-vous de Meknès... »

centaines d'émeutiers surexcités !³² Dès ce terrible drame connu, le gouvernement français envisage de Paris, tout simplement, de donner des instructions aux troupes françaises du Maroc de réoccuper militairement la région de Meknès ! La situation est extrêmement grave et tout peut basculer d'un moment à l'autre. Qu'allait-il se passer devant ce quasi « casus belli » s'il était mis en application par l'armée française ? Les relations diplomatiques sont officiellement rompues entre les deux États. Un ami, Guy Féty, est à l'ambassade de France chargé des « affaires spéciales ». Un autre ami, Driss M'Hammedi³², est depuis l'été le nouveau ministre de l'Intérieur marocain... Pendant quarante-huit heures, je vais assurer les contacts entre nos deux pays pour éviter le pire. La solution est finalement trouvée par la nomination du commandant Driss Ben Omar – un ex-officier de l'armée française – comme gouverneur de Meknès et de sa région. Décision est également prise par le Palais de poursuivre immédiatement les émeutiers arrêtés, devant le Tribunal militaire des FAR.

Pour éviter toute nouvelle aventure en cas d'un de ses déplacements à l'étranger, Mohammed V décide la création d'un « Conseil de la Couronne » dans lequel doivent siéger, outre le prince Moulay Hassan, trois conseillers, dont l'ancien ministre de l'Intérieur Lahcen Lyoussi, le fqih Mohammed Ben Larbi El Alaoui³³ et l'ex-pacha Fatmi Ben slimane. Il fallait, en même temps, rassurer le gouvernement français et surtout nos compatriotes français du Maroc, dont beaucoup s'apprêtaient à quitter rapidement le pays³⁴.

Le gouvernement démissionne le 28 octobre. Mohammed V charge le président Bekkaï d'en former un nouveau. Ahmed Balafrej, istiglalien modéré, devient ministre des Affaires étrangères. Le PDI refuse d'y participer. Le PI reçoit davantage de postes, et Abderrahim Bouabid, le ministre de l'Economie nationale et des Finances. Mohammed V a décidé de lui donner une représentation plus forte, car il sait combien son aile gauche se trouve meurtrie par l'enlèvement en plein air des leaders algériens, ses amis³⁵.

32. Je romprai avec lui lorsque, devenu Directeur général du cabinet royal, il devint le n° 2 du royaume, assoiffé de pouvoir ! Un « vrai fasciste » me dira le beau-frère du roi, Mohammed Cherkaoui. (Entretiens en 2003 et 2005). Une de ses répliques m'avait d'ailleurs un jour profondément heurté : « Tu sais, Maurice, les colons avaient raison. Le Marocain ne comprend que le coup de pied dans le cul ! »

33. Un vieux sage, un homme d'une droiture extrême, le phare spirituel de l'Istiqlal

34. La situation internationale est quelque peu inquiétante. Le même 22 octobre, les Premiers ministres britannique (Antony Eden), israélien (David Ben Gourion) et français (Guy Mollet) ont tenu une réunion secrète à Sèvres pour engager une action militaire contre l'Egypte, en vue de répondre à la nationalisation du canal de Suez.

35. Le *dahir* du 23 *rabia* 1376 (28 octobre 1956) portant constitution du nouveau gouvernement précise dans son article 3 : « Ce ministère est responsable devant Notre Majesté, jusqu'à l'élection d'une Assemblée nationale... ». Mohammed V montre à l'évidence son désir d'arriver un jour à l'élection d'une Assemblée nationale (constituante).

La fin de l'année 1956

Le Maroc et la Tunisie sont admis aux Nations Unies le 12 novembre.

Le 18, le pays célèbre dans l'allégresse la première fête du Trône après l'indépendance. Dans un important discours, Mohammed V annonce à son peuple que le processus de démocratisation du pays « passerait par une future Assemblée constituante chargée d'élaborer une constitution. » Le souverain s'inscrit ainsi dans la démarche profondément réformatrice qu'il désire pour son pays. « (...) L'objectif que nous nous efforçons de réaliser, promouvoir une véritable vie représentative permettant au peuple de gérer les affaires publiques dans le cadre d'une monarchie constitutionnelle (...) ». C'est le grand espoir de Mehdi Ben Barka. À l'opposé, le prince Moulay Hassan craint de se voir dans l'impossibilité de régner un jour sur le pays, à la manière de tous ses ancêtres de la dynastie. Ainsi, il déclarera devenu roi : « (...) Il ne m'est pas possible de rendre moins direct l'exercice du pouvoir. Pourquoi ? Parce que notre peuple n'est pas prêt à être mobilisé sur un programme ou une doctrine. Il a besoin de suivre un homme, une équipe (...) »³⁶.

En attendant cette « Constituante », le roi annonce la création d'une Assemblée nationale consultative, dont il confie la présidence à Mehdi Ben Barka pour le remercier de son combat au service (aussi) de la monarchie³⁷. Cette assemblée n'a aucun mandat, mais Ben Barka estime le poste qui lui est confié plus important que celui d'être désigné à un quelconque ministère, en fait sans pouvoir réel. Il entend, à cette place, aider au développement démocratique des institutions du pays, priant très souvent les ministres de venir expliquer la marche de leur département, leur politique, leurs projets, même si aucune sanction, positive ou négative, ne pouvait suivre. Sans le dire, agir de la sorte, c'est déjà pour Ben Barka commencer à mettre une limite au pouvoir royal dans le futur. De son côté, Moulay Hassan, estime moins dangereux Ben Barka à ce poste, qu'il considère honorifique, que de le voir à la tête d'un grand ministère...³⁸

36. Discours du 26 décembre 1961.

37. De même, le souverain désigne les 76 membres, représentant tous les partis et toutes les tendances au sein du PI.

38. Il faut avoir vécu à l'époque au Maroc pour comprendre l'évolution de la situation. Les transformations politiques, économiques, sociales ne pouvaient être que lentes, en raison notamment de la désorganisation créée dans le pays au lendemain de l'indépendance, et du rôle encore joué par la France, ou par nos compatriotes dans l'administration du pays. Au fur et à mesure du développement de la crise interne au sein du PI, l'absentéisme deviendra de rigueur à l'Assemblée consultative. Dès lors après avril 1959, elle ne sera même plus convoquée par le roi, puis dissoute.

L’Affaire Addi Ou Bihi

Cette page de l’histoire du Maroc est, en général, peu connue. Elle peut pourtant expliquer bien des événements qui surviendront par la suite, voire le soulèvement militaire berbère contre le roi et la bourgeoisie fassie à sa dévotion : les « tueries de Skhirat » en juillet 1971.

Lors du procès scandaleux auquel l’affaire donnera lieu en 1959, j’assurais la défense de nombreux inculpés. J’allais ainsi connaître les réels dessous de ce que les milieux officiels ont appelé la « révolte du gouverneur du Tafilalet ». Ces faits montreront l’odieuse et lâche exécution en 1961 de l’un des « conspirateurs » sur l’ordre formel d’Hassan II, monté sur le trône quelques mois auparavant. Dès lors, chacun se rendra mieux compte du peu de crédit qu’un homme averti comme Mehdi Ben Barka pourrait accorder quelques années plus tard à la parole d’honneur du roi. De même, d’ailleurs, de l’hypocrisie de notre représentation diplomatique « pour la sauvegarde des intérêts français dans le pays », bien sûr, en prenant connaissance d’une note de l’ambassade de France au Maroc.

La version officielle

Le Maroc a retrouvé un calme apparent après la traversée difficile de l’année 1956. Mohammed V décide d’entreprendre un voyage de trois semaines en Italie. Il l’annonce à son peuple le 16 janvier 1957, jour de son départ, et ajoute : « Nous avons investi notre prince héritier (il ne l’était pas encore officiellement) de la charge d’assurer les prérogatives du pouvoir royal pendant Notre voyage. À cet effet, Nous avons promulgué un dahir précisant le cadre et la portée de cet intérim »³⁹. En cours de croisière, le roi apprend la « révolte du gouverneur de la province du Tafilalet ». Que s’est-il donc passé ? La thèse officielle laisse entendre que le gouverneur Addi ou Bihi est entré en dissidence.

Les faits sont rapportés ainsi chronologiquement :

– 18 janvier : le différend qui oppose depuis un certain temps le gouverneur au juge délégué de la province et au commissaire de police local éclate au grand jour⁴⁰.

39. *Faits et documents* du ministère de l’Information et du tourisme, n°54, du 16 au 23 janvier 1957, page 11.

40. Le ministre de la Justice, Abdelkrim Benjelloun, avait décidé de supprimer dès 1956 les tribunaux coutumiers remplacés par des juges délégués. Le gouverneur fait encercler par ses hommes le commissariat de police, arrêter le commissaire, les policiers sous ses ordres et le juge délégué, sans en référer au ministre de l’Intérieur, son supérieur hiérarchique.

– 19 janvier : le gouvernement décide l'envoi d'une compagnie des FAR pour rétablir l'ordre. Mais à Midelt, Addi ou Bihi et ses hommes s'opposent au passage de l'armée royale. Celle-ci prend position dans l'attente des ordres de l'État major.

– 20 janvier : deux conseillers de la couronne, le fqih Ben Larbi El Alaoui et Lahcen Lyoussi sont envoyés à Midelt par Moulay Hassan pour prendre contact avec Addi ou Bihi et l'inviter à se rendre à Rabat. En vain. D'autres éléments des FAR gagnent la région.

– 21 janvier : un communiqué du prince annonce la destitution du gouverneur, remplacé par un commandant des FAR : « Addi ou Bihi n'obéissait plus aux ordres de son roi et une main étrangère lui fournissait toute l'aide nécessaire et en avait fait son instrument »⁴¹. Comble d'ironie ou plutôt de cynisme, comme nous le verrons !

– 22 janvier : les détachements des FAR se mettent en mouvement. Ils sont acclamés par la population marocaine. Le nouveau gouverneur fait son entrée à Midelt, sans incident. Le ralliement des hommes armés est total. Addi ou Bihi et les autres conspirateurs se sont rendus. Un important armement de type étranger est récupéré. Ce matériel est soumis à un expert qui doit en déterminer la provenance. Quelle hypocrisie !

Un point très important est passé sous silence par cette chronologie officielle : l'envoi, sur ordre de Moulay Hassan, ce 22 janvier, du général Kettani et de Mohammed Awad du cabinet royal, à Kérando, fief du gouverneur. Ils ont été chargés de demander à Addi ou Bihi de se soumettre moyennant l'*aman*, le pardon du souverain. Croyant à cette parole, le gouverneur et ses hommes se sont rendus...

Ce même jour, l'ambassade de France à Rabat, dans une note datée de Paris, se croit obligée – sans doute pour rassurer nos compatriotes – de publier une « mise au point sur les événements de Midelt ». Dans une première partie, elle évoque l'origine des événements et qui est le gouverneur Addi ou Bihi⁴². Dans une deuxième, elle reprend textuellement la chronologie officielle des événements.

Quand le lecteur saura le rôle joué personnellement par Moulay Hassan dans cette affaire et apprendra que les caisses d'armes restées sur place portaient l'inscription « région militaire de Meknès », il en conclura

41. Op. cité page 22

42. « ... Son hostilité envers les partis politiques a été sans doute encouragée sournoisement par des éléments étrangers qui ne sont pas encore adaptés au régime de l'indépendance et qui rêvent toujours de revenir à une politique rétrograde en opposant artificiellement les Marocains d'origine berbère et ceux qui sont d'origine arabe. Ce mythe a déjà vécu. D'ailleurs, cette hypothèse est corroborée par les armes trouvées sur les hommes de main qui ont été levés par Addi ou Bihi... La rapidité avec laquelle l'ordre a été complètement rétabli montre le caractère artificiel de cette prétendue rébellion, qui a trouvé malheureusement dans une certaine presse en France une oreille complaisante... ».

sans risque de se tromper à la nouvelle complicité des deux pouvoirs marocain et français.

La radio marocaine commente pour sa part la normalisation de la situation dans le Tafilalet en ces termes : « Ces faits démontrent, s'il en était besoin, l'extrême popularité de la famille régnante et l'énergie dont a fait preuve Son Altesse royale le prince Moulay Hassan. Il a obtenu des résultats décisifs dans le meilleur temps et sans le moindre acte de violence. » Et pour cause ! Le 25 janvier, le journal *Al Istiqlal* publie un article intitulé « Une épreuve salutaire ou la leçon du Tafilalet »⁴³.

Ben Barka, président de l'Assemblée consultative, évoque de son côté, cette « révolte »⁴⁴ : « Nous venons de vivre des moments difficiles en raison de l'insubordination d'Addi ou Bihi. Ce fut une épreuve de force pour le pouvoir central. Son Altesse royale le prince Moulay Hassan et le gouvernement de Sa Majesté ont su rétablir l'autorité de l'État devant les prétentions d'un simple fonctionnaire anachronique... ». Lors d'une conférence régionale du PI, à Agadir, il est un peu plus véhément : « Nous devons être vigilants face aux dangers que font courir à notre pays les agissements néfastes des féodaux et des réactionnaires, tels Addi ou Bihi (...). La bataille du Tafilalet a pu être gagnée sans qu'aucune goutte de sang n'ait été versée grâce à la maturité des masses populaires du Tafilalet »⁴⁵. Ces deux déclarations sont à analyser : « Rôle efficace du prince Moulay Hassan et du gouvernement » devant un auditoire étranger, d'une part ; « rôle des masses populaires » devant une assemblée du parti, d'autre part. Rien que de très officiel et de très politique ! Dans une troisième assemblée enfin, Ben Barka ira bien jusqu'à stigmatiser cette « rébellion artificielle » fomentée avec la complicité d'éléments de l'État major des FAR. Mais sans plus. À l'époque, il s'en tient à la critique de l'offensive des forces féodales contre le PI, sans ajouter un mot quant au rôle personnel du prince Moulay Hassan, qu'il ne pouvait ignorer, bien sûr !

Le dessous des cartes

Dix huit mois après, lors d'une réunion des cadres du parti, Ben Barka sera beaucoup plus incisif⁴⁶ : « Les institutions démocratiques – assem-

43. « Un gouverneur archaïque s'est autorisé à s'insurger contre le pouvoir central... que reste-t-il de cette rocambolesque histoire de rébellion d'une province ? Un homme déchu de ses fonctions auquel l'avait placé la confiance de son Roi en récompense de sa fidélité passée... ».

44. Au cours d'un dîner débat avec les Français de Fès le 8 février 1957.

45. Cité dans *Al Istiqlal* du 26 février 1957.

46. A Tétouan le 31 juillet 1958.

blées rurales, municipales et l'Assemblée nationale élue – ne peuvent être mises en place, tant que le procès Addi ou Bihi n'est pas terminé, tant que des complots sont toujours fomentés et encouragés par certains milieux... ». Et d'ajouter : « Cette révolte a été organisée par des éléments réactionnaires et antinationaux armés par les forces françaises stationnées sur notre sol »⁴⁷.

Dès février, des rumeurs de « complot », sans autre précision, avaient circulé⁴⁸. La réalité de l'affaire Addi ou Bihi est, en effet, tout autre que le récit qui en a été fait à l'époque, toujours de vigueur aujourd'hui dans l'Histoire officielle du pays ! Je l'apprendrai lors de mes premiers contacts avec les « insurgés », mes clients lors de leur instruction et de leur procès, réclamé à cor et à cris par le PI, alors hégémonique. Les liens du parti avec les « révolutionnaires » algériens inquiétaient Moulay Hassan. L'influence grandissante du PI sur la politique intérieure l'alarmait plus encore... Mohammed V n'avait-il pas affirmé le 18 novembre que le processus de démocratisation du pays « passerait par une Assemblée constituante » ? Or, c'était là l'une des revendications constantes du PI ! C'en était beaucoup trop pour Moulay Hassan, qui se voyait très bien, lui, un jour, maître des destinées du pays, sans partage. Le projet de son père contrecarrait ses ambitions cachées. Le pouvoir suprême allait-il lui échapper au profit du seul parti de l'Istiqlal ?

C'est dans cette conjoncture politique, que le prince a organisé, lui-même, la soi-disant « rébellion du gouverneur du Tafilalet. ». La mise sur pied d'un véritable complot, pour finalement faire condamner les seuls « comploteurs » locaux par une Cour de justice tout spécialement créée à Rabat, avec compétence sur tout le territoire !

L'erreur fatale d'Addi Ou Bihi avait été de penser que le départ de Mohammed V en croisière devait donner le signal de la révolte contre le PI, accusé de menacer le Trône. Il n'était dès lors que temps pour Moulay Hassan d'arrêter cette « révolte » et de faire désarmer les « émeutiers ».

Les poursuites

Malgré l'*aman*, Addi ou Bihi est incarcéré le lendemain de sa reddition, en même temps qu'une centaine d'insurgés environ. Après des mois

47. A l'époque, ces forces sont encore d'environ 100.000 hommes, placés sous les ordres récents (juin 1956) du général René Cogny.

48. Le 2 février, le journal *Al Istiqlal*, sous le titre « Nous voulons savoir », reprend un éditorial du journal *Al Alam* (en arabe) : « Le peuple espère également que l'affaire en question ne s'achèvera pas sur un point d'interrogation (...) ; il tient à connaître tous les détails de ce complot semi-clandestin, afin de dissimuler toute équivoque... ».

de détention dans des commissariats ou autres lieux⁴⁹, tous font l'objet de poursuites. L'instruction de l'affaire commence très tardivement. Le Palais ne tient pas au procès – et pour cause ! –. Mais, le PI le réclame de plus en plus. Douze inculpés me constituent. Parmi eux, quatre des principaux chefs – ou considérés comme tels – de la « dissidence » : les caïds Haddou ou Mimoun, Saïd Lyoussi, Mohammed Ali Boutoulout et Mimoun ou Bja, lieutenant des FAR⁵⁰.

À l'étude du dossier de police, je suis surpris de constater que le communiqué du prince est en partie exact : « Une main étrangère a fourni toute l'aide étrangère à Addi ou Bihi ». Mais cette « main étrangère » – non citée ! – n'est autre que le général Cogny, commandant les troupes françaises du Maroc et quelques autres officiers français dont le général Divary de Meknès ! Ils ont fourni aux hommes d'Addi ou Bihi 6.000 à 8.000 fusils environ ! Ma stupéfaction est encore plus grande lorsque mes clients me dévoilent les véritables dessous de l'affaire : un éventuel soulèvement d'Addi ou Bihi et de ses hommes, bel et bien envisagé dans l'avenir par Moulay Hassan lui-même ! Aux côtés du prince, trois hommes ont joué un rôle de premier plan : le conseiller de la couronne Lahcen Lyoussi, le gouverneur Addi ou Bihi et le général Cogny. Un cinquième personnage était aussi présent aux divers « entretiens secrets » : le pacha de Midelt, Moha ou Rra, ancien commandant de l'armée française, chargé de la traduction en français, arabe, et berbère, nécessaire entre les quatre hommes⁵¹.

Quatre-vingt-deux inculpés seront poursuivis devant la Cour de justice en 1959. Inutile de dire que ni Moulay Hassan, ni Lahcen Lyoussi, ni Cogny, les trois principaux « comploteurs » ne se trouveront parmi eux. Je comptais faire citer à la barre ce dernier. J'en informe toutefois auparavant le nouvel ambassadeur de France. Celui-ci ne tenait pas spécialement à ce que je provoque un scandale. Il sollicite donc de Paris le rappel du général, qui est muté en Algérie alors en pleine guerre.

49. L'un de mes clients, par exemple, le caïd Haddou ou Mimoun passera sept mois dans les locaux du commissariat du 2^e arrondissement de Rabat, sans aucun contact avec sa famille, sans contact avec un juge d'instruction, sans contact même avec un éventuel défenseur ! Triste réalité de l'époque qui se multipliera dans les années suivantes.

50. De nombreux autres avocats de Rabat ou de Casablanca sont également constitués. Me Paul Tsaros et Me Thami Ouezzani entre autres clients, assurent la défense du principal inculpé, Addi ou Bihi. Me Paolini, celle du n° 2, Moha ou Rra.

51. La présence et le rôle de militaires français de haut rang dans cette affaire n'est pas aussi étonnante que cela. La perte du Maroc colonial, et surtout les récents et dramatiques événements de Meknès, au lendemain du détournement de l'avion de Ben Bella, ont donné quelques idées revanchardes à certains. Si Moulay Hassan en personne sollicite de l'aide contre les agissements du PI, pourquoi ne pas lui en donner ?

Le rôle de Ben Barka au début de l'année 1957

Président de l'Assemblée nationale consultative, Mehdi Ben Barka en profite pour se déplacer à plusieurs reprises à l'étranger. Pour autant, il n'oublie ni les affaires intérieures du pays, ni la nécessité pour le Maroc d'aider ses frères algériens dans leur lutte pour leur indépendance⁵². En mars, il part pour un mois aux États-Unis via Paris. Il porte pendant son séjour un intérêt évident aux problèmes économiques. Il n'hésite pas en même temps à plaider la cause du Maroc devant les plus hauts fonctionnaires du département d'État. Il insiste pour que soit associé un développement d'investisseurs privés à l'aide de l'État américain ! On retrouve là tout son pragmatisme. Il critique dans ses discours l'impérialisme français, s'attaque au « sionisme », prône la solidarité arabe...

De retour au printemps, il réclame avec force l'évacuation des bases américaines !⁵³ Par ailleurs, s'adressant à de jeunes français il leur dit : « Nous voulons conserver la langue française non par amour de la France, mais par nécessité d'avoir une ouverture sur l'Occident pour ne pas être isolé à nouveau comme dans les siècles précédents ». Toujours ce réalisme !

Ben Barka se plonge surtout dans la préparation d'un grand projet qui lui tient à cœur. Trouver le moyen par un geste effectif d'unir les deux parties du Maroc libérées depuis un an. Ce sera « la Route de l'Unité »⁵⁴. Ses préoccupations vont vers la jeunesse du pays. D'une manière plus

52. Il rencontre à Rabat, en compagnie d'Abderrahim Bouabid, des membres du FLN, afin de définir les bases d'un accord sur les zones respectives d'action de chacune des parties dans le Sahara, contre les troupes françaises. Le 15 février, délégué par le Comité exécutif du PI, il préside à Agadir le congrès régional du parti, au cours duquel il demande aux habitants de la région de ne pas permettre à l'armée française, toujours présente dans le pays, d'intervenir contre les Algériens.

53. Cette violence verbale n'est pas du goût du ministre des Affaires étrangères, son camarade Ahmed Balafrej, secrétaire général du parti, plus modéré dans ses propos. Celui-ci, il est vrai, est astreint à la discipline gouvernementale, c'est-à-dire à l'application de la politique étrangère dictée par le souverain.

54. Avec quelques amis marocains et français nous avons constitué à Rabat une association franco-marocaine, *Jeunesse et Travail*. Elle entendait, entre autres, « fournir à la jeunesse la possibilité de prendre part à la construction matérielle et morale du pays. » Une de ses premières actions débute par l'ouverture d'un chantier de week-end dans un douar près de Salé. Il s'agissait de construire avec les habitants du village une école, sur un terrain mis à la disposition de l'association par un membre de la collectivité. Après un peu de méfiance à l'égard de ces citoyens, venant travailler le week-end, la population prit conscience que l'œuvre entreprise intéressait directement le village. Très vite, elle se mit à son tour à l'ouvrage. Les buts de cette association ont beaucoup intéressé Ben Barka, même si, trop pris par ailleurs, il n'y participait pas directement.

générale, il désire voir le peuple marocain prendre en charge sa destinée⁵⁵. Son grand souci est de « faire passer le pays de l'indépendance formelle à l'indépendance réelle ». De faire en sorte que la libération profite à ce peuple et pas seulement au Palais, aux féodaux et à la bourgeoisie.

Moulay Hassan, prince héritier

En janvier 1957, pendant son absence en Italie, le roi a désigné Moulay Hassan « Prince héritier du royaume ». Ce choix héréditaire n'était pas dans les règles habituelles du sultanat⁵⁶. Une proclamation définitive ne déplaisait pas au prince. Fêré de l'Histoire de France et inquiet de ce qui se passait en Tunisie, il glisse à l'oreille de Mohammed V l'idée d'une transmission héréditaire de la couronne, par l'héritier mâle le plus âgé... c'est-à-dire à lui-même. Il en appelle aussi aux uns et aux autres. Ben Barka lui-même, à la tête de l'Assemblée nationale consultative, n'hésite pas à faire voter le Parlement en ce sens. Homme de gauche, au langage socialiste, il est aussi un pragmatique. Et, après tout, il n'a pas à se plaindre de la manière dont le prince (cyniquement) a traité le « soulèvement des féodaux ». Il se rend donc au Palais royal pour remettre l'adresse au souverain. Mais l'allusion finale aux « autorités colonialistes » est quelque peu perfide, car Ben Barka n'ignorait pas la complicité de Moulay Hassan avec les chefs de l'armée française encore très présente dans le pays...

Au cours d'une cérémonie grandiose, Mohammed V confirme l'investiture du prince le 9 juillet, le jour de ses 28 ans. Cette décision frappe tous les observateurs. Elle est due certes au souverain, mais le choix de ce nouveau principe dynastique apparaît davantage comme l'expression d'une volonté unanime de tous les citoyens du royaume. Désormais, il

55. Ben Barka écrit : « Nous devons mobiliser dans le vrai sens du mot les possibilités immenses qui résident, par exemple, dans les centres ruraux, les douars, les ksours les plus reculés, et qui, avec une simple impulsion bien appliquée peuvent mettre au travail tout un peuple, prêt à s'enthousiasmer pour une belle œuvre... par une multitude de petits travaux d'aménagement des villages ou des quartiers. *Al Istiqlal*, le 11 mai 1957, sous le titre « *La solution réside en nous* ».

56. « La proclamation et la reconnaissance de tel ou tel comme chef d'État étaient fixées par un acte d'allégeance, la *beï'a*, souscrit par les notables représentés principalement par les *oulémas* de Fès... Toutefois le sultan désignait souvent son héritier présomptif de son vivant en faisant procéder à une *beï'a* en sa faveur, qui devait être confirmée par une nouvelle *beï'a* après sa mort. ». Ch. A. Julien. *Le Maroc face aux Impérialismes* – op. cité, page 96

constituera l'une des assises de la monarchie marocaine. Les recommandations du souverain à son fils sont nombreuses :

« (...) Dieu met à l'épreuve ceux à qui Il confie le pouvoir. Les uns en mesurent toute la responsabilité, veillent à la sauvegarde des droits et se classent parmi les élus. Les autres en perdent la tête, se gonflent d'orgueil et de suffisance, se livrent au despotisme (...) »

Cette dernière recommandation apparaît après coup prémonitoire. Mohammed V connaissait bien son fils !

Le 15 août 1957, le souverain prend définitivement, le titre de roi sous le nom de Mohammed V.

La République proclamée en Tunisie

Le 1^{er} juin 1955, Bourguiba revient en Tunisie, après deux ans et demi d'exil. Le 20 mars 1956 la France reconnaît l'indépendance de la Tunisie.

Le 25 juillet 1957, la proclamation de la République⁵⁷ fait plus de bruit hors des frontières tunisiennes qu'à l'intérieur du pays. Dénouement frappant en Afrique, en Europe, dans le monde arabe et tout particulièrement au Maroc. Avide de régner, cette « épée de Damoclès » va être en permanence la hantise de Moulay Hassan. Le PI réclame à cor et à cris la proclamation d'une Assemblée constituante. Son homme fort, Ben Barka, n'en profitera-t-il pas pour suivre l'exemple du « Combattant suprême » ?

Qu'allait-il se passer dans l'avenir au Maroc ? La situation est bien différente. Des dynasties se sont succédé depuis des siècles et le pays est

57. Depuis des mois l'Assemblée tunisienne débattait sur un texte à double variante : le pays doit-il envisager une (véritable) monarchie constitutionnelle ou aller plus avant et proclamer une République ? Le futur président, Habib Bourguiba va lui-même trancher la question. Il est décidé à liquider tout souvenir de la dynastie régnante et à devenir le premier magistrat de l'État. Elle est parvenue au pouvoir deux siècles auparavant. Étrangère au pays, elle gouverne la régence de Tunis au nom du Sultan de Constantinople. Et dès l'instauration du Protectorat français, les beys sont naturellement tombés sous la coupe des Résidents généraux. Or, en 1954, grâce à l'action de Mendès France – inquiet du soulèvement des « fellaghas » – la Tunisie a bénéficié d'un statut d'autonomie interne. Le bey ne joue plus un grand rôle, et encore moins au lendemain de l'indépendance... Président du néo-destour en 1938. Président de la première Assemblée nationale élue. Premier président du Conseil de la Tunisie indépendante, Habib Bourguiba a tout simplement « convié » les parlementaires à abolir la monarchie, à proclamer la République et à l'élire Président.

toujours resté indépendant de l'occupation turque. Moulay Hassan aura cependant constamment à l'esprit cette crainte. Si la République, chère aux Rifains et à leur leader Abdelkrim, n'est pas proclamée, le Maroc ne deviendrait-il pas une monarchie constitutionnelle, où le roi règne mais ne gouverne pas ? Le prince n'en veut en aucun cas, contrairement à son père qui n'y serait pas hostile pour son propre règne. Cette hantise va marquer toute la politique marocaine dans les années à venir. Mais, en cet été 1957, aucune fêlure n'apparaît encore ouvertement entre Mehdi Ben Barka et le Palais. Fidèles au souverain régnant, chacun à leur manière, le prince héritier et Mehdi Ben Barka poursuivent en sous-main leur face à face...

La route de l'Unité

Mehdi Ben Barka met sur pied l'une des premières œuvres collectives du Maroc indépendant, « La route de l'Unité. » Sa première idée est de montrer la réunification des deux zones du Protectorat par une route de 60 km environ, tracée de Taounat dans la région de Fès à Ketama. Sa deuxième est sans doute plus importante pour lui. En présentant son projet à Mohammed V, il lui dit : « Cette œuvre entre dans le cadre de la campagne nationale de mobilisation des forces vives du pays pour l'édification de son indépendance ». Ainsi, outre le travail des volontaires chaque matin, ceux-ci participeront à des rencontres culturelles, de formation ou récréatives. Pour Ben Barka, la Route doit être une immense école d'éducation de base.

Le souverain – poussé par son fils – se méfie quelque peu de ce projet qui donnerait auprès de la jeunesse marocaine une aura incontestable au président de l'Assemblée consultative. Toutefois le but envisagé est tel que le repousser n'est pas possible. Il vaut mieux le reprendre à son compte. Un Comité national est constitué le 9 juin, présidé officiellement par Moulay Hassan. Le 13 juin, le roi annonce que les travaux de la route dureront les trois mois d'été. Il lance en même temps un appel à la jeunesse, qui doit arriver de tous les coins du pays, devenant alors « le symbole de son unité ». Il ajoute :

« Cette réalisation aura les plus heureuses conséquences sur la situation économique et sociale du Maroc (...). Notre prince Moulay Hassan s'est spontanément inscrit comme volontaire, selon son habitude chaque fois qu'il s'agit de l'intérêt supérieur de la Nation ».

Nul n'est dupe. Moulay Hassan ne pouvait laisser Ben Barka s'embarquer dans une œuvre dont il ne serait pas, « dans l'intérêt supérieur »... de ses ambitions ! Pour éviter tout débordement idéologique, le prince convie des officiers des FAR à participer aux conférences de culture générale des 11.000 volontaires, en parallèle avec les instructeurs choisis par Ben Barka⁵⁸.

Une absence de taille va tout de même affecter Ben Barka, celle des étudiants de l'UNEM, déjà très critiques à l'égard du régime. Ils contestent le patronage royal du projet – ce qui était pourtant inévitable – et l'intervention du prince. Elle n'est pourtant que symbolique : privé de la direction de l'entreprise, le prince n'a fait qu'un tour sur le chantier pour y jouer « le volontaire » annoncé par son père⁵⁹.

J'ai rencontré Mehdi Ben Barka en cette période. J'étais admiratif de sa volonté de mener à bien son projet, de son sens de l'organisation, de sa hardiesse face à la pesanteur classique de l'administration. Et quelle simplicité ! Il apportait un style nouveau dans la politique marocaine. Par rapport aux discours enflammés du *zaïm*, le vieux leader Allal El Fassi, compris des lettrés mais pas des masses populaires, il n'hésitait pas à utiliser, tout simplement un arabe dialectal très dépouillé, compris de tous.

Le 5 juillet 1957, Mohammed V donne le premier coup de pioche. Fin septembre, la route est achevée, et le 1^{er} octobre, le roi, avec à ses côtés Ben Barka... et le prince héritier, l'inaugure. Le journal *Al Istiqlal* consacre de nombreux articles à cette œuvre⁶¹. Devenu en septembre son nouveau directeur, Mehdi Ben Barka écrit l'éditorial du 12 octobre : « Les jeunes volontaires de la Route de l'Unité, presque tous de l'Istiqlal, affirment dans un défilé (à Fès) qui restera historique, côte à côte avec les FAR, la cohésion d'un peuple sain et laborieux autour de son souverain. Ces 11.000 volontaires se dispersent dans leur foyer pour y apporter les mots-clefs du Maroc nouveau : Effort, Travail, Solidarité, Discipline nationale »⁶¹.

58. Plus de 99 % d'entre eux sont des membres ou des sympathisants du PI ! Comment en aurait-il pu être autrement alors que ce parti, grâce au dynamisme de Ben Barka, est le seul organisé, avec des cellules locales dans toutes les régions du pays ? C'est bien, parce que cette entreprise va en définitive se montrer « istiqlalienne » avant tout que le Palais s'est montré si réticent à l'origine.

59. Indirectement toutefois l'absence de ces étudiants facilitera Ben Barka qui, ainsi, n'aura pas à affronter leurs états d'âme, leur fronde traditionnelle et peut-être, leur quasi-mépris pour le travail manuel !

60. Les 27 juillet et 3 août 1957.

61. Ces « mots-clefs » se trouvent toutefois dans cet éditorial sous un titre vengeur : « *M. Guédira que faites-vous au gouvernement ?* ». Il lui reproche une volonté délibérée de prouver par son silence l'inaction du gouvernement, alors qu'il devrait en être le porte-parole, face à la campagne déclenchée par la presse française « donnant de la situation marocaine un tableau des plus mensongers. » C'est la première fois sans doute que Ben Barka critique un membre du gouvernement, l'ami, le

L'Opération labours

À l'automne, une autre opération, sous l'impulsion de Ben Barka, est mise sur pied par le ministre de l'Economie nationale, Bouabid, « l'Opération labours. » Il s'agit d'une vaste entreprise technique : obtenir des petits paysans d'enlever provisoirement les clôtures de leurs parcelles, afin qu'un même tracteur soit en mesure de labourer sans difficultés une plus grande superficie. Le 5 octobre, Mohammed V inaugure l'opération, juché sur un tracteur. Mais cette initiative, qui touche à la sacro-sainte propriété privée, n'est pas du goût de tout le monde, surtout pas des autorités traditionnelles, des féodaux... voire du Palais lui-même. Et l'opposition Moulay Hassan-Ben Barka ne fait que croître, l'aura de celui-ci gagnant chaque jour un peu plus le cœur des Marocains.

Le parti de l'Istiqlal

Si au lendemain de l'indépendance, le PI donne l'impression d'être à lui seul, le « Mouvement National »⁶², en fait, dès avant sa scission en 1959, il est contrecarré par la Monarchie, essentiellement par Moulay Hassan. Les « fassis » du PI, issus de la bourgeoisie urbaine, se trouvent certes constituer très largement la classe dirigeante du pays. Mais celle-ci ne peut, en fait, agir qu'avec l'accord du pouvoir royal. « La voie politique choisie à Aix-les-Bains en est la faute », écrira Mehdi Ben Barka des années plus tard !

La communauté française s'est développée d'une manière très importante après 1945 – donc les intérêts étrangers – et les autorités du Protectorat ont réservé leur faveur aux fournisseurs français. En toute logique, la bourgeoisie marocaine réclame la disparition des fonctionnaires français et l'éviction des sociétés françaises. Cela se fait assez rapidement pour les premiers. Peu à peu, pour les intérêts économiques étrangers.

Le PI prend place un peu partout dans les institutions marocaines. Devant son importance et sa volonté d'hégémonie politico-économique, le parti est accusé de totalitarisme. Les dirigeants les plus jeunes – qui ne

62. A l'époque, le PI compte plus d'un million d'adhérents. Aux premiers fondateurs du parti en 1944 se sont joints au cours des années de résistance, puis après le 2 mars 1956, des dizaines de milliers de militants venus des villes, des campagnes – notamment du Souss – des ouvriers, des syndicalistes, des étudiants, des petits arti-

sont plus des « fassis » – répondent que, le Maroc, pays nouvellement indépendant, ne peut se payer le luxe des jeux parlementaires stériles, qui ont maintenu dans la stagnation certains pays du Proche-Orient. Pour eux, seule l'existence d'un parti fort peut permettre l'économie de révoltes consécutives à une certaine anarchie qui a gagné le pays.

Le Mouvement populaire (MP)

Inquiet du rôle joué par le Mouvement national en son absence – d'autant que le PI se veut son seul héritier légitime – le Palais ne peut que souhaiter la création d'autres partis, afin de diviser pour régner. Il y a bien le PDI, mais il a des tendances républicaines et le parti des Indépendants libéraux, mais il est sans troupes !

Profitant du mécontentement dans les campagnes et les pays berbères après l'arrestation d'Addi Ou Bihi et de ses compagnons, Mahjoubi Aherdane, gouverneur de la province de Rabat, annonce le lancement d'un nouveau parti, le MP. Il est associé dans cette tâche par le Dr. Khatib, l'ancien chef de l'ALM dans le Rif. Le projet a l'appui du Conseiller de la couronne, Lahcen Lyoussi et celui, plus secret, de Moulay Hassan⁶³. Ben Barka critique vertement la création annoncée de ce parti, dont le sigle rappelle par trop, selon lui, le défunt Parti populaire marocain (PPM) organisé en son temps par le général Guillaume, et « ceux qui ne cessent de miser sur l'affaiblissement des forces nationales par la division, le dénigrement ou la calomnie pour renverser le courant de l'Histoire »⁶⁴. Il reprend à nouveau la plume quelques jours après⁶⁵ sous le titre : « *Les serviteurs intéressés d'une cause inavouable* » : « Ce pseudo parti sert de refuge aux complices d'Addi ou Bihi, coupable de rébellion et de haute trahison. » Ses attaques et celles de ses camarades du PI, contre le nouveau mouvement politique, expliquent le comportement agressif que prendront les magistrats de la Cour de justice contre les « rebelles ». Elles laissent aussi apparaître l'opposition de plus en plus forte entre Mehdi Ben Barka et Moulay Hassan. Le prince n'a-t-il pas été

63. D'autres personnalités, comme certains leaders du PDI participent à cette entreprise et se lient ainsi avec les « berbères », de facto, contre le PI. La base militante est formée dans le nord par d'anciens membres de l'ALN, sympathisants de M'Saïdi. Mais aussi, dans bien des régions, par d'anciens caïds et autres hauts fonctionnaires qui se sont accommodés fort bien du Protectorat. Ils restent cependant attachés à la monarchie et au système Makhzen et sont opposés aux istiglaliens des villes.

64. Editorial d'*Al Istiqlal* du 26 octobre 1957

65. Editorial d'*Al Istiqlal* du 2 novembre 1957

lui aussi « complice d'Addi ou Bihi et coupable de haute trahison » ? Rien n'apparaît pour autant au grand jour. Moulay Hassan a été désigné « prince héritier » quelques semaines plus tôt avec l'accord de l'Assemblée nationale consultative. Il n'est pas envisageable de le désavouer, surtout lorsqu'on est en poste directement au service de la monarchie et qu'on a l'entière confiance du souverain. Il faut dire que Aherdane s'est permis dans son discours de critiquer véhémentement le gouvernement⁶⁶. Pendant des mois, le parti a bien des difficultés pour se constituer officiellement. Les istiglaliens de l'Intérieur et ceux de la Justice lui mettent des bâtons dans les roues et en avril 1958, le problème de sa reconnaissance demeure entier ! Dès lors, le président du conseil, Bekkaï, partisan du MP, a donné sa démission au roi, entendant ainsi se solidariser avec ceux qui contestent le refus de voir un nouveau parti se constituer librement dans le pays.

Le gouvernement Balafrej

Le PI, sous la pression de son aile gauche, réclame le pouvoir pour lui seul. « Gouvernement homogène ! » crient les militants dans les manifestations⁶⁷. Constatant la mésintelligence au sein du PI, Mohammed V,

66. Pour le leader du nouveau parti, l'indépendance du Maroc est un simple leurre. La liberté n'y existe pas. Le gouvernement prend des mesures illégales... Il n'hésite pas jusqu'à faire état, plus ou moins directement, de la « dictature de l'Istiqlal », disant tout haut ce que beaucoup pensent tout bas. Cité dans *Al Istiqlal* du 30 octobre 1957, un communiqué du ministre de l'intérieur, Driss M'Hammedi – lié d'amitié à Aherdane, mais encore assez istiglalien – lui réplique dès le 24 octobre : « Mahjoubi Aherdane s'est permis d'émettre des critiques à l'encontre d'une décision prise par le gouvernement de Sa Majesté, dont il était de par sa fonction le représentant... Il a commis une indiscipline grave... Au surplus, il a révélé au cours de cette même déclaration qu'il était l'animateur d'un Mouvement constitué illégal... Aussi une mesure immédiate de suspension a-t-elle été prise à son encontre », en attendant une révocation sollicitée en bonne et due forme du souverain.

67. Dans le même temps, dans la « berbérie », après l'affaire Addi Ou Bihi non encore jugée, Lahcen Lyoussi et Moulay Hassan continuent à répandre le bruit, « Le Trône est en danger ! ». Au sein même du PI, des désaccords sont apparus entre les « anciens » (Allal El Fassi, Ahmed Balafrej...) et les « jeunes » (Abderrahim Bouabid, originaire de Salé, Abderrahman Youssoufi de Tanger, le fqih Basri de Demnate et Mehdi Ben Barka de Rabat), beaucoup plus proches des militants de base. Ceux qui, avec Ben Barka, prônent l'instauration d'un parti unique, se trouvent contrés par une double opposition : celle, interne, de la droite du parti (en fait, une certaine unité n'avait été réelle que dans la lutte contre le protectorat) ; celle, externe, du bled, mal encadré par des citadins ne connaissant rien aux mentalités des campagnards ; des

poussé par son fils, envisage d'en tirer une aventureuse conséquence pour le Palais : constituer un gouvernement dit « istiglalien homogène » afin de répondre à la volonté populaire, mais sans lui donner de réels pouvoirs... et démontrer ainsi au pays, toujours en état de désordre, l'incapacité réelle de ce gouvernement de le diriger, en raison de ses divisions internes ! Mehdi Ben Barka et Bouabid ont senti la manœuvre. Pour déjouer le plan du Palais, ils réussissent à faire adopter le 20 avril par la Commission politique du PI, le principe de réformes constitutionnelles et politiques, notamment l'élection d'une Assemblée constituante dans les six mois !⁶⁸ Le 1^{er} mai, le Palais rejette le projet, considéré comme un quasi ultimatum. Il se contente – sous l'impulsion de Moulay Hassan – de promulguer le 8 mai le « Pacte royal » ou « Charte des Libertés publiques », concernant l'organisation des pouvoirs publics, en attendant l'instauration d'une monarchie constitutionnelle, sans en préciser le contenu.

À peu près à la même époque, Ben Barka n'hésite pas à aller plus loin sur le plan social⁶⁹ : « Il ne s'agit pas pour nous, quand nous pensons à l'héritage colonial de faire cesser seulement l'exploitation née de la période du Protectorat, mais aussi l'exploitation qui a pu exister de l'Homme marocain par l'Homme marocain » – allusion, bien sûr, aux féodaux et autres exploiters du peuple.

La tension est grande entre le pouvoir royal et les dirigeants du PI, surtout avec ceux qui exigent un gouvernement fort et homogène sur une base constitutionnelle. De fortes pressions – Moulay Hassan et ses alliés du MP – s'exercent même sur le souverain pour se passer de l'Istiqlal ! Mais Mohammed V entend trouver un accord, du moins avec les modérés, qui pourraient former un nouveau gouvernement avec des « Indépendants Libéraux ». Le 10 mai, il désigne Balafrej pour présider ce gouvernement. Il choisit des ministres membres ou proches du parti. Seul Bouabid, ministre de l'Economie nationale et des Finances, représente l'aile gauche. Mais, les forces armées, dont la gendarmerie, continuent à dépendre du prince héritier. Par ailleurs, Mohammed V impose le nouveau ministre de l'Intérieur, Messaoud Chiguer⁷⁰, éloigné du PI. La Sûreté nationale lui est désormais rattachée, et non plus au Premier ministre... Devant cette acceptation des « modérés istiglaliens » qui se sont soumis à la volonté – disons plutôt aux « ordres » – du pouvoir royal, la gauche du parti décide de quitter la Commission politique. C'est le début de la crise au sein du parti.

68. Dès le 15, les ministres istiglaliens avaient présenté collectivement leur démission. Le 17, Mohammed V accepte celle du président Bekkaï.

69. D'où la fréquente étiquette de « marxiste », voire de « communiste » qui lui est apposée – à tort – par ses détracteurs.

70. Un ancien haut fonctionnaire révoqué en 1944 pour ses activités nationa-

Informé de tout ce qui s'est passé au Maroc, alors qu'il était en voyage, en contradiction avec les décisions prises par l'Exécutif du PI, Ben Barka entend réagir. L'occasion lui est donnée le 25 juillet, à l'ouverture du III^e Congrès national de l'UNEM à Tétouan, qui a ostensiblement refusé d'inviter le prince, comme celui-ci l'avait sollicité... Ben Barka est accueilli par les étudiants avec une telle frénésie – un peu comme leur « maître à penser » – que Moulay Hassan ne peut qu'en être humilié⁷¹. À partir de ce congrès, tout événement qui surviendra au Maroc – et ils seront nombreux jusqu'à la « disparition » de Ben Barka – sera toujours considéré comme ayant celui-ci comme élément moteur, même quand il sera en exil à des milliers de kilomètres, sur les « révélations » – confidentielles, bien sûr ! – à tel ou tel journaliste, de Moulay Hassan, puis du roi Hassan II. Ben Barka est devenu la bête noire du pouvoir. Dès lors, il va se trouver constamment sous la surveillance, voire la traque, de la police⁷².

Par ailleurs, dans le cadre de ses voyages, il était à Tanger fin avril, où, comme l'un des représentants du PI, il a pris part à la deuxième conférence – une première s'est tenue en 1947 au Caire – des trois grands partis, Istiqlal, FLN et Néo-Destour tunisien, autour du problème de l'édification d'un espace maghrébin uni, du « grand Maghreb » (mêmes langue, religion, géographie). C'est l'une de ses idées dominantes... Malheureusement, elle n'est toujours pas réalisée plus de soixante ans après, en raison du problème du Sahara occidental. Début octobre, il est reçu à Belgrade, en tant que président de l'Assemblée nationale consultative et se familiarise avec les expériences yougoslaves d'autogestion pour résoudre les conflits économiques et sociaux, expériences pour lui fort intéressantes pour le Maroc. Le 16, il rencontre de Gaulle à Paris. Le 29, *France-Soir* publie un grand article sur « l'homme qui monte au Maroc (...) mais que le Mouvement Populaire veut abattre en priorité : « Voici « l'ennemi n° 1 » disait le résident général Juin en 1951. Il est vrai qu'il préparait la lutte contre le protectorat mieux que personne. Avec discrétion et efficacité. Il n'a pas changé ».

71. Au surplus, les motions finales adoptées en son absence se présentent comme les plus radicales positions politiques proclamées jusque-là dans le pays ! Elles réclament l'élection directe d'une Assemblée constituante, afin de doter le pays d'institutions démocratiques, et la réorganisation, aussi sur des bases démocratiques, de l'armée et de la police... de facto, trop inféodées au pouvoir royal, sans le proclamer. Certains journalistes s'empressent d'écrire que la main de Ben Barka est derrière ces revendications ; qu'il faut les analyser comme « volonté d'instaurer la République »... Il le dément aussitôt.

72. En juin, il ne s'est pas montré hostile au déclenchement d'un mouvement de grève lancé par le leader de l'UMT, Ben Seddik. Avec celui-ci d'ailleurs, Abdallah Ibrahim et le fqih Basri, il commence à engager un « bras de fer » avec les autres dirigeants du parti, à tel point qu'il se voit retirer la direction d'*Al Istiqlal*, confiée à Mohammed Lyazidi. Il n'hésite pas à rendre public en août le conflit avec la partie droitiste de la direction du PI.

Le pays est en crise, la plus grave depuis l'indépendance. Une « rébellion » a éclaté le 23 octobre dans le Rif où l'agitation est entretenue par les deux leaders du MP, Aherdane et Khatib, poussés plus ou moins par Moulay Hassan. Une certaine anarchie gagne le Maroc, et Ben Barka estime que l'homme de l'Intérieur, choisi par le Palais, n'est pas à sa place. Le gouvernement Balafrej a tout de même réalisé un certain nombre de réformes importantes⁷³. Mais, il se trouve en butte à une coalition de forces étonnante : d'un côté, le MP, les notables féodaux, et les lobbies coloniaux ; de l'autre, la « gauche » du parti. Il ne peut tenir très longtemps, d'autant que Bouabid n'a pas les coudées franches pour appliquer sa nouvelle politique économique, plus par une opposition de la droite du gouvernement – appuyée par le prince héritier – que par un refus du Président du conseil de le soutenir. Proche des thèses de Ben Barka, il profite des événements du Rif pour donner sa démission le 22 novembre. Elle entraîne la chute du gouvernement qui n'a duré que six mois !

Le soulèvement du Rif

Pour gêner le gouvernement Balafrej, pour la première fois à direction istiglalienne, Aherdane et Khatib sollicitent du ministre de l'Intérieur l'autorisation de transférer à Ajdir, haut lieu de la résistance dans le Rif, le corps de M'Saïdi enterré à Fès. Il s'agit de rallumer la flamme pour reprendre la thèse de son assassinat par le PI sur ordre de Ben Barka... Le gouvernement la leur refuse et ordonne l'arrestation des deux leaders pour « transfert illégal de corps ». Ils demeurent deux mois en prison et en sortent sans être jugés, sur l'intervention du Palais. Le MP, non officiellement reconnu, se voit interdit⁷⁴. Mais l'interdiction est vite rapportée sur injonction de Moulay Hassan.

D'autres mouvements de révolte apparaissent dans certaines campagnes – près d'Oulmès dans la région de Rabat, fief d'Aherdane ; au sud de Taza ; dans le sud du pays... Ils inquiètent sérieusement le gouver-

73. Dont le *Dahir* du 15 novembre 1958 reconnaissant la nécessité du pluralisme des partis dans la nouvelle structure de l'État marocain ; le code de la presse ; la confiscation des biens des collaborateurs du protectorat ; etc.

74. Cette décision porte évidemment atteinte aux « libertés publiques » proclamées dans la Charte royale quelques mois seulement auparavant... La provocation entraîne une levée de boucliers contre le PI et contre « Rabat ». Pour le gouvernement istiglalien le Maroc ne peut se permettre d'entretenir des dissidences politiques dans le pays en phase constructive.

nement, mais aussi le Palais, qui a peut-être joué aux apprentis sorciers. Ils sont vite circonscrits contre les Zemmours dans la région d'Oulmès.

En revanche, le soulèvement du Rif demande plus de temps⁷⁵. Le Palais sait qu'il y a un risque à laisser se développer un mouvement autonome. Les Rifains n'ont-ils pas, dans les années 20, tenu en échec pendant des mois de puissantes armées espagnoles et françaises ? Moulay Hassan, chef d'état-major général, installe son Q.G. à Tétouan à la fin de l'année. De là, il prend la tête de milliers de combattants des FAR pour mettre fin à la « sédition » – qui n'est pas son œuvre, comme celle d'Addi ou Bihi deux années auparavant. Les combats dirigés entre autres par Oufkir sont parfois d'une extrême violence. Napalm, villages brûlés, barrages d'artillerie, bombardements aériens, précèdent la reprise du terrain par l'infanterie⁷⁶. Le 16 janvier 1959, Moulay Hassan et le nouveau président du Conseil, Abdallah Ibrahim, entrent à Al Hocéimas. « Tout était rentré dans l'ordre à la fin du mois de janvier », comme l'écrit Hassan II dans son livre *Le Défi*. En février, pour rétablir un certain équilibre et apaiser les tensions le MP est enfin reconnu officiellement.

L'Armée de libération marocaine du Sud

Dès le lendemain de l'indépendance, Allal El Fassi, encore au Caire, développe la thèse du « Grand Maroc », allant du fleuve Sénégal au sud, à la Méditerranée au nord ; de l'océan Atlantique à l'ouest, à une partie de l'Algérie à l'est ! C'est le début des revendications par les nationalistes de territoires depuis des lustres sous domination espagnole et du refus de toute reconnaissance d'un futur État mauritanien. Officiellement le pouvoir marocain soutient aussi cette thèse, mais il craint l'ALM-Sud, qui n'a pas intégré l'armée royale, dont l'un des dirigeants, le fqih Basri est un proche de Ben Barka⁷⁷.

75. En octobre 1968. Il s'agissait pour certains d'un véritable « Mouvement de libération ». Son but est simple : obtenir l'évacuation de toutes les troupes étrangères encore au Maroc ; voir l'administration du Rif confiée aux seuls rifains ; poursuivre une lutte conjointe avec les combattants du FLN en vue de la libération de tout le Maghreb...

76. Des populations sont massacrées : pour infléchir leur ardeur, l'aviation royale, aidée par l'aviation française, intervient même et rase certains villages ! Le sous-lieutenant Dlimi, remarqué par Moulay Hassan, le rejoint à son état-major. Par la suite, le prince l'enverra faire un stage à Scotland Yard, avant de rejoindre Oufkir, directeur de la DGSN, comme adjoint en 1960.

77. Au cours de l'été 1956, Moulay Hassan a fait ouvrir la route d'Agadir à Tindouf. Sans doute plus pour soutenir l'armée française contre le FLN que la Résistance marocaine dans le sud...

Dans le nord de la Mauritanie, l'ALM-Sud se heurte aux bataillons de sénégalais de l'armée française. Dans le Rio de Oro, aux troupes espagnoles. Le 20 août 1957, Mohammed V déclare qu'il souhaite obtenir par la négociation la réintégration de l'enclave d'Ifni. En novembre, Balafredj obtient cette rétrocession. Mais, très habilement, avant que cette décision ne soit exécutée sur le terrain, Moulay Hassan envoie un bataillon des FAR pour s'octroyer par un communiqué triomphant la « libération d'Ifni » !

Restent à éliminer les « troublions », craints par le pouvoir royal. En accord avec celui-ci⁷⁸, l'armée française du général Cogny met sur pied en janvier 1958, en liaison avec l'armée espagnole du Rio de Oro, une opération d'envergure contre les 4.000 /5.000 hommes de l'ALM. L'opération prend nom d'« Ouragan » : « Ecouvillon » pour l'armée française ; « Teide » pour l'armée espagnole⁷⁹. Les combattants de l'ALM, beaucoup moins nombreux et bien moins équipés, sont rapidement écrasés. Un certain nombre de combattants cependant peuvent s'échapper. Ils entrent dans la clandestinité pour continuer la lutte en d'autres lieux. C'est le cas de Cheikh El Arab, qui gagne Casablanca.

Ainsi, les anciens protecteurs du Maroc ont repris leur travail dit de « pacification », cette fois-ci, non à leur profit, mais à celui de la monarchie marocaine ! Dans son ouvrage *« Héros sans gloire »*, Mehdi Bennouna n'hésite pas, à juste raison selon moi, à développer courageusement cette thèse – n'en déplaise aujourd'hui à certains nouveaux alliés du Palais royal.

Le procès Addi Ou Bihi (Décembre 1958 – Janvier 1959)

La Cour de justice est composée de magistrats, tous membres du PI ou choisis à dessein par celui-ci. Brahim Keddara la préside. Le rôle de commissaire du gouvernement est tenu par l'un de mes amis, futur bâtonnier du barreau de Rabat, Ahmed Belhaj, istiqlalien à l'époque.

Le matin même de l'ouverture du procès⁸⁰, avant la première audience, j'invite MM. Keddara et Belhaj à prendre un café à l'hôtel Balima. Je désirais leur dire mon inquiétude et mon écœurement devant cette affaire, qui n'aurait jamais dû voir le jour. Je leur relate le rôle personnel joué par

78. Pour le remercier, Franco rétrocède la région de Tarfaya dont les FAR de Moulay Hassan prennent possession en avril.

79. L'offensive combinée a lieu en deux temps : le premier consiste à détruire le gros des forces de l'ALM installées dans la Seguiet-El Hamra ; le second à « nettoyer » le Rio de Oro, à la charge des seules troupes espagnoles.

80. Le 20 décembre 1958.

le prince Moulay Hassan dans cette tragédie et le pardon qu'il a donné aux « insurgés » au nom du souverain. Or, ni l'un ni l'autre de ces deux faits très importants ne sont mentionnés dans le dossier ! Le président Keddara en colère me réplique : « S'il faut impliquer et juger le prince Moulay Hassan dans ce dossier, nous l'impliquerons et nous le jugerons ! » Il faut dire qu'en ces temps, et jusqu'à la veille même de la mort du roi Mohammed V, en février 1961, personne au Maroc ne pensait que son fils régnerait de sitôt, voire un jour ! Quoi qu'il en soit, même si impliqué par mes soins dans l'affaire, Moulay Hassan ne sera pas jugé. En revanche, quelques années après, le président de la Cour se retrouvera président de la Cour suprême...

L'audience débute par l'interrogatoire d'identité des prévenus, puis par la lecture de l'acte d'accusation⁸¹. Avant tout examen au fond, je dépose, comme de règle « in limine litis », des conclusions « tendant à faire déclarer l'irrecevabilité des poursuites par extinction de l'action publique. » Je rappelle que le Roi du Maroc détient en ses mains tous les pouvoirs, dont le pouvoir judiciaire et qu'à l'époque des faits reprochés aux inculpés, Moulay Hassan assurait les prérogatives du pouvoir royal. Or, par sa proclamation solennelle du 21 janvier 1957, il a promis l'*aman* – c'est-à-dire l'amnistie – à tous les insurgés, avant même l'envoi du général Kettani et de Mohammed Awad la confirmant. Et, je poursuis,

« il est établi qu'à l'appel du prince, le ralliement des populations a été immédiat. Pas un seul coup de feu n'a été tiré, ni aucune opposition faite aux FAR. Les armes ont toutes été rassemblées par leurs détenteurs et remises aux forces militaires. Les quelques membres du PI arrêtés (quelques heures) ont immédiatement été relâchés. Bien mieux, les inculpés – notamment mes clients Haddou ou Mimoun, Mohammed ou Ali Boutoulout, Saïd Lyoussi – ont eux-mêmes dirigé les opérations de ralliement dans leurs régions respectives, avant l'arrivée de l'armée ! En définitive, les inculpés ont obéi à l'ordre donné par Moulay Hassan. Ils ont donc été arrêtés et poursuivis à tort. Ils auraient dû bénéficier dès le premier jour de la décision royale, de l'*aman*. Cette décision était d'ailleurs en tout point conforme à l'*aman* traditionnel en pays berbère. C'est au demeurant la règle classique du droit musulman en matière de "crime politique"⁸². À plus forte raison, aucune poursuite ne devait être engagée, car il n'y a eu ni sang versé, ni dommage ».

81. Atteinte à la sûreté intérieure et extérieure de l'État et différents autres crimes et délits, dont celui de complicité avec un État étranger

82. Cf. Khalil : « Si la rébellion a eu pour cause une dissidence religieuse ou politique, les rebelles après leur soumission ne pourront être poursuivis pour le sang versé par eux, ni pour les dommages faits à la propriété. »

Un véritable bruissement de délivrance parcourt la salle, après lecture (en arabe) par mes soins de ces conclusions, et, en un seul bond, les 82 inculpés se lèvent au grand dam de la Cour ! Les magistrats sont blêmes. Mais, ils vont s'accrocher à la contestation qui suit du commissaire du gouvernement. Pour lui, il n'y a pas eu de dahir d'amnistie, il n'y a donc jamais eu d'*aman* et la proclamation du prince Moulay Hassan diffusée à la radio ne peut être interprétée dans le sens que je lui ai donné.

Pour tirer la situation au clair, je demande au président de la Cour de bien vouloir citer le prince Moulay Hassan à comparaître à la barre. De son côté, mon confrère Tsaros demande que soit cité le général Divary, qui a négocié la remise des armes aux futurs « insurgés ». Le commissaire du gouvernement s'oppose à cette demande, prétextant que cette question allait être examinée par les Affaires étrangères ! Le président lève alors l'audience jusqu'au mois de janvier 1959. Il fallait bien quelques jours pour « prendre conseil » en haut lieu...

À la reprise, la Cour fait savoir aux inculpés et à leurs défenseurs, que le prince Moulay Hassan, dirigeant la nouvelle campagne de l'armée dans le Rif, ne peut se libérer... Et il n'est plus question des généraux français... Je demande aussitôt, par des conclusions écrites, la citation à l'audience du général Kettani, puisque lui-même a donné l'*aman* à tous les « insurgés » au nom du prince. Le commissaire du gouvernement ne peut s'y opposer et l'audience est levée. Quelques jours après, le témoignage du général, officier courageux et d'une très grande honnêteté, est consternant pour la Cour. Il rappelle qu'il a été envoyé à Kérando par le prince Moulay Hassan lui-même. Puis, sur question de ma part, il confirme « avoir été chargé par celui-ci de donner « l'*aman* complet » à tous les insurgés s'ils se rendaient sur le champ ». « Ce que j'ai fait par deux fois, ajoute-t-il, avec des résultats immédiats ». La Cour aurait dû aussitôt arrêter les débats. Compte tenu de sa composition, il n'était pas certain qu'elle ait le courage de prendre pareille décision. De fait, après en avoir délibéré un moment, elle décide de « joindre l'incident au fond » – coup classique pour écarter des débats toute difficulté initiale.

J'ai indiqué qu'aucune poursuite n'avait été engagée, ni contre Moulay Hassan, ni contre Cogny, ni contre Lahcen Lyoussi, l'un des trois conseillers de la Couronne. Or, celui-ci était convoqué pour témoigner et risquait d'être arrêté... Comme par hasard à la reprise du procès, le pays apprend par un communiqué du ministre de l'Intérieur qu'il était « en fuite » ! À en croire la presse, Lyoussi était entré à son tour en dissidence contre le pouvoir central !⁸³ Dans un article intitulé « Une résurgence du

83. *Al Alam* s'étonnait de la négligence du ministre de l'Intérieur, Driss M'Hammedi, « qui n'avait donné l'ordre d'arrêter l'ancien conseiller de la Couronne que cinq jours après la décision du roi. »

berbérisme ? » Jean Lacouture, après une analyse concernant ce problème récurrent au Maroc, révèle un certain nombre de faits, plus qu'informatifs après coup⁸⁴. Cet excellent journaliste savait-il – ou se doutait-il seulement – que derrière l'« utilisation du particularisme berbère contre le PI », il y avait Moulay Hassan en personne ? Toujours est-il que pour ne pas prendre le risque de voir arrêter Lyoussi en plein procès et, surtout, de le voir « se mettre à table », le Palais royal, sur insistance de Moulay Hassan, l'a déchu, puis laissé fuir⁸⁵.

Le procès des 86 inculpés se poursuit pendant tout le mois de janvier. Addi ou Bihi, interrogé le premier, reconnaît globalement les faits, mais il insiste, dans ses réponses sur le nom du donneur d'ordre, Lahcen Lyoussi, « C'est lui qui nous a donné les armes... Il a prétendu qu'il y avait un complot contre le Trône et qu'il n'avait que pris les devants pour éviter ce complot... L'ordre a été débattu dans une réunion à Kasba Tadla sous sa tutelle. Je le connaissais. C'est lui qui m'a désigné comme gouverneur. À tous, son conseil a été : « Préparez-vous ! »⁸⁶ Sur question du président : « Quelles ont été vos relations avec le général Divary, le fournisseur des armes ? » « Aucune ! En revanche, j'ai eu des relations avec le général Cogny à Ksar-Es-Souk (aujourd'hui Er Rachidia) (...). À Boulmane, je suis monté en voiture avec un capitaine français et nous sommes allés à Fès, où nous nous sommes réunis dans la maison du général ». Et, Addi Ou Bihi de rappeler encore sa loyauté à l'égard de S.M. Mohammed V et de Lyoussi. « Ainsi, lorsque Sa Majesté est parti en voyage, c'est lui qui m'a donné les ordres pour prendre les armes avec les tribus (...) ».

84. « Lahcen Lyoussi n'a pas attendu le malaise de 1958 – soulèvement dans le Rif – pour se poser en champion du berbérisme. A peine déchu de ses fonctions ministérielles au début de l'été 1956, il entreprit de sillonner la montagne, accompagné d'Addi ou Bihi, de l'un des fils d'Abdelkrim et du caïd des Zaïans Amaroq pour rappeler aux tribus, avec une sorte d'éloquence, l'égalité des citoyens devant l'État... Si Lahcen Lyoussi fut l'un de ceux qui obtinrent cinq mois plus tard la reddition d'Addi ou Bihi, c'est parce que le rôle joué dans le déclenchement de l'affaire lui donnait barre sur le rebelle. Et c'est dans le même sens – utilisation du particularisme paysan contre l'Istiqlal – qu'il avait agi voici un an en encourageant la création du MP du docteur Khatib et de Mahjoubi Aherdane. » *Le Monde* du 4 janvier 1959.

85. De la montagne de Fès – s'y est-il rendu ? – il a quitté le Maroc, aidé par le prince, et s'est installé dans le sud de l'Espagne... Trois années après en février 1962, il sera autorisé par Hassan II à revenir tranquillement au Maroc !

86. « Il nous a dit aussi que si nous ne nous organisions pas, nous allions contrevenir aux ordres de Sa Majesté le Roi. Nous nous sommes réunis avec lui, trois mois avant les événements, puis, toujours avec lui, à Rabat, chaque semaine, durant la préparation définitive. J'étais personnellement son hôte. Nous avons tenu une réunion à Salé avec deux officiers français. Ils sont de notre parti, nous a dit Lyoussi ; ils vont vous fournir des armes. Plusieurs camions sont arrivés à Kérando chargés d'armes, 6.300 fusils et un certain nombre de mitraillettes. »

Le pacha de Midelt, Moha Ou Rra, est interrogé à son tour : « J'ai reçu mon poste par dahir royal et j'étais sous les ordres du gouverneur (...). J'ai été accusé aussi d'être traducteur (...). C'est le gouverneur qui m'a donné ordre de distribuer les armes. Il nous a assigné des opérations de surveillance après avoir pris contact avec Lyoussi qui lui avait dit : « Sa Majesté le Roi est parti pour l'Italie, il ne reviendra pas. Il faut armer les tribus ». Interrogé sur les réunions de Rabat, il met en cause, Lahcen Lyoussi, Addi Ou Bihi, lui-même et deux officiers français.

Addi Ou Bihi et Moha Ou Rra se gardent bien de dévoiler le rôle joué par Moulay Hassan. Ils ont des « garanties »...

Chacun des inculpés interrogés reprend à son tour ses déclarations à la police. Dans son réquisitoire, le commissaire du gouvernement réclame des peines sévères contre les inculpés, dont plusieurs condamnations à la peine capitale. Puis c'est le tour des avocats de la défense. Chacun dans sa plaidoirie reprend les dires de ses clients, conteste les affirmations de l'accusation et, évoquant surtout le fait qu'il n'y a pas eu le moindre coup de feu tiré, réclame leur acquittement.

Je plaide à mon tour :

« D'aucuns ont écrit dans la presse qu'il s'agissait « du plus grand procès du siècle. » Je pense pour ma part, et je le dis bien nettement à l'accusation, qu'il s'agit plutôt « de la plus grande duperie du siècle » et je précise pourquoi ce procès m'apparaît comme une grave erreur⁸⁷. J'ajoute : « On a parlé du « procès des féodaux », de la nécessité de les faire disparaître. L'accusation pense-t-elle avoir à faire dans ce procès à 86 féodaux ? Peut-elle sérieusement soutenir que mes clients Haddou Ou Mimoun, Mimoun Ou B'Ja, par exemple, classés parmi les cinq principaux prévenus sont des féodaux ? Ces hommes ne sont-ils pas là, au banc des accusés, parce qu'ils représentent une pensée politique différente de celle de l'accusation ? Prenons le cas du lieutenant Mimoun Ou B'Ja : le commissaire du gouvernement a essayé par tous les moyens d'établir sa culpabilité. Il est pourtant établi d'une manière certaine qu'il était à Rabat au début du « soulèvement ». Il n'a donc pas reçu d'armes. Il a même rejoint l'Armée royale suivant l'ordre télégraphique qui lui est parvenu de Rabat ! En fait, il est parmi les inculpés pour deux raisons fort simples : parce qu'il est le beau-frère de Lahcen Lyoussi, le grand absent du procès,

87. « ... Si comme je le crains les répercussions de ce procès sont immenses, si les contrecoups encore imprévisibles à cette heure s'avèrent un jour comme extrêmement nuisibles au gouvernement, il ne faudra pas à ce moment-là qu'on vienne nous dire « nous n'avons pas voulu cela ! » (N'était-ce pas annoncer les futurs « tueries de Skhirat » douze ans après ?)

parti on se sait trop comment. Et surtout, parce que, comme caïd, à Itzer, il ne partageait pas les idées politiques de certains ». Après un long rappel des faits, je conclus sur ce point : « Pourquoi ces poursuites pour « atteinte à la sûreté intérieure de l'État ? » Certes, il y a peut-être eu de la part des inculpés, atteinte à la « sûreté intérieure », mais celle d'un parti politique ! Une telle confusion est dangereuse pour le pays (...). Mes explications me paraissent suffisantes pour que la Cour prononce l'acquittement de tous les inculpés. Sauf peut-être d'Addi Ou Bihi, le donneur d'ordre – encore faudrait-il savoir de qui il a lui-même reçu l'ordre d'agir ! »

À titre subsidiaire, y compris pour le cas du gouverneur, je reprends *in fine* toute la question de l'*aman* et des conséquences, en droit moderne même, de l'amnistie. Et je conclus ainsi,

« Un journaliste a écrit que je semblais être l'avocat le plus passionné de ce procès. Pour ma part, je vous l'affirme, je n'ai agi que guidé par ma conscience, et avec la même indépendance d'esprit aujourd'hui qu'hier et que demain.... »

Mon long plaidoyer, et ceux de mes confrères n'émeuvent pas le moins du monde les magistrats de la Cour, plus justiciers politiques que juges classiques ! Le verdict tombe très tard dans la soirée du 31 janvier 1959 afin qu'il y ait le moins de monde possible aux abords du palais de justice. Au sujet de l'*aman* accordé par le général Kettani, sur ordre express de Moulay Hassan, les juges ont l'audace d'affirmer dans leurs attendus qu'il s'agissait « d'une simple ruse de guerre du général pour éviter un bain de sang ! » Quatre hommes sont condamnés à mort : Addi Ou Bihi, Moha Ou Rra et deux de mes clients Saïd Lyoussi et Haddou Ou Mimoun, d'autres à perpétuité dont mes clients, Mimoun Ou B'Ja, caïd d'Itzer, et Mohammed Ou Ali Boutoulout, caïd de Talsint. Les autres inculpés à des peines de prison de 15 à 1 ans. Quarante sont acquittés⁸⁸.

Que sont donc devenus les principaux condamnés ?

Addi Ou Bihi est mort quelques semaines avant le Roi Mohammed V, le 30 janvier 1961, à l'hôpital Avicenne, où il était incarcéré pour soins. Selon certains il aurait été empoisonné par l'un de ses repas venu de l'extérieur ! Le fait est-il exact ? Qui le prouvera ? Quoi qu'il en soit,

88. Avec mes confrères, nous engageons des pourvois en cassation. Quinze mois après, aucune date n'est encore fixée. J'écris le 25 avril 1960 au ministre de la Justice, avec copie au président de la Cour suprême, pour rappeler l'affaire et insister, compte tenu de décisions nouvelles, pour une réformation du jugement. Cette lettre n'aura aucun effet sur les magistrats de la Cour aux ordres du pouvoir en matière politique.

l'ex-gouverneur du Tafilalet est enterré en grande pompe dans son fief de Kérando. Le souverain est représenté par le gouverneur de Rabat. Le leader du MP, Aherdane, est là à titre personnel. Il aurait fait une « émouvante déclaration » : « Si Addi Ou Bihi est mort, nous sommes tous des Addi Ou Bihi ». Ce qui n'empêchera pas Aherdane, quatre mois après, d'être choisi par le nouveau roi, Hassan II, comme ministre de la Défense...

Et le condamné n° 2, Moha Ou Rra ? Au cours du procès, j'avais appris son grade de commandant dans l'armée française, acquis dans les Tirailleurs marocains. À l'occasion d'une suspension d'audience, je lui ai demandé s'il avait connu dans sa carrière le capitaine Jean Calvino, l'un de mes beaux-frères. « Bien sûr, j'étais lieutenant dans sa compagnie à Meknès » m'a-t-il répondu ! Dès lors, la glace était brisée entre nous. Il me confiait de très importantes révélations qui confirmaient les dires de mes clients. Interrogé par la Cour, il avait expliqué avoir agi sur ordre et servi de simple interprète pour les officiers français. Il me précisait qu'en réalité, il avait été l'interprète du « complot » organisé par Moulay Hassan. Toutes ces « discussions internes » n'avaient pas, bien sûr, été clairement abordées par la Cour. Et pour cause ! Je conseillais alors à Moha Ou Rra de raconter tous ces faits à son avocat et surtout de les consigner par écrit pour l'avenir, pour l'Histoire. « Non, me répondit-il ; lors de notre reddition, j'ai été conduit menottes aux poignets au Palais royal et, là, j'ai été mis en présence du prince. Celui-ci, selon nos traditions musulmanes, m'a pris les mains dans ses mains et m'a juré qu'il ne m'arriverait rien, ni aux miens, si je taisais ce que je savais. J'entends donc me tenir à cette parole d'honneur ».

Quelle erreur ! Quelques mois après, exactement le 9 octobre 1961 – Moulay Hassan étant devenu roi – le Procureur général m'informe que mes deux clients condamnés à mort, Saïd Lyoussi et Haddou Ou Mimoun, sont graciés par Hassan II. Mon combat à la barre, ma lettre au ministre de la Justice adressée en copie au cabinet royal, n'ont donc pas été vains. J'étais heureux du succès. Un moment après, en revanche, je suis atterré par la nouvelle que m'apprend Me Paolini : le procureur général vient de l'informer que son client Moha Ou Rra n'était pas gracié, qu'il serait exécuté le lendemain matin ! Et, mon confrère de me prier d'intervenir pour son client⁸⁹. Malgré le code de procédure pénale qui m'interdit de faire quoi que ce soit – secret absolu – je prends sur le champ contact avec le ministre de la Défense, Aherdane. Je l'informe de

89. Il savait mes bonnes relations avec de nombreux dirigeants marocains depuis les dernières années du protectorat. De fait, si j'étais à l'époque membre de *Conscience française*, lui penchait alors plutôt pour le mouvement *Présence française*.

la décision scandaleuse du souverain et j'insiste pour qu'il intervienne auprès de lui : « Tu ne peux tout de même pas laisser l'un de tes frères berbères, assassiné comme cela, sans réagir ! » « C'est très triste, me répond-t-il. Je ne peux hélas rien faire, mais je n'en dormirai pas de la nuit ! » Plus de quarante années après, cette pitoyable réponse du leader du MP résonne encore à mes oreilles !

Il me restait un seul espoir : tenter de trouver Réda Guédira alors ministre de l'Agriculture. Je le joins effectivement vers 21 heures, par téléphone, à son bureau au ministère. Je l'informe (?) de l'étonnante décision du roi et le prie de bien vouloir le contacter, sans faux fuyant, pour obtenir l'arrêt de cette cynique décision. « À cette heure, me répond-t-il, je ne suis pas en mesure de le joindre ». Je connaissais leurs très bonnes relations. J'insiste donc au téléphone et je m'emporte par des mots très durs. Je crie crûment mon indignation contre l'iniquité qui va être commise. Je critique vertement le roi qui ne tient pas sa parole, etc. Guédira finit par me dire : « Je vais voir ce que je peux faire ». Le lendemain, je téléphone en début de matinée à la Centrale de Kénitra, où étaient incarcérés les condamnés. Sur simple interrogation de ma part, le gardien-chef – un berbère, comme dans la plupart des prisons et dans les lieux secrets de détention – me répond : « Aucune inquiétude, Maître, tout le monde est là ! ». Il ne me restait plus qu'à aller dire merci à Guédira. Il me reçoit très aimablement en souvenir de notre amitié des années passées et me conseille d'aller remercier le roi en la personne du directeur de son Cabinet. Il ajoute toutefois : « Maurice, la prochaine fois que tu me téléphones pour une affaire délicate, méfie-toi de tes propos. Hassan était dans mon bureau hier soir au moment de ton appel. Je lui ai passé le combiné » ! Je me présente donc au Palais royal et prie mon interlocuteur de remercier le roi. « Etes-vous bien sûr, Maître, de ce que vous me dites ? Pour moi, l'exécution a eu lieu ce matin ». Il n'était donc pas informé de la décision royale. C'est dire l'importance que le monarque a toujours attachée à ses collaborateurs !

Hélas, exactement quarante jours après ce dénouement, la décision est de nouveau prise par Hassan II de faire exécuter Moha Ou Rra, le lendemain matin 30 octobre. Je l'apprends par son conseil. Le procureur général lui a précisé de ne pas m'en parler. Il lui a d'ailleurs ajouté : « De toutes façons, si un dire émane de l'un ou de l'autre, je ferai appliquer la loi à son encontre ». Il ne me restait plus qu'à me taire et à pleurer sur la trahison du monarque en sa parole. Ainsi, le seul témoin qui avait assisté, comme simple traducteur, aux entretiens en arabe, français, berbère, entre Moulay Hassan, Cogny, Lyoussi et Addi Ou Bihi, emportait son secret dans sa tombe !

Hassan II était donc bien le personnage cynique que j'avais soupçonné quelques mois auparavant, au moment du décès de Mohammed V. Quatre années après, au lendemain de la « disparition » de Mehdi Ben Barka, il pouvait ainsi se comparer avec justesse au roi Louis XI⁹⁰ !

90. A Danielle Hunebelle, qui l'interrogeait en août 1966 pour la revue *Réalités* sur l'image qu'il aimerait que l'Histoire retienne de lui, Hassan II déclarait : « On commence seulement à rendre justice à Louis XI, que l'on traite d'universelle aragne, car petit à petit il tissa la toile de l'unité de son pays (...) Si on pouvait dire de moi que j'ai été une fourmi inlassable qui travailla sa vie durant à la prise de conscience de son pays, cela me suffirait. » Article paru en novembre 1966.

Certes, Louis XI avait presque doublé les terres de France à sa mort après vingt-deux ans de règne (1461-1483) (...) Mais il ne fut pas, en d'autres occasions, un roi très recommandable. « Le règne de Louis XI demeure un moment décisif de l'histoire de France (...) Mais ce roi n'échappe pas à l'image noire que l'on a si souvent brossée (...) de têtes tranchées et de cages de fer, de manquements à la parole donnée et de coups tordus (...) » . De Charles VII, son père, le dauphin dira un jour « qu'il aimerait avoir jeté son père la tête devant dans un puits (...) ». « Le 22 Juillet 1461, Charles VII meurt (...) Le bruit avait couru qu'on l'avait empoisonné. Un proche crut devoir informer le mourant. Bouleversé, le roi cessa de s'alimenter. Cet épisode laissa penser que si l'on empoisonnait le roi, c'était pour le compte de celui à qui sa mort allait profiter (...) Cf. Jean Favier *Louis XI*, avant-propos. Ed. Fayard 2001.

La gauche au pouvoir et sa chute

Le gouvernement Abdallah Ibrahim

Au lendemain de la démission du gouvernement Balafrej, Mohammed V décide de tenter une incontestable « expérience de gauche » en faisant appel aux jeunes du PI. La voulait-il vraiment au fond de lui-même ou n'était-il pas plutôt sujet à suivre une suggestion machiavélique du prince héritier ? A priori, le pari paraissait audacieux. En fait, l'opération bien réfléchie était simple : poursuivre la division au sein du PI entre les anciens (traditionalistes, « conservateurs ») et les plus jeunes (« révolutionnaires ») ; placer un futur coin entre la gauche travailliste de Ben Seddik, représentée par Moulay Abdallah Ibrahim, et la gauche Ben Barkiste ; en dernier lieu, compromettre cette dernière dans un soi disant « complot »... après lui avoir fait endosser la demande de « dissolution » du PCM.

Quoi qu'il en soit, Ibrahim, membre du courant réformateur du PI, est appelé par le souverain à présider le gouvernement le 24 décembre 1958⁹¹. Malgré l'exigence d'un gouvernement homogène istiglalien fort, les « opposants de gauche » ne l'obtiennent pas et certains ministères, notamment l'Intérieur et la Police sont confiés à des fidèles du Palais. L'un de ceux-ci, chargé du ministère des P.T.T., n'est autre que le commandant Medboh, chef de la Garde royale.

Le prince héritier, malgré ces féaux au sein du gouvernement, estime ces éléments très insuffisants. Il se constitue donc un sérieux cabinet, véritable « gouvernement fantôme », qui va contrecarrer toutes les actions du gouvernement officiel ! En apparence, Moulay Hassan oeuvre le « jour » avec le gouvernement – entre autres pour la guerre qui se joue

91. Abderrahim Bouabid, vice-président, retrouve son poste de ministre de l'Economie nationale et des Finances. Maati Bouabid, avocat casablancais proche de l'UMT, est ministre du Travail. Il semble que le président Ibrahim ait voulu Ben Barka au ministère de l'Education nationale, mais Moulay Hassan y aurait opposé son veto. Un avocat de Fès, Abdelkrim Benjelloun, ancien ministre de la Justice, reçoit ce poste.

dans le Rif –, mais, la « nuit », il est dans l'opposition : il pousse en sous-main un peu plus Aherdane et le Dr. Khatib à développer leur MP.

La crise au sein du parti de l'Istiqlal

Tandis que le gouvernement se met en place, la crise, qui depuis des mois couve au sein du PI, éclate début 1959. Conservateurs et progressistes s'affrontent⁹². En mai 1958, l'aile gauche avait déjà quitté la Commission politique et, en août, Mehdi Ben Barka avait rendu public le conflit l'opposant à la partie conservatrice de la direction⁹³. Pour les uns, il s'agit d'ambition personnelle, donc d'un « problème de personne » ; pour les autres, de fermeté et d'orientation politique, donc d'un « problème de structure »⁹⁴.

Dès le 10 janvier 1959, un constat d'échec est dressé à propos de la tenue envisagée d'un Congrès, refusé par le Comité Exécutif. Le 24, Ben Barka démissionne de ce Comité et annonce la constitution du « Parti de l'Istiqlal démocratique ». Le 25, la scission – vue du PI – est consommée par la création de « Comités régionaux autonomes du PI », à l'issue de congrès populaires organisés par Ben Barka dans les différentes provinces du Maroc, qu'il n'a cessé de sillonner. Ces CRAPI, Moulay Hassan parlant à des journalistes français les appellera « les crapules »... Pour Ben Barka, il ne s'agit pas d'une « scission », mais bien « d'une clarification et d'une reconversion (...) après avoir constaté le refus obstiné des dirigeants du parti de la faire »⁹⁵. En fait, ajoute-t-il : « C'est en août 1953 et non en janvier 1959 que la véritable reconversion du parti s'est annoncée, avec la décision de la base d'organiser la résistance armée, indépendamment de la direction en exil ou en prison ».

92. A la veille de l'indépendance, les contradictions sociales entre les forces bourgeoises, semi-féodales, et populaires n'étaient pas à l'ordre du jour. L'ensemble de la nation – ou presque – était unie derrière le sultan en exil pour libérer le pays du joug colonial que constituait le Protectorat. Mais dès 1957-58, ces oppositions sont apparues au grand jour, d'où l'impossibilité de continuer à œuvrer dans un même parti national.

93. Aux cadres du parti réunis à Tétouan, en juillet 1958, il avait déjà affirmé : « La construction de la nouvelle société requiert un outil nouveau (...) Cela nous incite à provoquer une révolution au sein du Parti pour le rendre capable d'assurer sa nouvelle mission. »

94. L'écèlement apparaît, en fait, normal dans un parti qui regroupe un grand nombre de militants de tendances différentes, venus de tous les coins de l'horizon. Cela dit, il n'y a pas, comme en France à l'époque, une frontière radicale entre la « gauche » et la « droite » au sein du parti. Il y a cependant une divergence de moyens à employer pour arriver au but commun, le développement du pays. Ben Barka et ses camarades sont sans conteste plus « socialisants ».

95. 2^e *entretien avec Raymond Jean*, en juin 1959.

En mars, Ben Barka est exclu du PI ainsi que tous les adhérents des CRAPI. Il continue néanmoins à croire en Mohammed V et à l'élection dans le futur d'une Assemblée constituante⁹⁶. Toutefois, cela n'empêche pas Ben Barka de se voir interdire en juillet, sur ordre du prince, l'entrée de son bureau à l'Assemblée consultative ! Celui-ci est même perquisitionné par ces policiers, qui exigent la remise des clefs : geste humiliant pour Mehdi Ben Barka, que le PI s'empresse de passer comme une simple « information » dans ses journaux... C'en était fini de l'Assemblée consultative, d'ailleurs dissoute par Mohammed V.

La création de l'Union nationale des forces populaires

La rupture gauche/droite du PI, déjà consommée sur le terrain, se concrétise définitivement par la création par Ben Barka et ses camarades, Bouabid, Youssoufi, et Ben Seddik, d'un nouveau parti, l'UNFP, le 6 septembre 1959. Ben Barka domine tous les autres, tant par son charisme personnel que par son dynamisme. Le Palais, comme toutes les forces politiques du pays, a été mis devant le fait accompli. Avec fureur Moulay Hassan voit l'aura de l'ex-président de l'Assemblée nationale consultative grandir dans le pays. Des Oulémas de la Karaouiyine sous la haute direction du fqih Moulay Larbi El Alaoui, des membres du PDI, des éléments du MP rejoignent le nouveau parti. Bien évidemment, les autres dirigeants de l'UMT et de nombreux militants en sont membres⁹⁷. Pour Ben Barka, l'UNFP doit rassembler toutes les forces vives du peuple marocain, tant des villes que de la campagne⁹⁸. Le nouveau parti ne cesse

96. Dans un entretien avec le journaliste Jean Rous, en juin 1959, il lui précise ainsi : « Les assemblées communales et municipales, qui vont voir le jour dans quelques mois, constituent à mon avis le facteur de base qui permettra cette association étroite du peuple à l'œuvre d'édification sur le plan local, de même que l'Assemblée constituante élue, annoncée par S.M. le roi assurera cette association sur le plan national (...) Heureusement que le Maroc dispose d'un atout considérable qui lui assure continuité et stabilité en la personne de S.M. Mohammed V. »

97. Les derniers Congrès du Syndicat ont encore plus marqué l'antagonisme entre les deux ailes du PI, la droite défendant pour sa part le principe de syndicats autonomes.

98. « C'est pourquoi nous sommes par excellence le parti des masses laborieuses, urbaines et rurales, celui de l'alliance indéfectible des travailleurs, des paysans et de l'intelligentsia révolutionnaire. Nous sommes donc le parti du peuple marocain à l'exclusion des classes exploiteuses, féodalité terrienne et grande bourgeoisie parasitaire, alliées et supports du néo-colonialisme. » – *Option révolutionnaire au Maroc*, page 61. Les intellectuels sont nombreux au sein de l'UNFP ; mais aussi, au sein du PI. Les premiers sont plus « occidentalisés » par leurs études en France ; leur manière de penser à gauche (un

de voir grossir ses rangs : ouvriers, campagnards (surtout les migrants ruraux amassés dans des bidonvilles autour des grandes villes) ; chômeurs de plus en plus nombreux ou citoyens qui n'ont jamais eu d'emploi ; fonctionnaires ; étudiants ; anciens résistants des villes et de la campagne. Le parti atteint vite son apogée. Il est devenu pour ses militants le parti de l'espoir d'un Maroc nouveau⁹⁹.

Tous les jeunes animateurs du PI ne se rallient pas pour autant à l'UNFP¹⁰⁰. Ils se rendent compte de l'influence prise par le prince héritier et ne tiennent pas trop à se séparer de lui...

En conseillant à Mohammed V de confier le gouvernement à ceux qui critiquaient le plus la monarchie, Moulay Hassan savait ce qu'il faisait : laisser officiellement Abdallah Ibrahim et ses camarades tenter d'appliquer leurs idées... mais tout faire par derrière pour les déconsidérer. À Eric Laurent qui l'interroge : « L'année 1959, par exemple, a été marquée par des affrontements très violents entre l'équipe gouvernementale et votre père ? » Hassan II réplique : « Entre le gouvernement et mon père, non. Entre le gouvernement et moi, oui »¹⁰¹. Dès la rupture Allal El Fassi/Mehdi Ben Barka, Moulay Hassan a ouvertement pris position en faveur du Zaïm¹⁰². Dans le cadre d'une série d'articles sur les jeunes leaders marocains, *Life* écrit le 26 octobre 1959 : « L'éventualité d'un conflit ouvert entre le Prince héritier et Mehdi Ben Barka fait de ce jeune roturier un homme dont le comportement ne manquera pas, dans le mois à venir, d'être suivi attentivement à la fois par ses amis et par ses détracteurs ».

Omar Seghrouchni, dans *Le Journal* du 1^{er} novembre 2003, résume fort bien la situation politique à l'époque : « 1956, c'est l'Indépendance. Les instruments de souveraineté à construire : l'armée, la police, la radio-télévision marocaine, la Banque du Maroc (...). Très vite se posèrent les questions : « Qui construit quoi ? Qui est l'architecte ? » La monarchie souhaite être le seul architecte, l'affirma, l'imposa et invita le Mouvement national à se contenter du rôle de maçon. Une frange de

peu à la française) ; leur flirt avec le PCF lors de leurs séjours à Paris... Les autres sont plus « arabisés », plus monarchiques, religieux, conservateurs – mais peut-être plus près du peuple marocain, malgré tout. Nombreux aussi sont les étudiants de gauche, très politisés, rassemblés par ailleurs dans l'UNEM.

99. « Ce parti a été créé sur une conception plus moderne des partis politiques (...) Ce n'est plus simplement un rassemblement autour d'un leader, mais un parti basé sur un programme et une idéologie. » Entretiens avec J. Rous. Problèmes d'édification du Maroc et du Maghreb.

100. Notamment Douiri, Boucetta, etc

101. *Hassan II. La Mémoire d'un Roi*, op. cité, page 55.

102. En cette année 1959 Guédira lance le journal *Les Phares*. En plein accord avec Moulay Hassan, ce périodique a pour but essentiel de critiquer, voire de miner le gouvernement en place, et de préparer les futures élections.

celui-ci l'accepta, une autre refusa et revendiqua son droit national à être co-architecte. Cela a donné en 1959 la création de l'UNFP (...) et des années de répression forcée. Dans la logique du pouvoir, le « sujet » était « maçon » et ne pouvait être « architecte »¹⁰³.

Deux « affaires », ayant pour origine le prince héritier, vont marquer la création de l'UNFP et imposer au gouvernement de gauche de dures couleuvres à avaler : Une manœuvre qui allait conduire à la dissolution du PCM... prélude d'un affrontement direct avec l'UNFP. L'arrestation concomitante de deux des principaux dirigeants de ce parti, Youssoufi et le fqih Basri, au motif d'un soi-disant « complot organisé contre le prince héritier » !

Le procès contre le parti communiste marocain

Le 10 septembre 1959, Abdallah Ibrahim prend un décret de suspension du PCM « en application d'un dahir du 15 novembre 1958 réglant le droit d'association »¹⁰⁴. Sur ordre donné par le ministre de l'Intérieur, la police se charge aussitôt de l'exécution du décret. Elle signifie à la direction du parti, l'interdiction de toute réunion et de l'édition de ses journaux. Elle appose des scellés sur les portes de ses locaux à Casablanca, Rabat, Meknès et autres villes, après perquisition dans chacun de ces lieux et saisie des archives.

Je rencontre aussitôt Bouabid, vice-président du Conseil, pour lui dire ma désapprobation de cette décision, prise par le premier gouvernement de gauche du pays ! Je lui rappelle, que, dans tous les pays à régime absolu, les actions engagées contre le parti communiste ont prélué inmanquablement à des poursuites entreprises contre les autres partis de gauche. Donc, demain, ici au Maroc, contre son parti, l'UNFP – créé quatre jours seulement avant la prise du décret ! – ou contre des membres de celui-ci. Sans me répondre directement sur ce point – solidarité gouvernementale oblige – j'acquiesce la conviction qu'il partage mon point de vue. Il me précise, en effet, que le gouvernement a agi de la sorte à la demande de Mohammed V et qu'il n'a pu que s'incliner devant cette injonction du pouvoir royal. En fait, le monarque lui-même a lancé cet

103. Sous le titre : *C'est la fin d'une époque. L'histoire va t-elle se répéter ?*

104. « L'article 3 de ce texte édictait la nullité de toute association « fondée sur une cause ou en vue d'un objet illicite, contraire aux lois ou qui aurait pour but de porter atteinte à l'intégrité du territoire national ou à la forme monarchique de l'État ».

interdit sous la pression de Moulay Hassan, chaque jour plus influent sur son père dans la direction des affaires politiques du pays¹⁰⁵.

Les dirigeants du PCM avaient déposé les statuts du parti six mois auparavant, fin mars 1959. Ils écrivent une lettre au président du Conseil pour protester contre « cette décision arbitraire qui porte une atteinte aux libertés publiques » Ils ajoutent : « À travers le PCM qui vient d'être touché, ce sont toutes les forces éprises de progrès, et de démocratie au Maroc qui sont visées. C'est pourquoi, il est d'autant plus inadmissible que la décision de suspendre le PCM soit prise précisément par le gouvernement que vous présidez, celui qui veut jouir de l'appui des forces les plus progressistes du pays ». Mehdi Ben Barka n'est pas dupe de l'opération engagée. Il sait que le pouvoir royal – Moulay Hassan – furieux de la création de l'UNFP entend « diviser pour régner », donc entraver l'action du gouvernement socialiste en le forçant à engager des poursuites contre le PCM. Dès lors, pour faciliter la tâche du gouvernement et pour ne pas lui infliger cette ignominie, Ben Barka, toujours pragmatique, demande aux dirigeants du PCM de saborder eux-mêmes leur parti ! Ceux-ci refusent cette proposition¹⁰⁶.

Le décret de suspension n'est qu'un premier acte. Moins de quinze jours après, le procureur du Roi près le Tribunal de 1^{re} instance de Casablanca engage une procédure aux fins de voir « prononcer la dissolution du parti dit « Parti Communiste Marocain »¹⁰⁷. Mais, aucune pièce n'est déposée à l'appui de ces affirmations.

Le procès s'ouvre le 15 octobre 1959. De nombreux avocats marocains et étrangers ont été constitués pour la défense du parti¹⁰⁸. Arrive

105. Si la scission du PI a inquiété le prince, compte tenu du rôle de Mehdi Ben Barka dans la création du parti progressiste, elle l'a réjoui devant la division des anciens du Mouvement national. Pousser le Premier ministre, Abdallah Ibrahim, l'un des « piliers » de l'UNFP, à dissoudre le PCM, ne peut aussi, cyniquement, que le ravir devant ce coin enfoncé entre les forces de gauche.

106. « On nous a demandé de nous dissoudre. Nous ne voulons pas que cela soit de notre fait ». En pleine guerre froide, il est vrai, Ben Barka, malgré son côté « révolutionnaire » pour les bourgeois marocains, les colons et autres résidents français, demeure pour les communistes le leader d'un parti qualifié de ... « petit bourgeois » !

107. Les attendus de cette requête sont brefs : « Il est notoire et constant que partout où les communistes ont pu conquérir le pouvoir, ils ont instauré des régimes de démocratie dite populaire contraire au principe monarchique existant au Maroc et au système de monarchie constitutionnelle vers la réalisation duquel tendent les aspirations du pays. Par ailleurs, la doctrine dont ils se réclament comporte partout une lutte systématique contre les institutions religieuses, chose absolument contraire à l'idéal de tolérance et de foi que nourrissent les populations du pays et particulièrement les musulmans ».

108. Cinq du Maroc : MMes Achour, Ralph Benarrosh, Jean Luigi, El Alami du barreau de Casablanca et moi-même du barreau de Rabat. Huit autres viennent de barreaux étrangers : MMe Ben Mustapha de Tunis, Fontenay de Bruxelles, Plats-Mills de Londres, Léone de Rome, Nemer de Beyrouth, Roland Weyl et Sarraute de Paris.

mon tour de plaider. Le procureur dans un véritable réquisitoire – bien que nous soyons au civil – a laissé entendre que « toute la défense était représentée par des militants communistes ». Je précise donc au tribunal que je ne le suis pas, comme d'autres confrères d'ailleurs, et que je ne suis pas prêt à adhérer au parti communiste. Ma plaidoirie s'appuie essentiellement sur le Droit. Je rappelle qu'en matière civile l'intime conviction, évoquée par le procureur, ne peut remplacer la preuve légale. « Le tribunal sait » a-t-il dit à plusieurs reprises. « Et bien ! non, le tribunal ne sait pas, le tribunal a sans doute beaucoup de connaissances, mais peu importe, il doit juger d'après les données du dossier qui lui sont soumis et non d'après son intime conviction. Or, le dossier est vide de preuves. C'est à Monsieur le procureur qu'il incombait d'établir les faits qu'il avance ».

Un an auparavant, j'avais été constitué avec Me Ralph Benarrosh pour assurer la défense d'une dizaine de militants communistes, dont l'un des dirigeants du parti, Abdallah Layachi. Ils avaient été arrêtés à Casablanca le jour de la rentrée scolaire, au local même du parti où une souricière leur avait été tendue, puis incarcérés et poursuivis devant le tribunal des FAR pour « atteinte à la sûreté intérieure et extérieure de l'État ». Mais ces poursuites avaient rapidement tourné court : le juge d'instruction saisi avait prononcé le 29 novembre 1958 une ordonnance de non-lieu. « Et bien, dis-je au tribunal, ce qui était recherché par les auteurs d'un pareil procès, c'était tout simplement les documents détenus par le PCM. Or aujourd'hui, le procureur vous a-t-il rapporté la moindre preuve qui, retrouvée au sein de ces documents, aurait pu étayer son accusation ? »...

« S'il n'y a pas d'explication juridique à ce procès, il y en a peut-être une, politique. Or, chaque fois qu'un tribunal ou une Cour de justice s'est mêlé de statuer en politique, la justice y a laissé des plumes (...). Ce procès n'a rien à voir avec les grands principes du marxisme-léninisme, comme Monsieur le procureur a essayé de le prétendre. C'est un procès politique, au sens le plus ordinaire du terme. Différentes explications sont possibles. On peut ainsi supposer un coup habile du pouvoir à l'encontre du gouvernement : lui faire interdire le PCM, puis, quelques temps après, le renverser (...). »

Je ne me suis point trompé. Moins de neuf mois après, sous la pression du prince héritier, Mohammed V renverra le gouvernement Ibrahim !

Le 29 octobre 1959, convaincu par les plaidoiries de la défense, le tribunal – composé encore de magistrats français – estime « qu'il n'est pas compétent pour connaître de la prétendue incompatibilité du marxisme-léninisme avec la religion musulmane ; que le PCM précise bien dans ses statuts « respecter les saines traditions du pays et ses institu-

tions nationales » ; et qu'à défaut de tout commencement de preuve ou de toute offre de preuve, il y a lieu de déclarer la demande sans fondement ». Ce verdict, plein de bon sens et de saine justice fait honneur à la Justice marocaine. Il réjouit les communistes marocains et tous les démocrates épris de liberté. C'est en revanche un échec cuisant pour le pouvoir royal. Des instructions sont donc données au procureur de relever appel de la décision.

Le procès devant la Cour d'appel de Rabat s'ouvre le 26 janvier 1960¹⁰⁹. Aux arguments avancés par le procureur général, plus philosophiques que juridiques – et toujours sans la moindre preuve concrète à l'appui – les avocats de la défense opposent les mêmes répliques qu'en première instance. Contre toute attente, le 9 février 1960, la Cour prononce la dissolution du PCM. Elle reconnaît pourtant qu'aucune infraction ne peut lui être reprochée et relève son rôle dans la lutte pour l'indépendance du pays. Elle précise aussi qu'il ne porte pas atteinte à la monarchie... Mais elle prend sa décision en s'appuyant sur un paragraphe du discours prononcé quelques semaines auparavant, le 17 novembre 1959, par Mohammed V¹¹⁰. Le pourvoi en cassation diligenté par-devant la Cour Suprême de Rabat ne donne naturellement aucun résultat positif.

Dans *Hassan II. La Mémoire d'un Roi*, le souverain commente ainsi la décision de la Cour d'appel : « Ce fut un jugement merveilleusement rendu. Les magistrats n'ont pas jugé au fond (sic !). L'affaire a été abordée sous l'angle religieux. Le PCM, étant athée, ne pouvait avoir droit de cité dans un pays dont la religion est l'Islam. Du reste, les communistes ont changé leur nom et ils ont été de nouveau autorisés. » Q/ « Mais ils ne pouvaient tout de même pas changer leur doctrine ? ». R/ « Si. Je dois vous dire que tout ça s'est réglé sur la route allant d'Ifrane à Fès. Je conduisais ma DS et j'avais à mes côtés le Dr. Messouak, mon médecin ORL, qui était aussi l'adjoint d'Ali Yata, le secrétaire général du PCM. Ensemble nous avons trouvé le nouveau nom de son parti, Parti du progrès et du socialisme (PPS) »¹¹¹.

109. De nouveaux avocats ont rejoint ceux présents à Casablanca, notamment Me Pons-Fraissinet, ancien bâtonnier du barreau de Rabat et Joë Nordmann, du barreau de Paris, secrétaire général de l'Association internationale des juristes démocrates (AIJD).

110. A l'occasion du 32^e anniversaire de son accession au trône : « Les doctrines matérialistes qui sont incompatibles avec notre foi, nos valeurs morales et notre structure sociale ne peuvent avoir de place chez nous, car l'Islam grâce à son esprit de justice et de tolérance nous suffit ».

111. Hassan II a la mémoire courte. Le PCM a revu le jour en août 1968, sous le nom de Parti de la libération et du socialisme (PLS) et ce n'est qu'en août 1974, que l'ex-PCM devenait effectivement le Parti du progrès et du socialisme (PPS).

Le soi-disant complot contre Moulay Hassan

La monarchie a vécu depuis sa fondation dans la hantise du complot¹¹². Le règne d'Hassan II ne fera pas figure d'exception ! Je peux même à son propos parler par néologisme de « complotmanie ». Déjà, prince, Moulay Hassan a donc tissé les mailles du « soi-disant » complot Addi ou Bihi en 1957 ; celui du Rif en 1958. Quelques mois après, celui « contre lui-même » sera en fait un complot... contre le gouvernement de gauche en place ! Plus tard, critiquer le roi, c'est déjà le commencement d'un complot. Ne pas lui obéir en tous points, c'est déjà une forme larvée de putsch !

Le 15 décembre 1959, après les poursuites contre le PCM, le gouvernement Ibrahim subit les premières escarmouches contre des membres de son parti, créé trois mois plus tôt. Et pas n'importe lesquels ! Deux anciens dirigeants de la Résistance, Mohammed Basri, dit « le fqih », et Abderrahman Youssoufi, le directeur et le rédacteur en chef du quotidien en arabe de l'UNFP, *At Tahrir* ! Il leur est reproché d'avoir publié les résolutions du dernier congrès de l'UNEM et surtout, surtout, d'avoir envisagé un jour un gouvernement désormais responsable devant le peuple et non plus devant le roi. C'était un véritable crime de lèse-majesté... pour celui qui n'était encore que prince héritier !¹¹³ Dès la parution de l'article litigieux, outre la saisie et l'interdiction d'*At Tahrir*, Moulay Hassan exige des poursuites contre les deux dirigeants. Le chef de la police, Laghzaoui les arrête sur l'heure, sans même que le gouvernement, voire le ministre de l'Intérieur, en soit informé ! Dans les

112. « Les Sultans, écrit Charles André Julien, ont dépensé des trésors d'ingéniosité ou pire des mesures extrêmes pour servir préventivement contre les menaces dont certaines avaient peu de fondement ».

113. Le 13 mai 1971, à l'occasion d'une conférence de presse à Paris, A. Youssoufi, de nouveau poursuivi, dans la dernière charrette des « inculpés de Marrakech » cette fois, a conté sa première mésaventure : « ...Déjà en 1959, trois mois à peine après la constitution de l'UNFP, dont je dirigeais le quotidien, *At Tahrir*, j'ai été inculpé « d'offense au Roi, d'incitation à crime, d'atteinte à la sécurité intérieure de l'État, d'atteinte à l'ordre public » – donc passible de la peine de mort – et ce, parce que, dans un commentaire de notre journal figurait la phrase suivante : « Le gouvernement est responsable aussi devant l'opinion publique » ! Ce fut notre condamnation sans appel. Heureusement, la pression de l'opinion, particulièrement ici en France, a permis de nous libérer, moi après 15 jours, M. Basri après six mois et de nombreuses hésitations. En effet, le prince héritier de l'époque, mis devant l'inanité de la chose par un responsable marocain, réagit de la façon suivante : « C'est en effet bien ennuyeux, c'est l'impasse, on ne peut ni le libérer, ni le fusiller »... Et Abderrahman Youssoufi d'ajouter : « J'ai tenu, Mesdames et Messieurs, à vous rapporter cette tragique anecdote qui relève beaucoup plus des siècles des ténèbres que du droit pénal, et de la justice politique, pour vous faire saisir la conception du complot, des libertés et garanties chez nos gouvernants... ».

semaines suivantes, ils sont inculpés de « complot contre le prince Moulay Hassan qu'ils voulaient faire assassiner »¹¹⁴.

Au début de l'année 1960, Mohammed V effectue un déplacement au Proche-Orient. Moulay Hassan en profite pour faire procéder à l'arrestation d'autres militants de l'UNFP, comme il l'avait fait pendant le voyage du souverain en Italie, lors de l'affaire Addi Ou Bihi. Le premier impliqué dans cette machination n'est autre que Ben Barka, accusé d'être « l'âme du complot », alors même qu'il est à l'étranger ! Mais, n'a-t-il pas, lui-même, selon les dires du prince, organisé une véritable conspiration au sein de son parti contre ses dirigeants historiques ?

Mehdi Ben Barka voyageait déjà beaucoup à l'époque. Depuis mi-septembre 1959, il est hors du pays et n'y séjournera que quelques semaines. De retour en décembre, il effectue une tournée dans la région d'Agadir et de Marrakech avec l'un des chefs de l'ALM du Sud, Mohammed Ben Saïd. Celui-ci est arrêté peu après. En revanche, Ben Barka ne l'est pas, car il a quitté le pays, le 21 janvier pour participer à Tunis à la II^e Conférence des Peuples africains, dont l'UNFP devient membre du Comité Exécutif. Informé par ses camarades de ce qui se passe au Maroc, il se garde d'y revenir.

Si le « complot » vient une nouvelle fois du Palais, il est relayé par les journaux du PI, *Al Alam* et *Al Istiqlal*, qui réaffirment l'attachement du parti « au Roi, à la Patrie et à l'Islam » et profitent de l'événement pour critiquer très vivement la politique intérieure, économique et étrangère du gouvernement Ibrahim. Ces journaux sont suivis par ceux des Indépendants Libéraux, *En Nayaf* (en arabe) et *Les Phares* (en français). De même que par *El Maghreb El Arabi*, l'organe du MP, et d'autres journaux patronaux...Moulay Hassan va jusqu'à donner au parti de l'Istiqlal, les moyens logistiques des FAR pour tenir son congrès en janvier 1960. On assiste à une véritable cristallisation des forces d'opposition. Au sein de l'UNFP, certains estiment qu'Ibrahim doit effectivement démissionner. D'autres qu'il faut continuer à se battre, contre-attaquer. Pour la majorité, on assiste à une série de manœuvres de la réaction et à un « complot » contre l'UNFP, suscité en fait par tous les néo-colonialistes et leurs amis féodaux inquiets du programme économique du gouvernement¹¹⁵.

114. « Trois mois à peine après notre constitution et alors que nos camarades occupaient la moitié des fonctions ministérielles, la machine répressive néo-colonialiste a été déclenchée contre nous pour décapiter l'UNFP et éliminer de la scène politique d'importants dirigeants, centraux et régionaux, soit en ayant recours à des poursuites judiciaires pour crimes imaginaires de lèse-majesté ou de soi-disant complots, soit même en adoptant les méthodes expérimentées par le dictateur dominicain Trujillo (de 1930 à 1952). » Ben Barka. *Option révolutionnaire au Maroc*. op. cité, page 260

115. Après la solution féroce du soulèvement rifain, réprimé par Moulay Hassan, il

Fin du gouvernement Ibrahim

Dans la nuit du 29 février au 1^{er} mars, un tremblement de terre frappe la ville d'Agadir, faisant des milliers de morts, 20 à 30.000 peut-être. Tous ceux qui demeuraient à l'époque au Maroc ont en mémoire ce terrible drame. Mais, se souviennent-ils que c'est le prince héritier lui-même – il est vrai, qu'il dispose à sa guise de l'armée – qui s'est directement occupé de l'organisation des secours et du maintien de l'ordre et non le gouvernement ? Cette incontestable mise à l'écart de celui-ci a laissé plus d'un perplexe, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. N'était-ce pas un signe du futur renvoi de la gauche du pouvoir ?

Si en France, des journaux comme *France-Observateur*, *L'Express* et *T.C.* mettent en doute la version officielle du « complot contre Moulay Hassan et la sûreté de l'État », le « complot » est toujours à l'ordre du jour au Maroc. Selon certains, l'ex-gouverneur de Nador, Abdallah Senhadji, arrêté en février, et l'ex-super caïd de Goulimine, ancien de la résistance au Protectorat et collaborateur du journal *Raï el Am* arrêté en mars, auraient mis en cause Ben Barka. Il est certain que le chef de la Police, Laghzaoui, déclare pour sa part le 24 mars que si Mehdi Ben Barka revenait au Maroc « il devrait répondre devant la justice de sa responsabilité dans l'organisation subversive qui venait d'être découverte ». Et, dès cette époque, Moulay Hassan voulait amener son père à prendre de fait position contre Ben Barka ! Cela dit, il est non moins certain, que les détenus sont relâchés, peu à peu, avec des non-lieux et que le fqih Basri lui-même et 70 détenus seront libérés en juin 1960 sans poursuite effective... sur ordre de Mohammed V. Ce qui fait dire à Ben Barka que le Palais (alias Moulay Hassan) s'est placé dans une position ridicule.

Entre l'UNFP et le PI, la situation se tend chaque jour davantage. Le comble est l'annonce le 20 mars de la création d'une nouvelle centrale, l'Union générale des travailleurs marocains (UGTM) soutenue par le parti d'Allal El Fassi – et le prince héritier en sous-main –, au grand dam

et sociaux. Il a marqué ainsi son action en prenant les premières mesures tendant à libérer économiquement le pays d'une dépendance écrasante, suite aux structures créées par le Protectorat (Monnaie nationale – le *dirham* – ; Banque nationale de développement, BNDE ; Banque du commerce extérieure, BCE, etc.) L'agriculture – point capital de l'économie marocaine – est particulièrement concernée. Bouabid entend proposer une « réforme agraire » ! Pour les colons français encore en place dans le pays, pour les gros propriétaires marocains, pour toutes les forces conservatrices alliées au palais, pour le prince héritier lui-même, ces mots font frémir... Une Sainte alliance se constitue et déclenche une violente campagne contre le gouvernement, qui ira crescendo.

de l'UMT, qui déclenche une grève générale de protestation de 24 heures à Casablanca et à Rabat¹¹⁶.

Dans un important article, paru dans le *New York Times* et repris par *Le Monde*, Bouabid montre les trois perspectives ouvertes à la monarchie, laissant clairement entendre sa préférence pour la deuxième : royauté de style traditionnel, ce qui était le cas ; monarchie constitutionnelle avec un gouvernement responsable devant le peuple ; dictature avec tout ce que cela implique. De son côté, Ben Barka, toujours à Paris¹¹⁷, prend la parole au Congrès constitutif du PSU le 3 avril 1960 à Issy-les-Moulineaux. Tous les observateurs comprennent que l'ancien président de l'Assemblée consultative s'adresse à ses compatriotes au-delà des militants présents : « Comme le PSU en France, l'UNFP s'est constituée pour se détacher des partis réactionnaires. » Il laisse bien entendre qu'il veut aussi instaurer un socialisme démocratique au Maroc à base de planification économique, soucieux de sauvegarder les libertés fondamentales de l'homme, tout en détruisant la société bourgeoise et capitaliste.

Pour sa part, Ibrahim, s'exprime dans une conférence à la Faculté des sciences de Rabat le 14 avril : « Au Maroc, nous avons un peuple de 10 millions d'âmes qui porte un cachet spécifique qui l'a toujours caractérisé jusqu'à nos jours. En effet, le peuple marocain a toujours été épris de liberté, c'est ce qui lui a permis de surmonter à travers son histoire toutes sortes de difficultés ». Moins de six semaines après il sera démis de ses fonctions par le souverain et son gouvernement en quelque sorte chassé du pouvoir ! Il faut dire que la presse du PI de son côté tirait à « boulets rouges » sur le gouvernement. L'UMT répondait en faisant son éloge.

L'UNFP et l'UMT insistent toujours sur la nécessité de doter le pays d'institutions démocratiques. Devant cette insistance de la gauche – cheval de bataille de Ben Barka, bête noire de Moulay Hassan –, le roi refuse, sur les « conseils » du prince, de signer les projets de réformes économiques proposés par Bouabid – comme il l'avait fait en son temps contre les projets de dahirs du Protectorat !

116. En acceptant ce nouveau syndicat, la Centrale estime que le Palais n'a pas respecté le principe de « l'unité de la classe ouvrière. » Ben Barka stigmatise la création de ce nouveau syndicat (« syndicalisme artificiel, autre forme de néo-colonialisme [...] ») et le PI le soutenant. « Pour parer à ce danger de régression a répondu au Maroc la création de l'UNFP, union de toutes les forces d'essence populaire pour édifier une indépendance véritable et une démocratie réelle pour s'attaquer aux véritables problèmes (...) Les efforts déployés depuis un an par le camarade Ibrahim (...) ont répondu aux aspirations des masses populaires (...) Une telle orientation ne pouvait pas manquer de ranimer l'alliance entre les forces impérialistes et les éléments féodaux et rétrogrades (...) ». *Rapport présenté à la II^e Conférence de l'organisation de solidarité des Peuples afro-asiatiques*, en avril 1960.

117. Il en profite pour fonder L'association des Marocains de France (AMF), association politique, vitrine des thèmes de l'UNFP.

Le 8 mai, l'UNFP, à la surprise du Palais et des observateurs, gagne les premières élections depuis l'indépendance, pour le renouvellement des 13 Chambres locales de commerce et d'industrie ! Elle obtient la majorité des sièges dans de très nombreuses villes (Casablanca, Rabat, Kenitra, Meknès, El Jedida)¹¹⁸. Ben Barka, de Paris, se félicite de ce succès et estime que son parti a repris la situation en mains, qu'il ne la lâchera plus...

Les élections communales sont en préparation, prévues pour le 29 mai. L'UNFP va-t-elle aussi les gagner ? Préalablement, le gouvernement confirme la mesure d'éliminer tous les agents français encore dans la police et de réorganiser la direction générale de la Sûreté nationale, en la plaçant sous les ordres du ministre de l'Intérieur... Les déclarations de l'UNFP, ses succès, cette décision du gouvernement, c'en est trop pour Moulay Hassan, qui conseille à son père, sans plus attendre, de renvoyer le président du Conseil et de prendre la direction des affaires. Le 20 mai 1960, Mohammed V demande à Ibrahim de démissionner¹¹⁹. Les 18 mois de la « gauche au pouvoir » auront été une sorte de première « alternance ».

Le fils de Bouabid, Brahim, m'a fait un jour cette confidence : « Un peu avant la chute du gouvernement, Moulay Hassan est venu trouver mon père à notre domicile. Il lui a fait part du renvoi envisagé du gouvernement en ces termes :

- « Sa Majesté le roi m'a chargé de constituer une nouvelle équipe.
- Je ne suis pas au courant, je ne réponds qu'au roi, lui dit mon père,
- Tu serais ministre des Affaires étrangères ». Mon père a refusé d'entrer dans ce genre de discussion. Le prince l'a alors pris par l'épaule et lui a fait cette étonnante remarque :
- Tu ne me comprends pas Abderrahim.... J'ai l'ambition de jouer un rôle... Le roi est encore jeune (il avait alors cinquante ans). Je ne veux pas attendre d'avoir des cheveux blancs pour lui succéder. Tu es mon frère. Tu es mon ami. Qu'est-ce que l'avenir nous réserve ? Prenons le train ensemble ». Mon père, bien sûr, n'a pas accepté cet appel du pied »¹²⁰.

118. C'est une victoire des petits commerçants soussis.

119. Si l'on en croit Abdelkader Ben Barka, il lui aurait dit tristement : « Je n'ai rien à vous reprocher, mais je vous demande de partir... ». Cf. *El Mehdi Ben Barka, mon frère* – op. cité, page 164.

120. Entretien avec l'auteur en juin 2003.

L'après 20 mai 1960. Le pouvoir au prince héritier

Dans un message à son peuple, le 23 mai, Mohammed V déclare : « Nous avons, dans notre souci de sauvegarder la stabilité du pouvoir et l'unité de la nation, préféré prendre les choses en main et diriger les affaires de l'État par l'intermédiaire de notre prince héritier »¹²¹.

Ce dénouement est intervenu quelques jours seulement après qu'Ibrahim ait déclaré « persona non grata » un colonel de l'armée américaine, Léon Blair, que Moulay Hassan avait demandé comme officier de liaison auprès du Cabinet royal. La signature du président du Conseil aurait dû être une simple formalité. Or, selon celui-ci « il n'était pas dans l'intérêt du Maroc d'accueillir l'officier américain. » Moins d'une semaine plus tard, il était « démissionné » et Léon Blair installé au Palais royal dans un bureau à côté de celui du prince héritier !

Le refus de signature a sans doute été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Mais n'y a-t-il pas eu là, toute proportion gardée, la « répétition » du 20 août 1953 où le Sultan avait été débarqué pour avoir refusé de signer les dahirs que lui présentait Guillaume ? Toujours est-il que Ben Barka n'hésitera pas à qualifier par la suite le 20 mai « d'un véritable coup d'État déguisé... avec un transfert de pouvoir au profit des seules forces anti-populaires »¹²². Moulay Hassan, sur sa demande, aurait bien été nommé président du Conseil par Mohammed V, mais les membres du PI appelés au gouvernement refusaient, plus ou moins hypocritement, leur participation en ce cas. Dans la pratique, vice-président, le prince héritier n'en est pas moins désormais le détenteur des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire. Et, bien sûr, il a toujours sous ses ordres l'appareil de sécurité, comme ministre des Armées et chef d'état major général. On pouvait donc dire que déjà « Hassan II régnait sous Moulay Hassan ! » Pour Youssoufi, « le Maroc est entré dans un régime monarchique, appuyé par des gouvernements constitués à partir d'élections manipulées et parfois sans élection du tout »¹²³. Il le restera pendant près de quarante ans !

121. Cité par *Le Monde* du 25 mai 1960.

122. A l'époque même, il commente ainsi la situation : « Le renvoi injustifié du gouvernement Ibrahim... constitue plus qu'une simple crise... Le test des élections des Chambres de commerce a révélé la réalité de la conscience populaire même chez les couches sociales moyennes. Un tel événement a dû déclencher inévitablement un réflexe de peur et une réaction de sauvegarde. Mais cette attitude compréhensible ne saurait constituer un système de gouvernement. Elle ne peut que conduire aux pires aventures, que nous souhaitons éviter à notre pays. ». Déclaration au *Monde* le 28 mai 1960.

123. Conférence de Bruxelles déjà citée.

Jusqu'à ce jour, tous les ministres étaient nommés par le Roi, avec l'assentiment des partis. De même, les hauts fonctionnaires. Désormais, il n'en est plus rien : toutes les désignations interviennent par dahir royal nominatif. De nouveaux gouverneurs, dévoués au Trône sont choisis, ainsi que les nouvelles autorités locales. Ces fonctionnaires étaient très politisés depuis l'Indépendance. Il n'en est plus de même après mai 1960. Ils sont désormais recrutés d'une manière plus neutre, souvent avec plus de compétence... mais, toujours, très fidèles au pouvoir royal – ce qui allait être d'importance lors des élections générales ou locales à venir.

Pourtant, malgré son renvoi – ou à cause de celui-ci – l'UNFP remporte un succès certain aux élections locales du 29 mai. Si le PI, bien implanté depuis longtemps dans l'intérieur du pays, obtient 40 % de sièges, le MP n'en a que 7 %. L'UNFP en gagne 23 %, notamment dans les villes¹²⁴. Ben Barka déclare alors : « Victoire d'autant plus importante qu'elle vient après le renvoi d'Ibrahim (...). La compétition ne se déroule plus maintenant sur le plan des partis politiques, mais entre deux conceptions de la reconstruction marocaine : théocratique et féodale, ou moderne, démocratique et progressiste »¹²⁵. Moulay Hassan ne tient aucun compte des résultats quant à la formation du gouvernement. Par ailleurs, en juillet, le commandant Oufkir, jusque-là au Palais, est nommé, avec le grade de colonel, directeur général de la Sûreté nationale, en lieu et place de Laghzaoui.

Les discussions sur les futures institutions politiques du pays vont bon train... Jacques Avrille évoque le problème dans *Confluent* de juin 1960 : « Le roi, dès son retour d'exil a tenu à affirmer publiquement son adhésion à la monarchie constitutionnelle, sans s'engager cependant sur le moyen d'y parvenir. Le nouveau régime sera-t-il issu d'une charte octroyée par le Roi ou des délibérations d'une Constituante ? Personne n'a encore posé aussi nettement la question ». Moulay Hassan va le faire en décidant son père à créer, par un *dahir* du 3 novembre 1960, un « Conseil Constitutionnel » composé de membres choisis parmi les partis politiques, les forces vives économiques et culturelles du pays, en vue de préparer une Constitution prévue pour juin 1962. Celle-ci devait être approuvée par le souverain, puis soumise au peuple par voie du référendum. Il n'est plus question de réunir une Assemblée constituante, la

124. Avec une majorité absolue à Casablanca ; 31 sièges ou 35 à Rabat ; une large minorité à Kénitra, Safi, El Jedida, Tetouan, Tanger, Agadir, le sud, etc. Théoriquement ces « conseils » élus sont chargés de régler les affaires de la commune et le budget local. Mais, en fait, un droit de veto ayant été accordé aux caïds, toute liberté d'action leur est supprimée. Comme l'écrit J. Winthertur « les conseils communaux, élus pour la première fois en mai 1960, ont assuré aux caïds de l'indépendance le faire-valoir que les caïds du protectorat avaient représentés pour les administrateurs français » ! op. cité – page 322.

125. Interview à B. Michel de *Paris Press* le 2 juin 1960.

revendication majeure de l'opposition¹²⁶. Moulay Hassan a réussi à convaincre son père qu'une telle Assemblée, élue par la nation, composée de membres des partis politiques, dynamisés par ceux de gauche, pourrait mettre en cause le régime lui-même ! Pareille éventualité, le prince héritier dans sa soif du pouvoir ne pouvait l'admettre pour le futur, le jour où il serait appelé à succéder à son père. Cette procédure suscite des critiques acerbes des journaux de l'opposition qui s'élèvent contre une constitution « octroyée ». Les dirigeants de gauche refusent de participer au nouvel organisme. Le Roi inaugure néanmoins officiellement le Conseil constitutionnel le 7 novembre.

Le même jour, un *dahir* met en place le 1^{er} plan quinquennal préparé par le gouvernement Ibrahim, mais en faisant disparaître la mesure essentielle pour la paysannerie marocaine, le début d'une réforme agraire. Il n'est plus question que de « réforme agricole » ! Mehdi Ben Barka dénonce ce recul : « La remise en cause des structures de la propriété, c'est-à-dire de la répartition de la terre, de même que celles des nouvelles formes d'exploitation indispensables pour connaître qui travaille – pour supprimer l'exploitation de l'homme – disparaît au grand dam du paysan marocain qui pouvait espérer autre chose au lendemain de l'Indépendance pour laquelle il a tant lutté. » Et d'ajouter : « Mais les forces populaires n'ont pas alors pris le pouvoir (...). C'est ainsi que nous nous sommes trouvés en mai 1960 devant une rupture dans le déroulement de la Révolution nationale. Un véritable coup d'État déguisé avec transfert de pouvoir au profit des seules forces anti-populaires »¹²⁷. Par ailleurs, le gouvernement Ibrahim avait envisagé et exécuté la récupération des terres des colons français – du moins les « lots de colonisation ». La même politique se poursuit après le 20 mai. Toutefois, les meilleures terres passent au développement du « domaine royal ». Les autres terres bénéficient à des paysans théoriquement pauvres, en fait, à de vils flatteurs du Palais. Il en est de même des grandes entreprises locales françaises, qui passent sous la coupe de gérants marocains, soit directement au service du roi, soit au service de notables, bénéficiant de « cadeaux royaux » pour les remercier de leur fidélité...¹²⁸

126. Cette revendication des nationalistes marocains progressistes est bien antérieure à l'indépendance. Ainsi, si le « Manifeste de l'Istqlal » n'a guère été précis sur le sujet, Abderrahim Bouabid a écrit le 27 septembre 1946 dans *Témoignage Chrétien* : « ... Nous réclamons pour le Maroc : l'indépendance, l'unité et l'intégrité territoriale. La convocation d'une Assemblée nationale pour l'élaboration d'une constitution démocratique ».

127. Conférence de Ben Barka à la clôture du *Séminaire sur la réforme agraire au Maroc*, organisé par l'UNEM en janvier 1962 à Paris.

128. « Le Palais est toujours là pour rappeler leur bonheur aux privilégiés et pour punir ceux qui s'opposeraient trop énergiquement à ses desseins. La monarchie considère que l'élite tout entière fait partie de sa clientèle et manipule, pour son plus grand bénéfice, toute une gamme de gratifications politiques, économiques et spirituelles... » J. Waterbury – op. cité, page 168.

Mehdi Ben Barka s'est installé à Paris¹²⁹. Son champ d'action devient le monde entier. Sur le plan théorique, il se penche sur la situation internationale et continue les luttes qu'il a menées au Maroc en les poursuivant dans un cadre plus général. Sur le plan pratique, il reprend, en tant que représentant de l'UNFP, les contacts déjà pris dans le monde entier lorsqu'il était président de l'Assemblée nationale consultative. Il donne aussi, lors de retour en France des conférences aux étudiants ou des interviews aux journaux français, ce qui fait dire à Moulay Hassan le 9 juillet, jour de son anniversaire, « qu'il s'inquiète des proportions que prend l'influence de Ben Barka dans la presse française ».

Le 18 décembre, de nouvelles élections ont lieu à la Chambre de commerce et d'industrie de Casablanca. Les 24 sièges sont remportés par les candidats de l'UNFP !

Au début de l'année 1961, Mehdi Ben Barka décide de rester à Paris tant que le pouvoir effectif du pays est entre les mains du prince Moulay Hassan. Il en profite pour continuer à représenter l'UNFP à l'étranger.

Sur le plan intérieur, le Conseil constitutionnel se réunit le 18 janvier. La mort de Mohammed V dans les semaines suivantes mettra fin à cet organisme, qui ne sera plus convoqué par Hassan II.

1961. L'aggravation du différend Mohammed V – Moulay Hassan

Le prince héritier détient de fait tous les pouvoirs depuis le 20 mai 1960. Neuf mois après, Mohammed V va disparaître au cours d'une opération, théoriquement bénigne ! Tous ces mois n'ont fait qu'aggraver le désaccord, indiscernable aux yeux du grand public, entre les deux hommes. Déjà, dans le soi-disant « complot contre Moulay Hassan », le roi était intervenu pour calmer le jeu, en faisant libérer Youssoufi, puis le fqi h Basri. La décision du souverain de prier le prince de renvoyer Guédira, son directeur de cabinet, qu'il n'aime pas, est l'un des premiers signes majeurs de la crise. Le roi reproche en même temps à son fils ses folles dépenses et sa vie pour le moins dissipée...¹³⁰

Mohammed V n'est pas très heureux non plus d'avoir dû écarter la gauche du gouvernement. Prenant sa direction, il espérait mettre sur pied

129. La politique marocaine ne le quitte pas pour autant. « Ben Barka s'impatiente d'autant plus qu'il perçoit l'ambition du prince Moulay Hassan qui entend bien ne pas laisser son père brader son futur pouvoir... ». Raouf Oufkir *Les Invités*, page 155.

130. Revenu sans le sou de Madagascar, Moulay Hassan se lance dans une corruption effrénée – qui continuera toute sa vie -. L'importation des véhicules automobiles est l'une de ses ressources...

un gouvernement dit « technique », mais « d'unité nationale ». Le pouvoir confié de fait à son fils va à l'encontre de cet espoir ! Le cabinet du prince, véritable « gouvernement parallèle » contrôle toute l'activité gouvernementale « dans l'intérêt de la dynastie » affirme-t-il à son père. Des rumeurs lancées par les amis de Moulay Hassan n'hésitent pas, de temps à autre, à affirmer « le Trône en danger ». Mohammed V en est impressionné, tout en restant d'un autre côté partagé par les promesses faites au peuple marocain... Suivre les dires de son fils, annonçant une catastrophe prochaine pour la dynastie, ou persévérer dans le pacte passé avec son peuple au moment de la lutte pour l'Indépendance, tel est l'objet de ses tourments pendant tous ces mois. D'autant qu'il n'ignore pas l'âpre opposition désormais installée entre son fils, le cabinet de celui-ci, et les forces progressistes du pays, animées, même de loin, par Ben Barka.

Le docteur Cléret, dans son livre « *Le Cheval du Roi* » rapporte le différend entre le Roi et son fils¹³¹ : « Le souverain souffre depuis sa naissance d'une malformation de la cloison nasale (...). Ces ennuis atteignent les oreilles, d'où un grave déséquilibre et des crises de vertige. Ils s'accroissent début 1961. Impuissant, il sent le vide se faire autour de lui, le pouvoir lui échapper. Bientôt c'est le défilé des meilleurs oto-rhino-laryngologues (...). L'état (du Roi) lui rend encore plus pénible la nécessité de régler, au plus vite, avec le prince Moulay Hassan, un grave différend qui l'affecte beaucoup. Il vient d'apprendre qu'Etchika Choureau, l'amie de cœur du prince, se berce de grandes ambitions et espère être reconnue un jour comme Reine ! Il se doit de veiller au respect des coutumes de la famille des Alaouites. Il essaye de ramener son fils à la raison, le menaçant de le destituer. Sur son bureau privé, un dahir attend d'être promulgué. Il annule celui du 9 juillet 1957 l'instituant prince héritier (...). Moulay Hassan confie son désarroi à sa mère, Lalla Habla. Mohammed V, contrairement à ses habitudes, ne cache pas son désir d'avoir un garçon de la deuxième sultane, Lalla Bahia, celle-là même qui lui a donné une fille, Lalla Amina¹³², à Madagascar. La première sultane est ulcérée et commence à s'inquiéter pour son fils, porteur de toutes ses ambitions (...). Elle a beaucoup souffert d'avoir été supplantée (...). Elle va s'intéresser plus sérieusement à la maladie de son époux (...). Elle me susurre sans cesse d'user de mon influence pour amener le roi à abdiquer en faveur de son fils, Hassan ».

131. Ce praticien, médecin militaire en poste à Madagascar, a été chargé par la France de la santé du sultan Mohammed Ben Youssef exilé dans l'île, en 1955. Devenu son ami et son confident, il fut prié de le suivre en France, puis au Maroc, à son retour sur le Trône. Ainsi, le 16 novembre 1955, il a gagné Rabat dans l'avion royal. A la suite d'une mutation officielle, il est devenu « le médecin personnel de Sa Majesté le Roi du Maroc ».

132. « Lalla Amina devient pour tous la « masquotte » de l'indépendance. Son père l'adore, alors le peuple la chérit. Presque tout oppose les deux épouses de Mohammed V ». Raouf Oufkir, op. cité, page 151.

Ce différend entre Mohammed V et le prince m'est confirmé par des parents de deux dirigeants du PI, Ahmed Balafrej et Boubker Kadiri : ils ont rencontré le souverain la veille de son décès et ont reçu ses confidences.

La mort du Roi

Le professeur suisse appelé en consultation par le prince évoque une possible opération. En revanche, divers médecins étrangers, notamment les médecins français, y sont hostiles, car pas forcément utile, même dangereuse en soi, Mohammed V étant sujet à l'hémophilie. L'équipe des médecins « marocains » du Roi, les Drs. Dubois-Roquebert, Cléret et autres, y compris son ORL personnel, le Dr. Hadi Messouak, sont eux aussi hostiles à l'opération. Quoi qu'il en soit, pressés par Lalla Habla et par Moulay Hassan – qui par ailleurs a aussi conscience des souffrances de son père – chirurgien, anesthésiste et toute l'équipe suisse procèdent à l'opération le dimanche 26 février. Elle est fatale à Mohammed V.

Que s'est-il passé ? Le décès n'est officiellement annoncé par la radio que vers 18h. Un communiqué fait état « d'une opération du souverain à la clinique du palais royal à 11 h 30. Sa Majesté avait bien supporté l'opération lorsque 10 minutes après la fin de l'intervention, un arrêt du cœur s'est produit ». Arrêt du cœur ? Hémophilie ? Ou « empoisonnement » comme le laisse subodorner aujourd'hui le Dr. Cléret ? Le saura-t-on un jour ?¹³³

Bouleversé par le décès subit de Mohammed V, je suis très dubitatif quant au communiqué officiel. J'interroge mon ami Hadi Messouak dès le lendemain : « Moulay Hassan n'a-t-il pas envoyé son père à la mort ? ». Sa réponse est pour moi sans ambiguïté : « Je ne peux rien te dire, secret professionnel. Mais, n'en pense pas moins ce que tu veux ! ».

Dans *Hassan II. La Mémoire d'un Roi*, le souverain s'est exprimé ainsi sur la maladie et la mort brutale de son père¹³⁴ : « Je n'ai jamais pensé que je règnerai (...). Il y a vingt ans de différence entre mon père et moi (...). On ne peut pas devenir roi du Maroc en étant intronisé à

133. « Cette mort, si inattendue, n'allait évidemment pas sans soulever des interrogations et faire naître des suspensions, qui nous atteignaient tous. Certains évoquèrent la nécessité d'une autopsie, chose impensable dans le monde de l'Islam. Le lendemain, c'est dans des blindés qu'il fallut conduire l'équipe chirurgicale à l'aéroport où attendait l'avion qui les ramenait en Suisse... ». *Le Cheval du Roi*, op. cité, page 283.

134. pages 22, 23 et 52.

soixante ans, car ce pays est un pays de jeunes. Or, mon père se portait merveilleusement bien. Il est mort d'une banale opération des cloisons nasales (...). C'était un véritable hold-up sur sa vie ». Mais, quelques pages après, il affirme : Q/ « Et vous n'aviez aucune ambition ? » R/ « Aucune (...). En 1961, Brejnev est venu au Maroc. Mon père était déjà très fatigué, et cette rencontre a été sa dernière participation officielle ». Alors, Mohammed V se portait-il « merveilleusement bien » ou était-il « déjà très fatigué » ? Pourquoi cette inconséquence ? Pourquoi cette opération si le roi se portait « merveilleusement bien » ? Et ce dire : « C'était un véritable hold-up sur sa vie. » Qui en était directement ou indirectement responsable ? Et que tirer de cette affirmation : « Je n'ai jamais pensé que je règnerai » complétée par ces mots : « On ne peut pas devenir roi du Maroc en étant intronisé à soixante ans, car ce pays est un pays de jeunes »... Et de celle-ci : « Je n'avais aucune ambition », lorsque l'on sait que Moulay Hassan dirigeait le pays depuis le 20 mai 1960 et, qu'avec sa mère Lalla Habla, il ne pensait qu'à accéder au pouvoir suprême ! Il y avait, en effet, un risque certain pour lui, dans le futur, de n'être qu'un roi « qui règne et ne gouverne pas » si Mohammed V accédait favorablement aux vœux de l'UNFP – comme du PI d'ailleurs – de l'élection d'une Assemblée constituante. Il est sûr que nul observateur sur place, à l'époque, ne pensait que Moulay Hassan régnerait un jour comme il a régné, c'est-à-dire en « souverain absolu ». Chacun était davantage au courant, par la rumeur publique, de ses sorties nocturnes, de ses frasques, de ses voitures, que de ses activités politiques... Celles-ci étaient pourtant très importantes, mais « cachées » derrière la personne du souverain.

Voici quelques années, interviewé à la télévision *Al Jazira*, le fqiḥ Basri reprochera à Hassan II « d'avoir laissé tuer son père ». Ce thème sera aussi repris dans ses Mémoires par le célèbre journaliste égyptien, directeur d'*Al Aḥram*, le Dr. Heykal, le confident des présidents Nasser et Sadate¹³⁵.

Il faudra bien qu'un jour des historiens se penchent sur ce drame pour que la vérité éclate au grand jour.

135. Un écrivain marocain, réfugié en France depuis 1964, Abdallah Baroudi, qualifiera même la mort de Mohammed V « d'assassinat et de coup d'État organisé par Moulay Hassan pour s'emparer du pouvoir. »

Le nouveau roi Hassan II

Mohammed V est décédé dans la 34^e année de son règne, à moins de 52 ans. Moulay Hassan monte sur le Trône à 32 ans. Dès qu'il apprend la tragédie, il fait face à l'événement. Depuis le 26 février au matin d'ailleurs, l'armée était consignée dans ses casernes ; la police sur le pied de guerre. Désigné comme Prince héritier depuis juillet 1957, il aurait pu immédiatement se proclamer Roi. Très habilement, il joue le respect des traditions islamo-marocaines. Avant toute annonce du décès de Mohammed V, il convoque les oulémas au palais royal pour obtenir le serment d'allégeance (la *béïa*) à leur nouveau Roi, Hassan II¹³⁶. Appelés au Palais, les membres du gouvernement ne se doutent de rien. Une fois réunis dans la salle du conseil, Moulay Hassan leur annonce la dramatique nouvelle. Il leur rappelle que son père l'a investi du titre de Prince héritier, qu'il est donc le nouveau Roi. Chacun s'incline devant cette décision et prête à son tour serment d'allégeance. Dans les jours qui suivent, la famille royale, les hauts fonctionnaires, les membres des partis politiques viennent de même faire acte de vassalité.

Cette cérémonie, Hassan II la renouvellera chaque année le 3 mars, jour de son intronisation officielle¹³⁷.

Des messages de condoléances arrivent de tous les pays¹³⁸. Bouabid, présent à Paris, arrête avec Ben Barka la ligne de conduite de l'UNFP, avant de rentrer le lendemain au Maroc. Contrairement à ce que pourraient penser certains – et sans doute au grand dam des étudiants marocains de France – le message du leader de l'opposition est on ne peut plus légaliste¹³⁹. Mehdi Ben Barka est alors accusé « d'opportunisme » par certains. À tort. Le peuple marocain, atterré par la mort de Mohammed V, a appris en même temps la proclamation d'Hassan II ; il acclame le nouveau Roi, sans se préoccuper de savoir comment son père a pu

136. Heureux d'être le deuxième du nom, après son aïeul, le grand sultan Hassan I (1873-1874).

137. Une manière habile de « coucher » les membres du gouvernement, les hauts dignitaires religieux, civils et militaires du royaume, de les asservir en faveur de l'unique « patron ». Ce sera la base de quarante années de pratiques autoritaires, parfois cyniques et tyranniques

138. Le général de Gaulle, président de la République française, assure le nouveau roi de ses sentiments de très haute et vive sympathie et évoque l'affliction de la France « au destin de laquelle le Roi avait associé celui du Maroc, en particulier au cours des grandes épreuves de la guerre » et son affliction personnelle à la suite de la mort de celui qui avait été « son compagnon et son ami ».

139. « Notre devoir est de poursuivre l'œuvre commencée par notre souverain dans l'édification d'un Maroc, libre, démocratique et prospère, conformément à l'idéal de Sa Majesté et aux aspirations populaires. »

mourir. Bref, « le Roi est mort, vive le Roi ». Ben Barka en est parfaitement conscient. Fidèle à ce peuple, il agit comme celui-ci et adresse à Hassan II un message l'assurant aussi de son « attachement » et de sa « sincère fidélité ». Réaliste, pragmatique, le leader de l'opposition prend acte de la présence à la tête du pays d'un nouveau souverain. Il attend pour juger de voir sa manière d'agir, son comportement dans le futur, sa ligne d'action politique à l'égard des forces de gauche. Il est toutefois persuadé que rien ne changera sinon un renforcement de l'absolutisme. Il ne rentre donc pas au Maroc. Il poursuit son exil volontaire. Il sait dans son for intérieur que l'hostilité d'Hassan II lui est totale.

Les funérailles de Mohammed V sont célébrées le 28 février avec une ampleur extraordinaire. Le 3 mars, Hassan II est donc intronisé. Dès son premier discours, il annonce la « couleur » à son « Cher peuple », selon l'expression qui lui deviendra coutumière : « Nous t'annonçons solennellement qu'avec l'aide de Dieu Nous prenons possession des pouvoirs royaux et Nous nous installons sur le Trône de Nos glorieux ancêtres, afin de répondre à ta volonté unanime, qui s'est exprimée par ton allégeance envers Notre personne »¹⁴⁰. Le nouveau roi pense-t-il alors au grand Sultan, Moulay Ismaël, à ses quarante-cinq années de règne (1672-1717) ?¹⁴¹ Quoi qu'il en soit, il prononce aussi de sublimes paroles : « J'apporterai mon soutien aux faibles pour qu'ils rentrent dans leurs droits et j'empêcherai les puissants d'abuser de leur puissance. Je veillerai sur vos affaires, je défendrai vos intérêts en tant que Roi, tout autant que lorsque j'étais Prince » !¹⁴²

Le monde entier se pose la question : que va-t-il se passer après le mort de Mohammed V ? Le souverain défunt était depuis l'Indépendance l'arbitre de la vie politique. Qu'allait faire le nouveau Roi ? Les « bien informés » dans le pays annoncent la constitution d'un « gouvernement d'Union nationale », il est vrai sollicité par bien des dirigeants des partis politiques. Hassan II n'a-t-il pas aussi appelé en consultation Bouabid, reçu avec Youssoufi et Basri dès le 8 mars ? En fait, après un semblant de

140. Orgueilleux, Hassan II n'hésite pas à employer, dès sa montée sur le Trône, le « Nous » pour parler de lui dans ses discours !

141. Fondateur de Meknès qu'il voulait le « Versailles marocain » ; bâtisseur de dizaines de forteresses à travers le pays pour contenir les révoltes de tribus ou les invasions étrangères... Mais aussi, homme d'ordre intérieur, sans pitié, régnant par la terreur. Entre ce mégalomane en place et le peuple marocain un fossé s'était peu à peu creusé.

142. Dès son accession au Trône, Hassan II a sans conteste le soutien de la très grande majorité du peuple marocain, tant celui des villes, que celui des campagnes, qui le vénère en particulier comme « Prince des croyants ». Il faut dire qu'à l'étonnement général il a changé du tout au tout. Réputé pour sa vie dissolue, il a un tout autre comportement après son accession au pouvoir suprême. Il ne sort plus en costume trois pièces et cravate, mais en jellaba blanche l'enveloppant de la tête aux pieds, à cheval sous le parasol royal ou dans un carosse d'or ! Il reçoit un accueil délirant dans les diverses provinces où il se rend. Il se garde toutefois d'aller dans le Rif, dont il a dirigé la féroce répression quelques années plus tôt.

discussion démocratique, il n'est nullement question pour le souverain d'appeler au gouvernement ces dirigeants – sauf s'ils acceptaient de le voir continuer à diriger personnellement le pays... Or, les revendications exprimées par l'UNFP sont claires : un gouvernement fort, agissant pour le développement du pays à partir d'un plan élaboré, capable de faire face à tous les graves problèmes socio-économiques de l'heure. Un gouvernement responsable devant une Assemblée constituante élue¹⁴³. Or, s'il y a un point sur lequel Hassan II ne transigera jamais, c'est bien celui d'éluder ce constant rappel par la gauche de la nécessité « d'un gouvernement responsable devant le peuple » ! Mohammed V l'a, à plusieurs reprises dans ses discours, suggéré pour le futur. Hassan II, malgré le respect qu'il portait à son père, l'a toujours entraîné dans une voie différente.

Au cours du mois suivant, le Roi désigne le nouveau gouvernement¹⁴⁴. Il est Premier ministre (nouvelle appellation), ministre de la Défense, ministre de l'Intérieur – au décès de Bekkaï le 15 avril – et même ministre de l'Agriculture pendant quelques semaines !¹⁴⁵ Outre la direction de l'armée, la gendarmerie, la police, il utilise l'administration pour gouverner le pays en plaçant et déplaçant tout haut fonctionnaire à volonté.... Pour mieux tenir ses féaux, il ferme les yeux sur leur comportement d'homme corrompu, comme au temps du bon vieux Makhzen...¹⁴⁶

Sur le plan de la politique étrangère, Hassan II, sans tarder, infléchit la politique du pays. Il est beaucoup moins question de l'Afrique, surtout de Nasser. En revanche, un net rapprochement se produit avec la France gaullienne, d'autant que de Gaulle accepte en mai l'évacuation des cinq bases écoles françaises du Maroc, tant réclamée depuis des mois par les

143. Sans oublier une épuration sérieuse dans l'armée de tous les officiers ayant servi la France...

144. Où tous les partis autres que l'UNFP acceptent de participer.

145. Un de ses premiers gestes est de rappeler le 26 avril son ami Guédira, comme directeur général du cabinet royal, avec délégation générale des pouvoirs. Celui-ci devient aussi, peu après, ministre de l'Intérieur et de l'Agriculture. Très habile, Hassan II va évoquer dans tous ses discours à venir, le souvenir grandiose de Mohammed V ! Ainsi, lors de la célébration du « quarantième jour » – qui marque la fin du deuil traditionnel en Islam – il retrace l'œuvre du défunt, en employant cette belle formule : « Tu n'étais point le roi qui utilisait son peuple pour le trône, mais tu mettais le trône au service du peuple. »

146. A la condition qu'il ne fasse pas de politique d'opposition le roi laisse ses conseillers, les hommes d'affaires... la bride sur le coup. Le « Enrichissez-vous, enrichissez-vous » cher à François Guizot, président du Conseil français en 1847, champion du conservatisme, est devenu le « système à la Hassan II ». Il va entraîner une terrible corruption, et beaucoup d'incompétents à des postes où ils n'auraient jamais dû être. Il est vrai que, de son côté, il ne cesse de donner l'exemple d'un enrichissement sans limites. Plusieurs de ses interlocuteurs étrangers m'ont affirmé qu'aucune affaire importante ne pouvait être traitée, puis réalisée dans le royaume, sans qu'un bakchich conséquent ne soit réservé au Palais !

deux grands partis, le PI et l'UNFP¹⁴⁷. Cela n'entraîne pas pour autant un changement dans la volonté d'Hassan II de continuer à apporter le soutien du Maroc au GPRA. Sa position est d'autant plus affirmée que des négociations se sont ouvertes en mars à Evian entre le gouvernement français et les dirigeants algériens¹⁴⁸.

Le 2 juin, Hassan II proclame une « Loi fondamentale du Royaume », que j'examinerai en prélude à la Constitution hassanienne de 1962.

L'opposition au souverain

Depuis la démission forcée du gouvernement Ibrahim, le parti progressiste est entré dans l'opposition. C'est la première fois depuis l'Indépendance qu'un parti agit de la sorte¹⁴⁹. Mais, ces débuts conflictuels ne sont pas du goût de tous les dirigeants du parti et des tensions internes – réelles depuis longtemps mais non apparentes – commencent à sourdre entre les « politiques » et les « syndicalistes », membres aussi de l'UMT. La situation générale du pays ne s'est pas améliorée, comme par miracle, par l'arrivée d'un nouveau roi, d'autant que celui-ci dispose de la réalité du pouvoir depuis plus d'une année. Une grève générale des fonctionnaires est prévue pour le 19 juin 1961, en vue d'obtenir une révision des salaires compte tenu de l'augmentation du coût de la vie depuis l'indépendance. Le Gouvernement rappelle que ce genre de manifestation est interdit aux fonctionnaires depuis un dahir de 1958. Finalement la

147. La nomination d'un nouvel ambassadeur à Paris, en la personne du beau-frère du roi, Mohammed Cherkaoui, bien connu puisqu'il a été l'un des quatre ministres d'État chargé des négociations à la veille de l'Indépendance, est le signe marquant de la normalisation des rapports entre les deux pays.

148. Début novembre, les cinq « chefs historiques » algériens, toujours incarcérés à Turquant, ont décidé de s'imposer une grève de la faim illimitée, tant par solidarité avec les prisonniers FLN, en France et en Algérie, qui réclament un statut de « politiques », que pour obtenir leur libération et participer aux négociations engagées entre la France et le GPRA. Hassan II prend fait et cause pour eux, se porte médiateur, et propose de les accueillir dans une ambassade marocaine. La réaction du général ne se fait pas attendre : c'est un refus brutal. De Gaulle n'est pas du genre à accepter la moindre pression et il est choqué de voir le roi du Maroc, qu'il savait assez loin des Algériens, devenir brusquement l'allié potentiel de ses adversaires ! Une véritable insulte pour la France. Toutefois aux ministres marocains, venus à la recherche d'un compromis pour voir cesser la grève de la faim des leaders algériens, le général propose leur transfert dans une maison de santé, la présence de médecins marocains et une garde naturellement tout autour. Ce qui est immédiatement réalisé.

149. Sauf peut être le PCM qui n'a participé à aucun gouvernement.

grève est évitée à la suite d'un accord entre Guédira, nouveau ministre de l'Intérieur, et les dirigeants syndicalistes. Or, les « politiques » de l'UNFP estimaient que cette revendication des fonctionnaires devait servir de base à une politique d'opposition plus générale, c'est-à-dire à des revendications politiques et non seulement à des revendications socio-économiques, tandis que les « syndicalistes » acceptaient ce point de vue en tant que membres de l'UNFP... mais non en tant que membres de l'UMT !

Une nouvelle grève générale est décidée pour le 26 décembre. Guédira menace Mahjoub Ben Seddik et l'UMT de sanctions contre les grévistes. Le dirigeant de la Centrale rassure vite le ministre – les contacts ne manquent pas entre l'UMT et le Cabinet royal –. Deux cents fonctionnaires des Affaires étrangères, très liés à l'UNFP, font néanmoins grève en signe de solidarité : 168 sont révoqués ! Hassan II n'hésite pas à frapper fort pour marquer les esprits. Certains seulement seront réintégrés, un an plus tard ! L'UMT a cédé aux pressions du pouvoir, notamment en raison des avantages que l'État lui accorde depuis l'indépendance : locaux sans payer de loyer, ni les charges, ni l'eau, ni l'électricité ; paiement des permanents et des cadres. Un élément majeur apparaît donc au grand jour, après cette grève avortée : l'accord passé entre le Syndicat et le Palais royal. La Centrale est désormais libre d'agir dans ses activités syndicales, mais elle s'engage à ne plus se mêler de politique. Pareil accord met fin à une véritable alliance avec l'UNFP.

Les divergences personnelles sont aussi patentes. Mehdi Ben Barka était à l'étranger au moment de l'arrestation de ses camarades en décembre 1960 et au début de l'année 1961. Tous les dirigeants restés au pays ne sont pas forcément d'accord avec le rôle qu'il entend jouer comme représentant de la gauche marocaine auprès des pays du Tiers-monde. On s'en apercevra à son retour au Maroc au printemps 1962. En attendant, il continue à parcourir le monde. Fin juin, il quitte Paris et s'installe à Genève.

Les complots du roi Hassan II

1962 à 1965

1962 : année charnière pour le Maghreb. Grâce à sa résistance, l'Algérie a conquis de haute lutte son indépendance, et marqué des points bien au-delà de ses frontières, notamment au Maroc. L'accord de cessez-le-feu a prévu la fin des hostilités le 19 mars. Dès ce jour, Ahmed Ben Bella et ses compagnons sont libérés. De passage par Genève, ils y rencontrent Mehdi Ben Barka venu les saluer. Le 21, ils sont accueillis au Maroc, à l'aéroport de Rabat-Salé, par Hassan II lui-même. Une réception très chaleureuse suit. Oublié le 22 octobre 1956... Auparavant, le président du GPRA est arrivé à Rabat, où le gouvernement s'est réuni au grand complet. Le 2 juillet sera finalement la date officielle de l'indépendance algérienne.

Le retour au Maroc de Mehdi Ben Barka

Comme chaque année, Ben Barka a beaucoup voyagé en ce début d'année. Mais, après deux ans d'exil « volontaire », il décide de rentrer au Maroc. Il revient au pays pour participer au 2^e congrès de l'UNFP.

J'assiste à son extraordinaire triomphe populaire le 16 mai. De l'aéroport de Rabat-Salé à son domicile, avenue de Témara, sur 7 à 8 km, des milliers et des milliers de marocains du petit peuple accueillent et acclament leur leader. Ils sont d'autant plus nombreux dans cette haie d'honneur que c'est une belle journée de printemps et que Ben Barka a choisi le jour de la plus grande fête de l'année, l'Aïd-el-Kébir pour effectuer son retour ! Les jours suivants, comme après le retour de Mohammed V six ans plus tôt, des délégations de toutes sortes viennent le saluer chez lui. Comment Hassan II n'en aurait-il pas pris ombrage ?¹ Dépit d'autant plus fort que le leader de l'opposition, devenu désormais son « ennemi n° 1 », revient au pays avec un long et minutieux rapport préparé pour le Congrès du parti, pas spécialement élogieux pour le souverain, marquant une opposition irréductible entre les deux hommes.

Présenté d'abord au Secrétariat général du parti, ce rapport n'est pas retenu par le Congrès, même si Mehdi Ben Barka reçoit un extraordinaire accueil lorsqu'il monte à la tribune.. Prime est donnée à celui d'Ibrahim, bénéficiant de l'appui des dirigeants syndicalistes. Ben Barka ne le rendra public que trois années après, sous le titre « *Option révolutionnaire au Maroc* ». Cet ouvrage deviendra son « testament politique » en quelque sorte, puisque remis à l'éditeur François Maspéro, deux ou trois semaines avant sa « disparition » ! Comme Ben Barka le précise dans son introduction :

1. Je me suis même demandé si celui-ci n'avait pas fait appeler l'avenue de Témara de son nom, « avenue Hassan II », en pensant ainsi se venger du succès de Mehdi Ben Barka lors de son retour ? A cet égard, c'est pour moi l'erreur, ou la faiblesse, de ses successeurs à la direction de l'UNFP – devenu USFP – de ne pas avoir « exigé » du monarque, – disons « prié » celui-ci, pour être plus politiquement correct ! – que cette avenue soit débaptisée pour devenir « l'avenue Mehdi Ben Barka. »

« Ce sont les événements sanglants du mois de mars (1965) et les développements politiques qui s'en suivirent qui lui redonnent une certaine actualité (...). Le rapport de 1962 reste actuel par l'analyse qu'il donne de la situation au Maroc et en Afrique, et par l'appréciation (critique) qu'il porte à l'action passée du parti, (comme) par la présentation qu'il donne de ses tâches fondamentales et à long terme de sa perspective révolutionnaire ». Dans son texte, il n'hésite pas à désigner sans artifice le responsable de la situation : le Palais et son « accaparement des pouvoirs ». Il persiste à croire cependant que « malgré un régime de répression et de pouvoir absolu (...) les masses peuvent (encore) imposer le respect de leurs organisations et de leur presse ». Mais, adepte de la vérité en matière politique, il admet que son parti « n'a pu empêcher le coup d'État de mai 1960, qui a liquidé les dernières apparences de la participation populaire au pouvoir ». Faisant contre mauvaise fortune bon cœur, il ajoute : « Le coup d'État en un certain sens a été positif, car il a permis une clarification de la situation politique, en mettant face à face les forces du progrès et celles de la répression, les représentants de l'avenir et ceux du passé ».

L'analyse est fort claire : aux « représentants du passé », les forces conservatrices et féodales, dont le Palais est l'archétype, s'opposent « les représentants de l'avenir », c'est-à-dire les forces populaires, dont l'UNFP, parti progressiste, doit être le fer de lance de la révolution. En bref, c'est bien le face à face Ben Barka /Hassan II, préfiguré par la création en septembre 1959 de l'UNFP et contresigné par le « coup d'État » de mai 1960 !²

Pour Ben Barka, « la source de tous les échecs du Palais » est patente : le peuple reste en dehors de toutes les entreprises du pouvoir. Dans ces conditions « le régime est condamné à se trouver à la merci du soutien qui lui vient de l'étranger, y compris de la colonisation terrienne qui exploite encore un million d'hectares et à s'appuyer à l'intérieur sur des

2. « Si le Maroc, poursuit Ben Barka, a actuellement un régime de pouvoir personnel », il ne suffit pas de le constater, « il faut analyser le rapport des forces antagonistes en présence et le rôle que le régime joue dans l'étape actuelle de l'évolution marocaine. » Et, de faire une analyse détaillée de la situation. Sur le plan extérieur, il note le développement récent de la libération des peuples colonisés, mais aussi le retour agressif de l'impérialisme en Afrique. Il dresse un paragraphe particulier pour l'Algérie sœur, qui vient d'obtenir à Evian un « compromis révolutionnaire » : « L'avenir de la révolution algérienne n'est pas seulement un problème algérien, c'est aussi le nôtre, celui de tout le Maghreb arabe... ». Sur le plan intérieur, il observe : « Le Palais ne joue plus aucun rôle d'arbitre, ni d'intermédiaire. » Il est le pouvoir personnel, qui, malgré les félicitations qu'il se décerne lui-même, ne sont qu'échecs successifs, tant sur le plan économique que social ».

éléments dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils manquent d'efficacité (...). Ce sont la haute et moyenne administration dont le régime achète littéralement les membres par des privilèges (...), l'armée et la police, les appuis essentiels du pouvoir actuel »³. Il critique au passage « une certaine mollesse dans la combativité de la direction syndicale »⁴. À partir de son analyse, il avance « trois erreurs mortelles » à ne plus commettre : « Les compromis passés avec l'adversaire » (Aix-les-Bains en août 1955). Il s'agit certes du « colonialisme français ». Mais, entre les lignes, on peut comprendre aussi avec le pouvoir marocain !⁵ Il n'est pas pour autant contre toute recherche de compromis, « mais l'important, c'est de le faire en pleine lumière, en expliquant toute la situation aux militants ». La lutte en vase clos, en dehors de la participation populaire⁶. Le manque de netteté dans les prises de position idéologiques : « Nous ne disions pas avec précision qui nous étions. »

Il en vient alors aux tâches du parti.

D'abord, une réforme du système politico-administratif, la démocratisation des institutions⁷. Ensuite, le combat anti-impérialiste, tant dans le domaine de la politique extérieure, que dans celui de la politique intérieure.

3. A propos de l'armée, Ben Barka a une formule prémonitrice : « Par sa politique aveuglement anti-populaire, le pouvoir risque de perdre la direction de cet instrument : il existe une possibilité que le pilier sur lequel il pense s'appuyer, non seulement lui échappe, mais devienne même dangereux pour son existence ». N'était-ce pas dès 1962 annoncer les putschs des années 1971 et 1972 ?

4. Mais n'est-ce pas celle-ci qui, au lendemain de la « disparition » de Ben Barka se contentera de belles déclarations verbales et d'une journée de grève symbolique (...) et qui sera la première organisation reçue par Hassan II à Fès ! Le roi, craignant plus que tout une « révolution sociale », s'applique constamment à tenter de séparer le syndicalisme ouvrier de l'UNFP. Diviser pour régner !

5. Ben Barka note : « (...) Déjà en octobre 1955, chez plusieurs militants, surtout parmi les dirigeants de la Résistance et de l'armée de libération, un sentiment d'amertume prenait jour, qui était en vérité l'intuition que la révolution venait d'être stoppée ».

6. « Tout se passait dans les villas des bonzes du parti de l'Istiqlal ou entre les murs d'un Palais et rien n'en transpirait (...) Chaque fois que nous posions le problème des domaines réservés... nous subissions le lendemain une attaque en règle dans la presse française coloniale sous le prétexte : Le trône est menacé (...) ». Il en est de même des batailles menées au sein du comité exécutif de l'Istiqlal ou de la commission politique jusqu'au 20 janvier 1959.

7. « L'expérience montre à l'évidence qu'aucune réforme réelle ne pouvait aboutir dans le cadre du pouvoir absolu (...) La constitution ne doit pas devenir pour autant un mot magique qui va régler tous les problèmes (...) Ce qui importe, c'est la définition des pouvoirs et des responsables devant le peuple, la mise en place d'institutions authentiquement populaires. » « Nous ne pouvons réaliser notre véritable libération par l'intermédiaire de réformes partielles et dans le cadre de du système capitaliste. Seule une politique anti-impérialiste et antiréactionnaire globale, à la fois à l'extérieur et à l'intérieur, nous permettra d'être à la hauteur des tâches ». « Certains ont osé dire que de 1956 à 1960, nous possédions tous les pouvoirs. Nous n'avions pas le pouvoir, voilà la réalité (...) »

« Si le néo-colonialisme ou le capitalisme libéral a trouvé sa place dans l'indépendance du Maroc, il n'en fut plus de même dès la politique de libération économique et radicale entreprise par le gouvernement Ibrahim à partir de 1959. Ceux qui étaient le plus visés dans leurs intérêts ou dans leurs privilèges ont vite compris le sens de cette nouvelle politique (...). Ce sont eux qui épaulèrent et inspirèrent alors le prince héritier dans son action acharnée contre notre participation au gouvernement, considérée comme nécessaire par son père ».

Ben Barka développe alors les conditions essentielles auxquelles doit répondre le programme à long terme de la voie socialiste qu'il préconise.

Le 10 mai 1962, Hassan II de passage à Paris s'est entretenu avec le général de Gaulle. Au lendemain de cette rencontre, la presse d'opposition porte des jugements très sévères. Elle va jusqu'à évoquer « l'instauration d'un nouveau protectorat », d'un « acte d'allégeance à un suzerain ! » Pour sa part, Ben Barka déclare⁸ le 17 mai : « Le Maroc a accédé à l'indépendance depuis six ans. Depuis ce temps, le peuple marocain s'efforce de bâtir le pays. Mais un certain nombre de complots ont été tramés contre ce peuple et le mouvement qui représente ses intérêts. Ils ont échoué, mais non sans de nombreux sacrifices pour nous. Il y a des camarades partis en exils. Il y a ceux qui ont été torturés, ceux qui ont passé de longues journées dans les ténèbres des prisons et puis il y a ceux qui sont tombés en martyrs (...). C'est dans ces conjonctures que va se tenir notre congrès dans dix jours. Il s'annonce d'une très grande importance par rapport à ce que le peuple attend ».

Le II^e congrès de l'UNFP

Tenu à Casablanca, le congrès s'ouvre le 25 mai 1962. Trois rapports importants y sont développés par Ibrahim, Bouabid et Ben Barka. Pour que le parti continue de pouvoir agir dans le pays, un compromis s'impose avec le Roi. De même, pour qu'il maintienne son homogénéité, un compromis s'impose avec les dirigeants syndicaux. On sait que depuis le renvoi du gouvernement Ibrahim, le torchon brûle entre les politiques et les syndicalistes... La tendance apolitique n'apparaîtra au grand jour que lors du III^e congrès de l'UMT en janvier 1963. Au moment où s'ouvre le

8. *At-Tahrir*.

II^e congrès de l'UNFP, elle est déjà sous-jacente : Ben Seddik, membre à titre individuel de la direction du parti, s'oppose de facto à Bouabid et au fqih Basri. Venu de l'extérieur, Ben Barka tente une réconciliation générale. Il accepte que son rapport politique passe à la trappe. Est retenu celui, plus modéré, de l'ancien président du Conseil, Ibrahim, le « conseiller » des dirigeants de l'UMT. De même, le congrès est présidé par Ben Seddik, Mehdi Ben Barka se contentant de présenter le rapport d'organisation. Il propose la création d'un Comité Central, composé des membres de la Commission administrative, auxquels s'ajouteront les délégués des différentes provinces. Cette réorganisation est importante. Elle va rapidement prendre place dans tout le pays, avec la mise en place de nouvelles cellules qui préparent les futures élections annoncées par le Palais.

Le compromis avec le Palais, admis aussi par Ben Barka, est apparent dans le rapport d'Ibrahim. Celui-ci se montre « révolutionnaire » dans le ton et la forme, en ce qui concerne les projets économiques et sociaux préconisés par l'UNFP, mais, dans ses conclusions, plus modéré en ce qui concerne les projets politiques. Certaines affirmations très fortes sont tout de même à relever :

« Notre expérience au gouvernement a permis aux masses marocaines d'acquérir la ferme conviction qu'il est objectivement impossible de poursuivre une politique conséquente de libération nationale et de réformes des structures économiques sous l'orientation d'un pouvoir archaïque aux articulations sommaires, et dans le cadre d'une administration inerte, irresponsable et complètement pourrie (...). Aussi aucune politique sérieuse de planification économique et de réforme agraire n'est-elle donc possible sans une réadaptation politique sérieuse ».

Sujet de satisfaction pour Hassan II, des personnalités connues pour leur lien avec le Palais entrent au lendemain du Congrès dans le Comité central de l'UNFP et, surtout, Ben Barka n'a pu obtenir, comme il le souhaitait, de se faire désigner comme Secrétaire général. Ibrahim et ses camarades l'ont emporté⁹.

En conclusion, je relève ces quelques lignes de la revue *Confluent* : « Il apparaît de ce congrès que le gouvernement va se trouver en présence d'une opposition plus organisée avec laquelle il devra compter à l'avenir. Les thèmes développés à la tribune par MM. Ibrahim et Bouabid ne peuvent guère lui laisser d'illusions à ce sujet. Mehdi Ben Barka a

9. La direction du parti est confiée à une Commission administrative de 28 membres désignés, de laquelle dix membres sont choisis formant le Secrétariat général (ou Commission exécutive) : les politiques, Ibrahim, Bouabid, Ben Barka, Maati Bouabid – la future « taupe » de l'UMT au sein du parti – ; les syndicalistes, Ben Seddik, Abderrazak, Thami Amar ; les résistants, Basri, Mansour, Youssoufi.

remporté un succès considérable, et ce n'est pas en vain que le Roi Hassan II le considère comme son ennemi le plus déterminé, et comme le symbole de l'opposition à la monarchie chérifienne dans sa forme actuelle »¹⁰.

La Constitution d'Hassan II

Le roi pense qu'il est effectivement temps, comme le réclame l'opposition, de « constitutionnaliser » le pays. Mais il entend le doter d'une Constitution octroyée, et non d'une Constitution issue d'une Assemblée Constituante élue. Ainsi réalisée, cette Constitution lui permettra légalement d'avoir les pleins pouvoirs derrière les apparences !

L'arrivée au pouvoir du général de Gaulle en mai 1958, puis la nouvelle Constitution française de la V^e République, approuvée le 28 septembre (véritable plébiscite), a marqué le prince Moulay Hassan. Trois grands principes en ressortent : Un président, arbitre national au-dessus des luttes politiques¹¹. Un gouvernement fait pour gouverner. Un parlement qui représente la volonté de la Nation...

Dès le 18 novembre 1955, dans son premier discours du trône, son père s'était prononcé, lui, pour la mise en place d'un gouvernement responsable (devant lui) et d'une Assemblée représentative des diverses tendances politiques du pays. En novembre 1956, il précisait : « L'objectif que nous nous efforçons de réaliser : promouvoir une véritable vie représentative permettant au peuple de gérer les affaires publiques, dans le cadre d'une monarchie constitutionnelle (...). Ainsi sera établie au Maroc une démocratie authentiquement nationale et constructive ». À l'ouverture de la session d'automne 1957 de l'Assemblée consultative, il affirmait encore : « L'institution de cette Assemblée constitue le premier pas vers l'établissement d'une Monarchie constitutionnelle et d'une saine démocratie ». Dans un message au pays le 8 mai 1958, il traçait les grandes lignes du nouveau régime dans une « Charte Royale ». Il entendait permettre à son peuple de

10. *Confluent* – juin 1962.

11. Un commentaire d'André Siegfried, le 9 janvier 1959, m'apparaît intéressant à citer... pour la future Constitution : « Il s'agit d'un arbitre, qui, tout en admettant la présence et le concours d'un chef de gouvernement entend lui-même gouverner...L'histoire seule nous dira si dans cette entreprise, ce n'est pas une faute politique, non de s'être servi des experts (pour rédiger la Constitution), mais d'avoir déchainé leurs passions réformatrices... Ce n'est pas sans quelque crainte qu'il faut envisager le réveil des intérêts privés, d'où peut sortir une opposition d'autant plus dangereuse, étant donné nos mœurs, que cet immense appareil de réglementation aura été conçu et mis sur pied sans consultation des intéressés ».

« participer directement à la gestion des affaires publiques. » Il promettait l'instauration d'un régime des Libertés publiques et l'élection d'assemblées communales. Il annonçait la création d'une Assemblée nationale délibérante, qui se subsisterait à l'Assemblée consultative, à laquelle serait confiée une partie du pouvoir législatif. Enfin, la réforme constitutionnelle s'achèverait par la mise en place d'une Assemblée nationale issue du suffrage universel. Dans l'esprit de Mohammed V, la Constitution apparaissait donc à ce moment comme devant être une création continue¹².

Mais les rivalités politiques au sein de l'Assemblée nationale consultative, les divisions au sein du PI et la création de l'UNFP avaient mis fin à cette expérience de démocratisation. Mohammed V n'abandonnait pas pour autant toute idée d'une évolution du pays vers une réelle « monarchie constitutionnelle »¹³.

Dans les faits cependant, sous la pression du prince héritier, les partis n'étaient même plus directement consultés sur la politique du pays. Pour ne pas les mettre totalement à l'écart toutefois, sous la pression de son fils, le roi, avait institué un « Conseil constitutionnel » chargé d'élaborer une Constitution. Mais sa mort avait mis fin à cet organisme.

Quelques semaines après son accession au trône, Hassan II avait promulgué le 2 juin 1961 la « Loi Fondamentale du royaume ». Il rappelait le discours du 23 mai 1960 de Mohammed V en entendant continuer à faire assumer par le Roi, c'est-à-dire par lui-même, constitutionnellement, la fonction exécutive la plus importante, la direction du pays. Sa promulgation ne modifie donc en rien la position critique de tous ceux qui prônent la nécessité de l'élection d'une Assemblée constituante¹⁴.

12. Les *dahirs* du 15 novembre 1958 instaurent effectivement une véritable charte des Libertés publiques (droit à l'association, liberté de réunion et liberté de presse). Le *dahir* du 23 juin 1960 crée les communes urbaines et rurales, « collectivités territoriales de droit public, dotées de la personnalité civile et de l'autonomie financière. » Il s'agit d'institutions modernes remplaçant sur une base territoriale les traditionnelles entités tribales. Une incontestable « révolution » démocratique !

13. « Ainsi, dès avant la fin de 1962, nous aurons déjà tenu notre promesse et élaboré avec le concours de notre peuple, une constitution définissant et organisant les pouvoirs, constitution qui permettra à tous les membres de la nation de participer par l'intermédiaire de leurs représentants, à la gestion des affaires du pays, et de contrôler les actes des gouvernements qui seront constitués conformément à ces dispositions ». *Le Monde* du 25 mai 1960.

14. Il suffit pour s'en convaincre de lire les journaux de l'UNFP, de l'UMT ou de l'ex-PCM, ainsi que les nombreuses déclarations de dirigeants de l'opposition. Il n'y a pas alors qu'une opposition de citoyens des villes, entre autres de la côte marocaine. Il y a aussi dans l'intérieur du pays, y compris dans la montagne marocaine, des citoyens qui refusent la politique personnelle absolutiste dans laquelle s'engage le nouveau souverain. Le bulletin des anciens élèves du collège d'Azrou le montre. (*Tarik*, bulletin n° 5 de novembre 1961)

À l'exemple de Louis XVIII en 1814 en France (« La Charte constitutionnelle ») ou de Louis-Philippe en 1830, Hassan II entend octroyer une Constitution à son « Cher Peuple ». Dans la Constitution française de la V^e République, par ailleurs, la personne du Président de la République n'est-elle pas dotée d'un pouvoir fort, centralisé, efficace, quasi personnalisé ?

Mais les pouvoirs du souverain marocain vont être beaucoup plus importants, dans les faits et en droit. Derrière le principe d'une « monarchie constitutionnelle », proclamé en l'article premier, va se cacher la réalité d'une monarchie absolue. La monarchie n'a de « constitutionnelle » que les textes qui l'édifient. Certes, l'absolutisme n'est pas nouveau dans la tradition alaouite. Mais, pour la première fois, il fait l'objet d'une Constitution moderne en la forme ! Hassan II a d'ailleurs affirmé que l'Islam lui « interdisait de mettre en place une monarchie constitutionnelle où le souverain règnerait sans gouverner. » Belle utilisation de la religion, pro domo ! Il précise par ailleurs dans un autre discours : « Il ne m'est pas possible de rendre moins direct l'exercice du pouvoir. Pourquoi ? Parce que notre peuple n'est pas prêt à être mobilisé sur un programme ou sur une doctrine. Il a besoin de suivre un homme... »¹⁵.

Le roi délaisse le Conseil constitutionnel et confie la préparation de sa Constitution à deux experts, ses anciens professeurs de Droit à Rabat, André de Laubadère et Maurice Duverger. Il la désire adaptée à un pays du Tiers-monde, en mal de démocratie. Toutefois, avec Guédira, qui participe également à la rédaction de l'œuvre, il s'oppose à tout système de parti unique (article 3 de la Constitution), comme c'est le cas dans presque tous les États africains à l'époque.

Au Titre I, dix-huit articles proclament les principes fondamentaux régissant le pays – les droits politiques, économiques et sociaux des citoyens – : « La souveraineté appartient à la nation, qui l'exerce directement par voie de référendum » (article 2). À la Nation, c'est-à-dire à « *l'Oumma* ». Il n'est pas question ici du « peuple » (*chaab*), réalité socio-politique chargée pour certains d'une connotation révolutionnaire ! L'unité de la Nation est solennellement affirmée, et si « l'Islam est la religion de l'État », celui-ci doit « garantir à tous le libre exercice des cultes » (article 6).

Le Titre II traite de la Royauté : « Le roi, « *Amir al Mouminin* » (Commandeur des Croyants), symbole de l'Unité de la nation, garant de la pérennité et de la continuité de l'État, veille au respect de l'Islam et de la Constitution. Il est le protecteur des droits et des Libertés des citoyens, groupes sociaux et collectivités » (article 19)¹⁶. « Commandeur des croyants » (descendant du prophète Mohammed), la personne du roi est

15. Le 26 décembre 1961.

16. Cet article constitue à lui seul la Constitution voulue par Hassan II !

inviolable et sacrée (article 23). Inviolable certes, parce que « sacrée ». C'est la seule institution « sacrée » dans le royaume – avec l'armée – mais de quelle importance, surtout quand le roi s'appelle Hassan II !¹⁷ Il n'est plus un homme, comme tout citoyen du royaume, un simple chef de l'État, mais presque la réincarnation de Dieu sur terre ! N'est-ce pas la caractéristique de l'article 7 adoptant, comme devise pour le royaume, « Dieu, la Patrie, le Roi » ? Une trinité qui dans la réalité du pouvoir forme un tout. Nous sommes très loin de la Constitution française de 1958, qui repose sur la seule « confiance » qui donne toute sa force à la fonction présidentielle.

Rencontrant ces dernières années l'un des très proches parents d'Hassan II, je lui disais en substance « Le roi ne désirait-il pas se comparer à son ancêtre Moulay Hassan Ier ? ». « Vous n'y êtes pas, m'a-t-il répondu, son absolutisme n'était comparable qu'à celui du plus grand sultan de la dynastie alaouite, Moulay Ismaël ». Hassan II ne pensait-il pas la même chose en son for intérieur ? Interrogé par Eric Laurent sur la monarchie française contemporaine de cette dynastie, il lui a répondu : « J'aurais certainement porté le même jugement que mon ancêtre Moulay Ismaël (...). « J'aimerais, disait celui-ci, avoir des relations avec Louis XIV parce que lui gouverne et tient bien en main son pays »¹⁸. Moulay Ismaël, Louis XIV, Hassan II. Nous sommes très loin d'une « monarchie constitutionnelle » !

La Constitution donne au roi des pouvoirs illimités : « Le Roi nomme le Premier ministre et les ministres. Il met fin à leurs fonctions, soit à son initiative, soit au fait de leur démission individuelle ou collective (article 24). Le gouvernement est donc sous la dépendance absolue du Roi et ne peut que lui être entièrement soumis. Les modifications successives de la Constitution et les résultats des élections parlementaires n'y changeront rien. Chacun a pu le constater encore après les élections du 22 septembre 2002, considérées comme les plus transparentes depuis l'indépendance du pays¹⁹.

17. Attaquer publiquement toute autre institution, parlement, gouvernement, gouverneur... sera toujours possible. Mais oser toucher à tout ce qui tourne autour de la personne de « Sa Majesté », ou de l'institution monarchique en soi, ne sera jamais être admis par Hassan II, sous peine de sanction immédiate, voire de « disparition ». Hassan II a toujours avancé son rôle plus important d'Amir al Mouminin », descendant du prophète Mohammed.

18. Op. cité, page 250.

19. A la veille de celles-ci, Omar Brouksy cite dans *le Journal*, Me Ahmed Benjelloun (du PADS) selon qui « les raisons du boycott sont multiples, mais la plus en vue reste celle de la nécessaire réforme de la Constitution. » Il ajoute : « Si tout le monde convient que le pouvoir est « ailleurs », on est tenté de se poser la question suivante : des élections, pour quoi faire ? » Au lendemain du 22 septembre, des observateurs notent d'ailleurs : « Les résultats chiffrés font apparaître un taux d'abstention de 48 %, auquel il faut ajouter une bonne part des 15 % de nuls ou « blancs »... C'est bien d'un véritable vote sanction qu'il s'agit... ».

Un ministre n'est en fait que le « représentant du Roi » à la tête de son ministère. Il est responsable devant celui-ci seulement et non devant le Parlement. De même un ambassadeur n'est pas l'ambassadeur du Maroc en France, en Allemagne, etc. mais « l'ambassadeur de Sa Majesté le Roi du Maroc » en France, en Allemagne, etc. Une anecdote personnelle résume bien cette situation. Dans les années 1960, l'un de mes clients se plaint du ministre de l'Agriculture. Compte tenu des faits – il l'avait plus ou moins escroqué – je n'hésite pas en plaidant à traiter ce ministre de « fripouille ». Mon contradicteur, le bâtonnier Yves Bayssière, coupe brusquement mes élans : « Attention à vos dires, un ministre n'est que le représentant du roi. Donc traiter ainsi un ministre, c'est traiter de la sorte la personne du roi ». Je lui réplique du tac au tac : « Monsieur le Bâtonnier, on ne me coupe pas quand je plaide et je réitère mes propos à l'égard de ce ministre. Libre à vous, si vous y tenez, de les appliquer au monarque ».

Le roi préside le Conseil des Ministres (art. 25), le Conseil supérieur de la Promotion nationale et du Plan (art. 32), le Conseil de la Magistrature (art. 33). Ces trois institutions ne peuvent fonctionner sans sa participation réelle. Il est le chef suprême des Forces armées royales. Il dispose de la direction de la Police et de la Gendarmerie. De par cette Constitution, il joue un rôle direct dans toutes les affaires du pays. Il règne et gouverne, étant le vrai chef du gouvernement et celui de l'administration (art. 66). Au surplus, il maintient son emprise personnelle sur toutes les structures territoriales du pays par la nomination des Hauts fonctionnaires, des walis (gouverneurs), des directeurs des grands Offices, tout comme les ministres, par dahir personnel. C'est l'une de ses forces majeures²⁰.

Le Roi n'a pas l'obligation de suivre les règles habituelles de la fonction publique, en matière d'avancement, d'amélioration de salaires, de primes. Il peut les accorder à quiconque sans que nul n'ait à y revoir. Difficile alors pour un fonctionnaire, fut-il membre d'un parti politique de mettre en balance son idéologie personnelle avec ses fonctions, en cas de différend entre le Palais et son parti ! Tout marocain diplômé espère une fonction officielle, même s'il y perd sa liberté d'action, voire son âme ! Combien ai-je connu d'avocats, de médecins et autres – d'autant plus critiques et opposants sous le Protectorat qu'ils n'étaient pas admis dans les hautes fonctions politiques, stupidité du colonialisme ! – se ranger après l'indépendance, dès qu'ils se trouveront bénéficiaires d'une sinécure, a fortiori d'un parchemin. Très réaliste, Hassan II joue d'ailleurs

20. Lors de la présidence du gouvernement par Abderrahman Youssoufi, je lui cite l'exemple des « causeries au coin du feu » de Pierre Mendès-France, et je lui conseille de s'adresser de même, le plus souvent possible, au peuple marocain pour expliquer la politique de son gouvernement. « Cela ne m'est pas possible, me répond-t-il. Il faut d'abord que j'obtienne l'accord des dirigeants de la radio et de la télévision. Je n'en suis pas le maître, car ils sont désignés directement par *dahir* du roi » !

constamment de l'opportunisme qu'il n'ignore pas en chacun de ses sujets. S'il m'est arrivé de rencontrer à l'époque des hommes « forts en gueule » en privé, chez eux, je les retrouvais, sans conteste, beaucoup plus serviles en public, obséquieux même, à l'égard du souverain. Il est vrai que de par le système même de l'allégeance au Roi, la soumission du sujet – je dis bien du « sujet » et non du « citoyen » – est devenue l'une des caractéristiques du royaume²¹. D'autant que le Roi est aussi le « Prince des croyants ». D'une manière évidente, Hassan II se voyait comme « l'ombre de Dieu et du Prophète sur terre » ! Ses sujets n'avaient dès lors qu'un « droit », le servir sans discuter !

Dans les premières années 1960, la télévision n'est pas encore très développée au Maroc. Les « actualités » cinématographiques permettent à Hassan II de montrer au peuple marocain le plus bel exemple de la servilité imposée aux dignitaires du pays en maintenant un protocole ancestral. Voir chaque semaine défiler les ministres et hauts fonctionnaires, pliés en deux, embrassant la main du souverain, est très significatif du mépris dans lequel il tient ceux qui le servent. Était-on encore au Moyen Âge pour humilier de la sorte toutes ces personnalités ? Cette « bézite royale », comme je l'ai qualifiée, m'a laissé un goût amer. Pouvait-on sérieusement évoquer la « démocratie » dans ce constat ?²² Combien je fulminais de voir tant d'amis marocains, de haute intelligence, accepter cette perpétuelle cérémonie. Hassan II savait ce qu'il faisait. De nombreux membres de l'opposition lassés de cette compromission, quotidiennement étalée aux « actualités », s'exileront loin du Maroc. Les plus radicaux, refusant cette prosternation, seront impitoyablement recherchés, emprisonnés, disparaîtront pour certains à tout jamais... ou, finalement, rejoindront la cohorte des partisans zélés²³ !

21. Le dogme d'allégeance va très loin, car il s'immisce du haut en bas de l'échelle de l'administration, voire au sein des familles elles-mêmes – rapport entre les générations, les sexes... Dans ce cadre, deux types d'agent d'autorité à la base représentent une importance capitale : les *chioukhs* et les *moqqadems*. Dépendant de l'autorité centrale, nommés par les gouverneurs, ils ont des rapports directs avec la population au niveau des « douars » (villages) en milieu rural, des « quartiers » en milieu urbain. Par cette présence, leurs supérieurs, caïds et pachas, sont constamment informés de ce qui se passe dans le « douar » ou dans la commune. Cette connaissance du milieu pousse trop de ces agents d'autorité, soit à suivre de près les directives du ministre de l'Intérieur au moment des élections, soit à agir, en ces mêmes moments, en faveur des « riches » ou des notables de la circonscription.

22. Hassan II à J.Daniel : « Il arrive qu'on me baise la main et les « progressistes » en sont choqués. Je pourrais vous dire que cela n'a pas de signification plus grande qu'une révérence devant la reine d'Angleterre. Mais, il y a plus, une tradition religieuse : on ne s'incline non devant ma personne, mais devant la lignée des descendants du Prophète ». *Le Nouvel Observateur*, Juillet 1970.

23. Il faut lire à ce propos le remarquable article d'Ahmed R. Benchemsi, paru le 8 février 2002, dans la revue *Telquel*, sous le titre « Les Marocains sont-ils serviles ? » De son côté, Maâti Mounjib écrit dans *le Journal* du 7 au 13 juillet 2001 : « A partir des années soixante, la société politique se peuplait, de plus en plus dangereusement, de reptiles ».

Dans sa « sagesse », voire plutôt dans sa « sacralité », Hassan II ne tiendra aucun compte du résultat des urnes. Ainsi, il maintiendra à leur poste – au mépris des électeurs – les ministres battus aux élections de mai 1963 ! Que représentaient dès lors ces hommes aux yeux du peuple marocain ? Des serviteurs dociles, à la botte du souverain. En bref, nous sommes en présence d'une « démocratie en trompe-l'œil » si décriée par Mehdi Ben Barka. Sous Hassan II, l'ancien système « *makhzen* » n'a jamais cessé d'être. Politique traditionnelle de gouvernement, depuis la nuit des temps, il fait que la société marocaine dans son ensemble est aux ordres de l'État. Mais quel État ? Il y a un maître absolu, le souverain, et ses sujets. On peut ainsi faire le parallèle avec la sentence attribuée à Louis XIV : « L'État, c'est moi ! »²⁴.

Pour affaiblir tel ou tel parti, Hassan II, bien informé, n'hésite pas à nommer l'un de ses militants à tel ou tel poste de responsabilité, parfois avant même que le dit parti ait su lui-même l'utiliser ! Le promu n'est pas forcément « acheté ». Il pense pouvoir jouer un rôle utile à ce poste, hors des critiques habituelles et stériles. En fait, l'heureux bénéficiaire est toujours perdu pour l'opposition. Il est désormais lié au pouvoir royal²⁵.

Certes, le pays dispose d'un Parlement, composé de la Chambre des Représentants et de la Chambre des Conseillers (art. 36). Mais, outre que les élections ne sont jamais vraiment libres comme dans toute démocratie qui se respecte, les élus n'ont guère de rôle à jouer. Hassan II n'attache d'importance au Parlement que pour l'extérieur, pour laisser croire que le Maroc est vraiment devenu sous son règne un pays démocratique. Dans son for intérieur, il sait que celui-ci ne représente rien. Un jour, en colère il est vrai, il qualifiera même cette noble institution de « cirque » ! Le Roi dispose d'ailleurs du droit de décréter librement et quand bon lui semble la dissolution de la Chambre des Représentants (article 27) sans avoir à donner au pays de réelles explications. Il a en outre le droit de suspendre le Parlement en décidant l'état d'exception (article 35)²⁶. Détenteur du

24. La meilleure définition de ce système, je l'ai trouvée dans une intervention d'Abderrahman Youssoufi, lors d'un colloque international d'études historiques et sociologiques, sur le cinquantenaire de la République du Rif : « La clé de voûte du système *makhzen* est le sultan monocrate dynastique, héréditaire de fait (désormais de droit, art. 20 de la Constitution), dont l'intronisation s'accompagne d'un simulacre de cérémonie d'allégeance, à laquelle participent des dignitaires tout à fait domestiqués. Le pouvoir absolu, aggravé par la pseudo fonction de « représentant de Dieu sur terre », forgée et transmise par des générations de despotes orientaux, mais qui ne repose en fait, sur aucun fondement religieux ou légal... » A Paris, en janvier 1973. Citée dans *le Journal* du 3 au 9 mai 2003.

25. « Diviser pour régner », voilà une devise qu'Hassan II sait mettre en pratique, prenant soin en même temps de ne confier, outre la direction du gouvernement, le ministère de la Défense et celui de l'Intérieur qu'à des hommes qui lui sont totalement attachés.

26. Cet article a souvent été comparé à l'article 16 de la Constitution française de 1958. Mais il y a un hic ! A la différence de l'article 16, aucun organisme de contrôle de

pouvoir exécutif, le Roi partage avec le Parlement le pouvoir législatif. C'est la négation du principe de séparation des pouvoirs, souvent évoqués dans les discours officiels. Celle-ci est d'autant plus inexistante que le Roi intervient aussi dans le pouvoir judiciaire, malgré la belle formule « L'autorité judiciaire est indépendante du pouvoir législatif et du pouvoir exécutif » (article 82). Le Roi nomme, en effet, à toutes les fonctions de magistrats (article 84), sans contreséing ministériel (article 29) sur simple proposition – sans caractère obligatoire pour autant – du Conseil supérieur de la Magistrature. Le roi préside ce Conseil, après avoir désigné une grande partie de ses membres (article 86). Le Conseil est dès lors de facto sous la dépendance de l'exécutif. Les jugements sont rendus et exécutés au nom du Roi (article 83). Bref, la Justice – notamment en matière politique – est directement entre les mains du souverain, d'autant plus que sa parole peut avoir force de loi. Un ordre émanant de sa part ou une déclaration suffit ! (C'est ainsi que le PCM a été condamné en appel, Mohammed V ayant condamné les « doctrines matérialistes »). La Cour Suprême admettra cette thèse à nouveau, en mai 1964, dans le procès intenté aux Bahaïstes par le Tribunal de Nador²⁷.

Tous ces articles de la Constitution analysés, il n'empêche que par inconscience, mégalomanie ou cynisme, Hassan II affirme toujours sans hésiter, à qui voulait l'entendre, être « très attaché à la monarchie constitutionnelle ». Il ne tolère pas pour autant que l'on évoque une quelconque « souveraineté populaire ». Il est vrai qu'à son interlocuteur étonné il explique sans rire « qu'au Maroc, le Trône et le peuple ne font qu'un ». Le peuple ? Quel peuple ? Sans doute, ses très nombreux courtisans – mais peut-il y avoir une Cour royale sans courtisans ? – les hauts fonc-

l'activité du chef de l'État n'est prévu. Le Roi exerce alors, seul, les pleins pouvoirs, en édictant notamment toute loi qu'il estime nécessaire.

27. La parole du Roi a d'abord joué son rôle. A la veille du procès, en 1962, il n'a pas hésité à déclarer : « Le Bahaïsme est une véritable hérésie inacceptable au Maroc », incitant ainsi les juges à prononcer trois condamnations à mort et cinq prisons à vie ! Puis, sous la pression internationale, la même parole du Roi – cette fois-ci prononcée par les juges de la Cour Suprême – joue le rôle inverse ! En fait, jeu terrible du Roi, entre le PI et son ministre d'État, chargé des Affaires Islamiques, Allal El Fassi, qui, a priori, a condamné ces hommes « renégats, selon lui, de la religion musulmane et menace à la sécurité de l'État... ». Belle démonstration de l'indépendance des juges tant prétendue par le pouvoir royal ! Un homme courageusement a pris parti dans la presse contre ce procès, Guédira. Il écrit dans *Les Phares*, le 24 décembre 1962 : « C'est très exactement le vendredi 14 décembre qu'a été promulguée la Constitution, dont l'article 10 stipule expressément que « nul ne peut être détenu que dans les cas et formes prévues par la loi. » Et c'est très exactement le lendemain qu'a été rendue l'écrasante sentence... Quelle est au Maroc la Loi écrite prévoyant et punissant de mort « l'atteinte à la foi religieuse » ?... Les chemins de la liberté sont ingrats et difficiles. Nous les avons choisis une fois pour toutes : à nous désormais le courage de ne plus revenir sur ce choix. »

tionnaires civils et militaires, les hommes d'affaires et autres représentants de la bourgeoisie, les notables de la campagne, certains hommes politiques... Tous aux ordres du souverain, pour ne pas dire, à tout jamais « couchés » à ses pieds. Certainement pas le prolétariat parqué dans les énormes bidonvilles d'alors, jouxtant les grandes villes, ni la population berbère du Rif à laquelle le roi ne pardonne pas la révolte de 1958, ni, bien sûr, les opposants de l'UNFP, Mehdi Ben Barka en tête.

Le référendum constitutionnel

Le 4 novembre 1962, un dahir, annonce l'organisation le 7 décembre d'un référendum sur la Constitution. Hassan II choisit symboliquement le 18 novembre, fête de l'Indépendance, pour proposer à son « Cher Peuple » son projet et il n'hésite pas à affirmer que celui-ci a été « conçu et établi personnellement par lui-même ». Les partis politiques, qui, depuis des mois, débattent du problème constitutionnel, se lancent dans la campagne en prenant ouvertement position : les « Contre », par l'abstention. Ils regroupent l'UNFP, l'UMT, l'UNEM, l'Union des Syndicats agricoles, ainsi que certaines Chambres de Commerce et d'Industrie, le PDC et l'ex-PCM. Les « Oui », rassemblent le PI et ses organisations parallèles, l'UGEM et l'UGTM, le MP, les Indépendants Libéraux et un grand nombre d'organisations économiques.

Dès le 14 novembre pour sa part, le Comité central de l'UNFP, sous la direction de Mehdi Ben Barka, a décidé de boycotter ce référendum, contraire aux espoirs donnés par Mohammed V dès novembre 1956²⁸. Selon certains, Ben Barka aurait alors affirmé : « Il n'y a pas de remède pour ce régime sauf son éradication. » Propos très violents certes, s'ils ont été prononcés tels quels. Pour ma part, je l'ai déjà dit, je n'ai jamais entendu Mehdi Ben Barka réclamer la disparition de la monarchie. Le Secrétariat général publie dans les jours suivants une brochure intitulée : « Une Constitution pour le pouvoir absolu » (analyse du projet de Constitution soumis à référendum). La conclusion de ce document est fort claire : « En définitive, la Monarchie Absolue aura changé quelque peu ses apparences, mais non sa réalité et la Constitution soumise à référendum

28. « Le Comité Central (...) signale que le pseudo-référendum, dans le cadre du régime du pouvoir personnel et féodal en vigueur depuis 1960, est tout simplement une opération anti-démocratique et une forme d'escroquerie politique. En conséquence, le Comité Central décide de mobiliser tous les militants pour organiser le boycottage du référendum prévu. »

restera dans l'Histoire du Maroc, comme un exemple typique de supercherie que le peuple finira tôt ou tard par découvrir et dénoncer... »²⁹.

Malgré le boycott de l'opposition, le référendum se révèle un grand succès pour Hassan II. La Constitution est approuvée par plus de 80.12 % des inscrits, 97.05 % des votants ! Il en sera de même à chaque modification de la Constitution³⁰. Hassan II est bien le Roi des Constitutions !

Pourtant, le ton des journaux, de part et d'autre, a été particulièrement violent. Le pouvoir peut ainsi laisser entendre à l'observateur étranger, à l'opinion publique internationale, que la « liberté de la presse » n'est pas un vain mot au Maroc, chose plutôt rare en Afrique à l'époque. Mais le Roi lui-même, dans un entretien accordé à Georges Vaucher³¹ montre le peu d'importance relative de cette presse, « les tirages d'*At-Tahrir* et celui d'*Al-Talia*, qui sont les quotidiens de langue arabe les plus lus au Maroc, ne sont que de 23 000 à 25 000 exemplaires et celui de l'*Avant garde* (UMT) d'une dizaine de mille. C'est bien peu pour un pays de 11 millions d'habitants »³².

L'UNFP tente de s'opposer au « choix des électeurs » par le dépôt d'une plainte auprès de la Cour Suprême. En vain. L'illusion démocra-

29. Dans une étude, publiée par *At-Tahrir* le jour même du référendum, sous le titre « La signification du Boycott, la volonté du peuple refuse de céder à celle de la féodalité et du colonialisme », Mehdi Ben Barka rappelle que la « Constitution a été l'œuvre, avec l'aide de juristes étrangers, des tenants de l'absolutisme, les féodaux alliés au colonialisme, dans le but d'obtenir d'une manière légale le pouvoir de disposer du peuple marocain. » Un examen historique dressé par Ben Barka souligne que « jusqu'à la chute du cabinet Abdallah Ibrahim en mai 1960, l'évolution constitutionnelle est demeurée positive, mais qu'à partir de là, le retour au pouvoir personnel a distendu les liens qui unissaient le peuple au Trône, pour aboutir sous le règne d'Hassan II à cette Constitution octroyée au mépris des droits du peuple « souverain » (J. Avreille *Confluent* n° 24 – Janvier 1963 – consacré à la Constitution). De son côté, le Bureau de l'Association des Anciens élèves du lycée Tarik d'Azrou, réunie en séance extraordinaire à Rabat le 24 novembre 1962, fait savoir « qu'après avoir pris connaissance du projet de Constitution, il réitère la position prise lors du 9ème congrès (1-2 septembre 1962) et en conséquence rejete le projet de Constitution. *Tarik* n°10 de février 1963

30. Juillet 1970, mars 1972, mai 1980, septembre 1992, septembre 1996

31. *Sous les Cèdres d'Ifrane* – Edition Julliard

32. Les plus lus des journaux quotidiens publiés en français – aux côtés de *L'Opinion*, journal du PI –, après 1956 et jusqu'en 1971, sont *La Vigie* et *Le Petit Marocain*, appartenant à Yves Mas. Suppôt du Protectorat jusqu'à l'indépendance, ils devinrent du jour au lendemain de fidèles thuriféraires du Palais. Le PI et l'UNFP ont essayé de les abattre à plusieurs reprises, mais ils se sont maintenus jusqu'aux événements de Skhirat. Nationalisés, ils devinrent *Le Matin* et *Le Soir*, leur ligne politique demeurant la même. Sous le titre *Feuille blanche, non carte blanche*, l'éditorial du bulletin de l'Association des anciens élèves du lycée d'Azrou explique d'une manière fort claire « les raisons profondes du vote massif en faveur de la Constitution – *Tarik* n° 10. Hassan II n'apprécie pas ces prises de positions politiques. Il décide de supprimer le statut de groupement d'utilité publique de l'Association, pour la rabaisser au rang d'organisation culturelle et régionale...

tique marocaine est désormais sur les voies pour une quarantaine d'années. « Je ne laisserai pas mettre la monarchie en équation. Il me faut l'approbation de la foi, non celle des sophistes... » s'écrit Hassan II en mars 1962 !³³ Il y a là, sans doute, une allusion à son ancien professeur de mathématiques, désormais son « ennemi N° 1 », à la veille de son retour au Maroc.

Le Code de procédure pénale

Une modification capitale de ce code est intervenue peu avant la parution du projet de Constitution. Elle a été insuffisamment examinée et analysée à l'époque³⁴.

Un journal local m'avait demandé de la commenter. Je lui donne un article intitulé « Constitution, que de crimes on commettra en ton nom ! », paraphrasant la célèbre phrase de Madame Roland s'écriant sur l'échafaud en 1793 : « O Liberté, Liberté, que de crimes, on commet en ton nom ! ». Il ne paraîtra pas. N'en déplaît à Hassan II, l'époque n'est pas à la liberté de la presse comme elle l'est en vigueur aujourd'hui.

« Si nous ne pouvons, écrivais-je, que louer Sa Majesté d'avoir proposé une Constitution à son peuple avant que celui-ci ne la lui arrache de vive force (leçon de l'Histoire), nous devons attirer l'attention de tous nos amis épris de liberté sur quelques dissonances graves, à la veille du vote de cette Constitution. Un fait m'inquiète. D'un côté, l'annonce d'un événement capital qui devrait marquer le caractère libéral des institutions... De l'autre, l'annonce de quelques « petits modificatifs » au Code de Procédure pénale (articles 153, 384, etc.) qui marquent la mainmise des Procureurs du roi sur la liberté des citoyens³⁵. Jamais ces « gardiens vigilants » n'ont eu autant de pouvoir sous le régime de la monarchie absolue. Alors, à qui fait-on accroire ? Et combien « d'ennemis » locaux, politiques, syndicaux, pâtiront de cette nouvelle disposition – surtout le « petit » et l'homme de la campagne qui n'ont pas à leur disposition de judicieux conseils pour les défendre –. Ce n'est pas tout : l'article 2 du

33. Interview à J. Lacouture.

34. Le 15 novembre 1962 cependant, *At-Tahrir* l'invoque sous le titre : « Le référendum prélude à l'ère de la répression ! En vertu du dahir du 18 septembre 1962, qui entrera en vigueur le 1^{er} décembre, c'est-à-dire à l'inauguration de l'ère de la constitution fabriquée, les libertés individuelles des citoyens sont exposées à une menace permanente », et d'analyser le texte.

35. *Dahir* du 18 septembre 1962 modifiant le Code de procédure pénale, paru au B.O. du 9 novembre 1962 !

nouveau *dahir* double la durée des délais fixés par les articles 68, 82 et 169 anciens, c'est-à-dire que désormais les délais de garde-à-vue (officielle) dans les commissariats sont portés à quatre jours, voire huit jours, lorsqu'il s'agit « d'atteintes à la sûreté intérieure ou extérieure de l'État ». En ces derniers cas, le Procureur du roi, tout puissant, peut, en outre, « en cas de nécessité, prescrire par écrit le renouvellement des prolongations prévues par la loi ». Donc éternellement ! Avec de pareilles mesures, bien peu d'inculpés ressortiront de ces commissariats sans avoir avoué quelque crime monstrueux, préparation d'attentats contre la personne du Chef de l'État, ou coup d'État sanglant ! ...Quelle épée de Damoclès désormais suspendue sur la tête de chacun des citoyens »³⁶.

Nous sommes loin de l'instauration d'une démocratie. Le gouvernement du peuple par le peuple n'en est-il pas la base ? Nous sommes, aussi, loin de l'instauration d'un État de droit : la garantie pour tous les citoyens des Libertés publiques, c'est-à-dire de tous les droits fondamentaux, par le truchement d'une justice indépendante, d'une presse libre, d'une police respectueuse des Droits de l'Homme, de partis politiques pluralistes et d'élections libres... Depuis l'accession d'Hassan II au pouvoir, le Maroc n'est plus qu'un État d'ordre, avec cette conséquence immédiate de voir l'ordre passer avant la justice. Souvenons-nous du fameux dicton : « L'ordre règne à Varsovie ! » Hassan II a loué officiellement la « démocratie régnante » auprès de son « Cher Peuple ». En fait, il a dirigé le pays d'une main de fer, par ses séides successifs, Oufkir, Dlimi, Driss Basri, ses « bras droits séculiers » chargés du maintien de l'ordre. Et ce n'était pas, au fil des années, les amnisties qu'il ordonnera qui y changeront quelque chose. Chacun sait que dans tous les régimes policiers, les grâces accordées par le Chef de l'État viennent montrer au « bon peuple » toute la mansuétude apparente dont il sait faire preuve cyniquement, dans le but « d'acheter » les âmes, après avoir « libéré » les corps !

L'accident-attentat contre Mehdi Ben Barka

Le Comité Central de l'UNFP a donc décidé le 14 novembre le boycott du référendum. Le surlendemain – 7^e anniversaire du retour de

36. Les arrestations de l'été 1963, moins de neuf mois après, confirmeront mes inquiétudes. La police se trouvait désormais en mesure de faire disparaître quiconque à son gré, pendant des semaines, voire des mois, sans en tenir informés, familles ou avocats. Elle se contentera de temps à autre de faire renouveler des prolongations de garde-à-vue par un procureur, si la victime de ce procédé était conduite devant un juge d'instruction.

Mohammed V sur son Trône – Mehdi Ben Barka est victime d'un « accident », véritable attentat contre sa personne. Il a quitté Rabat pour Casablanca, accompagné d'un futur député, Mehdi Alaoui, dans une Volkswagen, conduite par un chauffeur membre du parti. Le véhicule est suivi de près par une Peugeot 403 des services de police chargés de surveiller, depuis plusieurs jours, tous ses déplacements. À bord ont pris place des agents du CAB 1, les fameuses « brigades spéciales » dirigées depuis quelques mois par Ahmed Dlimi.

Brusquement, dans une longue courbe surplombant un ravin non loin de Bouznika, la 403 accélère, passe devant la Volkswagen et se rabat devant elle, commettant ainsi, de propos délibéré, ce qu'on appelle une « queue-de-poisson ». Pour éviter l'accrochage et la chute dans le ravin, le chauffeur de la Volkswagen donne un coup de volant brutal à gauche, renversant son véhicule de l'autre côté de la route, dans le fossé. Le chauffeur et Mehdi Alaoui se sont évanouis sous le choc. Ben Barka, éjecté du véhicule, non. Appelant de l'aide, il est entendu par des ouvriers agricoles proches qui viennent aussitôt lui porter secours, ainsi qu'à ses compagnons. Les policiers sont descendus de la 403 et reviennent en arrière. Constatant la présence de témoins, ils prennent immédiatement le chemin inverse et disparaissent avec leur véhicule ! Une voiture de passage transporte les victimes à Rabat. Par le plus grand des hasards, elle est conduite par le procureur du Roi près la Cour Suprême ! Il est donc le premier informé de ce qui vient d'arriver. Sur le coup, Ben Barka ne s'est pas plaint. Mais, dès son retour chez lui, une douleur à la nuque le terrasse. Transporté d'urgence dans une clinique de la ville, la fracture d'une vertèbre cervicale est diagnostiquée. Cet établissement est le plus réputé de Rabat, mais son directeur entretient des relations étroites avec le Palais... Le parti place donc des gardes devant la porte de la chambre de Ben Barka, qui se relayent jours et nuits. Inquiet des soins qui lui sont prodigués et des allées et venues de « particuliers douteux », son frère décide de l'emmener en Allemagne. Le 22 novembre, ils arrivent à Cologne. Après quinze jours de soins intensifs, Ben Barka est de retour, avec une « minerve ».

A-t-il été victime d'un « simple accident », comme le déclare officiellement le pouvoir ?³⁷ J'ai tout lieu de penser que non. Un meurtre n'était peut-être pas envisagé... mais au minimum une tentative d'intimidation³⁸.

37. « C'est une imprudence du chauffeur qui conduisait trop vite » dit-on en haut lieu. La DGSN et Oufkir, à titre personnel, attaquèrent en diffamation *At-Tahrir* qui avait relaté « l'attentat ». Le 1^{er} février 1963 le Tribunal régional de Rabat condamna le journal à 10.000 dh. d'amende, et 40.000 de D.I. à verser à la Sûreté nationale, rejetant la constitution de partie civile d'Oufkir. En fait, le pouvoir essayait par ce biais de contraindre le journal à cesser ses activités. Il semble que la situation n'ait guère évolué sur ce point...

Encore que, bien d'autres citoyens marocains par la suite seront « victimes d'accidents de la route », et même deux des instigateurs de l'*Affaire*, Ahmed Dlimi et El Mahi ! Quelques jours avant « l'accident », selon le frère de Ben Barka, celui-ci a été personnellement contacté à la demande du Palais par un intermédiaire, qui lui a fait part du désir du roi de voir l'UNFP approuver la Constitution. Il était ainsi proposé au leader de l'opposition, de discuter en privé du texte de la Constitution avant sa publication. « Mon frère avait alors fait la contre-proposition suivante : « Négociations plutôt sur tous les problèmes politiques du moment. Passons un accord précis entre le Roi et les forces populaires fixant à l'avance les futures institutions du pays, tout en établissant un programme de gouvernement pour les deux années à venir. Les textes ayant été préparés d'un commun accord, le Roi n'aurait plus rien à craindre d'une Assemblée constituante ».

« L'accident » est-il la réponse du roi ? Quoi qu'il en soit, Hassan II annonce le texte de la Constitution soumise au référendum le 18 novembre...

Le Mouvement populaire en 1962

Le MP avait été enfin reconnu officiellement en février 1959. Il n'avait pas été question pour ses dirigeants, évidemment, de participer au gouvernement Ibrahim en décembre 1958. Le Mouvement tient son premier congrès en novembre 1959, deux mois après le premier congrès de l'UNFP. Elu Secrétaire général, Aherdane ne fait aucune différence dans ses critiques tant à l'égard du PI qu'à l'égard du nouveau parti. L'idéologie officielle du MP, évoquée dans les discours, se fonde sur un « socialisme islamique » ! Belle formulation certes, mais sans suite. La réalité est essentiellement un constant rappel du « berbérisme » et de la nécessité, pour maintenir l'unité du pays, d'un programme d'enseignement des dialectes berbères à côté de l'arabe enseigné dans toutes les écoles...³⁹

38. Dlimi, en déplacement à Marrakech, a sollicité le compte-rendu de l'accident. Au récit de ses agents, il leur aurait répondu, (M'a rapporté Rachid Skiredj, à l'époque adjoint de Dlimi au CAB 1) : « Vous êtes des ânes, vous auriez dû lui passer sur le corps. » Mais, mon interlocuteur n'a jamais su les ordres donnés : liquider Ben Barka par un simulacre d'accident ou simplement lui faire peur pour l'intimider. (Entretien avec l'auteur en décembre 2004).

39. La spécificité « berbère » est et demeure une réalité importante du pays. Mais, lors du début du Protectorat « s'est forgé dans l'esprit des Français, une conception manichéenne de la société marocaine, opposant le bon Berbère à l'Arabe pervers, donnant naissance à des stéréotypes dont l'influence politique fut considérable. » – *Le Maroc face aux Impérialismes* – op. cité, page 99

L'autre constante du MP est le soutien de la monarchie. On a vu la sollicitude de Moulay Hassan pour la création de ce parti, afin de faire contrepoids dans le pays à l'influence du PI. Certains évoqueront le premier « parti administratif » créé par le pouvoir ! C'est sans doute aller trop loin. Au fur et à mesure des années, on constatera chez certains dirigeants une relative volonté d'autonomie. Elle explique, peut-être, les divisions successives du Mouvement qui surviendront dans le futur, notamment après la création du FDIC. Ceci étant, j'ai souligné la docilité d'un Aherdane, alors ministre de la Défense, à l'égard du Palais lors de l'affaire Addi ou Bihi. Le MP s'organise peu à peu dans toutes les campagnes et les pays berbères. Malgré les aides administratives des caïds, chioukhs et autres agents du gouvernement, il ne gagne que 7 % des sièges, surtout dans le Nord, aux élections communales de 1960. D'une part, le PI est implanté depuis beaucoup plus longtemps dans l'ensemble du pays ; d'autre part, la « trahison » de Moulay Hassan en 1958 a quelque peu laissé perplexe nombre de berbères, dans le Moyen Atlas entre autres⁴⁰.

L'élimination des ministres istiglaliens

Depuis la création en 1959 des CRAPI par Ben Barka et ses camarades, le PI a vécu une véritable idylle avec le pouvoir, pendant presque quatre années. En décembre 1962, il a joué un rôle important en faveur du « oui » lors de la campagne référendaire, dans l'espoir d'enfoncer l'UNFP et son leader le plus à gauche, Mehdi Ben Barka. Mais, ce triomphalisme inquiète Hassan II et le directeur général du Cabinet royal, Réda Guédira. Dès lors, début janvier 1963, les trois représentants du PI⁴¹, sont écartés du gouvernement par décision royale et, pour la première fois

40. Au lendemain de la chute du gouvernement Ibrahim, le MP participe au nouveau gouvernement en la personne de M'Barek Bekkaï, désigné comme nouveau ministre de l'Intérieur. Dans le premier gouvernement de l'ère Hassan II, le Dr. Khatib est ministre d'État chargé des Affaires africaines, tandis que Aherdane est ministre de la Défense. Le IIe Congrès du Mouvement est organisé à Marrakech, à la fin du mois d'octobre 1962. Les deux mille délégués, toujours sous la houlette du Dr Khatib et d'Aherdane, réaffirment leur fidélité au Trône. Mais ils réclament aussi davantage de postes ministériels et la constitution d'un grand ministère chargé des Affaires rurales. Hassan II constitue un nouveau gouvernement à la veille du référendum. Le Dr Khatib devient ministre de la Santé, remplaçant l'istiglalien Youssef Ben Abbès. Plus tard, Aherdane sera nommé à la tête du ministre de l'Agriculture et de la Réforme agraire.

41. Mohammed El Fassi, M'Hamed Douiri et M'Hamed Boucetta.

depuis 1958, aucun représentant du PI n'y participe plus !⁴² Trois raisons à ce renvoi : le PI entend reprendre une certaine indépendance pour mener plus librement sa campagne électorale des élections régionales et législatives en vue ; un différend l'oppose au roi en raison de l'abandon de facto de toute revendication sur la Mauritanie, alors que pour lui il s'agit d'un « territoire spolié » ; le verdict du Tribunal criminel de Nador, qui a condamné à mort trois adeptes de la secte Bahai, décision contestée par Guédira.

Forcés de démissionner par Hassan II, ils affirment avoir démissionné d'eux-mêmes ! Le PI entre désormais dans l'opposition.

L'Union marocaine du travail

C'est la principale force du pays à gauche au début de l'année 1963. Elle regroupe 600 000 adhérents représentatifs de tous les milieux de production⁴³. Au lendemain de son IIIe congrès, tenu à Casablanca, la Centrale a décidé de donner désormais la priorité à l'action syndicale sur l'action politique. Elle se bat essentiellement pour « la défense des salariés » au travail, sans trop se préoccuper du cas des chômeurs et surtout de la population sans emploi... Seule institution puissante dans le pays, son Secrétaire général entend tirer les conséquences de l'échec de l'opposition lors du vote sur le référendum constitutionnel. Il prend ses distances à l'égard de l'UNFP. L'UMT se dit « opposant privilégié de Sa Majesté ». Peut-être. Mais certainement pas opposée à Sa Majesté. Quoi que puissent affirmer certains de ses dirigeants dans leur discours, l'élaboration d'une Constitution avec un roi qui règne et ne gouverne pas, n'est plus son cheval de bataille.

De son côté, au cours d'une réunion de l'UNFP tenue à Paris début février 1963, Mehdi Ben Barka a reconnu l'échec de la prise de position du parti lors du référendum, ainsi que le succès remporté auprès des masses populaires par les discours du roi. Mais, au contraire de l'UMT, il

42. *Les Phares* du 8 janvier 1963 leur réplique, en rappelant un principe important de la direction du gouvernement hassanien. « Le roi n'a jamais admis que puisse exister en représentation au sein du gouvernement un parti politique quelconque, en tant qu'organisation et entité... Il traite M. Douiri, par exemple, « intuitu personnae » et non comme membre de l'Istiqlal. Sa Majesté Hassan II, par ailleurs, étant seul responsable de la politique qu'il élabore, ne peut, sans se contredire là non plus, limiter sa liberté de choisir ses collaborateurs. »

43. C'est un syndicat un peu à l'américaine, dirigé par son Secrétaire général, Mahjoub Ben Seddik. Les permanents de la Centrale sont alors en grande partie des fonctionnaires détachés, donc payés par l'État, aux ordres du Palais.

décide de « durcir » l'opposition du parti, en insistant pour que la qualité des militants prime sur la quantité. Pour lui : « L'option révolutionnaire est l'alternative crédible pour relever le défi lancé par le régime afin de faire du Maroc un État moderne, au peuple souverain ».

La préparation des élections législatives

Hassan II attache un grand prix à ces premières élections législatives du Maroc indépendant. Il a gagné haut la main le référendum constitutionnel, il veut dans la foulée gagner ces élections. Le pouvoir royal représente, en lui-même, une force politique considérable. Il a, à son entière dévotion, l'armée, la police, des services de sécurité, un encadrement politico-administratif hérité du Protectorat rattaché au ministère de l'Intérieur, une radio et une télévision aux ordres... Mais, pour tenter d'éliminer une fois pour toutes de la scène politique, les modérés (PI) et les radicaux (UNFP), il lui faut un parti à sa dévotion – une « courroie de transmission » qui lui donnerait une majorité parlementaire. Il confie donc à Guédira le soin de créer un nouveau parti, le « Front pour la Défense des Institutions Constitutionnelles » (FDIC) qui apparaît au grand jour le 20 mars 1963⁴⁴. Le soutien du Palais reste officieux. Hassan II entend, en effet, apparaître comme le principe unitaire du Royaume et non comme le chef d'un parti⁴⁵. C'est bien sûr ce que ne reconnaît pas l'opposition de gauche qui accuse le Roi de faire la politique de la réaction, des féodaux et des néo-colonialistes⁴⁶.

Si des divisions existent à gauche, il y en a aussi à droite, y compris au sein du MP. En ce qui concerne l'entrée dans le FDIC, un premier conflit surgit entre Aherdane, qui tient au maintien de l'indépendance du MP au

44. Ce parti rassemble en une véritable « machine électorale » : les « Indépendants Libéraux » de Guédira ; le MP d'Aherdane et Khatib ; des membres du Parti Démocrate Constitutionnel (PDC) comme Thami Ouezzani et des personnalités indépendantes (Driss Slaoui, Mohammed Bahnini, Laghzaoui, Hamiani...) tous membres de la coalition gouvernementale jusqu'au 8 juin 1965.

45. Après l'échec du FDIC, Hassan II contestera son rôle dans sa création. « Si je l'avais vraiment créé, je peux vous assurer qu'il aurait eu la majorité... J'ai plutôt laissé faire en disant qu'ils allaient se casser la figure. » *Hassan II. Mémoire d'un Roi* – op. cité, page 69.

46. Il est intéressant de relever la fidélité du Dr. Khatib à Hassan II. Au cours de sa longue carrière politique, il participe à plusieurs reprises à la mise en œuvre des désirs du souverain : ralliement de l'Armée de la Libération du Nord aux FAR en création ; formation avec Aherdane du MP, chargé d'œuvrer pour le Palais dans les campagnes ; contribution au rassemblement du FDIC dans l'espoir de gagner les élections pour le Roi. Beaucoup plus tard, on le retrouvera dans la création du PJD, un parti islamiste royal...

sein de ce front, et Khatib, partisan d'une intégration quasi totale. Il est vrai que les deux hommes bien qu'amis sont très différents⁴⁷. Le choix des candidats pour les élections aggrave encore les difficultés et l'on verra que si le Dr. Khatib est facilement élu à Aknoul, dans le Rif, Aherdane est battu à Khenifra, dans le Moyen Atlas.

Le FDIC devient d'autant plus important pour la préparation des élections que quinze jours avant celles-ci, l'UNFP décide d'y participer. Chassé du pouvoir, le PI ne va-t-il pas se retrouver en accord avec l'UNFP contre le Palais ? En fait, simplement pour ne pas mettre de candidats plus connus ou mieux placés dans les mêmes circonscriptions électorales – encore que l'on verra à Fès, Mohammed El Yazghi battre M'Hamed Douiri !

Mehdi Ben Barka fait de courts séjours au Maroc en ce début d'année, car il continue à avoir une intense activité internationale. En mars, de retour au pays, il sillonne les régions et participe à la création de nombreuses cellules du parti en vue de la préparation des élections législatives. Le 8 avril, il déclare au Congrès régional des syndicats agricoles de la province de Rabat que le pouvoir personnel est incapable d'accomplir une action sérieuse en faveur des paysans. Le 2 mai, il décide donc, avec les autres dirigeants de l'UNFP, la participation du parti aux élections. Pendant quinze jours, il mène à travers tout le Maroc une campagne électorale très active contre le pouvoir royal⁴⁸. Dans ses interventions, il n'hésite pas à menacer le roi d'un « affrontement direct », si celui-ci persiste à refuser de composer réellement avec l'opposition, c'est-à-dire de laisser librement celle-ci jouer son rôle. Quelles que soient ses critiques, sa violente campagne n'est pas dirigée contre le régime monarchique – comme cela a été trop souvent affirmé – mais contre le règne féodal et personnel d'Hassan II⁴⁹.

47. Aherdane est un homme de la campagne, un berbère, tandis que Khatib n'est devenu un « montagnard » qu'à l'occasion de son entrée dans la Résistance. Aherdane est un ancien officier de l'armée française ; Khatib, un homme de la ville qui a fait ses études médicales en France.

48. Son secrétaire, M'Hammed Awad, m'a conté combien il avait été le témoin des magnifiques réunions électorales, à Fès, Meknès, Kénitra, Salé et bien d'autres centres, où le leader de l'opposition de gauche avait été acclamé par des milliers de ses concitoyens.

49. Ainsi, dans un de ses discours, à Meknès, il s'écrit : « L'espoir est faible de voir le pays sortir de l'impasse dans laquelle il s'est engagé du fait des erreurs commises par le pouvoir royal absolu, en ce qui concerne les prochaines élections (...) Ceux qui sont au pouvoir n'ont, en effet, d'autres soucis que de s'y maintenir (...) Ils tentent d'ériger ce pouvoir avec l'appui d'un parti gouvernemental, qui se sert des moyens de l'État, de ses agents, de sa police, de ses magistrats, pour opprimer le peuple et faire pression sur sa volonté (...) Ces gens, nous les mettons en gard (...) Nous ne pouvons en tant que parti politique, endormir le peuple et le tromper, comme le Wafd l'a fait en Egypte pendant trente années et jusqu'à l'explosion de la révolution (...) ».

Dès lors, plus que jamais, les circonstances mettent face à face l'homme qui incarne le pouvoir, le roi Hassan II, et l'homme qui représente l'opposition socialiste, à la fois intellectuelle et populaire, Mehdi Ben Barka ! Une interview donnée à *Jeune Afrique*⁵⁰ me paraît significative :

« Notre adversaire réel n'est pas M. Guédira (...). Notre adversaire est celui qui refuse de remplir la tâche qui était naturellement la sienne, c'est-à-dire celle d'arbitre qui aurait dû se situer au-dessus des partis et qui s'est transformé en chef d'une coalition d'intérêts. Nous voulons parler du Roi (...). Guédira n'est que l'instrument politique du Palais. Et ce n'est pas l'instrument qui nous préoccupe. C'est la politique en question (...). Il s'agit pour le Palais de poursuivre l'entreprise menée depuis l'indépendance, c'est-à-dire l'émiettement du Mouvement National en une série de partis, de manière à ne pas se trouver face à un adversaire puissant (...). En somme ce régime qui prétend, dans la Constitution qu'il s'est donné, interdire le parti unique, est en réalité en train d'essayer d'installer son parti unique, c'est-à-dire le parti de l'Administration ».

« Le Mouvement National a été victime d'un coup d'État typiquement réactionnaire en avril 1960. Poussé par le prince héritier, Mohammed V nous avait fait quitter le gouvernement contre notre gré (...). L'opposition au gouvernement Ibrahim, c'était le prince héritier qui la dirigeait de l'intérieur (...). Il se méfiait de nous. Il disait à son père que nous voulions mettre en question le principe monarchique (...). Or, c'est nous qui avons restauré le prestige de la monarchie dans ce pays (...). En 1955, à E. Faure, étonné, nous avons demandé le préalable de la libération du roi. Nous avons donc bien soutenu la monarchie, mais à une condition expresse, qui était claire dans l'esprit de tous : créer nous-mêmes une monarchie constitutionnelle où le roi aurait été le symbole de la continuité des institutions et où un gouvernement responsable aurait exercé le pouvoir. En fait, voilà à quoi nous avons abouti : la Constitution a été octroyée. Elle a laissé au roi toute la réalité des pouvoirs. Cela peut apporter le pire (...). S'il y a un homme qui sabote la monarchie, c'est bien le roi lui-même (...) en mettant l'État entre les mains d'hommes qui n'ont strictement aucun répondant populaire (...). Nul ne peut dire jusqu'où iront les choses. À cette tentative de mainmise de l'Administration sur le peuple, nous serons obligés de riposter et nous ne pourrions plus exister en tant que parti légal. La page sera tournée pour le Mouvement National, qui entamera alors une nouvelle étape de ce combat ».

50. n° 129 du 8 – 14 avril 1963, parue sous le titre *La gauche marocaine riposte*.

Ce n'est pas pour autant une « déclaration de guerre » contre Hassan II. L'interview est d'ailleurs co-signée par Abderrahim Bouabid, le n° 2 du parti. Or, celui-ci n'a jamais soutenu les radicaux de l'UNFP, partisans depuis sa création – voire pour certains depuis 1956 – de poursuivre la lutte armée de la Résistance contre le pouvoir royal, en particulier contre le prince Moulay Hassan – Hassan II –, toujours lié, selon eux, aux anciens collaborateurs du protectorat et aux néo-colonialistes.

Le 17 avril, le Roi prend au dépourvu le pays et annonce qu'il fixe au 17 mai les élections à la Chambre des Représentants, qui seraient suivies des élections communales, des élections régionales et, enfin, des élections à la Chambre des Conseillers⁵¹. Le 19 avril, le journal du PI, *Al-Alam* réplique en évoquant des « élections frauduleuses », « une initiative tendant à mettre les forces vives du pays devant le fait accompli ». La veille, *At-Tahrir*, le journal de l'UNFP, avait été encore plus violent, « une grave conspiration menace l'avenir du peuple marocain ». Dans un communiqué, le parti dénonce le caractère trompeur des discours royaux et s'en prend surtout à la création du FDIC⁵². En réponse, *Les Phares* ne manquent pas de riposter : « Le Maroc désignera le 17 mai prochain ses Représentants. Première pierre d'un édifice que nous soutenons, que nous voulons solide, sain et durable. Quelques jours nous séparent de cet événement qui restera sans nul doute l'une de ses rares bornes lumineuses qui jalonnent le long cours de l'Histoire d'un pays »⁵³.

Le combat, voulu et proclamé par Mehdi Ben Barka, est bien un combat politique : l'annonce par l'UNFP de sa participation aux élections

51. Le roi ajoute solennellement : « La Constitution, nos traditions, l'ensemble des principes que notre Monarchie a su observer depuis des siècles, ainsi que les règles propres que je me suis données à moi-même (...) tout cela me fait une obligation constante de ne point guider ou orienter le choix populaire (...) ». Une fois de plus, un beau discours, démenti par la création du FDIC et par les ordres donnés aux agents du Royaume de « guider » le choix dans les campagnes. Quelques jours avant les élections Hassan II recommandera d'ailleurs à ses sujets de voter pour ceux « qui sont déterminés comme vous et comme Nous à demeurer fidèles aux orientations de la Constitution ou à ses principes ».

52. Il conclut ainsi : « Le palais royal qui commet de tels actes de détournement de pouvoir ne peut se déclarer arbitre. Il se permet de mettre à la disposition d'un groupement de fantoches, de traîtres et de courtisans, l'appareil administratif de l'État, avec ses agents, la radio et la télévision. Il choisit donc de devenir parti au conflit et de généraliser une situation d'illégalité à tous les échelons dans l'ensemble du pays. Il prend ainsi une très lourde responsabilité devant le peuple marocain, l'opinion arabe et africaine et l'opinion internationale ».

53. L'article poursuit : « Le Roi, comme le peuple, voulaient de toute la force de leur volonté organiser le Maroc en démocratie véritable, où chacun puisse jouir de sa liberté (...) Ils voulaient résister à la tendance dictatoriale d'un parti. Et ils ont résisté, puisqu'ils ont vaincu. Leur victoire, ils l'emportèrent ensemble le 7 décembre 1962 (...) Il appartient désormais au Peuple de faire preuve de vigilance, de liberté, de conscience et de clairvoyance pour ne point confier le sort de ses libertés aux ennemis de la liberté ».

en est la preuve. À cette occasion, le parti publie un important manifeste au peuple marocain, dans lequel il se déclare, pour la première fois, adversaire du régime féodal et personnel auquel il faut mettre fin⁵⁴. Mehdi Ben Barka n'a pas oublié l'accueil formidable que lui a réservé le peuple marocain lors de son retour au Maroc une année auparavant et les succès qu'il a rencontrés dans tous ses déplacements régionaux. Sa confiance est telle qu'il pense qu'avec ce peuple, il changera par la voie électorale le cours des choses.

Aux discours de Ben Barka, Hassan II répond, en quelque sorte, le 15 mai, à la veille des élections, par un appel à son « Cher Peuple » :

« Quel que soit le choix qui sera fait, il importe que nous sachions que (...) le Maroc a choisi de bâtir son avenir dans le cadre de la liberté et de la démocratie et que l'expérience que notre pays entreprend actuellement (...) réussisse pleinement ». Une phrase de cette intervention frappe tous les observateurs : « Je préfère gouverner ce pays avec le concours de 144 Marocains authentiques, quel que soit leur niveau intellectuel, s'ils sont les fidèles interprètes des aspirations et du génie marocain. Ceux-là, je les préfère à 144 intellectuels, ingénieurs, médecins, avocats ou autres, n'ayant aucune connaissance des problèmes marocains, ni des besoins du pays, incapables de veiller à la conservation et à la sauvegarde de nos traditions de dignité et de fierté et ignorant que le Maroc a été une nation libre, indépendante et puissante⁵⁵ ». (*Sic !*).

Voici donc Ben Barka et Hassan II plus que jamais face à face : d'un côté, le désir d'une transformation radicale des structures du pays, s'appuyant sur la jeunesse et la classe ouvrière ; de l'autre, le choix d'une démocratie théorique, conservatrice, s'appuyant sur les forces traditionnelles du pays.

54. « La question n'est pas celle de l'amélioration du régime, ni même de sa modification ou de son adaptation. Le problème est celui de son abolition »

55. Cette affirmation m'a rappelé une conversation avec le Secrétaire général administratif du protectorat, M. Durand, lors de mon retour au Maroc en septembre 1954 : « Votre père et vous, vous ne connaissez que des avocats, des médecins, des pharmaciens et autres nationalistes intellectuels marocains, loin de toute réalité concrète quant aux désirs de leurs compatriotes. Voilà plus de trente ans que je vis dans ce pays. Je peux vous affirmer que l'homme de la rue, le Marocain du peuple, ne cherche qu'une chose, obtenir un poste de « chaouch » (huissier) dans une administration ». (*sic !*). Il m'avait été facile de lui répliquer : « Nous avons certes des contacts avec des intellectuels (...). Mais vous, depuis votre arrivée au Maroc, vous ne connaissez du peuple marocain qu'à travers le « chaouch » installé à la porte de votre bureau, votre chauffeur et votre femme de ménage, votre « Fatma » comme vous l'appellez sans doute, comme tous nos compatriotes français du Maroc, avec plus ou moins de condescendance. »

Les élections législatives du 17 mai 1963

Malgré les nombreuses manoeuvres dans les campagnes par les hommes du ministère de l'Intérieur, le résultat est une quasi-victoire pour l'opposition, tant de l'UNFP que du PI, même si le pouvoir royal obtient (après manipulation) une très courte majorité par le FDIC auquel se sont ralliés six députés « neutres », 75 sièges sur 144 ! L'opposition, bien que divisée, rassemble aussi, comme le FDIC, 69 députés : 41 du parti de l'Istiqlal ; 28 de l'UNFP. Le PI a principalement gagné dans les grandes villes de l'intérieur, certaines plaines ; l'UNFP dans celles de la côte, dans le Gharb et dans le Souss, c'est-à-dire dans la partie du pays la plus développée sur le plan économique, social et culturel. Certains observateurs estiment même que l'UNFP aurait dû avoir le double d'élus, sans les trucages !

Mehdi Ben Barka pour sa part remporte un très large succès dans les quartiers populaires de Yacoub El Mansour à Rabat. Dans la capitale d'ailleurs, au soir du scrutin, quatre candidats – dont le professeur Mohammed Lahbabi – sur quatre ont été élus ! Comble du comble, même le candidat de l'UNFP pour la circonscription électorale englobant le Mechouar et le quartier des Touargas, c'est-à-dire le Palais royal ! C'en était trop : toutes proportions gardées, c'est Rome ou Paris livrées à des députés d'extrême gauche ! Et, le lendemain matin, un « indépendant libéral », ami de R. Guédira, membre du FDIC, Mohammed Bargach, est annoncé officiellement comme l'élu de la circonscription par le ministre de l'Intérieur, en lui attribuant tout simplement les voix obtenues par le candidat de l'UNFP⁵⁶ ! À Kénitra, Abderrahim Bouabid obtient aussi un véritable triomphe. À Salé, un jeune de l'UNFP, Mehdi Alaoui, est préféré par les électeurs à l'un des leaders du PI, le modéré Boubker Kadir. Abdelwahed. Radi est élu à Sidi-Slimane... À Fès même, où la majorité des élus se trouvent membres du PI, un jeune candidat, Mohammed El-Yazghi, triomphe d'un membre important de ce parti, le premier polytechnicien marocain, M'Hamed Douiri, ancien ministre. À Casablanca, le maire de la ville, le bâtonnier Maati Bouabid – alors UNFP – bat le candidat du FDIC, Me Thami Ouezzani, ancien ministre⁵⁷.

56. Parmi les scrutateurs se trouve Mohammed Frej qui me raconte, que l'urne et les scrutateurs ont été gardés toute la nuit par l'armée pour que les vrais résultats ne soient pas proclamés... (Entretien avec l'auteur en avril 2004). Je peux témoigner de cette « magouille » car je suivais de très près le déroulement des élections. Or, j'avais entendu le soir à la radio l'annonce de quatre députés membres de l'UNFP, élus à Rabat.

57. L'UNFP a partout bénéficié des voix des membres du PCM interdit, ainsi que des syndicalistes de l'UMT, laissés libres du choix de leur vote par une direction qui, elle, a refusé de s'engager en tant que telle. Elle a tout de même confié à ses militants qu'il leur fallait voter pour des candidats « progressistes ».

Du côté du pouvoir, l'échec est patent : six ministres à étiquette FDIC sont battus. Un seul a été élu, le ministre de l'Intérieur, Guédira. A priori, courageusement : il s'est présenté à Casablanca, dans la circonscription difficile des « Carrières Centrales », un des fiefs de l'UMT et de l'UNFP ! Mais la distribution à la population sans ressources de farine américaine – les fameux sacs, avec mention en grosses lettres rouges « Don des États-Unis d'Amérique » –, voire la distribution de sommes d'argent aux électeurs rapportant le bulletin de vote de l'UNFP... donne une tout autre signification à la bravoure du ministre !⁵⁸

Pour mieux se rendre compte de l'échec réel du pouvoir royal, il y a lieu de mettre aussi, en parallèle, le pourcentage des sièges obtenus par chacun des partis et le pourcentage des voix :

FDIC	69 sièges	48 %	voix 34 %
PI	41	28 %	30 %
UNFP	28	19 %	23 %
Neutres	6	5 %	13 %

Ainsi, si le FDIC et les neutres ont obtenu 53 % des sièges, PI et UNFP ont obtenu 53 % des voix, donc la majorité dans le pays !

Le FDIC est certes proclamé vainqueur des élections. Mais fort loin d'une majorité absolue espérée par Hassan II qui voterait ses projets politiques. Par ailleurs, si la liberté d'opinion et la liberté d'expression, la liberté de vote, ont été dans l'ensemble indiscutables dans les villes, nul n'ignore que les campagnards, eux, se sont trouvé, bon gré, mal gré, dans l'obligation de voter pour le candidat de l'administration, c'est-à-dire pour le Roi.

Hassan II ne peut accepter pareil affront, d'autant que l'UNFP n'a décidé de participer au vote que 15 jours avant les élections ! Dans le conflit qui l'oppose à Mehdi Ben Barka, ce dernier a incontestablement triomphé, et par la voie démocratique ! Sa virulente campagne électorale, pendant les semaines précédant les élections, a fait mouche.

Au lendemain des élections, quelques extraits de la presse marocaine ou française sont significatifs⁵⁹. Pour sa part, *Al Istiqlal* affirme : « Pour

58. Cet exemple se poursuivra dans toutes les élections législatives à venir jusqu'à celles de septembre 2002.

59. « Le Maroc (...) a vécu des journées historiques et l'on peut dire à l'issue de ces premières élections que le Maroc est définitivement entré dans une ère démocratique (...) Nous l'avons fait dans les conditions de liberté, de sincérité et de dignité que chacun de nous en observateur impartial, en scrutateur objectif, a pu constater, je dirai même a pu vivre avec nous (...) ». *Les Phares*, n° du 25 mai 1963, conférence de presse de Guédira du 21 mai. Et l'hebdomadaire d'analyser le résultat des élections : « Le Parti de l'Istiqlal, le plus ancien parti marocain, sort incontestablement vaincu de l'épreuve (...) il a reçu un coup

des premières élections législatives, le Pouvoir a montré qu'il était déjà maître dans l'art de truquer, cela présage des lendemains obscurs pour la démocratie... »⁶⁰. En France, *L'Aurore* écrit : « Quelle amère déception pour Hassan II. Cinq mois après le triomphe du référendum constitutionnel, les élections législatives ne donnent même pas au FDIC, le parti royaliste, la moitié des mandats au Parlement (...). Ces médiocres résultats obtenus par les monarchistes inconditionnels sont d'autant plus frappants que pour assurer la victoire aux candidats du gouvernement tout avait été mis en œuvre : circonscriptions découpées à l'avantage du bled ; pressions exercées par les fonctionnaires ; distribution de denrées ; voire trucage des urnes ». *Paris Presse l'Intransigeant* : « Le bled marocain reste royaliste. Mais les villes ont préféré Ben Barka à Hassan II. C'est la grande leçon des premières élections législatives au Maroc ». *Le Monde* est plus réservé et n'hésite pas à titrer : « Le Maroc entre dans l'ère démocratique ».

Dès le 22 mai, l'UNFP proclame : « La lutte doit se poursuivre avec la même énergie sur le plan local en vue des prochaines élections communales et municipales. La date du scrutin est fixée au 28 juin. Cette décision précipitée explique encore une fois la volonté du gouvernement de surprendre des électeurs et les partis politiques (...) il s'agit de mener une lutte aussi acharnée et efficace que pour les élections précédentes contre les agents du FDIC royal ».

Toutefois, en juin, des difficultés sont suscitées aux partis. C'est d'abord l'arrestation de plusieurs élus de l'Istiqlal ainsi que celle de membres de ce parti. C'est ensuite le refus d'enregistrer le dépôt de candidature de militants de l'UNFP et du PI. Les deux partis envisagent donc de boycotter purement et simplement les élections à venir. De son côté, le FDIC – divisé en son sein entre les amis de Guédira et ceux du MP – n'est pas prêt. Les élections sont donc finalement renvoyées.

mortel dont il ne se relèvera plus. L'UNFP, pour sa part est apparue à la plupart des observateurs comme le grand vainqueur des élections. Mais cette opinion repose sur une double équivoque. La première consiste à opposer les résultats qu'elle vient d'obtenir avec ceux qu'elle avait réunis au moment du référendum. Or, les deux choses n'ont rien à voir, notamment parce que Sa Majesté le Roi est resté étranger aux opérations électorales. Que demain elle intervienne personnellement, et comme par le passé, l'UNFP se retrouvera sur le sable les membres rompus. Le FDIC, ses résultats ont déçu tout le monde et c'est chose compréhensible car chacun s'attendait à lui voir prendre les 2/3 des sièges. Pourtant, c'était là faire preuve d'une singulière témérité (...) Il demeure que le FDIC a objectivement remporté un authentique succès et de très grande portée (...) Parti majoritaire à l'Assemblée avec 69 députés, le FDIC se trouve à un point de départ, tandis qu'aussi bien l'Istiqlal que l'UNFP en sont à un point d'arrivée ».

60. Sous le titre : « *La démocratie est mal partie* » du 26 mai 1963.

Hassan II ne veut pas que ces nouvelles élections voient à nouveau le triomphe des deux partis de l'opposition. Il n'ignore pas que, depuis des semaines, quelques cellules de militants activistes de gauche envisagent de « déclencher dans le pays une rébellion armée ». L'éternel rêve pour certains du « grand soir » ! Il en profite pour laisser supposer la découverte d'un « complot de la gauche contre le pouvoir royal », animé par Mehdi Ben Barka, bien sûr ! Ainsi, de facto battu, lors des élections du 17 mai, Hassan II va savourer sa vengeance dans le « complot de juillet contre la monarchie », qui lui permettra de mater les opposants, ceux de l'UNFP en premier lieu, les plus dangereux.

Les drames de l'été 1963 – La répression

Le « complot de juillet »

Le 15 juin 1963, comme par hasard, des militants de l'UNFP sont officiellement arrêtés, entre autres un étudiant, Moumen Diouri, accusé d'avoir préparé une attaque contre la base américaine de Kénitra pour s'y procurer armes et munitions. Or, ce fait était connu des Services de police depuis le début de l'année 1963 !

Le 16 juillet, l'UNFP organise en son siège une importante réunion rassemblant à Casablanca ses élus de tout le Maroc et les cadres du parti. Il s'agissait d'examiner la question des prochaines élections municipales, désormais fixées au 28 juillet. Trois journalistes, deux Marocains, dont M. Benkirane, directeur du *Maroc Information* et un Américain, M. Cooley, sont présents dans la salle... L'entourage du Palais n'hésitera pas à affirmer néanmoins : « Ils se sont réunis pour comploter contre le Roi » !⁶¹

D'importantes forces de police se groupent vers 18 h aux alentours de l'immeuble⁶². Alertés, les élus décident de demeurer sur place et d'en verrouiller toutes les portes. À 21 h les forces de police les enfoncent, l'arme au poing, et procèdent à l'arrestation des 120 personnes présentes. Parmi elles, plusieurs députés (21 sur 28)⁶³. Bouabid⁶⁴ et Zemmouri sont relâchés le soir même, ainsi que le journaliste américain, après intervention

61. Hassan II sera moins affirmatif par la suite. Il dira dans *Hassan II. La Mémoire d'un Roi*, op. cité, page 93 : « Le terme de complot peut se discuter. »

62. L'UNFP est piégée : c'est le renouvellement, un peu plus de dix années après, de la « souricière » de décembre 1952.

63. Dont Abderrahman Youssoufi, Mohammed Teber, Abderrahim Bouabid, Mehdi A laoui, Mohammed Mansour, Hassan Zemmouri, Omar Benjelloun, Mohammed El Yazghi...

64. En laissant libre Bouabid, Hassan II n'abat pas complètement un parti qui lui est hostile. Mais, en même temps, cela permettra à celui-là d'être le chef de file des avocats lors du procès qui suivra !

de l'ambassadeur des États-Unis. Aucun membre de l'UMT n'est parmi les militants arrêtés⁶⁵.

Tous les détenus, beaucoup les yeux bandés et les mains menottées, sont conduits au commissariat central de Casablanca, le tristement célèbre *Derb Moulay Chérif*. Les « comploteurs » y restent, certains une semaine – dont les deux premiers jours, selon leur témoignage, sans la moindre nourriture – ; d'autres plusieurs semaines, sans connaître le pourquoi de leur arrestation ! Nombreux sont torturés pour « avouer leur méfait », soit en ce commissariat, soit en d'autres lieux secrets où ils ont été transportés⁶⁶. Mais comment faire avouer des « comploteurs », lorsque, la plupart ignorent les faits qui leur sont reprochés ! Certains, hélas, apeurés, dénoncent un voisin, un camarade, pour tenter de s'en sortir personnellement, au risque de voir celui-ci torturé jusqu'à ce que mort s'en suive, comme ce fut le cas ! Quelques-uns des détenus sont libérés au bout de ces semaines, les autres déferés à la justice⁶⁷.

D'ordre d'Hassan II, la répression, sensible au moment des élections législatives, sévit cette fois avec beaucoup plus de rigueur et de violence. Ainsi, dans les jours qui suivent le 16 juillet, des centaines de dirigeants nationaux, régionaux, locaux, de militants de base de l'UNFP, sont arrêtés dans tout le pays, toujours au motif de la découverte d'un vaste complot destiné à abattre le roi, voire la monarchie⁶⁸ !

Juillet-Août marquent la première grande période d'arrestations arbitraires, de disparitions sans retour, de tortures, de répressions diverses que

65. La Centrale, comme le PI de son côté, va bien refuser de participer aux élections communales, mais, le fossé se creuse un peu plus entre les dirigeants du parti et ceux du syndicat.

66. D'aucuns évoquent des coups de bâton ou de tuyaux ; la suspension au bout d'une corde, la tête en bas plongée dans une bassine d'eau, puis ressortie, puis replongée, etc. ; la fixation d'électrodes sur les lèvres, aux oreilles, aux parties génitales...

67. Une délégation de l'Union Internationale des étudiants (UIE) est venue enquêter au Maroc du 7 au 19 octobre 1963. Elle a dressé l'ensemble des faits ci-dessus relatés dans un rapport publié sous le titre « *Le complot* ». A propos de la « souricière », *La Croix*, du 18 juillet 1963, évoque des « arrestations surprenantes à l'approche d'élections annoncées par le Palais comme devant se dérouler dans un climat de liberté... ». *Le Monde*, du même jour, fait état lui aussi de ces arrestations. Il rapporte que toutes les communications téléphoniques et télégraphiques entre le Maroc, l'Allemagne, la France et probablement l'ensemble des pays étrangers sont interrompues depuis le 17 juillet. *Al Alam*, du 18 juillet, analyse la situation : « Il faut voir dans l'arrestation des représentants de tel ou tel parti, une offensive dirigée contre le peuple qui les a élus (...). C'est une vengeance, un défi suprême à la volonté du peuple, une affaire suprême contre la liberté ».

68. Le 17 juillet, par exemple, le journaliste Abdelatif Jebro est arrêté – alors qu'il se rendait à la réception annuelle de l'ambassade d'Irak – par un commissaire de police alors peu connu, Driss Basri ! Peu de temps après celui-ci arrête « l'âme (prétendue) du complot », Mohammed Basri. Cela lui donnera une notoriété lui permettant de devenir une personnalité de premier plan dans la police, puis ministre de l'Intérieur.

connaît le peuple marocain, prélude aux nouvelles arrestations, disparitions, tortures, en 1965, puis dans les années 1970-80... À partir de ces mois une « chape de plomb » recouvre le peuple marocain. Elle ne sera levée, et encore en partie seulement, qu'à la veille de la mort d'Hassan II, trente-six années après ! Il s'agit de châtier les élus de l'opposition lors des dernières élections et de barrer la route à tous les candidats progressistes lors de nouvelles élections. Quelle est donc la réalité de leur « crime » ? Essentiellement d'être de gauche, de contester le pouvoir en place, non respectueux entre autres, des droits de l'Homme et de la liberté d'expression. La situation féroce et répressive est générale dans tout le pays, du nord au sud, d'est en ouest. D'après certains observateurs plus de 5.000 citoyens ont été arrêtés, certains relâchés au bout de quelques jours. D'autres, au bout de quelques semaines ou plusieurs mois. D'autres ont « disparu » à tout jamais⁶⁹.

Aux yeux du Roi, Guédira a « mal réussi » les élections de mai. Il est difficile pour autant de lui faire endosser les grandes purges des militants et sympathisants de l'UNFP envisagées par le Palais. Le souverain désigne donc un nouveau ministre de l'Intérieur, Ahmed Hamiani, qui, le 19 juillet, à un envoyé de la Radio Télévision Française, fait porter la responsabilité du « complot » sur Mehdi Ben Barka ! Le ministre, dans sa déclaration, fait « aussi état de la découverte de deux dépôts d'armes le 18 juillet ».

C'est, une fois de plus, désigner le leader de l'opposition comme l'ennemi n° 1 du pouvoir royal. Lors de la « souricière » Ben Barka manquait effectivement à « l'appel ». Courant juin, il avait quitté le pays pour le Caire et Bagdad, chargé d'une mission de réconciliation entre le président Nasser et le parti Baas irakien. Il a vite compris pour autant qu'ayant moralement perdu les élections du 17 mai, Hassan II chercherait par tous les moyens à « avoir sa peau ». Ben Barka n'avait pas fui le pays. Il y avait d'ailleurs, dans le même avion, Oufkir et Mohammed Cherkaoui, l'ambassadeur du Maroc en France ! M'Hamed Awad, son secrétaire, l'a accompagné à l'aéroport. Il m'a rapporté la dernière parole de son « patron » : « M'Hamed, tu es resté fidèle ! » Oui, s'il en est un

69. *Le Monde* s'exprime ainsi le 19 juillet : « S'il est en Afrique un État qui paraît à l'abri des complots ou des putschs, c'est bien le Maroc. Le régime monarchique est, aujourd'hui comme hier, assuré du plus large soutien populaire et de l'appui de l'armée... On est surpris d'apprendre que le Maroc peut être le théâtre, comme ces pays du Proche-Orient, dont il dénonce volontiers l'instabilité et les mœurs politiques, d'entreprises de subversion et de conspirations médiévales... La politique de l'UNFP comportait, sans doute, une part d'action clandestine. Mais cela suffira-t-il pour établir la preuve d'un véritable complot... il est troublant de constater que depuis son demi-échec aux élections du 17 mai, le gouvernement a brusquement durci son attitude à l'égard de l'opposition, Istiqlal d'un côté, UNFP de l'autre. ». Editorial sous le titre *De l'opposition à la conspiration ?*

qui est resté fidèle d'entre les fidèles, encore aujourd'hui au Maroc, à la pensée, aux dires et à l'action de Mehdi Ben Barka, c'est bien M'Hamed Awad !

Le Conseil national de l'UMT se réunit le 20 juillet pour examiner la situation au lendemain des mesures répressives prises contre les camarades de l'UNFP⁷⁰. Et, la Centrale décide le boycott des élections locales prévues le 28 juillet.

Mehdi Ben Barka déclare au Caire le 30 juillet : « La démonstration est aujourd'hui faite que le pouvoir féodal et personnel au Maroc n'est qu'une dictature policière, cherchant à asseoir sa domination derrière le paravent d'élections truquées. » Il s'installe alors à Genève. Il constitue un Comité de défense des inculpés qui réunit de nombreuses personnalités de la gauche française autour du professeur Charles-André Julien. Désormais, il ne rentrera plus au Maroc. Sa vie ne sera plus que celle d'un exilé ; mais d'un exilé très actif pour son pays.

Toutefois, peu après son installation en Suisse, Hassan II lui envoie, fait à relever, un ancien sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères, Mohammed Alaoui, pour l'informer que le roi était prêt à collaborer avec l'UNFP à condition que lui, Ben Barka, en soit d'accord, et qu'il soit présent au Maroc. N'est-ce pas ce qui se déroulera à nouveau deux ans plus tard, lors de la première partie de l'opération « retour de Ben Barka au Maroc » ? Toujours est-il que celui-ci répond à cet émissaire « qu'il ne voyait qu'avantage à ce que le Roi fasse une ouverture en direction de l'UNFP, mais que celle-ci pouvait très bien se faire, hors de sa présence, en contactant les autres dirigeants du parti toujours au pays ».

Quels que soient ces « bons sentiments » apparents, il n'empêche que dès le déclenchement de la répression, la police a envahi la maison du leader marocain avenue de Témara, en l'absence de son épouse et de ses enfants mais en présence d'un parent, qui a assisté à la razzia de toutes les archives de Ben Barka, de tous ses documents, de tous ces livres...

En vacances en France, depuis le 13 juillet, je trouve dans la presse française quelques analyses intéressantes de la situation au Maroc – en plus de celles déjà relevées. *Témoignage Chrétien* (TC) du 25 juillet par exemple : « Pour tenter de discréditer ses adversaires, il était tentant pour le gouvernement marocain de monter de toutes pièces cette affaire de complot (...) à la veille de nouvelles élections. Ficelle un peu grosse ! (...) Le souvenir de méthodes employées en 1958/59 (par le prince Moulay Hassan) pour briser la révolte du Rif, ne laissait aucune illusion aux dirigeants de l'UNFP sur les chances d'une conspiration. ». *Le Monde* du

70. La direction raidit sa position à l'égard du pouvoir pour suivre l'opinion de ses militants de base. Et, Mahjoub Ben Seddik affirme « le refus de la classe ouvrière de cautionner une fausse démocratie par sa participation aux organismes soi-disant représentatifs. »

7 août donne la parole au professeur Charles André Julien, qui s'exprime sous le titre « *Qu'en est-il du complot au Maroc ?* »⁷¹. De son côté, Jean Lacouture y écrit : « Quelle était la situation le 18 juillet 1963 dans le royaume chérifien ? Deux mois plus tôt s'étaient déroulées des élections législatives (...) Bien que des abus et des irrégularités aient émaillé le scrutin (...) bien que les tenants de l'UNFP se soient vu frustrés d'une bonne part des bulletins qui leur étaient favorables (...) comment un parti disposant de si bonnes cartes d'avenir et qui pouvait tableer sur d'autres succès lors de trois autres séries de consultations prévues en 1963, aurait-il choisi de se lancer dans l'aventure et la violence, au Maroc, où le pouvoir central contrôle fermement la police et l'armée ? ».

Ben Barka, de son côté, fait parvenir au *Monde* une déclaration, le 9 août : « Des centaines de dirigeants et de militants de l'UNFP sont séquestrés depuis trois semaines par la police du Maroc, dans ses locaux ou dans des villas spécialement aménagées à Rabat et Casablanca par les Brigades spéciales, à des fins d'interrogatoires ».

Au Maroc même, le journal de l'ex-PCM, *Al Moukafih*, donne le 1^{er} août son opinion sur les « vrais comploteurs »⁷².

La partie s'annonce désormais difficile pour Hassan II. Lors de son récent séjour parisien, il a annoncé son intention de remanier son équipe ministérielle, en fonction du résultat des élections communales. Cette consultation est désormais, d'avance, inopérante. Par ailleurs, la fameuse « ouverture à gauche », affirmée par certains observateurs, s'annonce impossible. Bien au contraire, une lutte à outrance s'engage entre le Palais et l'opposition progressiste. Au demeurant, des divergences apparaissent quant à l'appréciation des derniers événements du côté du pouvoir. Les déclarations du ministre de l'Intérieur, Hamiani, de Guédira (toujours directeur général du Cabinet royal) ou celles du colonel Oufkir, directeur général de la Sûreté nationale, ne vont pas tous dans le même sens...

71. « Je connais de longue date Ben Barka, Bouabid et Mehdi Alaoui (...) Jamais, au grand jamais, aucun d'eux ne s'est montré factieux (...) Je ne puis m'expliquer pourquoi ils auraient choisi la politique aberrante du complot, alors qu'ils allaient disposer à l'assemblée d'une tribune qui permettrait à leurs élus de porter librement leurs projets à la connaissance du pays, et cela à la veille d'élections municipales, dont les résultats probables dans les grandes villes leur faisait espérer l'entrée en force de l'UNFP dans la Chambre des conseillers (...) »

72. « (...) Les vrais comploteurs contre la sécurité intérieure sont ceux-là mêmes qui ont confisqué au lendemain de l'Indépendance tout le pouvoir d'État, au profit de leur classe et au détriment du peuple ; ceux-là mêmes qui ont refusé catégoriquement l'élection d'une Assemblée constituante souveraine, la seule capable de doter le pays d'institutions populaires, conformes à l'esprit de notre époque et au génie de notre peuple (...) La mise en application de la Constitution devient une fraude permanente, une machine gouvernementale pour l'élection d'une chambre sur mesure. ».

Des amis marocains me demandent de rentrer au plus vite au Maroc pour participer à la défense des militants arrêtés – du moins ceux officiellement détenus à la prison de Kénitra. Dans l'avion qui me ramène au Maroc je m'interroge sur le fond de l'affaire, d'après les articles des journaux et les communiqués du pouvoir que j'ai pu examiner. Existents-ils deux gauches au Maroc ? L'une disposée à jouer le jeu de la démocratie et d'accéder normalement au pouvoir ; l'autre, ne croyant qu'à l'action révolutionnaire, éventuellement violente, sans doute en dehors des partis ? Mais Hassan II, lui-même, est-il prêt à reconnaître le cadre constitutionnel, dont il se gorge dans tous ses discours ?

De retour à Rabat, je trouve à mon cabinet le *Bulletin Presse Inter*, « le seul bulletin libre d'information au Maroc » selon son sous-titre, daté du 26 août. Je lis en page 11 : « Selon l'hebdomadaire de langue arabe, *La Paix Africaine*, des membres de l'OAS seraient disposés à assassiner en Suisse actuellement M. Mehdi Ben Barka. Moyennant finance, l'organisation terroriste française se chargerait d'assassiner tout marocain que l'on voudrait bien lui indiquer ! ». En page 19, le même bulletin fait état d'un « livre blanc » que vient de publier le PI sur la répression au Maroc⁷³.

Je suis, dès mon arrivée, constitué par une première famille, celle de M. Ghomari, ancien Secrétaire général de l'Entraide Nationale à Rabat⁷⁴. Cette famille sait que ce parent est arrêté depuis six semaines environ et qu'il est incarcéré à la prison centrale de Kénitra. En revanche, elle n'a jamais pu le rencontrer et n'a même jamais reçu de nouvelles directes après son arrestation ! Bien vite, je m'aperçois qu'il en est ainsi pour toutes les familles. Black-out scandaleux sur ordre du Palais royal, rendant l'atmosphère encore plus pénible pour tous les Marocains !

Je rencontre le juge d'instruction et l'informe de ma constitution en lui remettant une lettre de la famille du client. Il ne fait aucune difficulté pour me donner un « permis de communiquer ». A-t-il eu des instructions expresses ? Aucun de mes confrères marocains, également constitués, n'a reçu à ce jour de « permis ». Mais se sont-ils eux-mêmes présentés chez le juge, compte tenu du climat de suspicion qui règne alors ? Je

73. Il comporte huit chapitres : « la corruption ; les pressions et intimidations ; les atteintes aux libertés d'expression, de réunion et de circulation ; les trucages et irrégularités ; les arrestations et emprisonnements ; les exactions et voies de fait ; les assassinats (...) » « Août 1953 – août 1963 : le Maroc vient de faire un bond de dix ans... en arrière : « Août 1953 : c'est le point culminant de la tragédie marocaine imposée par l'occupant étranger. « Août 1963 : le Maroc vit depuis l'annonce des élections dans un climat de terreur qui rappelle étrangement la période précédant l'indépendance. Il ne faut pas oublier que les premiers arrêtés et emprisonnés avaient été quatre élus et de nombreux militants du PI ».

74. Remplacé en février 1963 par un ancien procureur général à la Cour suprême, ancien Inspecteur général du ministère de l'Intérieur.

comprends leur attente : en ces temps, le « délit de constitution d'avocat » existe bel et bien dans les faits au Maroc, et tel ou tel inculpé a plus spécialement été puni pour cela par la suite !

À la Centrale, je trouve Ghomari, dans un état de santé précaire, mais surtout dans un état moral catastrophique. Il me dit qu'il est seul dans sa cellule ; sans aucun contact, ni avec l'extérieur, ni même avec l'intérieur. Le silence, permanent depuis des semaines, l'angoisse, le terrorise. Que sont devenus les siens ? Pourquoi ne viennent-ils pas à son secours ? Pourquoi l'ont-ils abandonné ? Ces réflexions hantent sans cesse ses pensées. Mais, ma visite est un véritable choc pour cet homme. Les siens ne l'ont donc pas oublié ! Sa désespérance n'est plus de mise. Un avenir plus radieux s'ouvre à lui d'autant que je peux le rassurer sur le vide de son dossier, trop peu sérieux pour le voir un jour condamné. Ses questions fusent. Une revient sans cesse : « Qu'est devenu le pays depuis le 16 juillet ? » Je le rassure et l'informe que la défense de tous ses compagnons d'infortune s'organise, individuellement et collectivement.

En quittant les lieux, Je m'interroge : cette mise au secret, dans une cellule comme dans un tombeau, a-t-elle pour but de vaincre la résistance de ces hommes ? De les voir mieux « coopérer » par la suite avec le juge d'instruction ?

Lors de notre deuxième rencontre, Ghomari me conte comment après mon départ de la prison, il a tenu informé son voisin de cellule qui, lui-même, a tenu informé son voisin de cellule, qui, lui-même... et comment, en définitive, après mon premier passage à la Centrale, l'ensemble des détenus a retrouvé l'envie de vivre. « Désormais, me dit-il, la Centrale respire. » ! Jamais je n'ai ressenti autant que ce jour-là, le rôle que peut jouer un avocat en pareil cas. J'avais apporté à mon client, ainsi finalement qu'à tous ses co-détenus, la bouffée d'oxygène qu'ils espéraient depuis de si longues semaines, chacun au secret, muré dans un silence total sur l'extérieur, imposé par le cynique pouvoir hassanien.

Les poursuites

L'annonce d'un « complot contre le roi » a surpris l'opinion publique tant nationale qu'internationale. La presse mondiale et particulièrement la presse française ne cessent de demander que de plus amples informations soient données sur cette grave affaire. Le ministre de la Justice, Ahmed Bahnini, reçoit donc instruction du Roi de réunir les journalistes pour leur donner quelques explications. Mais, au lieu de convaincre l'assistance, sa conférence de presse du 15 août contribue à jeter un plus grand doute : « L'enquête préliminaire est aujourd'hui terminée (...). Le complot tendait à l'assassinat du Roi à l'intérieur de son palais (...) puis à

s'emparer du pouvoir aussitôt après ». (*sic* !). Les premiers accusés par le ministre sont de nouveau, comme en décembre 1959, le fqih Basri et Abderrahmane Youssoufi « qui, selon lui, ont rencontré à Genève en septembre 1961, un spécialiste syrien du « coup d'État », un sieur Kamout ». Tous trois, à l'occasion du 2^e congrès de l'UNFP, auraient élaboré le plan d'un coup d'État susceptible de réussir au Maroc, l'argent étant fourni de l'extérieur, en majeure partie par Mehdi Ben Barka. Le ministre lit ainsi six pages dactylographiées. Mais celles-ci ne renferment aucun élément précis pouvant apporter une preuve sérieuse de la réalité d'un quelconque complot de l'UNFP contre le Roi.

Dans un éditorial des *Phares*, du 3 août, Guédira se montre plus nuancé : « L'UNFP et l'UMT ne sont pas organiquement compromis dans le complot. Il est le fait d'une minorité d'agitateurs professionnels télé-guidés par eux-mêmes. Toutefois, nombreux sont les cadres et les dirigeants des deux organisations qui ont été mis au courant de tout ou partie du complot. Sans l'approuver, et tout en y demeurant étrangers, ils ont laissé faire ».

Les 102 accusés sont quasi tous de l'UNFP. Parmi eux, dix sont d'anciens membres du Conseil national de la résistance⁷⁵, trente-trois d'anciens résistants également. 81 autres militants de tous les coins du pays – arrêtés officiellement comme ayant participé au « complot » – sont en définitive mis en liberté, faute de trouver quoi que ce soit à leur encontre. Bien souvent, hélas, après avoir subi les pires sévices et tortures.

L'instruction du « complot » est terminée le 30 octobre. Les accusés, dont 17 par contumace, sont renvoyés devant le Tribunal criminel de Rabat. Leur défense est assurée par de nombreux confrères marocains, sous la haute direction d'Abderrahim Bouabid⁷⁶. Défense à la fois individuelle et collective compte tenu du caractère éminemment politique de cette affaire. Seul avocat français à leur côté, j'assume personnellement, outre la défense de Ghomari, celle du député Abbès Kabbaj⁷⁷.

Les spécialistes du droit pénal se pourvoient en cassation contre l'ordonnance de renvoi, soulevant dix-sept cas de nullité de procédure. N'importe quelle Cour suprême, impartiale, honnête et courageuse aurait cassé la décision... Je cite deux exemples : nous avons trouvé dans tous les dossiers de nos clients – stupéfiante découverte du plus beau style de

75. A. Youssoufi, le Fqih Basri, Saïd Bounaïlat, Abdallah Sanhadji, Mohammed Ben Saïd, Abdeslem Jebli, Bouchaïb Doukkali, Ahmed Lakhsassi, Mohammed Meknassi, Hassan Laarj.

76. Les principaux ténors de la défense, outre Me Bouabid, sont A. Benjelloun, Maati Bouabid, et M. Teber.

77. Cultivateur dans la région d'Agadir, élu par les Soussis en mai député de Biougara.

tous les régimes policiers au monde – un certificat médical presque identique : « Santé bonne, ne portant aucune trace de violence » ou tout simplement : « Rien à signaler ! » Certificats, tous datés du même jour – 15 août – signés d'un médecin français, le capitaine Ben Kemoun, en service à la direction générale de la Sûreté marocaine ou dans les Forces armées royales, non commis régulièrement par une autorité judiciaire, mais « réquisitionné » pour l'occasion ! Etait-il, aussi, un « officier israélien du Mossad », comme l'écrit Moumen Diouri dans l'un de ses ouvrages ?⁷⁸ Je ne le sais pas. Mais, cela importe peu. Ce qui m'a profondément choqué dans cette scandaleuse élaboration « d'attestations », c'est la servilité, la lâcheté, de ce médecin officier français, déshonneur de son Ordre et de l'armée française Autre anomalie : les dossiers constitués par la police, l'étaient à partir de déclarations que les personnes appréhendées auraient faites les unes contre les autres. Le seul moyen de vérifier le bien fondé de ces charges aurait donc été de confronter les inculpés devant le magistrat instructeur, en présence de leurs avocats. Or, aucune confrontation n'a été effectuée au cours de l'instruction. C'est jugé de son sérieux !

Le procès du « complot de juillet » aura lieu au printemps 1964.

Les élections locales

Elles ont été fixées au 28 juillet 1963. La tension est telle dans le pays que l'objectif essentiel – désigner des administrateurs communaux – n'a plus aucun sens. UNFP, UMT et PI les boycottent. En revanche le pouvoir royal – représenté par le FDIC – entend obtenir le maximum de sièges : en effet, les deux tiers des « Conseillers » de la 2^e Chambre doivent par la suite être choisis par les élus locaux. Par ses « sergents recruteurs », le FDIC n'hésite pas à exercer des pressions sur les citoyens les moins politisés : « Tu aimes ton Roi ? Le PI, l'UNFP, l'ex-PCM sont contre lui, le FDIC te défendra ». Les services de l'État distribuent du thé et du sucre aux populations... Certains citoyens sont arrêtés, puis libérés moyennant leur adhésion au parti de la « rénovation nationale » ! Dans l'administration, la vague d'épuration s'accroît : tout agent d'autorité, y compris les *chioukhs* et les *caïds*, doit être un zélé propagandiste du pouvoir ou il est mis à pied. On est revenu aux « plus beaux jours » du Protectorat ! Le FDIC remporte ainsi, sans difficultés, presque tous les

78. *Réquisitoire contre un despote*. Ed. Albatros, 1972.

sièges : 9 000 sur 11 000 ! Le ministère de l'Intérieur annonce un très fort pourcentage de votants (80 %) qui étonne tous les observateurs⁷⁹.

Désormais, les élections n'auront plus aucun sens dans le pays jusqu'en septembre 2002, sinon pour laisser supposer au monde extérieur qu'Hassan II régnait avec à ses côtés un authentique Parlement, démocratiquement élu... Ce « triomphe » royal se répercute aux élections à la Chambre des conseillers, le 20 octobre. L'UNFP, le PI et l'UMT ont décidé de les boycotter. Le FDIC a 107 Conseillers élus sur les 120 membres ! Plusieurs ministres battus trouvent refuge dans cette 2^e Chambre. Mais, celle-ci, est aussi, en partie, composée d'hommes quasi illettrés ! Ce résultat ne résout aucun problème. Une victoire à la Pyrrhus ! Difficultés politiques, économiques, financières, sociales... La crise est là⁸⁰.

La « guerre des Sables »

La Résistance algérienne a éclaté au grand jour le 1^{er} novembre 1954 : la guerre pour l'indépendance du pays s'est poursuivie pendant huit années. Le pays frère a toujours eu le soutien de Mohammed V. En revanche, la « révolution algérienne », la volonté d'instaurer la République, n'est pas vraiment du goût de Moulay Hassan, puis d'Hassan II, craignant des réactions semblables de ses sujets : l'Assemblée constituante, évoquée à plusieurs reprises par Mohammed V, n'est-elle pas devenue réalité en Algérie dès le lendemain de son indépendance ? La direction socialiste prise par le pouvoir politique avec le président Ben Bella, notamment les nombreuses nationalisations d'entreprises ou d'activités diverses, n'inspireront-elles pas trop fortement l'opposition marocaine ?

79. Mennelet, le représentant du *Figaro* à Rabat écrit les 29 et 30 juillet : « Ce que nous avons vu à Rabat et dans ses bidonvilles, ainsi que dans la banlieue est clair : les électeurs ont assez largement boudé la consultation ». Le lendemain, en réponse au communiqué du ministère, il précise : « Il faut croire que les écoles et les locaux administratifs ont été désertés au moment de notre passage et que c'est en notre absence que la foule des électeurs a rempli son devoir électoral. »

80. « Cette consultation ressemble plus aux scrutins plébiscitaires des démocraties populaires ou de la plupart des Nations en voie de développement qu'aux élections telles que le Maroc les avait jusqu'ici pratiquées (...) On peut craindre désormais que la constitution de 1962 ne cesse d'être une constitution-loi pour devenir une constitution programme, et que le Maroc, comme tant d'autres Nations, ne possède deux régimes politiques, l'un dans les textes, l'autre dans les faits, sans grand rapport entre eux. » Maurice Duverger *Le Monde* du 12 septembre 1963.

Plus la guerre d'Algérie se prolonge, plus le pouvoir marocain, surtout pour ne pas se laisser déborder par les forces de gauche, se montre hostile à la France. Celle-ci, en effet, n'entend tenir aucun compte des revendications marocaines sur la frontière est du pays. Hassan II, lui-même, a signé, le 6 juillet 1961, un protocole d'accord secret avec Ferhat Abbas – le président du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) – par lequel le Maroc acceptait de soutenir les revendications des nationalistes algériens sur le Sahara. De son côté, l'Algérie « reconnaissait que le problème territorial posé par la délimitation imposée arbitrairement par la France entre les deux pays trouverait sa solution dans les négociations entre le gouvernement du Royaume du Maroc et celui de l'Algérie indépendante... » Toutefois, depuis l'indépendance de l'Algérie proclamée le 2 juillet 1962, presque tous les dirigeants algériens, Ben Bella en tête, se considéraient comme les « héritiers de l'Algérie française » quant aux frontières de leur pays !

Les relations maroco-algériennes ne s'enveniment pas, pour autant, dans l'immédiat. Mais, la « guerre des Sables » va montrer à l'opinion internationale l'opposition entre les deux régimes.

À la suite du choc interne du « complot de juillet », et des interrogations dubitatives à l'étranger, l'annonce d'un « complot, encore plus grave cette fois, venu de l'Algérie », permet à Hassan II de trouver une porte de sortie pour redorer son blason ! Il sait qu'il peut ainsi réveiller le peuple marocain dans son atavisme anti-algérien et le détourner des problèmes internes. Il se doute aussi de la position que prendra à l'étranger Mehdi Ben Barka : le « Maghreb unifié », envisagé à la conférence de Tanger en 1958, n'a-t-il pas entériné un projet de Ben Barka ?

Prenant appui sur « l'accord de 1961 », Hassan II prie le gouvernement algérien d'accepter de rectifier la frontière algéro-marocaine telle que tracée par la France⁸¹. Mais, il ne reçoit aucune réponse à cette revendication. Dès lors, les incidents deviennent de plus en plus nombreux sur les confins entre les deux pays, en août et septembre 1963. Les Marocains affirment que l'armée algérienne a pénétré en territoire marocain. Les Algériens prétendent le contraire ! L'affrontement est inévitable⁸². Finalement, la victoire marocaine est indiscutable et rapide⁸³.

81. Il reprend ainsi à son compte les thèses chères à Allal El Fassi, quant aux frontières du Sahara marocain.

82. Pourtant, le 5 octobre, le directeur général du Cabinet royal, Guédira rencontre le ministre des Affaires étrangères algérien, Abdelaziz Bouteflika, et les deux hommes réaffirment encore le principe de non-ingérence entre les deux pays... Mais quelques jours après, les Forces armées royales s'estimant agressées, attaquent par surprise, et pénètrent ainsi profondément à l'intérieur du territoire algérien. Ces troupes sont arrivées à 20 km de Tindouf, lorsque Hassan II décide d'arrêter leur avance.

83. Les colonels Ben Aomar et Oufkir, qui ont dirigé les opérations, sont promus au grade de général.

Des hommes sont tombés de part et d'autre, mais le sort des frontières n'est en rien modifié ! Hassan II fait machine arrière. Il a quelques inquiétudes du côté de Nasser qui soutient l'Algérie. Il sait aussi qu'une partie de son peuple, derrière Mehdi Ben Barka, appuie le projet révolutionnaire algérien. Le leader de l'opposition, dans un appel à la radio du Caire le 15 octobre, dénonce d'ailleurs, avec un grand courage, cette guerre fratricide, qui mine la nécessaire unité du Maghreb. Mais, cette prise de position ne plaît pas à nombre de Marocains, y compris de l'UNFP. Pour certains, plus qu'une faute politique, c'est une « véritable trahison », qui appelle le châtement suprême ! Tentant de défendre la thèse de Ben Barka auprès de jeunes militants du parti, je me fais écharper – verbalement, certes !

Mehdi Ben Barka est donc encore plus dans le collimateur d'Hassan II, qui profite de l'incompréhension du peuple marocain à son égard pour le faire condamner par contumace à la peine capitale par le Tribunal militaire des FAR siégeant à Rabat, le 9 novembre 1963⁸⁴.

Ben Barka adresse le 23 novembre à son ami Vincent Monteil une lettre que je cite largement. Elle montre bien une hostilité réciproque, certaine, de Ben Barka à l'égard d'Hassan II, mais aussi son espoir de le voir changer un jour sa manière absolue de gouverner :

« Me voici à nouveau en exil « volontaire », mais avec un titre inattendu de condamné à mort. Ce serait une longue histoire pour te raconter le chemin parcouru depuis mon retour au Maroc en mai 1962, notre Congrès, les tentatives de dialogue avec Hassan II, son obstination à s'accaparer du pouvoir à la Diem à Saïgon et notre campagne électorale. Maintenant, je m'en tiens au complot pour lequel cent deux dirigeants comparaissent depuis aujourd'hui devant le tribunal criminel de Rabat... Ce n'est pas une clémence que nous demandons, comme le souhaitait Hassan II, mais tout simplement un retour de sa part aux formes normales de lutte pour le pouvoir que nous entendons poursuivre sur le plan démocratique, où nous sommes les plus forts »⁸⁵.

En décembre, Ben Barka confie, à plusieurs reprises, à des amis français, les craintes qu'il éprouve devant une éventuelle action dirigée contre sa personne, ou contre des membres de sa famille, par des agents de la police marocaine. Le 30, il aurait failli être enlevé à Genève, semble-t-il, par des Marocains venus s'installer au-dessus de son appartement !

84. Je dois reconnaître qu'après cette condamnation à mort, fort annoncée dans les médias, il ne s'en suivit pas le moindre trouble dans le pays. Mais, pouvait-il en être autrement avec la terrible chape de plomb qui le recouvrait ?

85. Op. cité – page 90.

Pour revenir au conflit « algéro-marocain » : Hassan II s'entendra finalement, quelques années après, avec le président Houari Boumédiène, pour renoncer aux revendications marocaines. Les deux pays n'en resteront pas moins adversaires, et cette hostilité ne fera que s'amplifier avec une nouvelle « affaire saharienne », douze années plus tard, à l'automne 1975.

Le 12 novembre, Hassan II modifie le gouvernement. Bahnini quitte le ministère de la Justice pour devenir Premier ministre⁸⁶.

L'ouverture du Parlement en novembre

Hassan II prononce le discours inaugural d'usage, devant les représentants et les conseillers réunis. Après avoir rappelé « les événements cruels et douloureux vécus par le pays à la suite de l'agression (algérienne) », il évoque « la réalisation de l'étape décisive destinée à asseoir la Démocratie sur des fondations solides (...) et le régime de la Monarchie constitutionnelle, répondant non seulement aux impératifs d'une foi inébranlable, mais visant surtout à doter l'État d'un nouveau cadre d'action ».

Pour sa part, Abderrahim Bouabid, leader de l'opposition de gauche à la Chambre des représentants, interviewé par *Le Monde* affirme le 22 novembre : « Nous n'envisageons pas une opposition systématique (...). Mais nous projetons d'attirer l'attention du pays sur la gestion quasi-

86. Me Abdelkader Benjelloun, avocat casablancais, le remplace. Hamiani est nommé Premier président de la Cour Suprême. Pour montrer le mépris que le roi a pour les parlementaires, et diviser un peu plus le MP, il n'hésite pas à prendre comme ministre, des candidats ex-ministres battus aux élections de mai, dont Aherdane ! Les élus du Mouvement en sont jaloux. Si le frère du Dr. Khatib, Abderrahman, avocat à Casablanca, est choisi comme ministre de l'Intérieur, le docteur, lui, n'est pas ministre. Pour le consoler, il est élu président de la Chambre des représentants. Le jeu politique est mené officiellement par Guédira – il s'agit de tenir en main le groupe le plus important au Parlement, le FDIC –, mais la politique réelle n'est autre que celle du monarque. La majorité est d'ailleurs ingouvernable depuis les élections du printemps. Et Hassan II en veut à Guédira. Aussi, après avoir perdu son poste de ministre de l'Intérieur en juin, il est écarté, en novembre, de la direction générale du Cabinet royal. Driss M'Hammedi, un homme devenu particulièrement dur au fil des années, le remplace. Guédira perd aussi son poste de ministre de l'Agriculture. Mais, Hassan II le nomme tout de même ministre des Affaires étrangères. Son nouveau poste est particulièrement inconfortable, après la « guerre des Sables » et la situation persistante aux frontières : les chefs de l'armée marocaine désirent en découdre avec leurs voisins ; Guédira, lui, recherche une solution diplomatique...

désastreuse de trois dernières années de pouvoir absolu (...). Il appartient au pouvoir royal de manifester lui-même par des actes sa volonté de passer d'un régime féodal à un régime relativement démocratique ».

L'UNFP n'a plus que 21 députés qui siègent sur 28 : 1 a été invalidé à Fès ; 5 sont arrêtés ; 1 a son siège vacant, Mehdi Ben Barka.

Les poursuites contre les dirigeants de l'ex-PCM

Peu après la « guerre des Sables », dans la nuit du 24 au 25 octobre 1963, trois dirigeants de l'ancien PCM, devenu « Parti du Progrès et du Socialisme » (PPS), son Secrétaire général, Ali Yata, Abdeslem Bourquia et Abdallah Layachi, sont arrêtés par la police, et, après des jours au secret, conduits devant un juge d'instruction près le Tribunal militaire de Rabat, M. Tanjaoui, et incarcérés à la prison d'El Alou. Il leur est reproché une déclaration, portant « atteinte à la sûreté extérieure de l'État ».

Constitué par leur famille, je m'aperçois en étudiant le dossier qu'il n'y a pas la moindre preuve du « crime » qui leur est reproché. Il s'agit, en fait, de l'édition d'un tract⁸⁷, caractérisant éventuellement un « délit d'opinion » sans plus, non prévu au Code pénal. Je constate au surplus, que ce libelle est signé par les cinq dirigeants du parti, et que trois seulement sont poursuivis, contre toute logique. Il est vrai que si le cinquième signataire est le professeur de droit, Abdelaziz Belal⁸⁸, le quatrième n'est autre que le Dr. Hadi Messouak, médecin personnel d'Hassan II...

Je tente une première démarche auprès du ministre de l'Intérieur, mon confrère Khatib. Je lui signale le côté absurde de la décision du juge d'instruction et je lui demande de bien vouloir intervenir pour obtenir la sortie de prison des trois inculpés. Et, sachant que, comme tant d'autres de ses compatriotes lors de leurs études en France, le ministre a été un membre sympathisant du PCF, je le lui dis. Feignant la colère, il me menace de me faire arrêter pour être venu en son bureau « insulter le ministre de l'Intérieur » ! Écœuré, je le quitte sur-le-champ, lâchant quelques propos bien choisis à la tête de ce confrère si peu courageux : j'avais en face de moi l'archétype de « l'homme de gauche » (dans sa jeunesse) circonvenu par le *Makhzen*, comme je devais en connaître tant par la suite.

Je prends alors contact directement avec le juge d'instruction. Devant le manque de logique de sa décision, je le prie, soit de rendre la liberté

87. Contre l'affrontement militaire avec l'Algérie.

88. Qui mourra quelques années après dans un hôtel alors qu'il séjournait aux États-Unis, dans des conditions suspectes.

aux trois premiers dirigeants arrêtés, soit d'incarcérer les deux autres, lui rappelant simplement que $3 + 2$ font 5. Et, je lui annonce que le lendemain je me présenterai à son cabinet pour prendre connaissance de sa décision et, qu'à toutes fins utiles, je viendrai accompagné du Dr. Messouak, pour qu'il puisse éventuellement procéder à son arrestation et à son incarcération. Le juge me reçoit seul. Il me précise qu'il ne peut accepter ma requête, qu'au demeurant il est retenu à l'extérieur du Tribunal toute la matinée. « Qu'à cela ne tienne, nous reviendrons à 14 heures ! » À cette heure, je suis à nouveau reçu seul par le juge. Il m'apprend qu'en nous quittant il s'est rendu au ministère de la Défense pour faire part au ministre Aherdane du dilemme et que celui-ci a pris contact avec le souverain pour lui demander son avis. Hassan II a feint d'ignorer la situation, et le juge me rapporte leur dialogue :

« – Me Buttin a raison. Pourquoi ne pas avoir lancé des poursuites et arrêté aussi, dès l'origine, MM. Belal et Messouak, même si ce dernier est mon médecin personnel, puisqu'il s'avère que les cinq dirigeants sont signataires du tract litigieux ?

– Bien, lui a répondu le ministre. Je vais faire savoir au juge d'instruction qu'il peut faire arrêter les deux autres.

– Cela fait des jours que les trois premiers sont arrêtés, réplique le roi. Agir aujourd'hui de la sorte serait une bêtise de plus. Le juge n'a qu'à attendre un peu, puis décider de mettre les trois dirigeants incarcérés en liberté. »

Je fais part de la décision au Dr. Messouak, puis à mes trois clients. Ils sont effectivement libérés et mis en « liberté provisoire » peu après. Ils le sont restés jusqu'à leur décès, car le procès envisagé par la police et la justice militaire n'a jamais eu lieu.

Les enlèvements

Pour situer l'un des plus grands drames que les familles marocaines ont vécu pendant les « années de plomb », il faut rappeler les « disparitions » au Maroc même, avant d'évoquer celle de Mehdi Ben Barka en France⁸⁹. Ces « disparus » sont enlevés dans la plus grande discrétion, en un véritable guet-apens, traquenard sur la voie publique ou parfois même chez

89. « Disparition » : *Amnesty International* en a donné la définition. Il ne s'agit, ni d'un enlèvement criminel suivi d'une demande de rançon ; ni d'un enlèvement politique

eux, au petit matin, par des hommes encagoulés. Disparus sans laisser de traces ! Aucune information n'est communiquée à quiconque, ni sur le lieu de détention, ni sur le sort réservé à ces hommes, voire à ces femmes. Il s'agit, en général, d'éliminer pendant un certain temps des opposants devenus trop gênants pour le régime. Ou, tout simplement, d'enlever des « braves gens », ce qui suffit à terroriser tout un quartier⁹⁰. Parfois, hélas, la mort s'en suit après des séances de torture, pour tenter d'obtenir de ces « disparus » des renseignements sur tel ou tel événement survenu... qu'ils ignorent peut-être totalement ! A. Youssoufi écrira dans *L'Événement* en novembre 1966 : « Je garderai pour la vie le souvenir impérissable de ces cris qui déchirèrent les nuits de l'été 1963 (...) à la Villa Mokri où nous fûmes conduits le 16 juillet, yeux bandés, après notre arrestation (...). J'avais comme voisin d'infortune un pompiste (...) de Casablanca (...). J'ai appris par la suite qu'il était mort des suites des tortures subies, boursofflé, brûlé, électrocuté ».

Pour le pouvoir hassanien cette politique de répression est effectivement facile : pas de détention reconnue, pas de procès public, pas de cadavre... C'est « oublier » que la première responsabilité d'un État au XX^e siècle – fut-ce dans une royauté absolue – est d'assurer la sécurité des citoyens.

Si, à un moment ou un autre, ces « disparus » réapparaissent, il est alors précisé à leur famille qu'ils ont été arrêtés pour atteinte à la sécurité de l'État et qu'ils sont poursuivis en justice. Toutefois, certains, condamnés, voire acquittés, « disparaîtront » à nouveau dès leur sortie du palais de justice ! Toutes ces « disparitions » ne font naturellement l'objet d'aucune information dans les médias. Au demeurant, les familles gardent toujours l'espoir de revoir les leurs. En déposant une plainte, ou en saisissant la presse locale, elles vivent aussi dans la crainte de voir un autre membre de la famille « disparaître » à son tour.

Le Maroc vit ainsi dans un État de non-droit effectif et permanent. Devant les « silences » du peuple marocain face à ces crimes, Hassan II se permet, dans ses discours, d'évoquer sans honte la démocratie régnant dans le pays ! Il n'hésite d'ailleurs pas à affirmer à des journalistes étrangers venus l'interviewer : « Il n'y a aucun détenu politique au Maroc » ! Et pour cause, rien que des « disparus » !

revendiqué par un groupe terroriste. Il s'agit d'un enlèvement sans aucune revendication, dont chacun est censé ignorer les auteurs ! En réalité, ces « disparus » sont au secret, enlevés sur ordre, par des forces de police officielles ou parallèles, avec en même temps la négation par les autorités d'une quelconque responsabilité dans ce crime.

90. Je témoigne ici de ce que m'a conté un jour mon coursier Boubeker : la « disparition » un beau matin, à l'heure du laitier, d'un seul homme, militant ou pas, a effrayé à tout jamais son quartier des Oudayas à Rabat !

Le cas du capitaine Sqalli

Disparu depuis le 25 juillet 1963, je suis constitué par son épouse, secrétaire-greffier au Tribunal de Paix de Rabat, afin d'effectuer toutes recherches auprès des Hautes autorités pour obtenir de ses nouvelles. Je rencontre à son sujet Driss M'Hammedi, le directeur général du cabinet royal, qui me promet de se renseigner.

Des semaines après, sans information, je lui écris le 25 janvier 1964 :

« Je me permets de vous confirmer notre conversation concernant le capitaine Sqalli « disparu » il y a très exactement six mois. Madame Sqalli a deux jeunes enfants. L'épreuve qu'on vient de lui faire endurer l'a vieillie de dix ans. Elle a frappé à toutes les portes, personne n'a jamais pu lui donner de nouvelles de son mari, ou n'a jamais eu le courage de lui en donner... »

Cette lettre devait rester sans réponse, de même qu'une nouvelle requête adressée un mois après, avec des commentaires plus généraux et beaucoup plus durs :

« Force m'est de constater que je n'ai aucune réponse. Je ne saurais cependant le faire sans protester de toutes mes forces contre les pouvoirs que s'est arrogée la Police dans ce pays, contraire aux droits les élémentaires de l'humanité, dans un pays qui se veut, ou en tout cas qui se prétend, démocratique, sous le fallacieux prétexte d'une « garde-à-vue » éternellement renouvelable, soi-disant prévue par le Code de procédure Pénale (...). Je sais combien il peut être dangereux de discuter de certaines affaires qui intéressent directement les plus hautes autorités de l'État, surtout lorsqu'on est malgré tout étranger, si bien accueilli dans ce pays ami. Mais dans l'état où sont les choses, à la veille de lourdes condamnations dans un procès à jamais déconsidéré par ses irrégularités, le danger n'est plus une considération qui doit m'arrêter. Il ne m'est plus possible de garder le silence sur les disparitions que je vous ai signalées depuis des semaines. Mais dans le moment où la liberté d'un grand nombre est menacée, j'aurais trop de reproches à me faire si je ne vous avais pas dit ce que je pense avec la vérité à laquelle je me crois autorisé en raison de la robe que je porte et de mon amitié sincère pour le peuple marocain ».

Entré au Palais royal le 25 juillet, le capitaine Sqalli n'en est jamais ressorti !

Le cas de Mustapha Ouazzani-Chahdi

Ancien policier, devenu professeur d'arabe au lycée de la mission française à Fès, Ouazzani est arrêté par la police, en plein cours, le 24 octobre 1963. Depuis, sa famille le recherche dans les prisons, hôpitaux, commissariats. Les services de police reconnaissent l'avoir détenu à Fès, puis à Rabat, pour un simple interrogatoire sur ses faits et gestes pendant la « guerre des Sables », mais précisent aux siens qu'ensuite, il a été relâché !

Or, sa famille n'a pas la moindre nouvelle ! Sa mère savait que son fils était membre sympathisant de l'ex-PCM. Elle entre en contact avec le Dr. Messouak, très connu et apprécié à Rabat, qui me demande de me charger de la défense du « disparu ». Des lettres début janvier 1964 aux ministres de l'Intérieur A. Khatib et de la Justice A. Benjelloun, au Directeur général du cabinet royal, Driss M'hammedi, restent sans réponse.

Courant février 1964, la mère est informée par un tiers de la détention secrète de son fils dans la tristement célèbre *Villa Mokri*. Elle me demande de tenter d'obtenir sa libération. J'adresse une lettre, pleine d'interrogations et d'inquiétude, au procureur général, Majid Benjelloun. Après rappel, et plusieurs semaines d'attente, je reçois le 13 mars une réponse pour le moins étonnante : « Comme suite à votre réclamation au sujet de votre client Mustapha Ouazzani, qui aurait été arrêté en octobre 1963 par les services de police à Fès, j'ai l'honneur de vous informer qu'il résulte d'une lettre qui m'a été adressée par le Directeur général de la Sûreté nationale, en date du 12 mars 1964, que votre client s'était présenté de lui-même à la police de Fès pour l'avertir du danger que représentait une organisation subversive qui venait d'être créée dans la région de Fès. La Direction générale de la Sûreté nationale a alors demandé à la Sûreté régionale de Fès de lui conduire l'intéressé. Il a été interrogé à Rabat le 28 octobre sur les faits dénoncés par lui et le 2 novembre, Mustapha Ouezzani a été élargi. Comme l'indique si bien M. le Directeur général de la Sûreté nationale, il est possible que votre client, ayant joué un rôle important dans la création de la dite organisation ait crû devoir se réfugier en Algérie (...) ». (*sic* !)

La première partie de la réponse est affligeante, le procureur général, sciemment ou sur ordre, ment : mon client ne s'est pas présenté de lui-même à la police de Fès, puisqu'il a été arrêté, en plein cours ! Et, il n'a dénoncé aucune « organisation subversive »⁹¹.

91. Qui est donc ce Majid Benjelloun ? Un homme peu intéressant, bouffi d'orgueil, totalement « lié » au pouvoir. Selon certains, il aurait même été tout particulièrement choisi par le Palais pour sa « collaboration sans faille », ayant beaucoup à se faire pardonner pour ses errements sous le Protectorat... tradition alaouite oblige ! Je le retrouverai comme « procureur, commissaire du gouvernement » devant la Cour criminelle de Rabat lors du procès du « complot de juillet », puis, au printemps 1967, comme avocat cette fois, parmi les défenseurs de Dlimi, lors du deuxième procès de l'Affaire.

La deuxième est en contradiction avec la première : « Se réfugier en Algérie... » ! Comble de comble ! Je sais, moi, par sa mère, que Ouazzani, enlevé en pleine nuit à la sortie du commissariat de police, croupit depuis des mois dans les bas-fonds de la *Villa Mokri*.

Fort de cette extravagante lettre, je prends contact avec le ministère de l'Intérieur. Je suis reçu en mai par le directeur des Affaires politiques et administratives. Il ignore tout ce qui peut concerner des citoyens « disparus ». Il n'y en a pas, bien sûr, officiellement du moins... J'évoque la réponse du procureur général en la critiquant : « Après la guerre des Sables, remportée par l'armée marocaine, comment le gouvernement a-t-il pu accepter que la frontière algérienne soit désormais à ... 7 ou 8 km de Rabat ? ». Mon humour grinçant ne le choque pas⁹². Il me répond simplement qu'il n'est pas maître des actions parallèles de la police, tout spécialement de celles des Services spéciaux du Cab.1.

J'obtiens en août un rendez-vous avec le directeur général du Cabinet royal. Je lui communique les renseignements en ma possession. Il téléphone devant moi au capitaine Dlimi, le chef du Cab.1, et lui demande s'il connaît un ancien policier du nom de Mustapha Ouazzani-Chahdi :

– Oui, lui répond Dlimi, il est aujourd'hui réfugié en Algérie.

– Qu'est-ce à dire, lui réplique le directeur du cabinet, j'ai dans mon bureau Me Buttin qui me dit qu'il sait que son client est secrètement détenu à *Dar El Mokri* !

– Il n'y a pas de citoyen marocain détenu à *Dar El Mokri*.

– D'accord. Mais Me Buttin, que je connais bien, est formel. Cela dit, que Mustapha Ouazzani soit détenu par tes services ou ailleurs, débrouille-toi pour le retrouver et le libérer sans tarder.

Quelques semaines après Ouazzani est effectivement libéré. Transporté, les yeux bandés, dans une petite camionnette, il est relâché en pleine ville de Rabat, non loin de la Tour Hassan. Dlimi est là, en personne, ainsi que les commissaires. Benouna et Achaachi. ! Ils lui retirent son bandeau et lui intiment l'ordre de ne pas évoquer à quiconque sa « mésaventure »...

Venu avec sa mère me remercier à mon cabinet, il me raconte sa carrière et ce qui lui est arrivé après son départ du commissariat.

« Je m'éloignais à pied du centre de détention... Pas pour longtemps pourtant. Une voiture s'approche de moi et brusquement des hommes en descendent, me collent un manteau sur la tête et me jettent dans le fond du véhicule. Tout c'est passé si vite que je n'ai pas pu réagir, pas même crier !

92. Comme bien d'autres dirigeants marocains, il n'ignore pas le rôle de la famille Buttin pour la défense des libertés au Maroc depuis les événements de 1952.

On roule environ une heure, en faisant, semble-t-il, un long chemin. Avant de me tirer hors du véhicule, on me place un bandeau sur les yeux. Autour de moi, j'entends des hommes parler entre eux, en berbère. J'apprendrai par la suite que, tous originaires de la tribu d'Oufkir, qui lui sont complètement dévoués, sont les gardiens de mon nouveau lieu de détention, *Dar El Mokri*, où je « séjournerai » onze mois⁹³. Je suis quasi traîné dans les profondeurs de la villa. Il fait nuit, au surplus les yeux bandés, je ne vois rien. Des cris affreux et des gémissements me révèlent que d'autres hommes sont torturés dans cet endroit. Comme eux, je suis en partie déshabillé. J'ai toujours mon bandeau sur les yeux. Je ne devais plus le quitter pendant tous ces mois ! On m'attache les mains et les pieds, et l'on m'allonge par terre, côte à côte avec un autre détenu. J'ai interdiction de me lever ou de lui parler, sous peine de recevoir des coups de fouet ! Malgré tout, au fil des journées, mon bandeau se desserre un peu. Je peux ainsi reconnaître certains détenus, notamment l'homme qui me servait de chauffeur lors de mes déplacements dans Fès ! Je fais aussi la connaissance d'un journaliste égyptien, Saad Zaghloul, que je reverrai souvent par la suite lorsque je serai exilé à Paris⁹⁴. Un jour, je reconnais la venue, en « inspection » sans doute, du roi Hassan II, accompagné des deux frères Mohammed et Abdelhaq Achaâchi, membres des brigades spéciales du fameux CAB 1. Le premier nommé dirige en ses lieux des séances de tortures – quand il ne torture pas lui-même.

« Au début du mois de février 1964, mon chauffeur – qui m'avait reconnu, lui aussi – tombe gravement malade. Il est transporté à l'hôpital Avicenne. Et là, il informe des infirmiers de mon lieu de détention. L'un de ceux-ci, vaguement parent de la famille, prévient ma mère. Vous connaissez la suite. »

93. Authentique palais, construit dans un cadre idyllique, ancienne résidence d'été du *Grand vizir* (Premier ministre) El Mokri, dans les années 1930/1950, situé route des Zaers, quartier Souissi, à 7 ou 8 km de Rabat. Dès après l'indépendance, il a été transformé en un sinistre lieu de détention, le PF2 (Point Fixe 2) par le « premier flic du royaume », Mohammed Laghazaoui. Bien vite, il est devenu le plus célèbre lieu de détention du Maroc, un centre d'interrogatoire tel que ceux de la Savak du Shah de Perse, celui de la gestapo française de la rue Lauriston ou ceux de la Pide portugaise pour ne prendre que trois exemples. (« *Tazmamart* » n'existait pas alors). Les gardiens ne parlaient pas l'arabe ou fort peu. En fait, ils n'étaient pas chargés de ce qui se passait à l'intérieur des murs. Dévoués corps et âmes à leur « héros », ils gardaient les lieux et n'en demandaient pas plus.

94. Pendant la « guerre des Sables », l'Algérie était soutenue par le président Nasser. Quelques officiers égyptiens semblent avoir été associés aux officiers algériens. Quoi qu'il en soit, un hélicoptère égyptien se posa un jour en territoire marocain se croyant en territoire algérien. Les officiers qui l'occupaient été arrêtés et transférés, eux aussi, à la *Villa Mokri*... Des propos tenus discrètement par les uns ou les autres, j'appris que le pilote de l'hélicoptère était le capitaine Hosni Moubarak, qui ne serait autre que l'actuel président de la République égyptienne !

Ouazzani retrouve son véhicule à Fès après sa libération, mais sans la carte grise et autres documents. Il apprend par un ancien collègue de la police qu'ils sont en dépôt au ministère de l'Intérieur, entre les mains d'un certain El Mahi, commissaire de police, membre du cabinet du nouveau ministre de l'Intérieur⁹⁵. Je prends contact en janvier 1965 avec ce collaborateur d'Oufkir. Je savais qu'il connaissait bien mon client, son collègue à la police. J'obtiens non sans difficultés qu'il me remette les papiers du véhicule.

Mustapha Ouazzani-Chahdi reprend alors son poste au lycée français de Fès... Mais, de nouveau des policiers se présentent pour l'y cueillir, en octobre 1966 ! Averti en douce par le proviseur, il a le temps de s'échapper par une porte dérobée. Mieux encore, accompagné par un de ses collègues français, il gagne en voiture Ceuta dans la journée, et de là, par l'Espagne, Paris où il me retrouve. Cette tentative d'arrestation a tout simplement eu lieu en raison des informations que j'ai révélées aux Assises de Paris concernant son cas, un exemple parmi tant d'autres des centaines de détenus arbitrairement à l'époque au Maroc !

Pour Oufkir, pour Hassan II, « Mustapha Ouazzani-Chahdi n'a jamais été enlevé, pas plus d'ailleurs que Mehdi Ben Barka, une affaire purement franco-française » !

Les tortures à l'époque

Comment ne pas évoquer ici les tortures subies par certains de mes clients ou leurs camarades, sévices très largement rapportés par les 22.000 victimes ou leur famille entendues par l'Instance « Équité et Réconciliation ».

L'un des plus « classiques » est celui du « perroquet » : une barre est placée sous les bras et les jambes du détenu, recroquevillé sur lui-même, les yeux bandés ; puis, il est soulevé, balancé, frappé sur les pieds... Un autre, celui du « banc » : le détenu est attaché sur un banc, brutalement soulevé à la verticale de telle sorte qu'il se retrouve les pieds en haut, la tête en bas ; celle-ci est alors plongée dans un baquet d'eau salée. La victime suffoque, se débat comme elle peut, pense être noyée... Mais, in extremis, le banc est ramené à l'horizontal. Le bourreau espère ainsi obtenir des « aveux » ! Après chaque sévice, « amical conseil » est

95. El Mahi, le futur « étudiant parisien à HEC » de l'affaire Ben Barka, que j'aurai la surprise de retrouver aux Assises de la Seine.

d'ailleurs donné aux malheureuses victimes d'avouer leur participation au « complot » qui leur est reproché⁹⁶... Leurs dénégations entraînent la reprise des tortures plusieurs fois de suite. Arrachage brutal d'ongles, de dents ; électrodes branchées sur les mains, les jambes, voire le sexe, sont aussi monnaie courante. Le bourreau ne néglige pas non plus d'avilir le détenu : bouteille enfoncée dans l'anus entraînant le déchirement du rectum, voire sodomie sur les plus jeunes détenus, par des brutes déchaînées⁹⁷ !

Le journaliste Stephen Smith écrira dans *Le Monde* du 2 septembre 2004 :

« En trente-huit ans de règne, Hassan II a fait trembler ses sujets, jamais à l'abri d'une arrestation arbitraire, d'un passage à tabac dans un commissariat, d'une séance de torture dans un "point fixe" du réseau parallèle des centres de détention, voire d'une "disparition" ou de l'envoi dans un bagne secret, tel que celui de Tazmamart ».

L'Argentine revient depuis quelques années, avec courage et volonté, sur les années de plomb que ce pays a également vécu, de 1976 à 1983, sous la dictature militaire. Or, fin 2003, le Président de la République a annoncé que l'Ecole mécanique de la Marine de Buenos Aires – l'un des plus terribles lieux de détention – allait être transformée en mémorial des disparus. J'émetts aujourd'hui le vœu que S.M. Mohammed VI décide, un jour prochain, la conversion de *Dar El Mokri* en mémorial de tous les disparus du pays lors des « années de plomb ».

Les déplacements de Ben Barka en 1963

Certains ont pensé que son action vers les autres pays du Maghreb, puis vers ceux du Tiers-Monde, était concomitante à ses exils hors du

96. De juillet contre le Roi – d'octobre, après la « guerre des Sables » contre le pays.

97. Abderrahman Youssoufi affirmera, lors de sa conférence de presse du 13 mai 1971, dans le cadre du Comité de défense des inculpés de Marrakech : « Il serait fastidieux d'énumérer toutes les grandes opérations de répression, tous les nombreux procès préfabriqués, toutes les condamnations, toutes les exécutions avec leur cortège de tortures, de souffrances, d'infirmités, de décès, d'exécutions sommaires, d'humiliations, d'atteinte à l'intégrité corporelle et de destruction de biens. Qu'il me suffise de vous dire que le processus de répression s'est développé d'une façon continue et aggravée contre l'UNFP à partir de la création de celle-ci en 1959. L'on peut dire même que le pouvoir a toujours considéré notre mouvement comme une organisation visant à « aggraver le régime pour le remplacer par un autre » pour reprendre les termes mêmes des qualifications retenues par l'acte d'accusation du procès de Marrakech ».

Maroc. C'est inexact. Déjà, étudiant à Alger en 1941, Ben Barka a rencontré de nombreux leaders algériens, et sa pensée, ses idées, ont rapidement englobé tout le Maghreb, alors sous domination française. Dès l'indépendance du Maroc et celle de la Tunisie, il a songé à l'Unité du Maghreb, donc à l'indépendance inéluctable de l'Algérie. En fait foi, la conférence maghrébine de Tanger de 1958, où représentant le PI, il fut l'un des grands animateurs⁹⁸.

La nouvelle année parlementaire – 1964

Le souverain continue à régner et à gouverner seul. Telle est la réalité. L'activité du Parlement est très médiocre. Début mars, il n'a pas encore voté le budget de l'armée, ni approuvé le plan triennal qui lui a été présenté par le gouvernement ! Des divisions internes sont apparues au sein du FDIC, qui écœurent son fondateur, Guedira. Celui-ci a favorisé ses amis au sein du parti lors de la constitution du dernier gouvernement – dix ministres contre deux au MP – et Aherdane critique vertement ce choix. Il presse ses camarades au Parlement de se retirer du FDIC. Libéré de son allégeance directe à Hassan II, Guedira réplique au printemps par la création d'un nouveau parti, le Parti Social Démocrate (PSD), où figurent, outre tous les ministres, parmi lesquels Abderrahman Khatib et les députés FDIC non-membres du MP ou du PDC, des personnalités neutres, comme le docteur Youssef Ben Abbes ou Mohammed Laghzaoui.

Le Maroc, ainsi, sous Hassan II, connaît mieux le multipartisme que sous le règne de Mohammed V ! Mais, après la scission intervenue au sein du PI, toute l'intelligence du prince héritier, puis du roi, aura été de jouer sur la division PI = conservateurs – UNPF = réformistes, voire révolutionnaires pour certains. De pousser aussi à la création de divers partis jusqu'à la fin de son règne – tous sans consistance réelle – assermentés en quelque sorte au souverain. Multipartisme, proclamé haut et fort, oui. Mais de façade et sans aucun rôle réel sur la politique du pays. Hassan II dirige en dictateur. Il est, toutefois, aidé par les courtisans du Palais et par la caste administrant le pays : anciens du Mouvement National ou jeunes aux dents longues ; hommes de droite, du centre, voire de gauche, qui au fil des années sont passés au service de Sa Majesté, résignés, couchés, acceptant toutes les compromissions de ce roi... qui, le plus souvent, les méprise au premier chef !

98. Dans tous ses déplacements, il agit en tant que représentant mandaté par l'UNFP.

La deuxième session parlementaire commence le 18 mai 1964. Deux jours après, le gouvernement décide l'augmentation du prix du sucre – toujours fixé par l'État – sans en avoir fait part auparavant aux parlementaires. Le pouvoir, cynique à leur égard, montre leur inutilité. Le 21 mai, les députés, de l'UNFP et du PI quittent l'hémicycle en signe de protestation. Le 15 juin, l'UNPF présente une motion de censure contre la politique économique du gouvernement et sollicite l'amnistie de tous les condamnés politiques, lors du procès du « complot de juillet ». Le Premier ministre, Bahnini, lui répond en une séance télévisée, s'appliquant à faire le procès du parti et de son leader en exil, Mehdi Ben Barka, condamné deux fois par contumace.

Au cours de l'été un conflit oppose Hassan II à Guedira, hostile à la création de Cours spéciales pour juger les cas de corruption dans la fonction publique. Il les juge inutiles en raison des tribunaux déjà existants. Il démissionne de son poste et reprend son cabinet d'avocat. C'est la fin d'une (première) longue collaboration avec son ami de jeunesse...

Le procès du « complot de juillet »⁹⁹

Le 25 novembre 1963 avait débuté le procès fleuve, présidé par Tayeb Chorfi, assisté de magistrats ayant servi sous le Protectorat ! Compte tenu du pourvoi en cassation, le Tribunal avait accepté la demande de renvoi sollicitée par la défense, pour que l'apparence d'une saine justice soit, là au moins, manifeste¹⁰⁰.

Le 9 décembre, la Cour suprême rejette le pourvoi. En quelques lignes, elle affirme : « L'instruction n'est entachée d'aucune violation de la procédure la rendant nulle selon la loi, comme elle n'est entachée d'aucun vice substantiel touchant aux droits de la défense. Rejetons

99. Quelques jours auparavant, fait important, 166 notables, frappés en 1958 pour leurs activités antinationales sous le protectorat, sont réhabilités !

100. Interrogé par *Le Monde*, le 22 novembre, à la veille du procès, Me Abderrahim Bouabid a répondu : « Maintenant que nous sommes en possession des éléments du dossier sur lesquels se fonde l'accusation, nous pouvons dire que les membres de l'UNFP et de la Résistance sont victimes d'une machination policière. La police marocaine donne l'impression d'avoir été hantée par l'éventualité d'un complot (...). Bien entendu, on a découvert quelques cellules avec quelques armes. Mais des armes, il s'en trouve un peu partout au Maroc (...). Et est-ce à partir d'une cellule, plus ou moins armée, avec des gens plus ou moins naïfs, que la police a établi le lien avec d'anciens membres de la résistance et des responsables de l'UNFP (...). La détention pendant plusieurs semaines, les tortures utilisant les techniques les plus perfectionnées ont permis les aveux traditionnels pour combler le vide du dossier.... »

(...) ». Dans cet État de non droit, les magistrats de la Cour suprême n'ont pu que s'incliner devant les oukases du pouvoir royal. Lequel, bien sûr, ne cesse d'affirmer dans ses discours l'indépendance de la justice !

J'écris alors, au nom des avocats de la défense, au président de la Cour suprême pour lui demander de bien vouloir nous faire tenir une expédition de cet « ARRET HISTORIQUE », ces deux mots volontairement écrit en gros caractères. Le procureur général Majid Benjelloun informé saisit immédiatement le bâtonnier de l'ordre, Me Albert Benatar, et lui fait savoir que le Premier président outré, estimant que j'ai insulté la justice marocaine, demande des sanctions à mon encontre. Le bâtonnier est très ennuyé de cet incident. Je lui réponds de ne pas s'inquiéter : « Je vais prendre directement contact avec le président de la Cour Suprême, homme intelligent, et fort courtois que je connais bien ». Le Président Hamiani – ancien avocat au barreau de Fès-Meknès – commence par me demander des nouvelles de mon père, puis, sur interrogation de ma part, me précise qu'il n'a rien demandé à mon encontre au procureur général !

Le 26 décembre, le procès reprend. Des confrères du barreau de Paris, le bâtonnier Thorp, Michel Bruguière¹⁰¹, Gisèle Halimi, se présentent en robe à la barre pour demander au président l'autorisation de s'associer aux avocats de la défense, comme le prévoit la convention judiciaire franco-marocaine¹⁰². Le président les récuse¹⁰³. Sans doute le pouvoir royal désirait-il ne pas se ridiculiser davantage en présence d'avocats étrangers ? De fait, le président prend la même décision à l'arrivée de confrères algériens et tunisiens....

Le 27 décembre commence l'interrogatoire des accusés. Le premier appelé, Moumen Diouri – alors jeune étudiant – se lève, ajuste ses lunettes sombres, s'approche du micro et contre toute attente du tribunal dénonce la machination policière !¹⁰⁴ Martelant ses mots, il révèle toutes les tortures qu'il a subies, notamment des coups de stylet dont il porte encore les traces dans le dos qu'il montre au tribunal, pour revenir sur ses aveux à la police. Les magistrats sont livides. Le président :

101. Aux côtés de qui je serai deux ans après aux Assises de la Seine.

102. Du 5 octobre 1957.

103. Nous n'étions pas à une irrégularité près ! Il n'accepte même pas qu'ils soient admis comme « observateurs en robe » dans la salle d'audience et leur intime l'ordre de quitter leur robe.

104. « J'ai préservé ma vie surtout pour aujourd'hui afin de pouvoir dire la vérité (...). Il n'y a pas eu de complot tramé contre Sa Majesté le Roi (...). Il y avait un autre complot de la police contre l'UNFP et ceux qui l'ont tramé m'ont choisi pour en prendre la tête (...). Trente quatre jours de torture et la police m'a dit où elle voulait en arriver. Son but était que je désigne l'UNFP (...). Les armes avaient été prises dans une caserne pour être initialement déposées au secrétariat de l'UNFP à Casablanca, puis en définitive être déposées dans une ferme à Skhirat, où j'ai dû accompagner la police, pour donner plus de consistance au complot ».

- Pourquoi n’avez-vous rien dit de tout cela au juge d’instruction ?
- Parce que ce juge n’était autre que M. Debbi, c’est-à-dire la même personne qui a assisté à mes interrogatoires par la police !

L’ensemble des déclarations de Diouri provoque une très vive sensation, d’autant que jusque-là il avait refusé de choisir un avocat « afin que l’on ne puisse lui adresser le reproche d’avoir été influencé par celui-ci ». Quelle bombe à retardement dans le prétoire ! Cet homme n’était-il pas pour l’accusation la clé de voûte de l’affaire ? Si celle-ci fait défaut que reste-t-il de toute la construction du procureur général ? Diouri choisit alors comme défenseurs le bâtonnier de Fès, Abdelkrim Benjelloum et Abderrahim Bouabid. Et, le président lève l’audience jusqu’au 2 janvier 1964.

Quelles sont donc les accusations avancées par le procureur général ?

« Au début de l’année 1962, la police a eu vent d’un complot qui se tramait, dont le but était de renverser le régime établi dans le pays et d’attenter à la vie du roi. À l’aube de l’année 1963, la base américaine de Kenitra a subi vainement une attaque dont le but était de s’emparer des armes qui s’y trouvaient, à la suite de quoi le nommé Moumen Diouri a été arrêté. Il révéla alors tout ce qu’il savait sur l’activité révolutionnaire de certains dirigeants qui furent arrêtés, tandis que d’autres se réfugiaient à l’étranger. Ainsi renseignée, la police a saisi des armes détenues par certains membres de cellules révolutionnaires. Elle a également découvert des dépôts d’armes aux environs d’Agadir et de Skhirat. En fait, deux groupes distincts agissaient initialement d’une manière séparée, employant des moyens différents. Mais ils ont fini par se connaître et ont établi des liaisons pour agir de concert afin de réaliser la Révolution. L’un dirigé par Basri, qui, pour attenter à la vie du Roi, avait pris contact avec le commandant Medboh, chef de la Garde royale et avec deux autres officiers qui tous trois mirent au courant les autorités supérieures. Basri exposa ses plans à ses amis Mehdi Ben Barka et Abderrahman Yousseoufi. Ils se sont entendus pour créer des cellules révolutionnaires dans les principales villes du Maroc pour s’emparer des leviers de commande de l’État, après avoir assassiné le Roi.

« Avant la constitution de ces cellules, Basri et Yousseoufi s’étaient rendus en Algérie pour prendre contact avec Abdeslam Jebli chargé de réunir des armes. Yousseoufi avait par ailleurs des relations avec des étrangers sans foi ni loi. Il prit contact avec un syrien nommé Karmout, qui lui expliqua, à l’occasion du 2^e congrès de l’UNFP, les moyens à employer pour réussir le coup d’État projeté. Basri prit également contact avec Omar Benjelloun, ex-fonctionnaire du ministère des Postes, afin de préparer l’ultime étape de l’insurrection armée. Il lui demanda de lui communiquer les numéros téléphoniques intéressant le Palais royal, l’État Major de l’Armée, les casernes de Rabat et les installations radiopho-

niques à travers tout le pays. Benjelloun devait aussi se charger de préparer des dépôts, en cachette, des armes rassemblées par Jebli et trouver des véhicules automobiles pour le transport de ces armes vers Taza, Rabat et Casablanca. Quant à Mehdi Ben Barka, il avait créé des cellules à Rabat et donné à leurs membres l'ordre de s'attaquer à leurs adversaires politiques en employant la violence. Elles devaient assassiner de hauts fonctionnaires et occuper des services clefs de la capitale, puis attaquer le Palais royal et supprimer physiquement le roi.

« Un autre groupe s'était constitué autour de Cheikh El Arab, ancien résistant de l'armée de Libération, qui n'avait pu rentrer dans le rang à l'indépendance. À l'occasion d'une rixe, il avait tué deux personnes de Tata et avait été condamné à mort par contumace. Malgré cela, il continuait à parcourir le pays en excitant les gens à la révolte, en créant lui aussi des cellules armées. Il eut l'occasion de prendre contact avec Moumen Diouri, qui accepta de travailler avec lui. Il l'envoya deux fois en France pour inciter étudiants et ouvriers à faire partie de son organisation révolutionnaire et en Algérie pour contacter Jebli afin de se procurer des armes. Toujours en recherche d'appui, Cheikh El Arab fut mis sur la piste de Abdelfadel Ghomari, secrétaire à l'Entraide Nationale, qui lui accorda son aide.

« Cheikh El Arab et Moumen Diouri étaient convaincus que leur projet ne réussirait que s'ils disposaient d'une grande quantité d'armes, d'où la tentative d'attaque contre la base américaine de Kénitra, avec la complicité de certains employés de la base. Diouri se voulait le trait d'union entre Cheikh El Arab d'une part, et Ben Barka et Basri de l'autre. Après de multiples réunions, Ben Barka a fait don à Cheikh El Arab de 2 millions de dirhams pour acheter un café à Casablanca, dont les revenus alimentaient la cause de l'organisation révolutionnaire. Egalement d'un chèque de quinze mille dollars par l'intermédiaire de Saïd Bounaïlat, à charge pour lui de supprimer physiquement certaines personnalités marquantes, telles Guédira, Oufkir etc. et de soudoyer les gardiens de la base américaine ».

Le procès se poursuit pendant des semaines. De tous les interrogatoires des accusés se dégagent les tortures qu'ils ont subies, avec force détails. Naïm Boubker, par exemple, révèle les sévices qu'il a subis dans les locaux mêmes de la police. Et, c'est un nouveau choc pour tous, lorsque cet homme d'une quarantaine d'années, découvre son ventre et ses jambes couverts de cicatrices !¹⁰⁵ Bouabid lance alors à la figure des juges : « Les méthodes employées par la police et le parquet général ne

105. Mohamed Mansour, l'un des anciens chefs de la résistance sous le protectorat, député de Casablanca, Président de la Chambre de commerce, a publié un jour le récit des tortures subies par les uns et les autres de ses camarades après leur arrestation. Aucune protestation n'a infirmé ses dires.

diffèrent en rien de celles dont nous étions les victimes en 1952, sous le Protectorat, quand nous étions, nous aussi, accusés de complot et justiciables des tribunaux militaires français »¹⁰⁶. La liberté de parole a été laissée aux accusés et à leurs défenseurs. Les commentaires de la presse eux aussi sont libres¹⁰⁷. Mais un parti écrasé, un pays du nord au sud et d'est en ouest terrorisé, voilà qu'elles sont les résultats du sauvage été hassanien 1963. En corollaire, cela permet au pouvoir royal d'accepter cette liberté d'expression pendant le procès, en attendant des condamnations inévitables compte tenu des « aveux », sous la torture.

Lors de son interrogatoire, les réponses de mon client, Abbès Kabbaj – qui sera acquitté – sont claires et nettes : « Je suis innocent, mais je ne m'étonne point de me trouver ici, car le fait d'appartenir à l'UNFP constitue un argument suffisant pour que je sois arrêté ». Et de démontrer que le « complot », puisque complot il y a, est « un complot policier contre une organisation progressiste, l'UNFP, qu'il faut décapiter en raison de la montée de l'opposition dans le sud du pays ». Il en est de même pour mon autre client Abdelfadel Ghomari, qui, lui aussi, sera acquitté : « Je ne comprends pas pourquoi on m'a arrêté et la relation qu'il peut y avoir entre un complot et mes fonctions ».

Parmi les hauts faits de ce procès, il faut relever un évènement particulièrement marquant, la découverte des soi-disant « dépôts d'armes ». Le ministre de l'Intérieur l'a annoncé le 18 juillet 1963. Or selon les P.V. dressés par la police, nous constatons que ces armes ont été trouvées et saisies après cette date : à Skhirat, le 19 juillet suivant le P.V. de perquisition. Le 20 juillet suivant les scellés. ! À Agadir, le 29 juillet... Diouri, le principal accusé a déclaré : « Le prétendu dépôt d'armes de Skhirat, dans une ferme (...) ». Or, ses propriétaires n'ont jamais été inquiétés, après avoir simplement déclaré à la police « qu'ils n'avaient aucune connaissance de l'existence de ce dépôt ». (*sic* !) Quant au prétendu dépôt d'Agadir, il se dégageait des débats, qu'aucune indication précise sur le lieu où les armes avaient été découvertes n'était établie !

106. Le père de Moumen Diouri, l'un des premiers résistants marocains, à nouveau arrêté après la déposition de Mohammed V, n'était-il pas mort des suites des tortures subies dans les geôles du Glaoui où il avait été transféré ?

107. L'hebdomadaire du FDIC, *Les Phares*, se montre grand défenseur de la manière dont les débats ont été menés par le président Chorfi. En revanche, l'hebdomadaire de l'ex-PCM, *Al Moukafih*, n'est que critique. Sous le titre « La justice se bande les yeux » il relate : « Si l'on ne peut plus guère parler de procès du complot, il devient par contre de plus en plus évident qu'il existe un complot du procès (...) Avant même que se pose la question de savoir si ces hommes sont coupables, une certitude éclate : les inculpés, tous les inculpés sont d'abord et de façon incontestable des victimes. Des victimes de la police (...) Est-il normal qu'un médecin étranger de l'armée marocaine – le capitaine français Ben Kamoun – ait eu à établir de biens curieux certificats médicaux, car enfin ces tortures ont laissé des traces visibles. Mais, lui, n'a rien constaté ! ».

Après plus d'un mois d'audiences plus étonnantes les unes que les autres, la défense décide d'un commun accord, sur instructions formelles de ses clients, de se déconstituer et de se retirer de la barre, en informant l'opinion publique des raisons de ce retrait par un communiqué. Bouabid le résume pour la presse : « Les motifs de retrait sont multiples. Ils peuvent se résumer ainsi : la défense refuse de cautionner une parodie de justice ».

Le président Chorfi prend alors la décision de désigner d'office, au titre de l'aide judiciaire, tous les avocats constitués par les accusés. Nous refusons catégoriquement. Le bâtonnier de Rabat tente vainement de nous convaincre de revenir sur ce refus. Nous lui répliquons en invoquant les « impératifs de notre conscience », en application même des dispositions réglementant la profession d'avocat. Informé, le président maintient sa décision, estimant que les excuses invoquées ne lui semblent pas pertinentes. Nous faisons de même de notre côté, et désormais aucun confrère ne sera présent dans la salle d'audience. Le président donne alors « la parole en dernier aux accusés » comme il est de règle. Mais, après le retrait de la défense, tous répondent... par le plus grand mutisme !

L'affaire est mise en délibéré. Celui-ci dure près de sept jours au grand étonnement de tous. Je passe régulièrement au palais pour voir où l'on en est. Le sixième jour, le 13 mars 1964, une indiscretion m'apprend que la décision serait très certainement prononcée dans la soirée. De sortie au théâtre avec des amis, je reviens vers 23 heures au palais. Oufkir et Dlimi sont dans le grand hall, attendant eux aussi le verdict – sans doute pour mieux surveiller que les juges exécutent bien les ordres venus d'en haut ? Le palais est entouré par les forces de l'ordre. Des désordres sont craints. Vers une heure du matin, les juges pénètrent dans la salle d'audience, largement remplie par des policiers en civil¹⁰⁸. La lecture du jugement dure près de cinq heures ! 67 accusés sont condamnés ; 35 relaxés, dont mes deux clients personnels, de même que Mehdi Alaoui et un autre député UNFP, Hassan Laarj, Abdelatif Jebro, etc. 11 condamnations à mort sont prononcées, dont 3 frappent des accusés présents : le fqiḥ Basri, Moumen Diouri et Omar Benjelloun. Les 8 autres le sont par contumace, dont Mehdi Ben Barka – déjà condamné à mort en novembre 1963 – Ahmed Agouliz alias Cheikh El Arab, Abdallah Bouzalim, Abdeslem Jebli, Abdelfatah Sebbata, Hocine Khidder, Saïd Bounaïlat alias Ajar, et

108. Compte tenu de l'heure, sans doute, et de l'imprécision quant au jour du délibéré, je suis le seul avocat présent à la barre. Comme pour le procès d'Addi Ou Bihi en 1959, dans cette même salle, le verdict est donc prononcé tard dans la nuit, sans avoir été annoncé auparavant. Tout est fait pour que le peuple marocain, craint, soit le moins important possible à venir protester contre ces condamnations arbitraires. Mais, comment des manifestations auraient-elles pu être organisées par quiconque, alors que le pays est totalement apeuré depuis les rafles, enlèvements, tortures, disparitions de l'été précédent ?

Figuigi Houcine. Les autres condamnés le sont à perpétuité ou à plusieurs années de prison.

Abderrahman Youssoufi, contre qui une peine de quinze années de réclusion avait été sollicitée par le procureur général, n'est condamné qu'à deux ans de prison avec sursis ! Apaisement voulu par Hassan II dans le climat tendu de l'époque ou reconnaissance d'un vrai faux complot ?

Deux organisations de juristes internationaux « *Amnesty international* » (Londres), appuyée par la « Ligue des droits de l'Homme » (France), et la « *Commission internationale des juristes* » (Genève) avaient envoyé un observateur à ce procès fleuve (plus de trois mois), Me Nicolas Jacob, avocat au barreau de Paris pour la première ; Me Erik T. Poulson, avocat au barreau d'Oslo pour la deuxième. Leurs deux rapports présentent grosso modo les mêmes observations, tant les aspects positifs¹⁰⁹ que les aspects négatifs. Ils concluent : « Violation sérieuse et manifeste des garanties fondamentales inscrites dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme et dans la Constitution marocaine ».

Sans aucune illusion, nous décidons de nous pourvoir en cassation devant la Cour suprême contre cette inique décision. Comme elle l'avait fait quelques mois auparavant pour l'ordonnance de renvoi, la Cour rejette le pourvoi et les condamnations deviennent définitives le 12 mai 1964.

Le 19 août, le gouvernement est remanié, et, pour le remercier de « ses bons et loyaux services », Oufkir est nommé ministre de l'Intérieur par Hassan II, gardant toujours la haute main sur l'appareil sécuritaire du pays, secondé par Dlimi¹¹⁰.

Au vu même des dossiers et des interrogatoires des accusés – ayant avoué sous la torture – j'ai toujours eu la conviction qu'il n'y avait jamais eu de complot de l'UNFP pour renverser le régime par la violence. Certes, à Casablanca, Kénitra, Beni Mellal, quelques « comploteurs », animant des cellules de militants activistes, étaient bien hostiles au Roi et à sa manière absolue de diriger le royaume, mais sans plus. Quelques armes avaient bien été trouvées dans les secrétariats de ces cellules, mais l'accusation nous en avait présenté des dizaines... toutes astiquées, sorties d'un commissariat de police ou de réserves militaires !

En revanche, j'ai constaté qu'au lendemain de sa défaite morale aux élections législatives de mai, Hassan II avait profité de l'occasion de la

109. Publicité des audiences. 53 avocats constitués, 20 ou 30 toujours présents. Nombreux journalistes marocains, outre le correspondant du *Monde* (Louis Gravier), celui du *Journal de Genève*, de l'*Agence France Presse*, de l'agence *Maghreb Arab Press* etc. Liberté de parole et d'expression sans limite des accusés et de leurs avocats...

110. Le 20 août, à l'occasion du 11^e anniversaire de « La Révolution du roi et du peuple » Hassan II commue en « détention perpétuelle » les condamnations à mort prononcées contre les présents, Basri, Diouri et Omar Benjelloun.

réunion du 16 juillet – les « comploteurs » étant connus depuis des mois – pour monter un véritable « complot contre l'UNFP ». Il entendait par là tenter une fois pour toute d'éliminer cette force d'opposition populaire. Il voulut par la suite un procès public, largement ouvert à la presse, afin de révéler au monde les « crimes » des partisans de l'UNFP à son encontre, tout particulièrement du leader du parti, Mehdi Ben Barka¹¹¹. Mais, cette manœuvre s'est retournée contre lui : arrestations massives ; sévices ; tortures ; irrégularités judiciaires ; faux dépôt d'armes ; fausses accusations... telles étaient les révélations apparues au grand jour.

Si Ben Barka était sans doute au courant des idées subversives de certains militants de son parti, il savait que pareil projet tournerait à l'échec en raison des forces en présence. C'est après l'été 1963, en fait, que certains Marocains, empreints d'un esprit réellement révolutionnaire, chercheront à abattre le souverain par la force. Ainsi, en juin 1964, quelques commandos d'opposants venus d'Algérie, vite repérés, seront arrêtés, traduits devant le tribunal militaire et condamnés à mort. L'affaire, sérieuse cette fois, n'a pas traîné. Ces hommes seront exécutés quelques mois après, au printemps 1965 au lendemain des émeutes de Casablanca. Comme par hasard !

Le procès va marquer un tournant quant à la destinée de trois des hommes condamnés à mort par contumace : Cheikh El Arab sera abattu par la police à Casablanca en juin 1964 ; Mehdi Ben Barka, exilé à l'étranger, « disparaîtra » en plein Paris, l'année suivante ; Saïd Bounaïlat, réfugié en Espagne, sera livré quelques années après par le dictateur Franco à son ami Hassan II.

La liquidation de Cheikh El Arab

Sous son vrai nom, Ahmed Agouliz, Cheikh El Arab est engagé en 1927, comme simple cuisinier, lors de la fondation à Rabat d'une école libre pour fils de notables, par Ahmed Balafrej. Il entre par la suite dans la résistance contre le Protectorat. Partisan de la lutte armée, il milite aussi pour l'établissement d'une République marocaine, comme le souhaitait Abdelkrim. Adversaire du Palais donc, il le sera aussi, de facto, des nationalistes istiglaliens. Condamné en 1953, en raison d'une tentative d'assassinat du pacha de Rabat, il est libéré après deux années de prison, à l'indépendance du Maroc. Il faudra que des historiens se

111. Il écrit de Genève à *l'Etudiant* en juin 1964 « Ce procès n'était rien d'autre qu'une façade de légalité destinée à cacher une manœuvre gauche de vengeance politique... »

penchent un jour sur cette époque pour décrire cette résistance populaire révolutionnaire hostile à l'occupation française, comme au retour du sultan sur son trône. Peu après, il est mêlé à l'assassinat d'un ex-agent des Services français. Il s'exile un temps en Algérie, où il organise des commandos armés, qui, peu à peu, gagnent le Maroc.

Condamné à mort par contumace en mars 1964, mais toujours présent dans le pays, Cheikh El Arab est recherché par toutes les polices du royaume. Il est vu tantôt à droite, tantôt à gauche...¹¹² Le 7 juin 1964, un commissaire des R.G. et quatre inspecteurs en civil se présentent à la porte d'une villa de la banlieue casablancaise, sur dénonciation d'un « indic ». Ils ne prennent aucune précaution. Ils sont accueillis par des rafales de mitraillette et trois sont tués sur le coup. Des « clandestins » se trouvaient bien à l'intérieur ! Parmi eux, Cheikh El Arab et trois autres camarades. Un véritable état de siège est alors organisé. Le 9, ils sont à leur tour tués¹¹³, et leurs corps jetés dans un terrain vague. Les passants découvrent aussi le corps d'Abdallah Bouzalim, un des héros de l'ALM, condamné également à mort par contumace en 1964, tenu pour l'un des adjoints directs de Cheikh El Arab. La presse officielle fait état le concernant d'un règlement de compte entre les « comploteurs ». La vérité est tout autre. Arrêté au mois de septembre 1963, incarcéré à la *Villa Mokri* depuis le 15 novembre, Bouzalim faisait « défaut » – et pour cause ! – au procès... Mais il était « présent » pour de sommaires représailles.

Hassan II voulait montrer que tous ceux qui « s'amuseraient » à comploter sérieusement contre lui subiraient le même sort ! Comploter contre le pouvoir royal certes, mais Cheikh El Arab n'était-il qu'un vulgaire « terroriste » ? Un jour viendra peut-être où son cas sera présenté plus objectivement : un militant marocain courageux opposé jusqu'au bout au pouvoir absolu d'Hassan II. Cet homme était, sans doute, très marqué par ses origines de « fils du peuple ». Il ne pouvait accepter ceux qui, au pouvoir, roi, cour royale, bourgeoisie d'affaires, possédants de toutes sortes, collaborateurs sous le protectorat, néo-colonialistes après l'indépendance, ne se préoccupaient guère de tous les exclus, les déshérités, les sans travail...

112. Je me souviens très bien pour ma part combien nos véhicules étaient en permanence arrêtés à des barrages policiers sur les routes, contrôlés, mitraillette dressée, avec ordre d'ouvrir nos coffres !

113. « Après avoir utilisé une dernière balle qu'il gardait toujours sur lui, pour ne pas être pris vivant » selon Moumen Diouri. op. cité. Abattu par la police selon les journaux.

L'Union nationale des étudiants marocains

Pendant tous les mois d'hiver et de printemps 1964 la contestation n'a pas cessé dans le pays. Elle n'est plus le fait de l'UNFP décapitée. Elle est poursuivie par les étudiants de l'UNEM. Née au lendemain de l'indépendance en 1956, prise en charge par de jeunes militants de l'UNFP après la scission du PI, cette Union regroupe alors la majorité des étudiants marocains. La création en août 1962, d'une organisation rivale, l'Union générale des étudiants du Maroc (UGEM), à tendance istiglaliennne, très encouragée par le pouvoir royal, ne lui a pas réellement porté ombrage.

Hassan II ne supporte ni le dynamisme de l'UNEM, ni la constance de ses prises de position critiques à l'issue de chacun de ses congrès. D'où une répression accrue à l'encontre de cette organisation. En 1962 et 1963, l'UNEM – après avoir, elle aussi, boycotté le référendum sur la Constitution – décrète de nombreuses grèves, tant dans les universités que dans les lycées, les élèves des classes terminales étant à l'époque autorisés à s'inscrire à l'association¹¹⁴. Dans ce contexte, le gouvernement prend, le 21 juin 1963, un dahir limitant la qualité d'étudiants aux seuls élèves de l'enseignement supérieur. Et trois mois sont donnés par le procureur général aux associations pour modifier leurs statuts. L'UNEM proteste lors de son VIII^e congrès¹¹⁵ contre cette décision, mais ne manque pas de régulariser ses statuts. Tenu au lendemain des premières arrestations des membres de l'UNFP et de la « souricière de Casablanca », le congrès n'en est que plus hostile à l'égard du régime. La résolution de politique générale votée par les étudiants est sans compromis. Ses critiques entraînent l'arrestation de nombreux étudiants.

Le président, Hamid Berrada, est arrêté le soir même du congrès, dans la rue, revenant de chez Bouabid. Enlevé par des agents des Brigades spéciales, il est « passé à tabac » et conduit à la *Villa Mokri*. Il me raconte¹¹⁶ :

« Nous n'avons pas eu ou guère à manger. À tour de rôle mes codétenus – des dizaines d'autres Marocains arrêtés, tous les yeux bandés – sont entraînés hors de la salle commune, torturés dans un autre lieu, puis ramenés. Pour ma part je ne suis pas frappé. Les plus atteints par les sévices ont droit au soin d'un infirmier, le fameux El-Hassouni de

114. Le ministre de l'Education nationale, le Dr. Youssef Ben Abbès, s'empporte contre ces décisions, estimant scandaleux que de simples lycées puissent faire grève !

115. Du 30 juillet au 3 août 1963.

116. Entretien avec l'auteur le 30 juin 2004.

l’Affaire Ben Barka. Je suis libéré quatre jours après, non sans avoir, auparavant, été conduit dans un appartement de fonction d’Oufkir. Il m’a entrepris sur les résolutions du congrès, en présence du capitaine Benslimane. Je me rends par la suite chez l’un des membres du bureau de l’association, Omar El Fassi. Nous décidons de continuer la lutte. La provocation semble payante puisque nous ne sommes pas interdits.

J’étais alors Secrétaire général de la Confédération des Etudiants du Maghreb (fonction tournante). Son bureau est convoqué à Rabat, entre autres, pour une journée d’études sur la répression et les tortures. Une motion de politique générale est votée : « Le seul obstacle à la construction du Maghreb est la monarchie marocaine ». Je rédige un texte dans la nuit. Les journalistes sont convoqués à une conférence de presse. Louis Gravier, le correspondant du *Monde* est présent. Je lis moi-même le texte en qualité de porte-parole du bureau de la Confédération. Le lendemain le journal arrive à Rabat, il y est simplement mentionné : « Hamid Berrada déclare à Rabat (...) » ! Je retrouve Omar El Fassi et nous décidons de téléphoner à Jean Lacouture pour demander une rectification dans le journal. Arrivés devant les locaux de l’UNEM un homme m’attend. Un certain Rachidi, futur député du RNI. Deux policiers sont également présents : « Voici Berrada que vous recherchez ». Je mets à la porte Rachidi. Les deux policiers pénètrent dans mon bureau et me prient de les suivre. Ils n’avaient pas de mandat d’arrêt. Je refuse. Des agressions verbales fusent de part et d’autre. Un tiers survient. « Ce n’est pas toi qu’on recherche. Il s’agit d’un Algérien, Abdelkrim ». Je m’engage à tout leur donner concernant ce camarade¹¹⁷. Les policiers et El Fassi sont alors sortis. Je saute par la fenêtre donnant sur une dépendance. Déguisé en femme, je traverse par la suite les barrages. Les camarades affirment dans un communiqué : « Hamid Berrada a été enlevé ». Le ministre de l’Education nationale réplique immédiatement : « Non, il a été arrêté. Il va être traduit en justice régulièrement et pourra se défendre ». En fait le ministre révèle ce qui était prévu, mais non ce qui s’est passé. Je me rends chez des parents deux ou trois jours. L’inquiétude est générale sur mon sort. Seul Omar El Fassi connaît la vérité. Je me cache encore dans la maison de Français en vacances. Un ami, François Della Sudda, m’aide à sortir clandestinement du Maroc¹¹⁸. Arrivé à Alger, je suis informé d’un appel de la jeunesse du FLN à la jeunesse marocaine pour dénoncer la

117. Nous avons juré sur le Coran. Il m’était facile de leur faire part du comportement et des dires d’Abdelkrim, car celui-ci était reparti le matin en avion pour son pays...

118. Il me conduit en voiture jusqu’à la frontière algérienne. Muni de faux papiers, au nom d’un juif, avec barbe et lunettes, j’annonce aux policiers qui nous interpellent en cours de route, que nous allons à l’enterrement d’une tante à Oujda. Je traverse la frontière à pied, juste avant le début de la « guerre des Sables », le 15 octobre.

guerre fratricide des Sables. Fathallah Oualalou, membre du bureau de l'UNEM, joint au téléphone, me donne l'accord du Comité exécutif pour me mandater auprès de nos camarades algériens. Le soir même je participe à un meeting où je prononce un discours violemment anti-Hassan II. Quelques jours après, le 9 novembre 1963, le Tribunal militaire de Rabat me condamne à mort par contumace « pour atteinte à la sûreté extérieure de l'État et trahison en temps de guerre » ! Le même jour, Mehdi Ben Barka a été condamné à la même peine. Il avait de son côté, prononcé au Caire, sans aucun lien entre nous, un discours du même ordre ».

Au cours du premier trimestre 1964 des meetings de protestation ; des grèves dans les universités ; des manifestations de lycéens ; se succèdent à Casablanca, Fès, Rabat et autres villes du Maroc¹¹⁹. L'arrestation d'étudiants s'en suit. Les locaux de l'UNEM, ici ou là, sont occupés ou fermés par la police. L'UNEM tient bon. Au lendemain des condamnations du « complot de juillet », elle n'hésite pas à condamner les sentences prononcées et à renouveler sa solidarité aux héros de la Résistance, le fqih Basri et ses compagnons. Le 1^{er} mai, ses membres participent au traditionnel défilé des travailleurs, aux côtés de leurs camarades ouvriers. Ils réclament, en vain, la libération des condamnés et le retour de leur Président.

Début septembre, à l'issue des travaux du IX^e congrès tenu à Rabat¹²⁰, le nouveau président élu, Mohammed Haloui, fait état à la presse d'un message adressé aux congressistes par l'ancien président, Hamid Berrada, nommé président d'honneur de l'organisation. Bon prétexte pour que, le 14 septembre, Haloui soit arrêté au siège même de l'UNEM par trois membres des Brigades spéciales, arme au poing, sans production du moindre mandat d'arrêt ! Le lendemain, un mandat de perquisition des locaux est lancé. Fermés par la police, ils demeurent sous sa garde. Remis en liberté provisoire le 16 septembre, Haloui est de nouveau arrêté le 18.

119. Outre des prises de position contre le pouvoir hassanien, ces jeunes marquaient leur désapprobation à la politique d'enseignement du gouvernement.

120. Analysant les causes fondamentales de la crise, la déclaration finale de politique générale est particulièrement critique à l'égard d'Hassan II. « La raison essentielle réside dans la volonté arrêtée du pouvoir réactionnaire et féodal de s'assurer le contrôle effectif de l'appareil de l'État » et d'ajouter : La poursuite de sa politique a conduit le pouvoir à une double faillite, politique et économique :- dans le domaine institutionnel, avec la tentative d'éliminer les forces progressistes sous le prétexte d'un second « complot » préfabriqué ; - dans le domaine économique, le pouvoir a montré son incapacité et cela même dans le cadre d'une politique de libéralisme économique ; la corruption est érigée en système à tous les échelons de l'administration. « Devant cette faillite totale... seules des réformes radicales élaborées et appliquées par les représentants authentiques des masses populaires (notamment l'élection d'une assemblée nationale Constituante) sont en mesure de résoudre la crise actuelle et de mettre le pays sur la voie du progrès économique ... »

En fait, enlevé en pleine rue avec un autre membre du Comité exécutif, Omar El Fassi, par deux inconnus qui leur bandent les yeux et les transportent dans un lieu ignoré, puis de là à un commissariat. Haloui, seul, est déféré à la Justice militaire et incarcéré à la prison de Rabat¹²¹.

Le 24 septembre, le juge d'instruction militaire procède à l'instruction « détaillée » de l'affaire. J'en suis avisé à 11 heures ! Mon confrère Seddiki, est également constitué, dans l'après-midi ! Or, toutes les convocations précisaient que nous étions convoqués pour 9 heures. (Sic !) Lors de la perquisition des locaux, rien n'avait été trouvé à l'encontre de l'UNEM et de son président. L'argumentation retenue par le juge dans son ordonnance de renvoi, montre le ridicule de l'accusation :

« Le juge d'instruction (...) a entrepris la perquisition des locaux de l'UNEM ; il découvrit dans la cour de ces locaux des cendres et des papiers brûlés, ce qui établit (?) que des documents intéressants et contenant des renseignements d'importance ont été brûlés. Il est possible que le message en question ainsi que les documents brûlés constituaient des preuves supplémentaires et contenaient des renseignements importants concernant le crime de Berrada ».

Ainsi sur la base de « cendres » Halaoui est accusé de « participation au complot d'atteinte à la sûreté extérieure de l'État » ! La police lui fait grief de n'avoir pas remis la lettre de Berrada aux autorités et l'accuse dès lors de complicité avec celui-ci¹²².

L'action en dissolution engagée contre l'UNEM

Les poursuites contre le président de l'UNEM sont insuffisantes pour Hassan II, d'autant qu'avec cette nouvelle affaire, l'agitation des étudiants s'aggrave. Il décide de supprimer le caractère d'association d'utilité publique reconnu à l'Union, puis donne ordre au procureur du Roi d'engager une action au civil en vue de sa dissolution « pour non-conformité de ses statuts à la loi. » Ainsi, un mois après l'arrestation du président Haloui, moins de huit mois après le procès du « complot de juillet », une double action judiciaire est intentée, contre le président de

121. Je me souviens d'autant mieux de cette double arrestation que j'en ai été informé à mon domicile même, tôt le lendemain matin alors que je prenais ma douche, par deux des membres du Comité exécutif, Fathallah Oualalou et Omar El Fassi, libéré la veille au soir.

122. Les articles 181 et 182 du code pénal retenus à son encontre présument que le Maroc est alors en état de guerre. Ils rendent le président de l'UNEM susceptible de la peine de mort !

l'UNEM et contre cette organisation estimée trop progressiste par le Palais, surtout trop liée à son ennemi numéro n° 1, Mehdi Ben Barka¹²³.

Le procès s'ouvre le 21 octobre 1964. Dans sa requête, le procureur affirmait que les statuts de l'association n'étaient pas conformes au dahir du 21 juin 1963 limitant la qualité d'étudiant aux seuls élèves de l'enseignement supérieur. L'affaire est renvoyée à deux reprises, afin de permettre aux avocats constitués pour la défense de l'association¹²⁴ de déposer des conclusions en réplique. Pour marquer leur solidarité, des observateurs étrangers assistent aux débats ; une délégation de l'Association Internationale des Juristes Démocrates (AIJD) ; celle de l'UNEF (France) ; des représentants des étudiants algériens et tunisiens.

Nos conclusions sont fort simples : erreur, volontaire ou non, du procureur, il a oublié, avant de lancer son assignation, de vérifier les dires venus d'en haut lieu ! Or, après la parution du dahir précité, les statuts de l'UNEM ont été modifiés en leur article 4, et régulièrement déposés au parquet du Tribunal, comme à la Préfecture, tant après le VIII^e congrès de Casablanca, tenu quelques jours après la nouvelle loi, qu'après le IX^e congrès de Rabat. L'article nouveau stipule bien que « les membres actifs de l'UNEM sont : les étudiants marocains qui poursuivent leurs études supérieures au Maroc et à l'étranger et les étudiants étrangers qui poursuivent leurs études supérieures au Maroc »¹²⁵.

L'audience de plaidoirie est fixée au 16 décembre. La salle du tribunal est remplie d'étudiants venus montrer par leur présence leur attachement à leur organisation. Le procureur du roi prend le premier la parole. Il annonce au Tribunal que la dissolution de l'UNEM qu'il sollicite n'est plus fondée sur une question de fond (et pour cause !) mais sur une question de forme : le soi disant non-dépôt des statuts au parquet ! Le bâtonnier Yves Bayssière, conseil habituel de l'État marocain et du Palais soutient à son tour les affirmations du procureur.

Ahmed Belhaj plaide en premier pour la défense. Il démontre que la dissolution de l'UNEM est une atteinte aux libertés les plus élémentaires acquises par le peuple marocain, grâce à sa lutte pour l'indépendance¹²⁶.

Daniel Levy aborde l'affaire en droit. Il conteste l'interprétation de l'article 3 du dahir sur les libertés publiques présentées par le procureur. En effet, en son alinéa 2, ce texte précise que si une organisation n'a pas

123. Procédure double, mais disjointe : l'une engagée devant le tribunal militaire des FAR, l'autre devant le tribunal moderne de Rabat, où siègent toujours des magistrats français.

124. Ahmed Belhaj, Daniel Levy et moi-même, le principal défenseur.

125. Aucune équivoque n'est donc possible quant au respect par l'UNEM de la législation en vigueur concernant les associations, tant le dahir sur les libertés publiques du 15 novembre 1958, que le nouveau dahir du 21 juin 1963.

126. Et féru d'Histoire, il argumente de la situation de la presse en France sous Charles X pour critiquer le pouvoir royal...

respecté les règles de forme – ce qui n'est pas le cas – le juge peut la dissoudre, laissant ainsi un pouvoir discrétionnaire au Tribunal¹²⁷.

Plaidant le dernier, j'aborde surtout la situation politique, sociale, économique du pays. J'insiste sur le fait que les jeunes étudiants marocains ne peuvent se désintéresser des événements que leur pays connaît. J'évoque le drame vécu par la gauche marocaine depuis l'accession au pouvoir du roi Hassan II, voire auparavant avec l'affaire du « complot contre le prince héritier » en 1960 ; le refus de l'élection d'une Assemblée constituante ; le résultat des élections manipulées de mai 1963 ; le « complot de juillet », etc. J'ajoute qu'au moment où une terrible répression s'abat sur le peuple marocain, les étudiants montrent, chaque jour, un courage que leurs aînés ont dû abandonner, forcés. Et je m'écrie :

« L'UNEM n'est pas poursuivie parce qu'elle n'a pas déposé des statuts conformes au parquet mais tout simplement parce qu'il lui est reproché de ne pas vouloir déposer les armes... La dissolution de l'UNEM, vise à étouffer la voix des jeunes. Mais l'expérience a montré que nul n'est jamais parvenu à faire taire les étudiants ». Et de citer Voltaire : « Tout ce qui arrive jette les semences d'une révolution ».

Le Tribunal – présidé par un magistrat consciencieux, Francis Francici – met l'affaire en délibéré au 30 décembre. Sa décision¹²⁸ rend justice aux étudiants : il estime infondées les allégations du procureur.

Le 6 janvier 1965, l'hebdomadaire « *Libération* » (Maroc) titre :

« Au procès de Rabat, VICTOIRE DE L'UNEM. Cette victoire, en fait, n'est pas seulement celle de l'UNEM et des étudiants marocains ; elle est aussi celle de tous les démocrates et progressistes marocains (...). C'est aussi celle de tous les démocrates qui, à travers le monde, ont pris fait et cause pour l'UNEM (...). Me Maurice Buttin a eu raison de s'écrier devant le Tribunal « ce qui est reproché à l'UNEM, ce n'est pas de ne pas avoir déposé les statuts, mais de ne pas avoir déposé les armes ». Les étudiants n'approuvent pas l'orientation rétrograde et anti-

127. Et d'ajouter, « ce lui-ci doit naturellement prendre en compte l'importance d'une organisation comme l'UNEM. Dans un pays sous-développé, où 50 % des individus ont moins de 20 ans, une organisation estudiantine a une grande importance. C'est dans le cadre de cette organisation que les étudiants apprennent à prendre leurs responsabilités, à devenir les hommes de demain ». Il rappelle par ailleurs le rayonnement de l'UNEM dans le monde, avec des sections en France, en Belgique, en Italie, en Allemagne, en URSS, aux États-Unis, au Proche-Orient.

128. La dernière de magistrats français, la justice étant totalement arabisée à compter du 1^{er} janvier 1965.

nationale prise par nos gouvernants ; c'est pourquoi ils combattent les positions officielles du pouvoir et les événements leur donnent raison... Il faut rendre hommage à l'honnêteté intellectuelle du Tribunal, le jugement rendu n'est pas seulement un triomphe pour l'UNEM, mais aussi pour la Justice. »

J'apprends par la suite combien Hassan II, furieux de cet échec, envisage de demander au procureur général de relever appel du jugement. Mais réflexion faite, il y renonce. Il aurait, en effet, été évident pour tout le monde, et particulièrement pour les observateurs et étudiants étrangers, que les magistrats de la Cour d'Appel, désormais tous Marocains, infirmant la décision des premiers juges, n'auraient fait que suivre les injonctions du pouvoir...

Les déplacements de Ben Barka en 1964

Depuis son départ du Maroc en juillet 1963, et son maintien volontaire en exil, Mehdi Ben Barka séjourne quelques mois à Alger, où « il s'emploie à donner une perspective internationaliste à la conjonction des luttes de libération nationale... La capitale algérienne était devenue le foyer intellectuel de la contestation révolutionnaire internationale »¹²⁹ puis tantôt à Genève, tantôt au Caire. Craignant pour sa vie, il prend de grandes précautions. Ce qui ne l'empêche pas de se déplacer, voyageant désormais avec un passeport algérien. En mai, il se trouve à Paris, attendant l'arrivée de sa famille, après sa deuxième condamnation à mort¹³⁰.

En octobre, le gouvernement marocain donne des instructions à son ambassadeur en Egypte afin qu'il entreprenne des démarches auprès du gouvernement local, pour tenter d'obtenir qu'aucune facilité ne lui soit faite. Nasser n'accède pas à cette requête.

129. René Galissot, historien, professeur émérite, *Le Monde diplomatique* – Octobre 2005.

130. Rester au Maroc, c'est, en effet pour celle-ci, s'exposer au chantage de la police, subir toutes sortes de pressions en vue de tenter de limiter la liberté d'action de Ben Barka dans le monde. La famille s'installe au Caire en juillet 1964. Elle bénéficie d'une protection de la police égyptienne, comme Ben Barka lui-même lorsqu'il est au Caire, car il est devenu l'un des dirigeants les plus importants du Tiers-Monde. Mehdi Ben Barka continue à circuler beaucoup, tantôt avec son passeport algérien, tantôt avec un passeport égyptien. Président du fonds d'aide aux Mouvements de libération, il rayonne plus facilement de Genève, d'où il sait pouvoir se tirer d'ennuis éventuels. Il est protégé par des amis du « réseau Curiel ». L'un des leaders du Parti communiste égyptien, obligé de s'exiler en France au début des années 1960.

Les premiers mois de l'année 1965

Situation économique et sociale

Depuis l'indépendance et l'annonce d'un développement du pays au profit du peuple – du moins dans les discours d'Hassan II et ceux de ses ministres –, des milliers de paysans sans terre et surtout sans travail, ont quitté la campagne pour s'agglutiner autour des villes dans d'immenses bidonvilles. Ce prolétariat misérable ne peut que constater l'enrichissement de la bourgeoisie et la corruption à tout va. Par ailleurs, les nouveaux propriétaires des terres ex-colonisées¹³¹, comme les dirigeants des industries marocanisées, traitent leurs ouvriers moins bien que ne l'avaient fait les colons et les industriels français, des années auparavant, notamment sur le plan des salaires ! Pareille situation n'entraîne pas la désaffection de la monarchie, toujours auréolée de gloire depuis le retour de Mohammed V, mais celle du monarque en la personne d'Hassan II – dont la fortune ne manque pas de grandir « royalement »¹³². En revanche, la considération réservée aux syndicalistes et aux leaders de l'UNFP encore en liberté, Mehdi Ben Barka en tête malgré son maintien volontaire en exil, demeure constante.

131. Après le départ des colons français, les milliers d'hectares de bonnes terres, bien travaillées, ne sont pas distribuées aux fellahs marocains. Elles sont récupérées par Hassan II, soit à son profit, soit octroyées à des parents, des amis, des courtisans, des militaires...

132. Par l'intermédiaire des banques et autres entreprises nationalisées, il devait devenir l'homme le plus riche du pays, le propriétaire foncier le plus important, possesseur des terres les plus riches, irriguées, cultivées d'une façon moderne.

Le discours du 3 mars du roi Hassan II

À l'occasion de la fête du Trône, le souverain prononce à Marrakech son traditionnel discours. Je le cite longuement :

« Il Nous est agréable de le célébrer aujourd'hui dans l'allégresse générale (...). Notre détermination est d'autant plus grande qu'il existe entre le peuple et son roi une parfaite communion d'idée et de pensée (...). Notre désir le plus cher, qui est aussi le tien, notre espoir commun, ont toujours consisté à bâtir notre régime de monarchie constitutionnelle sur les bases les plus solides et les fondements les plus sûrs (...). Elle s'adapte harmonieusement à nos traditions séculaires, à notre tempérament volontiers enclin à la liberté, à la justice et à l'égalité, rejetant toute forme de campagne et de tyrannie (...). Il ne peut y avoir pour le roi, pour le peuple et pour le gouvernement qu'un seul objectif : rehausser le prestige de la patrie, consolider son développement et sa prospérité et assurer à tous sans exception, le bien être et la justice, dans les domaines politiques, économiques et sociaux (...) ». Et Hassan II de conclure cet éblouissant plaidoyer par « un appel à l'union, convaincu que Nous sommes, qu'il s'agit en l'occurrence du moyen le plus efficace de sauvegarder les acquis de la Nation et d'aller de l'avant dans la voie du progrès, de la gloire et de la prospérité ». Le roi a tout de même reconnu, au milieu de toutes ces belles envolées, « une conjoncture économique et financière difficile (...) et l'existence d'un important écart entre la production et la consommation ».

Critiquant ce discours, Mehdi Ben Barka écrira : « Constat d'échec total, qui a pris le ton d'une triste homélie pour ne pas aboutir à une auto condamnation sévère »¹³³.

La situation dans les écoles et dans les lycées

Comme pour répondre au discours d'Hassan II, quatre jours après, les étudiants de l'Université Karaouine de Fès lancent une grève générale de vingt-quatre heures pour protester contre les projets du gouvernement. Elle est réprimée avec violence par la police. Ces étudiants sont suivis, le

133. *Option révolutionnaire au Maroc* – op. cité, page 15.

18 mars, par les syndicats d'enseignants rejetant à leur tour le « Plan triennal », prévu par le ministre de l'Education nationale Youssef Ben Abbès, en discussion au Parlement. Ils évoquent même l'obscurantisme du projet ! Depuis des mois, les professeurs du secondaire protestent aussi pour la faiblesse de leur traitement.

Les tragiques événements du 23 mars

Hassan II a parlé le 3 mars. Vingt jours plus tard, éclatent à Casablanca de tragiques événements, comme la ville n'en avait pas connu depuis l'indépendance. Un rapport très détaillé, dressé à l'époque par un ami français, Guy Martinet, professeur à Casablanca, me permet de rappeler leur déroulement. C'est, en fait, la circulaire du ministre, du 9 février 1965, qui a mis le feu aux poudres. Elle décidait que les élèves, âgés de dix-huit ans ou plus, à la fin du premier cycle sanctionné par le Certificat d'études secondaires (CES), ne pourraient plus passer dans le second cycle – allant au baccalauréat – ce qui leur interdisait toutes études universitaires (...) leur laissant la seule possibilité éventuelle d'entrer dans des écoles techniques et professionnelles¹³⁴. L'idée du ministre était claire : développer un enseignement technique au service des industriels, plutôt que de multiplier les avocats, les médecins, etc.¹³⁵ Dans la réalité, les élèves qui devaient subir la décision du ministre n'étaient pas nombreux. Mais, c'était la goutte d'eau qui allait faire déborder le vase.

Dès le 16 mars, des tracts commencent à circuler dans la ville. Les jeunes issus des classes populaires se rendent compte que l'un des acquis de l'indépendance, le droit à l'enseignement, qui permettait seul l'ascension dans l'échelle sociale, est menacé par l'exclusion des élèves considérés comme trop vieux. En même temps, ils constatent qu'une nette dégradation du niveau de l'enseignement public est apparente face aux écoles des missions étrangères.

Le 22 mars, la grève, déclarée « illimitée », éclate dans les écoles primaires et secondaires. Ecoliers et lycéens, de 10 à 18 ans, refusent d'entrer dans les classes et lancent des cailloux sur les policiers venus à leur

134. Or, à l'époque, il faut attendre deux ou trois ans pour entrer dans une école, vu le nombre d'enfants à scolariser. Les plus défavorisés – qui ne bénéficient pas des écoles et lycées de la mission française – arrivent donc à un âge anormal en troisième ou en seconde.

135. Le chiffre officiel de la population scolarisée à l'époque dans le primaire est de 30 %, dans le secondaire de 7 %, dans le supérieur de 1 %.

rencontre, matraque en main (...). Les carreaux des écoles volent en éclats...

La matinée du 23 mars garde encore un caractère de grève scolaire. Toutefois, à la suite des arrestations de collégiens et de lycéens la veille, toujours non relâchés, les étudiants décident de se joindre à eux. Les slogans se durcissent et les manifestations reprennent de plus belle. Un défilé part du plateau Mers Sultan jusqu'au rond-point de l'Europe, en direction de la délégation régionale du ministère de l'Education Nationale. Au derb Koréa, des centaines de jeunes manifestants encerclent le poste de police, et commencent à l'incendier, ainsi que le portail d'une école (...). Vers 14 heures, les événements prennent subitement une nouvelle tournure, les adultes interviennent à leur tour ! Des centaines d'hommes, de femmes quittant leurs immenses bidonvilles, dignes des plus belles favelas des grandes villes brésiliennes, marchent sur la ville moderne... Les démonstrations des lycéens et d'étudiants sont vite dépassées. La situation tourne à l'émeute, voire à l'insurrection (...)¹³⁶. Au boulevard ex-Suez,- rendu célèbre lors des dramatiques événements de 1952 à 1955 – les *asses* (*mokhaznis*) essayent de calmer les jeunes manifestants. Mais trois de ces hommes, d'après la police, auraient été éviscérés à coups de couteau ! Quoi qu'il en soit, deux rafales de fusils-mitrailleurs sont tirées et sept jeunes tombent foudroyés. Les femmes présentes, furieuses, se déchaînent, lancent des « *qanouns* » enflammés et des bouteilles sur les *asses*. Des jeeps, des autos, des vélos sont brûlés, l'entrepôt de l'Entraide nationale (sucre, farine...) pillé (...). Deux cortèges de manifestants sortent des médinas pour converger dans la ville européenne vers la poste. Au passage, des voitures sont détruites, des magasins dévalisés (...). De véritables batailles opposent les forces de l'ordre aux manifestants, dont les rangs se grossissent des parents des lycéens arrêtés la veille, de chômeurs, de mécontents d'une manière générale (...). À 18 heures, arrivent 400 camions, chars, auto-mitrailleuses des FAR qui encerclent la nouvelle médina. Peu après, débutent des tirs à la mitrailleuse dans l'un des boulevards : 350 jeunes sont blessés à la tête, à la poitrine, dans le dos, aux genoux (...). De nouvelles scènes de violence éclatent : l'école de Sidi Maarouf et six classes sont brûlées ; le dispensaire saccagé, ainsi qu'une *kissaria*.

Le couvre feu est proclamé de 21 heures à 6 heures le lendemain matin. Les soldats patrouillent dans les rues, mitraillent les fenêtres allu-

136. Les manifestants coupent les routes en abattant des arbres et des poteaux du téléphone ou de l'électricité. Ils arrachent les signaux lumineux. Des barricades s'élèvent en quelques heures dans les boulevards et avenues. Elles bloquent la circulation et rendent difficile l'intervention des forces de l'ordre. Plusieurs autobus sont brûlés ou endommagés ; de même, trois cars de transport dans un garage, des voitures individuelles... Des tessons de bouteilles sont lancés sur les forces de l'ordre. La porte de la prison est enfoncée par un camion, puis brûlée, mais les manifestants ne peuvent y entrer.

mées, tirent sur tout ce qui bouge ! Le paroxysme du feu est atteint vers 23 heures. L'agitation se poursuit dans la nuit dans les autres quartiers : aux Carrières Centrales, à Ben Msik, à Sidi Othman (...). Les arrestations de professeurs, de syndicalistes, de communistes, de lycéens et d'étudiants commencent sur une grande échelle. Le 24 mars, tout est terminé à Casablanca – sauf les arrestations qui se poursuivent. Mais d'autres incidents, moins violents, éclatent à Fès – Rabat – Marrakech – Meknès...

Après ces trente-six heures d'émeutes, le pouvoir tente de faire croire qu'il n'y a eu que deux morts adultes parmi les manifestants, et 45 policiers et 24 mokhaznis blessés parmi les forces de l'ordre ! En fait, on peut décompter au moins 630 cadavres à la seule mosquée d'Aïn-Chock, d'après le Consul de France. L'opposition donne le chiffre global de 1 500 à 2 000 morts¹³⁷ ; de milliers de blessés – la majorité, des jeunes de 5 à 20 ans – ; des centaines d'arrestations. Les dégâts matériels s'élèveraient à plus de deux milliards de francs (anciens).

Les manifestants ont commencé par crier « À bas Bel Abbès ! ». Des cris « À bas les ministres » ont suivi et, finalement, le soir, on a entendu hurler : « À bas le roi ! ». On pouvait lire des inscriptions telles que : « Vive la République, la grève a raison ». « Que Ben Bella et Nasser viennent aider les pauvres ». « Où est le roi ? À Ifrane ». « A-t-il peur ? Est-il indifférent ? ». « Plus de mosquées, des écoles ». Des portraits d'Hassan II sont lacérés¹³⁸. Les manifestations, de scolaires le matin, ont tourné à l'émeute l'après-midi. Les miséreux ont défié en quelque sorte les riches, à travers le luxe, du moins pour eux, exposé dans les vitrines. Ils se sont tout d'un coup « libérés » et se sont attaqués à tout ce qu'ils ne sont pas en mesure d'acquiescer¹³⁹. Evoquant ces troubles, *Le Monde*, en avril 1965, leur attribue une double cause : « la colère des étudiants et la misère des chômeurs ». Le 24 mars, le ministre de l'Economie et des Finances, Cherkaoui, a stigmatisé les fauteurs de troubles mus, selon lui, par des mains étrangères et a ajouté : « Je regrette qu'au moment précis où le problème en suspens était sur le point d'être réglé (...) des éléments troubles appartenant à des organisations politiques connues aient cru bon de mettre le feu aux poudres. » Il avait déjà été question de « mains étran-

137. Ce n'est pas impossible, les familles cachant leur drame. Il est toutefois difficile d'avoir une connaissance exacte, complète, de ce qui s'est passé, en raison de l'interdiction faite dans la presse marocaine ou étrangère – quant à sa représentation locale – de commentaires, voire d'informations sérieuses.

138. Comme est loin l'époque où le sultan Mohammed Ben Youssef, exilé par les autorités françaises, était devenu le « Sultan des Carrières centrales » !

139. Un député a dit peu après au correspondant du *Monde* : « C'est une vague de mécontentement qui s'est soulevée spontanément. Ce n'est ni le mécontentement de l'Istiqlal, ni celui de l'UNFP. C'est le mécontentement tout court. »

gères », au moment du « Complot de Juillet » 1963. Mais, par la suite, le pouvoir royal avait gardé à ce sujet un silence particulièrement éloquent. Aujourd'hui, il était bien en peine d'étayer ces accusations. Quant à évoquer des « menées subversives » de l'opposition, chacun sait que, depuis la terrible répression de 1963, l'UNFP se cantonnait dans une prudente opposition légale. L'UMT, de son côté, a également été surprise et débordée par la vague de fond de Casablanca. Seule l'UNEM, après les premières émeutes réprimées à Casablanca a déclenché des manifestations à Rabat, Fès, Meknès, Marrakech, Kénitra, Taza, Safi, etc. ou dans les capitales étrangères où l'organisation a des sections, Paris, Alger, le Caire, Damas, Moscou.

Louis Gravier¹⁴⁰ signale le rôle prépondérant de l'armée dans la répression des émeutes, et « surtout celui de l'un de ses chefs, le général Oufkir, ministre de l'Intérieur et directeur de la DGSN, concentration de pouvoirs qui le place au faîte d'une puissance conquise en dix ans d'une ascension continue (...). Aujourd'hui au coup de semonce des manifestants, il a répondu par un coup de semonce plus puissant ». Et, remarque intéressante à ne pas oublier, le correspondant du journal ajoute, « sa robuste silhouette domine les événements de ces jours derniers et se profile sur l'avenir. » Selon certains, Oufkir aurait même participé personnellement à la répression dans les rues, tirant à la mitraillette sur la foule du haut de son hélicoptère !

L'insurrection a été jugulée dans le sang. Casablanca va longtemps s'en souvenir – notamment sept mois après, au lendemain de la « disparition » de Mehdi Ben Barka.

Le discours du 29 mars d'Hassan II

Aux lendemains de ces dramatiques journées, le Roi s'exprime dans un nouveau discours :

« Cher peuple, la manière dont a été exprimé le mécontentement n'est point acceptable, ni digne, ni à l'image de ton histoire et de ton génie (...). Je ne peux admettre que la loi de la jungle et que l'anarchie règne dans notre pays civilisé, car j'estime que rien ne peut justifier les événements de Casablanca quelles que soient les circonstances ». Sans ironie, il

140. Sous le titre : « Un ardent appétit d'instruction et un mécontentement social généralisé ». *Le Monde* du 27 mars 1965.

poursuit, « Rares sont les pays où les dirigeants et le pouvoir suprême veillent autant à assumer de meilleurs lendemains pour le peuple et la prospérité (...). Tu m'as mis à l'épreuve (...). Si je n'avais pas souhaité pour toi le régime démocratique, je ne te l'aurais pas accordé, car aucun d'entre vous ne m'a obligé à le concéder ; mais c'est un point de rencontre entre nous deux, par ta sincérité et par une égale sincérité de mon côté. Restent alors les intermédiaires politiques qu'exigent les circonstances et les institutions démocratiques. Est-ce là, selon eux, la manière dont ils comptaient assumer leur tâche au sein du Parlement ? Est-ce là que réside la fidélité à la démocratie ? Non, car là réside son anéantissement. »

Discours très important d'un roi absolu qui, après avoir fustigé « l'indigne mécontentement de certains », laisse entendre à son bon peuple qu'il fait tout pour assurer sa prospérité, sans omettre, au passage, de lui rappeler qu'il a bien voulu, de lui-même, lui « accorder un régime démocratique ». Hassan II « oublie » aussi, quelque peu, que le Parlement qu'il critique est constitué en majorité d'hommes qui n'ont été élus qu'avec son accord. Il est vrai que, fort intelligent, il n'a aucune confiance en ces « amis » élus, qu'il méprise au plus haut degré. Il accorde d'ailleurs fort peu d'importance aux ministres en exercice. Hassan II craint, beaucoup plus que les siens, les représentants de la minorité, notamment les élus de l'UNFP.

La répression par la police, les mokhaznis, l'armée surtout, a été sanglante dans la rue¹⁴¹. En revanche, elle l'est beaucoup moins lors des centaines de condamnations prononcées par les Tribunaux. Cette mansuétude du pouvoir sur ce point surprend plus d'un observateur. Hassan II a choisi, en fait, une méthode de répression plus perfide : l'exécution, le 28 mars des 14 condamnés à mort, arrêtés en juin 1964, venus d'Algérie. « Pure coïncidence » affirme le gouvernement !

Hassan II a eu très peur. Pour la première fois, son nom a été conspué par la foule, des inscriptions ont été écrites sur les murs contre sa personne ! Jamais il n'a imaginé un pareil déferlement populaire. Lors de son discours, en arabe dialectal pour être compris de tous, il a paru à la télévision les yeux en larmes... Il a dénoncé le rôle néfaste des professeurs qui ont entraîné leurs élèves dans les grèves et les manifestations en ville. Mais il ne pouvait pour autant faire silence sur la crise économique frappant la capitale économique du pays. La récente mise au chômage de dix mille ouvriers. L'augmentation des denrées alimentaires, entre autres

141. « *La semaine sanglante* » a titré en lettres noires de cinq centimètres, *Libération*, l'hebdomadaire alors de l'UNFP (du 31 mars au 6 avril 1965).

celle du sucre. La stagnation de l'économie depuis des années. La grave crise de l'enseignement. Le message est simple et subtil, il tend indéniablement à établir un dialogue entre le roi et son peuple. Hassan II lançait ainsi un nouvel appel à l'union nationale, n'hésitant pas à reformuler à son profit la célèbre déclaration du Premier ministre britannique, W. Churchill en juin 1940¹⁴². Mais aussi à donner en même temps un sérieux avertissement aux parlementaires. « Qui est responsable ? Est-ce celui qui a élaboré la Constitution ? Est-ce celui qui l'a adopté ? Non et non, mais plutôt celui qui l'applique ». Etonnants propos, en totale contradiction avec les affirmations du souverain dans son discours du Trône, trois semaines plus tôt : « L'activité déployée par nos parlementaires a été remarquable ». Hassan II utilisait-il là un sens de l'humour, peu courant à l'ordinaire chez lui ? Depuis les élections de mai 1963, soit deux années, le Parlement à « l'activité remarquable » avait en effet voté trois lois seulement !

Louis Gravier analyse le message royal dans *Le Monde*¹⁴³. Il ajoute (prémonition ?) : « Cette admonestation des parlementaires va-t-elle conduire (...) à la proclamation de l'état d'exception que la loi suprême marocaine a prévu en s'inspirant du fameux article 16 de la Constitution française ? » C'était bien juger de la réelle situation du pays. Moins de deux mois et demi après, le 7 juin, Hassan II proclamera « l'état d'exception » !

Auparavant, le roi allait tenter, une nouvelle fois, une ouverture vers les partis politiques non mis directement en cause dans son discours du 29 mars, pas plus d'ailleurs que Mehdi Ben Barka, dont le nom avait immédiatement été évoqué par ses adversaires lorsque les événements éclataient. Mais il était apparu bien vite que « l'explosion » de Casablanca ne pouvait lui être imputée.

Comment Ben Barka lui-même a-t-il jugé la situation et le discours du 29 mars ? :

« Le jeu du roi avait tellement dépassé les limites de la décence que le peuple des grandes villes, à Casablanca notamment, est descendu dans la rue, pour mettre en cause la réforme et écrire en lettres de sang sa faillite et son incapacité. Si les élections sont truquées, si la liberté de réunion est niée, si la presse est bâillonnée, si les patriotes porte-parole des masses sont pourchassés, condamnés à mort ou à la détention ou tout simplement liquidés, comment s'étonner – comme a cru pouvoir le faire le chef de

142. « Comme l'a dit Churchill à son peuple au moment où son pays était victime de la guerre, je n'ai rien à vous offrir que du sang, de la sueur et des larmes ... »

143. Du 31 mars 1965.

144. « Rien n'échappe à Hassan II, sa police personnelle (S.S.S. = Service Spécial de Sécurité) est un État dans l'État.... Pas une arrestation n'intervient sans la demande expresse du roi... ». Raouf Oufkir. op. cité, pages 75 et 168.

l'État – que le peuple emploie un moyen plus direct pour se faire entendre ? »¹⁴⁴. (...). La responsabilité directe ? Il faut la chercher dans l'imposture qui, depuis 1960, sert de fondement à la politique officielle du Maroc. On fait applaudir les populations par contrainte ou par réduction de la misère et l'on fait de ces applaudissements forcés un principe de gouvernement. Mais la réalité se venge de toutes ces illusions et la seule vraie politique est la politique du vrai »¹⁴⁵.

Malgré ses très sévères critiques contre le régime et « les services spéciaux de l'armée et de la police devenus omnipotents », Ben Barka reste néanmoins convaincu, comme en 1962, que « les conditions alors posées pour un compromis – démocratisation de la vie publique ; réforme agraire ; solidarité réelle avec l'Afrique et les pays arabes révolutionnaires sont encore valables aujourd'hui. » Toujours cette idée de « compromis possible » avec le régime, mais pas à n'importe quelle condition. D'autant qu'il ajoute : « Voilà le contenu d'une solution transitoire, qui ne serait qu'une étape dans notre politique, dont le terme est l'instauration d'un régime socialiste véritable ».

J'étais pour ma part absent du Maroc depuis le début du mois de mars. J'avais passé quelques jours à Paris, avant de gagner Alger rejoindre mes deux confrères Maati Bouabid et Ahmed Belhaj, tous trois constitués à la demande de Youssoufi pour nous joindre à la défense collective du leader kabyle Hocine Aït-Ahmed. J'y reviendrai. De retour à Rabat, deux nouvelles me surprennent. J'apprends par mon collaborateur Me Serraj, que la police est passée la veille au cabinet pour se renseigner quant à la date de mon arrivée. De leurs vagues explications, il a compris qu'elle était chargée – déjà ! – de me signifier à l'aéroport une interdiction de rentrer au Maroc ! Le roi n'acceptait toujours pas, semble-t-il, l'échec personnel que je lui avais imposé quatre mois plus tôt lors du procès de l'UNEM¹⁴⁶. Mon collaborateur m'informe ensuite qu'en mon absence, j'ai été élu membre du conseil de l'Ordre du barreau de Rabat, en remplacement d'un confrère démissionnaire... bien que tous les confrères français aient voté contre moi ! Ils n'acceptaient toujours pas, semble-t-il, le rôle que mon père et moi – avec bien d'autres Français libéraux – avions joué dans le retour de Mohammed V sur son Trône.

145. *Option révolutionnaire au Maroc*, op. cité, pages 16, 17 et 18.

146. Hassan II devait profiter de l'ébranlement de son régime, suite aux deux tentatives de coup d'État de juillet 1971 et août 1972 pour ordonner purement et simplement la dissolution de cette organisation le 24 janvier 1973.

Hassan II en discussion avec les partis

Le roi avait donné ordre à son bras droit séculier, Oufkir, de frapper le plus durement possible les émeutiers, l'armée aidant les forces de police. Il tente donc, lui, une « sortie politique » en se tournant vers les partis. Il n'ignore pas qu'ils ont été aussi atterrés que lui de ce qui s'est passé. De fait, observateur de la situation, je peux affirmer par mes contacts à l'époque, que du sommet de l'État au moindre dirigeant des partis, tout le monde a eu peur, très peur. Une révolution populaire était-elle en marche ? Dans l'esprit d'Hassan II germe, dès lors, une double stratégie : l'une envers les partis, tout particulièrement ceux de l'opposition ; l'autre, un peu inattendue, vers le leader incontesté de celle-ci, pourtant hors du Maroc depuis deux années, Mehdi Ben Barka.

À l'égard des partis, le roi lance l'idée d'une grande réconciliation nationale, comme aux beaux jours de l'indépendance. Il veut agir vite. Peut-être même revenir à l'expérience de 1959-1960 et rappeler la gauche au pouvoir ? A priori, celle-ci n'y est pas opposée. Mais pour l'UNFP, la grave situation dans laquelle est plongé le pays réclame de sérieuses réformes des structures de l'État. Après les syndicats d'enseignants et l'UMT, l'UNFP, persiste d'ailleurs à dénoncer le « plan triennal » conçu par le ministre de l'Éducation nationale. Le parti pose lui aussi une condition préalable à tout dialogue avec le roi : la libération du fqih Basri et de ses camarades, et d'une manière plus générale de tous les prisonniers politiques.

Hassan II choisit le jour de l'Aïd-el-Kebir, le 14 avril pour prononcer un nouveau discours, qui marque, effectivement, un tournant dans la politique royale menée jusque-là. Répondant au désir de la gauche, il annonce, en premier lieu, une amnistie générale de tous les détenus politiques dans le pays. Il formule toutefois une réserve importante en ce qui concerne les opposants condamnés toujours à l'étranger, dont bien sûr Mehdi Ben Barka :

« J'aurais souhaité que mon pardon englobe tous ceux contre lesquels des jugements ont été prononcés à cause du crime d'atteinte à la sécurité extérieure de l'État qu'ils ont commis, s'ils n'avaient fui la justice de leur pays, cherché refuge à l'étranger et continué dans la voie de l'erreur (...). Tous ceux-là doivent comprendre que le temps des complots et des troubles est révolu (...). S'ils perdent cette occasion, s'ils persistent dans l'erreur (...) je les mets en garde contre les fâcheuses conséquences de leurs mauvaises intentions et **j'attire leur attention sur le fait que notre clémence n'aura d'égal que notre fermeté** »¹⁴⁷. (Souligné par l'auteur).

Commentant cette décision royale, le ministre de l'Information, Moulay Ahmed Alaoui, précise le lendemain que l'amnistie concerne aussi tous les collaborateurs compromis sous le régime de Ben Arafa, encore privés de leurs droits civils et politiques, et les condamnés des suites de l'affaire Addi ou Bihi ou de la « révolte du Rif ». Soixante-cinq détenus sont ainsi immédiatement libérés, parmi lesquels le fqih Basri, Moumen Diouri et Omar Benjelloun. Le ministre fait observer que toutes les mesures de clémence devraient normalement être suivies de la formation d'un gouvernement d'union nationale, que le roi allait donc entreprendre des consultations avec les partis politiques et les organisations syndicales.

Hassan II se tourne d'abord vers l'UNFP, le parti le plus opposé à sa politique. Il reçoit ainsi, pour la première fois depuis mai 1960, une délégation du parti, conduite par ses numéros 2 et 3, Bouabid et Youssoufi¹⁴⁸. Ils informent le monarque que l'UNFP est prête à prendre ses responsabilités quant à la direction du pays, mais à quatre conditions :

- Proclamation d'une nouvelle Constitution, où le roi aurait un rôle éminent à jouer, mais avec un gouvernement responsable.
- Installation d'un gouvernement homogène
- Présentation d'un programme précis de réformes
- Pleins pouvoirs à ce gouvernement avec responsabilité devant le seul Parlement.

Mehdi Ben Barka, à l'extérieur du pays, est évidemment tenu au courant de ces conversations. Mais, il ne fait pas alors l'unanimité dans le pays. En sous-main, voire publiquement, les forces réactionnaires, les piliers du conservatisme, les alliés du monarque n'ont pas hésité à le qualifier de « meneur et organisateur du soulèvement casablancais ». Hassan II, pour sa part, est beaucoup trop intelligent – et trop bien informé – pour croire à de pareilles balivernes, sans fondement. Il freine néanmoins l'ardeur des Unionistes¹⁴⁹.

148. Le premier nommé a bien, personnellement, rencontré Hassan II trois mois auparavant, mais ce jour-là, c'est le roi qui avait fait part de ses desiderata

149. « Lors d'une consultation, a raconté Youssoufi dans une de ses conférences, Hassan II a déclaré à la délégation de l'UNFP, présidée par Bouabid, à laquelle je participais : « Votre analyse est juste, c'est vous qui avez raison. Ma majorité est lamentable. Mais je ne peux du jour au lendemain changer de camp. Il faut m'accorder un peu de temps pour ménager mes amis actuels. Nous ferons ensemble une révision constitutionnelle et de nouvelles élections législatives, au mois d'octobre par exemple. In cha Allah ! »

Comme le conseille la règle coranique, Hassan II, formulant une proposition, n'a pas oublié d'ajouter « In cha Allah ! ». Sans doute, Dieu ne l'a-t-il pas voulu, comme nous le verrons dans la dernière partie de mon livre.

Le PI, écarté du pouvoir depuis la fin de l'année 1962, accepte aussi une éventuelle collaboration avec le pouvoir royal, à une condition préalable : l'organisation de nouvelles élections. Celles de 1963 ont certes donné au parti une représentation parlementaire intéressante – 40 sièges sur 140 à la chambre des Représentants –, mais elles ont aussi été marquées par trop d'irrégularités¹⁵⁰. (Rien, en fait, après ce que l'on a pu voir par la suite jusqu'en l'an 2002 !)

L'UMT, pour sa part, a adressé de violentes critiques contre le pouvoir royal. Mais le soulèvement du peuple sans travail des bidonvilles l'a inquiétée. Sa position est donc dans le fond plus que modérée à l'égard du pouvoir royal.

Du côté de l'UNEM, depuis les grèves de mars, les manifestations dans tout le pays, la répression féroce de Casablanca, le rapprochement avec le Palais n'est certes pas à l'ordre du jour. Mais, la libération de tous les détenus politiques et l'annulation de toutes les sentences prononcées contre les militants progressistes modifiaient partiellement la donne. Ainsi, dans un communiqué, le syndicat affirme que « la décision du Chef de l'État réjouit les étudiants. »

Le leader de l'ex-PCM interdit, Ali Yata lui-même, salue la mesure royale, tout en sollicitant « un changement radical de l'orientation générale et le respect de la démocratie ».

Le 20 avril, Hassan II prend une nouvelle initiative. Il remet aux représentants des partis et des syndicats un mémorandum appelé « La Charte de l'ère nouvelle » d'une quarantaine de pages, dont devrait s'inspirer le nouveau gouvernement. Ce qu'on va appeler le « plan du roi » comprend essentiellement un ensemble de dispositions d'ordre économique et social – mais aucune concernant le problème principal pour les partis, celui des institutions, celui de la Constitution ! Pour le souverain, les idées avancées par Bouabid et ses camarades ne sont pas du tout à l'ordre du jour. Aucun rapport, par exemple, entre un gouvernement d'union nationale – « un « leurre », avait dit Bouabid à François Mennelet du *Figaro* l'interviewant¹⁵¹ – et un gouvernement homogène. Quant à modifier la Constitution ou en proclamer une nouvelle, on en parlerait encore longtemps !

Hassan II a demandé aux partis une réponse sous huitaine. Leurs réactions sont négatives. L'UNFP rejette le plan qui n'aborde pas avec franchise les questions de fond. L'UMT reste sur ses positions : un gouvernement d'union nationale, oui, mais à la condition que son programme soit accepté par le Roi ! Le PI durcit son discours. Le parti a participé aux

150. Hassan II avait rencontré Allal El Fassi peu avant les événements de Casablanca : leur entente semblait donc devoir être possible.

151. *Le Figaro* du 20 mai 1965.

gouvernements successifs jusqu'en fin 1962. Il ne veut pas risquer d'être dépassé par l'UNFP. Il n'a a priori qu'une seule condition, le « retour à la légalité par de nouvelles élections » – ce que le roi n'envisage nullement dans son mémorandum.

De son côté, Guédira, fondateur du Parti Social Démocrate (PSD) sur les cendres du FDIC, n'est pas non plus partisan du renvoi du Parlement, où il estime qu'il a la majorité à la condition de s'entendre avec les dirigeants du MP, le Dr. Khatib, président de la Chambre, et Aherdane. Il faut dire que le PSD ne progresse guère. Après les événements de mars, devant la gravité de la situation, les « rats » ont abandonné le navire avant qu'il ne sombre complètement. Et, début juin, il ne restera plus au parti que ses fondateurs ! Le souverain a abandonné Guédira. Ses « courageux » compagnons l'abandonnent à leur tour. Ils sont prêts à organiser un nouveau parti royaliste, aux ordres directs mais non apparents du souverain, en vue de bénéficier par ailleurs de tous les privilèges qu'il distribue largement...

Le 19 mai, Hassan II reçoit à nouveau une délégation des dirigeants de l'UNFP, toujours conduite par Bouabid et Youssoufi. Ceux-ci pensent qu'il s'agit toujours de la poursuite du dialogue et leurs premiers mots sont pour remercier le roi de la libération de tous les détenus du « complot ». Hassan II, dans sa réponse, regrette surtout que Ben Barka n'ait pas donné suite à la proposition qui lui a été faite par son cousin Moulay Ali – j'y reviendrai –. Pourtant Youssoufi, de retour de Francfort, assure le roi que Ben Barka est toujours prêt à rentrer au Maroc à certaines conditions, et après s'être acquitté de ses obligations internationales. Mais, la riposte royale est on ne peut plus claire : « Du moment qu'il n'est pas rentré à l'époque où je le lui demandais, pour l'instant, cela n'a plus d'intérêt »¹⁵².

Les escarmouches continuent en permanence au Parlement, quelques députés du MP votant aux côtés de l'UNFP et à ceux du PI, dans le cadre de divers scrutins. Ainsi, le PI propose un amendement au code de la Presse pour interdire aux sociétés étrangères d'éditer au Maroc. La motion est adoptée, malgré une contre-proposition de Guédira. L'abstention des dissidents du MP avait permis pareille situation. Hassan II, vexé, proclame le même jour la dissolution du Parlement et « l'état d'exception ».

152. Déclaration de Youssoufi au *Monde* le 11 octobre 1966, déjà citée. Face à cette situation, l'UNFP demeure, malgré l'écrasement dont il a été victime, le seul parti opposé au Roi.

L'état d'exception

Sans répondre, positivement ou non, aux impératifs qui lui étaient requis par l'UNFP et les autres organisations de gauche, Hassan II a retenu leur demande de mise au sommeil du Parlement, mesure aussi sollicitée par le PI. Il décide donc d'utiliser l'article 35 de la Constitution marocaine et décrète « l'état d'exception » annoncé le 7 juin dans un discours à son « Cher peuple » :

« Notre décision est plus qu'une simple mesure de circonstance, elle est l'expression de Notre volonté de Nous engager résolument dans une ère de transformations radicales (...) pour mettre fin à la déliquescence et au laisser aller (...) par un pouvoir fort, un pouvoir juste, un pouvoir stable »¹⁵³.

Le roi s'octroie ainsi, officiellement cette fois, tous les pouvoirs, avec l'installation d'un gouvernement, dit de « techniciens », qu'il préside. Celui-ci a une seule mission : réussir ! Dans les faits, ce gouvernement ressemble au précédent. En même temps, d'une manière hypocrite, Hassan II continue à discuter avec les partis.

Dans *Hassan II. La Mémoire d'un Roi*, il évoque « la grande explication », en vue de réaliser les « transformations radicales » annoncées dans son discours. Il accorde une interview le 18 juin, à l'envoyé spécial du *Figaro* : « Je n'ai pas commis une illégalité, lui dit-il. J'ai employé un article que m'a donné la Constitution (...). Le déséquilibre était devenu évident entre l'exécutif et le législatif (...). Enfin, la désaffection du peuple marocain à l'égard de ses institutions était un véritable danger pour la démocratie (...) ».

Le roi a toutefois de nouvelles difficultés avec l'ancienne majorité renvoyée dans ses foyers. L'opposition vient du président du Parlement, le Dr. Khatib, qui conteste sa décision¹⁵⁴. Aherdane, lui, accepte de participer au nouveau gouvernement. Devant l'opposition de certains cadres du MP, il décide de les expulser du parti – sans d'abord toucher au Dr. Khatib pour sauver, disait-il, son unité. Une lutte s'engage alors durant des mois entre les deux groupes pour le contrôle du parti. Khatib et ses partisans réclament l'organisation d'un congrès national. Aherdane répond qu'il n'y a aucune raison pour cela... Mais, un voyage officiel du Dr. Khatib en

153. *Le Petit Marocain* du 8 juin 1965.

154. Estimant que la majorité parlementaire est encore viable il n'hésite pas à affirmer qu'il n'y a aucune raison valable pour le recours à l'article 35 de la Constitution et à la

Arabie saoudite, lui permettra de l'exclure du Mouvement, par la soudaine convocation, à Kénitra, du V^e congrès du MP, en novembre 1966 !¹⁵⁵

Le PI se maintient dans une opposition ouverte et son journal, *Al Alam*, porte des attaques violentes contre le gouvernement. En outre, les dirigeants du parti critiquent tout contact éventuel entre le Palais et l'UNFP.

La gauche, elle, reste dans l'expectative. Les dirigeants de ce parti et de l'UMT sont persuadés que, cette fois, Hassan II envisage sérieusement une modification de la Constitution. Fin juillet, une délégation conduite par Bouabid rencontre à nouveau le souverain. Elle lui présente le projet politique du parti et insiste pour de nouvelles élections. Mais le roi ne semble plus très pressé d'agir : « Le comportement de vos amis à l'extérieur n'arrange guère les choses » leur dit-il¹⁵⁶.

Cependant, Bouabid a un dernier contact avec le souverain en août. Il lui donne bien l'impression de vouloir collaborer un jour avec l'UNFP... De son côté, d'ailleurs, le numéro 2 de l'UNFP pense que l'intérêt supérieur du pays commande une entente entre le souverain et le parti – mais bien sûr, pas à n'importe quel prix, les propositions exigées au printemps demeurant toujours les mêmes. Finalement, Hassan II lui donne rendez-vous en octobre – ce que révélera Bouabid lui-même à l'ambassadeur de France, R. Gillet, le 3 novembre, c'est-à-dire après la « disparition » de Ben Barka !

À l'issue de cette entrevue, Bouabid se posait tout de même des questions. Hassan II entend-il réellement collaborer un jour avec les forces vives du pays ou a-t-il décidé, en son for intérieur, qu'il était parfaitement apte à continuer à gouverner seul le pays, donc à se passer de la gauche ? Le choix du souverain était difficile à déceler, d'autant, comme le disait aussi Bouabid à l'ambassadeur de France, que « les pensées d'Hassan II d'un jour n'étaient pas forcément celles de la veille et ne seraient plus celles du lendemain ». En fait, le 20 août, le souverain redouble ses menaces contre les exilés, dans son traditionnel discours : « Et si des personnes mal intentionnées (...) ont persisté dans l'erreur et ont continué à œuvrer contre leur pays et leurs concitoyens, leur nation à son tour les a reniées »¹⁵⁷.

Dans la réalité, « l'état d'exception » ne modifie en rien l'organisation réelle du pouvoir politique : la monarchie marocaine, à la fois absolue et

155. Le Dr. Khatib formera un nouveau parti politique avec ses partisans en février 1967, qu'il appellera le Mouvement Populaire Démocratique (MPD). Cette nouvelle scission, comme celle du PI en 1959, n'était que bienfait pour Hassan II qui pouvait alors, encore plus, « diviser pour régner ».

156. Déclaration de Youssoufi au *Monde* déjà citée.

157. *Le Petit Marocain* du 21 août 1965.

libérale en apparence dans la Constitution de 1962, ou dans les discours du roi, n'est plus qu'absolue, officiellement ! Hassan II dirige le pays en organisant encore plus à son profit et à celui de ses dépendants courtisans, un système de corruption généralisée – même si certains, pour donner en pâture quelque exemple au peuple, sont traduits devant les Tribunaux. L'opposition, qui s'exprimait par la presse, non sans quelques ennuis, depuis 1960, est désormais souvent réduite au silence sur les sujets brûlants. Ses journaux sont saisis pour les décourager de paraître, voire interdits. Tout l'été une vaste répression s'abat de nouveau contre les militants de l'UNFP à Marrakech, Taza, Oujda, dans le Souss, etc. Des cadres sont menacés par la police, voire arrêtés. Certains « disparaîtront » même, comme plus tard Mehdi Ben Barka. De nombreux détenus théoriquement amnistiés ne sont pas libérés¹⁵⁸. « L'évidence, c'est que la situation politique marocaine s'était dégradée (...) à partir du mois de juillet 1965. N'en déplaise au SDECE, c'était d'une clarté aveuglante »¹⁵⁹.

Le printemps 1965 en Algérie

Du 7 au 10 avril s'est ouvert à Alger le procès d'Hocine Aït Ahmed¹⁶⁰. Très vite, il est devenu un opposant au futur président de la République algérienne, son compagnon, Ahmed Ben Bella, élu le 15 septembre 1963. Dès juin 1964, dans un violent discours à son encontre, il a décidé de mener une lutte implacable contre le régime¹⁶¹. Le 10 octobre, il a gagné le maquis avec des membres du FFS. Mais tous les centres kabyles en révolte ont vite été repris par les forces de l'ordre, et Aït Ahmed lui-même a été arrêté le 17 octobre. Le soulèvement de la Kabylie lui est donc reproché devant la Cour criminelle d'Alger.

158. « C'est dans ce contexte que s'explique comment l'ambassadeur du Maroc au Caire, ayant invité le fqih Basri – membre du secrétariat général de l'UNFP – au mariage de sa fille, s'est vu notifier son limogeage en pleine cérémonie familiale, par le ministre des Affaires étrangères par intérim, qui lui déclare : Sa Majesté ne peut tolérer que son serviteur invite son assassin... ». Déclaration de Yousseoufi au *Monde*, déjà citée.

159. Déclaration de Yousseoufi au *Monde*, déjà citée.

160. Le leader kabyle, créateur et président du « Front des Forces socialistes » (FFS), a été élu député à la première Assemblée algérienne après l'indépendance proclamée le 2 juillet 1962.

161. Le 1^{er} octobre, Ben Bella accuse le Maroc de favoriser la dissidence kabyle, ce qui n'était pas improbable du côté du MP, mais ce qui était contesté formellement par le pouvoir marocain

Je retrouve dans la capitale algérienne, Maati Bouabid et Ahmed Belhaj¹⁶². Nous sommes chargés de nous joindre aux confrères algériens constitués par la défense du leader kabyle, je pense à MMe Oussedik et Chérif Batouche par exemple. Des confrères parisiens sont également constitués¹⁶³. Un « permis de communiquer » me permet de rencontrer Aït Ahmed, détenu à la prison de Barberousse¹⁶⁴.

Le procès s'ouvre le 7 avril dans la salle de la Cour d'Assises du Palais de Justice d'Alger. Je suis personnellement très ému de me trouver en ce lieu où vingt et un an auparavant s'était déroulé le procès de Pierre Pucheu défendu principalement par mon père¹⁶⁵. Lors de ma plaidoirie, je rappelle ce fait et demande à la Cour qu'il n'en soit pas de même entre « frères algériens, héros de la résistance contre le colonialisme français ». Cela dit, je critique véhémentement le Procureur général qui s'est permis de sortir de sa poche, au dernier moment, un document non-communicé auparavant à la défense, pièce qui accusait directement Aït Ahmed de la rébellion armée kabyle ! Mais, en définitive, malgré les brillantes plaidoiries de tous ses défenseurs, et un extraordinaire et remarquable plaidoyer pro domo d'Aït Ahmed, en personne, sans aucune note – du style des révolutionnaires romantiques des années 1830 ! – le leader kabyle est condamné à mort¹⁶⁶.

Le lendemain, l'Algérie célèbre l'Aïd-el-Kebir, la plus grande fête du calendrier musulman. Le président Ben Bella est saisi de nombreuses interventions sollicitant la grâce du condamné. Pour ma part, j'interviens auprès d'un ami, conseiller du président et très proche de lui, Smaïl Mahrouq¹⁶⁷. Profitant de la fête, Ben Bella accepte de grâcier Aït Ahmed et de commuer sa peine en détention à perpétuité¹⁶⁸. Cette décision devait être bénéfique pour le Président dans les mois qui suivaient...

162. Alors associé d'Abderrahim Bouabid et comme Maati Bouabid, encore membre de l'UNFP.

163. M^e July, ancien ministre des Affaires marocaines et tunisiennes et son collaborateur, Me Gibault, l'un des futurs avocats de Dlimi aux Assises de la Seine.

164. Dès notre premier entretien, je suis frappé par l'intelligence de l'homme et sa connaissance de la situation de son pays. Il se souciait d'ailleurs beaucoup plus de celui-ci que de sa propre personne ! De but en blanc, il me laisse entendre que « dans trois mois Ahmed Ben Bella ne serait plus au pouvoir » ! Intuition, prémonition... ou espoir chevillé au corps de ce dirigeant kabyle ?

165. A l'époque, bâtonnier du barreau de Fès-Meknès.

166. Comme il était alors de règle dans quasi tous les procès politiques dans le Tiers-monde.

167. J'avais entre temps eu un long entretien avec la mère d'Aït Ahmed. Étonnante femme kabyle, au caractère prononcé. L'archétype de la campagnarde maghrébine d'âge mûr, sachant peser ses propos. Voilà ce qu'elle me dit alors, en bref : « J'ai toujours considéré Ahmed (Ben Bella) comme mon fils, au même titre qu'Hocine. Si Ahmed laisse exécuter Hocine, je ferai exécuter Ahmed à son tour ».

168. Aït Ahmed devait être maintenu en prison après le coup d'État du 19 juin. Mais, avec la complicité de ses gardiens, il réussira à s'évader en 1966 et à gagner la Suisse où il réside depuis.

Me promenant dans la ville, un fait me frappe ce jour de fête : Ben Bella, quelques ministres et compagnons, quelques gardes du corps ont quitté le matin le palais présidentiel, sis sur les hauteurs d'Alger, pour se rendre à pied à la Grande Mosquée, au bas de la ville, près du port. Peu à peu, de chaque rue avoisinante, je constate que des centaines et des centaines de militantes et militants du FLN, de simples citoyens aussi sans doute, s'incorporent au cortège ! À l'heure de la cérémonie, ils sont ainsi plus de 100.000 Algériennes et Algériens entourant leur président, l'acclamant ! Quel enthousiasme dans cette foule en délire ! Quelle passion pour le président Ben Bella !

Le 12 mai, Ben Bella rencontre Hassan II à la frontière algéro-marocaine. Mais il écarte, volontairement, des discussions son ministre des Affaires étrangères, Abdelaziz Bouteflika, et le vice-président, ministre de la Défense, Houari Boumedienne.

Le 29 juin devait s'ouvrir dans la capitale algérienne la 2^e Conférence afro-asiatique, le deuxième « Bandoeng ». Ben Bella espérait obtenir à cette occasion sa consécration d'homme d'État international. Mais, dix jours auparavant, dans la nuit du 18 au 19 juin, il est renversé¹⁶⁹ !

La chute de Ben Bella

Selon certains, Bouteflika, au courant du projet de Ben Bella de le démissionner, avait pris les devants ! Quoi qu'il en soit, il fait arrêter le président par l'armée, commandée par Boumedienne, qu'il place à la tête de l'État. C'est une véritable « bombe », imprévue tant des observateurs que des opinions publiques nationales et mondiales : trois ans après son retour triomphal à Alger ; quelques jours avant l'ouverture du « second Bandoeng » qui devait, pensait-il, le consacrer homme d'État international ! Autre étonnement général : si les médias relèvent bien quelques manifestations de colère, d'ici, de là, à Alger, Bône ou Oran, ils constatent qu'aucun rassemblement important ne s'est formé, dans les rues d'Alger par exemple, pour contester le coup d'État ! Bien sûr, l'armée algérienne sillonne les rues. Mais où est donc passé ce peuple en liesse, ces militantes et militants enthousiastes, constatés quelques semaines plus tôt ? Relever ce fait me paraît capital pour comprendre, à partir du

169. Le Comité préparatoire décide d'ajourner la Conférence au 5 novembre, toujours à Alger, en raison de la rivalité sino-soviétique non tranchée et de la nouvelle situation en Algérie.

19 juin, le changement radical d'attitude d'Hassan II à l'égard de la gauche marocaine, et en particulier de son leader, Mehdi Ben Barka¹⁷⁰.

Le roi n'en est pas moins inquiet du « coup d'État » d'Alger, peut-être même pour sa propre personne dans l'avenir. Il pense que des poursuites vont être engagées contre le leader algérien et que sa condamnation à mort sera prononcée par un Tribunal, suivie de l'exécution de la peine capitale – même si lui, Ben Bella, avait quelques mois plus tôt, commué la condamnation prononcée contre Aït Ahmed. Hassan II convoque dès lors son ambassadeur à Alger, Kacem Zhiri, et le charge d'un double message personnel pour le nouvel homme fort algérien : « Vous l'informerez que je n'entends pas intervenir dans les affaires algériennes et que je ne conteste pas le coup d'État. Mais aussi, que je considère Ben Bella, comme l'une des figures emblématiques de l'Algérie qui a fait beaucoup pour sa libération et que j'insiste pour qu'aucun procès ne lui soit fait, et surtout qu'en aucun cas, s'il devait être condamné à mort, il ne soit exécuté. Plus de sang entre nous ! » – comme cela était trop souvent le cas en Afrique, au Moyen-Orient ou en Amérique du Sud. H. Boumediene promettait à l'ambassadeur du Maroc qu'il en serait ainsi¹⁷¹.

Constitué avec mes deux confrères, Maati Bouabid et Belhaj, par la famille de Ben Bella, nous repartons à Alger. Nous devons participer à sa défense, après celle d'Aït-Ahmed quelques mois auparavant. Nous rendons visite au ministre de la Justice – le même que nous avons rencontré quelque temps plus tôt, toujours en place ! – pour lui demander l'autorisation de rencontrer le président Ben Bella. Il ne nous l'accorde pas : « Il n'est pas poursuivi devant un tribunal. Il est simplement arrêté et assigné à résidence, placé dans une maison de détention », nous précise-t-il¹⁷².

La chute de Ben Bella ne rassure pas non plus Hassan II sur le plan extérieur. Boumedienne était son ministre de la Défense. Devenu chef de l'État, n'allait-il pas pousser l'armée algérienne – armée par les Soviétiques – à prendre sa revanche de la « guerre des Sables » ? N'allait-il pas s'allier en même temps aux forces d'opposition marocaines réfugiées en Algérie, qui ne rêvaient, selon Hassan II, que de renverser la

a

170. L'événement n'est pas passé inaperçu de ses Services secrets : si Ahmed Ben Bella, adulé par tout un peuple, reconnu comme un « grand » parmi les leaders du Tiers-monde, a pu disparaître de la scène politique sans que le peuple algérien bouge le petit doigt, pourquoi n'en serait-il pas de même dans le cas d'un retour forcé de Ben Barka au Maroc ?

171. Ce fait m'a été conté par ce très fidèle ami Kacem Zhiri lui-même, en novembre 1999, lors du retour à Rabat de la famille de Mehdi Ben Barka, que j'accompagnais. Il me paraît très significatif de l'obsession d'Hassan II, et à retenir dans l'analyse de l'affaire Ben Barka.

172. Ben Bella ne devait en être libéré qu'en 1980, quinze ans après !

monarchie ? En fait, il n'en sera rien¹⁷³. Bien au contraire. Après cet événement, la situation change du tout au tout pour ces opposants.

Comment de son côté allait réagir Ben Barka ? Ben Bella déchu, c'est tout un système politico-révolutionnaire mis à bas. Cela pouvait d'autant plus le contrarier qu'il était très lié à cet homme, soutenu par un leader qu'il admirait beaucoup, le président Nasser. Sûrement, il allait contester le « coup d'État » et Boumedienne. Et bien non ! Son pragmatisme l'emporte, comme le révèle l'anecdote suivante que m'a rapportée Fatahallah Oualalou¹⁷⁴ : « Le 19 juin, Mehdi Ben Barka nous téléphone vers 11 heures rue Serpente. J'étais avec Ahmed Jouari. Il nous annonce la chute de Ben Bella que nous ignorions. Nous filons au 115 boulevard Saint Michel, siège de l'AEMNA où se retrouvent l'UNEM – qui présidait – l'UNEF, l'UNEA et l'UGET. Nous préparons et publions un violent communiqué contre Boumedienne, et décidons de créer un Comité de soutien à Ben Bella. De retour au siège, nous avons vers 16 heures un second coup de fil de Mehdi. Il était furieux et contestait le communiqué : « Ben Bella, c'est fini ! Je vais rencontrer Boumedienne ! ». Jouari de lui répondre : « Mais ce n'est pas possible, c'est un coup d'État militaire, Boumedienne est un fasciste ! » Ben Barka de lui répliquer simplement : « C'est toi qui est fasciste » ! Fin juin, Ben Barka, Bouabid et Youssoufi se retrouvent rue Serpente. Une explication ferme a lieu entre les trois hommes. Mehdi Ben Barka est instamment prié de ne pas aller à la rencontre de Boumedienne. Il n'ira pas finalement. Je dois dire qu'à aucun moment il ne nous a fait part d'un retour personnel envisagé au Maroc¹⁷⁵ ».

173. Hassan affirmera par la suite « Très franchement j'ai été soulagé en pensant que désormais j'avais quelqu'un, de l'autre côté de la frontière, à qui je pourrais parler et serrer la main ». *Hassan II. La mémoire d'un Roi* – op. cité, page 77.

174. Celui-ci, alors étudiant à Paris, était le Secrétaire général de la Fédération de l'UNEM en France, installée dans les locaux de l'UNFP, rue Serpente. Entretien avec l'auteur le 10 décembre 2001.

175. Abderrahman Youssoufi, lors d'un entretien le 8 juin 2003, devait me confirmer qu'après juin 1965, « l'état d'exception » proclamé par Hassan II et la chute de Ben Bella, Mehdi Ben Barka n'était plus intéressé par un retour au pays.

TROISIÈME PARTIE

L'affaire Ben Barka

La première plainte

1965 à 1975

Retour de gré. Retour de force

Ben Barka et ses déplacements en 1965

Qu'a donc fait Mehdi Ben Barka en cette année 1965 ? Les précautions qu'il a prises à Genève, où il réside désormais, sont loin d'être inutiles. Au début de l'année, il a failli être enlevé alors qu'il revenait chez lui en voiture avec des camarades algériens. Pour autant, cela ne l'empêche pas de continuer à se déplacer et à agir sur les divers continents. En février, il participe en tant que représentant de l'UNFP au séminaire afro-asiatique d'Alger, avec l'assentiment du gouvernement algérien, ce qui entraîne une protestation du gouvernement marocain. Il y rencontre longuement Che Guevara. Début avril, il est au Caire pour un colloque international sur la Palestine. Il présente un rapport implacable sur « le rôle d'Israël en Afrique »¹. Fin avril, c'est la rencontre de Francfort que j'examinerai plus loin. Début mai, Ben Barka est de nouveau à Genève. Il semble ennuyé par le différend qui oppose Nasser à Bourguiba. Pareille situation ne risque-t-elle pas de différer les changements qui s'imposent au Maroc ?

Sur le plan international, il se félicite de l'incontestable politique d'indépendance de la France en cette année : de Gaulle s'apprête à dégager son pays du « protectorat américain en Europe sous le couvert de la défense de l'Europe ».

En mai, Ben Barka se rend à Accra, où il doit participer à la IV^e conférence de l'Organisation de solidarité des peuples d'Afrique et d'Asie (OSPAA), créée en 1957. Il y est élu président du Comité préparatoire de la Conférence prévue à La Havane en janvier 1966.

1. Pour Ben Barka, la lutte palestinienne et arabe contre Israël fait partie de l'ensemble du mouvement de libération dans le monde, en Afrique, en Asie et en Amérique latine. « Ce n'est pas une affaire entre Juifs et Arabes, mais une révolution arabe contre les machinations impérialistes, sans aucun chauvinisme racial ».

Il séjourne en juillet à Pékin. En août, il participe à la « Conférence mondiale contre la bombe atomique » à Nagasaki².

Les 1^{er} et 2 septembre, il est au Caire pour participer aux travaux du Comité préparatoire. Le 3 septembre, il rencontre quelques minutes au bar de l'hôtel Hilton, le journaliste Philippe Bernier³ qui lui présente Georges Figon⁴. Le 7, il se rend de Genève à Paris avec son frère Abdel Kader. Le 15, il est de nouveau à Paris.

Le 20, il rencontre à nouveau Bernier et Figon, cette fois à Genève⁵.

Le 25, il part pour La Havane, où il rencontre Fidel Castro⁶. C'est à l'occasion de cette entrevue que le leader cubain lui fait part des menaces des autorités marocaines à son encontre. Au cours d'une conférence de presse préparatoire au congrès, Ben Barka déclare : « Les deux courants de la révolution mondiale y seront représentés : le courant surgi de la révolution d'Octobre et celui de la révolution nationale libératrice ». Ses prises de position publiques, anti-américaines, anti-israéliennes, anti-impérialistes, anti-colonialistes ou néo-colonialistes, anti-Hassan II... commencent à gêner, c'est le moins qu'on puisse dire, outre le roi du Maroc, les gouvernements de nombreux États ! Désormais, le leader marocain va être l'objet de la surveillance des services de renseignements de tous ces pays !

2. Dans son intervention, il évoque le nécessaire combat « contre l'impérialisme américain – en pleine guerre au Vietnam – à la prétention de régenter le monde ». Bien évidemment, au passage, il réclame une fois de plus l'élimination des dernières bases américaines installées au Maroc.

3. Antérieurement, Ben Barka avait envisagé à Paris, avec Bernier, qu'il connaissait depuis longtemps, la réalisation d'un film sur la décolonisation et sur les leaders du tiers-monde, qui serait présenté en avant-première à cette Conférence.

4. Ben Barka s'inquiétait du financement du film. Lors de ses recherches, Bernier – selon ses dires – avait fait la connaissance de Georges Figon, qui, bien connu de la romancière Marguerite Duras, jouait les vedettes dans les bars de Saint Germain des Prés. Se présentant comme directeur d'une société d'édition, Figon a proposé à Bernier la romancière pour écrire le scénario et le cinéaste Georges Franju pour réaliser le film et se disait prêt à en assurer le financement.

Figon, un fils de famille, rapidement dévoyé, vivant de petits larcins, a eu affaire à la justice pour avoir tué un policier qui lui tendait une souricière en novembre 1950. Cinq années après, défendu par Me Jean Hug, il a été condamné à vingt ans de réclusion. A sa sortie de la Centrale de Melun en 1961, il a été pris en main pour quelques recours civils par un collaborateur de Me Hug, Pierre Lemarchand. Il le connaissait d'ailleurs depuis des années. Ils avaient fait leurs études ensemble au lycée Sainte Barbe. Depuis, ils étaient restés bons amis. C'est Lemarchand qui lui a conseillé de se lancer dans la presse, puisqu'il désirait écrire des scénarios policiers. Désirant se rendre en Espagne, Figon interdit, demande à l'avocat de lui procurer un passeport. Un ami, Jean Caille, Commissaire des RG de la PP, s'arrange pour lui obtenir le document... En même temps, Figon reste très proche du « milieu ».

5. Selon Bernier, Figon se vantait de pouvoir réunir pour le film une dizaine de millions d'anciens francs !

6. Il s'agissait de mettre au point les futurs travaux de la Conférence qui ne devaient avoir qu'un seul but « unir les peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine contre l'impérialisme américain – qui se prétendait le « gendarme du monde » –, le colonialisme et le néo-colonialisme ».

Début octobre, il rentre à Genève, via Prague. Il en repart le 6 pour Djakarta, via Le Caire. Il envisage un déplacement en Indonésie, lorsqu'il apprend que, le 18 octobre, un coup d'État militaire, aidé par la CIA, venait de déboulonner l'un des grands du Tiers-Monde, le président Soekarno. Après Félix Doumié, leader de la révolution camerounaise...⁷ Après l'assassinat de Patrice Lumumba, Premier ministre après l'indépendance de l'ex-Congo belge...⁸. En 1965 même, après l'assassinat d'Ali Mansour, le Premier ministre d'Iran..., du général Delgado, l'un des chefs de l'opposition portugaise..., de E. Molina, vice ministre de la défense du Guatemala..., après la chute de Ben Bella et celle de Soekarno... À qui le tour ?

Pendant toutes ses années d'exil, le leader marocain a consacré la plus grande partie de ses activités à l'Internationale, plus spécialement au Tiers monde et à l'anticolonialisme. Il n'a pas oublié pour autant ses frères, dirigeants de l'UNFP, avec qui il est resté en contact permanent, notamment Abderrahim Bouabid et Abderrahman Youssoufi.

Ces déplacements de Ben Barka à travers le monde, l'importance qu'il avait prise parmi les dirigeants du Tiers-Monde, en même temps que son refus de revenir au Maroc – sauf à des conditions qu'Hassan II n'acceptait pas – ne pouvaient qu'exciter l'orgueil du Roi. Ainsi, en même temps qu'une première approche, apparemment conciliante, par l'intermédiaire du prince Moulay Ali, Hassan II avait-il préparé, cyniquement, un retour de force, non plus de « son ancien professeur de mathématiques », mais de son opposant n° 1.

Du retour de plein gré

Le roi, selon certains, a tenu au Palais royal, dès le 25 mars 1965, un conseil restreint avec Oufkir, Dlimi, Moulay Hafid¹⁰ et Driss M'Hammedi, le directeur général du cabinet royal, pour évoquer le « cas Ben Barka » peut-être beaucoup plus nocif à l'étranger que s'il était au pays. Son retour au Maroc s'imposait donc, d'une manière ou d'une autre, de son plein gré – ce que le roi savait impossible – ou de force¹¹.

7. Emprisonné à Genève le 3 novembre 1960.

8. Destitué par la suite et transféré au Katanga, assassiné en janvier 1961... Après tant d'années, la Belgique a levé en 2001 le secret sur les circonstances exactes de son assassinat. Ce crime faisait partie d'une stratégie internationale de l'Occident contre les aspirations à l'indépendance des pays africains et autres.

9. Qui avait accepté de se charger de la réalisation du film, qu'il n'avait pu rencontrer jusque-là.

10. Colonel, chef de la Maison royale.

11. Opération ayant pour nom de code « *Bouya Bachir* » paraît-il.

En même temps qu'il reçoit les représentants des partis en avril, Hassan II cherche donc à prendre contact avec Mehdi Ben Barka. Espère-t-il ainsi diviser les dirigeants de l'UNFP ou songe-t-il, réellement, à lui confier une responsabilité importante dans la grave crise que vit le Maroc ? Ne va-t-il pas simplement tenter de l'appâter, de le piéger, pour le convaincre de rentrer de son plein gré servir le pays ? En fait, pour l'arrêter, voire le liquider, dès son arrivée ? Le roi n'a-t-il pas averti le 13 avril : « Tous ceux-là doivent comprendre que le temps des complots et des troubles est révolu... J'attire leur attention que notre clémence n'aura d'égal que notre fermeté » ? Simone Lacouture raconte dans *L'Événement*, en octobre 1966 : « Il y a deux ans lorsque je fus reçu pour la dernière fois par le roi, on parlait du retour de Ben Barka, à la suite de la mesure royale d'amnistie des condamnés du complot de juillet. Lorsque je lui ai demandé si cette éventualité était envisageable, il bondit comme sous l'effet d'une insulte : « Ben Barka ? Jamais, vous entendez ! Jamais il ne remettra les pieds au Maroc. Souvenez-vous de ce jour et de ce que je vous dis : jamais Ben Barka ne rentrera ici (...). Je vous en donne ma parole d'honneur ».

Quoi qu'il en soit, le roi charge son cousin, et aussi beau-frère, le prince Moulay Ali, ambassadeur du Maroc en France, de le rencontrer afin de l'inviter à revenir au pays. Moulay Ali prend contact en premier lieu avec le frère de Ben Barka, Abdelkader¹². La rencontre a lieu fin mars à Paris¹³. Informé de l'entretien alors qu'il est en déplacement au Caire, Ben Barka commence par répondre négativement. Il est a priori hésitant. Toutefois, après l'annonce, le 14 avril, de la libération du fqih Basri et des autres détenus du « complot de juillet », il estime la situation nouvelle. D'ailleurs, en plein accord avec lui, l'UNFP a répondu au « mémorandum royal » du 20 avril en présentant un véritable plan de salut public. Dans ces conditions, Mehdi Ben Barka ne peut plus refuser de rencontrer Moulay Ali.

L'entretien a lieu le 25 avril à Francfort, chez Abdelkader. Pour s'y rendre, Moulay Ali est passé par Milan, avec une escale à Nice. Là, par le plus grand des hasards, Youssoufi, au repos à Cannes après ses mois de détention, est monté dans le même avion ! Le n° 3 de l'UNFP se rend, lui

12. Ancien conseiller commercial du Maroc en Allemagne fédérale, puis directeur de la division économique du ministère des Affaires étrangères à Rabat jusqu'en 1961. Après une brève incarcération au Maroc l'été 1963, il s'installe à Francfort et, commerce dans l'import-export. Depuis des années, il est lié d'amitié avec Moulay-Ali. Ils ont même été associés dans une affaire commerciale.

13. A la Villa Saïd, domicile parisien de l'ambassadeur. Abdelkader rapporte ainsi l'entretien, « Le roi... te demande d'être son messenger auprès de Mehdi. Il faut que tu lui dises que Sa Majesté a une équation à résoudre... Mehdi étant son ancien professeur de mathématiques, il comprendra ce dont il s'agit ». *Mehdi Ben Barka, mon frère* – op. cité, page 209.

aussi, à Francfort pour préparer la rencontre¹⁴. Ben Barka arrive de Genève. Son frère rapporte dans son livre : « Je me souviens de la première question posée par Mehdi à l'envoyé du roi : « Quelle est la position de l'armée marocaine quant aux contacts du souverain avec l'UNFP et quant à ses projets d'ouverture vers la gauche ? ». « Il n'y a aucun problème », lui répond Moulay Ali. Ben Barka lui confirme alors qu'en dépit d'une situation désastreuse l'UNFP est prête à participer au pouvoir à certaines conditions :

- Contrat de deux années passé avec le roi, avec des responsabilités au sein du gouvernement clairement délimitées¹⁵.

- Constitution par la suite d'un cabinet UNFP homogène, avec participation de personnalités indépendantes ayant la confiance du roi.

- Mise en sommeil du Parlement, compte tenu des trucages le soir des élections de mai...

Par ailleurs, Ben Barka exige, avant un éventuel retour au pays, un sauf-conduit écrit afin de lever tout équivoque, c'est-à-dire un *dahir* royal, l'amnistiant de ses deux condamnations à mort par contumace. Il se souvenait de la « parole d'honneur » donnée à l'ancien pacha de Midelt, Moha ou Rra, trop confiant, au lendemain de la « révolte » d'Addi Ou Bihi. Il ne tient pas à subir le même sort, en acceptant une simple promesse verbale d'Hassan II !

Au sujet de ce retour, Abdelkader relate dans son livre : « Je me souviens que Moulay Ali dit encore à mon frère, mais comme en passant, sans y mettre une grande insistance, que le Roi demandait qu'il rentre au Maroc. Mehdi lui répondit qu'il y songerait ». Mais, il lui précise bien que, si un retour devait avoir lieu, il ne pourrait être envisagé qu'après la Conférence Tricontinentale qui devait se tenir en janvier à La Havane¹⁶.

14. Le prince se doute-t-il que Youssoufi en est informé ? Toujours est-il que pareille présence montre bien combien les dirigeants de l'UNFP restaient en contact et unis, malgré l'espoir contraire d'Hassan II qui pensait pouvoir s'entendre directement avec Bouabid, en cas de refus de Ben Barka.

15. Si Mehdi Ben Barka est un incontestable révolutionnaire sur le plan idéologique, il sait aussi, être réaliste, pragmatique. Habitué aux responsabilités du pouvoir pour avoir été, pendant trois années, le président de l'Assemblée consultative, il est intransigeant sur les principes, mais compréhensif dans leur application : « Mehdi Ben Barka, c'est Lénine, plus Edgar Faure ! » écrira Jean Lacouture. L'idée de contrat, de « pacte », sollicité par Ben Barka et ses camarades, n'est pas nouvelle. Lors de la lutte pour l'indépendance, un véritable accord avait été passé entre le Mouvement National et le sultan Mohammed Ben Youssef, auquel les deux parties sont restées fidèles jusqu'au bout. Ainsi Mehdi Ben Barka est tenté par un « compromis historique ». Il l'espère depuis longtemps, mais pas à n'importe quel prix ! Hassan II toutefois n'est pas Mohammed V ! Se lier à un parti n'est pas dans sa conception du pouvoir. Pour lui, c'est un mélange subtil de pouvoir spirituel, sacré, et de pouvoir temporel. Il n'est donc pas question d'un quelconque engagement solennel de sa part.

16. Op. cité, page 211.

Ben Barka a des projets internationaux qu'il estime plus essentiels. Et il y a, à Rabat, ses camarades, Bouabid, Youssoufi ou le fqih Basri, qui peuvent, tout autant que lui, discuter avec le roi. Il est d'ailleurs partagé à l'idée d'abandonner son rôle si important d'unificateur des forces progressistes du Tiers monde, qu'il est à la veille de réaliser.

Selon certains, Ben Barka aurait aussi prié Hassan II de se séparer de son ministre de l'Intérieur. Est-ce bien exact ? Personnellement, je ne le crois pas. Et, s'il a eu pareille idée, c'est à l'évidence pour « encourager » à l'avance un refus du roi... qui lui permettrait de ne donner aucune suite à la demande de retour de plein gré qui lui était faite¹⁷ !

Toutefois, après la proclamation de « l'état d'exception » et les déclarations du roi quant à sa volonté de changement, l'UNFP envisage effectivement un éventuel retour de son leader au pays. En prévision, son frère regagne Rabat fin juillet et cherche à louer une grande maison qui accueillerait les deux familles, en même temps qu'il se chargeait d'inscrire les six enfants à l'école. Or, quelques jours après son arrivée, il est interpellé par la police et incarcéré avant d'être jugé, pour une soi-disant infraction au code de la route ! Ce n'est que sur intervention personnelle du prince Moulay Ali qu'il est remis en liberté avec le conseil de quitter le pays au plus vite. Était-ce là, « la situation de retour de Mehdi Ben Barka au Maroc » voulue par Hassan II, comme le soutiendront ses thuriféraires français après la « disparition » du leader marocain ? Abdelkader, lui, a compris que le retour de son frère de son plein gré n'était pas, ou en tout cas, n'était plus à l'ordre du jour du souverain – s'il n'y avait pas eu simple machination de sa part ?

Ben Barka et ses camarades n'obtiennent d'ailleurs pas les « garanties fondamentales » qu'ils ont sollicitées. Pas plus que lui-même ne reçoit de garantie écrite quant à son retour sans risque^{18 et 19}.

17. Hassan II ne pouvait éloigner Oufkir. Pas plus que Napoléon ne pouvait se séparer de Fouché, le ministre de la police sous l'Empire, l'exécuteur des basses œuvres – même si celui-ci devait le trahir après les cent jours, comme Oufkir le fera en 1972. En revanche, le roi pouvait se passer de Ben Barka, surtout s'il était en mesure de le faire taire...

18. Dans sa dernière lettre en date du 24 octobre, il écrit de Genève à son épouse « J'ai contacté par téléphone Abdelkader. Il ne m'a donné aucune information nouvelle sur le Maroc. Il est seulement occupé de son déménagement à Paris, avant de faire venir sa femme et ses enfants. J'attends de vos nouvelles et des nouvelles de l'école des enfants. J'espère que la vie scolaire s'est bien organisée à l'école et à la maison... » Ainsi, il n'est plus du tout question de retour au Maroc ! (Document aimablement confié par la famille Ben Barka).

19. Issa Babana El Aloui me traitant de menteur, dans son livre panégyrique *La Dimension d'un Roi Hassan II* à la page 302, je lui retourne le compliment lorsqu'il écrit à la page 320 : « On savait qu'Hassan II n'aimait pas les "coups tordus". Raison pour laquelle il informa Ben Barka au plus haut niveau diplomatique (par l'intermédiaire de son ambassadeur et son cousin) qu'il avait été "amnistié" et "pardonné" »... Faux : Mehdi Ben Barka n'a jamais été amnistié. Et, je pourrais citer bien d'autres « inexactitudes », pour ne pas dire plus...

Mehdi Ben Barka était-il réellement disposé à collaborer avec le roi, comme beaucoup en France l'ont affirmé ? Je suis persuadé du contraire pour ma part, sauf bien sûr aux conditions très précises que j'ai rappelées. Hassan II aurait dû alors se résoudre à la fin d'un régime de monarchie absolue remplacé par un régime démocratique, socialiste, à tendance révolutionnaire ! Souligner ces différences fondamentales, c'est dire qu'aucun compromis n'était possible entre les deux hommes. Chacun sait que « deux rois ne tiennent pas sur un même trône »²⁰.

Devant le refus d'un accord de principe, Hassan II, dans sa mégalo-manie de souverain, qui plus est de Commandeur des Croyants, pouvait-il accepter de laisser la situation en l'état ? Ben Barka dispose toujours d'un grand prestige auprès du peuple marocain, notamment auprès des jeunes, en particulier des étudiants. Son rayonnement à l'étranger, son « aura » dans le monde, en fait l'un des grands dirigeants du Tiers-monde, à stature d'homme d'État. Est-il admissible qu'à Moscou, à Pékin, au Caire, à Cuba... le leader de l'opposition soit plus connu, surtout plus apprécié et considéré que le souverain marocain ? Ben Barka n'est-il pas en contact permanent avec des dirigeants que le roi déteste, Ben Bella, Nasser, Fidel Castro par exemple ? Pour l'orgueilleux Hassan II, c'est une réelle provocation. Il entend dès lors au minimum le voir disparaître de sa vue !

Que s'est-il donc passé après le 8 juin pour que le roi réagisse de la sorte ? Un événement capital, le renversement, sans réaction populaire, du président Ben Bella. C'est sans doute, à ce moment-là, qu'Hassan II a décidé qu'il n'était plus question d'un éventuel retour de son plein gré de Ben Barka, au surplus aux conditions qu'il exigeait²¹.

Du retour de force

La tentative – sérieuse ou déloyale ? – d'Hassan II n'a pas réussi. Le roi utilise donc le « deuxième fer » mis au feu au lendemain des émeutes de Casablanca.

Ce « retour de force » n'a-t-il pas, d'ailleurs, été envisagé depuis beaucoup plus longtemps par le roi ? J'ai rencontré Paul Depis, un ancien

20. Proverbe africain : « Il n'y a pas place pour deux caïmans mâles dans le même marigot ! »

21. Nous étions loin des conditions qu'en 1998 Hassan II posera – et non pas l'inverse ! – à la gauche marocaine, représentée par le leader de l'UNFP, devenu USFP, Abderrahman Youssoufi. Mais cela, après un règne de trente-sept années de quasi-dictature du monarque alors au plus mal sur le plan santé.

ambassadeur de France en Irak, qui avait commencé sa carrière professionnelle comme contrôleur civil au Maroc. Après l'indépendance, intégrant les Affaires étrangères, il s'est trouvé en poste à Rabat en 1964, à la Section politique de l'ambassade de France, sous les ordres du colonel Dupré. Il me confie qu'à cette époque, Dlimi – alors adjoint d'Oufkir à la Sécurité générale – est venu trouver Dupré pour lui demander « si les services français ne pourraient pas envisager de récupérer Ben Barka » – sans doute, comme ils avaient « récupéré », courant 1963, le colonel Argoud en Allemagne²² ? Paul Depis ne sait pas quel a été par la suite le contact direct entre Dupré et le SDECE. S'il était présent, en effet, lors du passage de Dlimi, il n'était pas en charge personnellement de cette affaire. Il n'en entendra d'ailleurs pas parler jusqu'à la « disparition » de Ben Barka.

Une autre révélation va dans le même sens. Bachir Ben Yahmed²³ rapporte de mémoire les dires, en 1966, d'un haut fonctionnaire marocain, dont il a tenu à conserver l'anonymat :

« La guerre des Sables terminée, Sa Majesté a réuni quatre ou cinq généraux et deux ou trois responsables civils pour examiner le cas Ben Barka. Une condamnation à mort a été prononcée, assortie d'une exigence, la sentence ne serait pas exécutée dans l'une des capitales entre lesquelles tourbillonnait Ben Barka, Le Caire, Genève, Alger, La Havane où un tireur aurait pu l'abattre à la manière du Mossad. Non, il fallait qu'il soit capturé et ramené au Maroc pour que la sentence – politique et non pas judiciaire – soit exécutée sur le sol national. Si on pouvait le ramener, il était requis des exécutants qu'ils le fassent parler et lui communiquent la sentence avant de l'exécuter. Oufkir était chargé de diriger l'opération « exécution de la sentence ».

Qu'en 1963/64 Hassan II, devant la « trahison » de Ben Barka, ait décidé cette « exécution » finale, c'est vraisemblable²⁴. Mais, par la suite, et après la chute de Ben Bella, le roi, me semble-t-il, a peut-être eu une autre idée en tête : récupérer Ben Barka, oui. Pour le neutraliser, le garder vivant au Maroc, enfermé dans quelque sombre cachot...

Si la décision du roi de faire « revenir » Ben Barka au Maroc date effectivement de 1964, elle interpelle sur la nomination du prince Moulay Ali en décembre, comme nouvel ambassadeur à Paris. Hassan II entendait-il utiliser son cousin, ami du frère de Ben Barka, pour tenter de faire tomber cyniquement celui-ci dans le piège du « retour de plein gré » ? Lors de la rencontre de mai 1965 entre une délégation de l'UNFP et

22. Voir infra.

23. Directeur de l'hebdo *Jeune Afrique-l'intelligent* – N° 2213 du 10 juillet 2001.

24. Voir infra la mission confiée par les Marocains à Jo Attia.

Hassan II, celui-ci ne leur a-t-il pas dit : « Je n'ai pas compris pourquoi il n'a pas répondu à ma proposition. Craint-il un traquenard ? »

L'importance de la chute de Ben Bella

Hassan II a proclamé l'état d'exception le 7 juin. La chute de Ben Bella, sans coup férir le 19 juin et ses suites, l'ont conforté dans sa décision de faire revenir Ben Barka de force. La leçon lui est profitable et les événements à venir lui donneront raison. Il estime que la « rue marocaine », oublieuse du leader politique en exil depuis plus de deux ans, restera passive comme le peuple algérien, surtout après la très dure répression militaro-policière au lendemain du 23 mars à Casablanca, restée dans toutes les mémoires. Il suffirait qu'il rappelle à son « Cher peuple » que le leader de l'opposition a été condamné deux fois à mort (par contumace), et, la première fois, pour sa « trahison, par sa prise de position en faveur de l'Algérie pendant la « guerre des Sables ». Au demeurant, Hassan II se souvient que ces deux condamnations n'ont entraîné aucune réaction populaire²⁵. Au surplus, le roi est très vite informé que le nouveau président algérien ne porterait plus main-forte aux militants marocains de gauche réfugiés en Algérie.

Quel plus grand plaisir alors pour Hassan II de penser qu'un jour prochain son « ennemi public n°1 » croupirait dans quelque forteresse marocaine – comme la famille d'Oufkir au lendemain du coup d'État de 1972 – ou dans quelque « point fixe » (PF 1 – PF 2 – PF 3 etc.). Cela, sans que nul de ses amis nassériens, algériens ou autres, voire marocains, ne manifestent une réelle hostilité à cette mesure ! Faire de Mehdi Ben Barka – comme Ahmed Ben Bella en Algérie – un « mort politique » lui apparaissait un triomphe absolu ! D'autant qu'il conservait avec Ben Barka en vie, sur place, la possibilité de le « ressortir » plus tard au grand jour, si nécessité s'en faisait sentir. Soit pour l'utiliser contre toute nouvelle opposition, armée ou civile. Soit pour le replacer à la tête de l'actuelle opposition si celle-ci acceptait enfin de se soumettre...

La conférence des Chefs d'État arabes

Pour compléter le tableau, et agir en toute sérénité, Hassan II devait obtenir un blanc seing, non seulement des nouveaux dirigeants algériens – ce qui lui est désormais acquis – mais aussi de l'ensemble des diri-

25. Il est vrai que la féroce répression dont ont été victimes les militants de l'UNFP depuis juillet 1963 n'engageait nullement ceux-ci à réagir !

geants des pays arabes. Sur sa proposition, une conférence au sommet se tient à Casablanca du 13 au 17 septembre 1965. Des décisions importantes sont prises : sur le présent sujet, l'engagement des Chefs d'État de ne plus s'immiscer dans les affaires intérieures des autres États. La route est désormais libre pour le retour de force de Ben Barka – à la seule condition de le kidnapper hors d'un pays arabe –.

La situation politique au Maroc

L'état d'exception se prolonge dans l'indifférence des masses marocaines. Celles-ci attendent les réformes annoncées par le roi qui tardent à venir. La réussite de la conférence de Casablanca a renforcé son prestige²⁶. L'opinion ne témoigne aucun intérêt pour le Parlement mis en sommeil. Bref, le pays est caractérisé par une quasi-absence d'activité politique et la confusion est telle, que l'avantage demeure dans le camp du pouvoir royal.

Avant le « retour de force » de Ben Barka au Maroc, Hassan II tente de lui couper ses « élans révolutionnaires ». Au moment même où, pour l'inviter à rentrer de son plein gré, il envoie le prince Moulay Ali à Francfort, il prie Fidel Castro de ne plus le recevoir à Cuba... au risque de voir abandonné par le Maroc l'important contrat signé début 1965 pour l'importation d'environ 150.000 tonnes de sucre, chaque année. Le coup est très dur pour Cuba. C'est envisager de lui faire perdre un client, alors que le pays a besoin d'en trouver pour mettre en concurrence l'U.R.S.S. qui, en situation de monopole, achète la récolte au plus bas prix. Il s'agit ainsi d'empêcher Ben Barka, président du Comité préparatoire à la Conférence tricontinentale, de participer à celle-ci, peut-être à la demande même des États-Unis ? C'est mal connaître le « lider maximo ». Fidel Castro n'accepte pas le marchandage hassanien : « Que le Maroc cesse d'acheter son sucre à Cuba, s'il le veut, mais pas de chantage à l'égard de mon ami le président Ben Barka. » En revanche, Fidel Castro avertit fin septembre le leader marocain de la requête du gouvernement marocain à son encontre. La « démarche » d'Hassan II est connue des services français. Je l'ai retrouvée dans le dossier du SDECE.

Un deuxième avertissement lui est donné, indirectement, au cours de l'été. Sa famille en résidence au Caire reçoit conseil de déménager dans un quartier plus résidentiel, plus surveillé par la police égyptienne. Ce qu'elle fait.

26. Notamment dans les campagnes, où malgré les difficultés, les fellahs arrivent à s'en sortir grâce à l'autoconsommation.

La « disparition » de Mehdi Ben Barka

Le déroulement des événements en France

Le vendredi 29 octobre 1965 à 9 heures, Mehdi Ben Barka débarque à Orly venant de Genève. L'avant veille, il a confirmé au journaliste Philippe Bernier sa participation ce jour au déjeuner fixé par celui-ci à la brasserie Lipp, avec le cinéaste Franju et Georges Figon...

Quelques mois auparavant, début avril, deux commissaires de police marocains, les nommés Chtouki²⁷ – de son vrai nom Miloud Tounzi – et El Mahi Ghali – de son vrai nom Adam El Alami – collaborateurs très proches d'Oufkir, séjournent dans la capitale française.

Le 21 avril, Oufkir, lui-même, est à Paris et tient une réunion au Crillon avec des « amis français ». Lesquels ?²⁸ N'était-ce pas pour examiner avec eux le projet d'un retour de gré ou de force de Ben Barka au Maroc, donc, dans ce dernier cas, « pour étudier, nous en sommes convaincus, le projet de son enlèvement »²⁹. Lors du premier procès aux assises de la Seine, Jacques Beaumont dit « colonel Bertrand »³⁰ révélera pour la première fois, qu'une note de son service³¹ était ainsi libellée :

« Le général Oufkir, ministre marocain de l'Intérieur, qui est arrivé à Paris le 21 avril a été chargé par le roi du Maroc d'entrer en contact avec Mehdi Ben Barka pour tenter de le convaincre de rentrer au Maroc avec

27. Appelé par El Mahi, Miloud Chtouki.

28. Pressés de questions lors du procès de 1966, ni le nouveau directeur du SDECE, le général Guibaud, ni le ministre des Armées, M. Messmer, ne révéleront les noms des personnalités en question.

29. Déclaration de M. Youssoufi au *Monde* le 11 octobre 1966.

30. Directeur de la Recherches au SDECE, l'un des officiers les plus importants de la Maison, supérieur de Marcel Le Roy, dit Finville.

31. En date du 30 avril 1965.

ses compagnons. Hassan II est décidé, en effet, à lever la procédure de contumace prise à l'encontre du leader de l'UNFP ».

Cette « note » couvrait-elle exactement les dires d'Oufkir à ses interlocuteurs ?³² Ou, ont-ils été trompés avec l'assurance qui leur aurait été donnée quant à la levée de la procédure de contumace ?

El Mahi³³ apprécie un certain Antoine Lopez, inspecteur principal d'Orly. Cet agent a en même temps, trois autres « casquettes ». Depuis 1958, il est un « Honorable correspondant d'infrastructure » (HCI) du SDECE – le service de contre-espionnage français, aujourd'hui devenu DGSE³⁴ – sous le nom de « Don Pedro ». Depuis 1962, il est aussi, un collaborateur de la brigade mondaine de la Préfecture de police, dirigée par l'OPP Louis Souchon. C'est Marcel Le Roy dit « Finville », l'officier traitant (OT) de Lopez au SDECE – le patron du Service VII³⁵ –, qui a conseillé cet agent d'Air France à la PP³⁶.

Chtouki a reçu mission d'entrer en contact avec les services français. El Mahi n'hésite pas à solliciter le concours de Lopez. Celui-ci l'introduit auprès de Finville et de son adjoint J.P. Lenoir, à l'occasion d'un déjeuner, où tous les cinq participent³⁷. Il paraît que le cas « Ben Barka » n'aurait pas été évoqué (?), mais

« une affaire de pétrole où des intérêts français étaient en jeu. (Or) il ne s'agissait pas d'une opération technique du ressort du Service VII. Cela ne pouvait donc être qu'un prétexte pris pour couvrir un contact dont les motifs réels demeurent inconnus pour le Service. Il n'a été produit aucune note sur les résultats de cette entrevue et aucun compte rendu de contact – ce qui est contraire à toutes les règles du Service »³⁸.

32. Vu le rôle sans doute équivoque joué par Beaumont dans l'Affaire, j'ai été un peu étonné de ne trouver son nom qu'une fois – et encore sous le nom de « colonel Bertrand » – dans l'excellent ouvrage de J. Derogy et F. Ploquin. *Ils ont tué Ben Barka. Révélations sur un crime d'États*. Edit. Fayard. 1999.

33. Né en 1936 à Rabat. Ancien membre de l'ambassade du Maroc en France en 1962. Entré au ministère de l'Intérieur en 1964. Secrétaire d'Oufkir. Commissaire principal de police. Entré à une annexe d'HEC à Paris, en septembre 1965, El Mahi logeait rue de Lourmel, dans le studio de Roger Lentz, un ex-malfaiteur, ami de Boucheseiche and Co, collaborateurs occasionnels du SDECE ! Rentré au Maroc après son acquittement en 1967, El Mahi sera victime d'un accident de la circulation (?) en 1983, neuf mois après celui de Dlimi !

34. Direction générale des services extérieurs.

35. Dépendant de la direction du Renseignement, c'est le plus actif centre d'espionnage chargé de la recherche par tous les moyens, et de l'analyse des renseignements ainsi obtenus.

36. Voir infra.

37. Rue Oberkampf, courant mars 1965. Un papillon retourné au SDECE, épinglé à un dossier de l'époque mentionne : « M. El Mahi, DGSN, Rabat, Maroc », et porte au crayon feutre et de la main de Lenoir le nom de « Lopez ».

38. Notes du SDECE du 14 et du 23 septembre 1966.

À cette même époque, en avril, Bernier³⁹, directeur alors d'une agence de presse, a aussi été contacté par Chtouki. Leur première entrevue a lieu au café de la Paix, près de l'Opéra. Sachant ses liens avec Ben Barka, il lui demande d'aider le ministre de l'Intérieur du Maroc, Oufkir, à rencontrer le leader de l'opposition marocaine. Quinze jours après, Chtouki, accompagné d'un tiers (sans doute Le Ny) le revoit au bar Montana à Saint Germain des Prés. Il lui propose, s'il accepte de participer à la « récupération » de Ben Barka⁴⁰ la bagatelle de quarante millions d'anciens francs pour l'aider au financement de son agence. Bernier proteste de son amitié pour Ben Barka. Chtouki lui répond en riant qu'il ne s'agissait là que de le sonder, afin qu'il insiste auprès de Ben Barka pour qu'il accepte l'invitation qui lui est faite par le roi de rentrer au Maroc⁴¹.

Lopez y séjourne du 8 au 10 mai et rencontre Oufkir⁴². Dès son retour à Paris, il informe Finville qui rédige une note datée du 12 mai. Celle-ci est adressée le 17 au service III A (chargé du monde arabe) et au colonel Beaumont, avec une lettre d'accompagnement particulièrement élogieuse pour Lopez⁴³ ! La note précise les points importants suivants :

« Le général m'a confirmé son projet de récupération de Ben Barka, mais il doit attendre les résultats de la déclaration de Sa Majesté préconisant un gouvernement d'union nationale... Il n'a pas hésité à me confier le désir des dirigeants marocains de mettre fin à la position de Ben Barka suivant des procédés non orthodoxes ».

Cette note n'est pas exploitée ! Pour quelle raison ?

Par la suite, à la demande du Service IV un « questionnaire » est remis par Finville à Lopez, ne concernant, paraît-il, « que la politique intérieure et extérieure du Maroc ». Cela paraît étonnant, car la note du

39. Les Marocains connaissent depuis longtemps ce journaliste français pour avoir été en poste en 1956 à Radio-Maroc qu'il a quitté en 1958 pour aller en Algérie. Il a connu là-bas de nombreux dirigeants marocains, dont Mehdi Ben Barka. En 1960, il est entré à la RTF.

40. Celui-ci doit être enlevé à Alger pendant la Conférence afro-asiatique prévue en juin et échangé contre le colonel Saddok, un opposant algérien à Ben Bella, réfugié au Maroc

41. Bernier fait tout de même prévenir le colonel Saddok, qui, dans les vingt-quatre heures, quitte le Maroc pour Paris. Dans les jours suivants, il alerte deux amis de Ben Barka, Mehdi El Alaoui et A. Yousseoufi et son frère Abdelkader, de passage à Paris. Mais ceux-ci ne semblent pas faire grand cas de cette information trop courante...

42. Il est allé plusieurs fois au Maroc au cours de l'année : 9 fois du 1^{er} mars au 30 septembre !

43. Elle révèle ses liens d'amitié avec Oufkir, sa présence à son remariage, son introduction à la Cour royale et précise qu'il est réclamé par Royal Air Maroc pour y diriger les relations extérieures. La rencontre Lopez-Oufkir a-t-elle eu un autre but ?

12 mai traitait essentiellement de Ben Barka. Au demeurant que sont devenues les réponses à ce « questionnaire », données par Lopez dans une note du 1er juin 1965 ? (Non retrouvées dans les pièces déclassifiées !). Et seule une page, comprenant 14 questions a été versée à la procédure en novembre 1965, alors que Le Roy Finville a fait état de 21 questions lors du premier procès ! Était-ce une erreur de sa part ou l'expression de la vérité ?

De retour de Francfort début mai, Youssoufi trouve au Maroc un climat politique très détérioré⁴⁴. Le 28, Lopez effectue un nouveau voyage à Rabat. Le 7 juin, Hassan II proclame « l'état d'exception ».

Le même mois, Bernier rencontre Ben Barka à Genève. Il lui fait part de son idée d'un film sur la décolonisation, dont il serait le conseiller technique. Ben Barka est très intéressé par le projet. Il suggère le titre « Basta ! » (Assez !) en se référant à l'apostrophe célèbre de Fidel Castro aux Américains « Et maintenant, Yankees, l'humanité vous dit, Basta ! »

Le 23 juin, Finville effectue une démarche auprès du directeur de cabinet du PDG d'Air France, M. Barbier, en vue de la promotion de Lopez « en qualité de Représentant Général d'Air Maroc à Rabat »⁴⁵, démarche doublée par une autre auprès du secrétariat du ministre de l'Intérieur, Roger Frey⁴⁶. Au cours du mois d'août, Finville adresse lui-même Chtouki, de nouveau de passage à Paris, à M. Barbier pour appuyer la demande de mutation de Lopez à Rabat. De nouveau, sans faire de compte-rendu de contact au SDECE ! Le comble surviendra à l'audience de la Cour d'assises du 7 septembre 1966 lorsque Finville aura le culot d'affirmer : « Je maintiens de la façon la plus formelle, qu'en aucun cas, je ne connais Chtouki »⁴⁷. Ces démarches montrent combien il était important pour la SDECE que Lopez trouve un poste au Maroc et combien cet HCI était considéré par son Officier traitant⁴⁸. C'est dire

44. « L'accueil que me réserva la police à l'aéroport me donna un avant-goût de la situation : manifestement à la recherche de quelque chose, elle fit fouiller mes bagages minutieusement. C'était déjà l'impasse et le cabinet royal faisait état devant qui voulait l'entendre du mécontentement que suscitait au Palais la réponse de l'UNFP au mémoire du roi ». Déclaration au *Monde* du 11 octobre 1966.

45. Il s'agit d'attirer son attention sur l'intérêt pour le SDECE de voir l'affectation de Lopez à la RAM acceptée par Air France.

46. Lopez, repart de nouveau pour Rabat en août rejoindre sa femme et ses deux filles, en vacances, dans une maison mise à leur disposition par Oufkir. Il rencontre Boucheseiche.

47. Il reconnaît toutefois s'être rendu à plusieurs reprises au Maroc, pour, selon lui, « mettre en place un dispositif – le plus important d'Afrique – sans rapport avec l'affaire ».

48. « D'un dévouement exceptionnel, cet HCI a permis au Service d'exécuter un nombre très important d'opérations sur des personnalités étrangères » écrit Finville au général Jacquier le 25 juin 1965. Lopez était intime avec Finville. N'a-t-il pas été invité au mariage de sa fille, au Cercle militaire Saint Augustin, en juillet 1965 ?

aussi combien les Marocains faisaient semblant de jouer le jeu pour endormir la méfiance de leurs interlocuteurs, alors qu'ils utilisaient sans doute Lopez comme agent double ! Il y a lieu de noter de nouveaux voyages de Lopez au Maroc les 29 juin et 9 août...

Cela dit, il est pour le moins difficile de croire que les services secrets français n'aient jamais cherché à connaître la véritable identité de ce Chtouki, comme ils l'affirmeront tout le long de l'instruction de l'affaire.

Le 2 août, on relève le passage de Dlimi à Paris. Le 13 août, le dénommé Georges Boucheseiche rejoint le Maroc. Il est propriétaire d'une belle maison de style bourgeois à Fontenay le Vicomte dans l'Essonne (91), non loin de celle de son ami d'enfance, retrouvé après de longues années, Antoine Lopez, installé depuis 1962 à Ormoy. Et, tous deux vivent depuis de bonnes relations, de famille à famille.

Evoquer ce truand, c'est aussi citer sa « bande » : Julien Le Ny ou André dit « le Grand Dédé », Jean Palisse dit « le Palois » ou « Monsieur Jean », et Pierre Dubail dit « Pierrot », le garde du corps d'Attia. Ces quatre hommes « repentis » depuis des années, comme leur patron Jo Attia, servent à l'occasion d'auxiliaires des services français et arborent des cartes tricolores du SAC !⁴⁹ J'ai cité Attia, dit le « roi du non-lieu ». Reconverti dans les « services secrets », il a d'abord exercé ses « talents » à Tanger, où en 1955-56, grâce à l'amitié du colonel Bertrand⁵⁰, il est devenu un « honorable correspondant » de la Maison. En fait, il avait été chargé par le SDECE de monter un attentat contre le leader de l'Istiqlal, Allal El Fassi. Et, c'est à Tanger qu'il a connu Lopez, alors en poste pour « Air France ». Ainsi, c'est Attia qui conseillera à Lopez de choisir pour nouveau défenseur, dans le deuxième procès Ben Barka (1967), son avocat, un jeune et brillant confrère, Marcel Bazzoli (en lieu et place de Me Tixier-Vignancour).

Me Bazzoli m'a conté dernièrement, un fait particulièrement intéressant. Début août 1965, rendant visite à son client, Jo Attia incarcéré à la prison de Fresnes – pour une infraction à une « interdiction de séjour »

49. Tous quatre ont aussi de très bons rapports avec les services de police marocains à qui ils prêtent main-forte à l'occasion, et réciproquement. Boucheseiche fut le lieutenant de Pierrot le Fou, le chef du « gang des tractions avant » après la guerre, puis tomba sous la coupe de Jo Attia, un autre « caïd » réputé. Condamné à de nombreuses reprises, il s'est reconverti dans les « maisons de passe ». Deux à Paris, une à Casablanca, le « Grand Hôtel ». Il leur fallait un complice de « haut rang » à Paris : mettre sur le coup Figon – une vieille connaissance de prison ! – leur est facile. D'où l'intérêt de Figon de se joindre à Bernier lors de leur rencontre à Saint Germain des Prés...

50. Arrêté par les Allemands en 1943, condamné à mort, Attia est finalement envoyé à Mauthausen. En mars 1945, déporté avec tous les autres codétenus vers un autre camp, il porte sur son dos pendant des dizaines de kilomètres un camarade malade Jacques Beaumont, alias le « colonel Bertrand », qui deviendra l'un des officiers les plus influents du SDECE.

dans le département des Hauts-de-Seine – celui-ci lui confie – sans plus – qu’il n’est pas ennuyé d’être sous les barreaux car, sous peu, doit se produire à Paris un événement important auquel il ne tient pas à être mêlé. Bazzoli revoit Attia juste après la Toussaint. Son client lui révèle alors que l’événement s’est produit avec la « disparition » de Ben Barka ! Et Attia de poursuivre : « J’avais reçu une demande des Marocains d’éliminer physiquement l’opposant marocain, ce que je devais faire à Genève, avec un fusil à lunettes. Mais au dernier moment un contre-ordre m’a fait savoir que les Marocains préféraient ramener Ben Barka vivant au Maroc et qu’à Paris, Figon se chargeait de la question. » Et, mon confrère de me préciser : « Attia ne voulait pas travailler avec celui-ci, en qui il n’avait pas confiance. Il l’estimait trop bavard. Il a donc refilé l’affaire à son lieutenant, Boucheseiche »⁵¹.

Interrogé par le juge d’instruction après la « disparition » de Ben Barka, à la suite de « on dit », Jo Attia avait nié, naturellement, avoir de près ou de loin connu les dessous de l’*Affaire*, puisqu’il était à l’époque détenu à Fresnes⁵². En revanche, sa fille, Nicole, dans le livre qu’elle a consacré à son père⁵³ confirme que celui-ci a bien été pressenti – selon elle, par Figon – pour le rapt du leader marocain, mais qu’il a refusé : « Habitué à être celui qui dirige, Attia n’avait pas envie d’être le second de Figon ».

Le 15 août, l’un des bras droit d’Oufkir, le secrétaire d’État à l’Intérieur, Hajj Ben Alem, apparaît dramatiquement sur les écrans de la télévision marocaine. Il annonce

« qu’un groupe de cinq marocains, armés de fusil de guerre, s’est infiltré clandestinement dans les provinces de Nador et d’Oujda dans le dessein de fomenter des troubles (...). Il est possible, ajoute-t-il, que parmi ces nouveaux éléments figurent certains de ceux qui étaient désignés dans le discours d’amnistie royale (...). Quant aux absents, il est stipulé qu’ils doivent se présenter à la justice. Il semble que certains d’entre eux, après avoir senti la terre devenir moins hospitalière, ont choisi une tout autre méthode que ne reconnaît pas la loi ». Hassan II, de son côté, pour faire revenir Ben Barka au Maroc, n’a-t-il pas « choisi une tout autre méthode que ne reconnaît pas la loi » ?

À la même époque, un incident bizarre survient à l’ambassade marocaine à Beyrouth : le rapt d’un homme qui avait tenté de s’échapper des lieux en se jetant par la fenêtre. Est-ce un enlèvement et une sequestration prélude à l’*Affaire* ?

51. Me Bazzoli fera le même récit au juge Ramaël le 17 janvier 2005.

52. Le 16 février 1966.

53. *Jo Attia* – Page 234.

Tout l'été 1965, de nouveau, une vaste répression s'abat dans le pays contre les militants de l'UNFP et de nombreux détenus, théoriquement amnistiés, ne sont pas libérés.

Bouabid, certes, a eu un dernier contact avec Hassan II en août. Mais, en le quittant, il ne savait trop que penser des desiderata réels du roi : il l'avait renvoyé au mois d'octobre et il pouvait avoir décidé de continuer à diriger seul le pays... Dans ce cas, le retour de Ben Barka de son plein gré n'aurait été qu'une cynique comédie, pour s'emparer de lui à sa descente d'avion et l'enfermer à tout jamais ! Si l'on croit sur ce point, l'un des nombreux écrits, plus que sujets à caution et contradictoires, d'Ahmed Boukhari, cet ancien agent du Cab 1 « désireux de soulager sa conscience », c'est même cette thèse qu'il faudrait retenir.

Le 31 août, Chtouki réapparaît. Il demande à Lopez de faciliter le départ pour le Caire de Figon et Bernier, en vue de rencontrer Ben Barka et de débattre du projet d'un film⁵⁴. Le 2 septembre, en tout début de matinée, Bernier s'aperçoit que son passeport est périmé ! Figon fait venir Lopez – alors inconnu de Bernier – qui le conduit au Quai des Orfèvres, d'où un policier de la PJ, Roger Voitot, second de Souchon, chef de la « mondaine », s'occupe immédiatement de renouveler le passeport à la Préfecture. À 10 heures 50, Bernier et Figon s'embarquent pour le Caire, où ils rencontrent Ben Barka⁵⁵. Comme par hasard, Chtouki les suit et y part également, mais par un autre avion, du Bourget, où Lopez l'a accompagné dans l'après-midi...

Au retour de Chtouki, le 5 septembre, Lopez photographie dans sa sacoche les documents relatifs à la réunion préparatoire de la Conférence des 3 Continents.

Du 13 au 16 septembre, Ben Barka arrivé de Londres à Orly, séjourne chez son ami Jo Ohana. Lopez en informe son officier traitant.

Le 18, Lopez rencontre Mme Oufkir à Orly. Elle lui demande de lui trouver une chambre d'hôtel... ce dont se charge Finville. Le 19, accompagnant Mme Oufkir à Orly, en partance pour Genève afin d'y conduire ses enfants, Lopez rencontre Chtouki et Figon, ensemble, devant le comptoir d'Air-France. Ils cherchent trois places pour Genève, le lendemain. Un autre rendez-vous est, en effet, prévu le 20 septembre avec Ben Barka, le cinéaste Franju devant être de la partie cette fois. Chtouki y part le jour même. Figon doit partir tôt le lendemain matin avec Franju. Bernier doit suivre dans la matinée. Figon se débrouille pour ne pas aller

54. Chtouki règle les billets d'avion et les notes d'hôtel.

55. Figon racontera plus tard qu'il avait emporté un attaché-case bourré de plastic pour éliminer Ben Barka, mais qu'au dernier moment il l'a jeté dans le Nil... Rien de sûr dans ce raconter ! Cependant, interrogé plus tard par un journaliste, Bernier répondra que Figon avait effectivement un attaché-case avec lui à l'aller, mais qu'il ne l'a pas revu au retour...

chercher Franju, qui l'a attendu une heure sur le trottoir... et manque son avion. Il embarque dès lors avec Bernier dans l'avion de 11 h 55. Figon est arrivé dans la salle d'embarquement en compagnie d'un homme que Lopez ne connaissait pas. Figon le lui présente : « Me Pierre Lemarchand, avocat ». Et d'ajouter « Vous voyez, moi aussi je suis couvert »⁵⁶. Ce confrère prenait bien le même avion pour Genève. Mais, d'après lui, pour rendre visite, à l'un de ses clients incarcéré, M. Abitbol...

Bernier déjeune seul avec Ben Barka et rejoint Figon dans l'après-midi. En fin de soirée, tous deux rencontrent Ben Barka. Selon les dires de Bernier, Figon désirait lui remettre un chèque, mais le leader marocain le prie de l'adresser aux orphelinats du Maroc. Figon lui présente aussi le projet de contrat qu'il avait rédigé.

Le procès établira que Figon s'est entretenu le 21 septembre avec Ben Barka, après le départ de Bernier. Lopez, quant à lui, s'est rendu à nouveau au Maroc le 29 septembre !

Le même 20 septembre, le représentant du SDECE à l'ambassade de France à Rabat informe le Directeur de la Recherche d'une demande de confirmation de renseignements, sollicitée par Oufkir :

« 1°/ Les autorités algériennes viennent de signifier à Ben Barka d'avoir à quitter immédiatement le territoire algérien. Devant cette mesure extrême, Ben Barka solliciterait le droit d'asile en France. 2°/ Les éléments subversifs implantés en Algérie sont en cours de transfert sur la Mauritanie (...). Ce seraient la première conséquence des récentes décisions prises à la conférence au sommet au sujet de la non immixtion dans les affaires de chaque État ».

« L'insistance avec laquelle Oufkir a formulé cette requête laisse penser, conclut le chef de poste, que les autorités marocaines sont vivement inquiètes des destinations signalées concernant Ben Barka d'une part, et les subversifs d'autre part »⁵⁷.

Informé par Lopez des va-et-vient de Bernier et Figon, Finville dresse une nouvelle note le 22 septembre pour le service III A, sous couvert du directeur de la Recherche, Beaumont :

« Selon Lopez, Oufkir aurait demandé à Dlimi, directeur général de la Sûreté nationale marocaine, de monter une tentative d'approche sur Ben Barka, leader de l'opposition, séjournant actuellement à Genève. Pour y parvenir, il a dépêché au Caire le 2 septembre une équipe spéciale (...)

56. Déclaration au juge Zollinger le 16 novembre 1965. Ce dire sera toujours contesté par Lemarchand.

57. Note trouvée dans les Archives de l'Ambassade de France au Maroc, à Nantes.

composée de Chtouki, Bernier et Figon (...). Ben Barka a précisé que ses relations avec le Trône n'étaient pas si mauvaises puisque aussi bien il a eu récemment l'occasion de recevoir Moulay Ali à Francfort à la demande d'Hassan II (...). Mais, Lopez n'a pu, selon ses dires, malgré les conversations qu'il a eues avec le trio à son retour, déterminer exactement la raison de cette mission (...). Est-ce simplement le désir du ministre de l'Intérieur de situer l'activité actuelle du leader de l'UNFP ou bien de cerner au plus près un « objectif » permanent ? » En tout état de cause, Lopez signale « un nouveau départ du trio à destination de Genève le 20 septembre, cette fois accompagné d'un nommé Lemarchand – non identifié – mais qui aurait « arrangé » les formalités de Bernier et de Figon ».

Cette importante note mérite d'être relue attentivement et commentée :

– Laissez croire que les relations ne sont pas « si mauvaises » alors entre Ben Barka et le Trône est, soit une mauvaise information communiquée par Lopez ; soit, plutôt, volontairement ou non, un amalgame de deux périodes très différentes par Finville. La rencontre de Francfort remonte en effet au 25 avril. Et la situation n'est plus du tout la même dans le face à face Hassan II – Ben Barka, après la proclamation de l'état d'exception et la chute de Ben Bella, quelques jours après. Lopez qui eut des conversations avec Chtouki, voire au Maroc avec Oufkir, le savait fort bien. Dès lors, la conclusion, sous forme interrogative, donnée par Finville à sa note apparaît plus que suspecte. Ce, d'autant que Beaumont a reçu le 20 septembre la note précitée du représentant de la Maison à Rabat.

– Evoquer un nommé « Lemarchand non identifié » est, aussi, trompeur : Figon a bien présenté Lemarchand comme avocat à Lopez⁵⁸. Et Lopez a demandé à un agent technique du service VII, Jacques Veuve, d'en informer Finville. Interrogé par la suite cet agent a été formel : « De passage à Orly, le 8 septembre, Lopez m'a dit de dire à Finville que « Lemarchand était bien celui du Club des Saints Pères (du Club des Vieux de la Vieille) et qu'il allait aux renseignements sur Figon ». J'ai retransmis ce message verbalement à mon retour de service vers midi à Finville. ». Or, celui-ci ne mentionne pas cette information capitale dans sa note du 22 septembre ! Interrogé par le président de la Cour d'assises⁵⁹, Finville reconnaîtra seulement qu'il a su « dans les premiers jours d'octobre » (sic !) que « Lemarchand » était effectivement Me Lemarchand. Et, sur question du président Pérez :

58. Il le dira plusieurs fois à l'instruction.

59. En septembre 1966.

- Vous n’avez pas fait de rapport à ce sujet ?
- Non », répondra Finville !

Cela étant, pourquoi la note, comme la précédente n’a-t-elle pas été exploitée ?

Le 24 septembre, Boumedienne promet à Hassan II de refuser désormais le séjour de Ben Barka en Algérie.

Le mois d’octobre

Le 2, rencontre chez Franju de Figon et Bernier. Le même jour, El Mahi part pour le Maroc. À son retour, il rencontre Chtouki à l’Unic-Hôtel, – dont Lopez possédait des parts – puis le conduit à Ormoy et à Fontenay-le-Vicomte.

Le 3, Chtouki descend à l’Elysée Hôtel sis rue de La Boétie. Il y restera jusqu’au 7. C’est le seul indice que la police ait retrouvé de son passage à Paris !

Le 6, Figon et Chtouki se rendent à Genève par le même avion. Figon rencontre à nouveau seul Ben Barka et lui remet un projet de contrat –. Ont-ils tous deux préparé, ce jour-là, le double scénario de la fin du mois : la rencontre envisagée chez Lipp (théoriquement) de Figon, Bernier, Franju et Ben Barka, au sujet de la préparation du film « Basta », d’une part ? L’enlèvement de Ben Barka, boulevard Saint-Germain, à hauteur du Drugstore, d’autre part ?

Le lendemain, Lopez se rend à son tour à Genève – accompagné étonnamment de Boucheseiche – à la demande d’un agent marocain, Djebaïli, chargé de localiser Ben Barka. Il lui apprend que celui-ci est parti pour Djakarta. À son retour, Lopez en informe – par l’agent « Michel » – Finville qui, de nouveau, ne rédige pas de note !

Figon n’a accepté de rendre service aux Marocains que pour tirer de son rôle un « revenu financier »⁶⁰. Les monnaies sonnantes et trébuchantes n’arrivant toujours pas, malgré les promesses de Chtouki, il se rend le 10 octobre à Orly pour y rencontrer Lopez. Furieux, il le prie d’agir au plus vite auprès de ses amis marocains pour qu’ils tiennent leur parole. À défaut, il menace de « porter l’incendie » en balançant l’affaire aux journaux, en leur faisant connaître le sort réservé à Ben Barka. Lopez s’empresse de communiquer l’information à Finville⁶¹. Or celui-ci ne

60. Chtouki lui aurait promis cent millions de francs anciens !

61. Audition Lopez le 4 novembre 1965 : « Aux environs du 10 octobre, Figon m’a relaté que des Marocains voulaient profiter de ses contacts pour approcher Ben Barka, l’enlever et éventuellement le faire disparaître. Il m’a expliqué qu’il réclamait aux Marocains une somme de 20 millions d’A.F. pour le travail qui avait été fait jusque-là... »

dresse pas plus de note de cet important « tuyau »⁶². Pour sa défense, l'officier traitant indiquera :

« qu'il a formellement invité Lopez à partir de cette date à ne plus se compromettre dans cette affaire ; à préciser à Figon qu'il n'était en rapport avec les Marocains que dans le cadre de ses activités à Air France et que ces histoires ne l'intéressaient pas... » (sic !)

Lopez lors de l'instruction contestera ces dires de Finville, qui lui aurait finalement laissé la bride sur le cou pour continuer ses investigations. « Il ne m'en a pas moins conservé, précise-t-il au juge Zollinger⁶³, ma mission d'observation du milieu marocain et même de Ben Barka en tant que marocain ». Quoi qu'il en soit, rien n'autorisait Le Roy à ne pas communiquer à ses supérieurs cette information capitale, venant de celui qu'il considérait comme « l'une de ses meilleures sources ».

Et, de fait, sans nouvelles des Marocains, Figon met sa menace à exécution le 14 octobre. Il prend contact avec François Brigneau, directeur de l'hebdomadaire *Minute* et lui raconte le rôle que veulent lui faire jouer les services secrets marocains dans un guet-apens ourdi « contre le dirigeant révolutionnaire Ben Barka », moyennant le versement d'une somme de cent millions d'anciens francs... non perçue. Figon lui narre aussi le piège tendu au leader marocain par le projet de film ; ses déplacements au Caire et à Genève avec Bernier... Le tout est, malgré tout, assez brumeux. Brigneau ne sait que faire de ces « racontars » – pense-t-il – à la veille de la campagne électorale française. D'autant qu'il ne connaît pas le personnage qui lui a été présenté par une relation commune. Deux jours après, d'ailleurs, se ravisant, Figon lui fait téléphoner par ce tiers de ne pas faire état de ses dires.

Ce n'est qu'après la « disparition » de Ben Barka, que le directeur de *Minute*, prenant conscience de ce qu'il avait appris le 14 octobre, en diffusera peu à peu la teneur, mais par insinuation pour ne pas tomber sous le coup du délit de « non-dénonciation de malfaiteur ».

Lemarchand⁶⁴ avait son œil à *Minute*, Gérard Gohier. Il est donc évident que tant par son ami Figon, que par celui-là, il a bien été tenu informé des menaces sérieuses qui pesaient sur Mehdi Ben Barka... Cela ne l'empêchera pas de tout nier, tant lors de l'instruction de Louis Zollinger que pendant les deux procès de 1966 /1967. Nous y reviendrons.

62. Il en informera ses supérieurs seulement le 12 novembre, soit quinze jours après le rapt Ben Barka. C'est d'ailleurs à cette date aussi que Finville rapportera l'information du déplacement de Lopez à Genève le 7 octobre.

63. P.V. du 10 janvier 1966.

64. Il me le dira de lui-même lors de l'une de nos deux rencontres.

À la mi-octobre, Voitot fait parvenir à Lopez, sur sa demande, des lunettes et de fausses moustaches, dont celui-ci s'affublait le 29⁶⁵.

Le 19, Lopez appelle Dlimi ou Achaachi à Rabat. Il le tient au courant de son déplacement à Genève, des menaces de Figon. A-t-il obtenu des assurances de son interlocuteur ? Toujours est-il que Figon change d'avis et, au dernier moment, demande au directeur de *Minute* de ne pas publier sa déclaration.

Le 20, les P.T.T. ont retrouvé une communication de Lopez à Finville, à son domicile, de 8 h 56 à 9 h 04, soit de 8 minutes ! Cette conversation n'a jamais été évoquée. Pourquoi ? À 16 h 37, Lopez téléphonait aussi à la PP. À qui ? Souchon ?

Le 22, l'un des subordonnés de Finville, Marcel Chaussée dit Desormes, reçoit de son chef, en vue d'établir un bulletin de renseignement pour le secteur III A, une note manuscrite où est consignée l'arrivée à Paris de quatre marocains (Oufkir, Dlimi, Chtouki, El Mahi) cherchant à « contacter Ben Barka en vue d'un rapprochement entre lui-même et le gouvernement marocain. » Mais, trois quarts d'heure plus tard, Finville revient voir son collaborateur et lui dit en présence de tiers : « Ne faites rien pour l'instant, ça change tout, il n'est pas question de rapprochement, ils vont le flinguer ! » De qui Finville tenait-il ces deux informations, qu'au demeurant il niera affirmant que les noms étaient ceux de quatre gouverneurs marocains débarqués le 19 octobre. De Lopez sans doute⁶⁶. Quelques jours plus tard, Finville remet à Desormes un double d'une autre note, en lui demandant de le classer dans le dossier « Lopez », avec la liste des Marocains. Mais, le 2 novembre au matin, c'est-à-dire après la « disparition » de Ben Barka, Finville reprend ce double et la liste des quatre Marocains. Ainsi, personne ne verra jamais ces documents⁶⁷ !

Le même 22 octobre, Mehdi Ben Barka a téléphoné de Genève pour faire prévenir l'un de ses compatriotes, Thami El Azemouri, agrégatif d'histoire, qu'il lui donnait rendez-vous à Paris le vendredi 29 à 15 h.

Le 25, Lopez appelle Dlimi à Fès. À 20 h, il se retrouve avec Boucheseiche, arrivé de Casablanca, et El Mahi, à dîner à l'hôtel Astor, où logent les 4 gouverneurs marocains venus en stage à Paris. Et tous se rendent à la « Résidence Niel »⁶⁸ où Palisse, Le Ny, Dubail, sont déjà au bar...

65. Lopez affirmera : « Ainsi grimé, je comptais arpenter le quartier Saint-Germain-des-Près à la recherche de Figon ». *Confession d'un espion*. op. cité page 155.

66. Il est précisé au dossier du SDECE dans une note, datée du 23 mars 1966, que Lopez a effectivement téléphoné ce jour-là à 9 h à son manipulateur (appel enregistré).- Mis au courant à son arrivée, Finville a dû rappeler Lopez.

67. Ce double incident n'aurait été connu des supérieurs de Finville qu'au mois de janvier 1966. Mais celui-ci, malgré plusieurs témoins ayant assisté à la scène, persistera à le nier tout le long de l'enquête dont il fut l'objet dans la Maison.

68. 93 avenue Niel 75017 Paris.

Le 26, Mehdi Ben Barka téléphone à Bernier pour l'informer qu'il sera le 29 à Paris. Dans un 2^e appel, le lendemain à son domicile, Ben Barka lui aurait donné rendez-vous à 12 h 15. Lui-même, selon ses dires à la police, lui aurait alors proposé de déjeuner – avec Franju et Figon – chez Lipp. Ce que Ben Barka aurait accepté... Mais, à la suite d'une requête, effectuée auprès des autorités suisses, du relevé des communications téléphoniques demandées par Ben Barka du 22 au 30 octobre 1965, je relève trois appels le 26, l'un à Figon, les deux autres à Philippe Bernier. Figon n'aurait-il pas téléphoné à son tour à Ben Barka, le 28, et ne lui aurait-il pas annoncé que le rendez-vous serait non plus chez Lipp, mais au Drugstore Saint Germain, voire devant ce restaurant ?⁶⁹ Il est intéressant de relever les dires de Jean Vignaud⁷⁰ : « Figon m'a dit avoir revu Ben Barka à Genève sans Bernier (ce qui est exact) et avoir convenu d'un autre RDV qu'il voulait cacher à Bernier ».

jeudi 28 octobre

Vers 10 h Ben Barka prévient Mohammed Tahri⁷¹ de son arrivée chez lui le lendemain en fin d'après-midi.

Les PTT retrouvent aussi, à 17 h 47, une communication de Lopez de dix minutes avec le bureau de Finville, auquel il aurait laissé un message. Celui-ci prétendra ne pas l'avoir reçue⁷².

À 21 h Chtouki rencontre Lopez à Orly selon ses dires. L'agent marocain l'aurait informé qu'un entretien était prévu le lendemain entre Oufkir et Ben Barka, et qu'il serait bon, pour désarmer sa méfiance, que des policiers français, en qui il avait toute confiance, soient chargés de l'accompagner au lieu du rendez-vous. Pour donner le change, Chtouki téléphone alors à un mystérieux « correspondant au ministère de l'Intérieur », mais chez lui, vu l'heure tardive⁷³. Lopez, rassuré, téléphone aussitôt à son ami Souchon – avec qui il a l'habitude d'œuvrer professionnellement – et lui fait part d'un service urgent à lui rendre. Souchon le rejoint sans tarder à Orly. Au commissaire Bouvier, l'interrogeant quatorze jours après le rapt, Souchon rapporte :

69. Le leader marocain ne pouvait évidemment pas se douter que ce « fils de famille », ami de Marguerite Duras, qui devait financer « Basta », n'était qu'un vulgaire truand !

70. Au président Pérez, lors de la nouvelle instruction, après la venue de Dlimi, le 21 décembre 1966.

71. Le représentant de l'UNFP à Paris. Il le prie de trouver trois places pour une bonne pièce de théâtre.

72. L'enquête interne au SDECE révélera que s'il ne l'avait pas reçue lui-même ou si elle n'avait pas été dirigée sur lui, elle a été notée à son service. Comme, quelques jours auparavant, celle du 22 octobre.

73. « Chtouki m'a soutenu qu'il était appuyé par les Services du ministère de l'Intérieur français ». P.V. interrogatoire Lopez du 16 novembre 1965.

« Lopez ne se cachait pas pour dire et répéter qu'il rendait les mêmes services d'information à un autre organisme (le SDECE) que la Police judiciaire (...). Pour une fois que j'avais l'occasion de lui rendre la pareille, je n'allais pas lui refuser (...). Il m'a raconté qu'un agitateur marocain dangereux du nom de Barka se trouvait actuellement à Paris pour son activité politique, qu'il avait organisé des complots contre le roi du Maroc et qu'il préparait un nouvel attentat. C'était stupide, ajouta-t-il, car il venait d'être gracié et pouvait rentrer librement dans son pays(...). Il s'agissait donc simplement de faciliter un entretien de ce Barka avec le ministre marocain de l'Intérieur, Oufkir, qui serait accompagné du chef de la Sûreté marocaine, Dlimi. Lopez me demandait de faire état de ma qualité d'officier de police pour désarmer sa méfiance et le conduire auprès de ces personnalités marocaines. Il avait rendez-vous le lendemain à déjeuner chez Lipp avec le cinéaste Franju pour réaliser un film sur la décolonisation, et il fallait intervenir avant ».

Au juge Zollinger, qui l'interroge le 13 janvier 1966, Souchon est encore plus précis :

« Le soir du 28 octobre (...) Lopez m'a assuré que son chef Finville était au courant, ainsi que Jacques Foccart. Il a même employé une expression un peu argotique : "Foccart est au parfum". Sur le moment, je l'ai cru (...). Je lui ai cependant réclamé des garanties supplémentaires en réservant ma réponse pour le lendemain matin. Ce sera chose faite. Effectivement, le 29 octobre à 10 h un inspecteur m'a dit qu'on m'appelait au téléphone ».

Souchon évoque ainsi cet appel dans son livre⁷⁴ :

– Monsieur Souchon ? Ici Monsieur Aubert, directeur du cabinet du ministre de l'Intérieur. Je vous appelle pour savoir si vous avez un rendez-vous ce matin et si vous comptez vous y rendre ?

– Certainement, Monsieur le Directeur.

– Bon, c'est ce dont je voulais m'assurer. Merci bien.

J'ai considéré cet "appel" comme le "feu vert" promis par Lopez. Sur le moment, je n'ai pas pensé à vérifier, je n'aurais peut-être même pas osé ».

Une confrontation chez le juge révélera que ce n'est pas M. Aubert qui a téléphoné à Souchon. Mais qui ? L'officier de police maintiendra tout le long de la procédure la même information, capitale pour moi : un homme lui a téléphoné du ministère de l'Intérieur se faisant passer pour

74. *Accusé, Taisez-vous*. Ed. de la Table Ronde 1970. page 99

le directeur du cabinet du ministre. Certes, on laissera entendre qu'il avait pu recevoir ce coup de fil d'une simple cabine téléphonique. « Non, répondait Souchon, par la ligne particulière qui relie la PJ au ministère de l'Intérieur » !⁷⁵

J'ai découvert au dossier une lettre anonyme adressée à M. Zollinger, affirmant que « c'était M. Prat, attaché au cabinet de Frey et chargé par ce dernier de couvrir toutes les opérations d'enlèvement » qui était l'auteur du fameux coup de fil (?). Aucune recherche ne me semble avoir été effectuée à l'époque pour savoir si le « dénoncé » existait ! Or, après une enquête personnelle, j'ai trouvé trace au Journal officiel d'un Alex-Claude Prat, précisément au cabinet de M. Frey. Etait-ce lui ? Est-il encore en vie ? Des recherches sont en cours...

vendredi 29 octobre

Le départ de Mehdi Ben Barka de Genève, en direction de Paris, est signalé par la Police du poste-frontière de Fernet-Voltaire aux RG (de la DGSN), mais cette information n'est pas communiquée ni à la PP⁷⁶, ni a fortiori au SDECE. Ainsi le ministre des Armées pourra écrire au juge Zollinger : « qu'aucune information préalable n'est parvenue au SDECE concernant l'arrivée à Paris de M. Ben Barka »⁷⁷. Arrivé à Orly à 9 h, celui-ci téléphone aussitôt à Thami El Azemouri, qui n'est pas chez lui. Son épouse informée réussit à joindre son mari et le prévient que le rendez-vous prévu avec le leader marocain aurait lieu non à 15 h, mais en fin de matinée, au café « Le Rond Point » des Champs Elysées.

À 9 h 05, Lopez téléphone à Finville pour l'informer de l'arrivée de Ben Barka. Il n'est pas chez lui non plus. Il aurait quitté son domicile plus tôt pour aller accueillir son « patron », le général Jacquier, à Orly, mais en fin de matinée... Lopez laisse donc un message à son épouse. Selon Finville, elle ne le lui aurait pas retransmis. Cela est plus que douteux, car, retrouvée aux PTT, la communication a duré 6 minutes !

Vers 10 h Ben Barka arrive chez son ami, israélite marocain, Jo Ohana – alors aux États-Unis – chez qui il descendait souvent lors de ses passages dans la capitale⁷⁸. De là, il téléphone à son frère pour lui donner rendez-vous vers 19 h 30 au domicile de Tahri.

75. Fait pour le moins étonnant, je n'ai pas trouvé trace dans le dossier – j'étais à l'époque au Maroc – d'un déplacement du juge d'instruction dans les bureaux de la PJ pour savoir ce qu'il en était !

76. On retrouve là toute l'inexistence à l'époque de contacts entre la DGSN et la P.P. De même avec les autres Services de police !

77. Lettre du 11 mai 1966 en réponse au juge.

78. Son frère Abdelkader y retrouvera sa serviette de voyage, le script du film « Basta » et un billet de retour pour l'avion de Genève du 31 octobre.

À la même heure, Souchon, de son côté, a reçu le « feu vert » dont il fait état dans son livre, et retrouve Lopez, comme prévu, sur le parvis de Notre Dame, qui lui confirme le rendez-vous chez Lipp à 12 h 15.

De retour à son bureau, Souchon prévient son collaborateur Roger Voitot qu'il l'emmènera en opération à l'heure du déjeuner. Fait étonnant, Souchon rencontre à ce moment son supérieur hiérarchique, le Cre. Simbille et peu après, le directeur adjoint de la PP, Julien Couvignou. Il leur annonce qu'il part en mission avec Voitot rejoindre Lopez. Or, ceux-là ne lui auraient posé aucune question sur cette mission⁷⁹ !

Vers 11 h 30 les deux policiers prennent une 403 – le véhicule de service 3076 MC 75 de la préfecture de police – et se rendent boulevard Saint Germain, où ils rangent le véhicule dans la contre-allée, à environ vingt mètres de la brasserie Lipp. Lopez est déjà sur place, grisé⁸⁰. Chtouki est également là, dira celui-ci⁸¹.

À 11 h 30, Ben Barka retrouve donc au « Rond Point », l'épouse d'El Azemouri et celui-ci les rejoint peu après. Ben Barka lui demande de lui préparer, dans un délai très court, une analyse historique de la décolonisation sur les trois continents – ce qui paraît impossible à l'étudiant, faute de temps. Ben Barka le prie aussi de collaborer à la préparation d'un film, confié au cinéaste Franju.

Vers 11 h 50, Bernier et Figon se rencontrent aux Deux Magots en face de Lipp où Franju arrive le premier. Vers midi, Bernier y entre à son tour, suivi quelques minutes après par Figon.

Au même moment, Boucheseiche, chez lui, à Fontenay-le-Vicomte, prie sa femme de ménage, Marthe Chenu, de prendre congé l'après midi ; en même temps, il demande à son beau-frère, Louis Andrieu, de quitter les lieux – où il logeait – et de ne pas y revenir le soir. « Sans aucune explication » affirmera Andrieu aux enquêteurs. Rien d'impossible dans ce milieu !

De leur côté, Ben Barka et El Azemouri quittent les Champs Elysées en taxi, avec instruction donnée au chauffeur de déposer ses clients devant le Drugstore de Saint Germain des Prés. Contrairement à ce qui a été écrit, ici ou là, à aucun moment, il n'a été question de la brasserie Lipp entre les deux hommes⁸². Je m'appuie sur deux constats pour

79. Pour Souchon : « C'est la certitude que les Directeurs et chefs de service de la PJ y compris le Préfet de police, qui connaissaient Lopez, avaient de lui une bonne opinion » (Audition chez le juge Pinsseau du 19 janvier 1976).

80. Avec une moustache postiche et de fausses lunettes que Souchon lui avait procurées quinze jours plus tôt.

81. Lors de son interrogatoire du 16 novembre 1965, Lopez déclarera au juge Zollinger : « Chtouki m'a soutenu qu'il était appuyé par des Services du ministère de l'Intérieur français. »

82. J'ai relu toutes les premières déclarations d'El Azemouri à la PJ le 3 novembre. Elles sont fort précises : « A aucun moment, soit au Rond Point, soit dans le taxi (...) soit au

confirmer les dires de El Azemouri. Arrivés un peu à l'avance, Ben Barka et lui ne se sont installés, ni chez Lipp, ni au Drugstore, mais ont fait le tour du pâté de maisons. À aucun moment l'étudiant, témoin de ce qui venait de se passer, ne songea à aller dans l'un ou l'autre de ces établissements pour prévenir les convives qu'il ne connaissait pas⁸³.

C'est devant le cinéma du Drugstore, affirme El Azemouri ; devant l'hôtel Terrane, jouxtant la brasserie Lipp, déclare Souchon, que l'interpellation de Ben Barka a lieu. Souchon raconte ainsi la scène dans son livre⁸⁴ :

« Vers 12 h 25, j'aperçois un homme de petite taille dont le signalement correspond très bien à celui que m'a fourni Lopez (...) accompagné d'un homme beaucoup plus jeune d'un type méditerranéen très prononcé. Tous deux descendaient le boulevard Saint Germain dans ma direction (...). C'est très correctement, au milieu du flot des passants, particulièrement dense à cette heure de la journée, que j'interpelle le ressortissant marocain, tout en lui exhibant ma carte de police... Je lui demande ses papiers d'identité qu'il me présente tout de suite, sous la forme d'un passeport diplomatique délivré à son véritable nom. Son compagnon faisant mine d'accéder à cette même demande, je lui dis tout à fait aimablement, « Non, pas vous » et j'ajoute sur le même ton, « Voulez-vous nous laisser un instant ? » Et celui qui est encore un inconnu pour moi s'éloigne en effet de quelques pas. J'apprendrai plus tard qu'il s'est littéralement enfui, ce qu'il n'aurait certainement pas pu faire s'il s'était agi d'un véritable « enlèvement » (...). Et voici, à quelques mots près, le dialogue qui s'engageait :

– Sans être indiscret, puis-je me permettre de vous demander quel est le motif réel de votre séjour à Paris ?

– Certainement. Je suis arrivé à Paris pour y rencontrer des gens de cinéma pour faire un film sur la décolonisation.

cours de la courte promenade que nous avons faite dans le quartier il n'a été question de la brasserie Lipp. M. Ben Barka m'a dit qu'il avait rendez-vous au Drugstore de Saint-Germain-des-Prés, où il devait déjeuner avec les producteurs du film dont il m'avait parlé (...) Il ne m'a pas donné les noms des personnes avec qui il avait rendez-vous (...) ». De la même façon, il a été prétendu que Ben Barka avait dit à Azemmouri qu'il allait rencontrer un émissaire d'Hassan II, voire le Roi lui-même ! Or, aucune de ses premières auditions n'évoque une pareille rencontre. Ni d'ailleurs le 5 décembre, auditionné par le juge Zollinger. Ce n'est qu'après les auditions de Bernier que l'on évoquera un rendez-vous prévu chez Lipp – et tout le monde fera écho de cette affirmation.

83. Bernier, très en colère, conteste les dires d'El Azemouri. Il revient toujours au déjeuner prévu chez Lipp. S'est-il interrogé pour savoir s'il n'avait pas été doublé par Figon ? Voir infra.

84. Op. cité pages 28 et 29.

- Ne croyez-vous pas que vous seriez à Paris dans un but politique ?
- Je ne suis pas venu en France pour faire de la politique.
- Pourtant, vous avez rendez-vous avec des personnalités politiques, on m’a demandé de vous conduire auprès d’elles. Et, si vous voulez bien, je vais vous y conduire, en désignant la 403 d’un geste de la main.

Ben Barka ne soulève aucune objection, et tous deux nous remontons le boulevard en direction de la voiture. À plusieurs reprises nous sommes séparés par des passants (...). Il arrive à la voiture avant moi et lorsque je le rejoins, il a déjà ouvert la portière gauche. À ce moment, il se retourne vers moi, et comme pour avoir une confirmation de ce que je lui ai dit, il interroge, nullement inquiet : « C’est bien la police française ? » Je lui réponds affirmativement et, rejoint par Voitot, je lui demande de montrer également sa plaque. Mon collègue s’exécute et tout seul (je dis bien tout seul) le président Ben Barka prend place dans la 403, ainsi que Voitot qui monte à sa suite ».

Ce récit, toujours repris par l’officier de police, appelle trois observations de ma part :

– Si Souchon – peut être de bonne foi, se croyant « couvert »⁸⁵ – avait su effectivement qu’il procédait au rapt de Ben Barka, il n’aurait pas hésité à embarquer aussi son compagnon qui allait devenir le principal témoin de l’affaire : « Le grain de sable qui a enrayé un mécanisme bien huilé »⁸⁶.

– Si Ben Barka avait su le lieu précis du déjeuner, il n’aurait sans doute pas hésité à dire à El Azemouri de s’y rendre pour prévenir ses commensaux.

– Si Ben Barka est monté d’aussi bon gré dans le véhicule de la police – ce que beaucoup ont du mal à admettre – c’est qu’il avait un autre rendez-vous (politique) au cours de son séjour à Paris et que le choix (immédiat) d’aller à ce rendez-vous lui paraissait plus important. Je l’ai dit, j’ai bien connu Mehdi Ben Barka : l’importance d’un rendez-vous le lui a toujours fait primer sur un autre. Hélas, dans le cas présent, il va payer de sa vie cette préférence !

Quel autre rendez-vous ? Pour moi, la réponse nous est, sans doute, donnée par des membres de « Solidarité », le réseau de son ami Henri Curriel⁸⁷ :

85. Mais peut-être pas complètement : il connaît les hommes de mains présents, Le Ny dans la voiture, Boucheseiche à l’arrivée... Il ne dit pas à Ben Barka que les « personnalités politiques » qu’il doit rencontrer sont « marocaines », comme le lui avait annoncé Lopez la veille... Il est vrai que pour Souchon, comme pour bien d’autres : « Ben Barka, Oufkir, connais pas ! ».

86. *Jeune Afrique*, 30 janvier 1966

87. Assassiné à Paris le 4 mai 1978.

« Solidarité lui obtint une entrevue avec l'un des plus proches collaborateurs du général de Gaulle. Il serait reçu le 30 octobre à l'Elysée⁸⁸ (...). Ben Barka suit les inspecteurs Voitot et Souchon sans poser la moindre question. Pourquoi le ferait-il ? Il est en France officiellement et sera reçu le lendemain à l'Elysée. Pourquoi se méfierait-il de policiers français ? Selon toute probabilité, il a pensé que le rendez-vous élyséen était avancé »⁸⁹.

Ce rendez-vous n'a jamais été confirmé par l'entourage du Général. Pour autant, cela ne veut rien dire. Au cabinet, nul n'ignorait que Ben Barka était l'opposant n° 1 à Hassan II. Et, que le Roi du Maroc avait été invité par de Gaulle à être présent à ses côtés, le 11 novembre, lors du traditionnel défilé militaire... À Bernier, inquiet après ses premières rencontres avec Chtouki, Ben Barka n'a-t-il pas lui-même répondu, « Ne t'inquiète pas, je vais être reçu par le général de Gaulle ». C'était certainement vrai⁹⁰.

À 12 h 20, Ben Barka monte donc dans la 403 de la police, suivi par Voitot. Un inconnu (pour lui), Le Ny, l'un des truands, a déjà pris place à l'arrière. Lopez, grîmé, monte à l'avant. Guidé par celui-ci, Souchon conduit le véhicule jusqu'à Fontenay-le-Vicomte, au domicile de Boucheseiche. Ce dernier⁹¹ et Dubail accueillent Ben Barka. Palisse et Dubail étaient présents sur les lieux du rapt, ils ont doublé Souchon sur l'autoroute. Ben Barka, à en croire ses ravisseurs, ne manifeste aucune inquiétude. Il est vrai que la belle propriété de Boucheseiche⁹² ne pouvait que le rassurer pour un rendez-vous d'importance.

À partir de ce moment, on ne reverra plus le leader marocain.

« Ce qu'on a appelé l'affaire Ben Barka, en attendant de l'appeler l'Affaire tout court, vient de débiter. Elle va, pour de longs mois, marquer la vie politique française et peser sur l'élection du Président de la République, cinq semaines plus tard, mais surtout elle va peser pour de longues années, et peut-être définitivement, sur la vie politique marocaine »⁹³.

88. Ben Barka a déjà été reçu deux fois à l'Elysée. Il était intéressant pour de Gaulle d'avoir des échos sérieux, tant sur le deuxième « Bandoeng » qui devait réunir début novembre à Alger les dirigeants du Tiers-monde, que sur la Tricontinentale qui se préparait pour janvier à Cuba, dont Ben Barka était la cheville ouvrière. Ben Barka était donc un atout dans son jeu.

89. *Un homme à part*, Gilles Perrault, Ed. Bernard Berrault – 1984, page 387

90. *Ils ont tué Ben Barka*, op. cité page 325

91. « Au premier abord il avait tout du type distingué ». A. Lopez. *Confession d'un espion*, Ed. Fayard 2000, p.118.

92. Op. cité page 30.

93. R.Muratet. *On a tué Ben Barka*, op. cité, page 59.

Souchon, Voitot, Lopez regagnent Paris⁹⁴. Descendu rue du Bac, Lopez se rend au Don Camillo. De là, il téléphone au SDECE pour tenir informé Le Roy-Finville. En son absence, il laisse un message à son adjoint, Jacques Boitel (« Faites savoir à Thomas que Don Pedro l'informe que le rendez-vous a lieu à Fontenay-le-Vicomte, à côté de chez moi »). J. Boitel confirmera l'avoir communiqué à Finville, par une note déposée sur son bureau et de vive voix à son retour au Service, ce que celui-ci contestera, bien sûr !

Pendant ce temps, chez Lipp, Bernier s'inquiète du retard de Ben Barka. Il téléphone, entre autres, à sa secrétaire et à Genève... Franju, furieux de ce nouveau rendez-vous manqué, quitte la brasserie. Bernier et Figon y restent pour déjeuner.

El Azemouri a fait prévenir sa femme de le rejoindre chez une amie. Et, à sa demande, son épouse informe le représentant des étudiants, Sinaceur, de ce qui vient de se passer. Ne sachant pas très bien que faire, El Azemouri se réfugie pour le week-end chez un ami, M. Nelken.

Dans l'après-midi, Figon se serait rendu chez Boucheseiche (en vue de toucher l'argent qui lui avait été promis ?). Vers 15 h, Lopez y repasse à son tour⁹⁵. Il s'est souvenu que Chtouki lui a demandé le matin de tenir informé Rabat. Il se rend donc à Orly avec Boucheseiche, d'où ils appellent le Maroc. Un premier appel (communication urgente avec préavis) à 17 h 19 pour joindre Oufkir au ministère de l'Intérieur, suivi d'un autre appel pour joindre Dlimi à la DGSN. En l'absence de ces interlocuteurs, des messages sont laissés, l'un au capitaine Benslimane, directeur du cabinet d'Oufkir ; l'autre au Cre. principal Abdelhaq Achaachi, directeur du cabinet de Dlimi⁹⁶. Deux employés des postes ont saisi des bribes de conversation, notamment avec le correspondant du ministère de l'Intérieur, et témoignent : « C'est très pressé ! Il doit venir de toute urgence, au besoin par avion militaire ! » Ils ont aussi remarqué qu'entre

94. Voitot au juge Zollinger : « En cours de route, Lopez nous a affirmé que les services officiels avec lesquels il était en rapport étaient au courant de cette opération ». Dans *Accusé, taisez-vous*, op. cité, page 34, Souchon affirme : « Il insiste tout particulièrement sur l'esprit de collaboration qui règne entre les responsables de la Police marocaine avec leurs homologues français du ministère de l'Intérieur »...

95. C'est du moins ce qu'a déclaré – pour la première fois – Lopez à *France-Soir*, le 31 mai 1972 : « Quand j'ai vu pour la dernière fois Ben Barka le 29 octobre vers 15 h, à Fontenay-le-Vicomte, il terminait de déjeuner... Il conversait amicalement avec Boucheseiche, le maître de maison. Il y avait aussi Figon. Ben Barka m'a semblé avoir la situation bien en main. Il n'était pas inquiet ». (sic !)

96. Lopez rapportera le 4 novembre au Cre. Bouvier : « Au premier, j'ai dit quelque chose comme « Votre meuble ou votre commande est prêt ». Au second : « Je lui ai dit – comme convenu avec Chtouki – : « Votre invité est arrivé. Il est d'accord pour vous voir ». M. Achaachi m'a dit que son patron n'était pas là, mais qu'il lui transmettrait le message ».

les deux conversations, le compagnon de Lopez était surexcité. Quelque imprévu était-il survenu ? Ben Barka était-il déjà mal en point ?

En début de soirée, Tahri et Abdelkader Ben Barka, qui ont vainement attendu Mehdi, se rendent au théâtre. À son retour vers minuit, Tahri trouve un message de Sinaceur. Il rejoint celui-ci près de la gare Montparnasse qui l'informe des événements. Lui-même informe à son tour le frère de Ben Barka. En même temps, Tahri donne le conseil à El Azemouri de rester caché...

Souchon, persuadé n'avoir fait que rendre service à Lopez⁹⁷, passe en toute tranquillité la soirée au Cercle militaire où il est décoré de la Médaille d'Officier de l'Éducation nationale !

Vers 20 h Figon est de retour à Paris. Il boit beaucoup dans un bistrot et raconte *l'Affaire* à deux journalistes. L'un est un indicateur des RG, Jean Marvier semble-t-il. Caille informé le lendemain refusera toujours de donner son nom.

Lopez, sur un appel de Rabat, téléphone à 20 h 50, cinq minutes, à Ouflir alors à Meknès. Il lui indique « que le RDV est en cours et que le contact a été pris »⁹⁸. Le général lui indique qu'il part voir le « patron » à Fès. Il rappelle Lopez à 22 h 30, après avoir rencontré le roi, et lui annonce son arrivée par l'avion de nuit.

Peu de temps après Boucheseiche et Le Ny viennent aux nouvelles.

samedi 30 octobre

À 3 heures du matin, Lopez attend vainement Ouflir à Orly. Celui-ci lui téléphone le matin pour l'informer de son arrivée finalement à 17 heures.

Dlimi est à Alger pour préparer la venue d'Hassan II à la Conférence au sommet. Selon ses dires aux Assises, celle-ci étant annulée – ce qui était à cette heure inexact – il aurait reçu l'ordre de regagner Rabat. Faute d'avion direct, il téléphone à Lopez pour lui demander de l'aider à trouver une place sur le vol « Air France », Alger-Paris de 13 h. Lopez informe Boucheseiche en fin de matinée de la situation et se rend à Orly pour voir si le nécessaire a bien été effectué pour Dlimi. Il y trouve le policier marocain El Hassouni⁹⁹ et déjeune avec lui, Dubail, Le Ny et Palisse, à Paray-Vieille-Poste.

97. *Accusé, taisez-vous*. op. cité, page 35 : « Nous venons, Voïtot et moi d'enlever le leader de l'opposition marocaine ; le seul ennui, c'est qu'à ce moment là, nous n'en savons encore rien »

98. Interrogatoire Lopez par le juge Zollinger le 16 novembre 1965.

99. Appelé dans la procédure : El Houssaini. Infirmer, le « médecin » des brigades spéciales. Connu de Lopez. Il grimpera dans la hiérarchie jusqu'au grade de préfet de police avant de prendre sa retraite à la fin des années 90.

Tahri, pendant ce temps, a tenu informés quelques amis, Me Gisèle Halimi et Edgar Faure¹⁰⁰. Egalement, Jean Lacouture au *Monde*. Dans sa première édition le quotidien annonce « l'interpellation de Ben Barka devant le Drugstore des Champs Elysées ». Après une rapide enquête, l'officier de police Alcayde – chargé des Marocains à Paris – informe Abdelkader Ben Barka que son frère n'est détenu par aucun service de police officiel français...

À 14 h, Dlimi arrive à Paris. Il se fait conduire par Le Ny avec Boubker El Houssaïni (Ou El Hassouni) chez Boucheseiche. Pendant ce temps, à Orly, quatre places sont réservées vers 15/16 h, par un Marocain semble-t-il, aux noms de Boucheseiche, Dlimi, El Houssaini et un certain Cohen, pour le vol Paris-Casablanca de 23 h 45 – avec comme adresse téléphonique pour les quatre passagers le 7 à Fontenay (Boucheseiche) ! Lopez présent a confirmé cette demande de réservation. Mais ces billets seront par la suite annulés, puisque non utilisés – fait très important –¹⁰¹.

Oufkir arrive à son tour à Orly à 17 heures. Accueilli par Chtouki, El Mahi et Lopez¹⁰² il se fait conduire par celui-ci à Fontenay-le-Vicomte où Dlimi l'accueille vers 18 h. Le général a confié sa valise à El Mahi et lui a demandé de lui prendre une chambre à l'hôtel « Royal Alma » et de l'y attendre avec Chtouki¹⁰³. Tous deux patienteront une partie de la nuit en vain. Oufkir n'occupera à aucun moment la chambre, mais fera chercher sa valise. El Mahi passe plusieurs coups de fil chez Boucheseiche et chez Lopez sans réponse...

Rentré chez lui, Lopez emmène sa famille vers 19 heures à Bellegarde (Loiret) pour passer les fêtes de la Toussaint – non sans avoir laissé les clefs de sa maison à Oufkir, sur sa demande¹⁰⁴. Prétendant avoir appris par la radio « l'interpellation » de Ben Barka, il revient vers 22 h 30 à son domicile, où il retrouve Oufkir, Dlimi, El Houssaini, Figon, Boucheseiche et ses trois acolytes. Et, une tierce personne, dont nous n'apprendrons la présence que par son dernier ouvrage et ses déclarations au juge d'instruction d'alors,

100. Qui se retournent vers le ministère de l'Intérieur, Roger Frey.

101. « Peu de temps après dira Melle Bénard, l'agent de service jusqu'à une heure du matin, Lopez est passé. Je lui ai dit que j'avais annulé les billets. Il a acquiescé et n'a fait aucun commentaire ». A l'audience, le 1^{er} octobre 1966, Lopez déclarera sans plus : « Quelque chose s'était passé, il y avait quelque chose qui ne tournait pas rond ». (*Sténo, fascicule 30*).

102. Des années après, il dira à la presse : « Avant de l'accueillir, je suis monté dans mon bureau. J'ai alors vu deux avions militaires marocains, des Dakota, garés dans la zone de fret ». Or, dans l'enquête effectuée à l'époque, il n'en était pas question ! Ils n'auraient donc pas été enregistrés ?

103. Oufkir invite aussi El Mahi, selon ses déclarations au juge, à lui téléphoner un peu plus tard chez Boucheseiche.

104. Comment aurait-il pu lui refuser, dira-t-il, alors qu'à Rabat, depuis des mois il était reçu chez lui... Roger Frey, de son côté, n'a-t-il pas été reçu avec son fils, chez Oufkir, l'été 1965 ?

M. Pinsseau¹⁰⁵. Peu après, tous repartent, sauf El Houssaïni. « Oufkir avait l'air furieux, était mécontent dira Lopez au procès (...). J'ai pensé qu'il avait été roulé, trompé »¹⁰⁶. Un certain Nouredine Challal prétendra dans le *Nouvel Observateur* « qu'Oufkir avait été furieux d'apprendre à son arrivée l'assassinat de Ben Barka, car son projet était de l'interroger et de le faire transférer clandestinement au Maroc »¹⁰⁷.

Que s'est-il passé du côté du SDECE ? Finville prétend avoir entendu à la radio, vers 13 h 30, une information sur la « disparition » de Ben Barka (alors qu'Europe N° 1 n'en a fait état qu'à 20 h !). Il dit avoir alors cherché à joindre son supérieur, le directeur de la Recherche, René Bertrand dit Beaumont¹⁰⁸, dont le numéro personnel lui avait été communiqué. Il affirme lui avoir téléphoné pour savoir s'il y avait un rapport entre cette histoire d'enlèvement et ce qu'il avait relaté en notes. Une voix de femme lui aurait répondu que M. Beaumont était en week-end ! À l'audience du 1^{er} octobre 1966, il sera confondu sur ces deux points, son supérieur affirmant même : « Je n'ai reçu aucun appel téléphonique de Finville pendant les trois jours » !

La Maison, pour sa part, a été informée par la Préfecture de police, vers 15 h 50, de l'enlèvement de Ben Barka « par deux hommes se faisant passer pour des policiers ». Le message a été transmis au secteur géographique intéressé. L'officier de permanence au SDECE alerté a alors informé le « patron », le général Jacquier, à son domicile, qui, selon lui, « n'a fait aucun commentaire ». Puis, son directeur de Cabinet, M. Morvan alias Marienne « qui n'a pas eu de réaction particulière non plus ». Pour eux, semble-t-il, l'affaire Ben Barka n'a commencé que le 2 novembre au matin, lorsqu'ils auront entendu Le Roy-Finville et que le SDECE sera mis sur la sellette. Auparavant, pour eux, sans doute, c'est du ressort de la PP de rechercher une personnalité politique qui a disparu en plein Paris, ou de la DST.

D'après des informations recueillies par Caille, « plusieurs des acteurs du drame, se seraient mis en quête d'un bois, dans l'après-midi, afin d'y dissimuler le corps de Ben Barka que Dlimi voulait exécuter immédiatement »¹⁰⁹.

105. Voir infra.

106. Audience du 10 octobre 1966. (*Sténo, fascicule 30*)

107. Du 19 octobre 1966.

108. Ancien capitaine de l'Armée de l'Air, il est fonctionnaire du ministère de l'Air après la guerre, puis attaché militaire à l'ambassade de France en Yougoslavie, avant d'entrer au SDECE. A partir de 1964, il y détient les responsabilités les plus importantes après celle du Directeur. Il sera limogé par Alexandre de Marenches, un civil désigné par G. Pompidou à la place du général Guibaud en octobre 1970.

109. Auditionné le 24 janvier 1966, P. Lemarchand déclare au juge Zollinger : « Figon m'affirma avec force que Ben Barka avait été laissé vivant dans la cave de Lopez à la charge des Marocains.... Puis il me dit, s'ils l'avaient tué, ils avaient dû l'enterrer dans un bois près de la villa ».

dimanche 31 octobre

Vers 0 h 15, Dlimi téléphone à Lopez pour qu'il vienne le chercher, ainsi qu'Oufkir, à Orly. De retour à Ormoy, Oufkir conseille à Lopez d'aller se coucher. De sa chambre, celui-ci aurait vu arriver un véhicule immatriculé CD, dont deux personnes étaient descendues. Et il aurait entendu par la suite des bribes de conversation en arabe entre ses hôtes, notamment le mot « tiara » (avion). Réveillé à 5 h du matin, Lopez conduit Oufkir, El Hassouni et Dlimi à Orly¹¹⁰. Celui-ci le niera lors du 2^e procès. Ils ont pourtant bien été vus par des tiers¹¹¹. À 8 h, Oufkir s'embarque pour Genève. À 9 h 45, Dlimi et El Houssaini pour Casablanca.

De son côté, Lopez rejoint les siens à Bellegarde. En fin de matinée, il téléphone longuement à Finville¹¹². Selon ses dires, la conversation a porté sur l'enlèvement de Ben Barka, et Finville lui aurait dit : « Oui, j'ai lu les journaux, il y a du Oufkir là-dessous ! ». Lopez lui aurait alors ajouté : « J'ai en effet conduit Oufkir à Fontenay », ce qui est contesté par Finville¹¹³. ... Peu après, celui-ci est interpellé par l'officier de permanence de la Maison qui lui demande, sur appel de la PP¹¹⁴, si un « officier traitant » du Service VII a été en contact avec Ben Barka. Finville répond négativement : à question précise, réponse précise ! Cela lui sera reproché par son « patron », le général Jacquier dans une lettre¹¹⁵ au juge Zollinger. Il sait tout, mais ne fait rien jusqu'au 2 novembre au matin...

Vers 11 h, Abdelkader Ben Barka se présente à la Préfecture de police pour porter plainte. Il raconte ce qu'il sait du récit d'El Azemouri, mais en se trompant de Drugstore, fait rectifié peu après. Tahri est à son tour entendu en fin d'après-midi et évoque le nom de Franju.

Voitot, de permanence à la PJ ce dimanche et le lendemain, a connaissance de toutes les dépêches ayant trait à la disparition du leader maro-

110. Quand Lopez s'apprête à prendre congé d'eux, il questionne encore « les Marocains » : « Dans un geste qui leur est familier, ils ont levé le bras droit à hauteur de la tête, mais ils ne m'ont pas répondu ». Audition du 4 novembre par Bouvier.

111. Lopez déclarera avoir pris le petit-déjeuner vers 6 h à la Brasserie du 4^e étage de l'aéroport. Les employés de service confirmèrent qu'il était en compagnie de trois hommes de type nord-africain.

112. La conversation enregistrée à la poste a duré douze minutes et Lopez a déclaré à Zollinger, le 7 janvier 1966 : « J'ai donné à Le Roy tous les détails de l'opération et le rôle joué par chacun, y compris Souchon. A partir de ce moment là, Le Roy était donc au courant de tout ce que je savais moi-même ». « C'est exact, dira Le Roy au juge... sauf qu'il m'a caché sa participation à l'enlèvement ».

113. P.V. d'interrogatoire du 11 mars 1966, page 9 : « Lopez ne m'a rien dit du rôle qu'il avait joué dans l'enlèvement de Ben Barka ».

114. Qui lui a signalé que l'enlèvement de Ben Barka faisait l'objet d'une enquête de la Préfecture de police.

115. Du 7 mai 1966.

cain. Or, il se tait sur ses agissements personnels et n'avertit même pas Souchon, son chef direct, de ces informations¹¹⁶ !

lundi 1^{er} novembre

Dès 9 h 40 Boucheseiche, qui a passé son dimanche chez lui avec El Mahi, s'envole par l'avion régulier pour Casablanca.

Le commissaire Jean Caille, chef de la 2^e section, puis directeur-adjoint des RG de la préfecture de police, apprend par un indic – dont il refusera toujours de donner le nom – l'enlèvement de Ben Barka et la participation de Figon. Il rend compte de la nouvelle au commissaire Someville l'adjoint du patron de la PJ.

Le cinéaste Franju est entendu à la brigade criminelle par le Cre. Marchand, suivi de Bernier qui s'y présente spontanément. Tous deux évoquent la préparation du film « Basta », l'attente chez Lipp et essayent d'éclairer la police sur le sort de Ben Barka. Bernier ne cache pas que l'attitude de Figon depuis le 29 lui paraît suspecte. Mais ni le Cre. Marchand, ni le surlendemain le Cre. Bouvier, chef de la brigade criminelle, qui est chargé de l'enquête, ne font gros effort pour appréhender Figon¹¹⁷. Les révélations récentes de Lemarchand m'en donneront la raison.

Dans la soirée, Bernier rencontre Abdelkader Ben Barka et lui signale un coup de fil anonyme (?) lui ayant fait part d'allées et venues, de grosses voitures dont une immatriculée CD à Fontenay-le-Vicomte...

mardi 2 novembre

Dlimi, Abdelhaq Achaachi¹¹⁸, El Hassouni et un dénommé Fikri viennent du Maroc par l'avion de nuit. Avec quelles intentions ?

À 8 h, Me Lemarchand appelle Caille, avec qui il est personnellement lié. Il a appris que celui-ci le recherchait depuis la veille pour le prier de mettre la main sur Figon.

À la PJ, Maurice Bouvier est convaincu à la lecture des premiers PV, des informations reçues – notamment de Caille – qu'un agent du SDECE, Lopez et un ancien truand, Figon, sont mêlés à cette affaire. Il convoque à

116. Au juge d'instruction, il dira : « Je n'avais pas pris de responsabilité avant l'enlèvement, je n'avais pas à en prendre après » (sic !) Acquitté par la Cour d'Assises, il sera révoqué de ses fonctions par mesure disciplinaire. Voir *infra*.

117. Le journaliste François Caviglioli écrira d'une manière ironique : « Figon se cache ? Subtile, la police se cache à son tour. L'objectif devient alors non pas d'interpeller Figon, mais de ne pas se trouver sur son chemin ». *Ben Barka chez les juges* – Ed. La Table ronde de Combat. Février 1967.

118. Commissaire principal, adjoint de Dlimi, ancien chef de cabinet d'Oufkir à la DGSN.

nouveau Bernier, puis Abdelkader Ben Barka. Il apprend des allées et venues suspectes autour des maisons de Boucheseiche et de Lopez. Fort de ces nouveaux renseignements, il prie la gendarmerie de Mennecey – dont dépendait Fontenay-le-Vicomte – de faire des premières recherches.

Marguerite Duras est aussi entendue à la PJ. Elle rapporte comment elle a été contactée par Figon pour écrire le scénario d'un film sur la décolonisation. Et ajoute : « Il m'a parlé d'un Mehdi Ben Barka, dont je n'avais jamais entendu parler, qui choisirait les séquences ».

Dans la journée, accompagné du bâtonnier W. Thorp, Abdelkader Ben Barka s'est constitué partie civile en portant plainte contre X pour « enlèvement et séquestration ».

Le juge Louis Zollinger est chargé du dossier.

Finville, arrivé au début de matinée au SDECE, rédige une première note pour le directeur de la recherche sur la communication de Lopez du 31 octobre relatant les mouvements d'Oufkir et de Dlimi la veille, y compris l'hébergement du général chez lui ; l'arrivée de voitures diplomatiques, etc. – sans indiquer le rôle qu'avait pu jouer Lopez dans le rapt –¹¹⁹. On peut se demander pourquoi il n'a pas, dès le 31, pris cette initiative ?

En fin de matinée, le patron de la Maison, le général Jacquier prend connaissance de cette note et des deux autres du 17 mai et du 22 septembre ! Il convoque Finville, son directeur de cabinet, Marienne – dit Morvan – et Beaumont pour faire le point, et prend la décision d'envoyer Finville et deux autres agents, MM. Camp et Klein, à la Sûreté nationale et à la préfecture de police, pour porter à leur connaissance tout ce qu'ils savent sur l'*Affaire*, afin d'aider la police. La rencontre a lieu avec M. Godard, chef du cabinet du directeur de la Sûreté nationale, M. Grimaud, et par la suite avec M. Someveille, directeur du cabinet de M. Papon.

Dans son compte-rendu Finville n'hésite pas à tronquer la vérité, affirmeront ses interlocuteurs. Il prétend avoir évoqué « les manœuvres de Chtouki, Bernier, Figon et Lemarchand, télécommandés par Oufkir et Dlimi », alors que, selon leurs déclarations aux Assises, ils n'ont entendu parler ni d'Oufkir, ni de Dlimi, ni de l'identité de Lemarchand ! En revanche, ils ont appris le rôle possible de l'étudiant El Mahi. Quant à Lopez, il est bien reconnu par Finville comme son informateur, mais il n'en dit guère plus. En résumé, Finville leur a surtout affirmé « que le SDECE n'avait pas organisé le rapt de Ben Barka. » Lors des audiences, il se contentera de répliquer qu'ayant déjeuné auparavant, vers 14 h, au Club des Saints Pères avec le Cre. Caille, il lui avait tout raconté (sic !) Or, celui-ci – présent au surplus à l'entretien avec Someveille ! – le démentira formellement.

119. Il conclut sa note ainsi : « J'ignore s'il y a une relation de cause à effet entre la disparition de Ben Barka et l'arrivée semi-clandestine d'Oufkir à Paris... »

À midi, Figon s'est présenté chez Lemarchand où il a rencontré Caille. Ceux-ci le contesteront. Les entretiens, selon eux, ont eu lieu par téléphone. Nous en reparlerons en examinant « le cas Lemarchand ».

À 15 h, Caille est reçu par le préfet Papon, à qui il rend compte des informations qu'il a pu recueillir¹²⁰.

Oufkir est de retour de Genève vers 16 h. Interrogé par des journalistes, il ne leur dit pas la vérité¹²¹ et affirme être le premier surpris de l'enlèvement du leader de l'opposition, « qu'il a appris par la presse » (lui aussi, comme Hassan II !).

Lemarchand revoit à nouveau Caille vers 18 heures, qui lui indique notamment que le SDECE ne couvre pas l'opération. À peu près au même moment, Finville rencontre Lopez¹²² au bar d'Estrée, appartenant à l'épouse d'un agent du service VII, J.P. Lenoir. Finville lui aurait rapporté le soir même que Lopez lui avait affirmé ne pas être dans le coup (?).

mercredi 3 novembre

La « disparition » de Ben Barka a fait grand bruit dans les médias. Les observateurs sont surpris par la très violente réaction du général de Gaulle au conseil des ministres¹²³. J'en ai eu personnellement un écho, des mois après, par Gilbert Grandval, l'ex-Résident à Rabat : « Les colères du Général étaient connues. Mais jamais je ne l'ai vu dans un état de pareille fureur ! Surtout ayant appris que plusieurs agents de l'État, et peut-être des Services, avaient participé à ce forfait »¹²⁴. La nouvelle du rapt de Ben Barka a été un choc terrible pour de Gaulle. Il s'est senti « très désobligé » de la part d'Hassan II¹²⁵, qu'il avait, en effet, invité des semaines

120. Le 31 janvier 1966, auditionné par le juge Zollinger il n'hésitera pas à lui dire : « La vérité absolue est que c'est grâce à Me Lemarchand et à moi-même que tous les détails de l'affaire ont été si rapidement connus. Dans cette affaire, j'ai fait strictement mon métier... »

121. « J'ai quitté Rabat samedi, conduit mes enfants en Suisse (faux) et j'arrive à Paris... Nous sommes les premiers surpris. Ben Barka a été gracié par Sa Majesté Hassan II » (faux). *Le Figaro*.

122. Lopez a regagné dans la matinée Ormoy. Vers 10 h, El Mahi lui téléphone « pour lui demander de ses nouvelles ». Qu'a-t-il fait entretemps le 1^{er} novembre ? Personne ne le lui a demandé, ni à l'instruction, ni aux audiences !

123. « Le rapport fait au général de Gaulle le met en fureur. Ainsi ce « petit roi », ce « jean-foutre » qui doit tout à la France, et d'abord le trône de son père dans lequel il s'est assis quatre ans plus tôt dans des circonstances assez troubles, ne se contente pas de régler ses comptes sur le sol de la France, il se moque de lui, de Gaulle ! » Jean Lacouture *De Gaulle 3. Le Souverain*, p. 629.

124. Entretien avec l'auteur à l'automne 1966.

125. « Cette colère n'a pas étonné Henri Curiel et ses amis. Le général s'estimait personnellement offensé. On avait escamoté sur le seuil de son bureau, un homme qu'il devait considérer comme son hôte ».

auparavant, par une lettre personnelle, à assister au défilé du 11 novembre...

La PJ recherche donc Lopez. Connaissant son amitié avec Souchon, le sous-directeur, Simbille, lui demande de le retrouver. Apprenant le pourquoi de cette recherche, Souchon passe aux « aveux », au grand dam de son patron, puis du directeur, Max Fernet, qui avise Papon, qui informe Frey à son tour... mais non le commissaire Bouvier ! Simbille a d'ailleurs, d'une manière étonnante, recommandé à Souchon de répondre à tout interrogatoire « qu'il n'était au courant de rien » ! Ce que ses chefs nieront lors de l'instruction.

Vers midi, Thami El Azemouri, accompagné du bâtonnier Thorp, s'est enfin présenté avec son épouse à la PJ. Il explique son silence depuis cinq jours par la peur¹²⁶. Il donne le maximum de renseignements à l'inspecteur Guerlain, qui les complète en auditionnant l'épouse. À 12 h 30, Caille rend de nouveau compte à Papon, puis téléphone à Bouvier pour lui communiquer les nouveaux renseignements en sa possession. Fort de ceux-ci, celui-ci ordonne immédiatement une perquisition chez Boucheseiche et chez Lopez. Elle ne donne rien. Amené par Souchon, Lopez se présente chez Bouvier. Il parle toute l'après midi et la soirée, mais aucun PV n'est alors dressé...¹²⁷

Entre temps, en effet, le ministre de l'Intérieur, Roger Frey, donne une réception en l'honneur des gouverneurs marocains qui achèvent un voyage d'études en France. Il est surpris d'y voir le général Oufkir, « car sa présence ne m'avait pas été annoncée. Il me dit qu'il avait profité de cette occasion pour me saluer (...) »¹²⁸. Ne tenant pas pour autant à s'attarder avec Oufkir, il quitte la réception précipitamment...

« La veille, 2 novembre, la grande affaire au bureau est la disparition de Ben Barka », me raconte Maurice Grimaud – alors directeur général de la Sûreté nationale – : « Quand nous apprenons qu'Oufkir est arrivé à Paris 24 h après cette disparition, nous avons de forts soupçons. Je l'appelle à l'ambassade¹²⁹. Il est parti à Genève (...). Je le rappelle en fin

126. Après avoir d'abord précisé : « Lorsque Ben Barka a été interpellé, j'ai été surpris, puis j'ai pensé qu'il pouvait s'agir d'un contrôle normal de police et qu'on ne voulait pas que j'en sois mêlé. Je n'ai donc pas pensé à alerter un service de police, d'autant plus que M. Ben Barka n'a montré aucune surprise et n'a fait aucun geste de protestation ». Ce silence lui sera beaucoup reproché. En fait, c'est Tahri lui-même, lorsque Sinaceur l'a contacté, qui lui a conseillé de rester caché, de même que sa femme et leurs deux enfants.

127. Lors de l'audience du 10 octobre 1966, Lopez affirmera : « J'ai dit au Cre Bouvier : Mais, Oufkir, je peux vous amener à lui au cocktail de l'Intérieur... Il n'en n'a pas tenu compte ».

128. Déclaration à l'Assemblée Nationale le 6 mai 1966. J.O. page 1140.

129. M. Grimaud a connu Oufkir quand il était directeur de l'Information à Rabat dans les années cinquante.

d'après-midi. Il me dit être très surpris de cette affaire et d'ailleurs n'être pas persuadé qu'il y ait eu un enlèvement (...). Le ministre à qui je rends compte de cet entretien me dit que Papon, lui, ne doute pas qu'Oufkir soit impliqué dans cette affaire. Comme l'agenda du ministre prévoit la réception le mercredi 3 des gouverneurs, et comme il ne tient pas à rencontrer Oufkir qui s'est annoncé, c'est J. Aubert, son directeur de cabinet, et moi, qui accueillons les invités (...). Le même soir, c'est également avec Aubert que nous assistons au grand dîner donné par l'ambassadeur du Maroc à la Villa Saïd pour remercier les personnalités françaises qui ont accueilli les gouverneurs pendant leur séjour en France. Nous y retrouvons Oufkir agité, fébrile, disparaissant à tout moment pour téléphoner. L'ayant cependant coincé dans l'un des rares moments qu'il passe avec nous, je n'en tire qu'une brève tirade sur le disparu : « Ce Ben Barka est un démon, nourrissant des projets ténébreux et fréquentant des milieux dangereux. S'il a disparu, tant mieux pour nous tous. » Rentré au ministère vers 23 h, je rapporte ses dires au ministre. Mais celui-ci me coupe : « Il y a du nouveau, hélas, je vous en parlerai demain »¹³⁰.

Vers la même heure, le roi du Maroc téléphone personnellement à Oufkir pour lui dire de rentrer au plus vite au Maroc.

Au début de la soirée, Palisse, Dubail et Le Ny, se sont présentés chez El Mahi. Ils cherchent à rencontrer Oufkir pour obtenir une avance d'argent en vue de leur départ rapide au Maroc. El Mahi retrouve le général à la Villa Saïd. Celui-ci les renvoie à Dlimi alors à l'hôtel Adelphe avec son épouse. Tous rejoignent Oufkir chez le conseiller commercial de l'ambassade du Maroc, M. Belghiti¹³¹. Après un long entretien, dans un salon isolé, avec Oufkir, Dlimi confie dix mille francs à El Mahi qui les remet à Palisse, qui ne lui donne aucun reçu.

jeudi 4 novembre

Tôt le matin, Bouvier dresse enfin le PV de Lopez. Partiel semble-t-il, selon celui-ci du moins : il aurait omis de noter ses dires mettant en cause l'avocat député Pierre Lemarchand.

À 9 h 55, Oufkir et Dlimi repartent tranquillement pour le Maroc, sans avoir été inquiétés le moins du monde, leur place avion ayant même été retenue dans la nuit par un représentant du Quai d'Orsay !¹³² Pourtant,

130. Entretien avec l'auteur.

131. Interrogé le 17 novembre, El Mahi précisera : « Celui-ci était en discussion avec Oufkir à propos de l'*Affaire*. Ils avaient l'air très ennuyés des conséquences et des répercussions ».

132. Au moment du procès de 1966, François Caviglioli écrira dans *Combat* : « Le 3 novembre dans la nuit, M. de Laboulaye aide, au nom du Quai d'Orsay, le général

Pompidou et Frey étaient informés des premières déclarations de Lopez dès le 3 dans la soirée. Or, ils ont décidé de ne pas retenir les deux Marocains... Pourquoi ? De peur qu'ils ne parlent à leur tour ?¹³³

Des élections à la responsabilité suprême sont prévues en France en décembre. De Gaulle jusqu'à ce jour hésitait à solliciter un deuxième mandat. Pompidou, après son voyage aux États-Unis pendant l'été, était prêt à se lancer dans la course. Mais, à 20 h, le Général annonce sa candidature aux Français ! La faillite du gouvernement Pompidou, de la police, des services français, dans l'affaire Ben Barka, ont été un véritable drame pour lui¹³⁴. L'appel pathétique de la mère du « disparu » – j'y reviendrai – a-t-il été la goutte d'eau qui a emporté sa conviction « pour l'honneur du navire » ?

les jours suivants

Le juge Zollinger lance des avis de recherche concernant les quatre truands et le Marocain El Mahi. Le 5 novembre, celui-ci¹³⁵ et Lopez sont placés sous mandat de dépôt¹³⁶.

Le 14, c'est le tour de Souchon et Voitot. Jusque-là, pour des raisons politico-diplomatiques, la PJ s'est gardée de faire connaître au juge leur participation au rapt de Ben Barka ! Le Cre. Bouvier lui-même n'en a été averti que le 11 ! Il les interroge ce jour-là. D'après Souchon, il omet de noter au P.V. ses déclarations mettant en cause, selon ce lui avait dit Lopez le 28 octobre, Lemarchand et Foccart... Bouvier lui aurait dit « À votre place, je ne parlerai pas de ces personnalités ».

M. Malaud – chef de cabinet du ministre des Affaires étrangères – s'envole pour Rabat porteur d'un message oral pour M. Gillet. Dans ce message, il explique que de solides présomptions ont été réunies contre le général Oufkir (...) ». Et le journaliste de conclure : « On a beau être convaincu qu'il existe une subtilité diplomatique difficilement accessible, comme il existe la subtilité policière et la subtilité du contre-espionnage, mais on ne parvient pas à s'expliquer la contradiction qui éclate entre les démarches de deux fonctionnaires du Quai d'Orsay ».

133. Ce n'est que ce jour vers 13 h que le directeur de la PJ, Max Fernet, ordonne à tous les services de police de « rechercher d'extrême urgence dans le cadre d'une importante affaire criminelle » les quatre truands et El Mahi.

134. *La Gazette de Lausanne* qualifie l'enlèvement « d'affront personnel fait au général de Gaulle » par la Cour de Rabat.

135. Il a été arrêté dans un studio appartenant à un ami de Boucheseiche, Roger Lentz !

136. Interrogé le 10 novembre par le juge Zollinger, il affirmera : « J'ai été au courant des tentatives de négociation entre les autorités marocaines et Ben Barka. C'est Chtouki qui m'avisa, la veille, du RDV à Paris devant la Brasserie Lipp le 29 octobre à midi... Il m'ajoutait qu'une entrevue était envisagée entre Ben Barka et une haute personnalité marocaine... » Et d'ajouter in fine : « Je me souviens effectivement avoir dit à mon avocat, en sortant de ma première comparution : « Je n'ai fait que mon devoir, vous n'aurez pas à rougir de moi ».

Au conseil des ministres du 10 novembre, de Gaulle s'était emporté à nouveau :

« Le gouvernement marocain, en tous cas son ministre de l'Intérieur, a monté cette affaire avec l'aide de Français. Ce n'est pas tolérable, à aucun point de vue. Le problème de nos rapports avec le Maroc est posé. On verra. Si le Roi lâche Oufkir, nous pouvons admettre qu'il n'était pas au courant. S'il se solidarise avec lui, ça veut dire soit qu'Oufkir a agi sur ordre ; soit qu'Oufkir le tient. On verra bien. »¹³⁷

Le ministère de l'Intérieur a l'audace de démentir le 12 que des policiers français aient été mêlés à l'affaire ! Il est vrai que le directeur adjoint du cabinet du ministre, harcelé par les journalistes, ne le savait pas lui-même ! Maurice Grimaud me précise : « Jean Bozzi me téléphone à 21 h. Très surpris qu'il ne sache pas la participation des inspecteurs de la PJ à l'enlèvement, je lui apprends ce qu'il en est. Il me dit l'avoir totalement ignoré. S'il dit vrai, ceci est révélateur de l'extraordinaire capacité de secret de Roger Frey, cachant pendant neuf jours à l'un de ses plus proches collaborateurs, la forfaiture de deux policiers »¹³⁸. Ceux-là étant désormais inculpés, le juge ne peut plus recourir aux services de la police, d'après la loi. Cela va beaucoup compliquer sa tâche, car il doit remplir personnellement tous les actes de procédure, sans pouvoir s'aider de Commissions rogatoires !

Le juge a lancé un mandat d'arrêt international contre Boucheseiche le 8 novembre. Les autorités marocaines nient la présence de celui-ci au Maroc. Les commissions rogatoires internationales (CRI) en vue de l'audition d'Oufkir et de Dlimi sont rejetées... Des mandats d'arrêts sont aussi lancés contre Figon, Dubail, le Ny, Palisse, mais le 18 novembre seulement. Quelques jours après, le 26 novembre, Bernier est à son tour inculpé et placé sous mandat de dépôt.

Au SDECE, ce n'est que le 12 novembre, que Beaumont – selon ses dires – et le Directeur Général, ont appris par un compte-rendu de Finville, les informations qu'il avait reçues de Lopez les 8 et 12 octobre !

137. « *C'était de Gaulle* ». Alain Peyrefitte. Tome 2 page 452 – Fayard, 1997.

138. Entretien avec l'auteur.

Incidences au Maroc de la « disparition » de Ben Barka

vendredi 29 octobre

Mehdi Ben Barka a été enlevé vers 12 h 15 boulevard Saint Germain. Un député français, autre que Lemarchand¹³⁹, Max Brusset semble-t-il, en est informé sur-le-champ, sans doute par un agent des RG¹⁴⁰ un dénommé Berger d'après mon enquête¹⁴¹. Il téléphone aussitôt à Rabat à l'un de ses amis marocains, Mohammed Cherkaoui, ministre, beau-frère du souverain – qui me l'a relaté. Il lui fait part de la nouvelle. Celui-ci la retransmet immédiatement à Hassan II à Fès. À 15 h, au début d'une réunion, ce ministre en informe à son tour Oufkir, qui lui répond : « Je file rencontrer le patron à Fès »¹⁴². Selon cette personnalité¹⁴³, le Roi, comme Oufkir, auraient été « surpris de l'information ». Le rapt envisagé a-t-il été effectué plus tôt que prévu, Hassan II s'appêtant à être reçu par de Gaulle le 11 novembre ?¹⁴⁴ Ou, ce ministre m'a-t-il glissé

139. « En sortant du restaurant le 2 novembre 1965, relate J. Derogy dans son livre *Ils ont tué Ben Barka* (page 133), Bernier m'a pris par le bras et m'a dit en aparté que deux députés UNR, dont il ne pouvait malheureusement me donner les noms étaient certainement au courant de l'enlèvement de Ben Barka. J'ai revu Bernier trois jours plus tard et il m'a donné le nom d'un de ces parlementaires : Lemarchand député de l'Yonne. Un nom qui sur le champ ne me dit absolument rien... »

140. Maurice Grimaud confirme le fait dans son livre, *Je ne suis pas né en mai 1968*, Ed. Tallandier, 2007.

141. Sous-directeur des RG à la DGSN. Considéré comme un homme très lié au ministère de l'Intérieur. Très proche du SAC et des gens du « milieu » parisien. Anti-communiste notoire. Est-ce lui qui a tenu aussi informé le Cre Caille – voire Frey ?

142. Ce récit m'est confirmé par un ami marocain : « J'ai rencontré un parent qui se trouvait le vendredi à une réunion à Fès, lorsqu'Oufkir est arrivé l'après-midi et a dit au roi, « il y a une grave nouvelle ». Ils se sont enfermés pendant une heure, puis Oufkir est reparti. » Entretien de l'auteur avec Mohammed Lahbabi en octobre 2006.

143. Entretiens en 2003 et 2005 avec l'auteur.

144. « Arrêtée après les menaces de Figon le 10 octobre... l'affaire reprend parce que Figon apprend de Bernier que Ben Barka sera à Paris le 29. Il reste 48 heures seulement pour réaliser l'affaire est gagné de l'argent, pensent Figon et ses amis, repris de justice. Il faut organiser une opération de dernière heure. Parce qu'elle est improvisée, ça tourne mal... » N° spécial du *Crapouillot*, page 27.

cette formule pour tenter de mettre hors de cause le souverain et son homme lige ?

Quoi qu'il en soit, pour moi, cette révélation me semble capitale quant à la volonté d'Hassan II de faire revenir de force Ben Barka au Maroc, donc quant à sa responsabilité, dès lors sa culpabilité, dans l'*Affaire*. Nous connaissons, en effet, sa fameuse réplique mensongère à E. Laurent qui l'interrogeait : « Comment avez-vous appris ce coup tordu ? » « Par la presse »¹⁴⁵. (*sic* !)

samedi 30 octobre

La nouvelle reste localement tout à fait confidentielle. *La Vigie marocaine* rapporte, sans plus, que le « 28, dans la soirée, Hassan II a présidé au palais royal à Fès, une séance de travail avec le directeur général du cabinet royal, le directeur, et le général Oufkir ».

Vers 15 h, mon ami Ahmed Belhaj me demande de le recevoir immédiatement pour une question importante, délicate et urgente (?). Absent de Rabat la veille, il vient d'apprendre que le Cabinet royal le cherche partout pour lui proposer un poste de directeur adjoint à l'Office chérifien des phosphates (OCP) ! Doit-il l'accepter, alors qu'il a été élu en juin bâtonnier de l'Ordre des avocats ? Sa réponse est attendue sur-le-champ... Nous débattons du pour et du contre. Je me rends compte qu'il est prêt à donner son accord. La tâche paraît intéressante... et moins contraignante que celle de bâtonnier ! Et puis, comment « échapper », même lorsqu'on est l'associé d'Abderrahim Bouabid, à ce qui ressemble à une insistante requête du Palais royal ? Je connais l'anxiété d'Ahmed... Après tout, un homme de gauche à ce poste peut sans doute être un bon observateur de la corruption de plus en plus forte dans le pays... Je cède à ses arguments et j'admets finalement qu'il peut donner une réponse positive.

Nous sommes conviés tous les deux à une réception le soir même à Casablanca, à l'occasion du mariage de notre jeune confrère Mohammed Seddiki, stagiaire du cabinet Bouabid-Belhaj. Nous y allons dans sa voiture, et ne reparlons plus de la proposition du Palais. Au milieu de la fête, vers 23 h, nous apprenons, en catimini – car dans toute fête marocaine, il y a des parents et amis de tous bords politiques – une angoissante nouvelle : Mehdi Ben Barka a été enlevé, en plein Paris ! L'ami qui nous informe ajoute que A. Bouabid – qui n'a pu venir à la réception – me demande de le joindre dès que possible à Salé.

145. *Hassan II. La Mémoire d'un Roi*, op. cité, page 100.

dimanche 31 octobre

La presse marocaine rapporte sans plus que, la veille, le roi Hassan II a présidé à Fès le congrès des Magistrats¹⁴⁶. Pas un mot sur la « disparition » de Mehdi Ben Barka ! Est-il alors simplement « attendu vivant » à Rabat ? Ou, le roi a-t-il eu d'autres informations sur le drame ? Et dire que le SDECE, et autres hauts fonctionnaires ou hommes politiques français chercheront à nous faire croire que le leader de l'opposition était à la veille d'être désigné comme Premier ministre au Maroc !

Tôt dans la matinée, je joins Bouabid à son domicile. Il me confirme la dramatique nouvelle venue de Paris et me prie d'intervenir aussitôt auprès des autorités françaises et marocaines au nom de la mère de Mehdi – Lalla Fatouma Bouanane – que nous rencontrons peu après. Elle est bouleversée et ne cesse de répéter « Comment a-t-on pu enlever mon fils en France, à Paris, en plein milieu de la journée ! ». Et, elle me demande d'être son avocat.

Je prends contact avec l'ambassade de France. Grâce à un ami, Jean Laboucheix, attaché militaire en second, je suis immédiatement reçu par le ministre plénipotentiaire, Xavier de la Chevalerie, en l'absence de l'ambassadeur, Robert Gillet. Je l'informe de ma tâche. Pour sa part, il ne sait rien de plus que les quelques lignes parues dans *Le Monde*.

Je fais part de ma conviction à J. Laboucheix : pour moi, très au fait de la politique marocaine, l'enlèvement de Ben Barka ne peut être que l'œuvre « d'hommes de main à la solde de la DGSN », en collusion avec des services français. Sur ma demande, il en informe Paris. Il envoie deux télégrammes, l'un au ministère des Affaires étrangères, l'autre au SDECE¹⁴⁷. Il leur fait connaître ma constitution dans cette affaire par la mère de Mehdi Ben Barka et mes allégations quant au rôle présumé des agents d'Oufkir.

Le premier télégramme, « En l'absence de l'ambassadeur, Me Maurice Buttin a été reçu... » fait un certain bruit ! La réponse est immédiate, « Où est donc Robert Gillet ? » Le ministère ignorait qu'il devait se déplacer ! Il est « retrouvé » en Espagne¹⁴⁸ où il a profité du long week-end de la Toussaint pour aller chasser, invité par le général Franco !

146. Le souverain a demandé aux six cents congressistes « de servir la vertu et l'intégrité, d'avoir la passion de la justice, le souci du respect de la loi... ». *Le Petit Marocain*.

147. Retrouvé au dossier du SDECE nr 1008 du 31 10 65 : « Le chef de poste vient de recevoir à son domicile la visite de Me Buttin, avocat au barreau de Rabat (...) enlevé à Paris par des hommes de main à la solde de la DGSN (...) grand émoi au sein de l'UNFP où l'on ne s'explique pas comment un tel enlèvement a pu se produire sans attirer l'attention des autorités françaises. Certains n'écartent pas l'hypothèse d'un accord tacite de la France pour l'exécution de cette opération (...) Me Buttin vient d'être constitué par la famille (...) ».

148. Il le confirmera lui-même le 29 septembre 1965 à la Cour d'Assises

Le second télégramme est arrivé à 10 h 20 chez l'officier de permanence de la « piscine », et à 14 h 25 au service III A¹⁴⁹. L'information ne semble pas avoir été transmise sur le champ au service compétent... Il est vrai que l'on est dimanche. Et puis, « Oufkir », « Ben Barka », que représentent ces personnalités étrangères pour les « braves » lampistes des services secrets français ? À moins que... Renseignements pris des mois après, le directeur, le général Jacquier, affirmera n'avoir jamais été informé de ce télégramme ! Il mettait pourtant sur la piste d'Oufkir. Ce même dimanche d'ailleurs le Roy-Finville ne laissait-il pas entendre à Lopez – ce qu'il niera par la suite – : « Il y a de l'Oufkir là-dessous ! »

Dans l'après-midi, j'informe de mes contacts l'ami Belhaj, et, comme dans les précédentes affaires, je lui demande de « reprendre du service » à mes côtés. Très gêné, il me répond que ce n'est plus possible car il a donné son accord au Cabinet royal pour rejoindre l'OCP...¹⁵⁰

J'aurai droit à la même réaction le 2 novembre de mon confrère Teber de Casablanca. Il m'avait donné son accord de principe pour se constituer lui aussi pour la mère de Mehdi Ben Barka. Je l'attendrai en vain à mon cabinet avant de me rendre seul au ministère de l'Intérieur. J'ai constaté là un trait assez fréquent dans le comportement de bien des hommes politiques marocains. J. Watherbury l'a relevé dans son ouvrage¹⁵¹. Mais n'est-ce pas trop souvent le cas chez tous les hommes politiques, quelle que soit leur nationalité ?¹⁵²

lundi 1^{er} novembre

De retour de Paris – où il repartira le soir même – Dlimi demande au commandant Laboucheix de venir le voir d'urgence : « J'ai appris dans l'avion, lui dit-il, par la lecture de la presse (lui aussi !) la « disparition de Ben Barka ». Et, sur un ton agressif et scandalisé, il entend, lui, chef de la police marocaine, protester auprès d'un représentant de l'ambassade de France contre le rapt d'un citoyen marocain, homme politique éminent,

149. Le dossier du SDECE me donne ces précisions.

150. Dès le 4 novembre, la presse annoncera que le bâtonnier de l'Ordre des avocats de Rabat, Me Ahmed Belhaj, prend la fonction de chef de cabinet du Directeur général des phosphates, Ali Benjelloun.

151. « En temps de crise, le Marocain se gardera d'abord de prendre parti, restera à l'écart de la dispute, attentif à n'offenser personne irrémédiablement et prêt à se rallier au vainqueur s'il y en a un ». op. cité.

152. Ahmed Belhaj est resté mon ami jusqu'à son décès en juin 2000 et sa famille conserve toujours mon amitié. Mais son brusque passage de l'opposition au pouvoir royal – il deviendra même ministre par la suite ! – m'a déconcerté. Quelle maestria chez Hassan II pour « transformer » un opposant en serviteur zélé, qu'il décorera même du Ouissam alaouite cinq mois plus tard !

en plein Paris ! Dlimi a en fait agi au culot, car ni le roi ni le gouvernement marocain n'ont encore réagi. Laboucheix pressent que Dlimi a été chargé de se renseigner sur les éventuelles informations reçues de Paris par l'ambassade de France¹⁵³.

En fin d'après-midi, l'UNFP publie son premier communiqué. Relatant l'enlèvement de Ben Barka, le parti place le gouvernement français devant ses responsabilités, puisque l'enlèvement a été opéré en plein jour à Paris¹⁵⁴. Il attend les explications indispensables que doivent fournir les autorités officielles marocaines et françaises ! La DGSN informe dans la soirée l'ambassade de France que toutes dispositions ont été prises pour interdire la publication de ce communiqué, sous quelque forme que ce soit... Il paraît néanmoins le lendemain dans *Al-Mouharrir*, rapidement saisi. Le journal critique le silence du gouvernement marocain, qui semble peu préoccupé par le drame.

mardi 2 novembre

Vers 15 h, je me rends donc seul au ministère de l'Intérieur et demande à être reçu par le général Oufkir ou l'un de ses collaborateurs. L'attente dure tout l'après-midi : le ministre est à Paris – ce que j'ignorais – et nul ne tient à me recevoir... À la fermeture des bureaux, je suis abordé par un *chaouch* (une sorte d'huissier) :

- Qu'attends-tu depuis des heures ? me dit-il.
- J'ai demandé à voir le général ou l'un de ses collaborateurs, je n'ai vu personne. Je veux au moins pouvoir déposer une lettre.
- Donne-la-moi, je ferai le nécessaire.
- Merci d'avance, mais je veux sur le double un coup de tampon dateur.
- Aucun problème.

Et ce qui est dit est immédiatement effectué par ce brave homme, plus courageux que les hauts dignitaires du lieu !

Dans cette lettre¹⁵⁵, je rappelais l'enlèvement de Ben Barka et j'ajoutais :

153. Entretien avec l'auteur le 2 novembre 1965.

154. « Il rappelle que les autorités françaises permettent depuis longtemps aux brigades de la police marocaine de mener une activité continue sur le territoire français et en particulier de surveiller et d'espionner les membres de l'UNFP » *Libération* (Maroc) le 4/10 novembre 1965.

155. En mon nom personnel, et au nom de mes confrères, bâtonniers, Abdelkrim Benjelloun de Fès et Maati Bouabid de Casablanca, ainsi que de Me Teber, également du barreau de Casablanca.

« Ayant eu des démêlés avec les autorités marocaines et notamment la justice, cette dernière l'ayant condamné à deux reprises par contumace à la peine capitale, sa famille se demande s'il existe quelques rapports entre ces condamnations et cet enlèvement. Dans la négative, elle vous prie de la rassurer en lui faisant connaître les démarches déjà entreprises par le gouvernement de Sa Majesté auprès du gouvernement français à l'effet d'obtenir toutes précisions utiles sur le fond et la suite réservée à cette grave affaire »¹⁵⁶.

Cette lettre, fort claire, n'impliquait pas a priori le gouvernement marocain. Elle restera pourtant sans réponse...

Dans la soirée, je rejoins A. Bouabid. Il vient de recevoir de Paris une dramatique information en provenance de l'ambassade de Yougoslavie : « Mehdi Ben Barka est mort. Il y a eu un accord entre Oufkir et les autorités françaises de ne pas divulguer la nouvelle de peur de troubles intérieurs au Maroc. L'enlèvement aurait été dirigé du côté marocain par un certain El-Hassouni, membre des brigades spéciales d'Oufkir » Nous sommes consternés et refusons d'y croire. Nous gardons espoir...

mercredi 3 novembre

Lors d'un entretien avec A. Bouabid, l'ambassadeur de France, Robert Gillet, lui « donne l'assurance que les autorités françaises mettaient tout en œuvre pour rechercher les responsables de l'enlèvement de Ben Barka ».

La tension monte brusquement en fin d'après-midi. Une agence française de presse vient d'annoncer la découverte du corps de Ben Barka dans un étang de l'Essonne ! A. Bouabid me demande d'aller aux nouvelles à l'ambassade. Je m'y rends aussitôt accompagné du correspondant du *Monde* Louis Gravier. Nous sommes reçus par l'ambassadeur lui-même¹⁵⁷, qui se montre dès l'abord très critique :

– Pourquoi ces dizaines de télégrammes reçus ces jours de tous les coins du Maroc des amis de Ben Barka (il s'agit des sections de l'UNFP). Je trouve très désagréable d'être mis en cause. Pourquoi me faire ça à moi ?

– Mehdi Ben Barka a été enlevé à Paris. Dans un pareil cas, qu'est-ce qu'une ambassade, sinon la "boîte aux lettres" de la France au Maroc, lui réplique-je immédiatement. Mon propos le choque. Mais la situation est grave. J'en viens à ma démarche :

156. Publiée dans le même *Libération*, page 4.

157. Il est accablé par la situation, et s'est installé à califourchon sur une chaise. Nous sommes, nous, confortablement installés sur un magnifique canapé.

– Nous venons d'apprendre que le cadavre de Ben Barka aurait été découvert dans un étang. Pourriez-vous obtenir du Quai d'Orsay des précisions sur cette macabre découverte ? »

Après divers appels, R. Gillet arrive à joindre, vers 21 h 30, le prince Moulay-Ali, puis MM. de Laboulaye directeur des affaires d'AFN et de Beaumarchais, directeur du cabinet du ministre des Affaires étrangères, au domicile de l'ambassadeur du Maroc, la « Villa Saïd », où avait lieu un dîner offert en l'honneur des gouverneurs marocains. Ses interlocuteurs ne sont au courant de rien. Pas plus que M. Aubert, représentant le ministre de l'Intérieur ! L'ambassadeur a, par la suite, la surprise d'avoir en ligne Oufkir, dont il ignorait la présence à Paris. Celui-ci lui semble très calme¹⁵⁸.

Dans la presse marocaine, on ne trouve qu'une seule information concernant le souverain : « Le roi a sauvé les onze orphelins de Joséphine Baker par un don personnel »¹⁵⁹. *Maroc-Information* évoque toutefois la déclaration d'Oufkir à *Europe n° 1* lors de son retour à Paris : « Mon gouvernement n'a aucun rapport avec l'enlèvement de M. Ben Barka », et fait part de ma demande d'audience au ministère de l'Intérieur. *El Mouharrir*, de son côté, demande « au gouvernement français de donner tous les éclaircissements nécessaires au sujet de l'organisation criminelle (étrangère) qui a opéré sur son territoire (...) et au gouvernement marocain de ne pas garder le silence, quand bien même il considérerait le combattant Ben Barka comme un adversaire puisqu'il s'agit d'un ressortissant marocain ».

jeudi 4 novembre

Oufkir et Dlimi sont de retour dans la matinée. Hassan II désire toujours annoncer par un communiqué commun franco-marocain son futur voyage à Paris. Interrogé par l'ambassadeur de France pour savoir si la « disparition » de Ben Barka n'apporte pas un élément nouveau, le Premier ministre marocain répond que « non » !

Devant l'absence de nouvelles sérieuses, la mère de Mehdi Ben Barka me confie son désir d'en appeler au général de Gaulle lui-même. Elle me remet une lettre adressée au Président de la République française que je dépose dans la matinée à l'ambassade :

158. Ce n'est pas l'impression ressentie par M. Grimaud ! R. Gillet prie surtout Oufkir de donner des instructions pour un renforcement des forces de l'ordre, car il craint des répercussions sur la communauté française. Des forces auxiliaires sont donc placées autour de l'ambassade de France à Rabat et autour du Palais royal pour prévenir toute manifestation éventuelle.

159. *Le Petit Marocain*.

« J'ai l'honneur de faire appel à votre haute autorité et au sens moral qui a toujours caractérisé votre action. Le sort de mon fils est entre vos mains. Je vous supplie, Monsieur le Président, d'intervenir pour le sauver des mains des ravisseurs criminels qui ont choisi d'opérer en territoire français. Toute la famille Ben Barka, ses quatre enfants, sa femme et ses sœurs n'ont plus d'espoir qu'en vous »¹⁶⁰.

Al Mouharrir s'en prend particulièrement à Oufkir après ses déclarations à Europe N° 1¹⁶¹. Dans la soirée, un nouveau communiqué de l'UNFP, dénonce – à propos du cadavre de la veille – toute manœuvre destinée à dissimuler la vérité et à engager l'enquête sur de fausses pistes. Il ajoute : « le séjour à Paris depuis le 30 octobre de certains responsables des services marocains de police (...) est de nature à provoquer les plus grandes inquiétudes ». L'UNEM publie également un communiqué¹⁶². Depuis la veille, l'association a décidé une grève de protestation, qui est effective à Rabat ce jour. L'UNFP hésite pour sa part à déclencher toute manifestation de rue. Elle craint que le pouvoir n'en profite pour recommencer la répression de l'été 1963....

Dans la soirée également, Philippe Malaud, chef de cabinet du ministre des Affaires étrangères français, arrive à Rabat. Il a mission de transmettre au souverain les informations les plus complètes sur *l'Affaire*... Mais, déjà, l'ambassadeur de France était convoqué par le directeur général du Cabinet royal et le ministre des Affaires étrangères, Taïbi Benhima, qui lui ont fait part de l'irritation du Roi. Celui-ci venait d'apprendre que la télévision française avait passé, immédiatement après la déclaration du général de Gaulle, une interview d'Abdelkader Ben Barka relatant que son frère était en train d'être transféré au Maroc¹⁶³. Aussi, Malaud repartira-t-il de Rabat le 7 novembre, sans avoir été reçu par Hassan II !

160. *Libération* (Maroc) déjà cité, page 4.

161. Le journal réfute l'assertion selon laquelle des contacts étroits existeraient entre le gouvernement marocain et l'opposition, et critique à nouveau le silence auquel se tient le gouvernement depuis cinq jours – ce qui ne peut qu'alimenter les soupçons. Le ministre de l'Intérieur n'a ni expliqué les raisons de son séjour en France, ni indiqué quand il y était arrivé – fait inhabituel dans les relations entre les deux pays.

162. « L'acte commis à l'intérieur du territoire français charge le gouvernement français d'une lourde responsabilité (...) Le silence observé par le gouvernement marocain est inadmissible. Nous estimons avoir le droit d'exiger qu'il sorte de son mutisme et qu'il définisse clairement sa position ».

163. Sur cette mission, Philippe Malaud invoquera le « secret diplomatique » le 28 septembre 1966 aux Assises de Paris.

vendredi 5 novembre

Hassan II reçoit, tôt dans la matinée à Fès le colonel Touya. Celui-ci lui remet le rapport arrivé de Paris et l'informe de la requête de la France : le départ d'Oufkir ! Le souverain, qui a reçu son ministre dès son retour de Paris, le défend. Il reçoit finalement l'ambassadeur de France vers 18 h en présence de M'Hammedi et de Benhima. Le roi montre d'abord qu'il est très vexé¹⁶⁴ : « L'affaire est grave... Donnez-moi un délai de trois jours. Lorsqu'on attaque un ministre, c'est moi-même que l'on attaque. Comment peut-on supposer vrai tout ce que vous me racontez, alors que je devais aller à Paris le 11 novembre¹⁶⁵, qu'Aherdane en revient, que votre ministre Pisani allait venir ? Et, c'est dans ces conditions qu'Oufkir et Dlimi seraient allés à Paris pour faire le coup, comme l'on dit ? Croit-on que moi-même, j'ai pu avoir participé en quelque manière à toute cette affaire ? Mon éthique est l'honneur, la tradition de ma famille... La raison d'État doit l'emporter... Qu'y a-t-il en balance dans tout cela ? D'un côté, une affaire de truands, de l'autre les rapports entre la France et le Maroc... Tout ce que je demande, c'est la vérité. Ce qu'on insinue est impossible ». En bref, Hassan II écarte toute idée de se séparer d'Oufkir.

De Gaulle a été informé, dès le matin, de la position intransigeante du roi. Il n'en est que plus irrité. Est-ce la raison du message en retour qu'il a adressé à la mère de Mehdi Ben Barka ? Je suis convoqué à l'ambassade de France en fin d'après-midi. Le conseiller juridique¹⁶⁶ m'apprend la réponse. Heureusement étonné, je lui demande de me remettre le texte pour le faire tenir à qui de droit. « Il n'en est pas question, me dit-il. Mais, vous êtes autorisé à l'apprendre par cœur ! » Après discussion, j'obtins le droit de le recopier, d'en faire état à ma seule cliente, mais de ne pas le communiquer à des tiers !

« Veuillez faire savoir à la mère de Mehdi Ben Barka que le général de Gaulle a bien reçu la lettre qu'elle lui a adressée et qu'il tient à l'assurer que la justice exercera son action avec la plus grande rigueur et la plus grande diligence ».

164. Pour le roi, un simple fonctionnaire du Quai d'Orsay est venu l'informer sur le développement de l'enquête et des personnalités mises en cause ! Il aurait aimé qu'un personnage plus important, proche du Général ait été choisi vu l'importance du message. Le choc de deux orgueils, entre de Gaulle et Hassan II ferme toute solution. Le roi choisit tout simplement le coup du mépris !

165. Effectivement, Hassan II a été invité par une lettre personnelle du Général, à venir à Paris le 11 novembre assister au défilé traditionnel des troupes aux Champs Elysées. Et dès lors de Gaulle est d'autant plus rancunier à l'égard du souverain de ce qui vient de se passer !

166. M. Combarnous.

J'en fais part sur-le-champ à la mère de Mehdi Ben Barka et à A. Bouabid. L'engagement solennel du chef de l'État français leur redonne courage. La France n'est-elle pas le pays des droits de l'Homme, des Libertés, de la Justice ? Hélas, Fatouma Bouanane décèdera le 20 octobre 1970, quelques jours après le Général, sans en savoir plus sur le sort de son fils.

Je dîne ce soir-là chez des amis. Vers 22 h, le correspondant du *Monde* me recherchant chez les uns, chez les autres, me retrouve et m'apostrophe : « Lors d'un cocktail, le conseiller technique de l'ambassade a fait savoir à tout le monde que de Gaulle avait répondu à ta cliente et que tu avais personnellement reçu le texte. Donne-le-moi ! » Furieux de m'être ainsi fait jouer par un collaborateur de l'ambassadeur, je communique la teneur du texte à L. Gravier et nous le portons à l'*AFP*. À minuit, les radios françaises le diffusent. Or, R. Gillet, appelé en consultation, a quitté Rabat pour Paris dans la soirée. En débarquant à Orly, il apprend la nouvelle par *France-Soir* ... Il se montre furieux à mon encontre, m'apprendra l'un de ses proches !¹⁶⁷

Dans la soirée, le ministère marocain de l'Information publie, enfin, un premier communiqué :

« (...) L'enlèvement de Mehdi Ben Barka s'est passé dans d'étranges circonstances du fait de ses activités clandestines depuis qu'il a fui son pays et qu'il a établi des contacts avec des organisations étrangères dans de multiples contrées. Des organisations et une presse tendancieuse (...) ont exploité cet événement, qui s'est produit dans un pays étranger, pour avancer des interprétations qui ne sont que l'expression du dépit de leurs auteurs et la marque des intentions malhonnêtes qu'ils ont à l'égard du Maroc ». (sic !)

De son côté, après un long silence, l'UMT diffuse aussi dans la soirée, un premier communiqué appelant les travailleurs à se tenir « vigilants ». Aucun mouvement sérieux de protestation n'est envisagé. Une fois de plus, c'est l'UNEM qui se met en flèche et s'efforce de susciter des

167. Dans la journée, un tract en langue arabe a été diffusé à Rabat. Le peuple marocain est invité à déclencher une grève générale de protestation après la « disparition » de Ben Barka. *Al-Mouharir* fait état de l'arrestation de Lopez et rend hommage aux efforts déployés par la police française. Le journal critique de nouveau Oufkir, relevant les contradictions entre ses dires et ceux de l'ambassadeur du Maroc. De son côté, la presse du PI s'en prend à son tour au « mutisme extravagant du gouvernement marocain dans une affaire qui soulève une vague d'indignation dans le monde entier », et L'Opinion, dans son éditorial, reproche aux autorités de Rabat « de n'avoir même pas esquissé une protestation auprès des autorités françaises pour le danger qui menace la vie des citoyens marocains résidant en France. »

mouvements parmi la jeunesse. Les autorités s'en inquiètent. Elles ont en mémoire les événements de mars à Casablanca. Les gouverneurs reçoivent des instructions très strictes pour exercer une surveillance sur les activités des milieux estudiantins.

samedi 6 novembre

Je suis de nouveau convoqué à l'ambassade de France. Le conseiller juridique, à la requête de R. Gillet, est chargé de me sermonner ! Le Palais royal aurait protesté car la voie protocolaire normale n'a pas été respectée pour la remise de la réponse du général de Gaulle à la mère de Mehdi Ben Barka... Je réplique au conseiller en lui signalant la scène de son collègue la veille...

– L'ambassadeur, me répond-il, ne vous reproche pas d'en avoir fait part, mais d'avoir précisé que le message du Chef de l'État avait été adressé par l'Elysée à l'ambassade qui vous l'a remis ! (Je suis furieux de m'être déplacé pour entendre pareille niaiserie).

– Mais qui donc, Monsieur le conseiller, aurait pu me communiquer la réponse du général de Gaulle ? » Sa réplique est cocasse :

– Mais enfin, Maître Buttin, vous êtes né au Maroc, vous œuvrez depuis des années dans les milieux marocains et vous ne connaissiez pas le téléphone arabe ? » (*sic* !). Sans commentaire !¹⁶⁸

Les activités de la gauche sont étroitement surveillées dans tout le pays, *Al Mouharir* (UNFP) et l'hebdomadaire de l'ex. PCM sont saisis. Les forces de sécurité sont partout à pied d'œuvre. La situation reste calme. Les journaux de France sont retenus à leur arrivée pour censure éventuelle.

Les journaux gouvernementaux marocains diffusent le premier communiqué du ministère de l'Information.

dimanche 7 novembre

Invité à une réception donnée par l'ambassadeur d'URSS à l'occasion de la commémoration de la « Révolution d'Octobre », j'arrive en même temps que le beau-frère du roi, Mohammed Cherkaoui. Il me salue aimablement, puis me lance,

168. Il est vrai que l'annonce de cette lettre et sa remise directe a provoqué un premier incident entre le Maroc et la France : pour le Palais il eut fallu choisir la voie protocolaire !

– Ce n'est pas bien Maître Buttin d'avoir accepté de vous constituer pour la mère de Mehdi Ben Barka. Vous savez bien qu'il a fait assassiner Abbès M'saadi, en 1956, dans le Rif (J'ignorais alors que ce crime était reproché à Ben Barka). Pourquoi ne vous êtes-vous pas constitué pour la famille d'Abbès ?

– Cette famille ne m'a jamais rien demandé. Vous savez très bien que si elle l'avait fait, je n'aurais pas hésité. Mon père et moi avons toujours été contre les meurtres politiques et, aujourd'hui, il s'agit de celui de Mehdi Ben Barka dont je suis chargé par la mère de m'occuper. »

Je rencontre, peu après, également invité, Ali Yata, le Secrétaire général de l'ex-PCM. Le journal du parti vient d'être saisi. Ce même jour, *Al-Mouharir* et *Le Petit Marocain* sont également saisis. *Maroc-Information* fait pour sa part état de la réponse du général de Gaulle à la mère de Ben Barka¹⁶⁹.

lundi 8 novembre

Des tracts hostiles au général Oufkir circulent à Casablanca et à Rabat. Une grande manifestation étudiante organisée dans la capitale est vite réprimée, pour éviter tout débordement. Il y a des blessés et selon certains, des morts. Nul n'en parlera ! Pas d'agitation dans les autres villes du Maroc. L'UMT tient en main ses troupes. *Al Istiqlal* proteste contre les saisies des journaux de l'UNFP, et Allal El Fassi déclare, à propos du rapt de Ben Barka : « Le recours à de tels procédés, d'où qu'ils viennent et quelles qu'en soient les raisons, est absolument inadmissible ».

Le même jour, à Paris, le juge Zollinger a lancé un mandat d'arrêt international contre Boucheseiche : il a appris par une dépêche de la MAP que celui-ci était sous surveillance de la police dans un hôtel de Casablanca. Et A. Bouabid déclare à F. Mennelet du *Figaro* « Nous attendons des actes de notre gouvernement et le premier geste à faire est de renvoyer le dénommé Boucheseiche, actuellement au Maroc (...). Si on ne le fait pas, c'est un scandale ».

169. Au Caire, *Al Goumhouriya* « s'inquiète de la disparition de Ben Barka : « Quand on se rappelle ce qui est arrivé à plusieurs nationalistes qui ont disparu ou ont été assassinés dans des circonstances effroyables et mystérieuses. Nous nous rappelons le cas du combattant tunisien Salah Ben Youssef, abattu d'un coup de feu dans un hôtel de Francfort. Dans tous les cas, le coupable n'a pu être découvert et selon les témoignages, il n'était pas seul... »

mardi 9 novembre

L'ambassadeur de France rentre à Rabat. Il a été reçu pendant le week-end par de Gaulle, qui a été très clair : « Si Hassan II se sépare d'Oufkir, je suis prêt à reprendre pour ma part le projet de voyage à Paris dans un délai de quelques semaines. S'il conserve Oufkir, cela signifie qu'il prend l'affaire à son compte ». Le voyage prévu du ministre Pisani au Maroc est ajourné.

Jusque-là certains secteurs de l'opposition de gauche mettaient en cause le gouvernement français. La diligence avec laquelle la police a mené l'enquête, les assurances données par R. Gillet à A. Bouabid et surtout la réponse du Général à la mère de Ben Barka ont modifié la situation. La responsabilité de la France semble dégagée. Donc, localement, les risques de mouvements hostiles aux résidents français sont écartés. En revanche, beaucoup de Marocains, y compris des membres du gouvernement se réjouissent de voir Oufkir impliqué dans cette affaire, et plus d'un s'efforce d'encourager le roi à se séparer de son ministre de l'Intérieur – d'autant qu'Hassan II lui-même n'est pas mis en cause par l'opinion marocaine¹⁷⁰.

Pour la première fois, le journal officieux *Al Anbaa* consacre un éditorial à l'affaire¹⁷¹ : « Nous désirons, plus que quiconque que l'appareil marocain accusé soit reconnu innocent de cette accusation (...). Si le Maroc a jusqu'à présent observé le silence, c'est qu'il ne veut pas, par des réactions brouillonnes et irréfléchies, gêner l'action des autorités étrangères qui continuent à enquêter sérieusement afin de démasquer les coupables ».

mercredi 10 novembre

Le colonel Touya remet un message personnel du général de Gaulle à Hassan II, toujours à Fès¹⁷². En fin d'après-midi le roi reçoit Driss

170. Deux clans se sont formés : les uns partisans du départ d'Oufkir, les autres de son maintien. Certains ministres ne mettent pas en doute sa culpabilité, estimant qu'il aurait opéré pour le compte des Américains ! Il semble d'ailleurs que dans la nuit du 9 au 10, Hassan II se soit décidé à abandonner Oufkir à son sort, puis se soit finalement révisé, à la suite d'une intervention de l'armée et de la police. « Oufkir n'est-il pas l'homme qui vous a sauvé en mars ? » Il faut aussi tenir compte des réactions d'orgueil blessé du roi. Il lui est difficile d'agir dès lors qu'il pourrait donner l'impression de céder à une pression du gouvernement français.

171. Sous le titre : « *En attendant que la vérité se manifeste* ».

172. Il s'agit, en fait, d'une suggestion : « soit le renvoi officiel du ministre de l'Intérieur marocain ; soit l'annonce par celui-ci de sa démission dans une lettre rendue publique. » Hassan II n'est guère sensible à la suggestion : il est inadmissible que l'on vienne en France à présenter de pareilles propositions !

M'Hammedi et Taïbi Benhima, en présence du prince Moulay Ali. Il les informe de la position française favorable au départ du ministre de l'Intérieur et leur déclare qu'il n'est pas question qu'il se sépare d'Oufkir, entièrement dévoué à sa personne, à la famille royale, et à son pays. La responsabilité d'Oufkir – qui la conteste – n'est donc pas retenue. « Agir en sens contraire, c'est céder à une propagande extérieure » affirme Hassan II qui ajoute : « Perdre le seul homme sur lequel je peux compter en cas de coup dur ! Ma dignité de Chef de l'État et de chef de gouvernement, responsable de ses ministres est en jeu. Jusqu'à preuve contraire, j'ai le devoir de les couvrir »¹⁷³.

Dans le *Figaro* de ce jour, le journaliste Mennelet¹⁷⁴ formule « la question que tous les Marocains, privés de nouvelles de presse mais à l'écoute des radios, se posent : que va faire le roi ? Y aurait-il un danger pour le Palais à éliminer l'homme qui tient en main une partie de l'armée et toute la police ? L'hypothèse ne paraît pas fondée. Certes le pouvoir d'Oufkir est considérable, mais il est fonction de la confiance du roi et comme cela s'est déjà vu récemment pour d'autres personnages, tout le monde peut lui tourner le dos si cette confiance lui est retirée. Ou bien il faudrait que le général procède à un coup d'État, ce qui ne paraît guère probable dans la conjoncture actuelle ».

Hassan II est particulièrement irrité par la très grande publicité donnée par la presse française, de gauche comme de droite, à l'événement. Mais celle-ci l'utilise dans le cadre de la campagne électorale contre de Gaulle¹⁷⁵.

Devant la non-prise de position du pouvoir marocain, il me paraît temps que les membres du secrétariat général de l'UNFP – collègues de Mehdi Ben Barka – émettent un communiqué de protestation signé de chacun d'eux. Je prépare un texte en ce sens. A. Bouabid et A. Youssoufi

173. Un commentaire officiel paru à *Al Anbaa* est diffusé par l'agence marocaine MAP. Il fait état des contradictions dans la déclaration d'Abdelkader Ben Barka : le 31 octobre : « Il a laissé entendre à la police française qu'il ne pensait pas que le Maroc soit mêlé dans cette affaire (...) Puis, après sa rencontre avec des intrigants, il a accusé son pays ! » Le journal poursuit : « Les accusations prématurées, les mensonges publiés dans les journaux français et la psychose qu'ils ont tenté de provoquer n'ont en rien entamé la sagesse, la vigilance et la clairvoyance du Maroc, induisant en erreur tous ceux qui pouvaient interpréter son silence comme un signe de faiblesse. »

174. Sous le titre : *Hassan II se séparera-t-il du général Oufkir ?*

175. Ainsi, le 10 novembre *Carrefour* a dressé un parallèle avec l'enlèvement du colonel Argoud : « De Gaulle n'a pas donné pareilles assurances à la famille du colonel Argoud, enlevé lui aussi, mais à Munich, le 5 février 1963, pour être ramené à Paris « ficelé comme un saucisson » et livré à la Cour de Sécurité, qui l'a condamné à la détention perpétuelle. Le pouvoir n'avait pas semblé être indigné à l'époque par l'enlèvement du colonel perpétué – tout comme celui de Mehdi Ben Barka – au mépris du droit des gens et des conventions internationales ».

me donnent leur accord de principe. Ils ajoutent : « Inutile de nous revoir si tu obtiens l'accord des autres ».

Je vais donc à Casablanca ce mercredi persuadé de ma réussite quant à la signature par les autres dirigeants de l'UNFP du texte. Je rencontre à son domicile mon confrère, Maati Bouabid, ainsi que Mahjoub Ben Seddik convié à l'entretien. Pendant deux ou trois heures de discussion, je tente en vain d'obtenir leur signature ! Ces deux membres du Secrétariat général s'y refusent obstinément : « Nous ne pouvons signer aux côtés du fqih Basri, ce voyou, ce moins que rien. » Ils le qualifient de tous les noms ! Les bras m'en tombent. Je savais les dirigeants de l'UNFP divisés, mais pas au point de refuser de signer un texte commun de protestation, après la « disparition » de leur camarade et leader Ben Barka... alors qu'ils siègent toujours au même Secrétariat général ! Dès mon retour à Rabat, je comprends mieux la réalité. J'apprends que le samedi 6, Hassan II a donné audience à Fès, au secrétariat général adjoint de l'UMT et à cinq autres dirigeants. Et le roi a répondu positivement à certaines revendications sociales de la Centrale syndicale, mises en avant depuis des mois... L'affaire Ben Barka est passée au deuxième plan... En fait, Maati Bouabid et Mahjoub Ben Seddik ont compris que désormais Hassan II reste seul maître à bord. Ils devaient éviter de se solidariser avec Ben Barka « disparu » – au risque de perdre à leur tour la partie, au minimum de se retrancher dans un isolement sans lendemain quant à une éventuelle participation au pouvoir. Je ne pensais certes pas alors que ces deux hommes allaient virer de bord ! L'un, officiellement, puisqu'il créera plus tard un parti royaliste et deviendra Premier ministre ; l'autre, d'une manière plus discrète, dans le style, « J'affirme mon opposition dans les discours ; concrètement je travaille avec le pouvoir ».

jeudi 11 novembre

S'il n'y a à Fès, Rabat, Casablanca, que quelques réunions de militants contestataires, des tracts circulent dans les villes, plus violents contre le pouvoir marocain. Des graffitis sont inscrits sur les murs : « Ben Barka a disparu, mais Hassan II aussi disparaîtra. » Ils sont vite effacés. Hassan II a vu juste. Il pensait que le Maroc ne bougerait pas et les événements lui ont donné raison. Comme à Alger, au lendemain de la chute de Ben Bella, la « disparition » du leader de la gauche marocaine n'a pas fait de grandes vagues au Maroc. Si l'annonce de l'assassinat de Ferhat Hached en 1952 a déclenché les manifestations de Casablanca et dans d'autres villes du Maroc, c'était sous la pression populaire brusquement échauffée – comme encore en mars 1965. Mais la répression brutale de l'été 1963 ; les massacres en réponse aux événements de Casablanca, ont laissé des traces... L'UNFP est d'ailleurs divisée depuis des mois en trois

tendances : l'extrême gauche, avec le fqih Basri et Omar Benjelloun ; les modérés avec A. Bouabid, Abdellatif Benjelloun – président du groupe à la Chambre des Représentants –, Mohammed Lahbabi, etc. ; les « syndicalistes », avec Abdallah Ibrahim, Maati Bouabid, Mahjoub Ben Seddik, Mohammed Abderrazak... Dans ces conditions, le parti n'envisage pas de grande manifestation en dehors de ses communiqués.

vendredi 12 novembre

Les Commissions Rogatoires Internationales (CRI) concernant les auditions d'Oufkir et de Dlimi lancées par le juge Zollinger arrivent à l'ambassade de France, immédiatement transmises au gouvernement marocain qui, sur instruction d'Hassan II, s'oppose à leur exécution. Le roi réclame le complet dossier pour savoir ce qui est réellement établi à l'encontre de ses agents. Les milieux officiels marocains semblent vouloir se départir de l'attitude de silence, qu'ils observaient depuis le 29 octobre. Pour la première fois, un ministre, Aherdane, donne une interview¹⁷⁶.

samedi 13 novembre

Le journal égyptien *Al Ahram* publie la dernière conversation de Ben Barka avec son directeur, M. Heykal, « peu de temps avant son départ du Caire ». « Je sens le danger maintenant plus que jamais. Nous avons décidé de tendre la main au roi, de même qu'il nous a tendu la main (...). Nous avons accepté cette offre sachant bien qu'elle dissimulait nombre d'embûches. Nous ne voulons pas nous leurrer. L'armée marocaine est un obstacle à toute évolution démocratique dans notre pays et, à plus forte raison, à toute option révolutionnaire ». Certains observateurs considèrent immédiatement cette interview de Ben Barka comme prémonitoire. Mais, aucune indication n'est donnée quant à la date de l'entrevue ! Pour ma part, compte tenu du contexte politique que je connais bien, je m'interroge sérieusement : pour réaliser un scoop n'a-t-il pas été édité en précisant qu'il était très récent...alors qu'il datait du printemps 1965, peu après les événements de Casablanca qui avaient fait peur au roi, comme à toute la classe politique ?

176. Il dégage la responsabilité d'Oufkir et souligne son « inépuisable attachement à la couronne ». « Paris se sent offensé et exige une tête que le roi ne lui donnera jamais ». Il s'emploie à rétablir les proportions entre la disparition d'un « être malfaisant » et le sort de l'amitié franco-marocaine. Il n'hésite pas pour autant à mettre en cause la police française : « La police marocaine, affirme-t-il, n'aurait pu exécuter en France une opération aussi complexe, sans l'aide d'un des services français dont la compétence en la matière a déjà été prouvée ».

dimanche 14 novembre

Par son silence prolongé des premiers jours, le gouvernement marocain lui-même a contribué à accréditer l'idée que le rapt était essentiellement le fait de Marocains. Après l'annonce de l'arrestation officielle de Souchon et Voitot, et leur première audition, la position officielle du pouvoir royal prend forme : « Il s'agit d'une affaire franco-française ! »¹⁷⁷

Dans une interview exclusive à un reporter de l'*Associated Press*, Oufkir dément catégoriquement avoir joué un rôle direct ou indirect dans l'enlèvement de Ben Barka. « Ignorant encore l'enlèvement de Ben Barka en partant le dimanche matin pour la Suisse » (sic !). Il raconte alors une histoire concernant sa valise confiée à El Mahi qui ne correspond pas au récit de celui-ci... Enfin, refusant de répondre à toute CRI dressée par le juge Zollinger, il invite celui-ci à venir au Maroc et à l'interroger publiquement devant la presse du monde entier. « J'ai la conscience nette et je n'ai rien à cacher » affirme-t-il¹⁷⁸.

lundi 15 novembre

Le cabinet royal publie un communiqué : « Nous souhaitons que l'enquête aboutisse et que toute la lumière soit faite. Nous souhaitons également que la solide amitié qui lie les peuples français et marocain n'ait pas à souffrir des conséquences de cette regrettable affaire. »

Dans une note adressée au Quai d'Orsay, l'ambassadeur de France écrit :

« Nos ressortissants sont encore 100.000. Profondément inquiets pour leur sécurité, car ils ont toujours présent à l'esprit, à tort ou à raison, le souvenir des massacres de Oued-Zem et de Meknès (...) inquiets aussi pour leurs intérêts qui demeurent considérables dans le pays (...) Pour moi, le roi, s'il est responsable d'une partie de l'opération Ben Barka, n'est pas responsable des conditions et du moment de cette opération. Le général de Gaulle en lui disant qu'il ne le verrait que s'il renvoyait Oufkir a donné un ton extrêmement personnel à l'affaire ».

La contrainte du silence aidant – notamment des radios locales –, la situation est fort calme¹⁷⁹.

177. « On a voulu nuire au Maroc en se livrant à une exploitation excessive d'une affaire malheureuse. Le Maroc a adopté une attitude de silence... soucieux de laisser se poursuivre l'instruction entreprise par la justice sur le sol où l'incident (sic !) s'est produit... »

178. *L'Aurore* du 15 novembre 1965.

179. « Tout se passe comme si la classe politique marocaine avait été très émue par l'affaire et comme si le prolétariat y était moins sensible. Il a déjà trop souffert... Tout

La vigilance des autorités ne s'est relâchée à aucun moment¹⁸⁰.

mercredi 16 novembre

Le secrétariat général de l'UNFP publie à son tour un communiqué. Il « porte à la connaissance de l'opinion nationale et internationale que ses organes de presse sont systématiquement saisis depuis le 6 novembre 1965 (...) ». Et termine : « L'Histoire enregistrera que le 10^e anniversaire de l'indépendance et du retour de feu S.M. Mohammed V a été célébré sous le signe de l'étouffement des libertés, de la répression des cadres conscients du pays et de l'enlèvement criminel de l'un des plus valeureux artisans de la libération et de l'édification du Maghreb, notre frère Mehdi Ben Barka ».

jeudi 17 novembre

Oufkir donne une nouvelle interview : il proteste de son innocence, et affirme que « les fuites de l'enquête ne visent rien moins qu'à porter atteinte à son honneur et à travers lui, à celui du gouvernement marocain (...). Je l'ai dit et je le répète : ceux qui ont enlevé Ben Barka sont aussi les gens qui veulent nuire aux bonnes relations qui existent entre nos deux pays (...). Je fais constituer actuellement par mes services tout un dossier sur l'affaire que, par courtoisie pour le gouvernement français, je ne développerai pas avant le 5 décembre, date des élections présidentielles, mais alors toute la lumière sera faite. **(Plus de quarante quatre ans après, j'attends toujours de voir ce dossier et d'apprendre ces révélations !)** Et d'ajouter : « Le mandat d'arrêt international lancé contre Boucheseiche est bien arrivé à Rabat. J'ai aussitôt donné des ordres en conséquence. J'irai jusqu'au bout et s'il est au Maroc, il n'échappera pas ». Quelques jours après, une réponse laconique est adressée au juge Zollinger. « Boucheseiche ne se trouve pas au Maroc ». La police marocaine n'est pas à un mensonge près !

jeudi 18 novembre

Contrairement à la tradition depuis 1955, le roi ne prend pas la parole. Mais il fait défiler 30.000 hommes avec un matériel moderne, léger,

cela, le roi et Oufkir le savent. Ils en ont copieusement profité ». Olivier Todd. *Le Nouvel Observateur* du 17 novembre 1965.

180. Les journaux marocains sont soumis à une stricte censure qui empêche ou retarde leur mise en vente, quand ils ne sont pas saisis... La presse étrangère, quand elle évoque l'affaire, n'est pas distribuée dans le pays...

adapté de façon toute particulière aux opérations du maintien de l'ordre¹⁸¹.

Les dirigeants de l'UNEM décident la cessation de la grève et la reprise des cours, tout en continuant à suivre avec vigilance le développement de l'Affaire. Pour autant, ils n'obtiennent pas la libération de leurs camarades condamnés pour distribution interdite de tracts.

vendredi 19 novembre

L'agence MAP fait état de la lettre postée par Boucheseiche en Allemagne précisant « qu'il ne comptait pas pour le moment se présenter à la justice. » (sic !) Et de tirer cette conclusion : « Boucheseiche n'est donc pas sur le territoire marocain. » (sic !)¹⁸²

Le PI continue à réclamer la fin de l'état d'exception – il durera cinq ans ! – et le retour à la légalité.

De Gaulle est outré de l'attitude de Rabat. À plusieurs reprises, Hassan II a affirmé « qu'il souhaitait que toute la vérité éclate. » Or, la demande d'extradition de Boucheseiche n'aboutit pas et le gouvernement marocain refuse de donner suite aux CRI concernant Oufkir et Dlimi ! Pour le Général, toute cette attitude peut être interprétée comme une sorte d'aveu de culpabilité.

J'ai la visite, à mon cabinet, de deux des sœurs de Mehdi Ben Barka. Elles viennent, me disent-elles, accomplir une « mission » : « La dernière fois que nous avons rencontré Mehdi, il nous a prié, s'il lui arrivait quelque grave ennui, de vous constituer comme avocat. C'est ce que Maman a fait. » Cette constitution, post-mortem en quelque sorte de Ben Barka, me bouleverse. C'est bien la raison pour laquelle plus de quarante quatre ans après, je suis toujours à rechercher ce qui a pu se passer le 29 ou le 30 octobre chez Boucheseiche !

décembre 1965

La vie politique revient au calme apparent qui la caractérise depuis la proclamation de l'état d'exception. Les partis politiques ne se manifestent plus guère. L'UNFP s'est repliée sur elle-même, un peu plus éloignée de l'UMT. « Entre nous et le pouvoir, il y a un cadavre » déclare A. Bouabid. Et, pas plus que le Palais, il ne tente de renouer le dialogue qu'Hassan II semblait désireux d'ouvrir quelques mois auparavant.

181. Hassan II est là en grand uniforme de chef suprême des forces armées. Il a tenu à montrer au peuple marocain pareille démonstration de force !

182. En fait, de source sûre, cette lettre, effectivement de la main du truant, a été postée d'Allemagne par le commissaire de police Ziani, après avoir quitté le Maroc le 14 novembre, avec deux autres policiers chargés de préparer le voyage d'Hassan II à Bonn.

Le 7 décembre, j'écris une nouvelle fois à mes confrères Teber, Benjelloun et Maati Bouabid : « Je pense qu'il serait temps, au nom de la mère de Mehdi Ben Barka, toujours sans nouvelle de son fils, d'écrire à nouveau au ministre de l'Intérieur ou directement cette fois à S.M le roi du Maroc ». Seul Me Teber me répond, mais non sur ma proposition.

Le 23 décembre, l'ambassadeur de France adresse une note au Quai d'Orsay sur « la censure marocaine et l'affaire Ben Barka » :

« La réputation de libéralisme qui caractérisait les conditions de l'information au Maroc s'est singulièrement atténuée depuis qu'a éclaté l'affaire Ben Barka. À tel point que l'on peut affirmer aujourd'hui que, pour le moment du moins, les autorités marocaines étendent, sur la presse étrangère ou nationale, un contrôle dont la rigueur n'a sans doute rien à envier à celle qui s'exerce dans les pays pourvus des régimes les plus autoritaires... Toutes ces restrictions n'ont pas manqué de soulever les protestations des milieux journalistiques marocains (...) rappelant que « le Chef de l'État a déclaré à plusieurs reprises que la liberté de la presse constitue un principe intangible que l'État respectera en toute circonstance »¹⁸³.

Du 19 au 26 décembre, je séjourne à Paris. Je rencontre mes confrères constitués par l'épouse de Ben Barka, et, avant Noël, le juge Zollinger. Je lui remets la copie manuscrite de la réponse du Général à la mère de Ben Barka. Il me fait part de ses soucis : il a beaucoup de difficultés pour mener son instruction, notamment auprès de certaines hautes personnalités qui lui mettent, me dit-il, « des bâtons dans les roues tout le temps ». Il se plaint amèrement du comportement de Me Lemarchand qu'il estime protégé. Il est vrai que le juge l'a reçu quelques jours auparavant et qu'il nie toute participation. Compte tenu du message de de Gaulle, il me prie d'essayer de prendre contact avec celui-ci pour l'informer de ses problèmes, ce que je fais par l'intermédiaire de l'ami Vincent Monteil.

183. Note retrouvée aux Archives de l'Ambassade de France à Nantes.

Les événements des premiers mois de 1966

La conférence de La Havane (Cuba)

La première conférence de la Solidarité des Peuples d'Afrique, d'Asie et de l'Amérique Latine se tient comme prévue à la Havane du 3 au 12 janvier 1966, où sont réunies 27 délégations de mouvements révolutionnaires. Les débats sont dominés par Fidel Castro. Ce forum du Tiers-monde décide de créer une organisation de solidarité des peuples des trois continents. C'est l'acte de naissance de la Tricontinentale, en l'absence de celui qui a tant fait pour mettre au point cette rencontre, Mehdi Ben Barka. À l'issue de ses travaux, la Conférence prendra une « résolution » le concernant¹⁸⁴.

Il s'agit pour ces militants anti-impérialistes de coordonner leur stratégie, axée sur la priorité à la lutte armée et l'unité d'action entre les divers mouvements se réclamant en outre du marxisme-léninisme – mais, sans pour autant accepter l'hégémonie de Moscou ou de Pékin.

Cette lutte armée commencera peu après en Amérique latine. Mais la mort de Che Guevara en octobre 1967 dans un maquis de Bolivie marquera comme la fin de cette stratégie. Encore que, dans bien des pays, toujours aujourd'hui...

Au demeurant, la disparition du leader marocain, après celle de bien d'autres dirigeants (voir supra), dissipe le grand espoir de libération des peuples opprimés. La Tricontinentale est la dernière en date des Conférences qui, depuis 1955 et Bandœng, tâchaient de donner un corps aux tiers partis représentants des pays pauvres.

184. La conférence (...) dénonce le crime odieux dont fut victime notre camarade Ben Barka et qui ne peut que servir les intérêts de l'impérialisme et de la réaction. Rend un hommage vibrant et fraternel à Mehdi Ben Barka qui a tant œuvré pour le progrès et son peuple et pour la cause du mouvement révolutionnaire dans nos trois continents. Exige que toute la lumière soit faite sur cette tragique affaire et que tous les coupables, qu'ils soient au Maroc, en France ou ailleurs soient impitoyablement châtiés.

Les premières semaines à Paris

Elles vont voir l'*Affaire* apparemment s'éclairer et prendre une tournure encore plus politique.

Le récit de Figon

Depuis ses rencontres le 2 novembre avec son ami et protecteur Lemarchand et le Cre. Caille, Figon court librement dans Paris, ce qui laisse perplexe l'opinion publique. Il rencontre les uns, les autres, des amis et amies, des journalistes ; il téléphone ; se fait photographier y compris devant le célèbre « 36 quai des Orfèvres », par des reporters de *Paris Match*... sans que la police mette beaucoup d'ardeur à l'arrêter malgré le mandat lancé contre lui, dès le 4 novembre, par le juge Zollinger. Elle mettra deux mois avant de le retrouver ! En fait, le pacte passé avec Caille est bien une réalité. J'y reviendrai en évoquant la deuxième plainte.

Vers le 10 octobre, Figon avait menacé de tout révéler si les commanditaires marocains ne lui versaient pas ce qu'il exigeait. Le 10 janvier, il s'exprime donc dans *l'Express*, tel du moins qu'un jeune journaliste, Jean-François Kahn, prétend qu'il s'est confié à lui et à Jacques Derogy¹⁸⁵. La revue titre à la une, en gros caractères, sur une photo de Mehdi Ben Barka couvrant la page entière, « *J'ai vu tuer Ben Barka – Le récit d'un témoin* ». Le titre n'est pas des interviewers. Il a été inventé pour les besoins de la cause par le directeur de la revue, Jean-Jacques Servan-Schreiber. Celui-ci le reconnaîtra lors du procès de 1966. L'avocat général lui pose la question :

« – Pourquoi ce titre, alors qu'aujourd'hui encore nous ne possédons pas la certitude de sa mort ? – Pour frapper l'opinion, parce que nous voulions donner à ce document un retentissement exceptionnel, répond J.J.S.S. – Et atteindre un but commercial ? – Je ne réponds pas à des injures, lui réplique le journaliste¹⁸⁶.

L'article fait l'effet d'une bombe ! Le 11 janvier, *Le Figaro* s'interroge : « Pourquoi Figon est-il encore libre après ses nouvelles révélations ? Veut-on

185. Ce qui est loin d'être exact. Un tiers est intervenu : Joseph Zureta, de l'équipe de Lesca dit « Bricole », truand lyonnais, en bonne relation avec Me Lemarchand ...

186. Dans le numéro de *Marianne* du 29 octobre 2005, J.F. Kahn contant son enquête précise : « *L'Express* a réalisé une vente historique, le début de son vrai décollage »

oui ou non l'arrêter ou le fait-on bénéficier d'une protection occulte ? Une seule chose est certaine : Figon est libre. Et c'est inadmissible ! »

Quelle est la crédibilité de ce prétendu récit de Figon ? Je constate de nombreuses invraisemblances dès les premières phrases : la « discussion Ben Barka, Souchon, Voittot dans la 403 le conduisant chez Boucheseiche » ? Jamais ni Lopez, ni Souchon, ni Voittot n'en ont parlé ! « Le coup de téléphone de Figon et Dubail à Dlimi au Maroc » ? Celui-ci était à Alger...

Ce qui est sans doute vrai : le thé additionné de phénergan (C'est peut-être là, d'ailleurs, la dose étant trop forte, que Ben Barka a été victime d'une crise cardiaque ?) ; les coups portés par Boucheseiche et ses auxiliaires – peut être lorsque Dlimi s'est présenté à eux le samedi, Ben Barka, comprenant qu'il était piégé, s'étant révolté ?

Ce qui est peu vraisemblable : « D'en bas – où est Figon – on entend un bruit extraordinaire : des meubles brisés ; de la vaisselle qui se casse. » Or, pas la moindre trace de ce désordre n'a été trouvée lors de la perquisition du 3 novembre ! Et encore : « À ce moment-là, au rez-de-chaussée, arrive Oufkir. » Or, si l'on croit les dires de Lopez, Dlimi est arrivé chez Boucheseiche vers 15 h 30 /16 heures tandis qu'Oufkir n'est arrivé qu'à 18 h /18 h 30 !

L'Express conclut tout de même : « On peut évidemment se demander dans quelle mesure Figon n'a pas affabulé et s'il a été réellement témoin du drame qu'il décrit. »

Il est certain que ce récit a été publié à l'insu de Figon. Il était déjà de seconde main puisque rapporté aux deux journalistes par un tiers, le nommé Zuretta qui l'aurait tenu de Figon¹⁸⁷. D'ailleurs, dès sa parution, celui-ci, très en colère, adresse une lettre de démenti au juge Zollinger¹⁸⁸, à *Combat* et au *Monde*, qui sera confirmé par son amie, la romancière Marguerite Duras, lors de sa déposition devant la Cour d'assises, le 19 septembre 1966¹⁸⁹. Quoi qu'il en soit, l'article va causer indirectement la mort de Figon. Il a compris qu'il devait désormais se cacher. Il risque en effet des représailles des Marocains et de ses amis cités dans le récit !

187. Dans sa « confession » au juge Zollinger, une amie de Figon écrit le 17 janvier 1966 : « en publiant le récit mensonger du 10 janvier, *l'Express*, sans le savoir, en se faisant escroquer par le nommé Zuretta, a condamné Georges à mort (...) C'était le dernier coup de l'homme à qui par excès de confiance, il devait ses malheurs (...) Pierre Lemarchand (...) ». Joseph Zuretta, associé à l'époque de Boucheseiche dans la direction du « Sphinx », boîte de nuit/maison-close, à Mohammédia.

188. « J'espère que ceux qui me connaissent et qui ont lu *L'Express* n'ont pas pensé un instant que je puisse être l'auteur de ce récit grand-guignolesque (...). Récits fantaisistes et invraisemblables qui prennent le contrepois de ma position de la veille ».

189. « Figon m'a téléphoné le 13 janvier. Il m'a dit que ce récit n'était pas de lui ; que ce récit était faux. »

« Cet article était payant pour Lemarchand » écrira¹⁹⁰ une des amies de Figon au juge Zollinger : « Il permettait, alors que la France croulait sous le scandale, de déplacer l'intérêt de *l'Affaire* sur le Maroc en présentant le général Oufkir comme l'exécutant principal de l'action. Ce qui fut fait par l'ensemble de la presse française. »

La mort de Figon

Quoi qu'il en soit de la vérité ou non des dires attribués à Figon, sa cavale tranquille à travers Paris entraîne une nouvelle colère du général de Gaulle au Conseil des ministres du 12 janvier. *L'Affaire* lui est devenue personnelle¹⁹¹. Il tient à une enquête rapide. Il veut en finir avec les incartades de cet ancien repris de justice, qui a bénéficié trop longtemps d'une scandaleuse impunité. Il s'en prend tout particulièrement à Roger Frey. Celui-ci donne des ordres à Papon pour qu'il soit mis fin le plus tôt possible à la hardiesse de Figon : « Il faut l'arrêter, le faire parler. Il est le témoin principal de l'affaire. » Le 17 janvier, dans la soirée, Figon est localisé, sous le nom de Lenormand, 14 rue des Renaudes dans le 17^e, dans un studio qu'il devait abandonner le soir même... Qui l'a trahi ? Qui a averti Caille, toujours si bien renseigné ?¹⁹² Papon, informé à son tour, demande sur-le-champ au chef d'état-major de la police municipale d'envoyer ses hommes, armés de mitraillettes, pour cerner l'appartement sans y entrer. Ils ont ordre d'attendre l'arrivée d'officiers de la PJ. Vers 22 heures, ceux-ci, de l'extérieur, demandent à Figon de se rendre : « Police, ouvrez ! » Une détonation éclate au même moment. La porte du studio est enfoncée. L'officier qui pénètre dans les lieux trouve Figon derrière la porte, allongé sur le ventre, la tête baignant dans une flaque de sang, un revolver à portée de main. Les premières constatations, très vite officialisées par le procureur de la République, sont formelles : c'est un suicide¹⁹³.

190. Lettre du 17 février 1966.

191. Le ballottage du 5 décembre a prolongé la campagne électorale, et ce n'est que le 8 janvier que le nouveau gouvernement est constitué, le Président de la République installé. Deux mois d'agitation, de critiques très violentes de l'opposition – des milliers de personnes réunies à la Mutualité pour réclamer toute la vérité –, de confusion, pendant lesquels les dirigeants du pays n'étaient pas en mesure de s'occuper de l'Affaire.

192. Il s'est vanté par la suite d'avoir communiqué à la direction de la PJ la dernière adresse du fugitif.

193. Plutôt que de devoir subir à nouveau les foudres de la justice, Figon, semble-t-il, pour narguer une dernière fois son monde, troubler l'opinion publique et les médias, a préféré se donner la mort ! J'ai rencontré personnellement le médecin légiste, le Dr Dumont qui, désigné par le juge d'instruction, est venu très rapidement sur les lieux. Il m'a confirmé que pour lui, il n'y avait pas l'ombre d'un doute, Figon s'était suicidé. Ce n'est pas le juge

Ses amis sont sceptiques. Pour eux, Figon a été supprimé de peur qu'il ne parle ! Certains accusent même son ami Lemarchand de l'avoir vendu pour qu'il ne rapporte pas son rôle personnel dans l'Affaire. Pour ma part, j'ai toujours admis la version officielle du suicide. Mais avec l'idée, très ferme, d'un « assassinat moral ». Figon savait beaucoup trop de choses sur le rapt de Ben Barka, voire sur sa mort, sur le rôle des uns et des autres. Soyons lucides : Lemarchand, Caille, Papon, Roger Frey, tenaient-ils vraiment à ce qu'il parle ? S'il était sorti du studio aux sommations des policiers, l'arme au poing, il est plus que vraisemblable que, s'étant moqué de la police pendant plus de deux mois, une « bavure » s'en serait suivie... Abattu, comme bien d'autres « dangereux bandits » en pareil cas !

Le même jour, sans qu'il y ait le moindre lien de causalité, Le Roy-Finville est suspendu de ses fonctions au SDECE.

Le 14 janvier, Souchon s'était effondré. Il a déclaré au juge Zollinger que l'auteur du coup de fil de l'Intérieur n'était autre que M. Aubert, le directeur du cabinet du ministre de l'Intérieur – ce qui se révélera inexact quant à la voix de celui-ci –. Il lui a affirmé que Lopez lui avait assuré que l'opération était couverte par les autorités françaises !

Finville maintient lui ses affirmations, quant à sa méconnaissance de ce qui se tramait contre Ben Barka avant le 29 octobre. Il reconnaît, en revanche, avoir reçu le 2 novembre assez d'éléments par Figon et Lopez pour informer les services de police. Ce qui est contesté par MM. Godard et Someville, interrogés à leur tour par le juge : Finville n'est nullement venu leur dire ce qu'il savait du rapt de Ben Barka ; il est venu chercher des renseignements ! En fait, les services officiels savaient par Caille les grandes lignes de l'Affaire. Si les responsables assurent que le silence a été gardé pour ne pas gêner l'enquête, la « conspiration du silence » pendant des semaines pose problème à la presse française qui se déchaîne et réclame le départ de Frey¹⁹⁴.

Zollinger – ce qui aurait été normal – qui a choisi ce médecin. Le parquet a pris soin de confier l'enquête à un autre juge, René Auric, qui une douzaine d'années auparavant, avait instruit la première affaire de Figon !

194. *Le Figaro* (18 janvier) : « Si jamais il y eut outrage à magistrat, celui-ci est on ne peut plus caractérisé. Pour l'opinion publique cela constitue un scandale. »

L'Aurore (idem) : « Comment devant de tels faits ne pas poser la question : par qui donc ces policiers, réguliers et parallèles pour consentir une mission aussi insolite, s'estimaient-ils soutenus ? »

Le Monde (idem) : « C'est une certaine conception de la raison d'État, de la police et de la justice, ainsi que de leurs rapports, qui se trouve mise en cause. »

Combat : « C'en est assez... Le châtement doit tomber. La comédie doit cesser... »

Le Monde (19 janvier) Alfred Grosser est encore plus brutal : « Il s'agit de savoir s'il subsiste un État. »

La révélation des deux policiers français soulage les Marocains et, à son arrivée à Casablanca, l'ambassadeur du Maroc en France affirme : « Je persiste à considérer cette affaire comme purement française, car la participation du général Oufkir à l'enlèvement de Mehdi Ben Barka est impensable ». Ce sera la thèse constante d'Hassan II durant tout son règne. Il dira un jour à des journalistes américains : « Le Maroc est engagé dans cette affaire uniquement à cause de la nationalité de la victime ».

Les initiatives au Maroc

Le 17 janvier, j'adresse une lettre aux bâtonniers Abdelkrim Benjelloun et Maati Bouabid. Je leur propose de déposer une plainte commune, au nom de la mère de Mehdi Ben Barka contre le général Oufkir, le directeur adjoint de la Sûreté nationale Dlimi et le commissaire Chtouki sur la base des articles du Code pénal marocain¹⁹⁵. Je n'obtiens aucune réponse, sinon verbale : « Laissons agir la justice française », conseillent-ils.

De son côté, le Secrétariat général de l'UNFP publie le 18 janvier un communiqué particulièrement clair : « Plus de deux mois et demi se sont écoulés depuis la perpétration de l'acte criminel dont notre frère Mehdi Ben Barka a été victime. L'enquête, menée avec célérité, par la justice française, confirme de façon irréfutable la responsabilité au premier degré des pouvoirs marocains en tant qu'auteurs et ordonnateurs du rapt (...). Le gouvernement marocain se réfugie, de nouveau dans le silence, au moment où toute la presse internationale écrite, parlée ou filmée fait état de l'indignation et de la colère de l'opinion étrangère, le mutisme des responsables de Rabat ne peut être qu'un aveu éloquent de culpabilité ».

La nouvelle réaction du Président de la République

Au Conseil des ministres du 19 janvier, de Gaulle intervient de nouveau avec véhémence. Alain Peyrefitte¹⁹⁶ rapporte les propos du général :

195. Prévoyant les « atteintes portées par des particuliers à la liberté individuelle » et donnant « compétence aux tribunaux locaux pour tout fait qualifié crime, commis hors du royaume par des citoyens marocains. »

196. *C'était de Gaulle*, Tome 3, page 43 et suivantes.

« Le coup a été monté à partir du Maroc par Oufkir. Je ne l'admets pas. Je l'ai dit au roi par l'intermédiaire de l'ambassadeur. Le roi n'a pas pu ou n'a pas voulu désarmer les coupables. Nous tirerons toutes les conséquences (...). Les Marocains ont trouvé des concours en France avec une facilité lamentable. Je ne parle pas des hommes de main (...), mais des services de police. Il y a des choses peu claires, des complicités (...). Il faut aller jusqu'au bout de la vérité et des conséquences. Les services spéciaux ne sont pas tenus en mains. Il n'est pas acceptable que leur chef n'ait pas été tenu au courant. La police c'est la même chose. Il n'est pas acceptable que les chefs n'aient pas été immédiatement prévenus. Enfin maintenant la justice est saisie. Qu'on l'aide par tous les moyens. Or, ce n'est pas ce qui s'est passé (...). Il y a des décisions à prendre aujourd'hui. Un, inculper les Marocains en cause. On verra comment se comportera le gouvernement au Maroc. Fort mal sans doute. Nous en tirerons les conséquences diplomatiques, nous retirerons notre ambassadeur. Deux, le SDECE sera rattaché au ministre des Armées¹⁹⁷ (Pompidou payant les fautes de Jacquier remplacé qui paye, lui, les fautes de Finville. Il est mis à la retraite, et le général Guibaud est désigné à sa place). Trois, la police est à réorganiser de fond en comble (en vue de mettre fin à la guerre des polices)¹⁹⁸. Quatre, il faut que la justice aille au fond de cette détestable affaire. Il faut qu'elle juge au besoin par contumace ».

À l'issue du Conseil des ministres, le secrétaire d'État à l'information fait le point de la situation dans une longue déclaration à la presse sur cette « entreprise criminelle montée à partir de l'étranger » et annonce les mesures décidées par le gouvernement.

Dès le 20 janvier, le juge Zollinger lance des mandats d'arrêt internationaux contre Oufkir, Dlimi et Chtouki¹⁹⁹. Le 22 janvier, une note, remise au ministre des Affaires étrangères du Maroc rappelle toutes les démarches entreprises en vain depuis le 4 novembre auprès du gouvernement marocain. Dès lors, le 23 janvier, les relations diplomatiques sont mises en « sommeil », après rappel de l'ambassadeur à Paris. Désormais seules sont traitées les affaires courantes.

Hassan II rejette les accusations lancées contre ses fidèles serviteurs. Recevant ce même jour à l'occasion de l'Aïd-el-Kébir, marquant la fin du Ramadan, les officiers supérieurs de la Sûreté nationale avec à leur tête

197. C'est la première fois depuis sa création en 1945 qu'il échappe à l'autorité du chef du gouvernement !

198. La tâche n'est pas confiée à Frey, pourtant compétent pour ce, mais à un ancien membre du Conseil constitutionnel, Léon Noël.

199. Les dispositions de la Convention judiciaire franco-marocaine interdisant à la France de demander leur extradition.

Oufkir et Dlimi, il conteste toute responsabilité de ce corps²⁰⁰. Le souverain prend acte par ailleurs de la décision du gouvernement français et rappelle à son tour son ambassadeur.

Au conseil des ministres français du 26 janvier, l'affaire est de nouveau évoquée²⁰¹. Un communiqué du gouvernement dresse l'historique des démarches entreprises en vain par l'ambassadeur de France à Rabat et rappelle les actes de la procédure judiciaire auxquels le gouvernement de Rabat n'a donné aucune suite, ce qui a entraîné le rappel de l'ambassadeur.

Le gouvernement marocain riposte le 28 janvier par une déclaration lue par le ministre de l'Information. Celle-ci affirme que « le Maroc a constamment manifesté le désir de voir la justice établir la vérité et toute la vérité dans cette affaire ». Chacun s'en est bien aperçu... plus de quarante années après !

Dès l'annonce de l'enlèvement de Ben Barka, la presse internationale s'est intéressée à l'événement, surtout par son caractère exceptionnel : « Faire ça sous le nez du général de Gaulle lui-même ! ». Le gouvernement marocain, lui, a fait le moins de commentaires possibles destinés à l'opinion intérieure et a maintenu le silence à l'égard de l'étranger. En bref : « L'affaire Ben Barka, connais pas » !

Mais avec la crise des relations franco-marocaines qui éclate au grand jour, l'enlèvement du leader de l'opposition quitte le fait divers pour le terrain de la politique. Le Maroc rompt alors son mutisme, avec une vaste campagne de justification basée sur une triple argumentation. Il s'agit : d'une affaire intérieure française ; la culpabilité du général Oufkir n'est nullement établie et il appartenait à la France d'en fournir la preuve ; en lançant des mandats d'arrêt internationaux, le gouvernement français n'a pas respecté les clauses de la Convention judiciaire franco-marocaine et a voulu politiser l'affaire. Neuf ministres marocains sur 21 sont dépêchés dans les capitales amies avec mission de remettre un message du roi, si possible aux Chefs d'État²⁰². Au Caire, où le ministre des Affaires étrangères a voulu

200. « Vous n'ignorez pas que des accusations graves ont été portées contre le corps de la Sûreté nationale, et en particulier contre notre ministre de l'Intérieur et le Directeur adjoint de la Sûreté Nationale. Or, nous ne doutons pas un seul instant de l'intégrité de ce corps malgré les accusations portées contre lui... Il ne sera pas dit que l'histoire aura enregistré un jour sur Nous que Nous avons entrepris, directement ou indirectement, ce que nos adversaires veulent nous imputer comme accusation... » *La Vigie Marocaine* – 24 janvier 1966.

201. Alain Peyrefitte rapporte les fermes propos accusateurs de de Gaulle : « Quelque regret que nous puissions avoir de tout ça, nous ne pouvons pas méconnaître que le gouvernement marocain a violé la souveraineté de la France, en corrompant des fonctionnaires et agents français. Le coupable, c'est lui... Nous avons tout fait pour avertir le Roi et son gouvernement, le plus rapidement possible et le plus discrètement possible. Ils n'en ont pas tenu compte, soit parce qu'ils sont trop engagés dans l'affaire – et le Roi lui-même ? –, soit parce qu'ils ont besoin d'Oufkir pour d'autres raisons, soit enfin parce qu'ils se sont figurés que nous avalerions finalement la couleuvre. » Op. cit., pages 46 et 47.

donner une conférence de presse, la situation tourne à l'aigre. Les journalistes égyptiens n'hésitent pas à le contredire et à se lancer dans des longues diatribes sur les responsabilités marocaines²⁰³. Leur question me paraît la plus évidente : « Pourquoi le Maroc s'est-il montré si peu empressé à réclamer la lumière sur l'enlèvement d'un de ses ressortissants ? »²⁰⁴.

Le 25 janvier, les journaux marocains, officieux comme *Al Anbaa*²⁰⁵ ou ceux du PI comme *Al Alam* ou *l'Opinion* ne sont guère tendres pour la France²⁰⁶. Pour la radio marocaine, « le gouvernement français a porté sans aucune preuve des accusations ignobles contre le Maroc. » Certains membres du PI préconisent même « la nationalisation des biens français » !²⁰⁷ Oufkir s'exprime lui-même à plusieurs reprises pour une défense pro domo²⁰⁸.

Le 26, la presse française rapporte largement le grand meeting de la gauche à la Mutualité. Daniel Meyer, président de la Ligue des droits de l'homme a eu cette belle formule : « La raison d'État ne saurait justifier l'injustice ; la raison d'État, c'est l'État qui perd la raison ». F. Mitterrand au nom de la CIR²⁰⁹, G. Mollet de la SFIO, W. Rochet du PCF, J. Lecanuet des Centristes, prennent successivement la parole devant une salle comble. Mitterrand, dans sa tâche de procureur, s'est attaché en particulier à dénoncer « les silences » du régime et d'ajouter : « Nous faisons le serment d'atteindre partout où elle se trouvent les responsabilités politiques ». Le thème unique de tous les orateurs a d'ailleurs été : « Le responsable, c'est de Gaulle » !

202. Aux interrogations de ces derniers, quand à la raison du général Oufkir à Paris, la réponse est toujours la même : « Un unique objet, la préparation du voyage que S.M. Hassan II projetait d'effectuer à Paris ».

203. « Quel intérêt aurait la France à détériorer ses rapports avec le Maroc ? », « Pourquoi le général Oufkir ne s'est-il pas mis à la disposition de la Justice ? »

204. Si, dans leur ensemble, les émissaires sont bien reçus, les dirigeants des différents pays prennent acte de leurs dires, sans plus : « l'affaire Ben Barka est une affaire franco-marocaine qui ne les concerne pas. » Dans les pays arabes orientaux – où la sympathie est évidente pour Ben Barka – les gouvernements mettent en avant l'obligation de non-ingérence du récent pacte de Casablanca pour éviter de prendre parti ...

205. Le premier développe le thème suivant : l'attitude du gouvernement français à l'égard du Maroc répond au souci de faire de ce pays un « bouc émissaire », afin de détourner l'attention de ses propres responsabilités. Le Maroc reste fermement sur sa position, considérant que l'affaire est une affaire française... Il ne saurait accepter de marchander sa dignité, ni rien céder de sa souveraineté.

206. *Al Alam* publie un éditorial dans lequel il reprend à l'égard de la France, l'accusation « d'avoir porté atteinte à sa souveraineté nationale ». Cependant il écrit aussi : « il est nécessaire de faire toute la lumière et de châtier tous les coupables, si haut placés soient-ils et quelle que soit leur nationalité. »

207. Le principal défenseur de Dlimi aux Assises, Me Naud reprendra ce genre d'argument pour sauver son client.

208. Au journal *La Suisse* il confie : « Le Maroc n'est plus un protectorat français, Paris en demandant ma démission a blessé l'orgueil de notre pays. ». 20 février 1966

209. Convention des Institutions Républicaines.

L'incident personnel du 29 janvier

Je suis mêlé ce jour à un incident, qui, entre parenthèses, en dit long sur la grande politique ! Une amie a quitté Rabat deux semaines auparavant pour un séjour en France. Je lui ai demandé de me rapporter la presse hebdomadaire évoquant l'affaire interdite au Maroc. À son retour, elle m'apprend qu'elle a été fouillée avec le plus grand soin à son départ de Rabat, mais non lors de son arrivée à Casablanca, son avion n'ayant pu se poser à Rabat en raison du brouillard ! Elle me remet toute une série de journaux. Le lendemain matin, 29 janvier, mes amis Bruno m'invitent à dîner chez eux le soir même. Je leur annonce que je leur apporterai des « documents intéressants arrivés de Paris ». En fin de matinée, je fais mon habituelle partie de tennis avec un ami, Raoul W. de passage chaque semaine de Casablanca. Je lui propose de venir à 15 h à mon cabinet pour lire quelques hebdomas arrivés de France. J'arrive avec quelques minutes de retard. Raoul n'est pas là. Mais, devant ma porte défoncée, un colosse m'interpelle ! « Commissaire X, on nous a téléphoné de l'immeuble pour nous informer que votre cabinet avait été cambriolé ». J'en fais vite le tour pour constater les « dégâts ». Surprise ! Je m'aperçois que de l'argent déposé sur la table de mon secrétaire est toujours là ! Les « documents » sur mon bureau de même, d'ailleurs. Je n'ai pas fini la visite des bureaux que huit ou dix policiers en uniforme pénètrent dans les lieux. J'ai, dès avant, saisi la grotesque manœuvre policière. Furieux, je mets tout le monde à la porte : « Affaire politique, leur crie-je, non simple vol ! ». Je prie le commissaire de quitter aussi mon cabinet – après qu'il m'eut raconté qu'un homme était venu à 15 h, qu'il m'avait demandé et que sur sa réponse négative, il était reparti. Je comprends qu'il s'agit de Raoul. Je lui téléphone à son hôtel.

- Viens tout de suite, viens m'expliquer ce qui s'est passé.
- Impossible, me répond-t-il, un commissaire de police m'a prié vertement de rentrer chez moi. J'insiste.
- Il faut que quelqu'un vienne garder mon cabinet, en attendant que j'y ramène mon fidèle coursier, Boubeker.
- Impossible ! me répond-t-il à nouveau.
- Mais pourquoi donc ?
- Parce que maman ne veut pas ! » (sic !)²¹⁰

210. Cet ami avait alors 36 ans ! Il est vrai qu'il vivait seul, depuis toujours, avec sa mère.

D'autres amis refusent aussi de venir, pour un motif ou un autre. C'est bien dans ce genre d'ennuis que l'on peut juger qui est courageux, qui ne l'est pas ; qui est vraiment votre ami. C'est finalement ma future hôte, Simone Bruno, qui vient à mon secours. Je lui explique ce qui s'est passé : ma ligne téléphonique est plus que vraisemblablement sur écoute ; entendant le matin même le mot « documents intéressants apportés de Paris », les « services » ont eu leur curiosité quelque peu excitée. Envoyer un « spécialiste » un dimanche après-midi fouiller dans les lieux, en toute tranquillité, leur paraissait utile... L'arrivée imprévue de Raoul avait dérangé les recherches envisagées par le commissaire, d'autant qu'il apprenait en même temps que j'allais survenir dans les minutes suivantes. Il ne lui restait plus, après avoir chassé le gêneur, que de briser ma porte pour simuler un vol ! Inutile de le préciser, une brève enquête dans l'immeuble me convainquit que nul n'avait appelé la police ; mais qu'en revanche, le commissaire était venu chez l'un des voisins pour appeler une patrouille de police...²¹¹

La conférence de presse du général de Gaulle

« Les mesures sanitaires », comme l'écrit Jean Lacouture²¹², se poursuivent en février. Le 10, Finville est inculpé de « non-dénonciation de crime » et incarcéré.

Le 15, auditionné par le juge Zollinger, Papon lui déclare sans sourciller : « Les renseignements qui avaient été recueillis à la date du 3 novembre n'établissaient pas la participation d'éléments marocains à l'enlèvement. Ce n'est qu'après les aveux de Lopez dans la matinée du 4 que se dégageaient les premiers éléments sérieux à ce sujet ». En fait, Lopez avait parlé dès le 3 ! Le même jour, un communiqué du procureur de la République ne passe pas inaperçu : « M. Papon, préfet de police, a déclaré que ses services n'avaient pas été informés, ni de la venue à Paris

211. Je lirai plus tard dans *Le Figaro* du 2 février, un article intéressant de son correspondant au Maroc, Il écrivait : « Un policier à Rabat à chaque coin de rue ; l'indicateur ou le provocateur dans les groupes qui discutent ; c'est Oufkir qui est rendu responsable de cet étouffement dans lequel le Maroc se plonge (...) au point que chacun se méfie avant de confier son opinion de vive voix au téléphone ou par le courrier. » Ma conclusion était donc bien la bonne ! Par ailleurs, mon collaborateur m'apprendra, des mois après, que pendant tout l'hiver 1966/1967, une voiture de police stationnait en bas de mon cabinet. Sans doute pour me cueillir un de ces jours, puisque j'avais appris qu'ordre avait été donné par le Palais royal de m'arrêter dès mon retour au Maroc.

212. *De Gaulle*, tome 3, op. cité, page 648.

de Mehdi Ben Barka, ni des menaces pouvant peser sur celui-ci. Ces mêmes services n'avaient pas davantage été prévenus du voyage à Paris de M. Oufkir »²¹³.

Le 18, à Rabat, le colonel Touya laisse entendre qu'il a le sentiment que le roi Hassan II attend avec inquiétude la conférence de presse du Général, depuis longtemps annoncée. Le Président de la République, après toutes les « révélations » des dernières semaines, a trop entendu de critiques pour se taire plus longtemps²¹⁴. Ne s'est-il pas senti insulté par les accusations d'un Gaston Defferre, un homme pourtant pour lequel il a toujours eu de la considération ?²¹⁵ Et les indignations de certains de ses vieux compagnons, comme celles d'Emmanuel d'Astier de la Vigerie, ne l'ont-elles pas blessé ?

Le 21, la conférence de presse inaugurale de son nouveau septennat donne au Général l'occasion de faire le point : « Ce qu'il faut considérer d'abord dans cette affaire, est que le ministre de l'Intérieur du gouvernement marocain (...) a, comme tout l'indique, fait disparaître sur notre sol, un des principaux chefs de l'opposition (...) Ce qui s'est passé du côté français n'a rien eu que de vulgaire et de subalterne (...) »

Pour le Général, l'action de policiers marocains sur le territoire français représentait un véritable « crime de lèse majesté ». Il fallait dès lors qu'à Rabat le responsable, le ministre de l'Intérieur es-qualité, soit sanctionné. Réaction toutefois un peu surprenante ? Sur ordre de de Gaulle, le colonel Argoud n'a-t-il pas été enlevé en Allemagne (Munich) deux ans plus tôt par les agents du SDECE²¹⁶. La souveraineté allemande avait délibérément été violée. Or, le Général avait repoussé sans coup férir les

213. Ce fait n'est peut-être pas inexact. Au départ de Genève de Ben Barka, c'est les RG de la DGSN qui ont été prévenus. Or, entre DGSN et PP il n'y a pas ou guère de collaboration !

214. Jean Daniel : « C'est la leçon claire de l'affaire Ben Barka : le gaullisme, quel que soit son objectif, suppose et secrète la truanderie. De Gaulle aura peut-être créé un mythe fascinant. Pour la formation critique de chaque français, il aura été catastrophique (...) Ce n'est pas la justice qui passe, c'est un règlement de compte ». *Le Nouvel Observateur* du 26 janvier 1966.

215. G. Defferre écrit dans *Le Provençal* : « C'est du Président de la République qu'émanent tous les pouvoirs, civil, militaire et même judiciaire (...) Le général s'est tu pendant la campagne électorale (...) Cela prouve à lui seul combien il appréhendait que ce dossier ne soit ouvert au grand jour. En agissant ainsi, il s'est accusé lui-même. »

216. Racontant son enlèvement le 25 février 1963 à Munich par 4 hommes, Antoine Argoud, ancien chef de l'OAS, l'un des plus durs, affirmera avoir reconnu plus tard, d'après les photographies publiées des agresseurs de Ben Barka, que c'étaient les mêmes. *La décadence, l'imposture et la tragédie* – Ed. Fayard – 1983. Personnellement, il m'a été indiqué que l'enlèvement d'Argoud avait été réalisé par la Sécurité militaire en collaboration avec le SDECE en entente avec les Services secrets allemands. Condamné à la détention criminelle à perpétuité, Argoud sera amnistié sous la présidence de François Mitterrand.

protestations de Bonn ! Je reviendrai sur la conférence en examinant les responsables de *l’Affaire*. Dès le lendemain, le Secrétariat général de l’UNFP publie un communiqué sans réserve²¹⁷. De son côté, *l’Opinion* s’élève contre « le mutisme déroutant » du gouvernement marocain²¹⁸.

Le « face à face » de Gaulle / Hassan II, engagé depuis des semaines, se poursuit. À aucun moment, le roi du Maroc ne cède²¹⁹. Et le 3 mars, lors du traditionnel discours du trône, il ne cite pas le nom de Ben Barka. De même, le 1^{er} juillet à l’occasion de la cérémonie de la Fête du Mouloud au Palais du Ryad. Toutefois, à l’approche du procès, finalement fixé au début septembre 1966, Hassan II va reprendre sa diatribe contre le Général. Celle-ci ne sera révélée par *Le Figaro* que le 28 octobre 1966 sous le titre : *Violente attaque d’Hassan II contre de Gaulle*. Il s’agit en fait d’un extrait de l’interview donné par Hassan II à Danielle Hunebelle en août, paru seulement dans la revue *Réalités* en novembre : « Deux dangers, dit notamment le roi, menacent un chef d’État : dépasser la limite d’âge ou bien être aveuglé par des querelles personnelles (...). La situation est grave, or on pouvait fort bien ne pas en arriver là »²²⁰. Après avoir accusé le président de la République d’avoir violé les conventions franco-marocaines, il conclut : « On nous a placés devant un dilemme : comme de Gaulle a statué avant la justice, ou bien la justice désavouait de Gaulle, ou bien nos rapports allaient être détériorés pour une très longue période (...). Personnellement, cela m’ennuierait énormément d’apprendre l’anglais (que je parle mal) ou l’allemand, mais nous en sommes arrivés là »²²¹.

217. « Le Président de la République française a mis en cause, en des termes qui ne prêtent plus à équivoque, le gouvernement marocain au sujet du rapt criminel dont a été victime notre frère Ben Barka (...) De ce fait, la crise des rapports entre nos pays atteint aujourd’hui un degré de gravité sans précédent (...) Le peuple marocain, toutes les élites, exigent que toute la vérité éclate dans tous les aspects qu’elle peut présenter (...) ».

218. « Relever le défi (...) Nos responsables, qui n’ont pas encore réagi (...) sont maintenant au pied du mur. Ils doivent relever le défi en exigeant du partenaire français qu’il fasse la preuve de ses accusations (...) Le gouvernement est désormais placé devant ses réalités historiques. Rien ne doit arrêter sur le chemin de la vérité qu’il se doit de faire éclater pour laver le pays de tout soupçon et sauvegarder son prestige international ».

219. Refusant toujours de prendre position sur le fond de l’affaire, il accuse Paris de ne pas avoir respecté les accords de procédure judiciaire passés entre la France et le Maroc. Pour bien montrer sa détermination, il confirme le général Oufkir dans ses fonctions, lors d’un mini remaniement ministériel. Il semble, malgré tout, faire un effort pour une éventuelle reprise de dialogue, en nommant ministre des Affaires étrangères, son beau-frère, Mohammed Cherkaoui, ancien ambassadeur à Paris.

220. Dans un interview à un journal suisse, Réda Guédira, ministre marocain des Affaires étrangères, qualifiera ces dires du Roi de « gaffe monumentale ».

221. De fait, la normalisation des relations diplomatiques n’interviendra que fin décembre 1969, après une déclaration de Pompidou sur le rétablissement de toutes les relations traditionnelles de la France en Afrique du Nord.

Le rôle douteux du représentant de l'UNFP à Paris

Courant juillet, je suis de passage à Paris. Je rencontre mes confrères, constitués par l'épouse de Ben Barka, Ghita Bennani, et le représentant de l'UNFP, Mohammed Tahri. Je suis un peu mis en garde contre lui par notre consœur Michèle Beauvillard. Elle m'a laissé entendre qu'il est fréquemment reçu à Matignon et que sa deuxième épouse, une fort belle israélite marocaine me dit-elle, est une grande amie de Madame Pompidou... Je ne m'attendais pas, pour autant, à une intervention de la part de Tahri essayant de me dissuader de venir plaider aux Assises ! Et ses dires ne me semblent pas une manière très amicale de me conseiller de ne pas prendre de trop grands risques pour la suite de ma carrière à Rabat. Je m'interroge. Est-ce une requête indirecte inspirée par mes confrères parisiens ? J'écarte vite pareil soupçon, même si pendant le cours du procès, j'aurai quelques difficultés avec eux. Sa ferme prise de position me choque : de tous les avocats de la partie civile, je suis le seul à bien connaître la politique intérieure marocaine depuis l'indépendance, la toile de fond – le « fil rouge » – du crime soumis à l'examen de la Cour d'Assises de Paris. N'est-ce pas une volonté délibérée de sa part de ne pas voir dénoncée à la barre cette politique ? Serait-il poussé par quelque personnalité française ou marocaine ? Autre fait : bien après le premier procès, Tahri nous révélera qu'à son arrivée chez Jo Ohanna, le 29 octobre au matin, Ben Barka y avait rencontré une certaine Marcelle R., juive d'origine marocaine²²², qui avait rapidement gagné les États-Unis ! Comment expliquer qu'il ne l'ait pas indiqué plus tôt à mes confrères parisiens pour qu'ils obtiennent son témoignage ?

La partie civile ne participera pas au deuxième procès au printemps 1967 : Tahri a-t-il joué un rôle dans la décision de retrait ? Je n'en sais rien. En revanche, à ma grande stupéfaction, je constaterai quelques années après, que, revenu en toute tranquillité au Maroc, Tahri a été doté par le roi d'un poste ministériel au printemps 1971 ! Qu'a-t-il donc fait de si « valeureux » pour rentrer dans les grâces d'Hassan II – un homme qui pardonnait difficilement – et obtenir cette étonnante promotion, moins de six ans après la « disparition » de son ami Mehdi Ben Barka ? Qu'en ont alors pensé ses camarades de l'UNFP ?

Sans faire plus ample commentaire, je ne peux m'empêcher de citer ici Hassan II lui-même : « Ne me parlez pas de nos étudiants parisiens : tous des communistes (ce fut le cas de Tahri, *ndla*). Mais lorsqu'ils rentrent ici je leur donne des postes bien payés : alors vous n'entendez

222. Des écoutes du SDECE révélèrent par la suite qu'elle était la maîtresse d'un des principaux ministres français de l'époque !

plus parler d'eux. Ils ne pensent qu'à gagner de l'argent »²²³. Comme je suis d'accord, pour une fois, avec Hassan II ! Combien j'ai vu d'anciens militants de gauche ou prétendus tels, hélas, ces quarante quatre dernières années, au minimum « se ranger des voitures », mais, le plus souvent, passer de l'autre côté de la barre...²²⁴

Elie Tordjmann a-t-il joué un rôle ?

Riche commerçant israélite marocain, domicilié habituellement à Casablanca, grand ami et financier d'Oufkir, voire d'Hassan II, Elie Tordjman a bien fait l'objet d'une enquête dans les jours qui ont suivi la disparition de Ben Barka, mais, fait très étrange, n'a pas fait, par la suite, l'objet de poursuites²²⁵. Pourtant l'examen de la liste des coups de fil qu'il a donnés du Grand Hôtel Doré (Paris 2^e) où il logeait, avant et après le rapt, est plus que troublant : 14 et 15 octobre, deux appels chez Boucheseiche ; les 15, 16, 19, 23, 29 à 18 h 55 ; les 30, 31 octobre, 1^{er} et 3 novembre, des appels à Orly ou chez Lopez ; les 23, 28, 1^{er} et 2 novembre chez Lentz, où habitait El Mahi ; et même, le 19 octobre à Souchon ! Sans compter les appels adressés au Maroc, à Fès, Rabat ou Casablanca.

D'après El Mahi, Tordjman se rendait chaque année en Israël. Il a d'ailleurs servi d'intermédiaire entre ce pays et le Maroc pour aider au départ des juifs marocains, moyennant finance.

A-t-il aussi joué un rôle d'intermédiaire entre les Marocains et le SDECE par l'intermédiaire de Lopez dans la présente affaire ? N'est-ce pas la raison pour laquelle nul ne l'a inquiété ?

223. Entretien avec Simone Lacouture, en 1963 ou 1964, rapporté sous le titre « Hassan du Maroc » dans *L'Événement*, octobre 1966.

224. « La disparition de Ben Barka a porté un coup décisif au mouvement révolutionnaire. Hassan II a coupé la tête de son opposition, il n'a plus qu'à attendre que les morceaux les plus putréfiés retournent leur veste. Que d'amis, de collaborateurs de Ben Barka, cèdent alors au chant des sirènes... » Raouf Oufkir, op. cité, page 205.

225. Dès le 2 novembre, le juge Zollinger a prié le Cre Bouvier de fournir tout renseignement sur cette personnalité marocaine, de passage à Paris du 22 juillet au 5 août, puis du 18 août au 2 septembre, puis du 13 octobre au 5 novembre. Mais, il est reparti ce jour-là précipitamment pour le Maroc, sans être le moins du monde inquiété par la police française...

La fin de l'instruction

Le 21 mars, mes confrères de la partie civile sollicitent du juge Zollinger l'accomplissement de nouveaux actes d'information. Rappelant la présence à Paris d'Abdelhaq Achaachi, de l'infirmier El Houssaini, des gouverneurs Larbi Chelouati et Abdeslam Sefroui – présents à la résidence Niel le 25 octobre, quand plusieurs des principaux acteurs du drame s'y sont retrouvés –, des séjours à Paris du nommé Elie Tordjman, ils demandent au juge d'adresser une CRI aux autorités judiciaires marocaines pour les inviter à recueillir les témoignages de ces messieurs. Leur requête n'est pas prise en considération par le juge Zollinger. Et pourtant ? Le dossier est transmis au parquet pour le réquisitoire définitif. L'ordonnance du juge, qui suit, est frappée d'appel par la partie civile et le procureur général. Le 27 avril, la Chambre d'accusation décide un supplément d'information, mais d'un mois seulement ! Dérisoire ! Elle ordonne, « de faire rechercher l'état civil de El Houssani et Achaachi, le premier, en raison de ses contacts avec Lopez, Dubail, Le Ny et Palisse, dans la journée du 30 octobre et de sa présence à Fontenay, où il a accompagné Dlimi ; le second, du fait que selon le témoignage du Cre. Caille, il aurait participé à la garde de Ben Barka à Ormoy dans la cave de Lopez (...) ». En revanche, malgré la précision des conclusions des avocats de la partie civile, aucune décision n'est prise à l'encontre de Torjmann et des Gouverneurs. On peut a priori se demander pourquoi. De toute façon, le juge Zollinger n'a pas le temps de faire plus et les deux Marocains précités ne sont pas inculpés... Finalement intervient le 8 juin l'arrêt de renvoi du dossier devant la Cour d'assises de la Seine, après un pourvoi en cassation rejeté.

L'instruction de l'affaire n'a pas été bâclée par le juge Zollinger. Il me paraît avoir fait en conscience ce qui lui était possible, encore qu'il ait négligé trop d'investigations. Mais, dès l'origine, le dossier transmis par le commissaire Bouvier avait de graves lacunes. Ainsi, ce n'est que le 14 janvier 1966 que Lopez donnait au juge certaines informations complémentaires et Souchon le 1^{er} février ! Autre difficulté : le 25 novembre, la Cour de cassation, ayant constaté l'implication de deux policiers, avait décidé que la Brigade criminelle serait dessaisie. Désormais le juge dut continuer seul ses investigations. Plus d'aide du côté de l'Intérieur ! Il n'en eut guère plus du côté du ministère des Armées, se heurtant au sacro-saint « secret de la défense nationale » ! Le plus grave, jamais Zollinger ne put exercer ses fonctions avec une totale indépendance. Il fut contrarié dans sa tâche par tous les organismes impliqués, y compris le ministre de la justice, Jean Foyer ou celui de l'Intérieur, Frey, même après que de Gaulle ait donné des instructions pour que tout soit fait pour

faciliter sa tâche. Surtout l'instruction, malgré les démarches des confrères, a été effectuée dans un délai beaucoup trop court pour dégager toutes les mailles du filet²²⁶. Six mois seulement – alors que toute affaire criminelle voit l'instruction se prolonger pendant deux années, voire plus²²⁷ ! De Gaulle était exigeant. Il voulait que justice soit faite, sans tarder. Quelle justice ? C'est là tout le problème²²⁸.

226. Interrogé des années après, Louis Zollinger répondit sans détour : « Je ne pouvais plus rien ajouter. Toutes les portes étaient fermées, tous les verrous poussés. » – (Lors de l'émission de Charles Villeneuve à M 6, *Le glaive et la balance*, sous le titre : « *Justice et politique* » le 21 mars 1990).

227. Un de mes anciens clients à Rabat, Bob Denard, a été renvoyé devant les Assises de Paris, début 2006, pour l'arrestation et la séquestration arbitraire du Président de l'ancienne République des Comores, lors d'une tentative de coup d'État en septembre... 1995 !

228. Le dossier du juge fut d'autant plus rapidement clos qu'il était visible que le pouvoir avait hâte d'en finir « avec un dossier plus volumineux que lumineux ». Journal suisse *La liberté Fribourg* du 4 avril 1966.

5

Les procès

LE PROCÈS DE 1966²²⁹

Il s'ouvre le 5 septembre. Il durera dix-sept semaines, interrompu par l'arrivée de Dlimi. Six accusés sont présents dans le box²³⁰. Les sept, absents, sont jugés par contumace²³¹. Aux côtés d'Abdelkader, le frère de Ben Barka, cinq confrères représentent son épouse²³². Moi-même, arrivé la veille de Rabat, je représente la mère du leader marocain. Deux cents témoins seront entendus !

Dans une déclaration au *Monde*, A. Bouabid précise : « Nous attendons que la justice française fasse la lumière sur toutes les zones d'ombre de façon que la vérité éclate (...) tant sur les instigateurs et exécutants du complot que sur le sort qu'a finalement subi Mehdi Ben Barka »²³³.

Mes premières impressions

Je découvre la très belle salle de la cour d'assises de la Seine, les magistrats dont le président, Jean Pérez, le public, les dizaines de journalistes français et étrangers présents. Parmi eux, je suis très étonné de retrouver une ancienne secrétaire de mon père²³⁴, Simone Lebrun, représentant l'agence *United Press*. Je fais connaissance des accusés et de leurs

229. Dit de « l'affaire Ben Barka », du nom de la victime et non de ses ravisseurs, les accusés, ce qui est inhabituel en matière criminelle.

230. Lopez – Souchon – Voitot – Bernier – El Mahi – Le Roy Finville. Les premiers, accusés « d'arrestation illégale et de séquestration » ; Finville de « non dénonciation de crime ».

231. Oufkir – Dlimi – Chtouki – Boucheseiche – Dubail – Le Ny – Palisse.

232. L'ancien bâtonnier de Paris, Me René-William Thorp, chef de file des parties civiles ; Me Michel Bruguier, la cheville ouvrière du dossier ; Me Pierre Stibbe, l'une des figures de gauche les plus connues du Palais ; Me Germaine Sénéchal, la « Floriot » féminin ; Me Michèle Beauvillard, la défenderesse des militants du FLN accusés en leur temps.

233. Le 8 septembre 1966.

234. A la revue *Confluent*.

conseils²³⁵. Dès les premiers jours, l'ambiance feutrée des audiences me surprend. Elle émane tant de la manière d'être du président – « chatteries aux grands, félineries aux faibles » écrira Maurice Clavel²³⁶ – que de certains confrères de la défense, voire à mes côtés de ceux de la partie civile ! Habitué à moins de déférence au Maroc devant une Cour de Justice ou un Tribunal (statuant en matière politique), j'éprouve un sentiment de gêne. Totalement libre de m'exprimer à Rabat, ce trop de complaisance – voire de courbettes – me crispe ! Dans quel monde suis-je tombé ? Nous sommes, me semble-t-il, dans un gentil procès parisien de droit commun, non « dans un procès essentiellement politique, après l'un des crimes policiers les plus révoltants de l'histoire contemporaine », comme l'a écrit à la veille du procès Bernard Sommet dans *Témoignage chrétien*²³⁷.

Aux suspensions d'audience, lors de mes premiers contacts avec les journalistes et les confrères, je m'aperçois qu'ils ne connaissent guère la situation politique marocaine, notamment répressive ! Par ailleurs, avant la « disparition » de Ben Barka, si certains n'ignoraient pas le nom du souverain, Hassan II, ils n'avaient jamais entendu parler d'Oufkir, a fortiori de Dlimi. La plupart, au demeurant, méconnaissaient aussi le rôle du leader marocain dans le monde, voire même son nom, connu seulement de quelques spécialistes ! Ce qui m'était confirmé par l'un de mes confrères à mes côtés, G. Sénéchal, gaulliste, pourtant l'une des plus brillantes et qualifiées avocates du barreau parisien²³⁸. Je serai par la suite moins étonné quand le metteur en scène Franju dira la même chose : « Je ne savais pas qui était Ben Barka »²³⁹.

Devant ce qui représente des carences malheureuses de l'instruction, des incidents ne vont pas manquer. D'autant que si celle-ci trop brève s'est faite dans de mauvaises conditions, tout va être mis en œuvre par le président Pérez – qui connaît bien par ailleurs son dossier – pour cadenasser les débats. Sans doute se conforme-t-il ainsi aux « suggestions » (injonctions ?) du garde des Sceaux, Jean Foyer, qui a dû lui rappeler la

235. MMe Floriot, Cousin, Tixier-Vignancour, Biaggi, Hayot, G. Neveu, les époux Gorny, Jaffre, Maggiani, etc.

236. *Le Nouvel Observateur* du 30 mars 1970.

237. Georges Menaut écrira, avec raison, dans un n° de *Match* d'octobre 1966 : « Il y a des moments où on n'a plus l'impression d'être aux Assises et dans un procès que le monde regarde, mais en correctionnelle : sieur Bertrand contre dame Michu. »

238. Qui m'a dit qu'avant sa constitution par la famille, elle n'avait jamais entendu parler de Ben Barka !

239. Combien sera vrai, dès lors, la remarque finale de Michèle Beauvillard dans sa plaidoirie : « ... Je dis qu'il est regrettable que beaucoup de gens n'aient connu l'existence de Ben Barka, ce leader du Maroc et du Tiers-Monde, qu'à propos de son enlèvement. Je dis, en effet, que nous sommes enfermés, aussi bien dans cette Cour d'assises qu'en France ; absolument désintéressés à l'égard de tout ce qui se passe de dramatique et de vivant par ailleurs ! »

position du Général : « Du côté français, rien que de vulgaire et de subalterne ». Et, du Premier ministre Pompidou : « Du côté marocain, pas trop de vagues »²⁴⁰. Des instructions avaient été données à la Cour pour éviter des attaques pouvant heurter le roi ou permettre sa personne en cause. Une note du représentant de la France à Rabat est très significative : « Hassan II est conscient du fait que nous avons parfaitement honoré les engagements que nous avons pris : le Président de la Cour avait arrêté les avocats lorsque ceux-ci tentaient de faire dévier les débats sur les affaires intérieures marocaines et jusqu'à présent, on ne pouvait dire en aucune manière que le procès tournait au procès du Roi et du régime »²⁴¹. Avant que je ne plaide, certes !

Philippe Bernier ne cesse de s'agiter, de couper les uns ou les autres, de s'écrier, sans que le Président lui ait donné la parole. Il va jusqu'à qualifier le cérémonial judiciaire classique d'une Cour d'assises de « cirque », dans le cas d'espèce ! Je n'irai pas jusque-là. Cependant, les silences des uns ; les demi vérités ; les déclarations changeantes d'Antoine Lopez ; le chantage de Le Roy-Finville, affirmant qu'il est décidé à « parler », mais qui ne parlera pas ! ; les fausses ou incomplètes auditions des hauts fonctionnaires de police, Caille, Someveille ; les négations de Lemarchand ; les astuces d'un Tixier-Vignancourt, conseil de Lopez, virulent anti-gaulliste, etc. me laissent l'impression d'un faux vrai débat. Devant les contradictions des témoins, leur faux témoignage ; les dires – pour ne rien dire – de certains ; les très nombreuses digressions loin de la réalité de l'affaire, le président Pérez lui-même s'écrie-t-il souvent : « Nous ne sommes pas au théâtre ! ». Mais pour autant, très formaliste, il n'accepte pas que les avocats s'éloignent, selon lui, « des lignes du dossier de l'instruction ». Surtout, reprend-t-il sans cesse : pas de politique intérieure française dans le prétoire, a fortiori étrangère ! Pas de critique à l'égard des services de police... Tous les présents ont retenu la célèbre phrase du président Pérez : « La question ne sera pas posée »²⁴².

240. Ancien juge d'instruction, Jean Pérez avait été notamment chargé à titre intérimaire de l'enquête sur l'assassinat à Casablanca de M. Lemaigre-Dubrenil. Malgré le rejet de la demande de liberté provisoire des prévenus par la Chambre d'accusation, il les fit relâcher, ce qui leur permit de disparaître. (cf. Pierre July, ancien ministre, *Une République pour un Roi*, pages 121 et 122)

241. Lettre du 23 septembre 1966. *Archives de l'ambassade de France au Maroc* à Nantes.
 242. Le président du Conseil économique et social, Emile Roche, écrit le 16 décembre 1970 à Daniel Guérin : « Je ne perdrai jamais le souvenir de Mehdi Ben Barka, que j'ai bien connu et avant son élection à la présidence de l'Assemblée marocaine et durant celle-ci et, encore, lorsqu'il était en exil en France. C'est à ce moment, là, que j'ai eu le plus de plaisir à l'accueillir sur notre sol, dont je lui disais qu'il avait toujours été et demeurerait une terre d'asile ! Mme E. Roche et ma fille ont assisté aux débats devant la Cour d'Assises... Elles n'ont jamais manqué de sortir révoltées de chacune des séances, où tant de questions devaient, paraît-il, « ne pas être posées ».

J'ai été amené, comme tous les confrères, à poser des questions, toujours par l'intermédiaire du président, comme il est de règle en France. Je cite quelques exemples :

À El Mahi (lors de son interrogatoire d'identité, après m'être élevé contre sa qualité « d'étudiant », lui, commissaire de police !) :

– Voulez-vous dire à la Cour si, oui ou non, vous m'avez reçu au ministère de l'Intérieur à Rabat, en lieu et place du général Oufkir ?

– M^e Buttin, êtes-vous témoin ou avocat ? La question ne sera pas posée, coupe le président.

– Mais, c'est l'exacte vérité, répond El Mahi se levant brusquement !

Les interrogatoires d'identité des accusés terminés, le dossier est instruit au fond. Après mes confrères, j'interroge à mon tour les accusés. Je m'adresse à El Mahi d'abord :

– Pour nous, la question est de savoir qui est Chtouki – qui me paraît la charnière du dossier – et quand je dis pour nous, c'est essentiellement pour ma cliente qui, de Rabat s'est étonnée et s'étonne toujours, qu'on n'ait pas pu, à ce jour, trouver qui était Chtouki.

– Ce sont des appréciations. Je voudrais que vous posiez votre question, coupe le président...

À Le Roy Finville :

– M. Le Roy a eu son service informé par Lopez. A-t-il su que Lopez travaillait en liaison avec M. Chtouki ?

– Absolument pas.

– M. Le Roy connaît parfaitement l'organisation du SDECE... Peut-il nous dire si, Lopez travaillant avec M. Chtouki, s'informant auprès de lui, il n'était pas normal qu'une fiche soit dressée à son nom ?

– Je suis incapable de répondre. La première fois²⁴³ que j'ai entendu parler de Chtouki, c'était dans ce rapport du SDECE. Ce jour-là, il a été établi une fiche vraisemblablement, c'est tout ce que je sais.

À Bernier :

– Je voudrais savoir si M. Bernier, notamment après la seconde entrevue avec Chtouki qui l'avait informé qu'il se préparait quelque chose contre le président Ben Barka, a cherché à connaître l'identité de son interlocuteur qui se présentait comme quelqu'un venant au nom du Palais royal ?

– Le seul moyen dont je disposais était l'ambassade du Maroc, il m'a été répondu qu'il y était inconnu.

– M. Bernier nous a dit être un grand ami de Mehdi Ben Barka. J'aimerais savoir, lorsque quelqu'un se présente en disant que ce grand ami est en danger, si l'on ne va pas rechercher à savoir auprès des amis et auprès de tout le monde qui est Chtouki ?

243. Un mensonge de plus !

– Mes moyens d’investigation sont plus limités que ceux de n’importe quelle police française... Le SDECE était bien mieux placé que moi pour chercher à savoir de qui il s’agissait....

À Lopez :

– Lopez connaît parfaitement Chtouki, comme il a parfaitement connu Dlimi et le général Oufkir. Est-ce que Lopez a cherché à savoir qui était Chtouki ?

– C’est la 5^e ou 6^e fois qu’on le demande depuis hier, on vous le redemande, coupe le président, répondez, sinon on vous le demandera une septième fois...

– J’avais une copie de sa fiche au département. Il était chargé de mission du gouvernement marocain. Cela figure dans la fiche.

– Lopez sait qu’il était obligatoire pour les ouvriers nord-africains de présenter une photo d’identité en arrivant en France ou de se faire photographier. Est-ce qu’il n’a jamais été pris de photographie de Chtouki ?

– Je n’ai pas photographié M. Chtouki.

– Pense-t-il que M. Chtouki ait pu être photographié par un service quelconque ?

– Je ne sais si un photographe ambulant l’a photographié. (Rires dans la salle)

– Merci ! C’est une question qui a peut-être l’air grotesque, mais j’en souligne l’importance, parce que vis-à-vis de nous, au Maroc, ce qui paraît grotesque, c’est que la police française n’ait pu identifier Chtouki.

– Je vous prie de ne pas porter d’appréciations sur la police française, coupe le président !

– Dès l’époque, El Mahi connaissait Chtouki. C’est donc une personne qui existe.

– Nous n’en doutons pas ! coupe le président.

– D’aucuns en doutent à Rabat. C’est important parce que le procès est aussi important à Rabat qu’ici.

– Il est jugé ici, coupe le président :.

– El Mahi connaît Chtouki. Le connaît-il sous ce seul nom ?

– Je l’ai connu comme commissaire de police. Il s’appelait Chtouki Miloud.

– C’est la seule identité connue de Chtouki ?

– C’est la seule que semble connaître l’accusé, coupe le président...

– El Mahi connaît bien Dlimi. Quel était son rôle à la DGSN à Rabat ?

– Je crois que M. Dlimi, dont le cas a été disjoint, était directeur de la Sûreté nationale au Maroc, coupe le président.

– À l’heure actuelle, mais quel était son rôle à l’époque ?

– Quel est le rapport avec les faits ? coupe le président.

– Il s’agit d’en venir à ceux qui ont enlevé Ben Barka, aux brigades spéciales.

- Comment le savez-vous ? Comment avez-vous eu ce renseignement ? coupe le président.
- C’est dans le dossier. Chtouki en faisait partie.
- D’où sortez-vous ces renseignements, donnez-nous vos références...
- Je demande à El Mahi ce que faisait à l’époque Dlimi à la Sûreté, où il n’était pas alors directeur. C’était le général Oufkir, à l’époque colonel.
- Quel est l’intérêt de cette question ? coupe encore le président.
- L’intérêt de savoir ce que Dlimi dirigeait comme service.
- El Mahi : Lorsque j’ai pris mon service chez le général Oufkir en 1960, Dlimi était alors son secrétaire particulier. Un an après, il a été affecté, au grade de commissaire divisionnaire, et il dirigeait ce fameux CAB 1 dont j’ai parlé.
- El Mahi sait que M. Dlimi était le chef des brigades spéciales au Maroc. Peut-il nous dire – ceci a tout de même un rapport avec le dossier, je pense, Monsieur le Président – si les brigades spéciales ont ou non participé au Maroc à de nombreux enlèvements ?
- Vous n’êtes pas obligé de répondre à cette question.
- Il s’agit de différentes affaires qui nous conduisent directement à celle-ci.
- Mais qui ne sont pas celle-ci, coupe le président.
- Mais qui nous conduisent à celle-ci. La politique marocaine est une !
- C’est la politique intérieure d’un pays étranger ! s’étrangle le président.
- Il s’agit d’un leader étranger enlevé en plein Paris par la même équipe.
- Cette question ne sera pas posée. Ensuite ? réplique le président.
- J’avais une autre question qui ne sera sans doute pas posée non plus... Est-ce que M. El Mahi connaissait à Rabat, la villa spéciale des brigades spéciales, la villa Mokri.
- Pas cette question ! coupe le président.
- Nous ne pouvons pas poser de questions qui tout de même intéressent directement l’affaire ?
- Je vous dis que ce sont des questions qui intéressent un pays étranger !
- Qui intéressent directement le cas de Mehdi Ben Barka... Alors je n’ai plus de questions à poser²⁴⁴.

Toutes mes questions aux accusés ont tourné, bien sûr, autour de la politique marocaine. Pour aborder ce sujet capital, comment en aurait-il pu être autrement ? Un bel après-midi, excité par les refus du président Pérez, j’éclate : « Sommes-nous en présence d’une affaire de concierge ou d’un procès mettant directement en cause le pouvoir marocain ? Comment refuser d’examiner le problème ainsi, si l’on veut que justice soit faite « avec la plus grande rigueur et la plus grande diligence » pour

244. Extraits de l’audience du 7 septembre. *Sténographie* prise à la requête des parties civiles au Cabinet Bluet, 23 quai Saint Michel 75005 Paris

reprendre la réponse du général de Gaulle à la mère de la victime ? »²⁴⁵

Ma manière de poser brutalement les questions, inhabituelle à Paris semble-t-il, ne déplaît pas qu'au président Perez. Egalement aux avocats de la défense, voire à mes propres confrères de la partie civile ! Les journalistes s'interrogent : – Quel est donc ce jeune avocat – j'avais alors 37 ans – qui nous vient du Maroc ? Pour qui se prend-t-il ?²⁴⁶ J'ai la chance d'avoir parmi eux Simone Lebrun. Elle les rassure. Elle leur rapporte les « combats politiques » que j'ai menés à la barre au Maroc, avant et depuis l'indépendance. Elle leur ajoute, « Sachez aussi que c'est le fils du bâtonnier Paul Buttin, qui fut l'avocat de Pierre Pucheu à Alger en 1944 ». À cette évocation, Tixier-Vignancour et autres défenseurs des accusés changent de ton. Me voilà considéré ! Et avant chaque nouvelle audience, j'ai droit à leurs salutations...

Les témoins de l'accusation

Le président de la Cour épargne sans conteste Lemarchand ! De son côté, le Cre. Caille est autorisé à ne point révéler le nom de ses informateurs, à la grande satisfaction de tous les policiers.

De nombreux hauts fonctionnaires cités par le Parquet général se succèdent à la barre. Ils n'aident en rien à l'approche de la vérité. Et après leur passage, tout le monde s'accorde à reconnaître le contraire ! Le rôle de Lopez et de Le Roy-Finville ? Les carences des divers services de police, qui ont permis à Lopez, aux truands et aux agents des services spéciaux marocains de mener à bien l'enlèvement de Ben Barka, sans rencontrer d'obstacle, hormis l'étudiant El Azemouri ? Rien n'est tranché. Aucune sérieuse indication non plus pour expliquer la tranquille « évaporation » dans la nature des ravisseurs marocains et des truands, leurs complices ! Après des semaines d'audience, le procès a tourné à la mascarade. Aux questions des parties civiles – tout particulièrement de Me Bruguière – les réponses sont plus que souvent : « secrets de la police », « secrets diploma-

245. Y a-t-il donc deux justices, interroge Daniel Guérin dans *Combat*, comme il y a deux pouvoirs, l'une à l'Elysée, rigoureuse, l'autre à Matignon, boiteuse et tortueuse, qui se préoccupe surtout d'atténuer, de camoufler, d'entraver.

246. Mes prises de position indisposent. Je suis harcelé, tous les matins, par des coups de téléphone anonymes, ne me menaçant pas directement, mais « me conseillant avec le plus grand sérieux » (sic !) de ne plus me rendre au palais car je risque de graves ennuis en cours de route, en prenant le métro ou l'autobus... Sont-ce les services spéciaux français ou les services marocains qui s'amuse à me faire peur ?

tiques », « secrets de la défense nationale », presque encouragées par le président Pérez, « dans l'intérêt de l'État français » dicit !²⁴⁷

Les témoins de la partie civile

Avant leur intervention, le président de la Cour rappelle à nouveau qu'il ne tolérera pas que l'on aborde des problèmes politiques se rapportant à des pays étrangers, laissant comprendre qu'il s'agissait du Maroc, bien sûr !

De nombreux amis de Ben Barka, hommes ou femmes, personnalités politiques, camarades de combat, cités par la partie civile, venus de France ou de l'étranger – Maroc, Egypte, Algérie, Cuba... – témoignent de l'homme, de la grandeur du leader disparu²⁴⁸. D'autres témoins abordent l'affaire – malgré les recommandations du président – sous un angle politique²⁴⁹.

Je suis pour ma part chargé de présenter les divers témoins marocains cités à la barre. Rachid Skiredj²⁵⁰ déclare notamment : « Mehdi Ben Barka a toujours été l'objet d'une attention particulière de la part des services de la sécurité marocaine. On l'a toujours présenté comme un élément dangereux, qu'il fallait absolument combattre et par tous les moyens. »

Au tour d'Abderrahman Youssoufi que je présente à la Cour²⁵¹.

247. *Minute* du 17 janvier 1970 résumera, quelques années après, le climat du procès en ces termes : « procès de muets jugés par des sourds » ! Peut-on oublier que, quelques jours après le début du procès, le grand reporter Frédéric Pottecher se voit « interdit de télévision », et ne peut continuer à s'exprimer que sur une radio indépendante, RTL ? Les difficultés de progresser sont aussi entravées chaque jour, par la présence à la barre d'avocats d'extrême droite, Tixier-Vignancourt et Biaggi, davantage préoccupés de porter des coups au régime gaulliste.

248. Jacques Berque, professeur au collège de France : « Le Maroc a perdu en lui un grand patriote, le Tiers Monde un homme d'État. Moi, j'ai perdu un compagnon et la France a perdu un ami. » Régis Blachère, professeur en Sorbonne : « Il est certain que la disparition de cet homme crée pour nous autres, qui sommes sûrs qu'il y aura des lendemains où la France et le Maroc se retrouveront, un vide qui sera difficile à combler (...) si tant est même qu'on puisse le faire ».

249. L'ancien ministre de l'Intérieur, le gaulliste Emmanuel d'Astier de la Vigerie. Voir infra.

250. Ancien fonctionnaire de la police marocaine qui a servi comme adjoint de Dlimi au CAB 1, avant de s'enfuir pour l'Algérie ayant constaté la politique de répression poursuivie au Maroc. Il raconte aussi à la Cour, la « disparition » dramatique de Mohammed Lahrizi, de sa femme suisse Erika et de leur fillette de trois ans, après un premier enlèvement de Lahrizi à la fin de l'année 1959 à Casablanca, lors du prétendu complot contre Moulay Hassan.

251. « Ancien bâtonnier du barreau de Tanger. L'un des meilleurs militants de l'indépendance de son pays, à partir de cette ville et de la zone espagnole. L'un des agents de liaison entre les nationalistes marocains et ceux d'Algérie. Très vite en désaccord avec le nouveau pouvoir. Un des leaders de l'UNFP aux côtés de Ben Barka. Arrêté dans la souricière de Casablanca, il a été traduit devant le Tribunal criminel siégeant à Rabat, et condamné à deux ans de prison avec sursis pour un complot auquel il n'avait pas participé.

– Je compte que M. Youssoufi déposera sur la personnalité de Mehdi Ben Barka, coupe le président.

– Il me faut éclairer la Cour sur le « contexte politique », et sur le « rendez-vous politique » évoqué aussi bien par les accusés que par certains honorables témoins, réplique A. Youssoufi (...) Le contexte politique a besoin d'être situé dans le contexte politique général des dix dernières années...

– Nous ne pouvons pas nous préoccuper des questions intérieures marocaines, intervient le président Perez.

– Je crois que c'est la nature même de l'acte qui est reproché aux messieurs qui sont dans le box.

– C'est peut-être votre avis mais pas celui de la Cour, coupe le président. C'est une immixtion dans les affaires intérieures marocaines. Je vous demande de ne pas parler des affaires intérieures marocaines...

– Ce que je déclare ici non seulement m'engage, mais aussi engage mes amis qui sont des citoyens otages au Maroc...

– Monsieur, c'est une phrase de trop, je ne peux vous permettre de dire cela, réplique le président.

Le bâtonnier Thorp intervient :

– Nous sommes en plein dans le procès et je vous demande respectueusement, Monsieur le Président, de permettre au témoin de s'engager comme il le fait. Je crois qu'il reste dans le procès judiciaire.

– Je ne puis le tolérer (...) Il est complètement inutile de transformer ce prétoire en une tribune pour l'UNFP, ce que l'on est train de faire.

Je tente d'intervenir à mon tour.

– Me Buttin, vous n'avez pas la parole me crie le président.

– Je vous demande très respectueusement la parole.

– Je ne vous la donne pas...

Youssoufi reprend le cours de son rappel historique et en arrive aux émeutes du 23 mars 1965, « le cœur du sujet » selon son expression :

– Ces événements ont eu comme conséquence, comme vous le savez, une tuerie dans les rues de Casa...

Le président : – Je vous en prie, ça suffit, parlez-nous de Mehdi Ben Barka ou retirez-vous.

Me Bruguier : – La partie civile se retirera aussi.

Et j'eus pour ma part l'honneur de le défendre. Ce n'est pas seulement aujourd'hui en tant qu'ami de Ben Barka qu'il vient témoigner à la barre, mais en tant que leader d'un parti politique qui représente des milliers et des milliers d'adhérents et de sympathisants ! » A. Youssoufi est, à l'époque, l'un des principaux animateurs de l'action judiciaire auprès de la famille Ben Barka et de ses avocats.

Le président : – Je ne peux admettre cela, on nous parle de tueries, d'otages, il s'agit d'un pays étranger auquel nous n'avons rien à demander à ce point de vue là.

J'interviens à mon tour, sans le demander au président, ce qui le rend furieux : – Plus de six cents morts à Casablanca en deux jours de répression, et le témoin ne pourrait évoquer ce massacre ici !

Me Thorp : – Si le témoin ne peut pas s'expliquer sur ces faits, la partie civile ne peut plus faire entendre les témoins et n'a plus sa place à la barre.

Le président : – Nous allons suspendre l'audience et nous réglerons la situation.

Une discussion s'en suit dans la salle attenante, entre le président, les avocats de la partie civile en présence d'Abdelkader Ben Barka et de l'avocat général, Toubas. Celui-ci m'interpelle :

– Me Buttin, vous y allez fort. Croyez-vous que vous allez pouvoir reprendre place dans votre cabinet à Rabat ?

– Monsieur le Procureur général, lorsqu'on défend une cause, on doit le faire jusqu'au bout, quoi qu'il en coûte.

Le président Pérez s'adresse à moi. Il me demande de ne plus poser de questions, de ne plus présenter les témoins, bref de ne plus intervenir ! Je constate que mes confrères – sauf Me Beauvillard – sont d'accord avec lui ! Dans ces conditions, j'envisage de me retirer totalement du procès. Je contacte au dehors A. Youssoufi. Il m'en dissuade,

– Accepte les desiderata du Président. Ce que nous voulons, c'est que tu plaides²⁵².

Un accord se fait finalement sur ces bases. Le président me lance :

– Quelle que soit la violence de votre plaidoirie, je vous promets que la Cour avalera cette couleuvre, et vous écoutera jusqu'au bout, sans vous interrompre !

À la reprise de l'audience, le président est calmé. Il laisse A. Youssoufi reprendre son exposé sur les événements récents, en le priant simplement « de ne pas apporter de qualificatifs, comme tuerie, otage... »²⁵³.

252. Je trouve dans une *fiche au dossier du SDECE* l'étonnant commentaire suivant, en date du 1er octobre 1966 : « Position de Me Buttin : de l'attitude de ses confrères et de ceux qu'il appelle « les Marocains », en fait les dirigeants de l'UNFP à Paris, Me Buttin se demande s'ils ne savent pas certaines choses. Il est persuadé que la gauche marocaine est freinée pour une raison qu'il n'a pu déterminer. Se refusant à jouer les dupes, il était décidé le 28 septembre à se retirer à la faveur d'un incident. Me Buttin a eu le même jour une explication avec les Marocains. Mehdi Alaoui a reconnu que l'affaire était menée mollement. Abderrahman Youssoufi, pour sa part, désire que l'action soit menée avec toute la rigueur nécessaire. »

253. Daniel Guérin écrit quelques jours après dans *Combat* : « Lorsque le 30 septembre, le président Pérez a osé censurer le témoignage du bâtonnier Youssoufi, la partie civile

Après le passage à la barre des derniers témoins de la partie civile, les plaidoiries commencent.

Les plaidoiries – Le réquisitoire

Me W. Thorp a le premier la parole. Il constate, après six semaines de procès, l'impuissance de la justice à établir la vérité dans cette « tragique et ténébreuse affaire, aux doubles responsabilités marocaine et française », pour deux raisons : les verrous mis par les complices français à une instruction complète et le silence obstiné des accusés et des autres personnes vraisemblablement au courant²⁵⁴. Et de conclure, « Il y aura toujours une affaire Ben Barka, tant que le sort réservé à la victime ne sera pas connu ! ».

Ma plaidoirie succède à celle du bâtonnier Thorp. *L'Humanité* du 12 octobre la résume fort bien : « L'intervention de Me Buttin aura tout à la fois la force convaincante d'une plaidoirie, la solidité d'un exposé nourri de faits et la subtilité d'une analyse historique. L'exposé est celui du contexte marocain de l'affaire. L'analyse, celle de la lutte menée par Ben Barka et la répression systématique et féroce exercée par le pouvoir féodal contre les forces populaires, cette répression dont le rapt du 29 octobre ne fut finalement qu'une conséquence et un épisode ».

Sous la plume de « Mermoz » je relève dans Rivarol : « Les quelques Européens qui ont partagé mes activités à Alger, en 1961, savent que je ne suis pas suspect d'indulgence envers les progressistes chrétiens. C'est la raison pour laquelle, je rends hommage... sans complexe à la robuste témérité dont a fait preuve Me Buttin du barreau de Rabat (...) en prononçant un réquisitoire politique contre le général Oufkir et ses méthodes de police ».

François Caviglioli écrit dans *Combat* : « Me Maurice Buttin a fait oeuvre de militant. Une oeuvre sérieuse, documentée, cohérente. Sa plaidoirie se présente comme une analyse de la situation intérieure marocaine

a menacé de se retirer (...) Il ne s'agissait pas d'un chantage. Et c'est pourquoi, soudain apeuré, le président après une courte suspension d'audience, a platement battu en retraite (...) Mais je crois comprendre que la partie civile a désormais perdu toute illusion, le pouvoir de Matignon a prévalu sur celui de l'Elysée (...) La partie civile est revenue pour la forme à la barre. Moralement, elle s'est retirée. Le procès des assassins de Ben Barka peut se poursuivre maintenant sur un autre plan que le judiciaire. L'affaire ne fait que commencer. Le mort aura la vie dure. Le mort aura le dernier mot. »

254. « Autant de verrous mis à des portes dont nous n'avons pas la clef » proclame avec fougue Me Thorp et de mettre en évidence les « secrets de la police », les « secrets diplomatiques », les « secrets de la défense nationale » en s'attaquant au problème mystérieux des « couvertures officielles » dont ont fait état les accusés, qui, pensaient-ils, leur permettaient d'agir impunément. Ce problème n'a cessé de peser sur le procès depuis le début de l'information. Il est évident que si celles-ci étaient identifiées, elles lèveraient bien des secrets qui pèsent sur *l'Affaire*. »

(...). Il dément que M. Ben Barka ait été sur le point de collaborer avec le roi du Maroc le 29 octobre (...). Il a prononcé un véritable réquisitoire contre le général Oufkir et la monarchie marocaine (...). C'est un travail d'historien engagé ».

J. M. Théolleyre, dans *Le Monde* : « L'exposé de Maurice Buttin du barreau de Rabat, d'une remarquable clarté, comportait une chronologie détaillée des dernières années de la politique marocaine, dont l'avocat fut témoin, puisqu'il a plaidé pour des personnes impliquées dans le « complot » de 1963. Me Buttin a su également faire valoir que cet historique présente un rapport direct avec l'actuel procès, car il constitue la trame à ne pas négliger. Au-delà du ministre de l'Intérieur marocain, le général Oufkir, Me Buttin est allé encore plus loin, il a mis en cause le roi du Maroc lui-même »²⁵⁵.

À la fin de ma plaidoirie, qui vit quelques applaudissements du public, le président Pérez lève l'audience et m'appelle en son cabinet :

– Je craignais que vous soyez très violent en la forme. Vous ne l'avez pas été, mais en revanche, oui, au fond. Toutes mes félicitations pour votre brillant plaidoyer. J'ai enfin compris le pourquoi de la « disparition » de Mehdi Ben Barka » !

Plaident par la suite, MMe Beauvillard, qui s'occupe du cas El Mahi ; Stibbe, de Lopez ; Sénéchal, de Bernier. Enfin Bruguier reprend avec une très grande maestria l'ensemble du dossier. Il le connaît parfaitement. Il fait mouche, tant sur la responsabilité de chacun des accusés, que sur celle des États français et marocain en leurs représentants. À bon titre, il n'hésite pas, en me citant, à mettre en cause Hassan II lui-même.

Au Maroc, seuls *L'Opinion* et *Maghreb-information* – non-interdits – publient quelques extraits des plaidoiries empruntées aux agences de presse. Mais, ni l'un, ni l'autre de ces journaux ne citent les passages de ma plaidoirie, ou celle de Me Bruguier, mettant directement en cause le pouvoir marocain et Hassan II. Quant à la presse officielle, la radio, pas un mot...

Le 14 octobre suit l'implacable réquisitoire de l'avocat général Toubas – qui se garde bien cependant de mettre en cause le souverain marocain...

Puis c'est le tour des diverses plaidoiries des avocats de la défense. Le 19 octobre – trente-septième journée d'audience – Me Floriot plaide en dernier pour Souchon. Le verdict devait être rendu par la Cour d'Assises dans les heures qui suivent. Avec, à l'évidence, la condamnation d'Oufkir et de Dlimi...

255. *Paris-Presse l'Intransigeant*, écrit, dès lors : « Me Buttin a pris un grand risque en venant plaider pour la mère de Mehdi Ben Barka. Avocat au Maroc, son intervention risque d'être assez mal vue et sa rentrée à Rabat assez difficile. » Effectivement, je fus interdit de revenir au pays pendant dix-sept années !

*L'arrivée du commandant Dlimi*²⁵⁶

Coup de théâtre, ce 19 octobre : le directeur général de la Sûreté nationale marocaine, Ahmed Dlimi, se présente au Palais de justice et se constitue prisonnier !²⁵⁷ Une véritable comédie policière – avec même des barrages aux abords des aérodromes – a précédé son arrivée... alors qu'il dormait tranquillement dans un bon lit parisien. Il a voyagé dans la nuit du 17 au 18 sous le nom de « M. Ben Mokhtar, commerçant » ! Depuis son débarquement la nouvelle a été soigneusement cachée par ses avocats. Suprême plaisanterie, l'audience de la Cour du 19 octobre a commencé à l'heure prévue, sans qu'aucune information ne soit donnée sur « l'arrivée de Dlimi ». À 16 h, une grande agitation se produit aux grilles du palais. Les chuchotements augmentent dans la salle d'audience, et plus personne n'écoute Me Tixier-Vignancour plaidant la mise en liberté de Lopez. À 16 h 30, une 404 conduite par Me Fr. Gibault franchit les grilles. L'homme qui en descend reconnaît, au premier gendarme qui l'interroge, qu'il est bien Ahmed Dlimi. Pourquoi lui avoir laissé tant de temps depuis son passage à Orly ? Sans doute pour lui permettre d'organiser sa défense. On sait aujourd'hui qu'un arrangement²⁵⁸ a même été passé avec lui avant son départ de Rabat ! Craignait-on qu'il s'exprime brusquement et livre le secret de « couvertures françaises » ? Quoi qu'il en soit, Dlimi, en plein accord avec Hassan II, qui lui a donné l'ordre formel de se taire, joue les innocents²⁵⁹. Son avocat sollicite de la Cour sa mise en liberté provisoire immédiate ! Offusqués, nous décidons avec le représentant de la partie civile de quitter l'audience en signe de protestation. Seule Me Beauvillard, interloquant ses confrères, reste sur place, enthousiasmée, semble-t-il, du « cran » de Dlimi ! Le soir même, Abdelkader Ben Barka décide de lui retirer sa confiance.

256. Au printemps 1967, pour remplacer Dlimi, le commandant Housni Benslimane, âgé de 32 ans, proche du souverain est nommé directeur général adjoint par intérim de la DGSN.

257. Il aurait dû se présenter plus tôt au Palais de justice.

258. Voir infra (au chapitre : Les responsables – Le SDECE).

259. Il a été souvent question de « courage » de Dlimi, venu spontanément, de lui-même, à Paris, pour « sauver l'honneur du navire marocain » – pour paraphraser le général de Gaulle. En fait, sur décision du souverain, lors d'un conseil des ministres, au lendemain de ma plaidoirie. J'en ai été informé par un ami français très proche du Palais royal. L'observateur du roi au procès, Me Abdelkader Benjelloun, ancien bâtonnier de Casablanca, ancien ministre, était rentré précipitamment à Rabat. Le procès, selon lui, venait de prendre une tout autre tournure ; on allait tout droit à la condamnation – par contumace – d'Oufkir et de Dlimi. Il fut donc décidé que celui-ci se présenterait au palais de justice les derniers jours du procès. « J'étais sur place quand Dlimi a quitté le Maroc. Ce n'était pas un coup de tête (...) son départ avait été soigneusement préparé entre le Palais et les autres protagonistes de l'affaire Ben Barka. » Propos du journaliste italien Atilio Gaudio, rapportés dans le numéro spécial du *Crapouillot* sur Ben Barka, page 43.

À Rabat, pour que la comédie soit complète, Hassan II condamne Dlimi à 120 jours d'arrêts de rigueur pour « abandon de poste »... mais, en même temps, le nomme lieutenant-colonel pour la « noblesse » de son geste ! « En joueur avisé le pouvoir marocain sacrifia une pièce importante de son jeu, le troisième pilier du régime »²⁶⁰. Certes, le roi a perdu une bataille de procédure, mais il n'a pas perdu la guerre. Il a gagné du temps et peut toujours espérer vaincre sur le fond. De fait, le président Pérez ordonne l'ajournement du procès et un supplément d'information.

Les nouveaux mois d'instruction

Le président s'est confié la tâche d'instruire lui-même le cas Dlimi. Il l'interroge une première fois au fond le 5 décembre, en présence de ses six avocats²⁶¹.

Après la déclaration de sa venue à Paris « de sa seule volonté », et la proclamation « de son innocence », Dlimi n'hésite pas à préciser qu'il n'est « pas resté insensible à la disparition de Mehdi Ben Barka qu'il déplore bien sincèrement » (sic !). Il ajoute qu'il « se défendra contre les accusations ignominieuses dites ou écrites contre son pays et lui-même. Il connaissait certes Lopez, mais à « aucun moment » il n'a reçu du général Oufkir l'ordre de monter une tentative d'approche, réalisée par une équipe spéciale. Au demeurant, il n'a jamais eu sous ses ordres le nommé Chtouki dont il ignore jusqu'à l'existence (sic !). Il était bien à Paris le 30 octobre, mais simplement de passage, rappelé d'Alger où il préparait le voyage du roi, aucun avion ne lui permettant le retour direct au Maroc. Accueilli par Lopez – qui lui a appris l'arrivée du général Oufkir à 17 h – il a bien accepté de l'accompagner faire une course près d'Orly. Il s'est bien rendu d'abord dans un café restaurant, d'où Lopez est ressorti avec un groupe de personnes qu'il ne connaissait pas, puis au garage où Lopez a repris possession de sa Mercedes. Mais, par la suite, il a retrouvé le capitaine Kadiri, venu l'attendre à Orly, qui l'a conduit à l'hôtel Adelphi où était descendue son épouse (...). Entre 21 h et 22 h 30, le général Oufkir l'a rejoint. Il lui a demandé de ne partir que le lendemain – et non à 23 h 45 comme prévu – et tous deux sont partis dîner au Simplon. À aucun moment, il n'a été question

260. A. Youssoufi à *L'Événement*, novembre 1966 page 22.

261. MMe Albert Naud, François Gibault, Albert Benatar (ancien bâtonnier de Rabat), Hamiani (ancien avocat, ancien ministre, ancien président de la Cour suprême), Majid Ben Jelloun (ancien procureur général, ancien ministre), et Ben Boujida.

de Ben Barka, dont il ignorait totalement la « disparition ». Par la suite, il a rejoint son épouse et tous deux sont restés au Calvados jusque vers 5 h 30. Il a alors gagné Orly en taxi, où il a retrouvé Lopez qui s'était occupé du billet du général pour Genève et du sien pour Casablanca. Il est reparti par l'avion de 9 h 30 (El Houssaïni, Skali, il ne connaît pas) (...). À Rabat, le roi lui a demandé de retourner à Paris préparer son voyage pour le 11 novembre. C'est pourquoi il a pris contact avec le commandant Laboucheix de l'ambassade de France pour le prévenir du but de son déplacement. Les 2 et 3 novembre, il n'a pas rencontré le général Oufkir et c'est par la presse qu'il a appris l'enlèvement de Ben Barka. Dans la nuit du 3 au 4, vers 2 h 30 du matin, il a bien trouvé El Mahi dans le hall de son hôtel. Celui-ci lui a dit que le général désirait le voir immédiatement, chez M. Belghiti – le conseiller commercial – où il se trouvait. Pendant le trajet, El Mahi lui a demandé de lui avancer de l'argent pour un appartement qu'il louait à Paris. Le général lui ayant fait savoir que le voyage du roi n'aurait pas lieu, il a pu avancer cet argent (10 000 francs) contre un reçu. Finissant la nuit à l'hôtel Adelphi, il a gagné Orly et est reparti à 9 h avec le général au Maroc ».

Ces nouveaux mois d'instruction et de confrontations n'apportent rien de bien nouveau. Il y a lieu de noter tout de même le revirement de Lopez, une fois de plus. Ainsi, le 30 novembre, il a mis presque totalement hors de cause Dlimi – pour se mettre à charger Le Roy-Finville ! Or, jusque-là, Lopez avait, d'une manière délibérée, tenté de compromettre le maximum de Marocains dans l'*Affaire*...

Autre revirement, avec changement d'avocat cette fois : depuis son arrestation El Mahi a confié sa défense à MMe Jaffré et Thierry. Par la suite, les Marocains lui ont « conseillé » aussi Me Rabiah (du barreau de Marrakech). Le 6 février 1966, lors d'une confrontation avec Dlimi, El Mahi maintient ses dires, quant au versement de la somme de 10 000 francs à Palisse. Mais, le 8 février, il écrit au président Perez pour l'informer qu'il déconstitue Me Jaffré ! Cette décision lui permet un changement de « vérité » : la somme reçue de Dlimi n'était plus « pour rémunérer les truands », mais pour le paiement du pas-de-porte de sa location chez Lentz...²⁶² En mars, Lopez continue à charger El Houssaïni, mais plus Dlimi. Celui-ci aurait bien été ramené à Paris le 30 octobre par

262. Me Jaffré m'a raconté – entretien du 1^{er} octobre 2003 – la manière dont les Marocains l'avaient traité : il fut convié à se rendre à Rabat pour y rencontrer Oufkir et Dlimi afin qu'ils « accordent leurs violons » et qu'il fasse revenir son client sur ses déclarations ! Mon confrère, d'une très grande honnêteté, n'était pas homme à manger un tel pain. Il a refusé. Il préférerait se voir déconstitué. Désormais assuraient la défense d'El Mahi, Me Thierry, Me Rabiah et Me Bayssièr, ancien bâtonnier de Rabat, avocat-conseil à l'époque du Palais royal. Qui donc lui avait demandé de se constituer ?

le capitaine Kadiri... Evidemment, Dlimi acquiesce. Quant aux billets d'avion, au départ prévu à 23 h 45 avec Boucheseiche, El Houssaïni et Cohen, Dlimi déclare : « Je ne sais pas ce qui s'est passé. Ce qui est certain, c'est que je ne connais pas El Houssaïni ». (sic !)

Le tragique décès de confrères de la partie civile

Pendant ces semaines d'instruction, trois confrères succombent, brusquement. Me Pierre Stibbe, le 3 février, en pleine audience de la Cour d'assises d'Amiens. Quelques heures plus tard, le 4 février, le bâtonnier William Thorp, à la barre de la 2^e chambre civile du T.G.I. de Paris ! Tous deux ont été terrassés par une crise cardiaque. Le 16 mars, c'est le tour de Me Michel Bruguier, victime d'une hémorragie cérébrale !²⁶³

La rencontre Monteil – de Gaulle

La nouvelle session des Assises est fixée en avril. Quelques jours auparavant²⁶⁴, à la demande de Abderrahim Bouabid, Vincent Monteil est reçu par le Général. Il s'agit de tenter d'obtenir le renvoi du procès pour permettre au nouvel avocat de la partie civile, Me Léo Matarasso, d'avoir le temps d'étudier le très volumineux dossier. J'accompagne Monteil jusqu'à un café proche de l'Elysée. À son retour, il me rapporte,

– « Le procès ne sera pas renvoyé. Il faut en finir, m'a dit le général. Il faut que les vrais coupables, Oufkir et Dlimi, soient condamnés. Le roi, bien entendu, est complice et même l'instigateur du crime »²⁶⁵.

263. Selon moi, tous trois sont décédés épuisés par les semaines de travail, de présence aux audiences, de tension et de passion lors du procès Ben Barka ; les nouvelles heures d'instructions après l'arrivée de Dlimi... surtout, tout en poursuivant en même temps le labeur quotidien de leur cabinet. Grandeur et servitude du beau métier d'avocat, notamment vécu en « individuel ». Le journal *Noir et Blanc* lance une grande enquête sous le titre : « Faut-il croire à la malédiction ? » « Certains n'hésitent pas à l'affirmer. D'autres vont même jusqu'à surveiller – métaphoriquement bien sûr – les pulsions des deux derniers membres du « quinquette » de la partie civile : Me G. Sénéchal et Me Buttin. » J'ai toujours à l'oreille, pour ma part, l'appel d'une consœur de Paris, brisant le silence qui s'était fait au Père-Lachaise autour du cercueil de Me Bruguier : « Buttin, ça va ? ».

264. Le 4 avril 1967.

265. Phrase rappelée par *Le Monde* du 16 septembre 1972

– Attention, ce n'est pas si simple, réplique-je à Monteil, les « désirs » et le verdict du Général ne sont pas forcément ceux des jurés représentant le peuple de France. Ici, nous ne sommes pas aux ordres, comme l'est la justice hassanienne au Maroc ! »

À l'occasion d'une réunion de travail, je révèle les propos de de Gaulle à mes confrères, à Bouabid et au frère de Ben Barka. Et, je ne leur cache pas mes craintes. Bouabid insiste cependant pour que nous sollicitions un renvoi, et, en cas de refus, pour que nous abandonnions la barre. Abdelkader Ben Barka est du même avis. Moi, non.

LE PROCES DE 1967

Il débute le 17 avril. Le président Perez rend d'abord, au nom de la Cour, un hommage bien mérité à nos trois confrères disparus. Nous nous y associons. Puis, notre avoué, Me Moreau, dépose des conclusions sollicitant, au nom de la partie civile, le renvoi du procès à un mois. Elles sont développées par Me Sénéchal et Me Matarasso, qui annoncent en cas de refus le retrait de la barre de la partie civile. Ce dernier précise : « S'il ne s'agissait que de la condamnation de coupables, nous ne demanderions pas de remise, mais il s'agit de la manifestation de la vérité et, à cette fin, le débat ne pourra pas se mener sans la partie civile ». Et d'ajouter : « On a fait état de tractation entre la partie civile et les pouvoirs marocains à la suite desquels on aurait jugé préférable de ne pas être présent lors de la poursuite du procès. Ces propos sont intolérables. Ils sont injurieux et abominables en particulier pour Mme Ben Barka qui a décidé de consacrer, désormais, sa vie et ses moyens, à la recherche de la vérité. Ils sont intolérables aussi pour les amis politiques de Mehdi Ben Barka, qui se discréditeraient aux yeux de tous s'ils avaient une telle pensée... »²⁶⁶.

266. Ces paroles de Me Matarasso ont étonné certains. Je dois dire que des « bruits », sérieux semble-t-il, me parvenaient du Maroc laissant entendre qu'un rapprochement serait en cours entre les modérés de l'UNFP et le pouvoir royal... *Al Mouharir* longtemps interdit, n'était-il pas autorisé à réparaître ? Jo Ohana, l'ami de Ben Barka – chez qui celui-ci était descendu le 29 octobre 1965 – n'avait-il pas rejoint des États Unis, le Maroc, dans les « fourgons » du frère du roi, Moulay Abdallah ? La deuxième épouse d'Abdelkader Ben Barka n'était-elle pas en ce moment même à Rabat, avec sa fille Amina, situation impossible quelques mois auparavant ? J'ai été étonné de lire dans *Libération* (Maroc) du 10 novembre 2006, sous la signature de Mohammed Aouad, que « feu A.Bouabid n'a jamais et à aucun moment, écarté, malgré la répression parfois aveugle que subissait son parti, l'éventualité d'une entente avec feu Hassan II ».

L'avocat général Toubas et tous les avocats de la défense répliquent en s'opposant au renvoi. La Cour se retire pour délibérer. Vingt minutes plus tard, c'est le rejet de nos conclusions. L'arrêt provoque donc le départ annoncé d'Abdelkader Ben Barka, de G. Sénéchal, de Léo Matarasso et de moi-même. Nous décidons de publier un communiqué pour informer l'opinion publique²⁶⁷. Je le contresigne, bien sûr. Mais, opposé au retrait, je n'ai pas appuyé la demande de mes confrères. « Coïncé » à Paris, je tenais à continuer le combat à la barre. Je ne suis tout de même pas venu de Rabat pour rester les bras croisés, lors d'un deuxième procès ! Je savais qu'après pareille décision, plus aucun avocat ne poserait de questions « délicates » à Dlimi ; plus aucun témoin ne pourrait être cité par une partie civile défaillante. Celle-ci et ses amis politiques l'avaient exigé. Je me suis toujours interrogé sur cette décision. Je la considère aujourd'hui encore comme une très grave erreur²⁶⁸.

Le départ de la partie civile

J'assiste aux débats, mais plus au banc de la partie civile²⁶⁹. En spectateur silencieux, au milieu des confrères parisiens qui les suivent. Le nouveau procès n'est pas la copie conforme du premier. Malgré beaucoup de redites, chaque jour, quelques nouveaux détails, quelques nouvelles

267. « Après la mort tragique de trois de ses avocats (...) la partie civile a été dans l'obligation de solliciter une remise de l'affaire (...). Après l'opposition non seulement de la défense mais aussi du ministère public, la Cour l'a rejetée, sachant cependant qu'un tel rejet ne pouvait manquer d'entraîner le départ des avocats de la partie civile. Celle-ci s'étonne et s'inquiète d'une telle décision (...) qui ne peut profiter qu'aux criminels accusés devant la Cour d'Assises de la Seine. Elle se demande si elle n'est pas due à des rumeurs habilement répandues avant l'audience – malgré des démentis réitérés – et laissant entendre que des tractations seraient en cours entre la partie civile et ses amis politiques d'une part et les investigateurs du crime d'autre part. Elle est même en droit de se demander si de telles rumeurs n'avaient pas en réalité pour objet de dissimuler d'autres transactions faites à ses dépens. »

268. Les modérés de l'UNFP pensaient-ils que les « bonnes paroles » de de Gaulle seraient suffisantes pour faire confiance aux jurés de la Cour d'Assises, même en l'absence d'une partie civile animant les débats ? Ou, la « disparition » de Mehdi Ben Barka étant, hélas, du passé, songeaient-ils déjà à ne plus s'opposer de front à Hassan II ? Les historiens nous donneront peut-être un jour la réponse, si des archives existent au Maroc sur le sujet. A moins que les écrits d'A. Bouabid, édités peu à peu par ses fils, nous renseignent sur ce point.

269. « Ben Barka était décidément sans défense », écrit *Le Canard Enchaîné* le 19 avril : « Dieu merci, la mort, puis le président Pérez ont finalement réussi à écarter cette inconvenante partie civile du prétoire, où elle jetait le trouble. Désormais, le linge sale de l'affaire Ben Barka se lavera, comme il se doit, en famille. Tous les espoirs sont permis... Quant à M. le président Pérez, le voici réduit au silence. Son rôle principal consistait, en effet, à dire « la question ne sera pas posée » et l'on saura enfin la vérité, toute la vérité, comme l'a promis de Gaulle à la mère de Ben Barka. »

déclarations sont à relever. Ainsi le 20 avril, Finville déclare soudainement : « Le temps de mes silences est révolu ». Mais cela n'ira pas plus loin !

Le président domine totalement son dossier, ce qui le conduit à des interrogatoires plus rigoureux. Il ne néglige rien pour essayer de mettre Dlimi dans l'embarras. C'est, bien sûr, la présence de celui-ci dans le box qui contribue au renouveau du procès – avec tous les changements d'accusation de Lopez – bien défendu par son nouveau conseil, Me Bazzoli²⁷⁰.

Interrogé le 25 avril, Dlimi a le culot d'affirmer : « Je vous jure solennellement que je retrouverai Ben Barka dans un an, dans dix ans. Il est dur d'être accusé d'un acte que l'on n'a pas commis... ». Au fur et à mesure des audiences, Lopez comprend très bien ce que risque de devenir sa situation si le jury retient les arguments de Dlimi. Selon l'HC, il n'a « joué qu'un rôle d'observateur » ou tout au plus « d'instrument » dans cette affaire, les consignes et les directives étant marocaines. Et il affirme qu'Oufkir et Dlimi se trouvaient bien chez lui dans la nuit du 30 au 31 octobre entre 1 h et 5 h du matin. Dlimi le conteste et fait venir à la barre, le 25 mai, un chauffeur de taxi, M. Goumilloux, qui témoigne l'avoir directement conduit à Orly le dimanche 31 au matin. Lopez le dément avec véhémence.

La veille, le député Clostermann, un ami d'Oufkir, est venu témoigner. Il a rapporté à la Cour une étonnante communication téléphonique avec le général, après l'enlèvement. « Peux-tu croire un instant ce que l'on dit de moi (...). On m'a eu, on m'a roulé, je me suis fait avoir ». D'où la conclusion du témoin : « Ceux qui avaient organisé le rendez-vous voulaient tuer deux lièvres d'une seule pierre ». Interrogé par le président Pérez, Clostermann répond qu'il n'a pas demandé à Oufkir qui était ce « on », parce que les conditions de la communication téléphonique ne s'y prêtaient pas !

Un autre témoin, cité par Dlimi, le commandant Laboucheix relate à la barre l'entretien qu'il a eu le 1^{er} novembre 1965 à Rabat avec Dlimi²⁷¹. Il ajoute, toutefois, une précision inattendue pour la défense : « Je ne comprends pas, m'a dit Dlimi, comment l'affaire Ben Barka a pu être réalisée en plein Paris. D'ailleurs à Paris, j'ai longuement parlé de cette affaire avec le général Oufkir et nous ne nous l'expliquons pas ». Le

270. Du Caire, Mme Ben Barka a lancé un appel « aux peuples arabes et français et à l'opinion mondiale » pour qu'ils appuient la demande qu'elle a présentée au général de Gaulle en vue d'un ajournement du procès. « Les circonstances dans lesquelles se déroule le nouveau procès (...) pourraient aboutir à un acquittement des assassins par suite de faux alibis, en raison de l'absence des avocats de la partie civile ». Prémonitoire en quelque sorte, cet appel annonce l'acquittement de Dlimi et de El Mahi !

271. Celui-ci avait voulu le rencontrer afin que son retour à Paris le 2, pour préparer le voyage d'Hassan II, soit annoncé aux autorités françaises.

président Pérez de faire remarquer à Dlimi qu'il avait toujours soutenu le contraire !

Le 27 mai, le gérant et un garçon de café démentent les propos du miraculeux témoin chauffeur de taxi et ceux de Dlimi, affirmant s'être arrêtés au « Marronniers » pour prendre un café avant de gagner Orly.

La Cour entend le même jour sur sa demande Rachid Skiredj – ancien adjoint de Dlimi au Cab 1 –. Le témoin rapporte d'abord que, d'après le signalement que lui a communiqué Mme Azemouri, la personne qu'elle a aperçue le 29 octobre à 11 h 30, qui semblait la surveiller, pouvait être Abdelhaq Achaachi, commissaire opérationnel de police au Cab 1 (frère de Mohammed Achaachi, commissaire également à Rabat). Le témoin déclare ensuite, et démontre, qu'il est arrivé à identifier « Chtouki », qui n'est autre que le commissaire Miloud Tounzi, parent par alliance de Dlimi, chef de la section « Pop » – recherches et opérations du Cab 1, que dirigeait Dlimi ²⁷².

Les 29 et 30 mai, l'avocat général Toubas prononce son réquisitoire. La première audience est consacrée à Dlimi : pour lui, aucune équivoque, « Je dis que Dlimi a été dans cette affaire le complice du général Oufkir pour faire enlever Mehdi Ben Barka ».

Si j'avais pu plaider...

...j'aurais démontré un certain nombre d'autres mensonges de Dlimi.

Il avait affirmé : « Le 29 octobre, je me trouvais à Alger pour préparer le voyage de Sa Majesté le Roi. Le 30, l'ambassadeur du Maroc m'a indiqué par téléphone, tôt le matin, que j'étais rappelé à Rabat. Je vous dépose la copie du message (...). Je n'ai pu regagner directement le Maroc car il n'y avait pas de vol Alger-Casablanca ce jour-là et c'est dans ces conditions que je me suis vu obligé de transiter par Paris (...) »²⁷³. Or, ce « message » est un vulgaire faux ! Il précise en effet : « Honneur vous demander contacter Dlimi et l'inviter à se rendre au Maroc, Fès. Stop. Vu l'ajournement du sommet afro asiatique ». Il est signé : « Driss Ben Omar, inspecteur général des FAR ». Pourquoi cette signature, et non tout simplement celle du Cabinet royal ou du ministre de l'Intérieur ? Il ne mentionne aucune heure d'envoi, ce qui n'est pas possible ! Il est daté du « samedi 30 octobre » et fait état « de l'ajournement du sommet afro-asiatique ». Or, le quotidien *Maroc Information* – au rédacteur en chef André

272. Alain Guérin dans *L'Humanité* note : « Après le départ de Rachid Skiredj, il reste une impression accablante pour Dlimi. La redoutable réalité de la police politique qu'il dirigeait est clairement apparue, comme la réalité de « Chtouki » son agent, et comme finalement la réalité de son crime. »

273. Instruction du 5 décembre 1965.

Azoulay²⁷⁴ – écrit dans son édition du 31 et 1^{er} novembre : « La première journée de la conférence des ministres afro-asiatiques s'est déroulée samedi dans la sérénité... »²⁷⁵.

Par ailleurs, le 30 au matin, l'ambassadeur du Maroc à Alger, Kacem Zhiri, a bien appelé Dlimi par téléphone, mais pour une tout autre raison : « Mon épouse a reçu un message urgent de Rabat : « Joignez sans tarder Ahmed Dlimi pour lui dire qu'un dénommé « Bonne Bouche » ou un nom approchant, le prie de le joindre à Paris, il a besoin de lui ». J'ai prévenu Dlimi qui a alors pris la décision de quitter Alger pour Paris. Nous ignorons pourquoi »²⁷⁶. Ce coup de fil m'apparaît très important. Oufkir n'était pas arrivé dans la nuit, comme il l'avait d'abord annoncé à Lopez. Viendrait-il ? À défaut, il fallait absolument que le chef de la Sûreté marocaine se déplace²⁷⁷.

Dlimi « obligé de transiter par Paris » ? Faux ! Si effectivement, il n'y avait pas d'avion direct ce jour-là, Alger-Casablanca, il n'était pas du tout dans l'obligation de « transiter par Paris ». D'Alger, en effet, il aurait pu prendre un avion qui le ramenait au Maroc via Marseille, avec arrivée le soir même à l'aéroport de Rabat-Salé à 20 h 25²⁷⁸. Au demeurant, si ses dires étaient exacts, il aurait pris un billet Alger-Paris-Rabat ou Casablanca. Or, il a seulement pris un billet Alger-Paris !

Fin de « soirée au Calvados » ? Une relation de Dlimi²⁷⁹ a affirmé qu'il y avait rejoint sa femme vers 3 h du matin... Un témoin présent à ce bar-restaurant, selon ses dires, raconte : « Il était environ 1 h 30 du matin, lorsque j'ai vu arriver M. Dlimi et sa femme »²⁸⁰. Ces contradictions cachent de beaux mensonges !

À propos de l'épisode du chauffeur de taxi ayant ramené Dlimi à Orly le dimanche matin ? J'aurais fait remarquer à la Cour que si la scène rapportée par Dlimi était exacte, elle s'est passée le jeudi 4 novembre au matin, jour où Oufkir et lui-même ont quitté Paris précipitamment. De

274. Aujourd'hui, conseiller de S.M. Mohammed VI, après l'avoir été d'Hassan II.

275. De fait, ce n'est que le 1^{er} novembre – deux jours après donc – à 22 h qu'une résolution votée par les ministres des Affaires étrangères présents, décidait l'ajournement « sine die » du second Bandoeng.

276. Entretien avec l'auteur en novembre 1999.

277. Très certainement, les choses s'étaient mal passées dans la villa de Boucheseiche. Si Mehdi Ben Barka n'était peut-être pas encore mort, n'était-il pas déjà très mal en point à la suite d'une piqûre pour le calmer, voire l'endormir, en attendant son « embarquement » vers le Maroc ?

278. Je peux d'autant mieux l'affirmer que j'ai moi-même pris cet avion, avec mes confrères Belhaj et Maati Bouabid, deux semaines après, au retour d'Alger où nous étions allés rencontrer le ministre de la justice pour essayer d'obtenir la libération de Ben Bella.

279. Michel Leroy, qui avait accueilli Dlimi lors de son retour à Paris le 17 octobre 1965.

280. Abdelhaq Chraïbi, directeur de l'Office national marocain du tourisme...

fait, Mlle Bittoun, hôtesse d'accueil à Orly a déclaré²⁸¹ : « Or, le général Oufkir voulait partir à tout prix mais il n'avait pas de réservation. Il lui fallait deux places en première, l'une pour lui, l'autre pour M. Dlimi (...). M. Dlimi n'est arrivé à l'aérogare que trente-cinq minutes avant le départ, vers 9 h 05 (...) ». Or, de leur côté, le gérant du café et le garçon avaient précisé dans leur déposition que leur jour de repos était le jeudi !²⁸²

Auditionné sur sa demande, le conseil de Lopez, Me Bazzoli, révélait au juge Ramaël le 17 janvier 2005 : « Lors du verdict, j'ai vu Dlimi qui enserrait Lopez amicalement dans les locaux d'attente des détenus. Nous apercevant, Dlimi s'est adressé à Me Papillard – autre avocat de Lopez – et à moi-même en disant : « Messieurs les avocats, je vous propose de venir après-demain me voir à l'hôtel Continental, nous allons dédommager Lopez qui a perdu sa maison » (...). En arrivant, Dlimi nous a dit, « Ah ! vous êtes venus ! Je suis désolé mais les 50.000 francs que nous nous propositions de verser à Lopez, nous les avons donnés au chauffeur du taxi » (sic !).

L'épilogue judiciaire

– Le premier arrêt

Après les dernières plaidoiries des avocats de la défense, le verdict tombe le 5 juin. Deux lampistes sont condamnés : Souchon à six ans, Lopez à huit ans de réclusion criminelle, alors que l'avocat général Toubas en avait réclamé vingt contre le premier, quinze contre le second ! Tous les autres accusés sont acquittés ! Ainsi se terminaient pas moins de soixante-dix audiences...

Il fallait être présent ce jour-là à la Cour d'Assises de la Seine pour comprendre le pourquoi de ces acquittements, entre autres celui de Dlimi. La vérité, c'est que dans la nuit, la guerre baptisée des « Six jours » venait d'éclater ! Israël envahissait l'Egypte. Mais une propagande redoutable annonçait par radio le contraire : « Les Arabes avaient déclenché les hostilités pour mettre les Juifs à la mer » ! Dans la salle d'audience, ces bruits de botte prenaient le dessus sur tout autre considération. Chacun des journalistes avait son transistor à l'oreille. L'ambiance était électrique. L'un des avocats de Dlimi, Me Albert Naud²⁸³, grièvement blessé dans un accident de la circulation le 14 mai et hospitalisé à Nantes, allait en profiter. Il se présentait soudainement à la barre, sur un fauteuil roulant au siège très incliné, poussé par deux infirmiers... Dans le brouhaha

281. Audition du 9 novembre 1965.

282. Au demeurant, trois membres du personnel de la brasserie d'Orly, interrogés en janvier 1967, avaient affirmé que le 31 au matin, Lopez avait pris le petit-déjeuner avec Oufkir et deux autres marocains – donc Dlimi et El Hassouni – entre 5 et 6 h.

283. *Les défendre tous*. (Chapitre 9), Ed. Robert Laffont. 1973

général, il implorait la Cour, dans une bouleversante plaidoirie, d'acquitter son client : « Si le colonel Dlimi est condamné, disait-il en substance, des représailles très dures seront exercées contre les cent mille Français résidant encore au Maroc, otages de cette condamnation, qui seront dépossédés de leurs terres, etc. »

Trop, c'en était trop pour les jurés ! L'absence, peu compréhensible, de la partie civile et de ses avocats ; la raison d'État – voire des États – sans cesse évoquée ; les « secrets » de la police, diplomatiques, de la défense nationale ; les contradictions des dires des accusés ; et, ce dernier jour du procès, la guerre au Proche-Orient et les risques de vengeance sur nos compatriotes du Maroc... il y avait lieu d'en rester là et d'acquitter tout le monde²⁸⁴.

Dans la revue *L'Événement*, K. Archibal écrivait : « En rendant leur verdict, les jurés n'ont fait que rendre au Tribunal la monnaie de sa pièce. Les faiblesses du dossier, les références sempiternelles au « secret professionnel » et à « l'acte de gouvernement » leur ont fait comprendre qu'ils n'avaient pas droit à la vérité mais aux quelques parcelles que la raison d'État jugeait bon de leur livrer. Dans ces conditions, ils ont estimé qu'ils n'avaient pas à juger. Et la justice passa, légère, très légère (...). La mémoire de Ben Barka, malgré certaine promesse solennelle aura été bien mal servie. **Mais, le jour où fut rendu le verdict, cela n'intéressait plus personne : les blindés d'Israël venaient de pénétrer dans le Sinaï** »²⁸⁵. (Souligné par l'auteur).

– *Le deuxième arrêt*

La Cour se retirait un instant après le verdict et les trois magistrats, seuls cette fois, reprenaient place dans la salle d'audience pour juger les contumaces. Oufkir²⁸⁶, Chtouki et les quatre truands français étaient condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité. « Une justice subtilement distributive », écrira Jean Lacouture²⁸⁷.

284. Des années après, le président Pérez me racontait qu'il avait eu beaucoup de mal à faire comprendre aux jurés qu'il fallait au moins condamner Lopez et Souchon pour leur participation à l'enlèvement, entraînant la séquestration de Ben Barka !

285. N°18 de juin 1967.

286. Cette condamnation d'un ministre étranger en exercice est sans doute assez rare dans le droit international. Mais, dans les faits, elle ne sera jamais appliquée...

287. « La phrase judiciaire de l'affaire Ben Barka s'est achevée dans l'incohérence. Pour s'en tenir aux seuls marocains de haut rang, en qui le pouvoir français dénonçait les vrais coupables, on voit Ahmed Dlimi acquitté et Mohammed Oufkir condamné (par contumace) (...). Le calcul de Rabat s'est avéré bon. L'éclatante satisfaction de prestige obtenue par le roi avec l'acquiescement de Dlimi permettant de jeter un voile sur le verdict frappant le général Oufkir (...). Une libre décision d'un jury de citoyens opposée à la mesure administrative prise contre un absent (...). Pouvait-on éviter cette conclusion qui laisse la plupart d'entre nous et surtout la famille Ben Barka, sur leur faim de justice. » *Le Monde*, 8 juin 1967.

La guerre au Proche-Orient rendait donc grand service aux deux Chefs d'État : au Général pour ne plus reparler en public d'une *Affaire*, dont il ne sortait pas grandi, tant auprès des peuples du Tiers-Monde qu'auprès d'une grande partie de l'opinion publique française. Au roi Hassan II, la condamnation par contumace d'Oufkir étant relativisée par l'acquittement de Dlimi. Celui-ci accueilli avec fastes au Maroc sera appelé à de hautes fonctions, après une période de fausse mise de côté – sans doute pour rassurer Oufkir désormais en froid avec lui !²⁸⁸

288. Nommé gouverneur sans affectation au ministère de l'Intérieur, puis Directeur des aides de camp du roi, c'est-à-dire chef de la maison militaire, y compris de la Garde royale ; puis directeur de la Sûreté nationale ; directeur de la DGED, et, en même temps, général, chef de l'armée du Sud. Pouvoirs exorbitants !

Convoqué par Hassan II, le 25 janvier 1983, à Marrakech... Sa voiture explose dans la palmeraie au retour dans sa résidence. (Selon certains, la CIA aurait informé le roi d'un coup d'État, préparé par Dlimi avec de jeunes « officiers libres », en raison du malaise au sein de l'armée du Sahara. Selon d'autres, Dlimi envisageait de négocier avec le gouvernement algérien... ou, au contraire, il s'opposait à toute concession tant que celui-ci soutiendrait le Polisario ! Pour le commandant Tobji, son aide de camp, il a été tué pour des raisons beaucoup plus terre à terre. Cf. *Les Officiers de Sa Majesté*, op. citée, pages 148 et 156. Officiellement, un accident de la circulation est évoqué dans un communiqué. Des obsèques nationales sont faites au défunt. Mais personne n'est dupe. (Un cercueil déjà plombé a été remis à sa famille). Le correspondant du *Monde*, ayant contesté cette version, après deux jours de détention pour essayer de connaître ses sources, est expulsé, le 6 février...

Les premières années après les procès (1967-1974)

Une grande période de découragement s'ouvre au Maroc, après la disparition de Mehdi Ben Barka, en même temps qu'une aggravation des conditions de vie pour les masses populaires dans les villes, comme dans les campagnes. Les luttes reprennent, avec la grande grève des mineurs de Khouribga à l'automne 68 ; puis on assiste à celles d'autres mineurs, celles de lycéens et d'étudiants. Elles se multiplient et se durcissent en 1969. La répression sévit de nouveau sur toutes les forces vives du pays, syndicales et politiques, de gauche comme de droite, à la fin de l'année, puis en 1970. La presse est bâillonnée. Les dirigeants, porte-parole des masses, sont pourchassés, condamnés : Mahjoub Ben Seddik, Ali Yata, Mohammed El Yazghi et tant d'autres. Le PLS est interdit. Le plus souvent, les militants, enlevés, disparaissent pendant des mois dans de sombres cachots ou villas de torture. Et au moment où une délégation officielle marocaine reprend contact avec la France – George Pompidou a été élu en juin 1969 – le roi Hassan II récidive, cette fois-ci au-delà des Pyrénées !²⁸⁹

289. Hassan II a fait un séjour privé en France, début février 1970. Il s'est tout de même entretenu à deux reprises avec le président Pompidou. Interviewé par Philippe Hermann du *Monde*, il évoque d'abord la normalisation des relations franco-marocaines. « Nous aimerions rattraper le temps perdu en mettant les bouchées doubles. » Quant aux dernières séquelles de l'Affaire Ben Barka à l'origine de la rupture entre les deux pays, il affirme : « Nous avons décidé de part et d'autre, spontanément et sans accord préalable, non de tourner mais de déchirer une page d'un volume parce qu'elle n'était pas digne d'y figurer. » Que c'est beau la raison d'État, la raison des États ! A noter qu'à l'occasion de ce séjour, Hamid Berrada, alors étudiant, avait été éloigné de la capitale française. Constitué par lui pour protester contre cette mesure, voire contre les risques d'expulsion de France, j'obtenais de la Préfecture de police que sa carte de séjour lui soit restituée.

L'affaire Ajar et Benjelloun

Après l'interdiction de mon retour au Maroc – plus par ordre d'Hassan II que d'Oufkir, m'a écrit une voie autorisée – pourquoi évoquer cette affaire, loin de mon témoignage des années 1956-66 ? Pour une simple raison : j'y ai personnellement été mêlé.

15 février 1970. Le monde politique stupéfait apprend par la presse la dernière opération du gouvernement franquiste : la livraison au roi Hassan II, sans autre forme de procès, de deux militants, membres de l'UNFP, arrêtés à Madrid, quinze jours auparavant ! Le renouvellement du rapt de Ben Barka en quelque sorte, mais cette fois-ci, officiellement, de police à police ! Beau résultat de la coopération internationale des pouvoirs contre l'interdépendance des peuples !²⁹⁰

Qui sont-ils ? Mohammed Ajar, l'un des grands responsables de la résistance au Protectorat, sous le nom de « Saïd Bounaïlat », condamné alors à mort... Réfugié en zone Nord – alors le Maroc « espagnol » – il a participé à la création de l'ALM. En 1959, il est aux côtés de Ben Barka lors de la création de l'UNFP. En 1963, il échappe au coup de filet après le « complot de juillet » et s'exile en Algérie. Condamné à mort, par contumace, au printemps 1964, il est de nouveau condamné à mort, la même année, toujours par contumace, pour « avoir participé à l'organisation de troubles dans le Maroc oriental ». (Les 14 autres condamnés à mort, entrés au Maroc, sont arrêtés et exécutés en mars 1964). Un accord de « bon voisinage » intervient entre Alger et Rabat en 1968. Ajar n'est plus en sécurité là-bas. Il se fixe à Madrid où il ne s'occupe plus de politique. Que va-t-il devenir, enlevé et livré à Hassan II ?

Ahmed Benjelloun²⁹¹ est à Madrid avec d'autres militants marocains – eux sous passeport syrien – pour négocier l'achat d'armes légères pour les fedayins palestiniens²⁹². Il n'a jamais été condamné. Il a le tort d'être le frère d'Omar Benjelloun, lui aussi ancien dirigeant progressiste de l'UNEM, militant syndicaliste démocratique de grande classe, condamné à mort au procès de 1964, gracié en avril 1965, de nouveau arrêté en mars 1966 puis libéré en septembre 1967...

290. Dans sa conférence de presse du 13 mai 1971, Abderrahman Youssoufi s'écriera : « L'on peut se demander s'il ne s'est pas instauré sur certains rivages méditerranéens une coopération étroite d'un genre nouveau et si l'on n'assiste pas déjà à l'édification d'une organisation régionale que l'on pourrait appeler le « kidnapping pool ».

291. Ancien responsable de l'UNEM à Alger en 1965, où il poursuivait des études en droit.

292. Les armes doivent être embarquées sur un navire affrété à Barcelone et débarquées dans un port syrien.

La situation s'est aggravée au Maroc, et Hassan II, selon son habitude, a besoin d'un nouveau « complot » pour asseoir son autorité. La fin de l'état d'exception, légalisée par la modification de la Constitution du Royaume, n'a rien changé à la politique du pays. La livraison d'armes – détournée de sa fin réelle – est l'occasion inespérée, d'autant plus qu'Ahmed Benjelloun loge chez Ajar, « l'homme à abattre » !

Dans les derniers jours de janvier 1970, des policiers espagnols en civil font irruption au domicile d'Ajar au petit matin. Les deux hommes sont interpellés. La livraison à la police marocaine est prévue sur-le-champ. Mais, un incident survient qui change le cours de l'opération. La veille, l'épouse du vieux militant est arrivée à Madrid sans crier gare. Elle est dans une autre pièce de l'appartement lorsque son mari est arrêté. Comprenant ce qui se passe, elle pense – non sans raison – au renouvellement de l'enlèvement de Mehdi Ben Barka. Elle se précipite sur les policiers espagnols, se couche sur le sol, et hurle à mort – en espagnol, car elle est originaire de Tétouan – pour réveiller et alerter toutes les maisons voisines. La ruse réussit, les policiers surpris sont obligés de l'appréhender avec son mari. Ajar ne pourra plus être livré sans que quiconque en soit informé²⁹³.

Dès l'annonce en février de l'arrestation des deux hommes, Youssoufi, en exil à Cannes, gagne Paris et me demande de me rendre immédiatement à Madrid pour faire le point de la situation ; pour constituer des confrères espagnols et pour tout tenter afin qu'Ajar ne soit pas livré au pouvoir marocain. Informé, l'ami tunisien Hafid Ibrahim, vient me chercher à l'aéroport de Madrid. Il fulmine dès notre premier contact contre les dirigeants de l'opposition marocaine !

« – Pourquoi ne sont-ils pas venus eux-mêmes ici ? Pourquoi es-tu de nouveau envoyé au casse-pipe ? Ahmed Benjelloun, qui a fui de chez Ajar, s'est réfugié chez moi où il a été arrêté. Ce matin même la police espagnole poursuivant son enquête est venue perquisitionner mon domicile. Je crains d'être arrêté d'un moment à l'autre, et tu risques de l'être avec moi ».

Inquiétude certaine, mais non réelle. De fait, ni lui ni moi n'aurons le moindre ennui.

Une démarche auprès de confrères espagnols, notamment Me Juan Molla Lopez du barreau de Madrid, constitué dès les premiers jours, m'apprend la triste réalité : les deux hommes ont déjà été livrés²⁹⁴, tandis

293. Le scénario a été plus simple que celui de Paris. Pas de faux vrais policiers ; pas de truands, pas de services secrets agissant dans l'ombre. Une même faille cependant : à Paris, la présence de Thami El Azemouri ; à Madrid, celle de Mme Ajar !

294. En dehors de toute demande d'extradition régulière, tout simplement parce qu'en aucun cas la loi espagnole sur l'extradition n'autorise pareille chose.

que les quatre autres marocains, bénéficiaires de passeport syrien, ont été remis à l'ambassadeur de Syrie et expulsés. Me Molla Lopez s'est dépensé sans compter. Le gouvernement espagnol paraissait divisé : les ministres de l'Intérieur, voire de la Justice, étaient, semble-t-il, hostiles à cette grave entorse au droit espagnol²⁹⁵. Une campagne de défense s'est organisée spontanément, sans succès.

Mettre bon ordre du côté de l'opposition marocaine de gauche, Franco n'y voyait aucun inconvénient. Il tenait à faire plaisir à l'un de ses derniers amis, le roi du Maroc, d'autant qu'il était à la recherche d'un accord avec Rabat pour l'exploitation des phosphates du Rio de Oro. Le ministre des Affaires étrangères, M. Lopez Bravo, devait justement se rendre à Rabat pour l'ouverture des discussions. Et le 15 février, c'était le « cadeau » au pouvoir marocain : Ajar et Benjelloun livrés à la police marocaine venue les prendre en charge à Madrid. Ils sont embarqués dans un avion particulier, yeux bandés et mains enchaînées au dos, à destination de Casablanca²⁹⁶.

De retour de Madrid, je saisis de Paris l'archevêque de Rabat, Mgr Jean Berkman, pour qu'il intervienne sur un plan humanitaire, auprès du gouvernement marocain. De même, je demande à Me Ruiz Gimenez, président de « Pax Romana » – association de juristes catholiques – d'intervenir auprès de Paul VI. Me Mollez Lopez a de son côté agi auprès du Saint-Siège. Le nonce apostolique à Madrid lui fait savoir le 23 février que, selon les renseignements qu'il a pu avoir de Rabat, « il ne pensait pas qu'on procéderait à une exécution sommaire de Mohammed Ajar » !

Madame Ajar, arrêtée dix jours par la police espagnole, puis libérée, passe par Paris et me constitue pour coordonner la défense de son mari devant les tribunaux marocains, sans question que j'aie au Maroc où je suis toujours interdit de séjour. Sur ma demande, Me Bennaceur, du barreau de Tunis, et Me Belhoucine, du barreau d'Alger, se rendent à Rabat. Ils sont reçus par le Procureur général près la Cour d'appel, mais non par le ministre de la Justice. Celui-là leur répond tout simplement « qu'il ignore tout de l'affaire ». (sic !) Or, au Maroc, dès la mi-février, tout le monde est au courant de la livraison des deux hommes et l'inquiétude est très grande dans l'opposition, car d'autres arrestations ont eu lieu dans le pays : Mohammed Forkani, membre du Comité central, ex-député d'Agadir. Me Tawfik Idrissi, avocat à Casablanca, d'autres confrères et de très nombreux militants, dans les régions de Marrakech, Casablanca, Salé et Fès... Les responsables de l'UNFP redoutent que ne se renouvelle

295. Aucun accord d'extradition n'existant entre le Maroc et l'Espagne.

296. Des protestations véhémentes s'élèvent de toutes parts. Intellectuels espagnols, juristes éminents, hommes politiques manifestent contre cette scandaleuse opération gouvernementale. Le barreau de Madrid unanime – pour la première fois depuis la guerre civile – fait sienne les requêtes formulées par un certain nombre d'avocats : J. Molla Lopez, J. Gil Roblès, J. Ruiz Gimenez

le scénario de 1963 : un « complot » monté de toutes pièces à partir des « aveux » des détenus d'Espagne.

J'adresse, le 27 mars, une lettre au bâtonnier Claude Lussan, président de l'Union Internationale des Avocats, pour lui demander d'intervenir à Rabat. Je lance une pétition pour dénoncer l'arrestation et la livraison d'AJAR et de Benjelloun. Elle est signée par de nombreux hommes politiques, entre autres François Mitterrand, Robert Buron, Claude Estier, Michel Rocard, etc. Il faudra des mois et des mois d'attente pour que Mme AJAR sache enfin que son mari est toujours en vie ! Pendant tous leurs mois de détention au secret, AJAR et Benjelloun ont eu les yeux bandés ; ils sont enchaînés aux mains et aux pieds...

Le général de Gaulle décède le 9 novembre 1970, peu après la mère de Mehdi Ben Barka, morte de chagrin et de désespoir. J'avais adressé une tribune au *Monde*, à l'occasion du 29 octobre, sous le titre : *Ben Barka, cinq ans déjà !* Elle n'avait pas été publiée. La mort du général la fait ressortir des archives, car c'est quasi le seul article critique à son égard ! L'épouse du Général refuse obstinément, malgré de nombreuses sollicitations, de recevoir les condoléances d'Hassan II. Il est ainsi le seul chef d'État éconduit.

Moins de six semaines après, à l'occasion de la réception offerte à l'ambassade de France à Rabat²⁹⁷, pour le ministre des Affaires étrangères, Maurice Schumann, le Gouvernement autorise l'ambassadeur à inviter, au même titre que les autres membres du Gouvernement marocain, le ministre de l'Intérieur, le général Oufkir – condamné par contumace moins de quatre ans auparavant ! La justice française me paraît ainsi bafouée par le Gouvernement français lui-même. Dans quel fossé a sombré « l'honneur du navire » !

Le « questionnaire » trouvé dans la serviette de Figon

Au lendemain du « suicide » de Figon, la police a trouvé dans sa serviette la photocopie d'un « questionnaire » de quatre pages manuscrites, écrites d'une autre main que la sienne²⁹⁸. Sans conteste, ce docu-

297. Le 17 décembre 1970.

298. Le procureur de la République communique le 27 janvier 1966 : « Les objets et documents saisis dans le domicile de Figon après son décès (...) ont été examinés ce jour par M. Zollinger en présence des inculpés et de la partie civile assistée de ses avocats. La photocopie d'un document manuscrit dont l'écriture n'est manifestement pas celle de Figon a retenu l'attention. Il contient un questionnaire (...) Des investigations pour déterminer quel en a été le scripteur seront nécessaires ». En fait, aucune recherche n'est alors effectuée !

ment était destiné à interroger Mehdi Ben Barka, soit consentant lors d'une rencontre, soit après son enlèvement.

À la veille de l'ouverture du procès devant la Cour d'assises, le dossier de l'instruction « Figon » est joint au dossier de l'*Affaire*. Dès l'examen du « questionnaire », je suis frappé par les connaissances de son auteur quant à la situation politico-subversive au Maroc et ses prolongements en Algérie : toutes les questions se rapportent à la politique marocaine, et aux agissements des forces d'opposition, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays ! Pas plus que mes confrères, je ne peux dire qui en est le scripteur, ni qui en est l'auteur. Pour nous, il est écrit de la main d'un spécialiste des services secrets marocains et/ou français, remis à Figon. Nous ne pensions certes pas que ce document ait pu être écrit par un confrère, Me Pierre Lemarchand !

Daniel Guérin a pris connaissance du « questionnaire », en corrigeant les épreuves du premier cahier de *Témoignage Chrétien* consacré à l'affaire. Or, à l'automne 1969, en sollicitant du *Canard Enchaîné* de lui remettre tous ses documents concernant Jacques Foccart, sur lequel il prépare un article, il lui est remis, entre autres, une pièce qu'il constate avec stupeur être la copie du « questionnaire », outre cinq lignes supplémentaires ! Sur sa demande, il apprend qu'un avocat de province, inconnu du journal, est venu déposer le document, au moment des nouvelles élections présidentielles, sans donner son nom, en précisant qu'il était écrit de la main de Pierre Lemarchand²⁹⁹. Le *Canard* en informe ses lecteurs le 11 mars 1970, en mettant en cause l'avocat, et l'information est reprise par Maurice Clavel dans *L'Observateur* du 30 mars. Daniel Guérin a lui-même publié sa « découverte » dans un journal gauchiste, *l'Idiot International*, le 14 mars et en reparle le mois suivant³⁰⁰.

À la même époque, je suis tenu également informé, par un autre journaliste du *Canard* – mon ami Claude Angéli – de la réception par le journal de cette photocopie du « questionnaire », avec mention de l'écriture de Lemarchand, communiquée par un anonyme. Il me faut bien sûr obtenir la preuve de cette très importante révélation.

Les nouvelles photocopies du « questionnaire » ne sont pas exactement les mêmes que celles trouvées dans la serviette de Figon³⁰¹. Elles comportent cinq lignes supplémentaires, également manuscrites :

299. Le nom de celui-ci avait certes fait florès pendant l'instruction de l'Affaire. Mais le député s'en était toujours sorti par de véhémentes dénégations !

300. Fait notable à signaler, Lemarchand ainsi dénoncé n'engage aucune poursuite en diffamation contre ces journaux, ni même ne fait paraître le moindre démenti dans la presse !

301. En tout cas, différente de celle remise à l'époque par la police au juge Auric...

*« Conséquences du résultat de la
Conférence arabe
Conférence Elysée
Le Général – Pompidou – Frey – Foccard (sic !)
P. Lemarchand. »*

En fait, après un examen attentif, la première ligne, « Conséquence du résultat de la ... » apparaît aussi, mais très peu lisible sur la photocopie « Figon ». Elle aurait, sans aucun doute, fait l'objet d'une tentative d'effaçage à l'aide d'un produit chimique. Qui donc a procédé à ce travail ? Dans quel but ? À quel moment ? Dans ce genre de dossier tout est possible et Figon avait peut-être, lui, en main, l'original ? Mais ces lignes ont-elles été retouchées..., confiées ou ajoutées... avec l'intention de compromettre les « grands » du pays, particulièrement Georges Pompidou – en déclenchant un nouveau scandale en pleine campagne électorale 1969 – ou plutôt, de se « cacher » derrière eux ? Ou bien, ont-elles étaient effacées pour ne pas apparaître sur le document soumis à l'examen de la Cour d'Assises ?

Pourquoi le scripteur lorsqu'il a ajouté (?) ces lignes sur un deuxième exemplaire du questionnaire, aurait-il écrit la phrase sur la « Conférence arabe » dans un ordre différent de celui où elle paraît, à demie-effacée dans le premier exemplaire, sur une ligne ?

« Conférence arabe » : cela permet, sinon de dater exactement l'écriture du « questionnaire », du moins de situer celle des 5 lignes supplémentaires après le 17 septembre 1965 : la conférence des Chefs d'États arabes s'est, en effet, tenue à Casablanca du 13 au 17 septembre.

« Conférence Elysée » : De quelle conférence s'agit-il, s'il y en a eu une ? À quel moment ? Pourquoi exactement ? « Le Général, Pompidou, Frey, Foccard » : pourquoi l'indication du nom de ces personnalités ? Était-ce pour laisser supposer à Figon lors de la remise du « questionnaire » que son ami Lemarchand avait des relations avec celles-ci ? Qu'elles couvraient la démarche ? « Foccard » écrit avec un « d » : pourquoi cette grossière faute du scripteur, le nom du Secrétaire général de l'Elysée s'écrivant avec un « t » ? Sans doute pour dissimuler de cordiales relations avec ce grand manitou³⁰².

Philippe Bernier évoque ce « questionnaire » lors d'une conversation, bien postérieure, avec F. Ploquin³⁰³ : « Le voyage au Caire a eu lieu au mois d'août 1965 », a-t-il dit à l'auteur. (Inexact, le 2 septembre). « J'ai

302. Le grand patron du Service d'Action Civique – le fameux SAC – comme Jacques Foccart ne l'a pas caché dans ses mémoires. Cet organisme n'était-il pas très lié, au moins en métropole, aux « barbouzes » chargés de lutter contre les membres de l'OAS en Algérie dans les années 1961/1962, dirigés précisément par Pierre Lemarchand ?

303. *Ils ont tué Ben Barka*. Derozy et Ploquin, 2^e partie, « Les témoins parlent », page 323.

d'abord rencontré Ben Barka au siège de la Conférence afro-asiatique, sans Figon, car ces choses ne le regardaient pas. J'ai évoqué devant lui le « questionnaire » à son intention que m'avait transmis Figon, qui le tenait, disait-il, de l'avocat Pierre Lemarchand. Ben Barka m'a dit de laisser tomber... ». Lopez lors de son interrogatoire par le Cre. Bouvier l'avait déjà évoqué à propos du voyage de Bernier-Figon au Caire³⁰⁴. Le « questionnaire » lui-même avait-il donc été scripté par Lemarchand avant les lignes supplémentaires rajoutées, et, compte-tenu des diverses questions posées, après la chute de Ben Bella ?

Il me faut donc essayer de prouver la véracité des dires du dénonciateur et le rôle éventuel de Lemarchand. Je m'adresse au Procureur général pour obtenir l'autorisation – non sans difficultés – de revoir le complet dossier de l'*Affaire*. J'espère y trouver une écriture révélatrice. Je réponds en même temps à Daniel Guérin qui m'a informé de sa découverte.

Trois heures de recherche au greffe pénal de la Cour d'appel me permettent de découvrir – côte 1234 – une lettre manuscrite de Pierre Lemarchand, versée au dossier par lui-même ! Un examen rapide des documents, mis côte à côte, me donne la très réelle vraisemblance de l'information. Sans demander mon reste, je prends une photocopie de la lettre, et remets les deux pièces à une amie graphologue. Elle me confirme mon constat : pour elle, il n'y a aucun doute. J'en fais part à mes confrères et nous demandons au Garde des Sceaux, René Pleven, de bien vouloir ordonner une étude comparée par un expert de son choix – en vue d'une confirmation par la voix officielle. La requête traîne beaucoup. Le ministre ne semble guère pressé de faire authentifier l'écriture du « questionnaire ». Il choisit en définitive M. Metman pour réaliser l'expertise. Celui-ci dépose son rapport le 6 octobre 1971. Comme par hasard – sans doute – ses conclusions sont dubitatives. Nous ne devons pas abandonner pour autant cette sérieuse piste. Elle sera reprise dès le dépôt de la nouvelle plainte en 1975. J'en reparlerai plus loin.

À noter encore, le dépôt le 3 juin 1970 d'une requête en révision en faveur de Louis Souchon présentée par Me J. Isorni. Sans résultat.

304. « A l'occasion des séances de travail prévues pour le film (concernant la libération des peuples colonisés), Figon était chargé d'autre part, sur un plan politique, de poser différentes questions à Ben Barka, permettant au gouvernement marocain de connaître les intentions de celui-ci concernant son éventuelle participation à un futur gouvernement » (sic !) – audition du 4 novembre 1965. N'était-ce pas plutôt permettant au SDECE de connaître le point de vue de Ben Barka sur ces faits ?

Le procès de Marrakech (14 juin 1971)

Je ne peux y participer. Je ne rapporte donc ici aucun témoignage personnel. J'en parlerai dès lors brièvement, après avoir évoqué ma tâche à Paris³⁰⁵.

À la demande de A. Youssoufi, je constitue un *Comité international de défense, pour sauver les 193 de Marrakech* que Robert Buron³⁰⁶ accepte de présider. J'en suis le secrétaire général. J'obtiens l'adhésion de nombreux hommes politiques et intellectuels tant en France, qu'en Espagne, en Italie, en Allemagne, en Angleterre. Ma démarche est rapportée dans un document édité en cours de procès : *DEFENSE ET SOLIDARITE AVEC LES DEMOCRATES MAROCAINS – Procès des 193 de Marrakech*³⁰⁷. Un autre document est édité à la même époque par la section de Paris de l'UNEM, sous le titre : *Procès de Marrakech. Tout un peuple en lutte*.

Le procès s'est ouvert le 14 juin 1971 devant le Tribunal régional de Marrakech. Initialement, il devait se dérouler à Rabat devant le Tribunal militaire, mais celui-ci s'est déclaré incompétent, « l'atteinte à la sûreté extérieure de l'État » n'ayant pas été retenue contre les 193 inculpés. Cent soixante et un sont présents. Trente deux jugés par contumace, sont présumés « en fuite ». Parmi eux, Me Mehdi Alaoui, Mohammed Basri, Ben Hammou, Mohammed Ben Saïd, Mohammed Benyahya, Abdelfatah Sabbata, Abderrahman Youssoufi, Houcine El Manouzi³⁰⁸.

De très nombreux avocats assistent les accusés. Parmi lesquels El Forkani, Mansour, Ajar, Benjelloun et cinq avocats dont Mohammed El Yazghi. Comme au procès de 1964, le leader de l'UNFP, Abderrahim Bouabid tient le rôle principal quant à la défense politique de tous ces militants. À ses côtés, MMes M'hamed Boucetta, Abdelkrim Benjelloun, Omar Benjelloun et bien d'autres. Deux observateurs, Me Claude Bourguet de Paris et Luigi Cavalieri de Rome, témoignent de ce « procès farce », des violations des droits de l'Homme, des tortures prouvées par expertise médicale et par l'exhibition en audience de cicatrices. Toute la presse française, notamment *Le Monde*, *l'Humanité*, *Le Nouvel*

305. Cf. aussi mon article dans *La Croix* du 17 juin 1971 : « *Procès à Marrakech* ».

306. Ancien ministre, président du Mouvement « Objectif 72 ».

307. J'y relate, bien sûr, « l'affaire de Madrid... ou de la coopération policière des gouvernements. » Dans l'éditorial, R. Buron rappelle qu'il faut sans relâche, à l'Ouest comme à l'Est (...) et dans le Tiers-monde, opposer la conscience universelle à la sacro-sainte « Raison d'État » et aux ingérences étrangères.

308. Ce dernier membre actif de l'UNFP, militant syndicaliste, sera enlevé à son tour par les services secrets marocains en octobre 1972, lors d'un séjour en Tunisie. Détenu par la suite à la Villa Mokri, puis au PF3, il s'évadera avec d'autres en juillet 1975. Arrêté, il disparaîtra à tout jamais...

Observateur, l'Express – « Depuis l'affaire Ben Barka, l'enlèvement est une spécialité marocaine » – *Témoignage Chrétien* évoquent le procès³⁰⁹.

Après deux mois d'audience, le procureur du Roi, au terme d'un réquisitoire très dur – « diffamatoire » dira même la défense – requiert la peine de mort contre 16 accusés détenus et contre les 32 « en fuite » ; la détention à perpétuité contre 122 autres détenus !³¹⁰ Nombre d'observateurs s'étonnent de cet implacable réquisitoire : Hassan II, qui venait d'échapper à l'attentat de Skhirat (voir infra), n'avait-il pas fait son autocritique, et déclaré notamment : « Je vais changer quelque chose dans la façon de gouverner mon pays, à commencer par moi-même ». N'a-t-il pas, par la suite, en août, tenté une ouverture politique en chargeant son frère, le prince Moulay Abdallah, d'entrer en contact avec Bouabid lui-même ? C'était oublier l'échec de ces pourparlers, une fois de plus : le marchandage simpliste – quelques militants condamnés en moins contre quelques strapontins dans un nouveau gouvernement – n'avait pas été accepté par l'UNFP. Pas question, en effet, pour Hassan II de débattre de réformes de structures (élection d'une Assemblée constituante), ni d'évoquer le problème majeur depuis 1965, la « disparition » de Ben Barka.

Le 17 septembre, le Tribunal se montre finalement d'une relative modération dans son verdict. Si Mohammed Ajar est de nouveau condamné à mort, comme quatre autres militants, le fqih Basri, El Manouzi, Sebbata et M. Bourras Figuigui par contumace, A. Youssoufi, M. Alaoui et M. El-Lyazghi sont acquittés. Pareille décision donne au pouvoir royal la possibilité de montrer au monde entier la « sérénité » de sa justice, « l'indépendance de ses juges », même si ceux-ci, pas plus que le procureur n'ont tenu compte du vide du dossier...

309. *Témoignage Chrétien*. rappelle que s'il y a 193 accusés... « 6 pistolets rouillés, 2 grenades et 1 mitraillette » (sic !) sont pour le procureur la preuve de ce nouveau complot contre « la sûreté intérieure de l'État », la volonté de ces 45 ouvriers, 37 paysans, quelques commerçants, une douzaine d'enseignants, cinq avocats, tous militants ou sympathisants de l'UNFP, de renverser le régime du pays « pour lui substituer un régime républicain et socialiste »...

310. Ni les dénégations formelles des accusés, ni la démonstration des tortures qu'ils ont subies, ni l'existence de charges établies, de pièces à conviction, n'ont retenu l'attention du procureur ; mais seuls les « aveux », dressés dans les « conditions » bien connues, lors de la phase préliminaire entre les mains des policiers... Pour couronner le tout, il n'a même pas hésité à affirmer que ces « héros du crime » étaient ceux là même qui avaient provoqué par leurs idées les sauvages tueries du 10 juillet à Skhirat, contre-disant ainsi le roi lui-même !

Les événements de Skhirat (10 juillet 1971)

J'en parlerai peu. Ils n'ont guère de rapport avec mon ouvrage – sauf, sans doute, en ce qui concerne l’Affaire Addi ou Bihi. Je citerai seulement un extrait du *Monde*, illustrant l’absolutisme royal :

« Multipliant les conférences de presse et les déclarations, le roi – et le roi seul – a paru habilité à fournir le récit des événements et leur interprétation. Toute question, ou tout fait évoqué, qui eût pu paraître présenter une contradiction avec la version royale, semblait s'apparenter... au crime de lèse-majesté »³¹¹.

Bouabid déclare pour sa part le 9 août 1971 : « Oufkir n'est pas l'homme fort du régime. Le roi se méfie de lui depuis longtemps et c'est pour ternir son image qu'il l'a chargé de la répression »³¹². Notamment, au lendemain de la tuerie : Oufkir est obligé de facto par le roi d'assister à l'exécution des mutins³¹³, dont ses deux meilleurs amis, les colonels Chelouati et Bougrine. Cela, il ne le pardonnera jamais à Hassan II – d'autant que le peloton d'exécution, sa besogne faite, aurait reçu l'ordre de cracher sur les cadavres ! Oufkir – devenu ministre de la Défense et chef d'état-major de l'armée – par ailleurs, passant outre aux instructions du souverain, a fait acquitter les cadets auteurs du carnage ! En réaction, sur ordre du roi, tous les officiers siégeant au jury de leur procès ont été admis à faire valoir leur droit à la retraite !

Dlimi est confirmé dans son poste à la DGSN, mais il ne dépend plus que d'une seule personne, le Roi.

Le suicide de Thami El Azemouri

Pendant cette année 1971, un événement bien triste est survenu le 25 février : le suicide de Thami El Azemouri³¹⁴. Des rumeurs ont couru,

311. M. Legris – 27 juillet 1971.

312. Bouabid fixe aussi les conditions de l'entrée éventuelle de l'UNFP dans un nouveau gouvernement. Les mêmes qu'en 1965 : « Des élections libres. Une nouvelle Constitution avec rôle prépondérant donné au Parlement. La séparation des pouvoirs. L'adoption d'un programme de réformes sociales radicales ».

313. Le 13 juillet 1971.

314. Alors professeur d'arabe et de sociologie marocaine à la Faculté de Vincennes.

reprises encore trente ans après par le journaliste Stephen Smith³¹⁵ : la thèse de « l'élimination » suspecte de l'unique témoin de l'*Affaire*, « trouvé mort, étranglé à l'aide d'une chaîne de vélo ». Fausse information, utilisée à nouveau dans le film « *J'ai vu tuer Ben Barka* », soi disant si « documenté » selon ses auteurs !³¹⁶ Non, Thami El Azemouri s'est bien suicidé. Très dépressif, il avait mal supporté les attaques fielleuses dont il avait fait l'objet depuis 1965, dans les médias et au téléphone. Il désirait tant aller au Maroc notamment pour revoir sa vieille mère, mais il était très inquiet de la nouvelle répression qui s'abattait sur les militants. Dlimi lui-même l'avait « invité » à revenir au pays « où rien ne lui serait reproché ». Mais il supportait très mal l'idée qu'on puisse alors penser que, lui aussi, trahissait Mehdi Ben Barka ! D'où le drame. Il avait fait une première tentative en avalant des médicaments. Il avait échoué. Il avait été hospitalisé. Dès sa sortie, il récidivait, hélas, se pendant avec une corde au domicile même de l'amie avec qui il vivait ! C'est elle qui l'avait trouvé ce 25 février au soir en rentrant de son travail. Trente années après, elle frémit encore en évoquant l'horreur de cette découverte³¹⁷.

Le Comité pour la vérité sur l'affaire Ben Barka

Dès le 8 novembre 1965, les anciens membres du « Comité France-Maghreb » – intervenus en 1953-54 en faveur du sultan Sidi Mohammed Ben Youssef – « se font les interprètes de l'émotion soulevée par l'enlèvement de Mehdi Ben Barka en plein Paris » et « font appel au roi du Maroc, Hassan II, seul à même de rassurer l'opinion mondiale et française. » Ils lui adressent une lettre personnelle le 15 décembre. Elle n'a pas plus d'effet. Dès lors, un « Comité pour la vérité sur l'affaire Ben Barka » se met en place, présidé par le professeur Charles-André Julien³¹⁸.

315. *Le Monde* du 27 octobre 2001.

316. Le réalisateur Serge Péron déclare à *La Gazette de Lausanne* le 14 mai 2005 : « On a essayé d'être très près de la vérité. On a vu les minutes du procès. On a lu tous les articles. On a vu tous les documents de l'époque. Au fond, c'est une vérité que j'espère documentaire, même si c'est une fiction ». Soyons sérieux ! Il s'agit certes d'un bon film, mais qui aurait pu être réalisé en très grande partie dès 1966, puisqu'il reprend purement et simplement le récit contesté de Figon dans *l'Express* !

317. Entretien avec l'auteur en juin 2001.

318. On y trouve des personnalités de gauche R. Verdier, R. Barrat, D. Guérin, A.P. Lentin, J. Berque, Cl. et I. Bourdet, P. Cot, M. Rébérioux, M. Rodinson, A. Savary, P. Joxe, L. Arragon, etc. ; des gaullistes, M. Clavel, L. Hamon, E. d'Astier de laVigierie, R. Buron, R. Capitant, et bien d'autres, J. Monod, Henryane de Chaponay, etc.

Le 17 janvier 1966, il lance un appel rendu public³¹⁹. Une grande réunion, dont j'ai fait état supra, a lieu à la « Mutualité » pour exiger toute la vérité.

Au lendemain de l'étonnante démission de François Mauriac à la présidence de « *France Maghreb* », Ch-A. Julien n'hésite pas à écrire : « Ce ne sont ni la personnalité de Ben Barka, ni les intrigues marocaines qui retiennent le plus l'attention, mais les conditions du rapt et les responsabilités françaises qu'il implique. L'affaire Ben Barka crée un trouble de conscience comme l'affaire Dreyfus »³²⁰.

Réuni très régulièrement, le Comité n'aura de cesse pendant des années, aux côtés de la famille Ben Barka et de ses avocats, de poursuivre ses recherches afin d'éclairer les conditions et les suites de l'enlèvement du leader marocain. Il publie plusieurs études sur l'*Affaire aux Cahiers du Témoignage Chrétien*³²¹. En novembre 1972, son président publie une lettre au *Monde* demandant un nouvel examen de l'affaire, rappelant les requêtes en ce sens en 1970 et en octobre 1972 de la veuve et du fils de la victime au garde des Sceaux : « La conjoncture est favorable, écrit-il, grâce au film *l'Attentat*, qui fait découvrir le drame au grand public... »³²².

J'écrivais pour ma part³²³ : « Le côté ambigu du film constitue un réel « abus de confiance » de l'opinion publique, car désormais, pour elle, c'est l'affaire Ben Barka (...) Pour chacun, l'enlèvement (réel) du leader de l'opposition marocaine et son assassinat apparaissent sans conteste comme l'œuvre de la CIA, de truands, du général Oufkir et de quelques policiers ou membres des services secrets français, tous unanimes pour empêcher le retour au Maroc de Ben Barka, redevenu, semble-t-il, en odeur de sainteté auprès du monarque (...) Inexact, le rôle primordial donné à la CIA et à Oufkir, le brevet d'innocence décerné implicitement au Palais royal de Rabat (...) Pour moi, sans aucun doute, la décision de faire revenir au Maroc le leader de l'opposition est venue du roi lui-même. Quant à l'assassinat, c'est l'énigme qui demeure... »³²⁴.

319. « L'opinion ne saurait tolérer que des éléments incontrôlés ou inspirés puissent se livrer à des rapt politiques sur le territoire français. Elle attend du gouvernement qu'il prenne une pleine conscience de ses responsabilités, qu'il mette tout en œuvre pour que la lumière soit faite sur le sort de Mehdi Ben Barka, pour que soient démasqués et châtiés les responsables quels qu'ils soient. »

320. Lettre publiée par *Le Monde* le 2 février 1966

321. En 1966 – n° 45 : *Un exposé sur l'Affaire* après avoir présenté Mehdi Ben Barka, l'homme, son rôle et son action. En 1967 – n° 46 : *Les enseignements et lacunes du premier procès*. En 1973 – n° 54 : *La mort de Mehdi Ben Barka : un dossier à rouvrir*.

322. Les auteurs du film, Yves Boisset et Jorge Semprun, se défendent d'avoir reconstitué l'Affaire Ben Barka.

323. Opinion parue dans *La Croix* du 4 novembre 1972.

324. J'ajoutais, « Le grand mérite du film n'en demeure pas moins de montrer par ailleurs la collusion des polices, l'internationale des polices, cette triste réalité. »

La tentative du coup d'État du 16 août 1972

Devant la situation économique et sociale toujours aussi mauvaise, la misère des masses face à l'enrichissement de quelques uns, « partenaires » de Hassan II, des grèves éclatent à nouveau, tant du côté des travailleurs (du textile par exemple) que du côté des étudiants. Les privilégiés trouvent deux sources d'enrichissement : leur participation directe au pillage des richesses du pays, en liaison avec les sociétés étrangères et leur corruption à tous niveaux de direction...

Le général Oufkir aurait semble-t-il voulu s'opposer à la déliquescence des mœurs du pouvoir, telle cette corruption généralisée d'un côté, le terrible traitement réservé de l'autre aux opposants. Quoi qu'il en soit, un nouveau coup d'État ébranle le régime le 16 août 1972 : l'attaque de l'avion royal au retour d'un séjour d'Hassan II en France. Son échec entraîne le « suicide » d'Oufkir. Un « suicide de trahison » affirme le souverain³²⁵. Un nouveau mensonge. Pourquoi ne pas évoquer tout simplement, en dehors de tout procès, « l'assassinat d'un traître » – au moment de l'arrivée d'Oufkir venu « s'expliquer » auprès de son maître réfugié à l'Ambassade du Liban.

Du 17 octobre au 8 novembre se déroule à Kénitra le procès des comploteurs. De nombreuses condamnations à mort sont prononcées, ainsi que de lourdes peines de prison.

Mis en cause par les révélations de certains putschistes, Bouabid déclare à l'envoyé spécial de *l'Aurore*³²⁶ : « Il n'y a là rien qui puisse me gêner (...) ». Et d'ajouter : « La disparition tragique de mon grand compagnon de lutte constituait un obstacle infranchissable entre le roi et moi, qui rendait impossible toute éventualité de rapprochement ».

La mort d'Oufkir ne fait pas changer pour autant d'opinion Hassan II quant à la « disparition » de Ben Barka³²⁷. Il déclare le 23 août à Jean Mauriac de l'*AFP* : « Je vous le dis le plus franchement, le plus cyniquement possible, je ne regrette pas la disparition de Ben Barka. C'était un agitateur notoire à l'échelon international (...). Quant à dire qu'Oufkir a été l'instigateur, l'exécutant de la disparition de Ben Barka, je peux vous affirmer que jusqu'à présent, je n'ai pas eu la moindre preuve, de la part d'Oufkir, ni le moindre aveu ».

325. « Si après avoir longtemps hésité, il s'est décidé à comploter contre Hassan II, c'est tout simplement parce que, comme tous les hommes honnêtes ayant travaillé auprès du roi, il a fini par haïr son comportement, ses manières et son arrogance » écrit Mahjoubi Tobji dans *Les officiers de Sa Majesté*. Ed. Fayard – page 36.

326. Le 21 octobre 1972.

327. *L'Aurore* titre le 25 août : « Hassan blanchit Oufkir d'au moins un crime, celui du rapt de Ben Barka. » Il déclare en septembre, à Beyrouth, à l'hebdo *Al Hawadass* : « Je ne reconnais pas les jugements rendus par contumace en France. »

La déclaration de Marie-Louise Boucheseiche

Un autre événement important fait la une de *L'Aurore* le 24 août, une déclaration fracassante de Mme Boucheseiche. Elle ne conteste pas les liens anciens de son mari avec les Marocains. Elle indique qu'elle-même « cinq mois avant ce qu'on appelle l'affaire Ben Barka, (elle) a acheté *Le Grand Hôtel*, rue Abdelkrim Diouri à Casablanca »³²⁸. Elle ne cache pas que son mari s'est réfugié au Maroc, après avoir « en mon absence, introduit Ben Barka dans notre maison (...) ». S'il a fait des affaires au Maroc, « à chaque pas Dlimi était derrière lui. Georges n'était d'ailleurs plus un être libre. Il vivait entouré de gardes du corps. Pour veiller sur lui, mais aussi pour le surveiller (...). Il a été arrêté le 17 mars 1971 sur ordre de Dlimi, et jeté dans une prison marocaine. Depuis on ne l'a jamais revu (...). Au lendemain de la mort d'Oufkir, des amis bien informés sont venus me dire : Georges est mort ».

Etonnante coïncidence, cette déclaration est faite à Paris, au moment même où Hassan II donne à Rabat son interview à Jean Mauriac !

Au vu des affirmations de Mme Boucheseiche, mes confrères et moi demandons au Garde des Sceaux « de prendre les mesures nécessaires pour retrouver et ramener en France les repris de justice complices de l'enlèvement de Ben Barka ».

Ratés, mais significatifs, les deux putschs militaires des 10 juillet 1971 et du 16 août 1972 ont profondément ébranlé les bases du régime. Dès lors, Hassan II fait de plus en plus appel à sa police et l'on peut dire que la tyrannie royale a établi la terreur en système de gouvernement³²⁹. Il s'agit surtout d'éliminer les organisations politiques qui ne veulent plus « dialoguer avec le Palais » – c'est-à-dire rentrer dans le rang – et de liquider leurs meneurs les plus dangereux.

328. Son mari, avec la protection des autorités l'a transformé en « maison de rendez-vous ».

329. « Si, en Hassan II, je respectais toujours le père adoptif qu'il fut pour moi, j'ai haï le despote qu'il est devenu le jour où il a commencé à nous persécuter (...) Je l'ai haï pour le crime irréparable qu'il a commis en enfermant si longtemps, dans des conditions si inhumaines, une femme et six enfants dont le plus jeune n'avait pas trois ans » Malika Oufkir. *La Prisonnière*, Ed. Grasset. 1999.

« Tu déconnes ! ? Arrête ton jeu... Passer de l'amour à la haine, je veux bien, mais de l'amour à la médiocrité, ça craint vraiment. T'es quand même un fils de bonne famille. T'es roi, t'es représentant de dieu, t'es dieu, faut t'élever, mon vieux. Sois digne si tu ne peux mieux. Enfin, bref, je ne peux sauver mon histoire et la tienne, ma dignité et la tienne, ma pomme et la tienne ». Soukaïna Oufkir. *La vie devant moi. Une enfance dans les prisons d'Hassan II*. Ed. Calman-Lévy 2008. « Hassan II savait être d'une dureté inouïe, montrer un cœur de pierre » *Le dernier Roi*. J.P. Tuquoui, Ed. Grasset 2001.

Les événements des années 1973 – 1974 – 1975

Le 13 janvier 1973, Omar Benjelloun³³⁰ et Mohammed El Yazghi reçoivent des colis piégés. Ce dernier est très grièvement blessé. Diverses opérations médicales lui sauvent la vie, mais en mars il sera de nouveau arrêté et jeté en prison ! Ce même jour, le colonel Amokrane et le commandant Kouira, les deux principaux exécutants de la tentative de putsch du 16 août, sont fusillés. L'UNEM est dissoute le 17 janvier, sans procès. En mars, Mohammed Bennouna, ancien responsable de l'UNEM et de l'UNFP, ancien combattant dans les rangs palestiniens, tombe les armes à la main dans la région de Goulmina lors d'un engagement entre les « maquisards » et les forces de l'ordre. Malgré la vaste répression qui s'est de nouveau abattue sur le peuple marocain, la riposte des travailleurs (grèves) et les révoltes paysannes se multiplient...

À Paris, Georges Pompidou³³¹ décède le 2 avril 1974, à la suite d'une longue maladie. Valéry Giscard d'Estaing lui succède à la présidence de la République le 19 mai. Les relations franco-marocaines deviennent très cordiales et Giscard est reçu à Rabat par Hassan II en mai 1975. C'est la première visite officielle d'un chef d'État français au Maroc depuis l'accession du pays à l'indépendance³³². Du côté français, il s'agit de débattre du problème des intérêts privés quelque peu malmenés après la « disparition » de Ben Barka. Du côté marocain, de solliciter le développement de l'assistance de la police française à la police marocaine... alors que Giscard n'ignore pas la répression qui frappe les militants de l'UNFP tout particulièrement et la centaine ou plus de « militants révolutionnaires » dont Abraham Serfaty emprisonné depuis novembre 1974. L'année suivante, Hassan II invité n'hésite pas à venir à Paris en visite officielle.

330. Incarcéré en mars 1973 pour une année, il reprend à sa sortie la publication d'*Al Mouharrir* en tant que directeur. Elu membre du Bureau politique de l'USFP au congrès extraordinaire de janvier 1975, il est assassiné à Casablanca le 18 décembre par des intégristes. Les auteurs du crime seront arrêtés et condamnés, mais les commanditaires ne seront, comme par hasard, pas inquiétés par la justice !

331. Les relations franco-marocaines sont restées totalement bloquées tant que de Gaulle fut en charge des intérêts de la France. Elles commencèrent à refaire surface après son départ et l'arrivée de Pompidou au pouvoir en 1969.

332. « C'est le président français avec qui j'ai eu le plus de complicité ». Le président aura même droit au qualificatif de « mon copain » par le roi « parce que c'est un monsieur qui m'a mis à l'aise dès qu'il a posé le pied sur le sol marocain ». *Hassan II. La Mémoire d'un Roi*. op. cité page 251.

La deuxième plainte

1975 à 2010

Les arrêts du 5 juin 1967 n'ont pas fait justice. Et, les deux procès n'ont fait ni la totale lumière sur l'Affaire, ni laissé apparaître la vérité quant au sort de Mehdi Ben Barka. Nous étions fort loin de la réponse du général de Gaulle à sa mère et la coopération du pouvoir français avait repris avec Hassan II comme si de rien n'était ! Le dixième anniversaire de la « disparition » du leader marocain approchait. Pour éviter la prescription criminelle, le fils aîné de Ben Barka, Bachir¹ dépose le 21 octobre 1975 une nouvelle plainte, avec constitution de partie civile, entre les mains du Doyen des juges d'instruction près le Tribunal de Grande Instance de Paris. Elle est dirigée contre X, cette fois pour « assassinat, complicité d'assassinat et toutes autres infractions que l'instruction révélerait ».

Le garde des Sceaux est Lecanuët. Il ne fait rien pour faire avancer *l'Affaire*. Dix ans auparavant, sénateur, il s'était joint aux partis de gauche² pour dénoncer les carences de la police française, allant jusqu'à qualifier de « délit justifiable de la Haute Cour » le comportement du ministre de l'Intérieur, Roger Frey... devenu lui-même dix ans après, président du Conseil constitutionnel !³.

1. Et ses trois conseils, MM^g M. Buttin, L. Matarasso et G. Sénéchal, ces deux derniers aujourd'hui décédés.

2. Le 25 janvier 1966 à la Mutualité.

3. De même, rien n'a été fait pour exécuter le mandat d'arrêt international diligenté contre Oufkir.

La plainte est toujours en cours plus de trente quatre années après ! Elle est étayée par l'apport majeur du journaliste militant, Daniel Guérin. Son propos est clair : « Cette affaire n'a pas fini d'être empoisonnante. Elle attendra le moins longtemps possible, mais le temps qu'il faudra, l'heure de la vérité »⁴.

La plainte repose sur plusieurs faits nouveaux ou déclarations :

– La « disparition » au Maroc, où ils se sont réfugiés en 1965-66, des quatre « truands » français – selon la déclaration de l'épouse de Boucheseiche à *l'Aurore*.

– Le « questionnaire » manuscrit, découvert en photocopie dans la serviette de Figon, dont la rédaction est attribuée par divers journaux à Me Lemarchand qui ne les a pas attaqués.

– Les faits relevés par Souchon dans son livre, *Accusé, taisez-vous* !⁵ ou dans sa requête en révision.

– La nouvelle version des faits contés par Lopez dans le livre de Laurent Dufresne, *L'affaire Ben Barka – Antoine Lopez parle*⁶.

La plainte sollicite, en même temps, la levée du « Secret-Défense » qui ne se justifie plus, dix années après.

M. Hubert Pinsseau est le premier juge d'instruction chargé de la nouvelle information. Sept suivront. Certains actifs, d'autres non⁷.

4. Daniel Guérin ne l'a pas. Il le sait. Il prévient le lecteur. Il lui demande de considérer son livre grevé de tant d'incertitudes, de points d'interrogation, comme une recherche de la vérité. *Les assassins de Ben Barka, 10 ans d'enquête*, Ed. Guy Authier. Ce livre remanié et mis à jour sera réédité chez Plon : *Les assassins de Ben Barka, 16 ans d'enquête*, en 1981. Le présent ouvrage poursuit toujours cette recherche...

5. Ed. de la Table ronde.

6. Ed. Vérité, 1978. Faits revisités par Lopez lui-même dans *Confession d'un espion* – Fayard, en 2000.

7. M. Jeannin – Catherine Courcol – Robert Tchelian – André Ducoudray – Jen-Baptiste Parlos – Claude Choquet – Patrick Ramaël. Après les investigations d'Hubert Pinsseau de nombreuses suivront. Mais l'instruction s'activera surtout depuis 1998, avec l'arrivée au poste de Premier ministre, des socialistes Lionel Jospin en France et Abderrahman Youssoufi au Maroc – sans qu'eux-mêmes, personnellement, s'engagent dans la recherche de la vérité.

Les « truands », que sont-ils devenus ? Le Point Fixe 3

Dès le 1^{er} novembre 1965, Boucheseiche quitte tranquillement la France et gagne Casablanca par avion. Ses trois acolytes le rejoignent peu à peu, sans doute après un séjour en Espagne pour certains... Depuis les premiers aveux de Lopez, leur nom est connu. Rien de très sérieux n'est fait pour les arrêter⁸.

Le mandat d'arrêt international lancé contre Boucheseiche par le juge Zollinger, le 8 novembre, n'est suivi d'aucun effet. La police marocaine prétend qu'il n'est pas ou en tout cas, n'est plus au Maroc. La preuve en est soi-disant fournie par une lettre du truand, adressée d'Allemagne fédérale à la presse parisienne, à l'agence MAP, et au juge, vers la mi-novembre 1965⁹.

Un an plus tard, une autre lettre, de Le Ny cette fois, est adressée d'Espagne le 5 octobre 1966 au président de la Cour d'assises. Il se présente comme « une victime de plus dans cette affaire ». Il raconte avoir fait la connaissance de Figon en prison, l'avoir revu par la suite à plusieurs reprises, notamment « au début septembre 1965 (où) Figon (lui) a confié de retour du Caire qu'il était sur une affaire extraordinaire (...) consistant à favoriser, grâce à un nommé Lopez, une rencontre entre Ben Barka et les plus hautes instances de son pays ». Ces dires lui furent « confirmés par le protecteur de Figon, son avocat, Pierre Lemarchand, le 8 septembre, en sa maison de campagne où il avait accompagné son ami »¹⁰. Dans cette lettre, Le Ny met en cause, outre Lemarchand et Lopez, « qu'il savait membre important du SDECE, spécialisé dans les affaires du Maroc », le commissaire Caille, « personnage clé de l'affaire » selon lui. Il précise encore :

8. Ni dans Paris – où Le Ny par exemple séjourne jusqu'au début février 1966 – ni aux frontières, la carte tricolore du SAC en poche leur donnant, sans doute, toute facilité...

9. Cette missive est bien de Boucheseiche et postée dans ce pays... Elle a été apportée par un membre des RG de la DGSN, le Cre. Mohammed Ziani. (Boucheseiche se dit totalement étranger à l'affaire ! Et incrimine Me Lemarchand...).

10. « A savoir que les services français voyaient d'un très bon œil la rencontre projetée ».

« Je devais recevoir de Me Lemarchand cette même confirmation le jeudi 23 septembre à la Résidence Niel où il vint avec Figon après déjeuner (...) »¹¹.

Des années passent, et nul n'entend plus parler de ces ex-repris de justice – bien qu'une rumeur constante les situe toujours, réfugiés au Maroc. Un coup de théâtre survient – évoqué supra – avec l'interview de l'épouse de Boucheseiche le 24 août 1972 dans *l'Aurore*. Notre demande au garde des Sceaux n'a eu aucune suite. Nous la renouvelons auprès du juge Pinsseau. Marie-Louise Boucheseiche, née Andrieu, et la compagne de Le Ny, Françoise Becerra sont entendues par le juge courant décembre 1976. Mme Boucheseiche confirme ses déclarations au journal, et notamment la disparition de son mari le 17 mars 1971. Son expulsion personnelle par la suite du pays. Mme Becerra révèle au juge que Le Ny a quitté la France au début de l'année 1966¹². Elle déclare s'être rendue au Maroc dans les mois qui suivent et y être retournée à plusieurs reprises. « Chaque fois, dit-elle, je trouvais mon homme sous la surveillance de deux hommes qui l'accompagnaient dans ses déplacements ». Après avoir travaillé dans divers établissements « spéciaux », « Le Ny acquit *Le Bel Abri*, rue du Tchad à Rabat, cabaret que je gérais moi-même au début 1971. Mais, Julien disparut le 17 mars et l'établissement fut fermé d'autorité le 3 avril suivant (...). Je suis restée encore quatre mois au Maroc, habitant la villa de l'Agdal, mais je n'ai plus eu de ses nouvelles »¹³.

Nous faisons remarquer au juge qu'outre la présentation des passeports de ces dames faisant preuve de leurs affirmations, la non-inscription de leur décès sur l'acte de naissance des quatre « truands », semble bien établir qu'ils sont peut-être encore en vie au Maroc, mais, sans doute, « disparu » là-bas dans quelque basse-fosse !

11. Cette rencontre est aujourd'hui confirmée par les écoutes téléphoniques rapportées par le Cre. Aimé-Blanc. Voir infra.

12. « Le jour où le commissaire de police Galibert fut tué dans une opération de police montée contre lui... Le soir même, je reçus un appel téléphonique de Julien qui m'appela du Maroc. »

13. La présence de Le Ny à Rabat m'est confirmée par un ami : « J'étais voisin de Le Ny sans le savoir. Un jour, un homme est venu téléphoner chez moi pour demander un médecin, accompagné d'un policier. C'était lui ! Sa compagne, rencontrée par hasard chez l'épicier du coin, me l'apprenant m'a dit « J'ai très peur qu'il arrive quelque chose à mon mari ». Entretien avec Mohammed Lahbabi, professeur de droit émérite, en octobre 2006. Un autre ami, ancien avocat au barreau de Casablanca, réinstallé en France, m'a dit avoir été pour le moins surpris, en étant invité chez l'un de ses clients à Casablanca à boire un pot, d'y avoir rencontré Boucheseiche et ses deux acolytes ! Entretien en décembre 2005. J'ai moi-même retrouvé le « Bel Abri », immeuble à moitié en ruine, rue du Tchad, à Rabat, en 2002. Un voisin interrogé me confirma qu'en son temps, c'était un « cabaret » tenu par une espagnole...(Mme Becerra donc).

Le juge Pinsseau décide d'adresser au Maroc une Commission rogatoire internationale (CRI)¹⁴. Elle quitte son cabinet pour le circuit habituel le 28 mars 1977. Elle reste lettre morte ; d'où une véhémence critique contre les autorités marocaines. À tort, nous le verrons.

L'Affaire, malgré divers travaux de recherches, va subir une période creuse. Il faut attendre octobre 1993 pour que du nouveau soit connu quant au devenir des truands. Elle revient, en quelque sorte par le Maroc, par le bouleversant livre témoignage d'Ali Bourequat¹⁵ versé à l'instruction. L'auteur – qui a passé 18 années dans les prisons hassaniennes – révèle son étonnante rencontre à l'automne 1973, avec Boucheseiche, Le Ny, Dubail, lors de son incarcération au sinistre Point Fixe numéro 3 (le PF 3), route des Zaers à Rabat, quartier Bir Rami, prison secrète dépendant de la DGED. Un chapitre porte sur l'affaire Ben Barka, le rôle des truands, la mort du leader marocain, dont la tête serait enterrée en ce lieu... L'auteur ajoute qu'en avril 1974, les trois truands ont quitté le PF 3 : « Boucheseiche y reviendra le premier le 29 octobre, le Ny le suivra le 14 novembre, Dubail le 16 novembre. Mais ni lui, ni les autres ne seront plus alors en mesure de communiquer avec qui que ce soit »¹⁶.

Au printemps 1998 l'espoir refleurit ! Lionel Jospin est Premier ministre à Paris et son homologue de l'USFP, Abderrahman Youssoufi, l'est à Rabat. N'est-ce pas avec ce dernier que j'ai œuvré lors du premier procès à Paris en septembre 1966 ou encore au moment de la scandaleuse livraison par Franco de deux de ses compatriotes, Ajar et Benjelloun, à Hassan II ? N'est-ce pas lui qui, opposé au roi, s'est volontairement exilé du Maroc, après Mehdi Ben Barka, pendant des années, s'installant à Cannes ? Un fait m'inquiète cependant. A.Youssoufi a accepté la lourde charge sur l'insistance du souverain¹⁷, après des élections en novembre 1997 une fois de plus truquées. Le gouvernement « d'alternance consensuelle » n'est pas issu de la volonté populaire, mais d'une combinaison électorale décidée par Hassan II : comme par hasard, l'USFP a eu le plus d'élus. Un de plus, sauf erreur, que le PI ! Le souverain a donc choisi le

14. Il prie les autorités marocaines de « procéder à une enquête approfondie... aux fins de vérifier les déclarations des dames Becerra et Boucheseiche ; de faire connaître le sort actuel des quatre individus condamnés par contumace dans l'affaire Ben Barka et de recueillir tout renseignements relatifs au rôle qu'ils y ont tenu. »

15. *Dix-huit ans de solitude*. Tazmamart. Ed. Michel Lafon. 1993.

16. Page 135.

17. L'Histoire retiendra le fameux pacte conclu, la main sur le Coran, entre Hassan II et Youssoufi.

Premier ministre dans le parti arrivé en tête. La gauche allait ainsi participer au pouvoir après 37 années dans l'opposition... Miracle ou mirage ? Le roi, très malade, sachant le pays dans une situation critique, était désireux tout de même de le laisser à sa mort, avec une apparence de « démocratie ». Mais, n'a-t-il pas agi de la sorte pour mieux circonvenir l'opposition¹⁸ ? Dans son discours du 20 août, Hassan II avait été fort clair : « La politique du pays, c'est moi. Le gouvernement est là pour appliquer mes directives, mes choix ». « Au Maroc, la clef de voûte du système, c'est le Trône : tout relève du Palais. Cela n'est pas contesté, c'est pourquoi il n'y a pas de problème institutionnel » affirmera lui-même Youssoufi¹⁹ !

Le 1^{er} octobre, l'occasion m'est donnée de rencontrer les deux Premiers ministres, lors d'un dîner offert à Paris par l'ambassadeur du Maroc.

Je remets à Youssoufi la copie de la CRI du printemps 1977 et lui demande qu'elle soit enfin exécutée. Le Premier ministre, rentré au Maroc, prie son ministre de la Justice, M. Azziman d'effectuer toutes recherches quant à cette CRI. Or, pas la moindre trace n'en est retrouvée ! Et pour cause ! Après une longue enquête personnelle auprès de l'ambassade de France au Maroc, au ministère des Affaires étrangères à Paris, au parquet général de la Cour d'Appel à Paris... je me rends compte que cette CRI n'a jamais quitté le ministère de la Justice, dirigé par Alain Peyrefitte ! Vraisemblablement sur instruction du Président de la République de l'époque, V. Giscard, l'ami d'Hassan II. J'ai écrit à ce sujet, à trois reprises, à Raymond Barre, alors Premier ministre. Je n'ai eu aucune réponse de cet homme réputé si courageux. Comment ne pas juger pareille décision comme une grave entorse à l'action de la justice ?

Je demande donc au juge Jean-Baptiste Parlos, désormais en charge du dossier, de renouveler cette CRI. Celle-ci est adressée le 18 janvier 2000 aux autorités marocaines. Désigné comme juge pour son exécution,

18. Avec 18 % de voix, le premier parti du pays ne peut prétendre diriger seul le pays. Le gouvernement regroupe quasi tous les partis, de gauche à droite. Il ne me laisse guère d'illusions – d'autant que les cinq ministères principaux : Justice – Défense nationale – Intérieur – Affaires étrangères – Biens habous (religieux) sont « réservés », directement sous les ordres du souverain... Il ne pouvait donc être question d'imposer une politique, celle de l'USFP. Et après les élections de septembre 2002, « l'alternance démocratique », espérée par Youssoufi en acceptant l'apparence du pouvoir en 1998, ne sera pas à l'ordre du jour. La « démocratie hassanienne » demeure, elle. Le choix du « vainqueur » des élections de 2007 n'y changera rien en fait. 1998, marque donc la fin de l'opposition frontale au souverain.

19. Entretien au *Monde* le 25 janvier 2002. Ses dires en 1973 étaient quelque peu différents : « L'intronisation du sultan s'accompagne d'un simulacre de cérémonie d'allégeance à laquelle participent des dignitaires tout à fait domestiqués. Ce pouvoir absolu, aggravé par la pseudo fonction de « représentant de Dieu sur la terre », forgée et transmise par des générations de despotes orientaux, mais qui ne repose, en fait, sur aucun fondement religieux ou légal... » Cf. *Actes du Colloque international d'études historiques et sociologiques* les 18-20 janvier.

Abdessamad Zaanouni la retourne à Paris « ne comprenant pas ce qu'il y a lieu de faire » (sic !). Pour faciliter la tâche de ce juge, je revois la CRI avec M. Parlos. Celle-ci repart à Rabat en août, complétée par des questions précises concernant le séjour des dames Boucheseiche et Becerra à Rabat, leurs activités, ainsi que celles des truands.

Entre temps, en mars, le frère d'Ali Bourequat, Midhat-René, raconte à son tour, dans un ouvrage témoignage détaillé et bouleversant²⁰ sa rencontre avec Boucheseiche, Le Ny, Dubail, au PF 3, leur départ de ce lieu de détention en avril 1974 et leur retour quelques mois après, l'un après l'autre... dans des couvertures militaires, exécutés, pour y être enterrés de nuit dans la cour ! Il confirme ses dires au juge d'instruction le 2 mai 2000²¹.

En juin, après une minutieuse enquête menée par le journal marocain *Demain*, un journaliste d'investigation de *France 3*, Joseph Tual, malgré une surveillance étroite de la police marocaine, localise²² et réussit à filmer ce lieu de détention et de tortures, détruit à l'intérieur, mais dont on distingue encore très bien les traces des cellules sur les murs et autres éléments, révélés par le plan des lieux dressé dans son ouvrage par Ali Bourequat. Son reportage est diffusé par la chaîne. Interrogé par l'*AFP* et par *France 3*, je ne peux que conclure : « Désormais Rabat ne pourra plus nier que les quatre truands se sont réfugiés au Maroc, après l'enlèvement de Mehdi Ben Barka »²³.

Le juge n'a aucune réponse pendant dix mois... Fin mai 2001, il est informé – huit jours seulement à l'avance ! – de la date de l'exécution de la CRI au Maroc fixée du 6 au 8 juin²⁴. Or, à l'heure du rendez-vous convenu, il ne trouve personne au Palais de Justice de la capitale ! Séjournant de mon côté à Rabat, j'interviens auprès du Premier ministre,

20. *Mort vivant*, Ed. Pygmalion. Gérard Watelet. 2000.

21. « Le 29 octobre 1974, je suis certain de la date, nous avons vu arriver une camionnette qui transportait un corps roulé dans une couverture. On nous a fait rentrer en cellule. Des gardes ont fait un trou dans la cour à la tombée de la nuit. Je les ai vus sortir le brancard de la fourgonnette alors qu'ils étaient encore en train de creuser. Le corps qui était sur le brancard toujours enroulé dans la couverture a été basculé dans le trou. Après avoir mis le corps, ils ont mis de la terre puis la couverture et les effets vestimentaires. Sur ces effets, ils ont mis de l'essence ou du mazout, puis y ont mis le feu, puis le trou a été entièrement comblé, etc. Les gardes étaient formels, il s'agissait des trois truands. »

22. Au lieu dit *Bir Rami*, à quelques mètres de la route des Zaers à Rabat, avenue Kennedy, un peu avant la Fondation Allal El Fassi.

23. *Demain*, en révélant cette découverte, évoque deux autres « points fixes » à Rabat : le PF 1, derrière l'hôpital Avicenne ; le PF 2, la *Villa Mokri*, occupée paraît-il aujourd'hui par la DGED, les services secrets marocains.

24. Bien que très occupé par les autres affaires de son cabinet, il se libère pour se rendre au Maroc, avec deux auxiliaires de justice.

qui prie le ministre de la Justice de retrouver le juge Zaanouni²⁵. Le lendemain, les deux juges se rencontrent enfin en début de matinée. Deux jours d'enquêtes dans divers services administratifs et financiers de Rabat et de Casablanca ne donnent rien, M. Zaanouni faisant le maximum pour qu'il en soit ainsi. Toutefois, grâce à un magistrat honnête et courageux de Casablanca, une des recherches s'avère positive : une inscription au Registre du Commerce établit que Mme Boucheseiche était à Casablanca l'administrateur unique de la SA du « Grand Hôtel », sis 41 ex-rue de Védrine, depuis le 9 septembre 1965, et qu'elle n'a jamais été remplacée. Découverte capitale ! C'est pour moi la première « tête de pont au Maroc du sinistre drame. Le 6 juin 1944 en quelque sorte » ! Désormais, il serait difficile au pouvoir marocain de continuer à soutenir la thèse d'Hassan II : « l'affaire Ben Barka, c'est une affaire franco-française ». Les difficultés persistent pourtant : le juge Zaanouni s'est bien gardé de se préoccuper du sort de Boucheseiche, Le Ny, Dubail et Palisse...

Une nouvelle CRI quitte donc le cabinet du juge Parlos en août 2002 concernant les truands. Le juge Abdelkader Chentouf, remplaçant Zaanouni décédé, confie la tâche de l'enquête à un commissaire de police en fonction à la brigade nationale de la PJ à Casablanca. Il est chargé de retrouver et d'entendre les onze policiers-gardiens chargés du PF 3, dont le nom a été communiqué à M. Parlos par Midhat Bourequat. Comme par hasard, la réponse est négative : « faute de renseignements précis, ces personnes n'ont pu être identifiées » ! La CRI précisait pourtant que tous ces policiers dépendaient de la DGED ; que les trois frères Boutoulout étaient originaires de Talsint, qu'ils possédaient une cafétéria rue Henri Popp ; que le commissaire divisionnaire Ben Mansour était un ancien consul général en Belgique. Je constate là une incontestable mauvaise volonté des autorités marocaines : le refus de reconnaître l'existence, route des Zaers à Rabat-Souissi, du PF 3, l'un des sinistres centres secrets de détention, de tortures et charniers d'Hassan II – en plein milieu aujourd'hui d'un des beaux quartiers résidentiels de la capitale !

Les dires de l'agent Boukhari

Une autre CRI a quitté le cabinet Parlos à la même époque pour auditionner l'ex-agent des services spéciaux marocains du CAB 1, Ahmed Boukhari, après ses nombreuses « révélations » en 2001, tant dans deux longs articles simultanément publiés, en France par *Le Monde*²⁶ et au

25. Celui-ci persuadé sans doute que J.-P. Parlos, informé tardivement, ne se déplacera pas, a prolongé ses congés du *Mouloud*.

26. Les 30 juin et 1^{er} juillet 2001 : « *La vérité sur l'affaire Ben Barka* » titre l'article – sans même un point d'interrogation ! – du journaliste S. Smith, à partir de révélations que lui a faites Ahmed Boukhari.

Maroc par *le journal*, que dans deux gros manuscrits parvenus en France, aux contenus fort différentx, opposés même, sans aucune explication²⁷ !

Dans une interview, j'avais alors répondu à ce « témoignage » : « Il est a priori intéressant parce qu'il relance l'affaire au Maroc²⁸. Au fond, et pour de nombreuses raisons, il me paraît « cousu de fil blanc ». Un véritable « contre-feu » préparé depuis des mois par les services spéciaux marocains²⁹ manipulant cet ancien agent, sorti au grand jour au moment où l'exécution de la première CRI commençait à avoir son plein effet³⁰.

Interrogé, quelques jours après, par une journaliste du *Figaro*, ma réponse était identique : « Je suis très circonspect » sur la version Boukhari ». Quant à l'épisode de la cuve, où aurait été dissous le corps de Ben Barka, je n'y crois pas une seconde ».

Boukhari avait sollicité d'être entendu à Paris, directement par le juge Parlos. Mais invité à trois reprises, les 19 juillet, 7 septembre et 20 décembre 2001, il n'avait pu se déplacer, faute de passeport dont la délivrance lui était alors refusée par les autorités marocaines.

Le juge Chentouf entend l'ex-agent en deux temps, en janvier 2003. Donc cinq mois après le départ de cette CRI de Paris...

En ce qui concerne les « truands », Boukhari donne la version suivante :

« Les quatre Français résidaient, avant l'enlèvement de Ben Barka à Rabat-Agdal (...) Dans la première semaine de novembre 1965, trois d'entre eux sont rentrés au Maroc (...) Le commissaire Mohammed Achaachi a désigné douze agents pour les surveiller, les contrôler et les protéger de novembre 1965 à septembre 1972 (...) Ils disposaient de 5 locaux qu'ils exploitaient dans la prostitution³¹. De septembre 1972 à juin 1973, Dlimi a désigné dix autres personnes (...) Ensuite, trois d'entre eux sont morts : Boucheseiche, Le Ny, quant au troisième, je ne me souviens pas de son nom. Leur mort a été ordonné par Dlimi et je ne sais pas où ils ont été enterrés au Maroc, à Dar Mokri, Aïn Aouda, Kénitra, Sidi Slimane ou Sidi Kacem³². Quant au quatrième, c'est l'infirmier Boubker Hassouni qui en était chargé. Il lui a fait établir une carte d'identité sous le nom d'un musulman marocain. Comme il souffrait d'une grave maladie, il l'a hospitalisé à Avicenne à

27. L'un édité en majeure partie dans le livre *Le Secret*. Ed. Michel Lafon. 2002, vendu librement au Maroc...

28. *le journal* du 21 juillet 2001.

29. Ne pas oublier que la première CRI, donnant de nombreuses informations est arrivée au Maroc en janvier 2000.

30. On avait découvert que Mme Boucheseiche était devenue propriétaire du « Grand hôtel » en septembre 1965.

31. *Le Bel Abri* à Rabat – un autre route de Casa à Rabat (sans doute « *La Villa* ») – *Le Sphinx* à Mohammedia – *Le Grand Hôtel* à Casablanca – *Le Soleil* à Safi

32. Boukhari se garde bien de mentionner le PF 3.

Rabat, puis à Ibn Rachid à Casablanca. Après sa mort, Hassouni a été chargé de la procédure administrative d'enterrement ».

Dans une lettre adressée³³ à Bachir Ben Barka, Boukhari avait donné une autre version :

« En 1972, le roi Hassan II avait donné des instructions à Mohammed Achaachi pour éliminer physiquement les 4 truands français, qui étaient gardés à vue depuis quelques mois dans le PF 2 « Dar Mokri » (...). Trois truands avaient été liquidés physiquement en dehors du PF 2 et enterrés après leur mort au PF 2. Le quatrième, gravement malade (...) ». (Pas de nouvelle version pour Palisse).

Les dires de Boukhari, lors de l'exécution de la CRI, demandant à être sérieusement vérifiés, le juge Claude Choquet – qui a succédé au juge Parlos – relance la CRI initiale concernant les truands, le 29 septembre 2003. Il en adresse le même jour une autre concernant les Marocains ayant participé, de près ou de loin, au rapt de Ben Barka ou ayant connu de l'affaire³⁴. Sans réponse du Maroc, il complète la première CRI et demande l'autorisation d'assister à l'audition des témoins. Toujours sans réponse, le juge sollicite par un nouveau complément, en juillet 2004, que des fouilles soient réalisées en sa présence au PF 3...

Au printemps 2005, la justice marocaine demande – indirectement – au juge Patrick Ramaël³⁵ à son tour en charge du dossier de renouveler les CRI. Une nouvelle – regroupant les deux précitées – quitte Paris et est remise en mai, par l'ambassadeur de France au Maroc, au ministre de la Justice, Mohammed Bouzoubaa. Le 26 septembre, sans avis d'exécution de la CRI, je dénonce dans un communiqué publié par l'AFP « le silence des autorités marocaines ».

Début octobre, pour une raison que j'ignore, le juge Chentouf est déchargé du dossier, confié désormais à un juge casablancais, Jamel Serhane. En accord avec le juge Ramaël, rencontré à Paris, celui-ci fixe l'exécution de la CRI au 28 novembre. Mais, arrivé à Casablanca, P. Ramaël apprend, vexé, qu'elle est reportée à une date ultérieure !

Séjournant à Rabat, j'interpelle la presse marocaine et m'élève publiquement contre ces attermoissements : « Je ne comprends pas ce manque de

33. En mai 2001.

34. Chtouki de son vrai nom, Miloud Tounzi ; Abdelhaq Achaachi ; Houcine Fikri ; Saïd Skalli ; Boubker El Hassouni (l'infirmier) ; Jamil Houssaïn ; Abderrabi Lamrani ; les généraux Housni Benslimane et Abdelhaq Kadiri.

35. Patrick Ramaël sera le juge le plus déterminé, le plus efficace, le plus acharné à la recherche de la vérité.

courage. On sent un véritable refus de coopérer, mais on ne sait pas où il se situe exactement. Sa Majesté Mohammed VI est au Japon, le ministre de la Justice au Caire. Qui donc exerce des pressions sur le juge Serhane ? Je pense qu'elle vient des « sécuritaires » ?³⁶

C'est une gifle à la justice française. L'ex-premier ministre A. Youssoufi, m'avait laissé entendre, en son temps, que si le gouvernement français levait le « secret-défense » pesant sur le dossier du SDECE, le Maroc agirait de son côté. C'est chose faite en France. Le gouvernement marocain refuse toujours, lui, d'aider la justice pour le dénouement de l'affaire. La semaine suivante, la chronique du journaliste Khalid Jamaï, intitulée « *Les Pieds Nickelés* » est particulièrement cinglante³⁷.

Cette procédure avait déjà été annulée quelques semaines plus tôt, en raison du pèlerinage à la Mecque de plusieurs personnes concernées. Fait étonnant, le juge Serhane, au courant de ces déplacements, indique au juge français qu'il ne peut trouver les adresses de ces témoins ! Pas même, donc, celle du général Hosni Benslimane, commandant la gendarmerie ! Le juge Serhane « ignore » aussi l'existence du PF 3. Et c'est un comble, il refuse d'y être conduit en voiture par le juge Ramaël, qui, lui, arrivé de Paris, l'a, sans difficulté, repéré...

La justice marocaine « ignore » le PF 3 ! Ce n'est pas le cas des militants du *Forum Vérité et Justice* qui organiseront³⁸ un sit-in de recueillement devant ce Point Fixe, retenus par un dispositif sécuritaire important, essayant d'empêcher ce rassemblement pacifique... « Que veut-on encore cacher ? » écrit la semaine suivante le *journal hebdo*³⁹ : « Il y aurait donc une ferme volonté pour garder le PF 3 inaccessible à tous ceux et celles qui désirent connaître la vérité, comme ce fut le cas in fine pour Tazmamart récemment rasé sans qu'aucune excavation ne fut faite (...). En refusant toute fouille sur ce site, l'État obère sa réelle volonté à aller jusqu'au bout de la voie de la vérité. Il fait preuve d'une grande fébrilité lorsqu'il s'agit de voir en face les crimes commis sous l'ère Hassan II et dont la responsabilité est peut-être imputable à des dignitaires encore au pouvoir (...) ».

36. *le journal-hebdo* du 8 décembre 2005.

37. « Ainsi nos super flics, si prompts à dénicher le moindre barbu, sont dans l'incapacité de localiser le patron de la gendarmerie royale (...) ! Bien entendu, il n'en est rien. Il s'agit d'une décision "mûrement" réfléchie et une nouvelle fatwa de nos super-stratèges pour se tirer d'un mauvais guépier et de blouser la justice française. C'est du grand guignol. C'est Ubu roi assaisonné à la sauce marocaine. Décidément le ridicule ne tue plus dans "le plus beau pays du monde". Ceci dit, cette triste farce – les réponses faites au juge français –, intervient au moment où l'IER s'apprêtait à publier son rapport qui, semble-t-il, fait l'impasse sur justement l'affaire Ben Barka, affaire phare des années de plomb... » *le journal-hebdo* du 16 décembre 2005.

38. Le 12 juillet 2006.

39. Du 15 au 20 juillet 2006.

Mes propos, comme ceux du juge Ramaël rentré bredouille à Paris, sont contestés par le ministre de la Justice dans un entretien au quotidien *Aujourd'hui le Maroc*⁴⁰ : « Par le fait des agissements de M. Ramaël, nous sommes passés d'une affaire qui se devait de rester à caractère strictement judiciaire à une médiatisation accusatrice. » Se voulant néanmoins rassurant, le ministre réaffirme « qu'il y a réellement une volonté politique au plus haut niveau pour faire la lumière sur cette affaire. » Et de rappeler la déclaration du roi Mohammed VI au « Figaro » : « Il serait inconvenant de ma part de demander à Bachir Ben Barka d'oublier et de tirer un trait sur le passé. Non, je ne le ferai pas... et je suis prêt pour ma part à contribuer à tout ce qui peut aider la vérité »⁴¹. Je remercie dans un communiqué le ministre d'avoir rappelé cette déclaration capitale et j'ajoute : « Tout le reste n'est que littérature, faux procès et gain de temps. Passons aux actes »⁴².

En février 2006, M. Bouzoubaa affirme encore « Je tiendrai à ce qu'il y ait coopération entre les justices marocaine et française, car cette affaire a trop tardé et il faut qu'on parvienne à la vérité » (sic !)

Une nouvelle date est effectivement envisagée à cette époque, puis en mai. Or, la veille de la convocation, le juge Serhane fait tenir une ordonnance au juge Ramaël pour lui demander la communication de nouvelles pièces ! À la lecture de cette décision, le juge Ramaël ne décolère plus. Une série de pièces lui avait déjà été demandée et il les avait fournies, entre autres les adresses de Miloud Tounzi, de Boubker El Hassouni et du général Benslimane. Il avait aussi localisé très précisément le PF 3⁴³. Quant aux pièces sollicitées, il s'agit surtout de journaux marocains dûment identifiés ou de pièces a priori inutiles pour l'exécution d'une CRI, sauf en cas de contestation des auditionnés. Quant aux adresses des gardiens-témoins du PF 3, anciennement au service de la DGED, aujourd'hui retraités – ou décédés – elles ne peuvent être trouvées que par les services marocains, s'ils ne refusent pas de s'en donner la peine !

P. Ramaël répond au juge Serhane en septembre. Il lui confirme, une fois de plus, par deux nouveaux documents et une expertise graphologique⁴⁴, que le dénommé « Chtouki » est bien le Cre. Miloud Tounzi. Il lui demande, par ailleurs, que les fouilles soient effectuées au PF 3 avec l'assistance de deux experts « mettant en œuvre des procédés de détection géophysique non destructifs d'analyses de surface »⁴⁵. Ce procédé permettrait de savoir, sans endommager les sols, si ceux-ci ont été chamboulés, même il y a très longtemps, et donc si des restes de corps humains ont pu être déplacés.

40. Le 5 décembre 2005.

41. Le 4 septembre 2001.

42. Communiqué à l'*AFP* le 8 décembre 2005.

43. CRI du 29 novembre 2005.

44. De Mme Jouishomme, experte près la Cour d'Appel de Paris.

45. CRI du 26 septembre 2006.

En novembre, je suis très surpris d'apprendre, par une déclaration du ministre de la Justice que la deuxième CRI du 23 septembre 2003 a été en partie exécutée⁴⁶. Or, elle n'est jamais parvenue en retour à l'ambassade de France à Rabat, a fortiori au cabinet du juge Ramaël. Recherche effectuée par mes soins, le ministre « oublie » de révéler, que ce document s'est « perdu », semble-t-il, au ministère marocain des Affaires étrangères...

Une autre déclaration de bonne volonté du ministre n'y change rien : il avance pour la première fois que :

« S'il y a des gens au Maroc (...) qui connaissent la vérité ou une partie de la vérité – tels Miloud Tounzi ou Boubker El Hassouni ou d'autres encore – je crois que le devoir national les oblige à se présenter devant le juge d'instruction et à être entendus. Ces personnes doivent coopérer pour faire éclater la vérité »⁴⁷.

*Maroc-hebdo International*⁴⁸ ose prétendre alors : « En adoptant cette position, la parti marocaine a joué la carte de la collaboration sans entrave et de la transparence totale ». Belle affirmation ! Mais, comme il y aura loin du dire au faire !

La même semaine, lors d'une interview, j'indique pour ma part : « On ne reproche pas au général H. Benslimane d'être partie prenante dans l'affaire, juste de ne pas avoir le courage de parler, vu son rôle au cabinet d'Oufkir à l'époque et à la DGSN... Quand on est général et patron de la gendarmerie, on devrait avoir ce courage »⁴⁹.

H. Benslimane semble a priori répondre à mon appel quelques semaines après. *Maroc-hebdo International*⁵⁰ titre en effet : « Le général se met à table ». La lecture de l'article consacré à l'affaire est quelque peu différente. Il n'y a aucune déclaration de sa part. Simplement un commentaire du journaliste : « Dans son entourage (sic !) l'on tient à préciser qu'il compte répondre à une prochaine convocation du juge Serhane avec sérénité. » Et, d'ajouter, perfide : « La focalisation opérée sur le général Hosni Benslimane à propos du leader de l'UNFP ne peut que nourrir la légitime suspicion de l'observateur. » Ce journaliste a-t-il

46. Interview à *Maroc-hebdo International* : « Faute d'informations pouvant identifier les parties en cause – suivez mon regard, les généraux Benslimane et Kadiri par exemple ! – seul Abdelhak Achaach a été auditionné et cette CRI a été retournée le 26 juin 2004. »

47. Il précise encore : « Qui a tué Ben Barka ? Où est sa dépouille ? Mehdi Ben Barka était un leader national et international. Sa famille, ses amis, sa grande famille politique, qui est la nôtre – l'USFP – ont le droit de savoir en faisant toute la lumière sur sa disparition et son assassinat. Tous, aujourd'hui, nous voulons la vérité ! ».

48. Du 1^{er} au 7 décembre 2006, page 18.

49. *le journal-hebdo* du 4 au 10 novembre 2006.

50. Du 1^{er} au 7 décembre 2006.

connu le rôle du capitaine Benslimane au cabinet d'Oufkir en 1965 pour conclure ainsi ? Sait-il qu'après le départ pour Paris de Dlimi en octobre 1966, H. Benslimane a été désigné par le palais royal comme directeur par intérim de la DGSN ?

Les mandats d'arrêt internationaux

Les beaux discours de M. Bouzoubaa n'avance pas plus l'exécution de la CRI... Lassé d'attendre, le juge Ramaël⁵¹ prend la décision, courant octobre 2007, de lancer cinq mandats d'arrêt internationaux pour arriver un jour à entendre les rares « survivants » de l'époque – et non a priori pour les mettre en examen comme certains médias l'ont soutenu ! – les généraux Benslimane et Kadiri, les commissaires El-Hassouni, Tounzi et Achaachi, dont le témoignage est capital.

Je profite pour ma part du déplacement officiel au Maroc du Président de la République Nicolas Sarkozy pour tenir informées les opinions publiques, française et marocaine, le 22 octobre, jour de son arrivée, par le relais du très courageux journaliste de FR 3, Joseph Tual. La décision du juge est une première depuis le dépôt de la nouvelle plainte voici trente-quatre ans. Le pouvoir marocain est désormais au pied du mur. Quelle va être sa réaction ? Selon une source proche du ministre marocain de la Justice citée par l'*AFP* « On a voulu gâcher la fête que représentait la visite de Sarkozy... Le Maroc réagira en temps opportun et n'a rien à cacher dans cette affaire » (sic !)

Connaître la vérité dans le sort des quatre truands français est très important. Le pouvoir marocain le sait et n'est pas dupe. « S'il n'a rien à cacher dans cette affaire », qu'il accepte de reconnaître la « disparition » de ces hommes au Maroc⁵². Il reconnaîtra ainsi, enfin, son implication

51. Le juge Ramaël a incontestablement adopté une attitude plus offensive que ses prédécesseurs. Mais ne s'est-il pas heurté plus que le juge Parlos au pouvoir marocain ? N'est-ce pas précisément la découverte de ce dernier quant au Grand Hôtel à Casablanca, acquis par les Boucheseiche en septembre 1965, qui a, par la suite, fait stopper toutes les requêtes ultérieures ? A partir de ce jour, en effet, le Maroc (officiel) ne pouvait plus continuer à évoquer les allégations d'Hassan II soutenant une simple « affaire franco-française » !

52. Le 4 novembre 2008, le fils de Le Ny, Christian, est interrogé par les gendarmes sur CR, à Cannes : « J'avais 19 ans et je finissais mes études (...). Mon père est parti vers le Maroc à l'invitation de ce pays. (...) En mai 1969, je suis parti à mon tour au Maroc, à Rabat, dans une villa, des Zaers, où mon père s'était installé. Il vivait là avec Dubail. (...) Boucheseiche et Palisse co-habitaient ensemble dans une autre résidence de Rabat. J'y suis resté deux ans. (...) Nous nous sommes tous retrouvés en villa surveillée. Il s'agissait d'un inspecteur de police marocain, qui vivait en permanence avec nous et qui devait faire son rapport journalier au commissaire de Rabat. (...) Après la gestion des bordels, mon père avait pris la gestion de l'hôtel de France à Casablanca. (...) Nous habitons toujours Rabat. (...) Je

dans l'enlèvement de Mehdi Ben Barka et les conséquences qui s'en sont suivies.

Interpol France informe le juge que seuls quatre des mandats sont lancés, celui concernant Boubker El Hassouni n'étant pas complet.

Au cours de l'été 2008, j'apprends avec surprise que le général Benslimane, président du Comité national olympique marocain, a pu se rendre sans difficulté à Pékin. J'en informe le juge d'instruction⁵³, qui sollicite des explications d'Interpol France. Il apprend que les mandats ne sont effectivement exécutoires que sur le territoire français ! (Le ministre de la Justice de l'époque, Rachida Dati, a sans doute choisi de les « oublier »)⁵⁴.

En juin 2009, Michèle Alliot-Marie devient ministre de la Justice et des Libertés. Je lui écris le 7 juillet. Lui rappelant que, ministre de la Défense, elle a levé le « secret défense » sur les dernières pièces du dossier du SDECE, je lui demande de bien vouloir intervenir en raison de la non exécution par le Maroc des CRI litigieuses et du blocage par notre pays des mandats d'arrêt internationaux. Le 28 août, elle me répond : « saisir immédiatement le directeur des affaires criminelles et des grâces ». À mi-septembre, décision est prise de diffuser les mandats d'arrêt. Je l'apprends par l'*AFP* début octobre. J'informe la famille Ben Barka de cette bonne nouvelle.

Mais, moins de vingt-quatre heures après, une décision contraire intervient ! Officiellement, « le procureur de Paris sollicite la cessation provisoire de la diffusion internationale des mandats, en raison de demandes de précisions du Secrétariat général d'Interpol sur leur contenu ». Curieuse coïncidence, le ministre français de l'Intérieur revenait juste de Rabat, où il s'était entretenu avec son homologue marocain...

suis parti du Maroc en 1971. Mon père a dû sentir « la patate », car un jour il m'a dit. Il faut que tu partes vite (...). Je n'ai jamais revu mon père. Nous ne nous téléphonions pas, ni ne nous écrivions. Il a disparu quelques mois plus tard, avec Boucheseiche et Dubail. Je ne sais pas pourquoi Palisse a fini ses jours dans un hôpital au Maroc. (...) Tout ce que j'ai su par la suite, c'est par les journaux et par les journalistes qui ont contacté ma mère. (...) J'ignore comment mon père a fini. Je pense qu'il a été tué et enterré au PF 3, mais je n'ai aucune preuve ».

53. Le 2 octobre au matin.

54. En septembre 2007, la famille Ben Barka avait sollicité d'être reçue avec son avocat par le président de la République, Bachir Ben Barka et moi-même avons rendez-vous, ce même 2 octobre 2008, non à l'Élysée mais au Quai d'Orsay, par trois représentants (de facto) du Président. Ils sont très au courant de la situation. En fait, un seul problème les intéresse : prier la partie civile de demander au juge Ramaël de revenir sur les mandats d'arrêts internationaux ! Dans ce cas, prétend le chargé du Maroc : « les CRI seront exécutées ». Sûrs de rien, nous refusons ce « marchandage ». Et, j'ajoute pour ma part : « Si le blocage actuel persiste, nous ne manquerons pas de critiquer ce déni de justice »).

Indigné de ce revirement, je m'exprime à haute voix et n'hésite pas – sans être contredit à ce jour – à mettre en cause l'Élysée. Bachir Ben Barka dénonce cette nouvelle péripétie qu'il qualifie de « mascarade ». Le juge Ramaël lui-même prend une position très courageuse. Il écrit⁵⁵ au procureur de la République :

« (...) Interpol revendique le blocage des diffusions sollicitées selon des « procédures internes confidentielles » qui tiennent compte des intérêts politiques et diplomatiques. En conséquence, j'estime inutile et hypocrite de « fournir de plus amples éléments afin de permettre d'apprécier s'il s'agit d'une affaire mettant en cause des responsabilités étatiques ». Manifestement l'affaire Ben Barka continue de déranger 44 ans après (...) ». Le juge lui renouvelle alors les quatre mandats, et ajoute le cinquième, désormais en mesure de compléter l'identité de El Hassouni.

J'attends la réponse du Procureur...

Ainsi, si le « Maroc n'a rien à cacher dans cette affaire », il se trouve désormais bien aidé par le pouvoir français. Quarante quatre ans après la « disparition » du leader marocain, c'est aujourd'hui la responsabilité de l'État français, au plus haut niveau, qui est en jeu. Le Général de Gaulle doit s'en retourner dans sa tombe ! Ainsi, la crédibilité de la justice française est sérieusement mise en cause ! Le Maroc refuse d'exécuter les CRI. La France s'oppose à l'exécution des mandats d'arrêt ! Une fois de plus la raison d'État – des États – l'a emporté sur l'exigence de justice. Pour combien de temps encore ?

55. Le 7 octobre 2009.

Les recherches sur le fond de l’Affaire

Les révélations de Boukhari

La CRI du 29 juillet 2002 comportait aussi diverses questions sur le fond de l’affaire. Les réponses de Boukhari au juge n’apportent rien de plus par rapport à l’ensemble de ses divers et contradictoires manuscrits reçus en France. Il rapporte qu’il n’était pas du voyage à Paris. Donc, qu’il n’était pas « l’ange gardien » de Mehdi Ben Barka dans la villa de Boucheseiche, comme il s’en était d’abord vanté. Il était, selon lui, de permanence au Cab 1 à Rabat, du vendredi 29 octobre à 8 h 30 jusqu’au lundi 1^{er} novembre 8 h. et, c’est là qu’il a appris par ses collègues, les nommés Mesnaoui, Saka et Mohammed Achaachi⁵⁶, la mort de Ben Barka le samedi 30 à 3 heures du matin, après les terribles tortures que lui avaient infligées Dlimi et Oufkir, en présence des agents précités, outre les Chtouki alias Miloud Tounzi, Boubker Hassouni et Abdelhaq Achaachi...

Ainsi, contrairement à tous les indices relevés lors de l’instruction initiale de l’affaire en France, Boukhari situe la dramatique scène dans la nuit du vendredi au samedi, Oufkir étant arrivé selon lui à 23 h 15 à Orly à bord d’un avion militaire marocain venu de Salé ; Dlimi étant arrivé, lui, un peu plus tôt à 18 h 15 également en avion militaire d’Alger...

Toujours selon ses déclarations au juge, « la cuve dans laquelle sera dissous le corps de Ben Barka, a été construite en 1961, sur les indications d’un expert technique américain de la CIA, le colonel Martin, dans un atelier de Casablanca... à partir d’un bon de commande remis par un juif dénommé Zureta, propriétaire du « sphinx » à Mohammedia, la matière chimique utilisée a été importée d’Israël »⁵⁷. Boukhari a précisé

56. Les trois démentiront dans la presse les affirmations de Boukhari, aucun n’ayant été en France à cette époque, et le poursuivant pour « diffamation » ils obtiendront sa condamnation.

57. Cette précision, que j’ai personnellement entendu de la bouche de Boukhari téléphonant à Paris, reprise dans une lettre adressée au juge Ramaël, ne sera pas reprise, comme par hasard, par les médias français, notamment dans le long article de S.Smith dans *le Monde*...

ailleurs que « cet acide spécial, fourni par le Mossad israélien, a permis « la dissolution complète des cadavres de plusieurs dizaines d'opposants soi disant dangereux pour le régime »⁵⁸.

Interrogé sur l'existence de cette cuve, Rachid Skiredj, à l'époque au Cab 1, estime ces propos imaginaires, « dignes d'un affabulateur »⁵⁹. Entendu⁶⁰ par le juge Ramaël, Skiredj lui précise : « Boukhari ne travaillait pas au Cab1, lorsque j'ai quitté le service. Les affirmations qu'il donne par ailleurs sur la cuve et l'acide sont fausses, de même que les dates : il situe la commande de la cuve en 1960, alors que la villa Dar El Mokri (...) a été confisquée et utilisée à partir de juillet 1963 ».

À la question : « Quel a été le rôle du roi Hassan II dans la mort de Mehdi Ben Barka et la disparition de son corps ? » Boukhari de répondre : « Je vous déclare que je n'ai jamais avancé quoi que ce soit sur le contenu de cette question dans ma note (...) et je vous confirme que feu S.M. Hassan II n'a aucun rapport avec cette affaire et n'a tenu aucun rôle, ni de près ni de loin » (*sic* !).

Pourtant il relate, dans l'un de ses manuscrits au chapitre IV page 15 : « Le roi Hassan II avait trouvé que le plan Achaachi était bon. Il a donné le feu vert en accordant les pleins pouvoirs au chef de la contre-subversion au Maroc et en mettant un budget illimité pour cette opération, en dehors de la caisse noire n°2 gérée par Mohammed Achaachi ». Et encore, au chapitre VIII page 14 : « Ahmed Dlimi, avait reçu l'ordre d'Hassan II pour torturer jusqu'à la mort Mehdi Ben Barka, pour l'assassiner à Paris, pour s'en débarrasser définitivement ». Comme par hasard, il n'est plus question de ces dires dans son livre *Le Secret*, ni devant le juge d'instruction...

Déjà, dans la lettre adressée⁶¹ à Bachir Ben Barka, Boukhari précisait :

« Le 25 mars 1965, le roi Hassan II avait décidé d'utiliser, en même temps, la ruse et la force pour faire taire Mehdi Ben Barka dans les plus brefs délais, en négociant avec lui indirectement dans le secret et en lançant à ses trousses des policiers du Cab 1 pour le kidnapper et le ramener drogué-endormi à Rabat ou bien s'en débarrasser en l'éliminant physiquement dans la clandestinité » !

58. Au lendemain de la parution du livre *Le Secret*, le journaliste Hamid Berrada déclare à *L'Express* du 28 mars 2002 : « Ce livre est une imposture, d'un bout à l'autre... Boukhari ne donne jamais de preuves... Après enquête, je suis arrivé à la conviction qu'il n'a jamais été standardiste. Et, surtout, qu'il avait été suspendu, trois mois auparavant, le 3 août 1965, de ses fonctions dans le palais. Ce qui veut dire qu'il ne pouvait être présent au moment des faits, ni au Cab 1 à Rabat, ni dans la villa de Fontenay le Vicomte. »

59. Entretien en juin 2005 avec l'auteur.

60. Le 12 décembre 2005.

61. En mai 2001.

Je note aujourd'hui qu'après la « disparition » de Ben Barka dans une cuve remplie d'acide, Boukhari dans une longue lettre au juge Ramaël⁶² avance une nouvelle version quant à la « disparition » des truands :

« Dans le centre secret situé à la ferme d'Aïn Aouda (...) les trois cadavres de Boucheseiche, le Ny et Dubail ont été jetés dans la cuve en inox pour dissolution et disparition définitive, en quelques heures, sans laisser aucune trace au fond de la cuve » !

Il y a lieu de relever que ce « témoin » qualifié par un journal marocain⁶³ de « greffier de l'affaire » pour avoir été chargé, selon ses dires, de « classer tous les matins, rapports et documents », n'a jamais fourni la moindre preuve écrite de ses affirmations ! De même, il n'hésite pas à parler de films et photos pris le jour du rapt ou lors de la « disparition » définitive de Ben Barka dans une cuve... Mais, où sont donc ces documents ? Qu'attend le pouvoir marocain, s'ils existent, pour les présenter au monde entier ?

En définitive, Boukhari, l'ex-agent, réutilisé aujourd'hui par les Services secrets, a tout simplement été chargé de revisiter *l'Affaire* et de faire comprendre au juge Ramaël et à la partie civile qu'il était inutile d'aller plus avant dans la recherche des corps de Mehdi Ben Barka ou dans ceux des truands !

Le réalisateur et les scénaristes du téléfilm *L'affaire Ben Barka*, projeté sur « France 2 »⁶⁴, ont qualifié Boukhari, dans le dépliant remis aux journalistes, « d'un des principaux responsables des services secrets marocains de l'époque » (sic !), alors qu'il était un simple standardiste⁶⁵ ! Utilisant son ouvrage, « *Le Secret* », ils ont par suite eu le culot d'affirmer, « qu'il était désormais possible de reconstituer l'ensemble de l'opération de l'époque », d'où le nom donné à leur film – malgré l'opposition et les réserves formelles de la famille de Mehdi Ben Barka et de leur conseil, qui ont tout de même obtenu de la production une bande-annonce pour bien signifier aux téléspectateurs qu'il ne s'agissait que d'une fiction. Les auteurs laissent en effet entendre que le roi Hassan II n'est pour rien dans la « disparition » de Mehdi Ben Barka, car celui-ci avait conclu un accord avec le souverain pour son retour au Maroc – ce qui est contraire à l'Histoire. Dès lors, selon eux, prenant les devants, ce sont les sanguinaires Oufkir, ministre de l'Intérieur et Dlimi, chef de la

62. Du 26 juin 2006.

63. *Le Journal-hebdo* du 30 juin au 6 juillet 2001.

64. Les 21 et 22 janvier 2008.

65. Si encore il était à l'époque en ce service, ce qui a été contesté dans un procès l'opposant à trois membres qu'il avait mis en cause.

police qui, craignant désormais pour leur tête, se sont empressés de tuer Ben Barka et de faire disparaître son corps dans la fameuse cuve inventée par Boukhari !

Alors, ce film, un bon polar, oui ! « L'affaire Ben Barka », non !

Au lendemain des « révélations » de Boukhari, poussé par les jeunes du parti, le Bureau politique de l'USFP décidait⁶⁶ de déposer une plainte auprès du parquet de Rabat. Le parti sortait en fin de son mutisme (judiciaire) 36 ans après le crime ! Le Premier ministre Youssoufi, également Premier secrétaire de l'USFP, déclarait⁶⁷ au journal du parti *Al Ittihad Al Ichtiraki* : « Il est essentiel que les responsabilités dont celles de l'État marocain soient clarifiées (...). Il s'agit d'un crime politique où sont impliqués, directement ou indirectement, plusieurs États ». Mais, la plainte semble s'être perdue dans les « sables mouvants marocains », dans les méandres de la justice, car, après une réponse critique du procureur du Roi, le dossier a disparu... La plainte aurait été retirée (?) par la suite est confiée à l'IER... Le N° 2, El Yazghi, avait estimé pourtant que « les aveux de Boukhari étaient décisifs pour amener la justice marocaine à ouvrir officiellement l'enquête sur l'*Affaire* au Maroc ». Le 30 octobre 2004, Premier secrétaire, il affirmait⁶⁸ encore : « Nous sommes réunis au lendemain de l'anniversaire de l'enlèvement et l'assassinat de notre grand défunt et martyr, Mehdi Ben Barka. (...) C'est l'occasion pour nous de renouveler notre demande pour le droit à la vérité, toute la vérité, sur ce crime, car sans cette vérité, il ne sera pas possible de parler de tourner définitivement la page sur ce passé douloureux ». Il avait aussi, antérieurement, demandé : « à la France et à la CIA de lever le secret défense sur les dossiers et les milliers de documents la concernant ». La France l'a fait (voir infra). La CIA ne l'a pas fait. Le Maroc non plus n'a rien fait à ce jour... Et *Telquel* de poser la question⁶⁹ : « L'USFP veut-il enterrer le dossier pour de bon ou ménager les hauts gradés de l'État ? » Et le journal conclut : « Le Maroc officiel a dorénavant un slogan : touche pas à Ben Barka, laisse-le moisir ! »

Pour en terminer sur ce « dossier de l'USFP », je n'oublie que le parti s'honore d'avoir obtenu du roi Hassan II l'appellation d'une des grandes avenues (extérieures) de la capitale marocaine « Avenue Ben Barka », en souvenir du leader disparu. Et bien, j'estime pour ma part – et je ne l'ai pas caché à ses dirigeants – que le parti a commis là une triple erreur : la première, cette avenue lui a été « octroyée » par le souverain – comme la Constitution de 1962 ; la deuxième, elle a été inaugurée en présence du

66. Voir *Libération* (Maroc) du 11 juillet 2001.

67. Le 4 août 2001.

68. Voir *Libération* (Maroc) du 1^{er} novembre 2004.

69. Dans l'hebdomadaire du 3 au 9 décembre 2005.

successeur des Oufkir et Dlimi, le ministre de l'Intérieur, Driss Basri ! ; la troisième, cette grande avenue a été débaptisée, alors qu'elle portait le nom d'une des dernières grandes tribus berbères ayant résisté à l'armée française, celle des Béni-Snassen, proche de la frontière maroco-algérienne. Une seule avenue aurait dû être proposée au souverain, l'ancienne avenue de Témara où demeurait Mehdi Ben Barka et sa famille. « Tu n'y penses pas, m'a répliqué l'un de ces dirigeants » cette avenue s'appelle l'« Avenue Hassan II ! » Je le savais, bien sûr. Et de lui répondre : « C'était l'occasion d'avoir le courage de demander au roi ce « sacrifice » en faveur de son ancien professeur de mathématiques, et en cas de refus, vraisemblable, d'officialiser cette fin de non-recevoir ».

Le « questionnaire » (suite) et M^e Lemarchand

Sur notre demande, deux experts sont désignés par le juge Pinsseau : Raymond Trillat et Marie-Jeanne Sedeyn-Berrichon.

Après l'examen des cinq feuillets qui lui sont présentés, Lemarchand, auditionné le 27 avril 1976, est formel : « Il ne s'agit en aucune façon de mon écriture et j'affirme n'être point l'auteur d'un tel texte. » Certes, les connaissances de la politique marocaine ne permettaient pas à Lemarchand de rédiger un tel « questionnaire », mais rien ne l'empêchait d'en être le scripteur⁷⁰.

Les deux experts déposent leur rapport le 18 décembre. Leurs conclusions sont sans ambiguïté : « Les nombreuses concordances relevées entre les documents de questions et les spécimens de la main du témoin Pierre Lemarchand désignent celui-ci comme l'auteur du document de questions ». De même, « les cinq lignes sont l'œuvre du même scripteur qui le texte qui les précède ».

Auditionné le 28 janvier 1977, après cette expertise positive, l'avocat persiste dans ses dénégations et déclare au juge « qu'il va s'efforcer de retrouver la preuve irréfutable que ces questionnaires ne sont pas écrits de sa main... dans un délai de un ou deux mois. »⁷¹ ! Auditionné à nouveau le 29 avril, il maintient ses dires, annonce qu'il poursuit ses recherches, et avance « qu'il lui a été dit que le texte aurait été dicté par Oufkir à un membre de son entourage ». (?)

70. Entrés alors dans le bureau du juge, les deux experts recueillent des échantillons de son écriture.

71. Culotté, comme à son habitude, il n'hésite pas au surplus à proférer des menaces contre la partie civile.

Quoi qu'il en soit, douze ans après l'enlèvement de Ben Barka, la justice française a donc la preuve que Lemarchand a menti au juge Zollinger, lorsqu'il lui a déclaré lors de son audition du 18 novembre 1965 : « Je n'ai jamais eu le moindre contact ni avec Ben Barka, ni à son sujet ». Le « questionnaire » établit, en effet, sinon son rôle dans l'Affaire, du moins sa connaissance, toujours niée, du leader marocain. J'en reparlerai par la suite.

Le juge Pinseau n'ira pas plus loin dans sa démarche. La question se pose de savoir pourquoi ? Attendait-il les preuves annoncées par l'avocat ? Elles ne sont toujours pas fournies aujourd'hui. Et pour cause ! Pourtant la presse avait révélé la nouvelle, mais Lemarchand⁷² ne réagit pas plus qu'aux précédents articles cités supra.

Grâce à un ami commun, je rencontre⁷³ Pierre Lemarchand à son cabinet. La première fois, il me raconte sa vie, son engagement à 18 ans à la fin de la guerre ; son adhésion par la suite au RPF en 1948, où il a fait la connaissance de Roger Frey, devenu un grand ami qu'il tutoyait ; sa guerre d'Algérie ; son retour en France ; sa participation, à la demande de Foccart, à la lutte contre l'OAS en Algérie à la tête des « barbouzes »... Je l'interroge sur l'affaire Ben Barka :

« C'est une affaire organisée côté marocain par Oufkir, en liaison avec Lopez et Le Roy Finville, dont le SDECE a été informé à un certain niveau. J'ai été pour ma part victime d'une machination de ce service. Une vengeance, semble-t-il, quant au rôle que j'ai joué dans la lutte anti-OAS, compte tenu de la composition de ses cadres, très hostiles au Général. Hassan II voulait voir Ben Barka revenir au Maroc pour lui confier un poste important. Oufkir a eu peur de perdre sa place. Il l'a torturé à mort, ce qui n'était pas prévu. Toutefois Figon et les autres n'ont pas vu la fin de Ben Barka, ils se sont retirés quand les choses ont mal tourné ».

Un dire de sa part me frappe : je n'évoque pas son déplacement à Genève le 20 septembre 1965. Or, à trois reprises, en une heure de conversation, il m'en parle de lui-même et m'affirme que ce déplacement dans le même avion que Figon et Bernier n'était qu'une coïncidence ! Est-ce si sûr ?⁷⁴

72. *Minute*, par exemple, écrit le 16 février 1977 sous le titre : « Lemarchand trahi par son écriture », « les résultats de la nouvelle expertise graphologique prouvent que *Minute* avait parfaitement raison de mettre en cause le rôle de l'avocat barbouze dans l'enlèvement du leader marocain ».

73. Les 25 janvier et 22 mars 2003.

74. Dans un supplément spécial consacré à l'affaire Ben Barka, le 6 février 1966, la *Tribune de Genève* aborde la question : « Me Lemarchand conteste avoir fait ce voyage avec Figon (...) Il prétend que son déplacement n'avait pas d'autre but qu'une visite à la prison Saint-Antoine à un de ses clients. Or, notre enquête nous a révélé que rien ne confirme la visite de Me Lemarchand à Saint-Antoine ».

Pourquoi cette insistance de sa part ? Malgré les dénégations de Lemarchand, les affirmations de Lopez quant à la rencontre d'Orly avec Figon lui présentant son avocat, seraient donc bien réelles. Comme l'a dit Lopez : « Pourquoi aurais-je signalé sa présence à mon « officier traitant », s'il n'y avait eu les propos que l'on sait ? »⁷⁵

Lemarchand reconnaît toutefois que Figon l'avait informé qu'il était sur un coup important (l'enlèvement d'un homme politique marocain opposant au roi) quelques semaines auparavant, mais qu'il n'en a jamais parlé. En revanche, quand j'évoque le « questionnaire », Lemarchand me répond qu'il a été accusé de l'avoir écrit, mais qu'il n'en est rien, qu'une expertise décidée par le juge Pinsseau a prouvé le contraire (sic !).

À ma deuxième visite, j'ai de nouveau quelques récits de son combat anti-OAS... Et, je l'interroge cette fois sur son départ le 20 septembre pour Genève. Il persiste à déclarer que sa rencontre avec Figon n'est que coïncidence et conteste formellement l'avoir entendu dire à Lopez : « Voyez, je suis couvert »⁷⁶. Il affirme que Figon n'a signalé ni sa qualité d'avocat, ni celle de député UNR. Un mensonge de plus : dès sa première audition par le juge Zollinger⁷⁷, il lui avait précisé : « L'entretien a consisté en présentation : « M. Lopez. Me Lemarchand, sans aucun commentaire. » Outre Figon, il reconnaît avoir fait la connaissance de Le Ny dans le cadre d'une procédure antérieure. Quant au non départ de Figon à l'étranger, il l'explique par sa peur de se faire descendre par les autres truands, car il était très bavard... Il pense que son récit quant aux tortures subies par Ben Barka de la main d'Oufkir est exact, et ajoute qu'après sa mort une voiture de l'ambassade serait venue prendre son corps, l'aurait emporté à Rouen, d'où un cargo l'aurait ramené au Maroc. Mais Lemarchand ne me précise pas d'où il tient cette (nouvelle) information ?

Je reviens au « questionnaire ». « Quand l'avez-vous écrit ? Dicté par qui ? » « Ce n'est pas mon écriture, me répond-il, des experts l'ont reconnu. J'ai fait des pages d'écriture. Le juge est allé chercher des documents jusqu'aux plus hautes administrations. Parmi ces experts, il y avait une femme »... Je trouve que le jeu du « chat et de la souris » a assez duré. Je sors de ma serviette le rapport d'expertise – qui lui avait été soumis des années auparavant par le juge d'instruction – et lui montre qu'effectivement parmi les experts, il y avait une femme, mais que le rapport est formel à son encontre ! Il se lève alors, tel un fou furieux :

75. Confronté à Lopez chez le juge Zollinger le 9 février 1966, Lemarchand avait tout de même reconnu qu'il avait voyagé en première, comme Figon, Bernier étant en seconde...

76. Auditionné le 25 janvier 1966 par le juge, le journaliste Jean Marvier, relation depuis 20 ans de Figon, lui a déclaré : « Figon m'a parlé très nettement de « couvertures » qu'il s'était assuré par son ami Lemarchand... »

77. Le 18 novembre 1965.

« Vous me traitez de menteur, de salaud. Vous pensez que j'ai aidé à torturer Ben Barka, que je l'ai tué. Je ne resterai pas une minute de plus avec vous ! ». Il enfila alors son manteau et quitte son cabinet en courant, sans même en refermer la porte, me laissant seul dans les lieux ! Je ne le reverrai plus⁷⁸. Lemarchand avait-il en tête le raisonnement de Jean Vignaud dans le *Crapouillot*⁷⁹ laissant entendre : « La signature du rédacteur de ce questionnaire⁸⁰ est probablement la même que celle du meurtrier du leader de l'opposition ou pour le moins l'un de ses proches » ?

Interrogé sur le « questionnaire » par le juge Ramaël⁸¹, Lemarchand a maintenu – contre toute évidence – ses dénégations, tout en ajoutant : « Figon m'en avait parlé en me disant qu'il avait été écrit par un Marocain. Je pense qu'il m'a dit que c'était Oufkir... ». Nouvelle version par rapport à celle qu'il avait donnée au juge Pinsseau ! Qui donc a dicté à Lemarchand ces questions, très précises, scriptées par un non-spécialiste du sujet ? Peut-être les services secrets marocains par Chtouki ? Ou quelque spécialiste du SDECE en liaison avec les services secrets marocains ? Pour sa part, Daniel Guérin, dans une lettre⁸², rapportant à ce juge la teneur d'un entretien avec Lopez, écrivait : « Je lui ai raconté qu'au cours d'une rencontre à Rabat en 1971, Oufkir m'avait dit que le seul organisme susceptible d'avoir rédigé ce questionnaire était le SDECE. Or, Lopez m'a interrompu avec vivacité : « Ce n'est pas le SDECE, c'est Foccart qui a fourni à Lemarchand les éléments de ce questionnaire ».

Les révélations de Souchon

Au cours de ses auditions⁸³ Souchon confirme ce qu'il a écrit dans son livre⁸⁴, à savoir que de fortes pressions ont été effectuées sur lui le 4 novembre 1965 pour qu'il n'avoue pas sa participation à l'enlèvement... jusqu'au 13 novembre, où M. Fernet le pria, « dans l'intérêt de la

78. Dans son livre, Lemarchand n'hésite pas à affirmer une contre-vérité de plus : « On a dit et écrit que c'était moi qui l'avait rédigé ! Il a fallu une expertise graphologique suivie d'une contre expertise... pour que l'on s'aperçoive que ce n'était pas là mon écriture » – page 167.

79. N° spécial 72 page 20, paru fin 1966.

80. Pour la revue : « écrit probablement par un Marocain ».

81. Le 6 octobre 2005.

82. En date du 30 octobre 1976.

83. Sur notre demande, les 19 janvier et 4 février 1976.

84. *Accusé, Taisez-vous*. Op. cité. page 50.

boîte », de la révéler au commissaire Bouvier⁸⁵. Selon lui, celui-ci lui aurait alors « conseillé, dans son intérêt (sic !), de ne pas mettre de personnalités françaises, voire marocaines en cause ». Toujours sur les recommandations reçues de ses supérieurs, Souchon s'en tint là devant le juge Zollinger jusqu'au 14 février où il se rendit compte que celui-ci était déjà bien informé (...). Il ajoutait précisant : « J'estime que dès le départ de l'enquête de police, j'ai été manipulé et je pense très sincèrement que mes supérieurs en qui j'avais toute confiance, et la réciproque était vraie, ont été, eux aussi, manipulés par les autorités ».

En ce qui concerne le fameux « coup de fil » reçu du ministère de l'Intérieur, Souchon renouvelle ses dires au juge : « J'ai toujours été persuadé que l'appel venait du Cabinet du ministre. Malheureusement, je n'ai pas fait de contre-appel (...). Les choses se sont passées très vite. Je n'ai pas eu le temps de réfléchir (...). On me demandait de rendre un service, j'ai accepté de le rendre ».

Peu après, au cours d'une confrontation avec Bachir Ben Barka et ses conseils⁸⁶, Souchon développe les révélations de son livre sur le rapport concernant Figon, qu'il a fourni à la PJ quelques semaines avant l'enlèvement. Il s'agissait d'organiser une surveillance d'une Résidence, avenue Niel – « établissement d'un genre un peu spécial, dit-il » – en raison d'un trafic possible de stupéfiants. Lopez lui ayant par la suite conté les dires de Figon – « chantage envers les Marocains », et ses rendez-vous justement dans cette Résidence – il a fait identifier l'individu par une recherche anthropométrique, puis établi son rapport, d'une page et demie, remis à M. Simbille lui-même avec la photo de Figon⁸⁷. Et d'ajouter : « Mais comment vouliez-vous que je parle de ce rapport au procès, puisque mes chefs avaient jugé bon de garder le silence »... Les supérieurs de Souchon, peut-être, mais en revanche, lui, avait tout intérêt à en parler. Alors, pourquoi son silence ? Avait-il reçu quelque (fausse) assurance avant le procès ?

Ces supérieurs garderont le silence sur d'autres écoutes téléphoniques, à la même époque, toujours sur la Résidence Niel, mais par un autre service, de la DGSN cette fois, comme nous le verrons par la suite.

85. Lors de cette déposition, celui-ci l'aurait engagé à ne pas évoquer certaines phrases de Lopez, comme « M. Foccart est au parfum », nom qui ne sera pas mentionné dans le PV de l'audition. Op.cité page 74.

86. Audition Pinsseau du 21 février 1977.

87. « Malfaiteur réputé dangereux, déjà condamné, fréquentant habituellement les cafés de Saint Germain des Prés et plus particulièrement un établissement assez spécial, avenue Niel. » Il n'y est certes nulle part question d'un projet d'enlèvement...

Les nouvelles versions de Lopez

Dans sa plainte, Bachir Ben Barka avait souligné les variations de Lopez dans les diverses relations des faits qu'il avait données⁸⁸. Auditionné par le juge Pinsseau sur notre demande, il se lance dans de nouveaux récits, souvent contradictoires. Selon sa dernière thèse, Figon aurait enlevé Ben Barka de chez Boucheseiche ! Mais les témoins qu'il fait entendre sur ce point ne confirment en rien ses dires.

À propos du « Foccart est au parfum », Lopez explique au juge⁸⁹ : « Cela ne voulait pas dire, bien entendu, que Foccart savait ce qui allait se passer le lendemain, mais signifiait seulement que son cabinet et lui-même étaient au courant de toutes les activités du SDECE, mais on a joué sur les mots ». De fait, « secrétaire général à la Présidence de la République pour les Affaires africaines et malgaches », Jacques Foccart aurait aussi⁹⁰ « la haute main sur les multiples institutions policières, souvent rivales, sur lesquelles s'appuie le régime gaulliste. C'est ainsi qu'entre le SDECE et les diverses polices parallèles, SAC, « barbouzes », etc., il joue le rôle d'arbitre, de coordinateur au sommet ».

Le 18 juin 1976, Lopez avance un fait, particulièrement intéressant et nouveau, en affirmant que lorsqu'il est rentré chez lui le 30 octobre à 22 h 30, il a trouvé non seulement Oufkir, Dlimi, Boucheseiche, Le Ny, Dubail et El-Houssaini, mais « un homme portant des lunettes, dont on m'a bredouillé le nom, et dont on m'a dit qu'il était de l'Intérieur ». Interrogé par la suite à plusieurs reprises, il ne trouvera jamais le nom de ce mystérieux fonctionnaire. De même, dans son livre « *Confession d'un espion* »⁹¹. Pour ma part, j'ai retrouvé dans les pièces saisies chez Lopez⁹² par le juge Ramaël un feuillet indiquant « (...) À ma rentrée, Oufkir décontracté me présente : « M. Fougerolles de l'Intérieur ». Cette personnalité a-t-elle effectivement existé ? Est-elle encore en vie ? N'est-ce pas une nouvelle trouvaille de Lopez pour mettre en cause indirectement R. Frey⁹³. Des recherches sont effectuées...

Ce même jour, Lopez ajoute : « Pour moi, le SDECE est étranger à cette affaire. J'imagine mal d'ailleurs le SDECE donnant des ordres pour aboutir à l'élimination physique de Ben Barka ». De même d'ailleurs, les

88. Au cours de l'instruction, du procès, à sa sortie de prison dans une interview à *France-Soir* et encore dans le livre de Laurent Dufresne.

89. Le 26 janvier 1966.

90. *Ben Barka et ses assassins*, Daniel Guérin, op. cité, page 69 et suivantes.

91. Pages 48 et 49.

92. Scellés 3.

93. Lopez ne fait-il pas dire à Oufkir : « Tu sais, il est arrivé une catastrophe Il faut que tu saches que j'ai appelé Frey pour cela... » ? *Confession d'un espion*, op. cité, page 163.

Marocains : « Voici des gens comme Oufkir et Dlimi que j'ai bien vu, souvent, voyager sous des noms d'emprunt. Voici qu'ils arrivent à Paris avec de vrais passeports et leurs vrais noms, c'est donc qu'ils n'ont rien à cacher (...) ». « Pour moi, la seule hypothèse valable (...), c'est le rôle tenu par Figon (...) ». Bien sûr, pour « Savonnette » le mort a beau rôle !

Le 21 février 1977, pour montrer son importance et ses liens avec la PP, Lopez avance : « Grâce à Souchon, j'ai été en possession de deux coupes files blancs délivrés à de hautes personnalités par le Préfet de police, l'un en 1964, l'autre en 1965. Quand j'ai été convoqué à la PJ, on les a découverts lors de ma fouille, ensuite je ne sais pas ce qu'ils sont devenus (...) ». Bouvier les lui avait retirés – mais en se gardant de le mentionner dans le PV de son audition !

Manifestement, Lopez sait beaucoup de choses mais il continue à brouiller les pistes. Ainsi en février 2000⁹⁴ il avancera « Oukir est arrivé en même temps que la femme d'El Mahi – qui lui a toujours affirmé qu'elle était arrivée le lendemain – mais elle, par un avion militaire de l'armée marocaine. Cette précision n'a jamais été donnée. Elle est importante ».

Les « secrets » (Défense nationale – Police – Diplomatie)⁹⁵

Après le dépôt de la nouvelle plainte, le juge Pinsseau transmet au directeur général du SDECE⁹⁶ notre requête quant à la levée de tous les « secrets », plus de dix années s'étant écoulées. Plusieurs mois après, en mai 1977, le SDECE répond par une fin de non-recevoir⁹⁷. Quelque temps auparavant, Bachir Ben Barka s'était adressé à M. Giscard d'Estaing, qui, comme chef des armées, avait qualité pour ordonner ou faire ordonner la communication de tels ou tels documents. La réponse de l'Elysée⁹⁸ reprend celle du SDECE ! Elle ne repose pour autant sur aucun argument juridique. En effet, il ne s'agit pas de savoir s'il y a ou non « prescrip-

94. Auditionné par le juge Parlos le 10 février 2000.

95. Le secret d'État ne devrait servir qu'à protéger la sécurité du monde, la paix. Il est souvent utilisé, malheureusement, par les pouvoirs politiques pour fuir leur responsabilité face à la vérité. « C'est le cache-sexe préféré de nos militaires » écrit le *Canard Enchaîné* le 4 juillet 1990.

96. Le 18 novembre 1976.

97. « Le service croit devoir rappeler qu'il n'existe aucune prescription en la matière et que les impératifs de sécurité sur lesquels se sont fondées antérieurement des décisions de non divulgation de documents demeurent toujours valables. » 9 mai 1977.

98. Le 29 juin 1977.

tion » en la matière. La notion de secret de la Défense nationale est une notion relative dans le temps. Une nouvelle démarche est tentée auprès du Président de la République⁹⁹ par Robert Verdier, nouveau président du « Comité pour la Vérité sur l'affaire Ben Barka ». La réponse est des plus classiques en apparence : « Le Président n'a pas l'intention d'intervenir directement dans une procédure soumise à l'appréciation de l'autorité judiciaire » (sic !) Quelle merveilleuse hypocrisie ! Comme le fait remarquer le *Canard Enchaîné* peu après¹⁰⁰ : « L'ennui, c'est que la dite autorité judiciaire pour apprécier (...) aurait besoin de connaître le dossier du SDECE. Or, le Président n'est-il pas le Chef des armées ? »

La levée du « Secret-défense »

L'élection de François Mitterrand, le 10 mai 1981, donne grand espoir à la famille de Mehdi Ben Barka de voir relancer l'instruction en cours. N'a-t-il pas, lui-même, dénoncé le scandale de ce crime en décembre 1965 ?¹⁰¹ Dès la nuit même de sa victoire, je dépose une lettre à son domicile personnel, le priant de bien vouloir faire, dès que possible, tout ce qui est en son pouvoir pour nous obtenir le dossier du SDECE.

Ma lettre est suivie d'une requête au juge Pinsseau dans laquelle nous demandons de solliciter du nouveau gouvernement la remise de ce dossier, ceux de la DST, des RG, et de la PP. Le Premier ministre, Pierre Mauroy, lui répond positivement le 19 mars 1982¹⁰². Toutefois, l'effort du nouveau pouvoir est limité. Le juge reçoit bien le dossier, mais après accord avec Charles Hernu, ministre de la Défense et examen minutieux avec un colonel du SDECE, le dossier est séparé en deux parties : l'une, sans aucun intérêt – 72 pièces non « classifiées » – est remise au juge et à la partie civile¹⁰³ ; l'autre – 202 pièces classées « confidentiel défense » – est mise sous scellés et placée dans un coffre fort du TGI de Paris¹⁰⁴.

99. Le 8 janvier 1978.

100. Le 15 mars 1978.

101. Lors du grand meeting de la gauche le 26 janvier 1966 à la Mutualité, F. Mitterrand s'est écrié : « Nous faisons le serment d'atteindre, partout où elles se trouvent, les responsabilités politiques. »

102. « Les pièces seront mises à votre disposition au cabinet du ministre de la Défense. S'il s'agirait qu'exceptionnellement la communication de ces pièces soit de nature à compromettre le bon fonctionnement des services de sécurité, j'ai autorisé le ministre de la Défense à retenir dans ce cas les pièces communicables... Cette procédure à ma connaissance sans précédent marque la volonté de mon gouvernement de promouvoir l'indispensable clarté. » (sic !)

103. A l'origine pour une lecture seulement !

104. En mai 1982. C'est sans doute le seul dossier de la « piscine », voire d'autres services spéciaux, qui ont bénéficié de cette exceptionnelle procédure.

Malgré tout, c'est un grand pas en avant : la certitude que ces pièces ne disparaîtront¹⁰⁵ pas... Une question se pose cependant : représentent-elles tous les documents du SDECE concernant l'Affaire ? Depuis 1965, le dossier n'a-t-il pas été expurgé ? La réponse nous est donnée en 2008 par la remise du « dossier Messmer »¹⁰⁶. De nombreuses pièces nouvelles de SDECE apparaissent au grand jour...

De son côté, le ministre de l'Intérieur, Gaston Defferre, transmet au juge « toutes les pièces que lui ont communiquées les divers services de police ». Là encore un doute : il s'agit de « toutes les pièces » que ces services ont bien voulu lui faire tenir...

Sans plus attendre, en juin, nous demandons au juge d'obtenir du Ministre la déclassification de toutes les pièces mises sous scellés. Et notamment de deux pièces dont une partie de la teneur avait été révélée à l'instruction Zollinger en 1966. Seules les deux pièces sont déclassifiées¹⁰⁷ en octobre.

Sur notre nouvelle demande, le juge renouvelle sa requête les 29 avril 1983 et 9 novembre 1984. Il n'obtient que des réponses négatives d'Hernu ! J'écris personnellement aux Premiers ministres Laurent Fabius en juin 1985, puis Michel Rocard, et au Président F. Mitterrand en 1988. En vain ! Il en est de même avec le Premier ministre Edouard Balladur¹⁰⁸. Resté seul après le décès de mes deux confrères, il me faudra encore dix années pour obtenir satisfaction !

Je demande à deux reprises au juge Didier Ducoudray, désormais en charge du dossier, de solliciter à son tour la levée du « secret défense ». Il écrit aux nouveaux ministres de la Défense, mais n'obtient pas même une réponse à ses requêtes...

La gauche revient au pouvoir au printemps 1997. De nouveaux espoirs naissent : Lionel Jospin est Premier ministre¹⁰⁹. N'a-t-il pas affirmé lors de la campagne présidentielle de 1995 : « D'une manière générale je n'admets pas la raison d'État »¹¹⁰. Mieux encore, lors de la campagne

105. Lors d'une rencontre, Robert Badinter, ministre de la Justice m'a raconté que lorsqu'il s'est installé à son poste, il n'a pas trouvé la moindre archive. Son prédécesseur (de droite) avait tout démenagé !

106. Voir infra.

107. Le rapport adressé par Lopez à Finville en mai 1965 et le programme de la Tricontinentale, photographiée par Lopez après l'avoir substitué dans la serviette de Chtouki à Orly. (Mais ce n'est pas lui qui nous sera remis !)

108. Je constate alors que le cardinal Albert Ducourtray, primat des Gaules, a plus de courage que les hommes politiques, en acceptant au début des années 1990, l'ouverture des archives de l'archevêché de Lyon, au moment de l'examen de l'affaire Paul Touvier, collaborateur de Vichy et de la Gestapo.

109. Depuis le 2 juin.

110. Interview au *Monde* en avril.

électorale du printemps 1997 : « Il faut en finir avec ce secret monarchique dans notre pays, quel que soit d'ailleurs le Président concerné (...). Mettons la transparence enfin dans notre démocratie »¹¹¹. Belles déclarations d'intention. Seront-elles suivies d'effet dans le proche avenir ?

Je demande donc au juge de saisir le ministre de la Défense, Alain Richard¹¹². J'écris aussi au Premier ministre, en lui rappelant sa déclaration d'avril 1995 et d'ajouter : « Or, seule la raison d'État empêche la partie civile d'avoir en main la totalité du dossier litigieux »¹¹³. Après plusieurs relances de ma part¹¹⁴, le juge écrit au ministre en septembre 1998. Son directeur de cabinet lui répond le 15 octobre qu'il saisira la Commission ad hoc après sa constitution¹¹⁵.

Le 1^{er} octobre, au cours d'un dîner offert par l'Ambassadeur du Maroc, j'ai l'occasion d'apprendre à Lionel Jospin les intentions du juge, lui disant tout l'espoir que la famille Ben Barka porte en lui :

– Tu sais que j'ai décidé la création d'une Commission spéciale. Tu dois passer par cette voie, me répond-t-il.

– Bien sûr. Mais cette Commission n'est que consultative. A-t-elle vu le jour pour « noyer le poisson », pour paraphraser en son temps Clemenceau ou pour aider à la découverte de la vérité ? Nous comptons sur toi pour une décision positive.

Sa réplique me laisse pantois :

– Je ne suis plus dans l'opposition, je suis Premier ministre ! » Sa nouvelle fonction pouvait-elle faire changer du jour au lendemain l'ancien Premier secrétaire du P.S. ?

La Commission est constituée le 27 avril 1999. Le nouveau juge, Jean-Baptiste Parlos, relance à son tour le ministre de la Défense, en

111. *Le Monde*, 6 avril 1997.

112. Le 24 juin 1997 : « Vous ne manquerez pas, j'en suis sûr, de faire remarquer à cet Excellence que ces documents placés sous scellés sont aujourd'hui vieux de plus de trente années et que l'on ne voit pas très bien quel « secret-défense » ils pourraient encore sauvegarder – sauf, peut être, la crainte de voir apparaître au grand jour une partie de la vérité dans cette affaire criminelle, la plus scandaleuse de la V^e République. »

113. Lettre publiée par *L'Événement du Jeudi (EDJ)* du 1^{er} au 7 octobre 1998.

114. En mars et mai 1998.

115. La loi, créant cette commission, a été votée par l'Assemblée nationale le 12 février, sous le nom de « Commission consultative du secret de la défense nationale », après que le ministre A. Richard ait déclaré : « Il faut en finir avec l'un des derniers angles morts de notre État de droit... La commission n'est que consultative, le pouvoir exécutif prenant seul, in fine, la décision... Cette responsabilité politique demeure plus que jamais », *Le Monde*, 14 février 1998.

septembre. Alain Richard saisit la Commission. Le 30 décembre, elle émet un avis favorable, mais pour seulement une « déclassification partielle des pièces mises sous scellés ». J'espérais une décision de levée totale. Il n'en est rien ! Très « courageux », le ministre suit l'avis de la commission. Plus de cent-vingt pièces sont déclassifiées, mais elles sont sans grand intérêt. L'une, cependant, en date du 30 septembre 1966, confirme la présence de la famille Boucheseiche à Casablanca ; une autre, en date du 10 mars 1967 du Service sécurité de la DGSN fait état de dires de Me Albert Naud, conseil de Dlimi¹¹⁶ : « Il comptait baser sa plaidoirie sur les faits suivants :

- Le SDECE et Finville sont responsables de la mort de Ben Barka, Finville pouvait le sauver en signalant ce qu'il savait à la police.

- Ben Barka était suivi depuis les Champs Elysées » (sans préciser qui le suivait).

En juin 2001, ont donc paru, dans *Le Monde* et *Le journal Hebdo* au Maroc, les déclarations fracassantes de l'ex-agent A. Boukhari. Je profite des faits nouveaux révélés par ce « témoin » pour prier le juge de solliciter derechef du ministre la levée totale du secret sur les dernières pièces du dossier¹¹⁷. J.B. Parlos formule sa requête en septembre¹¹⁸. Deux mois après, l'avis de la commission est négatif¹¹⁹. En janvier 2002, le ministre suit, purement et simplement, l'avis de la commission ! Furieux, je n'hésite pas à adresser un communiqué critique à l'AFP, que la presse française et marocaine reprend¹²⁰. Le ministère répond à mon communiqué, d'où une lettre ouverte de ma part en février au ministre lui-même¹²¹. Le directeur

116. Lors d'un repas au Maroc, où il a séjourné six jours.

117. 71 représentant 270 feuillets

118. De son côté, la FIDH et la Ligue des droits de l'Homme, adressent une « *Lettre ouverte à Lionel Jospin* » le 26 octobre 2001, à l'occasion du 36^e anniversaire de l'enlèvement et de la disparition forcée de Mehdi Ben Barka, « pour demander d'ouvrir l'accès à toutes les archives susceptibles d'éluder cette « disparition », d'identifier les responsables et de savoir ce dont les autorités françaises avaient connaissance avant, pendant et après cet événement ».

119. « Estimant que la défense des intérêts fondamentaux de la Nation, de la sécurité des personnes encore vivantes et du respect des engagements internationaux de la France ne permettaient pas de rendre ces documents publics. »

120. « Je ne cacherai pas que je suis outré par ce refus persistant du gouvernement, plus de 36 années après le rapt en plein Paris et l'assassinat du leader de l'opposition marocaine, de faire connaître la vérité à sa famille et d'éclairer sur ce crime, tant la justice de notre pays qu'en définitive le peuple français. Et dire que notre gouvernement évoque constamment à propos des « affaires » de ce temps, la nécessité de faire « toute la clarté » et de « laisser la justice faire son travail dans la transparence ».

121. Publiée en totalité par *Maroc-Hebdo international* le 23 octobre 2005 : « Votre ministère a répondu que « vous n'aviez pas rejeté la demande de levée du secret défense, mais que vous aviez suivi l'avis d'une commission indépendante de magistrats ». De qui se moque-t-on ? Outre que les membres de la Commission ne sont pas tous des magistrats,

du cabinet, sans répliquer à mes critiques, me répond simplement¹²² : « Aucun élément nouveau (?) ne justifiait que le ministre ne se conformât pas à l'avis de cette commission indépendante, dont il a, depuis l'origine, estimé devoir suivre les propositions »¹²³.

À l'occasion du 37^e anniversaire de la disparition de Mehdi Ben Barka, dans une longue interview¹²⁴ à Paris : « J'accuse les gouvernements français et marocain de ne pas avoir fait de sérieux efforts pour rechercher la vérité sur le crime et le Président de la République, Jacques Chirac, de n'avoir jamais répondu aux appels de la famille Ben Barka, alors qu'il était membre du cabinet Pompidou au moment même de la disparition du leader marocain ! »

Claude Choquet, en charge du dossier, est remplacé l'été 2004 par le juge Patrick Ramaël. Sur ma demande, ce juge saisi à son tour le ministre de la Défense, dans l'espoir d'obtenir enfin la levée du secret-défense. Le 12 novembre, nous obtenons satisfaction – sauf à voir occulté le nom de certaines personnes encore vivantes¹²⁵.

Il a fallu près de trente années de démarches pour obtenir enfin la levée du secret-défense ! Et dire que lors du procès, au cours du contre-interrogatoire du colonel Beaumont¹²⁶, Me Maggiani, conseil de Le Roy, ayant affirmé : « Il y a au SDECE un dossier concernant Mehdi Ben Barka,

mais aussi des hommes politiques, vous avez omis de rappeler dans votre communiqué que l'avis de la commission n'était que consultatif et qu'il vous revenait donc de prendre la décision de déclasser ou non les documents sollicités. En suivant cet avis n'avez-vous pas tout simplement fui votre responsabilité ? N'était-ce pas pourtant vous-même qui, avec solennité, aviez affirmé lors de la présentation du projet de loi créant cette commission : « La responsabilité politique demeure plus que jamais » ? En d'autres termes donc, que le pouvoir exécutif aurait le dernier mot... Depuis cinq ans, Lionel Jospin est Premier ministre. Il a, hélas, pleinement justifié l'éditorialiste du *Monde* qui sous le titre « *Renoncement* » écrivait dès avril 1998 : « Un an après, par la grâce du verdict des urnes le voici à l'ouvrage. Mais, il y a loin de la parole aux actes... de l'opposition au pouvoir. Les politiques sont rarement fidèles à leurs promesses. » S'affirmer de gauche et faire le contraire de ses dires lorsqu'on arrive au pouvoir, c'est désespérer le peuple de gauche ! Quant au Président de la République, Jacques Chirac, membre à l'époque du cabinet du Premier ministre Georges Pompidou, dont le SDECE dépendait, n'a-t-il pas quelque idée sur le sujet ? Mehdi Ben Barka affirmait un jour : « La seule vraie politique est la politique du vrai ». Notre pays se serait honoré, après ces 36 années de silence, d'avoir appliqué cette maxime. »

122. Le 20 mars 2002... par la voie recommandée A.R. tout de même !

123. Quelques semaines après, j'étais de retour du Maroc où j'avais rencontré A. Yousseufi et le ministre de la Justice, M. Bouzoubaa... Ni l'un, ni l'autre ne comprenaient le refus persistant du gouvernement français de déclasser les dernières pièces mises sous scellées, au demeurant sous des motifs peu convaincants.

124. Publiée notamment par le *journal* du 7 au 13 décembre 2003.

125. Il est vrai que la Commission consultative avait cette fois rendu un avis favorable. Cependant, j'avais dû en plus, par la suite, défendre la cause de la famille Ben Barka pendant près d'une heure devant le conseiller juridique du cabinet du ministre.

126. Le 3 octobre 1966.

colonel, vous ne trahissez pas un secret de la Défense nationale, on nous l'a dit », le président Pérez lui avait répondu : « Le secret est levé pour l'affaire Ben Barka, inutile d'en parler ». Et encore, peu après : « Vous savez très bien, Le Roy que le secret de la Défense nationale est absolument levé pour l'affaire Ben Barka, par conséquent, pas d'agitation ! ». Le président de la Cour d'assises était-il naïf ou plein d'humour ?

*Le Monde*¹²⁷ annonce : « ... Mme Alliot-Marie vient de mettre fin à ce qui restait du mystère » et il pose la bonne question : « La levée complète du secret-défense va-t-elle apporter des éléments nouveaux ? » Et bien non. Comme je le pensais, ces derniers documents déclassifiés n'en apportent aucun sur la « disparition » de Ben Barka : quand a-t-il été tué ? Où ? Comment (assassinat ou accident) ? Par qui ? Où son corps a-t-il été transporté ? Où est-il enterré ? Pas plus d'information quant à la présence sur les lieux de divers policiers marocains aux côtés d'Oufkir et de Dlimi. Quelques éléments nouveaux cependant, sur la responsabilité de Leroy-Finville et du rôle joué par Lopez, informateur douteux...

Ainsi, pendant tant d'années, les gouvernements français successifs, de droite ou de gauche, en refusant la levée du secret-défense, abrités derrière la sacro-sainte raison d'État, ont laissé supposer qu'il y avait dans le dossier du SDECE des éléments sérieux à cacher à la partie civile, en définitive, aux peuples français et marocain ! Pourquoi cette « farce judiciaire » ? Était-ce pour ne pas laisser apparaître au vu de tous, dès 1982, le vide d'un dossier... très largement expurgé sans doute depuis la fin des années 1960, voire dès 1965 ? Ou, pour gagner du temps et faire en sorte que « dame faux » fasse son œuvre pour éviter l'audition et le témoignage de certains hauts fonctionnaires du SDECE ou des services de police ? L'Histoire jugera.

Fin 2007, le juge Ramaël apprend qu'au décès de l'ancien ministre de la Défense, Pierre Messmer, le dépositaire du dossier de *l'Affaire* – constitué à son cabinet à partir de février 1966 – Pierre-Henri Pascal, l'a remis au Service historique de la Défense. Le juge sollicite dès lors, et obtient¹²⁸ du ministre, la déclassification de 165 pièces. Celles-ci, comme il fallait s'y attendre, n'apportent rien de bien nouveau, sinon le constat des accointances de dirigeants marocains avec certains membres du SDECE ou certains HC. J'y reviendrai.

127. Du 16 novembre 2004

128. Le 9 février 2008, après un avis favorable de la Commission ad hoc le 24 janvier.

Les autres démarches du juge Pinsseau

Le juge Pinsseau procéda à de nombreuses autres auditions sur notre demande. Elles n'apportèrent pas grand-chose de nouveau. Mme Coffinet, l'amie d'enfance de Figon, par exemple, confirma ses déclarations initiales à la police et lors des procès de 1966-1967. Elle insista sur le fait que contrairement aux déclarations de P. Lemarchand contestant avoir revu Figon après le 2 novembre 1965, c'est lui-même qui, des semaines après, lui remit des affaires personnelles que Mme Figon mère lui avait rapportées dans une valise...¹²⁹

Autre exemple : un certain André Rastoll¹³⁰ rapporta qu'au cours d'une enquête pour une autre affaire à Paris, en 1975, une « informatrice » lui avait fait des révélations sur l'affaire Ben Barka. Selon ses dires, elle avait vécu avec un certain J. Constant qui avait participé au transport du leader marocain vers le Maroc, avec le dénommé A. Max. Ils avaient emprunté un avion particulier appartenant à un ami de ce dernier, prénommé Noël, qui avait décollé de l'aéroport de Biarritz. Tous deux étaient des amis personnels d'Oufkir à qui ils avaient remis Ben Barka pour être exécuté là-bas... Mais, les investigations n'ont pas été poursuivies par le juge.

En revanche, sur notre demande, il ordonna une CR en vue de rechercher, dans l'Ile de la Grande Jatte, la réalité des révélations faites par le magazine américain *Time* en décembre 1975, selon lesquelles le corps de Mehdi Ben Barka y avait été enterré. La police remit un gros dossier au juge contenant le résultat de ses investigations : les conclusions en étaient négatives.

Les démarches du juge Catherine Courcol

Sur la demande de la partie civile, elle a auditionné¹³¹, le repris de justice, Christian David, extradé des États-Unis. Il avait soi disant des informations sérieuses à communiquer à la justice de son pays. En fait, il n'a rien apporté de bien nouveau. Il a tout de même prétendu qu'en mai 1965, cette affaire lui avait été proposée par un Français, dont il ne

129. Quant aux dernières déclarations de Lopez selon lesquelles « Figon aurait réenlevé Ben Barka à son profit », Mme Coffinet n'y croit absolument pas.

130. Inspecteur principal de police, auditionné le 15 décembre 1978.

131. Le 20 juillet 1990.

donnait pas le nom, qui travaillait pour les services secrets d'une puissance étrangère. Celui-ci lui aurait présenté un autre Français – qui n'était pas Lopez – qui était l'organisateur de l'affaire. Ce dernier lui aurait expliqué qu'il s'agissait de louer une villa, pour garder pendant huit jours un opposant au régime marocain et le relâcher ensuite...

Lopez, auditionné à la suite¹³², contestant une partie des dires de David, reconnaissait toutefois qu'il avait effectivement été question de louer une villa pour organiser un RDV entre Ben Barka et un envoyé du roi du Maroc, mais que finalement la villa de Boucheseiche avait été retenue.

132. Le 27 septembre 1990.

Qu'est-il advenu de Mehdi Ben Barka, *quid* de sa « disparition » ?

Plus de quarante quatre ans après l'enlèvement de Mehdi Ben Barka nul ne sait – en dehors de quelques rares initiés marocains qui se taisent – comment il est mort, assassiné ou « accidenté » ? Qui l'a tué ? Où son corps a-t-il été transporté ? Où est-il enterré ?

De nombreuses hypothèses ont été avancées depuis le 29 octobre 1965, sans jamais convaincre.

Concernant sa mort

Le 18 novembre 1965, le journaliste suisse, Charles Henri Favrod, évoque : « un meurtre à coup de poignard¹³³ ». La même information est donnée à l'époque par Paul Dehême dans sa *Lettre confidentielle*¹³⁴.

Selon Palisse¹³⁵ : « Ben Barka, aurait eu un arrêt cardiaque à la suite d'une overdose d'anesthésiants pour le maintenir endormi, en vue de son transfert au Maroc ».

De même pour Me Tixier-Vignancour¹³⁶ : « Ben Barka est mort dès le 29 octobre 1965 à 15 h, accidentellement, par suite d'une dose trop forte de produits soporifiques pour le maintenir endormi en vue de son transport au Maroc ».

Le récit, qui fait le plus de bruit, est celui de Figon¹³⁷ publié par *l'Express*, ensuite contesté. Je le résume : Ben Barka, d'abord très

133. *La Gazette de Lausanne*.

134. Reprise par le *Figaro* du 23 décembre 1965.

135. Lettre adressée d'Espagne où il s'est d'abord réfugié avant de gagner le Maroc.

136. Récit fait à Maurice Grimaud au cours du procès de 1966. Entretien avec l'auteur le 7 mars 2000.

137. *L'Express* du 10 janvier 1966.

malmené par les quatre truands dans la villa de Boucheseiche à coups de poing, puis torturé par Oufkir à l'aide d'un poignard, a été transporté dans la cave de la villa de Lopez où il a agonisé attaché à une chaudière.

En 1967, le journaliste Roger Muratet, qui connaissait bien Mehdi Ben Barka écrit¹³⁸ : « En arrivant à Fontenay, Dlimi décida de monter dans la chambre de Ben Barka, accompagné d'un policier et d' El Hassouni (...). La conversation en arabe était très animée. (...) À 18 h arriva Oufkir (...) qui prit sur une panoplie un petit poignard (...) non pour lui tailler la gorge, mais simplement pour le piquer (...) afin de le calmer. (...) Après une injection faite par El Houssaïni, on le descendit dans la 404 diplomatique et on le transporta à Ormoy, où l'interrogatoire repris (...). Puis il fut mis à mort et ses restes placés dans une malle ».

Le 10 décembre 1969, le *Canard Enchaîné* évoque une autre version : « Ben Barka, s'est débattu dans l'auto qui le conduisait à Fontenay. Un de ses ravisseurs l'a frappé. Ben Barka avait eu un « accident » de voiture, antérieurement, et on lui avait placé une vertèbre cervicale de prothèse. Sur le coup elle se déplaça bloquant la moelle épinière. La mort s'ensuivit ».

Selon Serge Gozlan¹³⁹, Maurice Schumann, alors ministre des Affaires étrangères, de retour d'un séjour au Maroc aurait dit à ce sujet : « Ben Barka, dans la cave où il était enfermé, aurait demandé à son gardien de bien vouloir desserrer ses liens. Celui-ci s'étant approché, Ben Barka lui aurait détaché un coup de pied dans les testicules provoquant la fureur du gardien qui, en ripostant, l'aurait alors tué (...) Oufkir est innocent. Bravo Lopez ». Il précise à l'écrivain Daniel Guérin¹⁴⁰ : « Il m'a seulement été dit pendant mon séjour au Maroc, par quelqu'un qui ne pouvait pas en être absolument sûr, que l'intention n'était pas d'assassiner Ben Barka, mais de le transférer vivant au Maroc et qu'il était mort accidentellement sous les coups qui lui étaient portés au moment où il essayait de se débattre contre ses agresseurs ou ses tortionnaires ».

À Louis Souchon¹⁴¹, Lopez avait rapporté en prison : « Lors de la rencontre du général Oufkir avec Ben Barka, le ton de la conversation s'est brusquement élevé. Ben Barka alors a succombé à une crise cardiaque ». Toutefois, par la suite Lopez laissera entendre¹⁴² « qu'il savait cela par un de ses avocats qui lui avait lu un article paru dans *Combat* » !

En 1974, le général de réserve Claude Clément¹⁴³ embellit un récit antérieur : « Ben Barka serait mort par arrêt du cœur à la suite d'une

138. *On a tué Ben Barka*, op. cité, pages 244, 245 et 249.

139. Article publié en mars 1970, sous le titre « *La Méditerranée des polices* », dans les *Temps modernes* n° 284, page 1489.

140. Lettre du 19 décembre 1974.

141. *Accusé, Taisez-vous*, op. cité, 1970, page 230.

142. Confrontation chez le juge Pinsseau le 21 février 1977.

143. *Oufkir*, Ed. Jean Dullis, page 238.

séance d'acupuncture tragique exécutée par Oufkir au moyen d'un stylet florentin, pointu à souhait, arraché d'une panoplie (...) ».

En 1975, un dénommé Jérôme Alfonsi, ancien agent du service « action », prétend¹⁴⁴ que : « La version de Figon selon laquelle c'est le général Oufkir qui dans une crise de rage a poignardé Ben Barka est infirmée par le récit que lui a fait Friedrich Stoll – qui aurait participé au rapt (?) –. Selon ce dernier, le chef de l'UNFP est mort par accident, d'une prise de judo mal appliquée par (un certain) Lévy – qui aurait également participé au rapt (?), arrivé avec Le Ny, Palisse et Dubail – alors que Ben Barka se rebellait (...) ».

La même année, le *Time*¹⁴⁵ laisse entendre que : « durant la soirée du 30 octobre, Ben Barka a été abattu d'un coup de feu par l'un des trois fonctionnaires marocains présents, dont le général Oufkir, dans un acte de loyalisme envers le roi Hassan II ».

En 1976, pour Daniel Guérin, auditionné par le juge Pinsseau¹⁴⁶ : « Le général Grossin, l'ancien directeur du SDECE, m'a dit au téléphone en octobre : Ben Barka se serait énervé dès son arrivée à Fontenay en ne voyant pas l'émissaire marocain qui lui avait été annoncé. Il aurait tenté de prendre la fuite et Boucheseiche l'en aurait empêché. Une rixe aurait alors éclaté entre les deux hommes (...). Boucheseiche se serait emparé d'une canne bâton et lui aurait asséné un coup violent sur la nuque, atteignant Ben Barka à la vertèbre cervicale demeurée fragile depuis l'attentat-accident au Maroc. Et Ben Barka serait mort ». J'ai eu l'occasion peu après de rencontrer le général Grossin, lors d'un dîner familial. Lui faisant part des propos de Guérin, il m'a répondu : « Je ne lui ai jamais dit que Ben Barka était mort de la sorte, mais que ce récit m'avait été rapporté par un ancien de la Maison, qui lui-même le tenait d'un tiers... » !

En 1990, Jean Claude Kerbouc'h¹⁴⁷ s'en tient au récit de Figon : « Oufkir est pressé de transporter Ben Barka à Ormoy (...). Non sans difficultés El Houssaïni fait une injection à Ben Barka, qui est transporté dans la villa de Lopez. Dès ce moment, Ben Barka aurait été en fort mauvais état. Selon Figon, « les truands lui auraient fait sa fête (...). C'était une vraie boucherie (...). On attache Ben Barka dans la cave à un tuyau de chauffage central, on lui lie les mains et les pieds, on lui colle un bâillon (...). Comment savoir comment et par qui est mort Ben Barka, puisque les Marocains auraient préféré rester en famille (...) ».

En 1991, Bernard Violet¹⁴⁸ (...) note à propos du récit de Figon :

144. *Dossier B... Comme barbouzes*, Patrice Chairhoff. Ed. Moreau.

145. Ed. européenne du magazine américain.

146. Le 20 novembre.

147. *Les grandes énigmes de notre temps*. L'affaire Ben Barka, Ed. de Crémille à Genève, pages 219 et 220

148. *L'affaire Ben Barka*, op. cité, pages 264 et 433.

« L'authenticité de sa narration sera toutefois mise en cause. On reprochera à *l'Express* d'avoir travaillé sur une relation des faits de seconde main (...). Pour d'aucuns, il y a pourtant, dans ce récit souvent pathétique, des choses qui ne s'inventent pas ». Violet nous donne aussi la version d'Abderrahman El Hajoui, l'éminence grise du sultan Ben Arafa, qu'il a rencontré : « Figon a dit la vérité, ou presque toute la vérité, sur cette affaire. C'est bien Oufkir qui a tué Ben Barka. Il lui a extorqué les renseignements qui lui permettaient de mettre la main sur le contenu de son coffre à Genève. Il a trompé le roi ».

En 1993, Ali Bourequat¹⁴⁹ rapporte les dires de son voisin de cellule, Dubail, : « Lui et ses comparses avec Oufkir et Dlimi ont pris en chasse Ben Barka, après les travaux d'approche effectués en milieu étudiant à Paris par El Mahi et Chtouki (...), qui s'appelle en réalité Miloud Tounzi (...), Ben Barka a été intercepté par Souchon et Voitot, deux policiers français et conduit chez Boucheseiche. C'est là qu'Oufkir et Dlimi l'ont torturé à mort ».

En 1997, un commissaire de police retraité, Antoine Mélero avance¹⁵⁰ : « Un ancien commissaire marocain m'a relaté que Ben Barka conduit à la villa de Boucheseiche y a été tué par celui-ci accidentellement ». Lors d'un entretien¹⁵¹ à mon cabinet, il me précise : « J'ai rencontré Palisse alors réfugié en Espagne. Il m'a dit avoir assisté à la mort de Ben Barka, par accident, sur un mauvais coup qui lui avait porté Boucheseiche ». Mélero témoignant devant le juge Ramaël a confirmé ce dire¹⁵².

En 1999, Jacques Derogy révèle¹⁵³ : « Nous avons rencontré, Jean-François Kahn et un ami de Figon, le gangster Jo Zuretta (...) qui nous a décrit, d'après les confidences de Figon, l'arrivée d'Oufkir dans la villa de Boucheseiche (...) ; la scène de folie furieuse au cours de laquelle il a frappé à coups de poignard le prisonnier (...) ; la loque humaine qui, bientôt, gît à terre ; son transfert dans la cave de Lopez où les truands le laissent attaché à une chaudière (...) ».

149. *Tazmamart, Dix huit ans de solitude*, op. cité, page 132.

150. *La Main rouge*. Ed. du Rôcher à Monaco. Mélero a servi au Maroc les dernières années du protectorat, dans la « brigade spéciale anti-terroristes », auteur de nombreux meurtres politiques. Voir supra.

151. Entretien avec l'auteur en octobre 2001.

152. Le 18 décembre 2008 : « Je me suis rendu en Espagne et j'ai rencontré Palisse (...). Il m'a dit qu'il était dans la maison de Boucheseiche par hasard et n'avait pas participé à l'enlèvement (...). Ben Barka en avait assez d'attendre car toutes les heures on lui disait qu'une personnalité marocaine qui voulait le rencontrer allait arriver, mais elle n'arrivait pas. (...) Au bout d'un moment Ben Barka s'est énervé, s'est levé en disant : « Je m'en vais », et s'est dirigé vers la porte. A ce moment-là, d'après Palisse, Boucheseiche lui aurait donné un coup de poing et Ben Barka est parti en déséquilibre et sa tête a heurté le dessus d'une cheminée en marbre. (...) Il est tombé mort ».

153. *Ils ont tué Ben Barka*, Jacques Derogy et Frédéric Ploquin, op. cité, page 161.

Pour Pierre Accoce¹⁵⁴, il a été « tué accidentellement par Boucheseiche qui lui aurait brisé les vertèbres cervicales, déjà fragilisées en le frappant. Ou saigné par Oufkir et Dlimi. Ou torturé à mort par Achaachi et l'infirmier El Houssaïni, dans le but de lui faire avouer les numéros des comptes bancaires de la Tricontinentale qu'il gérait, ce qui aurait justifié le rapide saut effectué à Genève par Oufkir (...) ».

Stéphen Smith¹⁵⁵, pour décréditer le récit de Figon cite le témoignage de la comédienne Anne-Marie Coffinet devant le juge Pinsseau¹⁵⁶ : « J'ai rencontré Georges Figon à Bruxelles, le dimanche ou le jour de la Toussaint (...). À ce moment-là, je puis vous affirmer qu'il ne semblait pas du tout un homme traqué, ni inquiet. Selon moi, il n'avait pu commettre un assassinat sur la personne de Ben Barka, ni avoir participé directement ou indirectement ou assisté à son assassinat. S'il avait eu quelque participation à ce geste supposé, Figon n'eût point manqué de m'en parler, se serait même fait plaisir de l'évoquer devant moi avec tous les détails, autant pour m'horrifier que pour se donner de l'importance ». A.M. Coffinet ajoute au juge : « Je l'ai revu fin novembre, un mandat d'arrêt venait d'être lancé contre lui. Il a manifesté quelques inquiétudes sur son sort. Il m'a dit qu'on voulait manifestement lui faire porter le chapeau dans cette affaire ».

Sophie Munier, nièce d'El Mahi, m'a raconté¹⁵⁷ : « J'avais commencé la rédaction d'un livre avec Antoine Lopez, mais celui-ci a décidé un beau jour de le publier seul. Selon ce qu'il m'avait confié, Ben Barka se serait révolté à la vue d'Oufkir, d'où l'intervention brutale de Boucheseiche pour le calmer. Transporté dans la cave de Lopez, en son absence, les Marocains l'auraient attaché à un escabeau en bois, saucissonné jusqu'au cou, pour l'interroger. Dans cette position, Dlimi lui plongeait la tête dans une bassine d'eau, lui infligeant le supplice dit de « la baignoire ». Il le serrait trop fort au cou. Il en est mort ». Entendue par le juge Parlos¹⁵⁸, S. Munier est encore plus radicale. Lopez lui aurait aussi raconté les tortures infligées à Ben Barka par El Houssaïni et Dlimi avant son décès. Mais, elle se refuse de révéler ces tortures au juge.

Antoine Lopez ne donne pas le même récit dans son livre¹⁵⁹ au printemps 2000 : « Tu sais, m'a dit Oufkir, il est arrivé une catastrophe (...). C'est un accident. Il a voulu me sauter dessus. Georges a tenté de me défendre. Il lui a cassé les vertèbres cervicales (...) ». Il précise

154. *Ces assassins qui ont voulu changer l'histoire* – Les mystères de l'affaire Ben Barka. Ed. Plon, 1999, page 333.

155. *Oufkir, un destin marocain*. Ed. Calman lévy, 1999, page 257.

156. Le 2 décembre 1976.

157. Entretien avec l'auteur fin février 1999.

158. Le 12 octobre 2000.

159. *Confession d'un espion*. Ed. Fayard, page 163.

devant le juge Parlos¹⁶⁰ : « À 5 heures du matin Oufkir est venu me réveiller. Il m'a demandé de le conduire à Orly. Il était comme bouleversé. Il m'a dit c'est catastrophique. Il y a eu un accident. Il m'a raconté que Ben Barka avait voulu lui sauter dessus, que Boucheseiche l'avait défendu, qu'il avait mis à Ben Barka un coup de poing, ce coup ne l'avait pas mis KO. Boucheseiche l'a alors pris par le coup et Ben Barka est alors tombé (...) ». Il ajoute : « Boucheseiche m'a confirmé pratiquement au mot près ce que m'avait dit Oufkir ».

En revanche, dans une pièce saisie chez Lopez¹⁶¹ par le juge Ramaël, j'ai trouvé un récit bien différent, semblable à celui que m'avait conté S. Munier : « Si Oufkir et Dlimi ne lui avaient pas fait faire trempette pour l'interroger, il n'y aurait pas eu d'accident... Les enfants de Ben Barka ont droit de connaître la vérité. De savoir que leur père s'est battu comme un lion et qu'il est mort comme un homme. Pas comme un lâche... ». Dans cette note, Lopez écrit-il pour une fois la vérité ?

Le 30 juin 2001, *Le Monde* et *le Journal*¹⁶² publient l'article retentissant du journaliste S. Smith, à partir des révélations que lui a faites Ahmed Boukhari : « À peine entré dans le salon de Boucheseiche, Dlimi – arrivé à 21 heures le vendredi de Rabat – insulte le chef de file de l'opposition marocaine, manque de l'étrangler (...). Ben Barka est ligoté sur une chaise. Pour le calmer Boubker El Houssaïni lui fait une injection. La dose administrée est trop forte. Ben Barka perd conscience (...). Oufkir arrive à Fontenay aux alentours de minuit (toujours le 29 !) (...). Après une seconde injection, Dlimi le fait suspendre les mains menottées dans le dos (...). Oufkir s'approche de lui, un stylet à la main (...) entaille de petits traits son buste (...). Mais l'opposant ne réagit pas, ne répond pas aux questions que Dlimi continue à lui poser (...) Le calvaire dure une heure (...). Ben Barka est mort ».

En 2001, le journaliste Pascal Krop¹⁶³ reprend à son tour les dires controversés de Figon et ajoute : « Jacques Derogy ne fut pas sans inquiétude (...). Il considérait que les « révélations » de Figon arrangeaient bien l'avocat Pierre Lemarchand et ceux qui voulaient fixer l'attention sur les seuls marocains ».

En 2004, *le Journal hebdo*¹⁶⁴ à l'occasion d'un numéro plus spécialement consacré aux liens tissés entre « le Maroc et le Mossad », évoque de prétendus rapports entre « Ben Barka et Israël ». Il prétend « le Mossad piégé par Oufkir » et donne la parole à un historien israélien d'origine marocaine, qui affirme : « Je sais qui a tué Ben Barka. Je sais pourquoi et

160. Le 10 juin 2000.

161. Scellés n°3.

162. Déjà cités.

163. *Silence, on tue*. Ed. Flammarion, pages 236 et 237.

164. Du 3 au 9 juillet 2004.

je sais où son corps se trouve aujourd'hui ». Il n'en dit pas plus (pour l'instant). « Tout ce que l'on saura, écrit-il, c'est que Mehdi Ben Barka a été tué par erreur et que son corps repose quelque part en France. Que la fameuse histoire de la cuve est fausse. Que le récit de Boukhari est un tissu de boniments. Qu'il n'y a rien sous la mosquée de Courcouronnes. Que Mohammed Oufkir n'a probablement rien à voir avec l'enlèvement et l'assassinat. Que le seul nom récurrent est celui de Dlimi ».

En 2005, l'ancien président de l'UNEM, devenu journaliste parisien, Hamid Berrada reprend dans *l'Intelligent-Jeune Afrique*¹⁶⁵ les révélations de *Bul* – un magazine israélien –, et y ajoute celles du professeur israélien Michael Laskier, publiées en 2004 aux Etats-Unis sous le titre *Israël and the Maghreb*, sans nous apprendre rien de nouveau, en fait.

La même année, Pierre Lemarchand¹⁶⁶ se demande « si la liquidation de Medhi Ben Barka était programmée ou si elle a résulté, comme beaucoup le pensent, d'un "accident d'interrogatoire". À mon humble avis, si l'idée avait été de le supprimer, il n'y aurait pas eu d'enlèvement, ni tout le branle bas qui a suivi (...). Lors de la rencontre Figon – Caille, en ma présence, Figon nous a dit qu'il ne savait pas si Ben Barka était encore en vie, mais qu'il l'avait laissé vivant entre les mains des Marocains (...). Le 10 Janvier, *l'Express* sortit un « scoop » : un récit de Figon (...). Caille et moi fûmes interloqués. Mon ami confiait en effet dans ce texte « qu'Oufkir en personne avait poignardé Ben Barka ». Alors qu'il ne nous avait pas du tout raconté cette scène ».

Pour le professeur Mohamed Lahbabi¹⁶⁷ : « Selon des renseignements dignes de foi, Medhi Ben Barka est mort à la suite d'un accident dans la villa de Boucheseiche ».

En 2008, le journaliste israélien Shmouel Seguev reprend dans un livre¹⁶⁸ ce que m'avait dit Sophie Munier : « Il semblerait que Dlimi n'était pas décidé à éliminer l'opposant marocain. Il désirait simplement lui arracher des aveux – à l'aide de sévices – sur ses intentions de déstabiliser le trône du roi du Maroc. Alors que Ben Barka était agenouillé, les mains ligotés dans le dos, Dlimi lui plongeait la tête dans un baquet profond rempli d'eau. À un moment, il appuya trop fort sur la nuque de Ben Barka et ceci entraîna sa strangulation et donc sa mort par accident ».

Le 4 novembre, le fils de Le Ny, Christian, relate aux gendarmes : « Mon père m'a dit que Ben Barka avait été transporté à Fontenay le Vicomte, au

165. Du 30 octobre au 5 novembre 2005, sous le titre « Quarante après, les révélations sur un crime d'État(s), le Mossad et l'affaire Ben Barka ».

166. « *Barbouzes du Général* », op. cit., pages 155 et 171.

167. Ex responsable de l'UNFP. Article dans le journal en langue arabe *Ahdaf Al Maghribiya*, au printemps 2007.

168. *Le complot marocain*. Ed. Matar. Jérusalem. (Ancien correspondant du journal *Maariv* en France).

domicile de Boucheseiche, puis chez Lopez à Ormoy. Dlimi et Oufkir l'avaient torturé dans la cave. (...) C'est Boucheseiche qui l'avait frappé en premier, car Ben Barka ne se laissait pas faire. D'un coup de poing, il lui avait cassé les cervicales. Ils l'avaient ensuite attaché (...) et Oufkir et Dlimi l'avaient un peu « bousculé ». C'est là que Ben Barka est décédé. »

Le 17 juin 2009, le juge Ramaël entend, sur sa demande, le dénommé Noël Costa, incarcéré à la maison d'arrêt de Luynes (13), qui lui révélait : « En novembre 1970, j'ai fui la France, car j'étais recherché pour une tentative de meurtre. Un ami corse m'avait conseillé de me rendre au Maroc, car il connaissait quelqu'un qui pouvait m'aider. C'est dans ces conditions que j'ai rejoint Ceuta, où j'ai été pris en charge par deux policiers marocains qui m'ont conduit à Rabat à *La Villa*, maison close tenue par Boucheseiche, que je ne connaissais pas auparavant, même de nom. (...) Il m'a pris en sympathie. À l'époque, il exploitait deux maisons closes : *La Villa* à Rabat et le *Grand Hôtel* à Casablanca. (...) Il m'avait dit qu'il était fâché avec Le Ny et Dubail, sans me préciser pourquoi (...). Très souvent nous mangions au restaurant et terminions au Tube, une discothèque tenue par Jo Zuretta, établissement fréquenté par la jet marocaine, notamment la sœur du roi Hassan II. Boucheseiche était accompagné en permanence de deux policiers marocains armés qui étaient ses gardes du corps (...)

En février 1971, il est tombé malade (...) Il craignait aussi d'être arrêté (...) Il m'a dit : « “Petit (...) il ne faut pas que tu restes là”. Et c'est alors qu'il m'a dit qu'il avait participé à l'enlèvement de Ben Narka, faisant la plus grosse connerie de sa vie (...). Il avait conduit Ben Barka chez lui et l'avait attaché sur une chaise, en attendant que deux officiels marocains viennent l'interroger. Ces officiels voulaient savoir ce que complotait Ben Barka qui aurait représenté un danger pour le roi. Ben Barka s'étant révolté, Boucheseiche s'était mis derrière lui et l'avait saisi par les deux mains au niveau du cou pour le secouer. Il m'a dit qu'il n'y avait pas eu de coups et qu'il avait été surpris de le voir mort sur sa chaise. Il m'avait dit : “je me suis emporté” (...). Les deux officiels sont arrivés quelques temps après et, là, ça a été la panique, ce n'était pas prévu. Les Marocains ont fait des reproches et sont partis en colère et en disant à Boucheseiche de se débrouiller ».

En définitive, saura-t-on un jour avec certitude ce qui s'est passé à Fontenay le Vicomte, puis à Ormoy, comment et par qui est mort Ben Barka ? Pour ma part, je suis convaincu que le leader marocain a été victime d'un « accident », non envisagé. Sans doute, des suites de coups portés par Boucheseiche, Ben Barka s'étant révolté, peut-être, à la vue imprévue... de Dlimi – et non d'Oufkir ! –, ce d'autant que, vraisemblablement, il était déjà, sous forte dose de somnifères. N'a-t-il pas été établi dès le 3 novembre 1965, que, dans les deux villas litigieuses, malgré des

recherches minutieuses, aucune trace de désordre, de violences, de sang, d'empreintes – sauf celles de Dubail – n'avait été relevée par les services ad hoc de la brigade criminelle, contrairement aux affirmations de Figon, reprises par l'ex-agent Boukhari.

Cette thèse explique au demeurant la sempiternelle litanie d'Hassan II évoquant une « affaire franco-française », contrevérité encore soutenue officiellement par certains au Maroc. « Accident » donc. Cela n'en demeure pas moins un crime : « coups et blessures ayant entraîné la mort sans intention de la donner », avec ses acteurs et ses complices !

Concernant la « disparition » de son corps

Les rumeurs les plus folles ont couru quant au transport du corps de Mehdi Ben Barka après sa mort, son lieu d'inhumation ou sa disparition pure et simple.

Pour Paul Dehême¹⁶⁹ : « Ben Barka fut alors embarqué dans la malle arrière d'une voiture, et ce fut un cadavre que le soir même entre 22 h 30 et 0 h 30 un avion emportait de France ».

Lemarchand déclare au juge Zollinger¹⁷⁰ : « Figon m'a répondu que si les Marocains l'avaient tué, ils avaient dû l'enterrer dans un bois près de la villa de Lopez »¹⁷¹.

D'après les dires d'un officier de renseignement : « L'homme est mort. Que faire ? La chaux vive ? Non. Il en faut trop et le résultat est toujours décevant. L'acide sulfurique est parfait, mais on n'en avait pas prévu. Reste la solution artisanale, pratique, simple, on porte le corps dans une baignoire et on le découpe »¹⁷².

Jean Vignaud déclare au président Pérez¹⁷³ : « J'ai demandé à Figon où était Ben Barka et il m'a répondu : « Oufkir est reparti, ça m'étonnerait qu'il l'ait laissé en France. Ou alors, c'est qu'il ne pourra plus témoigner. Dans l'état où il était, Oufkir ne peut pas le laisser se balader ».

Selon Roger Muratet¹⁷⁴ : « Les restes de Ben Barka (...) avaient été transférés à l'ambassade du Maroc dans une voiture du corps diplomatique, en attendant l'heure de gagner Orly (...). Le 30 octobre à 23 heures, deux hommes, des Nord africains de toute évidence, se présen-

169. Lettre confidentielle, déjà citée.

170. Audition du 24 janvier 1966.

171. Lors de notre entrevue, Lemarchand m'a dit tout autre chose !

172. François Brigneau dans *Minute* du 3 février 1966.

173. Le 21 décembre 1966.

174. *On a tué Ben Barka*, op.cité, page, 251 et 255.

tent à la banquette d'Air France à Orly (...) indiquant qu'ils prendront l'avion de 23 h 45 à destination de Casablanca. Ils font aussi enregistrer une malle (...). À Casablanca-Anfa, à 1 h 50 une ambulance s'approcha de l'avion (...). Lorsque nos deux personnages virent passer leurs bagages, ils s'en emparèrent eux-mêmes, les placèrent dans l'ambulance où ils montèrent en compagnie d'un chauffeur et d'un policier en uniforme. Une longue voiture américaine noire se mit devant l'ambulance (...). Derrière, une petite camionnette contenant des policiers en uniforme prit place, outre des motards (...). Le cadavre de Ben Barka venait de rentrer au Maroc (...). Le convoi gagna, un peu en dehors de Rabat, la villa *El Mokri*. Que les assassins dorment en paix. Cette ville est parfaitement équipée. Jamais on ne retrouvera le corps de Ben Barka ».

Ce récit est à rapprocher d'un renseignement confidentiel parvenu¹⁷⁵ au cabinet Papon : « Un radio amateur marocain a intercepté, dans la nuit du 30 octobre, un message du ministre de l'Intérieur à Rabat, qui ordonnait au chef de la Sûreté régionale à Casablanca, de réceptionner lui-même un colis en provenance de Paris par l'avion arrivant à 21 heures. Ce colis devait être transporté aussitôt à Rabat sous escorte, en évitant les formalités de douane et de police ».

Une enquête avait alors été ordonnée par le juge Zollinger sur tous les vols de fret à destination du Maroc, les 30, 31 octobre et 1^{er} novembre. Elle se révélait négative. L'OPP qui en était chargé indique dans son rapport daté du 31 janvier 1966, in fine, : « Lopez, vu ses fonctions, connu de tout le personnel de l'aéroport n'était l'objet d'aucun contrôle dans ses déplacements jusqu'aux aires de départ. Il lui était facile d'embarquer n'importe quelle marchandise dans un appareil en attente de décoller sans attirer l'attention ».

Selon Claude Clément¹⁷⁶ : « Le cadavre de Ben Barka aurait été enfoui près de Nador sur la Méditerranée ». Moumen Diouri¹⁷⁷ affirme : « Je me suis agenouillé sur sa tombe, dans les mines du nord à côté de Nador ».

Selon Patrice Chairiff¹⁷⁸ : « Des sources précises d'origine SDECE et SAC estiment que le cadavre de Mehdi Ben Barka se trouve dans une cantine militaire noyée dans un bloc de béton immergé à Villiers-sur-Marne ».

Pour le *Time* : « Le corps de Ben Barka aurait été enterré dans l'île de la grande Jatte à Neuilly ».

175. Le 22 janvier 1966.

176. *Oufkir*, op. cité, page 248.

177. *Réquisitoire contre un despote*, Ed. Albatros 1972, page 158.

178. B... *comme barbouzes*, op. cité, page 333.

Daniel Guérin¹⁷⁹ : « Ici les hypothèses tombent comme la manne du ciel et l'imagination entre en délire (...). Lopez, dans la nuit du 30 au 31 octobre aurait surpris une conversation entre ses hôtes marocains, à 0 h 30, où il saisit le mot *tiara* qui en arabe signifie « avion ». Une Peugeot 404, immatriculée CD, aurait transporté le corps nuitamment, à la résidence de l'ambassade du Maroc, dépecé ou introduit tel quel dans une caisse ou une malle (...), attendue par un avion cargo d'Air Maroc, stationné dans un coin écarté de l'aéroport d'Orly et cerné par les CRS (...) pour être inhumé discrètement au Maroc... ». Guérin signale au juge Pinsseau¹⁸⁰ : « Maurice Clavel, m'a dit qu'un de ses amis, agent du service du fret d'Orly, dans un état dépressif depuis l'affaire, se reprochait de ne pas avoir révélé à la police les conditions dans lesquelles, il avait vu à Orly dans la nuit du 30 au 31 octobre, aux alentours de minuit, l'enregistrement d'un colis à destination du Maroc (...) sur l'ordre et en présence de Dlimi. Après enquête, j'ai appris qu'il s'agissait de Maurice Fossati... »¹⁸¹. Il ajoute au juge : « Ahmed Rami – aide de camp d'Oufkir de 1971 à 1972 – m'a affirmé tenir d'Oufkir lui-même que le Roi du Maroc aurait exigé le retour de la tête de Ben Barka et qu'il l'aurait fait sceller dans un mur du Palais de Rabat, où les sultans ses prédécesseurs auraient continué de mettre la tête de leurs ennemis ».

En juillet 1971, des rumeurs évoquent une inhumation du corps à Plainepas (Nièvre). Des fouilles sont ordonnées, sans résultat.

Le 3 octobre 1985, le commissariat de police de Saint Maur reçoit une lettre anonyme d'une écriture vieillotte : « Le corps de Ben Barka a été enterré dans la propriété de M. Henri Bourgeon à Saint Maur. Dans le garage de sa propriété, il y avait une fosse pour les réparations. Le corps a été mis dedans, recouvert de chaux et une chape de ciment a été refaite par-dessus ».

179. *Ben Barka, ses assassins*, op. cité, page 146, 147, 148.

180. Audition du 20 novembre 1976.

181. Un agent d'Orly, Daniel Troublé, s'est présenté chez le juge Ramaël, le 18 juin 2009 et lui a déclaré : « Lorsque je suis arrivé comme jeune agent des services commerciaux au fret d'Orly, en 1969, j'ai entendu parler les anciens et je suis venu vous livrer mon témoignage. (...) Il se disait qu'un dimanche, me semble-t-il, vers 5 heures du matin, l'employé de permanence pour la taxation des colis avait vu arriver en personne Maurice Plagias, chef du centre de fret, et deux autres personnes. La présence de ces deux responsables, ce jour-là et à cette heure là, était totalement inhabituelle. Ils étaient venus faire taxer un colis parallélépipédique, identique à ceux servant à transporter les cercueils, d'un poids de 125/140 kgs, supposé contenir des pièces détachées à destination de Casablanca. Ce colis a été embarqué dans un DC 3 qui n'aurait embarqué rien d'autre (...). Le lendemain, deux gendarmes sont venus récupérer la souche de la LTA, qui est le titre de transport d'une marchandise et l'ont emportée. Là aussi c'est étrange (...). Quelques semaines plus tard, Plagias et Fossati ont été mutés tous les deux. Il faut dire que les rumeurs de leur appartenance au SDECE allaient bon train.

« Est-ce durant cette longue nuit (30 au 31 octobre) que les restes de Ben Barka ont été placés dans une malle pour être transférés à l'ambassade du Maroc ? Certains enquêteurs l'affirment (...). Qu'est devenu son corps ? Là encore, on a écrit les hypothèses les plus diverses ». Et Bernard Violet¹⁸² d'en reprendre quelques unes.

Selon Jean Lacouture¹⁸³, « Dès le 4 novembre, certains enquêteurs ne font pas mystère d'une série de découvertes proprement incroyables : encore vivant ou déjà mort à force de tortures, Mehdi Ben Barka a été transféré par avion au Maroc dans la nuit du 30 octobre (...). L'avion (...) a bénéficié à Orly d'une exemption de contrôle ».

Ali Bourequat de son côté¹⁸⁴ : « Je sais à présent grâce à Dubail que sa tête est au PF3. On la lui a tranchée après sa mort, Hassan II voulait la voir (...). Oufkir rapatria la tête au Maroc dans un sac de voyage (...). Et le corps ? Il est aux environs de Paris. Un avocat français d'extrême droite, pas Tixier, un autre (Lemarchand) a tout arrangé. Une de ses connaissances, un pauvre type coupeur de bois de son état, a coulé le corps dans une dalle de béton qu'il a enfouie quelque part dans ces parages ».

Un ancien de la Main rouge a confié à Antoine Méléro¹⁸⁵ : « Après avoir transité par la base de Villacoublay, son corps a été transporté discrètement par avion militaire au Maroc et enterré dans le plus grand secret au cimetière de Fès dans la cour des suppliciés ».

Dans un ouvrage sur Papon, Bernard Violet¹⁸⁶ rapporte avoir rencontré un témoin qui lui a soutenu que le corps de Ben Barka, transporté de Paris dans le cercueil de l'épouse d'un médecin célèbre, en dépôt dans la crypte de l'église Saint Philippe du Roule, avait été inhumé dans un caveau d'un petit village du Lot... »

Selon Pierre Accoce¹⁸⁷ : « Il est probable que Ben Barka ne fut pas transféré vivant au Maroc, il disparut dans la propriété de Boucheseiche au cours de la nuit du 30 octobre 1965(...). Le corps fut sans doute enfoui dans le voisinage ».

Pour Stephen Smith¹⁸⁸ : « Le cadavre de l'opposant, d'abord transporté à Ormoy chez Lopez, se serait ensuite envolé d'Orly le dimanche à 5 heures du matin. »

Jean-Marc Théolleyre¹⁸⁹ analysant le livre de J. Derogy et F. Ploquin écrit : « Pour la majorité des récits, c'est le Maroc qui fut la destinée

182. *L'affaire Ben Barka*, op. cité, pages 262 et 271.

183. *De Gaulle*, tome 3, op. cit, 1986, page 629.

184. *Tazmamart, dix huit ans de solitude*, op. cité, pages 132 et 133.

185. *La Main rouge*, op. cité.

186. *Le dossier Papon*, Ed. Flammarion. 1997. Chapitre 10.

187. *Les assassins qui ont voulu changer l'Histoire*, op. cité.

188. *Oufkir, un destin marocain*, op. cité.

189. *Le Monde* du 16 juillet 1999, sous le titre « *Le mystère Ben Barka* ».

finale du sort de Ben Barka. Comme pour mettre une touche féodale à cet épilogue, on est allé jusqu'à imaginer Hassan II recevant telle Judith, la tête décapitée de son opposant ».

En novembre 1999, un « indicateur » affirme au procureur d'Evry¹⁹⁰ que le corps de Ben Barka avait été enterré clandestinement en 1965 à Courcouronnes, près d'une allée de peupliers... ». J'ai enquêté par la suite auprès du Maire de cette ville. Il m'a relaté qu'au moment de la construction de la mosquée du lieu, des instructions avaient été données aux ouvriers de faire attention à la découverte éventuelle d'un cadavre en creusant le sol !

Sophie Munier m'a rapporté la suite du récit que lui avait fait Lopez : « Transporté dans le coffre de la voiture de Boucheseiche, le « colis » avait été enterré par les marocains, peut être provisoirement, dans un petit bois isolé, dit « bois de la Mare à la Besace » près de Courcouronnes, à quelques kilomètres d'Ormo y (...) ». Désirant vérifier cette révélation, elle me précise s'être livrée à une véritable enquête policière, pour découvrir que, à la place d'une partie de ce bois aujourd'hui disparu, avait été construits en 1984... la grande mosquée d'Evry-Courcouronnes et son parking ! Moyennant finance, la journaliste, confie sa découverte à *Paris Match*¹⁹¹ qui la publie en première page, sous le titre : « Ben Barka : la vérité 35 ans après la disparition de l'opposant marocain ». Au cours de son interview S. Munier posait la question : « La mosquée, en majeure partie financée par la Fondation Hassan II, a-t-elle été érigée à la mémoire de Ben Barka (...) ? La première pierre en a été posée le dernier samedi du mois d'octobre 1984, c'est gravé dans une dalle de marbre à l'entrée de la mosquée. Pure coïncidence ? ».

Le journaliste Smith conteste ces révélations dans *l'Observateur*, suivi de Lopez¹⁹² : « Il a été écrit récemment que Ben Barka avait été enterré sous la mosquée d'Evry. C'est inexact ». Et d'évoquer un autre bois à la sortie de Courcouronnes, le bois de la Garenne, où le corps de Ben Barka aurait été enterré près d'un aqueduc, provisoirement sans doute. La semaine suivante, une enquête sur les lieux d'un journaliste de *Match* confirme pourtant les dires de S. Munier : les engins de travaux publics se sont bien attaqués au bois de « La mare de la Besace » en 1977, sept ans avant la construction de la Mosquée.

Entendu par le juge Parlos¹⁹³, Lopez confirme ses dires au *Parisien* : « Les trois arrêts que m'ont imposés Oufkir et Dlimi peuvent répondre à trois hypothèses : un repérage des lieux, une vérification du travail ou une

190. A qui je devais apprendre qu'une instruction était toujours en cours à Paris !

191. En février 2000.

192. *Le Parisien dimanche* des 6 et 7 février 2000.

193. Le 10 février 2000.

fausse piste pour me tromper (...). Je ne peux dire que de l'à peu près. Je pense que c'est à 30 mètres de la route, pas très éloigné de l'aqueduc ». Sur commission rogatoire, le juge demande à Lopez de se rendre sur les lieux, accompagné de policiers de la PJ. Les fouilles ordonnées ne donnent aucun résultat.

De son côté, lors de son audition par le juge¹⁹⁴, S. Munier confirme ses recherches quant au lieu où le corps aurait pu être au moins provisoirement enterré : il était difficile toutefois d'envisager des fouilles sur le parking de la mosquée !

En novembre 2000, une note anonyme, concernant le service fret d'Air France, est adressée à Bachir Ben Barka. Je la remets au juge Parlos : « Il ne fait pas de doute, depuis le début de novembre 1965, pour le personnel de ce service, que le corps de Ben Barka a été rapatrié le dimanche matin, 31 octobre, par avion (...). Le colis était embarqué dans un avion (DC3 ou DC4 cargo), venu se parquer dans la matinée sur le parking situé juste derrière l'aéroport d'Air France (...) ».

En décembre 2000, Max Huwart¹⁹⁵ informe le juge que selon un correspondant, dont il souhaitait préserver l'anonymat, le corps de Ben Barka avait été inhumé dans la propriété de l'ancienne demeure de Lopez à Ormoy.

Lopez¹⁹⁶, pour sa part, indique dans son dernier livre : « Ils avaient voulu me montrer le lieu, où ils avaient enterré le corps, tout en brouillant les pistes (...). Ils m'avaient mis à l'épreuve alors que le corps était peut-être déjà dans l'un des deux avions militaires marocains arrivés la veille à Orly, des Dakota ».

Selon Maurice Grimaud¹⁹⁷ : « L'une des hypothèses était que le malheureux Ben Barka avait été embarqué discrètement, mort, sur un des avions marocains dont nous avons relevé les mouvements ces nuits-là ».

Je rappelle que dans l'enquête diligentée par le juge Zolinger, il n'avait été nullement question d'avions militaires marocains...

Une Française, professeur à Mazagan, me téléphone à l'époque, sans vouloir me préciser son nom. Elle me dit qu'une relation de son mari, ancien chef de cabinet d'Oufkir, lui avait rapporté ces propos : « Ils peuvent toujours le chercher. On l'a brûlé dans une chaudière, c'est un cadeau que nous avons laissé à la France ».

En 2001, l'ex-agent Boukhari affirme¹⁹⁸ que « le corps de Ben Barka, rapatrié au Maroc, a été dissous dans une cuve d'acide, installée à *Dar El Mokhri* dès 1961 ». Acide « fourni par les israéliens », précise-t-il dans certains courriers – détail non repris dans les médias... Je m'inscris en

194. Le 12 octobre 2000.

195. Un retraité des RG domicilié dans la Drôme.

196. *Confession d'un espion*, op. cité, page 170.

197. Entretien avec l'auteur au printemps 2000.

198. *Le Monde et le journal*.

faux contre pareil raconter : dissoudre un corps dans une cuve d'acide n'est pas évident et demande beaucoup de temps. Je n'ai d'ailleurs jamais entendu aucun de mes anciens clients, incarcérés dans cette villa de tortures, évoquer la présence d'une cuve utilisée à cette fin.

Pour Jean Montaldo¹⁹⁹ : « Jamais le corps de l'opposant marocain ne sera retrouvé (...). Peu avant de mourir, l'auteur principal du crime, Figon, m'a assuré que mort accidentellement (...), ils avaient jeté son corps au-dessus de la Manche, depuis le petit avion de tourisme d'un second rôle du cinéma français ».

Lors de la rencontre Figon-Caille, en présence de Pierre Lemarchand²⁰⁰, Georges Figon « pensait que les Marocains l'avaient blessé au cours d'un interrogatoire, mais qu'il avait été soigné et embarqué dans la cale d'un cargo marocain stationné dans le port de Rouen ».

En 2002, le Dr. Cléret, ancien médecin du roi Mohamed V, me transmet une note :

« Le 30 octobre, Ben Barka, enfermé dans la cave de la villa d'Ormoy, se bagarre avec Oufkir et meurt dans ses bras. C'est un accident. Que faire du corps ? Il est découpé. Chacun des onze hommes d'un commando de la sûreté accompagnant Dlimi emporte un morceau dans sa valise. Le commando quitte Orly par les deux avions militaires marocains, vers 23 h 45. J'ai reconstruit ce récit d'après des bavardages des femmes du harem. Le 31 octobre à 3 heures du matin, Oufkir (...) se dirige vers l'auto du roi qui l'attend et ouvre la valise qu'il portait. Le roi lui remet alors une liasse de billet et Oufkir quitte les lieux. J'étais présent ».

En 2005, auditionné par le juge Ramaël²⁰¹, le docteur Cléret est plus précis : « J'ai 88 ans dans deux mois et je voudrais que la vérité soit faite dans cette affaire parce que Ben Barka était aussi un de mes amis ». Il raconte alors au juge, avec moult détails, la rencontre d'Oufkir et du roi, vers trois heures du matin : « Je commençais à l'époque à être en disgrâce ; aussi, méfiant, je suis resté dissimulé dans l'ombre (...). J'ai vu Oufkir, qui me tournait le dos, ouvrir la valise qu'il portait et montrait le contenu au roi. Je n'ai pas pu voir ce qu'elle contenait. Le roi a observé le contenu de la valise pendant deux bonnes minutes, puis a pris dans une cassette une liasse de papiers. Je n'ai pas pu voir s'il s'agissait de billets. Oufkir est reparti. Il a repris son véhicule et s'est dirigé vers le terrain d'aviation de Salé. Il est forcément reparti immédiatement sur Paris pour prendre l'avion de huit heures depuis Orly pour Genève et se constituer

199. *Les voyous de la République*, Ed. Albin Michel, 2001, page 74.

200. « *Barbouze du Général* », op. cité, pages 160.

201. Le 8 décembre.

un alibi. Après la lecture du livre d'Ali Boureau, j'ai fait le rapprochement avec son témoignage de la tête de Ben Barka au PF 3. La taille de la valise permettait de contenir une tête (...). J'ai appris par les confidences des concubines du harem que les morceaux du corps avaient été enterrés discrètement dans les jardins de différentes mosquées...».

Pour le professeur Lahbabi²⁰² : « Le corps de Ben Barka, après un premier transport dans la villa de Lopez à Ormoy, a été évacué par un véhicule de l'ambassade du Maroc et enterré par Oufkir dans ce lieu, inviolable (...). Au surplus, une partie du corps, la tête par exemple a pu être détachée du cadavre, transportée dans une valise à main pour être montrée au « patron ».

Selon le journaliste Shmouel Ségué²⁰³ : « Quelques jours après sa mort, Ben Berka fut enterré en pleine nuit, secrètement, sous un chantier en construction dans un quartier populaire de Paris, non loin de l'autoroute qui mène vers le sud de la France. Oufkir supervisa personnellement l'enterrement. Il veilla aussi à ce qu'il ne subsiste aucun indice sur place. Le corps de Ben Barka fut enterré entier. Comme je l'ai signalé, c'est ma conviction personnelle et non officielle ; aucune version autorisée – israélienne ou autre – ne vient la corroborer ».

Robert Ferrand, un ancien chef d'escale d'Orly m'a téléphoné, voici quelques mois, pour me conter un fait particulièrement intéressant : « J'étais sous les ordres de Lopez en 1965. Il s'occupait de l'enregistrement des passagers et aidait à des transports clandestins... De permanence le 30 ou le 31 octobre, ou le 1^{er} novembre, j'ai entendu un DC3 militaire marocain décoller avant minuit. Le lendemain, j'ai vu sur le bureau de Lopez un télégramme ainsi libellé : « Colis bien arrivé, signé Oufkir ». J'ai conservé ce télégramme pendant des années avant qu'il ne disparaisse. Lopez ne l'a jamais vu. Selon moi, le corps de Ben Barka aurait donc été emporté par cet avion, caché dans un panier en osier... ». Interrogé²⁰⁴ par les gendarmes sur CR du juge Ramaël, Robert Ferrand a confirmé ces propos.

De son côté, lors de son audition, le même jour, Christian Le Ny répondait aux gendarmes : « Je ne sais pas ce qu'est devenu le corps de Ben Barka. Je pense que mon père devait le savoir, mais il ne me l'a jamais dit. Pour moi, la meilleure hypothèse, c'est le corps immergé dans les marais en France, et la tête qui repart au Maroc pour être présentée à Hassan II. cela me paraît crédible, mais je n'ai pas de preuve ».

Le détenu Noël Costa rapporte pour sa part au juge Ramaël²⁰⁵ :

202. Cité supra.

203. « *Le complot marocain* », op. cité.

204. Le 4 novembre 2008 : « Je peux vous dire qu'à cette époque, Orly était un véritable gruyère. On pouvait faire passer des colis dans les avions sans aucun contrôle ».

205. Le 17 juin 2009.

« Boucheseiche m'a dit qu'avec Palisse il l'avait mis dans le coffre de sa voiture et qu'ils étaient allés l'enterrer à l'île de la Jatte, là où ils avaient déjà enterré, tous les deux, un de leurs amis, Pierrot Loutrel, dit Pierrot le Fou (...). » Le juge d'instruction ayant pu retrouver le dossier Loutrel a constaté que celui-ci avait été enterré, non dans l'île de la Jatte, mais dans une autre île proche, d'où son corps avait été exhumé le 6 mai 1949. Des investigations sont en cours.

Il est intéressant de relever que Lopez avait déclaré à deux reprises au juge Ramaël : « J'ai vu la Mercédès grenat de Boucheseiche, garée, le coffre ouvert vers l'entrée de ma cave... »

De nouvelles révélations (les dernières pour l'instant !) nous sont rapportées par l'écrivain Georges Fleury. Il a confié au *Journal du Dimanche*²⁰⁷ un « dossier secret » de gendarmerie, qu'il aurait reçu dans les années 1980, d'un homme dont il ne révèle pas le nom. Entendu²⁰⁸ par le juge, Fleury lui a remis ce dossier de 95 pages. De celles-ci – émanant de divers Groupement de gendarmerie – je tire les quelques éléments ci-après :

– une « fiche de renseignements »²⁰⁹ évoque les confidences reçues d'un homme demeurant à Mennecy selon lesquelles « un propriétaire d'une station d'essence et demeurant à Fontenay-le-Vicomte aurait procédé lui-même à l'incinération du cadavre de M. Ben Barka et qu'il aurait fait disparaître les restes ou cendres dans un étang à Ballancourt (Essonne). Les deux personnes mises en cause niaient énergiquement les faits.

– une autre « fiche de renseignements »²¹⁰ rapporte les dires d'un informateur anonyme selon lesquels « le cadavre de Ben Barka après avoir été fixé à une embarcation avait été immergé dans un marais de la commune de Laulne (Essonne) ». Des recherches importantes avaient alors été entreprises, sans résultat.

– une troisième « fiche de renseignements »²¹¹ fait état d'un informateur, accompagné de deux fonctionnaires de la P.P., envoyés par le Cre. Bouvier, qui les a conduits dans la commune de Villabe (Essonne) en un lieu où aurait été déposé le cadavre de Ben Barka. « Non enterré, mais seulement recouvert de branchages et de feuilles mortes, transporté pendant la nuit dans une 403 appartenant à Palisse ou Le Ny, par ces deux hommes outre Boucheseiche et un nommé Adoni ». À l'issue des recherches, les deux policiers ont remis au Commandant de la brigade de Mennecy « un

206. Les 8 décembre 2004 et 23 mars 2005.

207. Article dans le *J.D.D.* du 11 octobre 2009.

208. Le 14 octobre 2009.

209. En date du 6 mars 1966.

210. En date du 28 avril 1966.

211. En date du 25 mai 1966.

morceau de tissu et un morceau de cuir qu'ils disent avoir découverts dans les cendres sur la propriété en question ».

Ces « renseignements », transmis par des anonymes ne me paraissent pas très crédibles. C'est sans doute ce qui explique qu'ils n'ont pas été transmis – ce qui est étonnant malgré tout – au juge Zollinger alors en charge du dossier. Mais, peut-être, le Cre. Bouvier avait-il des informations plus proches de la réalité ?

De tous ces récits, divers et souvent peu probants, je conclurai qu'il ne faut jamais pour autant désespérer. Comme l'écrit Pierre Schoendoeffler dans son roman *Là-haut*²¹² : « Nous croyons que la vérité est têtue. Qu'elle finit toujours par sortir du puits, un jour ou l'autre ».

212. Ed. Grasset, 1981.

Les responsables

L’Affaire Ben Barka est un crime d’États au pluriel. Certains plus que visibles, d’autres plus discrets !

En préalable à leur responsabilité, ou à la responsabilité d’agents de ces États, il me faut être clair sur un point capital. La « disparition » de Mehdi Ben Barka comporte pour moi deux moments bien distincts : son enlèvement, en vue d’un « retour de force » au Maroc, ordonné par le roi Hassan II ; sa mort, imprévue, – suite à un « accident » peut-être – entraînant un affolement général, pendant des jours et des semaines, des autorités françaises. C’est cette disparition définitive qui vit l’*Affaire* éclater ! Comme l’a écrit Muratet¹ : « Il est évident que c’est la presse qui est à l’origine de « l’affaire » pour le meilleur et pour le pire ».

Le rôle de diverses personnalités, voire de services, marocains, français, israéliens, étatsuniens, a souvent été avancé dans ce qui est et restera de toutes façons un crime². Voyons tour à tour ce qu’il en est, en évoquant pour commencer la version du général de Gaulle, lors de sa conférence de presse du 21 février 1966 :

1. *On a tué Ben Barka*, op. cité, page 362.

2. « Ben Barka est monté de lui-même dans la voiture de la PP vers la mort. En revoyant l’Attentat, j’ai retrouvé, revécu, la même brûlure de la honte. Il n’a pas été enlevé. Il est entré librement dans le piège parce qu’il avait confiance en nous. Le voilà, l’intolérable, l’irréparable – à moins d’une justice exemplaire, éclatante. Et la justice française fut infâme... » Maurice Clavel. *Le Nouvel Observateur* du 9 octobre 1972.

« Ce qu'il faut considérer d'abord dans cette affaire, c'est que le ministre de l'Intérieur du gouvernement marocain a, comme tout l'indique, fait disparaître sur notre sol, un des principaux chefs de l'opposition. Cette affaire marocaine en est donc une entre Paris et Rabat, parce que la disparition de Ben Barka a eu lieu chez nous, parce qu'elle a été perpétrée avec la complicité obtenue d'agents ou de membres de services officiels français et la participation de truands recrutés ici, enfin parce qu'en dépit des démarches du gouvernement de Paris, des commissions rogatoires et des mandats adressés par notre juge d'instruction, rien n'a été fait par le gouvernement marocain pour aider la justice française à établir la vérité... Au total, il y a eu en territoire français l'intervention directe d'un membre du gouvernement marocain, et le fait que ce gouvernement n'a jusqu'à présent rien fait pour justifier ni réparer l'atteinte qui a été ainsi portée à notre souveraineté. Il est donc inévitable, quelque regret qu'on en ait, que les rapports franco-marocains en subissent les conséquences³.

« Du côté français que s'est-il passé ? Sans préjuger de ce que sera la longue et minutieuse information ouverte par la justice, elle est maintenant assez complète pour que je puisse en parler en équité et en vérité. Ce qui s'est passé n'a rien eu que de vulgaire et de subalterne. Il s'est agi d'une opération consistant à amener Ben Barka au contact d'Oufkir et de ses assistants en un lieu propice au règlement de leurs comptes. Cette opération, aidée par des hommes à toutes mains et à toutes aventures, dont l'un s'est suicidé depuis, a été préparée et organisée par un indicateur du service du contre-espionnage à la faveur du silence du chef d'études qui l'employait, l'indicateur en question ayant obtenu le concours de fonctionnaires de la police avec lesquels il se trouvait en rapports fréquents pour des raisons de service. Mais rien, absolument rien, n'indique que le contre-espionnage et la police, en tant que tels et dans leur ensemble, aient connu l'opération, a fortiori qu'ils l'aient couverte... »

3. Il est à noter que le réalisateur du film *J'ai vu tuer Ben Barka*, s'est bien gardé de citer ce § mettant en cause le gouvernement marocain, donc le roi lui-même, se contentant de citer le 2^e §, mettant en cause « Oufkir et ses assistants... ».

Les Marocains

Le roi Hassan II

Deux déclarations de sa part m'apparaissent éclairer son rôle : « Je suis prêt à tout moment à jurer sur ce qu'il y a de plus saint que j'ai été mis devant le fait accompli en ce qui concerne la mort de Ben Barka »⁴. « L'assassinat politique n'a jamais été et ne sera jamais dans l'éthique de la monarchie marocaine »^{5 et 6}.

Pareilles affirmations ne mettent pas pour autant Hassan II hors de cause dans *l'Affaire* – comme de nombreux dirigeants actuels marocains, de droite ou de gauche, « en makhzenisés », l'ont déclaré et continuent à tort à le clamer. Car Hassan II est l'artisan du retour de force de Mehdi Ben Barka au Maroc.

Le Dr. Cléret est formel⁷ : « L'enlèvement avait été décidé par Hassan II lui-même au cours d'une réunion avec ses très fidèles. La scène m'a été racontée par le général Moulay-Hafid. Outre le roi et lui-même, il y avait Oufkir et deux autres personnes dont j'ignore les noms. (...). Quelques heures après l'enlèvement, le même conseiller du Roi m'a dit personnellement : « ça y est Ben Barka, on l'a pris ! ».

Moumen Diouri écrit⁸ de son côté : « Comment expliquer au juste cette espèce de couple infernal historique formé par Ben Barka et Hassan II. Se mettant sans arrêt au défi l'un de l'autre, à coups d'échanges insensés, promesses trahies, condamnations à mort par contumace (...). C'est pour-quoi, nous pensons que Hassan II n'a pas voulu sa mort. Il voulait le

4. *Hassan II. La Mémoire d'un Roi*, op. cité, page 94.

5. Interview accordé au journaliste Edouard Sablier.

6. C'est « oublier » qu'au cours de son règne, Hassan II a fait condamner et embastiller pendant des années, de très nombreux citoyens, intellectuels comme, Abraham Serfaty, Driss Benzekri et Ahmed Herzenni (futurs présidents du CCDH), Abdelhamin Amine, Abdelatif Laabi, Sion Assidon, Omar Benjelloun et tant d'autres syndicalistes et hommes politiques ou simples militants issus des milieux populaires. Et combien de citoyens ont disparus à tout jamais sans jugement, souvent morts sous la torture !

7. Auditionné par le juge Ramaël en décembre 2005.

8. *Réquisitoire contre un despote*, op. cité, page 206.

neutraliser. Cette proie précieuse, il la voulait vivante, afin de poursuivre ce jeu étrange, cruel ? C'est probable ».

En prenant sa décision, bien sûr, le roi du Maroc devait assumer aux yeux de l'Histoire tout ce qui pourrait survenir au leader de l'opposition. Il est donc coupable – même indirectement – de la mort de Ben Barka, parce que responsable de son enlèvement.

Dans la première partie de mon livre, j'ai longuement développé les événements qui se sont succédés, depuis le retour de Mohammed V et de son fils Moulay Hassan en novembre 1955 jusqu'au mois d'octobre 1965. Ils ont bien montré l'hostilité croissante du prince héritier, puis du roi Hassan II, à l'encontre de Mehdi Ben Barka, qu'il se devait un jour d'éliminer, au moins politiquement. N'oublions jamais l'immense orgueil du roi, qui l'a poussé à humilier tous les hommes de valeur qui le côtoyaient et à briser tous ceux qui lui tenaient tête ou lui portaient ombrage.

Dois-je rappeler les faits incontournables qui ont conforté le roi dans sa décision ?

Les démarches auprès de l'ambassade de France à Rabat pour solliciter la « récupération » de Ben Barka par les services français ; la chute de Ben Bella ; l'organisation de la Conférence des chefs d'États arabes à Casablanca ; la volonté de montrer au monde qu'il était, au Maroc, l'unique « patron » à la veille de la Tricontinentale, etc.

Au lendemain même du rapt toute une série d'actes montrent l'incontestable responsabilité du roi : le mensonge⁹ quant au moment où il a eu connaissance du crime ; le peu d'empressement à réclamer de la France toute la lumière sur l'enlèvement, en plein Paris, du ressortissant et leader marocain le plus connu dans le monde. Dire immédiatement la vérité sur la « disparition » de Ben Barka, c'était rendre justice à une des grandes figures non seulement marocaines, mais de la deuxième moitié du XX^e siècle, s'il y avait eu le moindre accord en vue entre les deux hommes, comme d'aucuns l'ont soutenu. Cela d'autant plus que le roi était invité à Paris pour le 11 novembre !

Autre gros mensonge à ce sujet :

« Mais, après la disparition de Ben Barka (...) vous n'avez pas été tenté d'en savoir plus, de réagir, lui demande Eric Robert¹⁰ ? R/ « La conférence de presse du général de Gaulle ne m'a pas laissé le temps de réagir (...), ses propos étaient intolérables ».

De qui Hassan II se moque-t-il ? Ben Barka a été enlevé le 29 octobre, de Gaulle a parlé le 21 février, presque quatre mois après ! ; l'absence

9. Sans doute, fin lettré, Hassan II n'ignorait-il pas l'adage attribué à Napoléon : « L'Histoire est un mensonge que personne ne conteste ».

10. *Hassan II. La Mémoire d'un Roi*, op. cité, page 102.

pendant des jours d'un communiqué ; les silences imposés à la presse locale ; l'interdiction de vente faite aux journaux étrangers pendant des semaines ; le refus d'extrader Boucheseiche ; le refus d'exécuter les CIR lancées à l'encontre d'Oufkir et de Dlimi ; la brusque décision du cabinet royal d'appeler à la direction adjointe de l'OCP, le 29 octobre même, le bâtonnier de Rabat, Ahmed Belhaj, mon acolyte dans tous les procès politiques ; l'accueil des quatre truands français, étroitement surveillés mais autorisés à exploiter cabarets et maisons closes, et leur non-livraison à la justice française... avant de les faire « disparaître » à leur tour quelques années après, pour être plus sûr de leur silence éternel ; la cynique déclaration du ministre de l'Information de l'époque, le futur défenseur de Dlimi, Majid Benjelloun : « Le Maroc a constamment manifesté le désir de voir la justice établir la vérité et toute la vérité dans cette affaire » !

Cette vérité, elle est toujours attendue par la famille de Mehdi Ben Barka. Et pour ma part, je souscris aux affirmations d'Emmanuel d'Astier de la Vigerie¹¹ : « *La vérité ? Nous savons bien qu'Oufkir la détient. Mais, il y a un autre homme qui la détient et qui la retient, qui ne veut pas la donner à la justice et à la France. Il est complice : c'est le roi du Maroc* ». Relisons le début de la déclaration de de Gaulle, lors de sa conférence de presse : « Ce qu'il faut considérer d'abord dans cette affaire, c'est que le ministre de l'Intérieur du gouvernement marocain a, comme tout l'indique, fait disparaître sur notre sol, un des principaux chefs de l'opposition ». Le Général ne prononce pas le nom d'Oufkir dans ce premier paragraphe, mais parle du « ministre de l'Intérieur du gouvernement marocain ». Il le cite donc es-qualité. Il vise ainsi directement le souverain, seul maître à bord au Maroc. N'est-ce pas ce qu'il a confié à Vincent Monteil au printemps 1966 : « *Le roi, bien entendu, est complice et même l'inspirateur* ». En 2001, Driss Benzekri lui-même, président du Forum vérité et justice (FVJ) – le futur président de l'IER, puis du CCDH – affirme dans une interview¹² : « *La responsabilité du chef de l'État est clairement engagée* ».

N'est-ce pas l'unique raison qui explique que les CRI adressées à la justice marocaine depuis plus de douze années ne sont toujours pas exécutées et ne semblent pas près de l'être ! Dès 1967, Roger Muratet n'écrivait-il pas¹³ : « La position du roi est un mur contre lequel tout viendra se heurter jusqu'à ce que l'on ait perdu le souvenir de l'affaire Ben Barka ». Ce n'est pas pour demain ! Près de 50 années après sa « disparition » la mémoire du leader marocain est toujours présente au Maroc et dans bien d'autres pays africains. Nos compatriotes ont-ils

11. Lors de sa déposition au procès de 1966, cité par la partie civile. Voir supra.

12. A l'hebdomadaire *Al Aamal addimocrati*.

13. *On a tué Ben Barka*, op. cité, page 331.

oublié, eux, le grand leader socialiste, Jean Jaurès, assassiné en 1914, à la veille de la première guerre mondiale, voici bientôt un siècle !

Il est certes possible qu'Hassan II ait pris sa décision sur les « conseils avisés » des services secrets américains et persuadé par Lopez que certains cadres du SDECE, voire la centrale même, étaient favorables à l'opération. Selon le général Medboh à l'ambassadeur Gillet¹⁴ : « Les Services marocains qui ont agi ont cru, de bonne foi, avoir la caution des Services homologues français, et c'est sans doute là où ils se sont trompés ». Mais cela ne change en rien quant à la responsabilité et par suite quant à la culpabilité d'Hassan II.

Hassan II a ordonné le retour de force de Ben Barka, son enlèvement. Par suite, devant la tournure des événements et la mort du leader marocain, il a laissé entendre qu'il s'agissait d'un « affaire franco-française » ! (Ne pas reconnaître la présence des truands au Maroc, c'était évidemment, et c'est toujours, pour que ne soit pas établi un « pont » entre le Maroc et la France dans *l'Affaire* !). Qui peut être dupe d'une pareille affirmation ? Elle est pourtant reprise par l'ancien ministre de l'Intérieur, Driss Basri, entendu par le juge Ramaël¹⁵ : « Honnêtement, si vous voulez qu'on ouvre le débat, l'affaire Mehdi Ben Barka est une affaire franco-française... ». Le roi et Basri ont la mémoire courte. Si tel était le cas, pourquoi nul n'a accepté de me recevoir le 1^{er} novembre au ministère de l'Intérieur à Rabat ? Dois-je rappeler aussi qu'au lendemain de l'attentat du 16 août¹⁶, après avoir déclaré : « Je vous le dis le plus franchement, le plus cyniquement possible : je ne regrette pas la disparition de Ben Barka. C'était un agitateur notoire à l'échelon international (...) », Hassan II a ajouté : « Ce que je regrette, c'est que cette disparition ait été liée à quelques hauts fonctionnaires marocains ». Pourquoi, dès lors, les Miloud Tounzi, Boubker El Hassouni, Abdelhaq Achaachi, etc. n'ont-ils jamais été inquiétés ? Pourquoi n'obtiennent-ils pas le « feu vert » aujourd'hui pour révéler la vérité ?

Et, autre « trou de mémoire », sa réponse pour le moins audacieuse à Eric Robert¹⁷ : « En plus de la perte d'un homme, surtout dans ces conditions-là, j'ai considéré que la disparition de Ben Barka était plus qu'un scandale, une véritable forfaiture qui entâchait le Maroc »... Hassan II « oublie » là encore ce qu'il avait dit au colonel Touya en janvier 1966¹⁸ : « *Même en admettant qu'Oufkir soit l'auteur de la disparition de Ben Barka, il s'agit d'une exécution parfaitement légale ? D'ailleurs le Coran*

14. Archives de l'ambassade de France au Maroc à Nantes.

15. Le 22 mai 2006.

16. Voir supra. Interview à Jean Mauriac de *l'AFP*.

17. *Hassan II. La Mémoire d'un Roi*, op. cité, page 106.

18. Le 8 janvier 1966. Archives de l'ambassade de France au Maroc à Nantes.

spécifie qu'il ne faut pas hésiter à sacrifier le tiers pour sauver les deux tiers ». Et au même colonel¹⁹, en la seule présence du prince Moulay Ali rappelé au Maroc : « *Pourquoi voulez-vous que je m'apitoie sur le sort d'un rebelle qui n'espérait qu'une chose, provoquer une révolution au Maroc au profit des ennemis de votre pays et du mien ?* »

Le *Journal Hebdo* a écrit²⁰ : « Le voile sur cette affaire est la conséquence d'une réalisation. Celle que l'affaire Ben Barka est tout simplement mortelle pour le régime ». Je n'irai pas personnellement jusqu'à cette conclusion. Simplement « mortelle » pour le coupable (parce que responsable) de la « disparition » de Mehdi Ben Barka, le roi Hassan II. Et, plus le Maroc actuel se refuse à l'exécution des CRI, plus cette responsabilité du défunt roi me paraît établie.

Mon confrère Me Naud nous a appris²¹ « qu'après le dernier attentat (1972) auquel il a miraculeusement échappé, Hassan II avait annoncé qu'il était prêt à rouvrir le dossier Ben Barka ». J'attends toujours cette réouverture, également annoncée par les dirigeants de l'Instance Equité Réconciliation, puis par les dirigeants du CCDH...

*Le général Oufkir*²²

Quel a été son rôle exact dans *l'Affaire* ? Seuls les survivants de l'époque, les généraux Benslimane et Kadiri, les commissaires Miloud Tounzi alias Chtouki, Abdelhaq Achaachi, Boubker El Hassouni et quelques autres de rang inférieur, pourraient nous le dire, s'ils avaient le courage – ou reçu l'autorisation ? – de parler, et, bien sûr, à condition qu'ils nous disent la vérité !

Depuis la « disparition » de Mehdi Ben Barka, la presse française notamment – et la justice française ! – et par la suite la presse marocaine n'ont cessé d'imputer le crime à Oufkir, le roi Hassan II bénéficiant en quelque sorte de ce que j'appellerai une « immunité royale ». On a alors surestimé d'une manière considérable le pouvoir effectif dont disposait le ministre marocain de l'Intérieur : son « aura », il la détenait directement du roi et de la confiance qu'il lui témoignait. Fort de mon « expérience marocaine », je tiens à le redire : à la tête de la DGSN, puis de l'Intérieur, Oufkir n'a jamais été que le bras exécutif du souverain. Tous les connais-

19. Le 28 juin 1966. Archives de l'ambassade de France au Maroc à Nantes.

20. Le 3 juin 2006.

21. *Les défendre tous*, op. cité, page 336.

22. Dans son interview à l'*Associated Press*, du 14 novembre 1965, Oufkir proclamait : « En tant qu'officier français, je vous donne ma parole que je n'ai rien à voir avec l'enlèvement ».

seurs de la politique marocaine de l'époque ne peuvent qu'acquiescer à mon affirmation. « Si demain le roi me demandait de retourner à la caserne, je me mettrais au garde à vous et j'y retournerais » a-t-il répondu à un journaliste. Il exprimait alors exactement la situation. Faut-il le redire : pendant tout le règne d'Hassan II le Maroc n'a connu qu'un seul « patron », lui-même. Ainsi, lorsque Oufkir, à Rabat, apprend l'enlèvement de Ben Barka, le vendredi à 15 h, il se rend immédiatement à Fès voir celui-ci. Il en est de même le soir. Lorsque Lopez appelle Oufkir alors à Meknès (vers 20 h 50) le général lui répond : « Je file voir le « patron ». Et, de fait, Oufkir retéléphone à Lopez de Fès (à 22 h 30) pour lui annoncer son arrivée en France... La première déclaration d'un ministre²³, après le rapt, celui de l'Agriculture, Mahjoubi Aherdane, ennemi farouche de l'UNFP et de Ben Barka, est significative : « Le général Oufkir, que je connais depuis des années, n'aurait jamais, de sa propre initiative, entrepris une action dont les conséquences pourraient desservir ou embarrasser Sa Majesté Hassan II ». En déclarant cela pour dédouaner Oufkir..., le président du MP ne dit-il pas clairement que si Oufkir est pour quelque chose dans cette affaire, ce ne peut être qu'avec l'assentiment du roi ? Si Oufkir avait l'importance que d'aucuns lui ont prêté, le régime aurait changé après sa disparition. Or, la situation n'a fait que s'aggraver. Le régime était pire qu'il n'était !

Quel qu'ait été le rôle d'Oufkir dans le « retour de force » de Ben Barka ordonné par le roi, il est certain qu'en raison des services qu'il avait rendus à la France²⁴, il avait tout lieu de penser que l'enlèvement du leader marocain, effectué avec des connivences françaises, était assuré de l'impunité.

Rien n'a été fait d'ailleurs pour exécuter le mandat d'arrêt international diligenté contre lui. D'aucuns l'auraient même vu l'été 1969 à St. Tropez où il aurait retrouvé ses amis du tout Paris ! Ville où, par le plus grand des hasards, Me Jaffré²⁵, le rencontrait un jour chez son coiffeur, entouré d'une garde rapprochée ! « – Comment après votre condamnation pouvez-vous vous trouver tranquillement à Paris ? – Il n'y a qu'en France où je peux me faire soigner les yeux, lui répondait Oufkir. Et, j'ai suffisamment rendu de services à la France pour que les autorités de votre pays ferment les yeux sur mes séjours ici ! ». Un « *modus vivendi* » semble même bien être intervenu imposé par une sorte de « raison d'État » : Oufkir apparut ainsi un jour d'une façon inattendue (?) à une réception donnée par l'ambassade de France à Rabat...

23. Le 12 novembre à *France Presse*. Déjà citée.

24. Pendant la guerre d'Algérie, Oufkir et ses services ont informé les services secrets français de tous les déplacements des troupes de Boumédienne basées au Maroc, qui tentaient de pénétrer sur le territoire algérien, et ne l'ont ainsi jamais pu.

25. Entretien avec l'auteur le 1^{er} octobre 2003.

Quant à la mort même de Ben Barka, Oufkir en est-il directement coupable ? A-t-il assassiné Ben Barka, comme les médias l'ont souvent affirmé ? J'ai relaté les diverses « révélations » sur cet accident criminel. « Oufkir m'a juré ses grands dieux qu'il n'y était pour rien (dans l'enlèvement, a fortiori dans la mort) » a déclaré Hassan II²⁶. Auditionnée par le juge Ramaël²⁷, son épouse, Fatima Oufkir, a répondu : « Le 29 octobre mon ex-mari m'a dit qu'il devait partir sur Paris en urgence, le roi lui ayant donné l'ordre (...). Il m'a dit (aussi) par la suite : je n'ai jamais tué Ben Barka et l'Histoire seule jugera ». C'est également ce qu'il avait juré à Allal El Fassi²⁸.

Le commandant Dlimi

Les jurés français l'ont acquitté. Ce fut une erreur judiciaire, à mon avis. Divers facteurs que j'ai analysés ont joué, entre autres, la situation internationale le jour même du jugement. Les magistrats de la Cour ne s'y sont pas trompés, eux, en condamnant Oufkir quelques heures après au cours de l'audience de contumace. (Ils ne pouvaient condamner en même temps le roi du Maroc, puisque son cas ne leur était pas soumis et qu'Oufkir n'était pas venu leur dire qu'il avait obéi à des ordres).

Plusieurs « personnes bien informées » ont accusé Dlimi (encore récemment) d'être personnellement le meurtrier de Ben Barka, qu'il interrogeait. Est-ce exact ? Il dirigeait d'une main de fer le CAB 1 et systématisé l'emploi de la torture... Alors ?

Ou bien, Ben Barka est-il mort d'un coup porté par Boucheseiche ? Ou, d'une piqûre faite par l'infirmier El Hassouni pour l'endormir ? Ou, de l'absorption d'un somnifère trop puissant ? Quelles archives marocaines ? Quel témoin, autre que l'ex-agent Boukhari, pourra nous dire ce qui s'est exactement passé ?

Les autres

– *Miloud Tounzi, alias Chtouki* – l'organisateur sur place du rapt avec Lopez²⁹.

26. *Hassan II. Mémoire d'un Roi*, op. cité, page 105.

27. Le 24 janvier 2007.

28. Lors des discussions pour la formation d'un Gouvernement en 1972.

29. « Chtouki est le Commissaire du Service spécial chargé par Oufkir ou Dlimi de réaliser l'opération concernant Ben Barka ». P.V. interrogatoire Lopez du 16 novembre 1965.

– *Boubker El Hassouni* : présent, selon Lopez, au déjeuner de Paray Vieille Poste le 30 octobre, il a accompagné Dlimi au domicile de Boucheseiche. Il repartira pour le Maroc le 31 avec Dlimi, pour revenir à Paris, avec lui, dans la nuit le 2 novembre... Cité par huissier, devant les Assises de la Seine, comme témoin, en août 1966, El Hassouni avait répondu par télégramme : « Il m'est pratiquement impossible de me déplacer. Je n'ai rien à dire dans cette affaire. Je vous prie d'accepter mes excuses. » (*sic* !)

– *Abdelhaq Achaachi* : d'après le Cre. Caille, il aurait été présent lui aussi au déjeuner de Paray Vieille Poste (?). Ce qui est certain, c'est qu'il est revenu à Paris dans la nuit du 2 novembre et à quitter précipitamment Paris le 4 au matin, en abandonnant sa valise à l'Élysée-Star-Hôtel, où il aurait dû revenir le soir !

– Et encore, *Hamid Skali ou Skalli*

– Sans oublier *Ghali El Mahi*, même innocenté par la Cour d'Assises, mais bizarrement décédé dans un suspect accident de la circulation au Maroc.

– Et que penser d'*Elie Tordjmann* ?

Ceux qui sont encore en vie vont-ils un jour avoir le courage de témoigner ?

Selon un article paru dans *Telquel* en 2004³⁰ « Tounzi avait dès l'automne 2001, entamé dans la plus grande discrétion, des démarches avec des membres du Forum Vérité Justice, présidé alors par Driss Benzekri, pour envisager de faire des révélations. Ce fut un échec. Tounzi (...) avait alors placé la barre très haut : obtenir des garanties au plus haut niveau... »

Y a-t-il eu deux « Chtouki » ayant agi à des moments différents ? Le journaliste Violet³¹ décrit le personnage, selon Bernier, comme un homme « grand, mince, vêtu avec élégance, typé certes mais plutôt à la manière d'un Italien ou d'un Corse, parlant un français châtié, sans accent (...) la main gauche ornée d'une énorme chevalière en or ». Mais, un peu plus loin dans le livre, l'adjoint de Finville, Jean Pierre Lenoir, décrit à son tour Chtouki comme « un personnage trapu, la cinquantaine » !

Quant à Mohammed Achaachi, ce futur grand patron des services secrets marocains, dénoncé par Boukhari comme la « tête pensante » de *l'Affaire*, son nom n'a jamais été évoqué à l'époque ! Lui-même a déclaré ne s'être jamais rendu en France... Il a d'ailleurs participé au procès en diffamation engagé contre Boukhari par deux autres agents marocains, Sakka et Mesnaoui, procès qu'ils ont gagné. Si le pouvoir marocain a laissé ces trois hommes engager des poursuites pour « défendre leur

30. Le 20 novembre 2004. Dossier de l'affaire Ben Barka par Karim Boukhari sous le titre *Le tournant*.

31. *L'Affaire Ben Barka* op. cité, page 126/127 et 175.

honneur » il n'a pas demandé aux autres cités par Boukhari, les Tounzi, El Hassouni, A. Achaachi, d'en faire autant... N'est-ce pas significatif ?

En définitive, en ce qui concerne la responsabilité des Marocains, *le journal* titrait, en juillet 2001³², après les « révélations » de Boukhari : « A-t-on la volonté politique de faire éclater la vérité ? ». Je partage ce doute. Et je rejoins le Secrétaire général de la Jeunesse de l'USFP, qui écrivait dans le même hebdomadaire : « Devant la carence du Gouvernement et celle de la justice marocaine, je me demande si le Maroc est entré dans une nouvelle ère ? »

32. Du 7 au 13 juillet 2001.

Les Français

Pour apprécier aujourd'hui, près de cinquante années après, le rôle de « responsables français » dans « l'opération », il faut relativiser les affirmations du général de Gaulle lors de sa conférence de presse, selon lesquelles l'État français n'est pour rien dans *l'Affaire* (voir infra chapitre 14). Ses dires au Conseil des ministres antérieur³³ sont d'ailleurs beaucoup moins réservés et ont été suivis de décisions sans réplique : le SDECE retiré au Premier ministre, par exemple, n'était-ce pas un véritable désaveu³⁴ ? Certes, la France n'avait aucun intérêt dans l'élimination de l'opposant marocain. Et les services français, « en tant que tels », Police et SDECE, et autres autorités gouvernementales, n'ont pas expressément « couvert » le rapt du leader marocain³⁵. Mais, au minimum, certains de leurs agents, parfois au plus haut niveau, ayant eu connaissance d'un événement – voire d'un enlèvement – qui pourrait survenir – sans penser qu'il pourrait entraîner mort « accidentelle » ou assassinat – s'en sont « désintéressés », c'est le moins que je puisse dire, devenant dès lors « complices passifs » du crime.

Comment méconnaître les nombreux liens entre les deux pays depuis l'indépendance du Maroc ? La coopération étroite dans tant de domaines, en particulier dans le domaine militaire. Les liens personnels unissant de hauts responsables...

33. Le 19 janvier 1966.

34. Voir supra.

35. J'avais adressé une tribune au *Monde*, à l'occasion du 29 octobre 1970, sous le titre « *Ben Barka, cinq ans déjà !* » dont j'extrais : « Le 29 octobre, Mehdi Ben Barka était enlevé en plein Paris, pour le compte de la Sûreté marocaine, c'est-à-dire en définitive du roi Hassan II, seul maître à bord au Maroc... De gré ou de force, Ben Barka rentrerait. Mais Mehdi Ben Barka est mort. Qui l'a frappé ? Où ? Quel jour ? Comment est-il mort ? Qu'a-t-on fait de son corps ? La conception de la raison d'État du président de la République, de la police et de la justice, son nationalisme outrancier et, en définitive son orgueil, obligeaient le chef de l'État à couvrir finalement les services français... »

Ainsi, ceux qui avaient des attaches avec le Maroc ont fermé les yeux, soit pour faire plaisir au roi Hassan II ; soit pour remercier Oufkir des services rendus pendant la guerre d'Algérie (d'aucuns soutiendront³⁶ que ses relations avec le SDECE se sont poursuivies même après *l'Affaire*, Oufkir continuant à transmettre à Paris des rapports très détaillés concernant notamment les réseaux de soutiens arabes aux groupements palestiniens en Europe !) ; soit par mesure de réciprocité après la livraison de Ben Bella et de ses compagnons en 1956. Ceux qui connaissaient le rôle de Mehdi Ben Barka à travers le monde, qui le qualifiaient de « révolutionnaire jouant un rôle important dans l'entreprise marxiste de subversion mondiale », se sont tus, eux, par anti-communisme et sympathie pour les Etasuniens. Enfin, ceux qui, hostiles à de Gaulle, anciens de l'OAS, non mécontents de voir son prestige entamé à la veille de la nouvelle campagne électorale, se sont réjouis de la « disparition » du leader marocain³⁷.

N'oublions pas non plus que Ben Barka a été enlevé le vendredi 29 octobre, c'est-à-dire au début du long week-end de la Toussaint, au laisser aller habituel. La vie administrative allait s'arrêter dans de nombreux services y compris de la police durant ces trois jours, d'où leur inaction jusqu'au 2 novembre. Et c'est peut-être ce qui explique en partie que rien ne fut fait pour « protéger » – même de loin – le leader marocain, alors que son arrivée à Paris avait été signalée par un message de la police de l'Air et des frontières de Ferney-Voltaire ? Cette « inaction » s'est toutefois poursuivie bien au-delà, quant à la non arrestation de Souchon et Voitot pendant des jours, celle de Figon pendant des semaines, et le départ en toute tranquillité pour le Maroc des quatre truands...

La « guerre des polices » à l'époque – entre PP, DGSN, SDECE et DST, polices officielles et polices parallèles SAC et autres « barbouzes » – fait aussi comprendre bien des carences, chacune laissant à l'autre le soin d'agir... Or, dans *l'Affaire*, où toutes sont plus ou moins mêlées à un degré ou un autre, personne ne bouge ! – d'où la décision prise par de Gaulle, au Conseil des ministres du 19 janvier 1966, de remettre de l'ordre dans l'organisation policière.

Mais, cette situation du moment n'explique pas tout, loin de là !

36. *L'Aurore* 19 janvier 1972.

37. Ali Boureau, *Dix-huit ans de solitude. Tazmamart*, op. cité : Du côté français, J.L. Tixier-Vignancourt, adversaire irréductible du général de Gaulle contre qui il se présenta à l'élection présidentielle (...) était en relation directe avec le roi, et le roi seul. (...) Ils étaient convenus de « récupérer » Ben Barka à un moment qui provoquerait des remous tels que le pouvoir gaulliste en serait ébranlé, ce qui provoquerait à terme la chute de De Gaulle », page 132.

Le cas d'Antoine Lopez

Son cas est particulièrement grave. Dans les documents du SDECE et dans ses propres déclarations, mêmes minimisées, son rôle apparaît central. Papon le désigne au juge P. Ramaël³⁸ comme : « L'ouvrier de l'enlèvement ». Dans son ouvrage³⁹, il le qualifie de : « personnage clef ; le chef du commando de Saint-Germain-des-Prés qui a monté l'enlèvement en cheville avec les Marocains ». Lopez est, en effet, celui qui en était le mieux informé et qui l'a organisé matériellement. Lopez, l'agent à la quadruple casquette, l'informateur de tout le monde :

Inspecteur principal d'Air France à Orly depuis 1963, il occupe en 1965, après avoir été longtemps au Service passager, le poste de Chef de Permanence. Il est très connu de tous pour ses multiples services rendus à de hautes relations. Il est libre de tous ses mouvements dans l'aéroport.

Honorable correspondant d'infrastructure du SDECE, Lopez est la « plaque tournante » du SDECE à Orly, en particulier l'agent de renseignement dès plus utile pour signaler l'arrivée de personnalités étrangères, notamment venues du Maroc. Contrairement à ses affirmations⁴⁰, il perçoit alors, en plus de son traitement de 3.300 francs, chaque mois, 500 francs du SDECE. Suspendu sans solde d'Air France le 10 novembre après son incarcération, la prime du SDECE lui est encore versée pour le mois de novembre 1965⁴¹ ! Il se défendra toujours en prétendant qu'il a renseigné le Service des intentions des Marocains. Mais, a-t-il tout dit ce qu'il savait ou a-t-il renseigné d'une manière équivoque – « rencontre » et non enlèvement – ? La « Note critique des informations fournies par Lopez », déjà citée, conclut à son sujet : « Lopez ne songeait-il pas déjà à se « couvrir » en cas de besoin ? »

Agent de liaison pour la Préfecture de police – à la demande du Premier ministre G. Pompidou – Lopez a été choisi par Le Roy-Finville lui-même pour ses grandes qualités. Il est en contact permanent depuis quatre années avec la brigade des stupéfiants dirigée par Souchon. Il est « considéré non comme un indicateur, mais comme un collaborateur, efficace et dévoué (...) Grâce à sa position à Orly, il a facilité la solution de nombreuses affaires difficiles, arrestations et saisies importantes de produits stupéfiants (...) Les Directeurs et chefs de Service de la PJ, tout comme le Préfet, le connaissaient (...) » affirme Souchon⁴². De fait, en

38. Audition du 25 janvier 2005.

39. *Les chevaux du pouvoir*, op. cité, ch. X consacré à l'affaire Ben Barka, sans grand intérêt.

40. *L'affaire Ben Barka, Lopez parle*, op. cité, page 23.

41. Note manuscrite de comptabilité trouvée dans les dernières pièces déclassifiées du SDECE le 12 novembre 2004.

42. Audition Pinsseau du 19 janvier 1976

1964 et en 1965, Lopez a bénéficié d'un « laissez-passer » permanent, blanc, délivré par le préfet Papon, document réservé en général aux seules personnalités importantes. Mais, comme par enchantement, ces pièces, retirées au moment de la fouille de Lopez, lors de son audition par le commissaire Bouvier, n'ont pas été jointes au dossier de *l'Affaire...*

Agent double au profit des Marocains. Lopez cherche à obtenir, à son avantage, un poste de premier plan à Royal Air Maroc à Rabat... qui lui permettrait aussi de continuer à renseigner le SDECE. D'où, d'ailleurs, l'appui de Le Roy-Finville pour l'obtention de ce poste. Lopez n'a jamais caché son amitié pour le général Oufkir, qui l'avait même invité à son mariage ! En août 1965, Lopez et sa famille sont reçus à Rabat par Oufkir, qui met à leur disposition un appartement de fonction. Il a lui-même confié les clés de sa maison à Oufkir le 30 au soir. Selon ses propres dires, il est aussi le « copain » de Dlimi et d'El Mahi. Il connaît bien les Abdelhaq Achaachi, et Boubker El Houssaini. Il est intime avec la famille royale⁴³. Lopez laisse même entendre au juge Ramaël, qu'il a rencontré à plusieurs reprises le roi, qui l'appelait « l'ami Lopez »⁴⁴ ! Fait particulièrement significatif, Lopez possédait un « laissez-passer » du ministère marocain de l'Intérieur, délivré le 29 juin 1965 par Ahmed Dlimi !⁴⁵ Ce document établit bien, s'il était encore nécessaire, le côté « agent double » de Lopez.

Ami de « truands » : Lopez est voisin et ami du ménage Boucheseiche, premier témoin à son mariage, en 1964. « Nous nous recevions les uns chez les autres ». Là, il a fait connaissance de Le Ny, Dubail et Palisse. Antérieurement, il avait même bien connu leur « patron », Jo Attia, qu'il avait sorti d'une mauvaise affaire lorsqu'il était en poste à Tanger en 1955, alors que celui-ci était chargé... par le SDECE d'assassiner le laeder marocain, Allal El Fassi !

Au sujet de la journée du 29 octobre 1965, Lopez affirme que, selon ce qu'il savait, « il s'agissait d'une entrevue avec une haute personnalité marocaine (...) étant au courant de tentatives de négociations entre les autorités marocaines et Ben Barka »⁴⁶. Toutefois, il est moins affirmatif par la suite et il laisse entendre au juge Ramaël⁴⁷ : « qu'il avait compris que les officiels marocains venaient à Paris pour quelque chose concernant Ben Barka. Les Marocains voulaient un contact direct et secret avec lui ». Déjà, son affirmation initiale ne collait guère avec ses rapports de mai et de septembre 1965 à son officier traitant, Le Roy-Finville. Elles

43. Note au dossier personnel de Lopez à la Direction de la Cie Air France, trouvée dans les pièces déclassifiées du SDECE.

44. Déposition du 23 mars 2005.

45. Découvert dans les pièces déclassifiées du SDECE.

46. Audition Zollinger le 10 novembre 1965.

47. Déposition du 23 mars 2005.

sont reprises sous une autre forme dans son premier livre⁴⁸. Lopez raconte une conversation qu'il a eue avec Figon : « Bernier m'a aidé à comprendre, me dit-il, les relations Ben Barka et les autres. Ils veulent le récupérer et le faire rentrer au Maroc. Je ne sais pas pourquoi en faire, mais ne me dites pas que vous l'ignoriez ». « Admettons-le, si vous voulez », lui répond Lopez...

Dans son deuxième livre⁴⁹, il révèle certains faits importants, par exemple : « Le général Oufkir n'était pas parmi les passagers (...). (À Orly, le vendredi 29 octobre à 2 heures du matin). Mais un Marocain m'a demandé de l'amener chez Boucheseiche. Durant le trajet, il s'est rapidement présenté. Il s'appelait El-Houssaïni (...). Il était infirmier de profession (...) ». Invention ou vérité ? Pourquoi ne pas l'avoir dit au juge Zollinger ? Celui-ci aurait pu alors aussi inculper cet autre agent marocain.

Et encore : « Deux avions-cargos de l'armée marocaine se sont posés peu après l'appareil régulier de Casablanca ». (Dans lequel était arrivé Oufkir le samedi à 17 heures). Pourquoi l'avoir caché au juge Zollinger ? Des recherches auraient alors été effectuées sur les avions atterrissant à Orly hors contrôles officiels, puisque les registres d'Orly n'ont rien signalés de la sorte.

Et encore : « Il était 18 heures lorsque j'ai déposé Oufkir chez Boucheseiche, puis je suis rentré chez moi. Là, j'ai décidé de téléphoner à Le Roy-Finville. C'est lui qui a décroché. Je lui ai dit : je m'en vais dans le Loiret. Pouvez-vous mettre quelqu'un à ma place pour suivre l'opération ? ». Mais, ce dire me semble un raconter de plus de Lopez : aucun coup de fil n'a été relevé de chez lui à cette heure ce jour-là !

Et encore : « Le 10 octobre, j'ai pris la décision de retarder l'avion en partance pour Genève (...). En traversant l'aérogare, je suis tombé nez à nez avec Chtouki et Figon. Cette fois ils avaient clairement évité de passer par moi (...). Je suis monté dans l'avion (...). J'ai les ai aperçus assis côte à côte, mais ils n'étaient pas seuls. Non loin d'eux se tenait un autre Marocain que je connaissais bien : Ahmed Dlimi... Il s'était fait enregistré sous le nom de Lahoucine (...), j'ai alors pris la décision de partir à mon tour pour Genève (...) ». Une erreur de date, c'est certain. Lopez est parti pour Genève, avec Boucheseiche, le 6 octobre 1965. Mais, si par ailleurs, le récit est exact, pourquoi ne pas l'avoir signalé au juge Zollinger ?

Et encore : « Le dimanche 31 octobre, je suis réveillé à 5 heures du matin. Mohammed Oufkir est entré sans frapper dans ma chambre (...). Tu sais, me dit-il, il est arrivé une catastrophe. Il faut que tu saches que j'ai appelé Frey pour cela. Le prestige du roi du Maroc est en jeu. Je

48. *L'affaire Ben Barka. Lopez parle*, op. cité, page 71.

49. *Confession d'un espion*, op. cité. Pages 36, 43, 44 150 163 et 171.

n'ignore pas que tu travailles pour le SDECE. Les services marocains et français sont main dans la main dans cette histoire (...) ». Là encore, si pareils faits sont exacts – mais n'est-ce pas du roman ? – pourquoi Lopez n'a-t-il pas eu le courage de faire des révélations aussi importantes aux divers juges qui l'ont interrogé et lors des deux procès ?

Et encore : « C'est après ces formalités (départ de Dlimi et Oufkir le 31 au matin) que je suis tombé sur Boucheseiche. Il était avec le représentant de l'Intérieur que j'avais croisé la veille au soir chez moi, à Ormoy (...). Il m'a dit : « Lui, là, c'est le général Oufkir qui me l'a mis. Il doit intervenir si jamais j'ai des emmerdes ». Lopez confirme ce qu'il a avancé au juge Pinsseau. Est-ce bien l'expression de la vérité ou pour tenter une diversion de plus ?

En définitive, il est certain que Lopez a parlé, a même beaucoup parlé. Il n'a jamais vraiment dit tout ce qu'il savait sur *l'Affaire*. Me Stibbe, chargé de son cas lors du premier procès l'a bien montré : « Lopez est plus rusé et roué qu'intelligent, Lopez, qui sait tout, ne nous dira rien. Car s'il nous apprenait la mort de Ben Barka, ce n'est plus ici de séquestration qu'il serait accusé, mais de complicité d'assassinat ». Au demeurant, comme cela a été constaté, il s'est contredit volontairement, sans cesse, au cours des instructions tant avant les procès que pendant ou après... Il a varié dans ses dépositions... Il a romancé, en particulier dans ses deux livres. Bref, Lopez n'a pas usurpé sa condamnation... ni le sobriquet de « savonnette », comme le qualifiaient ses collaborateurs d'Orly !

Les Services de police (voir aussi chapitre 14)

Leur responsabilité ne s'arrête évidemment pas aux deux seuls condamnés présents, Souchon et Lopez. Ni à Voïtot, acquitté, mais révoqué de ses fonctions en juillet 1967 pour « fautes professionnelles ». Ni aux contumaces Boucheseiche, Le Ny, Dubail et Palisse, dont j'ai évoqué largement le sort. Ni à Figon le « suicidé ».

Souchon

Le grand reporter Frédéric Pottecher a préfacé son livre⁵⁰. Il n'hésite pas à affirmer : « Je crois toujours que j'ai eu raison lorsque j'ai dit : « il est innocent »⁵¹.

Lopez, chacun le sait, a rendu de grands services à Souchon. Je pense que celui-ci – qui ignorait comme tant d'autres qui était Mehdi Ben Barka

50. *Accusé, Taisez-vous*, op. cité.

51. Pareille affirmation, au début du premier procès, l'avait vu interdit de télévision ! Heureusement, il pouvait s'exprimer tous les soirs sur RTL.

– n’a pas vu de bonnes raison pour lui refuser son concours – alors même que Lopez était un agent du SDECE et rendait service à la Préfecture de police. Selon ses dires, Lopez lui avait déclaré que « cette affaire était couverte de A à Z, que ses supérieurs seraient informés discrètement par qui de droit »⁵². Lopez le confirme lui-même : « J’ai dit à Souchon qu’il recevrait des instructions le lendemain »⁵³. Lors d’une confrontation avec la partie civile⁵⁴, Souchon affirmait toujours : « J’étais loin de vouloir participer à une affaire criminelle, mais on me demandait un service et j’acceptais de le rendre ». N’a-t-il pas reçu un appel téléphonique de l’Intérieur et pris officiellement une voiture du Service pour ce rendre au rendez-vous boulevard Saint-Germain ? À 49 ans, il n’était tout de même pas un débutant, ni un naïf. S’il a commis cette imprudence... c’est qu’elle n’en était pas une pour lui !

Pourquoi Bouvier n’a-t-il pas fait état du rapport sur Figon remis par Souchon à sa direction dans le courant du mois d’octobre – pour semble-t-il une tout autre affaire – comme le lui avait rapporté celui-ci ? De même, pourquoi Bouvier lui a-t-il conseillé de ne prononcer ni le mot SDECE, ni le nom de Foccart ?

Lors de ses premiers « aveux » à ses supérieurs, Souchon, selon ses dires, a été informé qu’il pouvait compter sur eux. Après son audition par le juge Zollinger et ses révélations, il n’en est plus de même. Au psychiatre l’examinant, comme dans toute affaire criminelle, très amer, il complète ainsi son récit : « Et maintenant mes chefs me laissent tomber ! ». Le coup de pied de l’âne lui fut sans doute donné par Papon, lors de son plaidoyer pro domo devant le Conseil municipal de Paris⁵⁵ : « Deux soldats perdus ne doivent pas compromettre toute la Préfecture de police (...). Les policiers Souchon et Voitot sont des traîtres et des déserteurs ». (sic !) Mots pour le moins cinglants que le ministre de l’intérieur Frey s’empresse de reprendre à l’Assemblée nationale⁵⁶ : « Des milliers de fonctionnaires de police, honnêtes et dévoués au bien public, ont ressenti comme une blessure la trahison de deux des leurs ».

À sa demande, j’ai reçu Souchon en mon cabinet quelques semaines après sa sortie de prison. Il m’a de nouveau raconté son rôle dans *l’Affaire* et m’a confirmé qu’il y avait bien une ligne directe intérieure entre la PJ et le ministère. Il ne pouvait donc avoir été appelé d’une simple « cabine téléphonique », comme d’aucuns l’avaient laissé supposer lors du procès de 1966. Sur ce point capital, les déclarations de

52. Audition du juge Pinsseau le 19 janvier 1976.

53. Audition du juge Pinsseau le 26 janvier 1976.

54. Chez le juge Pinsseau le 21 février 1977.

55. Le 15 mars 1966.

56. J.O. page 1146.

Souchon au juge Zollinger avaient cependant été loin d'être claires. Avait-il antérieurement reçu des « promesses » s'il ne disait pas toute la vérité ? Selon ses dires⁵⁷, il aurait de lui-même choisi comme défenseur le grand avocat d'Assises, René Floriot. Pour ma part, je ne lui aurais pas suggéré ce choix : Me Floriot n'était-il pas l'avocat habituel de la Police ? Or, celle-ci – Caille, Papon, Frey... – n'était-elle pas directement mêlée à *l'Affaire*, au moins par sa connaissance antérieure d'un projet « d'intervention » contre la personne de Mehdi Ben Barka, organisé par la police marocaine, comme nous le verrons par la suite ? Souchon m'avait aussi critiqué la lâcheté de ses chefs et de Bouvier. Selon ses dires, il lui avait tout révélé, mais il n'avait pas voulu tout noter dans le P.V. d'audition...

Figon, Boucheseiche, Le Ny, Palisse, Dubail

Leur complicité ne fait aucun doute. Ils ont agi soit pour de l'argent, soit pour bénéficier de l'ouverture de bars et « maisons-closes » au Maroc. Les quatre derniers étaient-ils directement au « service » des Marocains ? Je peux le supposer, sans risque d'être démenti, compte tenu de ce qui leur est arrivé. Mais, n'étaient-ils pas aussi, plus ou moins directement, liés au SDECE ? Certaines déclarations de Le Roy-Finville peuvent le présumer⁵⁸. Au demeurant, jusqu'aux révélations de la femme de Boucheseiche en 1972, les autorités françaises n'ont rien fait pour solliciter du gouvernement marocain leur extradition. L'ambassade de France à Rabat ne s'est guère préoccupée de leur « présence » dans la capitale marocaine. Selon des sources assez fiables, l'un de ces hommes, Palisse, aurait même été soigné par un médecin français d'origine algérienne, médecin de cette ambassade... et du CAB 1 ! Le Pouvoir avait-il peur que les « truands » révèlent leur intervention, à plusieurs reprises, dans des actions téléguidées par le SDECE, d'une manière ou d'une autre ? En définitive, leur « employeur » ne les a-t-il pas tout simplement abandonnés à leur sort ?

Bernier

Son cas est un peu spécial et je n'ai pas été surpris que les jurés l'aient acquitté. N'a-t-il pas d'une manière inconsciente, servi d'appât dans l'enlèvement de Ben Barka, de « chèvre » en langage du milieu ? Lors de l'enquête, son épouse a répondu : « Je ne pense pas qu'il ait pu être quelque chose dans la disparition d'un homme qui était son ami (...). Il me semble que dans sa légèreté, il ne s'est pas aperçu qu'on se servait de lui ». « Passionné, sincère, idéaliste, mais quelque peu exalté », témoigne

57. Op. cité page 77.

58. Voir infra : Les agents du SDECE.

de lui sa marraine. Lopez⁵⁹ lui-même affirme : « En ce qui concerne l'enlèvement proprement dit, à mon avis, Bernier n'y a eu aucun rôle positif, si ce n'est d'avoir reçu le rendez-vous fixé par Ben Barka et de l'avoir répercuté ».

R. Muratet⁶⁰ prétend même : « Il est plausible que Ben Barka ait conseillé à Bernier de suivre cette affaire et de lui rendre compte ». Et d'indiquer : « Ben Barka interrogé sur les fréquentations douteuses de Bernier aurait répondu : « Ça ne fait rien, c'est mon flic à moi⁶¹ ».

Il n'empêche que Bernier a été, par sa conduite, l'intermédiaire constant entre les promoteurs de l'enlèvement, notamment Chtouki, et la victime.

Après les cas Souchon, Lopez, les truands, et Bernier, il me faut passer à un stade supérieur dans la recherche des responsables français des Services de police : le commissaire Caille, le préfet Papon, le ministre de l'Intérieur Roger Frey... À les entendre, ils ignoraient tout jusqu'au 2 novembre 1965 au matin, au mieux jusqu'au samedi 30 octobre ! Est-ce si sûr ? Plusieurs informations, déclarations, voire aveux de tiers ces dernières années, en particulier de Lemarchand, démentent en grande partie leurs affirmations.

Les étonnantes révélations du commissaire Lucien Aimé Blanc⁶²

Après *l'Affaire*, cet ancien adjoint de Simbille, chef de la brigade « mondaine », collègue de Souchon et Voitot, a été muté à la BRI (dépendant de la Sûreté nationale). Il y découvre par hasard, au printemps 1966, dans un dossier intitulé « résidence Niel », des transcriptions d'écoutes téléphoniques impliquant les « truands », Figon, Lopez, et El Mahi ! Il ajoute dans son livre⁶³, Lemarchand. Son nom n'apparaît pas dans les feuillets publiés, mais je l'ai retrouvé dans un autre, non publié, à la date du 23 septembre⁶⁴.

59. Auditionné le 5 novembre à la PJ.

60. *On a tué Ben Barka*, op. cité, page 17.

61. Ch. H. Favrod dans la *Gazette de Lausanne* du 28 avril 1966.

62. *L'indic et le commissaire*, Plon, 2006

63. Lors de la confrontation Lopez-Lemarchand du 9 février 1966, Lopez a déclaré au juge (page 8) : « Je sais par Chatagner et par Boucheseiche que Me Lemarchand s'est rendu à la résidence Niel ». Celui-ci de répliquer : « Ce n'est pas vrai, je n'y suis jamais allé » (sic !). Affirmation mensongère une fois de plus ! En effet, il écrit dans son livre *Barbouze du Général*, op. cité, page 169 : « Cette information relative à la résidence Niel est fausse quant à sa nature et à la date. » – ce qui prouve bien qu'il allait à cette résidence !

64. Date déjà connue par la lettre de Le Ny lue à la Cour d'Assises. Voir supra.

La mise en surveillance de cet « hôtel particulier » écrit-il⁶⁵ a duré « du 10 septembre jusqu'au 25 octobre 1965, veille de l'enlèvement de Ben Barka ». Il sait pourtant que le rapt a eu lieu le 29 octobre. La dernière des écoutes citées remonte au 23 octobre ! À quelle date donc ces « conversations » ont-elles réellement cessé ? Dans sa déposition au premier procès, le gérant de la résidence, Louis Chatagner, déclarait avoir reçu, le soir du 25 octobre, la visite de Le Ny, Palisse, Dubail, El Mahi, Boucheseiche, Lopez et deux gouverneurs marocains⁶⁶. Selon un article de Jean Marvier⁶⁷, Me Lemarchand – qui le nie, bien sûr ! – était également présent. Auditionné le 21 février 1966, El Mahi – qui confirme les dires de Chatagner – l'a prétendu aussi, mais sans en être sûr. Au cours d'un de ses interrogatoires, Lopez déclara que s'était déroulé ce jour-là une réunion préparatoire pour organiser l'enlèvement de Ben Barka...

Ces écoutes avaient été demandées à la Brigade centrale de documentation et de recherche criminelle (BCDRC), installée au ministère de l'Intérieur, créée par Frey en 1964. Elle était dirigée par un ancien de la DST, impliqué dans la lutte anti OAS, mis en place selon Aimé Blanc par le ministre lui-même. Et, ce chef de service rendait compte directement au Ministre. Ces écoutes remontaient aussi, en principe à Matignon chez le Premier ministre. Elles étaient reçues par le préfet Jacques Patault, et, à l'Elysées, dépouillées par le Secrétaire général, chargé aussi des « affaires spéciales », Jacques Foccart.

Dans son récit, relayé par *L'Express*⁶⁸, l'auteur tire de ces transcriptions d'écoutes des conclusions qu'il n'évoquera, ni lors de l'enquête diligente par les OPJ, M. Mazert et F. Cook, sur demande du juge P. Ramaël, ni lors de son audition par ce magistrat⁶⁹ ! En revanche, la presse française et surtout la presse marocaine⁷⁰ les reprendront pour montrer la connaissance antérieure de *l'Affaire* par les autorités françaises.

Sans être aussi évidentes, il est certain que ces écoutes font état de conversations entre Lopez et Boucheseiche ou Palisse, celui-ci et Figon,

65. Op. cité p. 243.

66. Alain Guérin et Robert Lambotte, tous deux journalistes à *l'Humanité*, sont parmi ceux de leurs confrères ayant le mieux suivi l'Affaire. Il est intéressant aujourd'hui de les voir noter, le 31 décembre 1965, sous le titre « Un gang pas comme les autres ; celui du roi de l'alibi » « ... il apparaît à l'évidence que les enquêteurs se sont posés la question de savoir si la Résidence Niel n'était pas l'un des lieux où avait été mis au point le rapt... Ils n'ont toutefois pas jugé utile d'inculper Cl. Chatagner, le gérant, simplement gardé à vue 48 heures ».

67. *L'Express* du 24 janvier 1966.

68. Du 13 avril 2006. Article de Jean-Marie Pontaut, sous le titre : *Affaire Ben Barka : le pouvoir savait*.

69. Le 8 novembre 2006.

70. Qui va jusqu'à écrire : « La complicité voire l'implication de la France... ne fait désormais pas l'ombre d'un doute ». *Aujourd'hui*, 17 avril 2006

évoquant des rendez-vous avec El Mahi ; une rencontre chez Oufkir ; le départ de Ben Barka, sans le nommer, pour Djakarta ; un (étonnant) choc frontal armé envisagé⁷¹ dans la nuit du 23 au 24 octobre à Orly. Le rôle de Lemarchand pour aider Le Ny à sortir d'une mauvaise passe. Mais, sans plus.

Par ailleurs, Aimé Blanc indique au juge P. Ramaël : « Ces écoutes étaient destinées à faire du renseignement au profit de la Sûreté⁷² et non pas pour une opération, ce qui aurait provoqué une guerre des polices⁷³. Ces documents n'ont pas été remis à la PJ pour en informer la brigade criminelle, car à l'époque ils n'existaient pas vis-à-vis des magistrats... » Peut-être ! Mais, après la « disparition » de Ben Barka, pourquoi n'ont-ils pas été remis au juge chargé de l'instruction ? Aimé Blanc a déclaré aux OPJ : « J'avais été un témoin proche du dossier. J'avais un intérêt particulier pour cette affaire. J'ai donc recopié une partie des transcriptions, les seules conversations (trouvées) qui portent sur l'affaire. J'ai toujours conservé ces documents avec moi... ». A priori, il n'avait pas à en connaître, les écoutes n'étant pas de son service. Il n'en a donc pas fait part au juge Zollinger. Pas plus, semble-t-il, qu'il n'a tenu ses supérieurs informés. Pourtant il savait, comme il l'a dit au juge P. Ramaël, que « Simbille recherchait un rapport de Souchon sur une surveillance de Figon avenue Niel » ! Et d'ajouter au surplus : « Je pense qu'il cherchait à le détruire ». Pourquoi ?

Interrogé par *l'Express*, le Cre. François Le Mouel, patron de la BRI à l'époque, ne se rappelle de rien : « Je n'ai jamais bien sûr été informé avant l'enlèvement de Ben Barka. La BRI n'a d'ailleurs pas suivi du tout cette affaire et je n'ai aucun souvenir d'avoir reçu ou lu ces écoutes ». Elles ont donc été placées dans ce bureau après le 25 octobre 1965, intentionnellement. Un détail confirme cette hypothèse : selon Aimé Blanc, les écoutes découvertes étaient manuscrites et sur un papier glacé blanc... alors que les copies de travail sont normalement sur pelure. Quelqu'un les a donc préparées à dessein. Dans quel but ? Voulait-on confondre la BDCRC et chargé le ministre de l'Intérieur ? Selon *l'Express*, ce Service

71. Entre les truands et les agents marocains. Ce n'est pas la première fois qu'il est fait état d'une pareille opposition : « Figon furieux de ne pas avoir touché le magot promis fait part de l'affaire à F. Brigneau. Il raconte le plan ourdi entre les services spéciaux marocains et français..., comment les Marocain voulaient « doubler » les truands et comment les truands allaient « doubler » les Marocains, etc. » L'affaire Ben Barka quatre ans après dans *Minute* du 1^{er} janvier 1970

72. A noter que l'ex-Directeur de la Sûreté nationale, Maurice. Grimaud, interrogé, me répondra n'avoir jamais été informé de ces écoutes ! C'est dire la manière dont le ministre R. Frey pouvait agir dans son dos.

73. Sûreté nationale et Préfecture de police étaient alors totalement indépendantes l'une de l'autre.

avait aussi été créé pour contrecarrer la BRI à la PP, qui était très efficace... Dans le cadre de la « guerre des polices » qui faisait florès en cette période ?

Quoi qu'il en soit, comme l'écrit *L'Express* : « ces écoutes prouvent, en tout cas, que le ministre de l'Intérieur – au moins – savait qu'une mauvaise action se préparait contre Ben Barka ». Pour autant, bien sûr, rien n'établit que les services de police français étaient directement partie prenante dans l'enlèvement du leader marocain.

Une question se pose malgré tout : pourquoi Frey n'a-t-il pas remis les écoutes précitées au juge ? Pourquoi, n'a-t-il pas réagi en demandant à ses services de suivre toutes les allées et venues de Ben Barka, s'il devait séjourner ou passer un jour prochain dans notre pays ? N'a-t-il vraiment donné aucune instruction ? Selon Aimé Blanc : « Les inspecteurs des RG qui surveillaient les déplacements de Ben Barka ont assisté⁷⁴, sans intervenir, à l'interpellation »⁷⁵ ! Comme il l'écrit à la dernière page de son livre : « Etait-ce pour surveiller le bon déroulement d'une opération que l'on n'avait nullement l'intention de contrarier ? »⁷⁶. Interrogé par une journaliste⁷⁷, il répondra : « On peut se poser la question : est-ce qu'il n'y a pas eu d'intervention par négligence ou parce qu'on a laissé faire car on voulait contrôler l'opération à distance ? ». Je pense pour ma part que l'on a volontairement laissé faire.

Le cas de Pierre Lemarchand

Quel rôle a-t-il donc joué ? « L'enquête l'installe au cœur de l'affaire Ben Barka » écrit François Audigier⁷⁸. Certains le considèrent même comme le « cerveau de l'*Affaire* »⁷⁹. Il est certain que s'il avait voulu s'expliquer complètement, dire enfin toute la vérité, avant de quitter ce monde, bien des points obscurs s'éclairciraient.

74. Voir supra : l'inspecteur Berger.

75. Op. cité p. 56.

76. Op. cité p. 246.

77. Catherine Graciet, dans *le journal-hebdo* du 22 au 28 avril 2006.

78. Professeur à l'Université Nancy II, dans son livre *Histoire du SAC, la part d'ombre du gaullisme*, Stock, 2003.

79. Le procureur de la République note dans son réquisitoire définitif, du 26 mars 1966, p. 39 « Vers 1 h du matin, le 4 novembre 1965, le Cre. Bouvier procéda à un interrogatoire méthodique de Lopez. Celui-ci indiqua (...) oralement que Me Lemarchand avait du être l'instigateur de l'affaire et donna sur ce point quelques précisions qu'il préférerait par la suite, a rapporté le commissaire, ne pas voir consignées au P.V. ». N'est-ce pas plutôt le Cre. Bouvier qui décida de ne pas les consigner ?

J'ai déjà démontré, malgré ses dénégations, sa responsabilité dans la rédaction manuscrite du fameux « questionnaire »⁸⁰.

Qu'en est-il donc de ses diverses déclarations depuis sa mise en cause par Lopez dès le 4 novembre 1965 devant Bouvier, puis le 16 novembre chez le juge⁸¹, puis dans la presse jusqu'à aujourd'hui ?

Sur les conseils du ministre de la Justice, Jean Foyer, Lemarchand⁸² se présente spontanément le 18 novembre chez le juge pour nier formellement les accusations portées contre lui⁸³. Il tient encore le même discours au juge le 20 décembre. Le lendemain Lopez, pour sa part, l'accuse à nouveau : « Dès le début, j'ai pensé que Chtouki avait un contact au ministère de l'Intérieur et, dans mon esprit, ce contact pouvait avoir été établi par Lemarchand dont je savais qu'il était l'ami de Figon. Il n'est pas impossible aussi que ce soit Figon qui, d'initiative, ait parlé de l'affaire à Lemarchand. Je maintiens que j'ai été persuadé et même confirmé dans cette opinion lorsque j'ai vu Figon et Lemarchand au départ de Genève, Figon présentant Lemarchand comme sa couverture ».

Le 21 janvier 1966, le juge Zollinger entend J. Derogy. Il lui fait part d'une rencontre le 7 avec Lemarchand, en présence de J.F. Kahn et de Lucien Bitterlin : « Abordant l'affaire Ben Barka, Lemarchand a prétendu que c'était une affaire montée par le SDECE et que ce Service essayait de le compromettre en raison de son passé et de ses attaches politiques (...) ». Le lendemain de la mort de Figon, j'ai eu un nouveau rendez-vous avec lui. Il m'a reparlé longuement de la confession de Figon, chez lui, en présence du Cre. Caille (...). Ils auraient tous deux donné toutes assurances à Figon s'il donnait des éléments permettant de retrouver Ben Barka ».

80. Il a pris la même position à propos de l'affaire Argoud : « Sur la foi de renseignements (...) je donnerai l'alerte au cabinet Frey (...). Mon rôle s'est arrêté là. (« *Barbouze* » du Général, op. cité p. 132). Or, entendu par la Commission d'enquête parlementaire sur les activités du SAC, le 10 mars 1982, il a affirmé : « Argoud, c'est un danger public. Nous décidons donc de l'enlever, car, si on l'avait tué, le Général n'aurait pas pardonné ». (page 216)

81. « Je n'ai eu la véritable révélation de l'existence d'un réseau organisé que lors du départ pour Genève de Figon et de Bernier voyageant avec Me Lemarchand que Lopez venait de me présenter en me disant ; « Voyez Lopez, je suis couvert ». (...) Je n'étais pas sans connaître l'existence d'un réseau Lemarchand et je n'ai pas été surpris de la révélation ». Audition chez le juge Zollinger, confirmée à la Cour d'assises le 5 septembre 1966 : « Lemarchand, c'était le patron de Figon qui ne s'en cachait pas ».

82. Qui bénéficie d'une double immunité comme parlementaire d'abord, pendant les sessions de l'Assemblée nationale, et ensuite et surtout, comme personnalité profitant de hautes protections (Frey et Foccart)

83. « Je prétends tout ignorer de cette affaire (...). Je ne connais pas Mehdi Ben Barka. Je n'ai jamais eu le moindre contact avec lui, ni à son sujet (...). Je précise que je n'ai jamais revu ni Figon ni Lopez depuis mon dernier voyage à Genève ».

Lemarchand, tout en niant toujours toute participation, reconnaît, le 24 janvier 1966 – premier aveu – avoir connu de cette affaire le 2 novembre, par Figon, mais sans dire au juge toute la vérité sur ce qui s'est passé ce jour-là.

Le journaliste Jean Marvier, dont j'ai déjà évoqué l'audition⁸⁴, a pourtant précisé au juge : « Figon au cours de nombreuses conversations ne m'avait pas caché qu'il était chargé par les Marocains d'organiser un attentat. Il m'a dit que, plusieurs mois avant les faits, il avait mis son ami Lemarchand au courant de ce qui se préparait en lui demandant si de son côté, il pouvait lui assurer une « couverture » qui viendrait s'ajouter à celle du SDECE. Deux ou trois jours après, Lemarchand l'aurait assuré de sa couverture (...) ». Daniel Guérin rapporte que la mère de Figon lui a fait part des dires de son fils : « Maman, je ne risque rien, Me Lemarchand est ma couverture »⁸⁵.

En février⁸⁶, Claude Angeli a lui aussi fait connaître au juge, après avoir rencontré plusieurs fois Lemarchand⁸⁷, les transactions précitées : « L'avocat m'a confirmé qu'il y avait un accord entre le Cre. Caille et Figon. Qu'en vertu de cet accord, Figon ne serait pas recherché étant donné l'importance des renseignements qu'il venait de fournir ». Confronté ce même jour avec le journaliste, Lemarchand a nié, une fois de plus : « Je suis en désaccord formel avec M. Angeli (...). Je maintiens que le Cre. Caille n'était pas là et que par conséquent un tel marché n'a pu être conclu. » Or, après son entrevue avec Lemarchand, Angeli a évoqué l'accord dans un article paru dans le *Nouvel Observateur*⁸⁸ : ni Lemarchand, ni Caille ne l'ont démenti⁸⁹.

En avril 1966, J. Derogy révèle publiquement⁹⁰ par ailleurs que « le 21 octobre, soit 8 jours avant le rapt, Lemarchand déjeuna en compagnie de Gérard Gohier⁹¹ et qu'à la déclaration de ce dernier, journaliste à *Minute*, « Figon est sur un coup avec les Marocains », le député aurait répondu : « T'occupe pas ! Il s'agit de Ben Barka ». Confrontés par le juge Zollinger début mai, avec Lemarchand et Gohier, J. Derogy maintient ses dires. *Le Figaro*⁹² ajoute : « Bien entendu, M. Lemarchand

84. Le 25 janvier par Zollinger.

85. A noter que la mère de Figon ayant sollicité de se faire entendre au premier procès, le président Pérez refusa cette audition...

86. Le 7 février.

87. Notamment le 20 janvier.

88. Le 26 janvier.

89. Ni demande de droit de réponse, ni plainte portée pour diffamation.

90. Réunion du Comité pour la vérité sur l'affaire Ben Barka, rapportée par *Le Figaro* du 25 avril.

91. Dans une auberge du Petit-Clamart, au « Rendez-vous de chasse ».

92. Du 6 mai 1966.

conteste formellement avoir tenu ces propos et M. Gohier dément avec non moins de force les avoir rapportés »⁹³. Témoignant à la Cour d'assises⁹⁴, une journaliste de *L'Express* confirmera pourtant à son tour cette révélation en précisant : « Nous avons rencontré, J. Derogy et moi, Gérard Gohier le 1er février 1966. Il nous a rapporté les propos de Lemarchand au cours du déjeuner du 21 octobre ».

L'avocat n'est pour autant pas inculpé – pas même « d'outrage à magistrat » pour lui avoir menti pendant 2 mois et 1/2 – ! Dans son ouvrage *Affaire d'État*⁹⁵ François Gerbe, rapporte comment un beau jour « le ministre de la Justice décida de rappeler à l'ordre directement le juge Zollinger pour lui faire-part des reproches de P. Lemarchand qui estimait que le magistrat s'intéressait trop à son cas... Le juge finit par obtempérer. »

Au cours des Assises, le président Pérez épargne lui aussi, étonnamment, Lemarchand. Malgré les affirmations de certains témoins⁹⁶, il accepte sans sourciller les dénégations de l'avocat quant à ses rencontres avec Figon dans les semaines mêmes qui ont précédé l'enlèvement... L'arrivée de la lettre de Le Ny⁹⁷, si compromettante pour l'avocat et Caille, inquiète tout de même le Président. Mais le brutal changement de position de Lopez, affirmant que « P. Lemarchand n'est pour rien dans cette affaire », lui facilite la tâche.

Lemarchand n'a en définitive que deux sanctions indirectes : sa radiation à vie le 16 mars 1966 par le Conseil de l'ordre, qui juge « ses activités incompatibles avec les statuts de la profession »⁹⁸, peine ramenée à trois ans par la Cour d'Appel de Paris. Et le non-renouvellement de son investiture électorale⁹⁹.

P. Lemarchand conserve toujours le même discours négatif dans son livre : « Quel « abominable secret » pourrais-je bien cacher encore à propos de la disparition d'un homme estimable et d'un « fait divers politique » (sic !) auquel je n'ai été mêlé que parce que j'avais été l'ami du

93. Lors de ma première entrevue, Lemarchand devait m'indiquer, sans question de ma part, qu'il avait un œil à *Minute*, le journaliste Gohier... Celui-ci informait aussi, semble-t-il, J. Foccart.

94. Le 28 septembre 1966

95. *De Ben Barka à Tibéri, comment le parquet étouffe les dossiers*, Ed. Albin Michel, 1997.

96. Ainsi à l'audience du 30 septembre 1966, une amie de Figon, la dernière à l'avoir hébergé, Françoise Arnoul, déclare à la Cour : « Il m'a dit tout au début que c'était une affaire politique, et il m'a dit être couvert par Me Lemarchand ».

97. Lue à l'audience du 8 octobre 1966. Voir supra son contenu.

98. « Un avocat n'a pas à se transformer en indicateur de police ».

99. « J'avais refusé de donner l'investiture à M. Lemarchand pour les élections législatives de 1967, à cause de ses compromissions plus qu'apparentes dans l'affaire Ben Barka ». Mémoires de G. Pompidou, *Pour rétablir une vérité*. Ed. Flammarion.

gangster de bonne famille G. Figon... »¹⁰⁰. Il révèle pourtant certains faits importants. Par exemple, à propos de son rôle à la tête des « barbouzes » : « Roger Frey a été tenu au courant en permanence du moindre de nos faits et gestes »¹⁰¹. Et, en ce qui concerne l'*Affaire* : « la séquence essentielle s'est déroulée le matin du 2 novembre. » De fait, Lemarchand trouve Figon, recherché depuis la veille par le Cre. Caille à la demande de Roger Frey, devant sa porte rue Miron !

- Caille te cherche. Qu'est-ce que je lui dis ?
- Que je suis prêt à tout raconter sous certaines conditions¹⁰².

Caille, Papon, Frey, informés par l'avocat, acceptent le marché : l'arrangement a donc été négocié à l'échelon le plus haut. À ce moment, semble-t-il, on croyait Mehdi Ben Barka encore vivant...

Lemarchand poursuit :

« Caille arrive chez moi pour discuter de vive voix avec Figon (...), qui nous a livrés tous les détails sur la manière dont l'enlèvement a été "monté" (...). Il s'agissait seulement "d'intercepter" Ben Barka pour l'amener à parlementer... Il l'avait laissé vivant entre les mains des Marocains (...) ». Caille conteste cette rencontre avec Figon. Lemarchand explique pourquoi : « Officier de police judiciaire, il ne lui était pas possible de reconnaître qu'il s'était entretenu avec une personne recherchée sans l'avoir appréhendée. » Et il ajoute : « Il n'empêche que les truands se sont bel et bien envolés pour le Maroc sous leur véritable identité ! Et que Figon a obtenu le passeport que les autorités lui refusaient jusque-là au prétexte qu'il se trouvait en liberté conditionnelle »¹⁰³.

Quant à lui, s'il n'a rien déclaré au juge, c'était parce qu'il l'avait promis à R. Frey, qui redoutait que Caille soit inculpé et placé en détention par Zollinger¹⁰⁴.

Autre fait intéressant rapporté par Lemarchand : les rencontres entre gaullistes au club discret des « Vieux de la Vieille », qu'il avait « contribué à fonder (...) au cabaret le Don Camillo »¹⁰⁵. Or, n'est-ce pas

100. Op. cité page 150.

101. Op. cité page 82.

102. Remise d'un passeport sous une fausse identité pour lui et l'assurance que ses amis Palisse, Dubail, Le Ny, puissent quitter la France sans ennui. Op. cité page 159.

103. Op. cité page 160.

104. Op. cité page 171.

105. « Les habitués étaient Ponchardier, Carcassonne-Leduc, grand ami de J. Foccart, et quelques autres. Roger Frey venait aussi de temps en temps, ce qui avait attiré dans nos rangs le Cre. Caille et Le Roy-Finville, le fameux patron du « service sept » du SDECE,

le lieu, où s'est précipité Lopez au retour de son expédition chez Boucheseiche le 29 octobre ?

P. Lemarchand met finalement en cause par hypothèse, sinon le SDECE, du moins « certains éléments du SDECE » (...) quant au « scénario de désinformation » répandu à son rencontre¹⁰⁶. Et d'ajouter : « Quant à penser que Jacques Foccart, Roger Frey, ou plus modestement moi-même aurait pu monter la moindre opération sans une approbation élyséenne, c'est tout simplement inimaginable compte tenu de notre obéissance totale au Général »¹⁰⁷. Se cacher derrière la stature de de Gaulle ne me paraît pas très honnête de la part de Lemarchand. « Caille s'était assuré des protections en haut lieu », écrit-il, en évoquant ses relations avec Papon et Frey¹⁰⁸. Mais, lui-même n'a-t-il pas reconnu qu'il avait « ses petites et grandes entrées, Place Beauvau, grâce à l'amitié (...) qui le liait à Roger Frey » ?¹⁰⁹ De même, s'il écrit « n'avoir rencontré Foccart qu'une seule fois dans sa vie »¹¹⁰ (sic !), il « oublie » ses dires à la Commission d'enquête parlementaire déjà citée¹¹¹ : « J'étais très ami avec les dirigeants du SAC de l'époque, M. Comiti et M. Foccart ». Un mensonge de plus, donc !

Lemarchand conteste, par ailleurs, être connu particulièrement des hommes du « milieu » : « Lors de ma déposition au second procès, cette belle légende de l'avocat ouvrant grand les portes de prison aux malfrats fut reprise par l'une de mes chers confrères ». Pour faire taire cette accusation, il n'hésite pas à affirmer : « Il serait facile de vérifier les archives du ministère de la Justice, si nos clients avaient plus que d'autres bénéficié des remises de peine et de grâces médicales »¹¹². Et bien, à ce sujet, une « note », en date du 22 novembre 1966, remise par le Cre. Aimé Blanc au juge P. Ramaël, est particulièrement édifiante à l'encontre de Pierre Lemarchand ! Elle fait la synthèse des contacts connus entre

dont on découvrit – autre fâcheuse coïncidence pour moi ! – qu'il était l'officier traitant de Lopez ». Op. cité page 162. Mais pour autant, Lemarchand n'avait pas hésité à affirmer au juge Zollinger, le 9 février 1966 : « Je ne connaissais pas Finville et j'ignorais qu'il était un ami de Caille ».

106. « Voulaient-ils créer un « écran de fumée » pour éviter d'être mis en cause dans une affaire qui les touchait indirectement par le truchement de leur « honorable correspondant » Lopez ? Cherchaient-ils au contraire à dissimuler une implication plus importante – compte tenu de leurs bonnes relations avec leurs homologues marocains – que celle qui est apparue ? » Op. cité, page 175.

107. Op. cité page 176.

108. Op. cité page 170.

109. Op. cité page 74.

110. Op. cité page 82.

111. Le 10 mars 1982, page 733.

112. Op. cité page 169.

l'homme politique et les malfaiteurs¹¹³, de telle sorte que soient mis en lumière la vénalité de l'intéressé¹¹⁴, la nature des interventions sollicitées par ses interlocuteurs¹¹⁵, le canal par lequel le député semble avoir habituellement recouru pour ses interventions »¹¹⁶. Cette note de 10 pages – construite de « conversations téléphoniques enregistrées » – « ne manque pas de souligner la « copinerie » existante entre les membres de la bande à Bricole (Lesca) et l'avocat parisien »¹¹⁷. Et la note de conclure : « La nature des relations entre le député et la pègre est abondamment démontrée : il s'agit d'un trafic d'influence d'autant plus sordide et scandaleux qu'il touche le banditisme le plus difficile à maîtriser ». Je constate que transmise au Préfet de police, Papon, le 25 novembre 1966, la note n'entraîna aucune poursuite contre Lemarchand protégé des dieux !

Par ailleurs, au cours de confidences faites à D. Guérin, Souchon lui a rapporté qu'il avait pour co-détenu, après sa condamnation, le dénommé Michel Leroy¹¹⁸, condamné pour escroquerie sur l'hôtel de l'avenue Pierre 1^{er} de Serbie. Or, celui-ci lui avait raconté que Me P. Lemarchand lui avait fait savoir qu'il était à même de le faire remettre en liberté s'il versait une somme très importante, s'élevant à un certain nombre de millions qu'il n'avait pu rassembler¹¹⁹.

Qu'en est-il des années après ?

Le juge P. Ramaël entend sur ma requête P. Lemarchand. Dans un premier temps par voie de commission rogatoire confiée à deux Officiers de police judiciaire¹²⁰. Je relève dans leur procès verbal : « Le 30 novembre 2004, à l'issue de la perquisition réalisée dans sa résidence secondaire, M. Lemarchand indique spontanément avoir menti sur certains faits à l'occasion de ses précédentes auditions par le juge Zollinger ». Et il leur fait des aveux capitaux non révélés dans son livre :

113. « Un homme assume en général la liaison entre les malfaiteurs et Me Lemarchand, avec lequel il entretient des relations fréquentes, Serge Guendjian... On se souvient qu'au procès Ben Barka, il s'est déclaré « plombier de M. Lemarchand ». En fait, il s'était attribué la profession d'un de ses frères. » Pages 1 et 2.

114. « Il résulte d'une conversation téléphonique en date du 29 janvier 1965 entre Guendjian, Félix Lesca et P. Lemarchand que le député a monnayé à un million d'A.F. le résultat positif de son intervention » – page 4.

115. Libérations anticipées.

116. « D'une part, M. Michel Tanpignon, chef de cabinet de M. le garde des Sceaux, d'autre part, M. Louis Bruno Chalret, procureur général, détaché auprès du ministre de l'Intérieur ». – page 4.

117. « Il a été le témoin du mariage du nommé Giangrande Eugène et Serge Guendjian le témoin de la mariée, et assiste avec son épouse au lunch offert par Roger Lesca » – page 15.

118. L'homme qui avait accueilli Dlimi à son arrivée à Paris !

119. Audition de D. Guérin par le juge Pinsseau, le 9 janvier 1976.

120. Marc Mazet et Frédéric Cook.

« Quelque temps avant l'affaire Ben Barka, un mois ou deux environ, Figon m'a annoncé qu'il était sur un gros coup qui allait lui rapporter beaucoup d'argent. Il s'agissait d'enlever Ben Barka pour le compte des Marocains et de le leur remettre. Il m'a demandé de vérifier si cette opération était commanditée par le gouvernement marocain, comme on le lui avait fait entendre. J'ai contacté le ministre de l'Intérieur, Roger Frey. Il m'a déclaré ne rien savoir et m'a orienté vers le Cre. Caille, que je connaissais. Je lui ai rapporté les propos tenus par Figon, mais il n'a fait aucune observation ».

À son audition par les OPJ le 3 décembre, Lemarchand précise :

« Caille a cependant accepté de le rencontrer. Je les ai donc mis en relation tous les deux (...). Caille m'a rappelé plus tard pour me dire qu'il était très content de son entrevue, parce qu'il a obtenu des renseignements très intéressants (...). Il m'a raconté qu'il était allé trouver M. Papon. Je sais que le Préfet de Police a pris ces informations très au sérieux, au point qu'il en a rendu compte immédiatement à M. Frey. Celui-ci, que je connaissais bien, m'a fait venir pour me demander de quoi il s'agissait. Je lui ai dit que je tenais Figon pour fou mais, qu'à mon avis, il fallait quand même garder un œil sur cette affaire. Frey m'a dit qu'il allait donc demander à Caille de s'y intéresser. Figon a bien expliqué à Caille le projet d'enlèvement de Ben Barka, commandité par les Marocains. (...) À ce moment-là, personne ne savait vraiment qui était Ben Barka, Caille, Papon et Frey ne pensaient pas qu'il s'agissait de quelqu'un d'important¹²¹. Lorsque l'affaire a éclaté, c'est tout naturellement que Caille m'a contacté pour me demander de lui confirmer la participation de Figon à l'enlèvement (...). Je le lui ai donc confirmé, car je l'avais eu le lendemain, un samedi matin, au téléphone. Il me disait qu'il était très ennuyé parce qu'il pensait que l'affaire était connue des autorités et donc « couverte (...) ». Il commençait à réaliser que cette affaire prenait une ampleur inattendue. J'ai répété ces informations à Caille, qui m'a demandé de rencontrer Figon ».

Lemarchand raconte alors aux OPJ ce qu'il a révélé dans son livre : la rencontre, pendant près d'une heure, le 2 novembre, Caille-Figon à son

121. Si j'en juge par mes premiers contacts à la Cour d'assises, je pense cette remarque en partie exacte, et, c'est sans doute là le côté dramatique de l'affaire du côté français, cette habitude de nos compatriotes d'ignorer ce qui n'est pas « hexagonal ». Cependant, l'affirmation est fautive en ce qui concerne Papon : ancien secrétaire général de la Résidence à Rabat, il se souvient très bien de sa rencontre en 1955 avec « le leader de l'opposition au trône ». Cf. Maurice Papon. *Les chevaux du pouvoir*. Ed. Plon, page 476. De même quant à son directeur de cabinet Pierre Someville. Il avait déjà le même poste à Rabat de 1954 à 1956.

domicile parisien, après que l'avocat ait obtenu, à la demande de Figon, la promesse qu'il ne serait pas arrêté. Puis il revient sur le récit par celui-ci de l'enlèvement et de ses suites, mais d'une manière quelque peu différente : « Ben Barka a été retenu dans la maison de Boucheseiche jusqu'à l'arrivée des Marocains en la personne d'Oufkir et de Dlimi. C'est alors que la situation a rapidement évolué. Figon et ses compagnons se sont rendu compte que l'intention des Marocains était de tuer Ben Barka. Ils ont manifesté leur désaccord parce qu'ils ne voulaient pas qu'il soit torturé et tué chez Boucheseiche. De plus, les accords ne prévoyaient pas ça. Ils l'ont donc emmené dans la maison de Lopez – resté fidèle à Oufkir – et ont quitté les lieux alors que Ben Barka était encore en vie »¹²².

Il y a incontestablement de nombreuses contradictions quant à la mort du leader marocain dans les divers récits de Figon – du moins tels que les a rapportés Lemarchand. Quoi qu'il en soit, en ce qui concerne la responsabilité française dans l'*Affaire*, l'important se confirme dans les remarques qui ont suivi de Lemarchand aux OPJ : « Après avoir rendu compte au préfet de police, Caille a demandé une audience au ministre de l'Intérieur. Il s'est **rapidement avéré que l'ampleur donnée à cette affaire allait mettre en difficulté tous ceux qui en avaient été informés avant qu'elle ne se produise...** » (Souligné par l'auteur) Et Lemarchand de redire ce qu'il avait déjà révélé dans son livre : ne pas mettre en cause Caille, sur la demande de Frey ... sans doute pour ne pas voir Frey mis en cause à son tour !

Auditionné le 6 octobre 2005 par le juge Ramaël lui-même, Lemarchand lui fait à peu près le même récit tout en ajoutant : « Je suis convaincu que Figon ignorait totalement que Ben Barka serait tué. Je pense d'ailleurs que tous les gens, à l'exception d'Oufkir, qui étaient présents ignoraient ce qui allait se passer réellement ».

Les aveux de Lemarchand interpellent aussi sur la mort de Figon. Certes, il s'est suicidé. Mais a-t-il été trahi par son ami ou ses sbires quant à l'adresse de sa dernière cache ? Qui a informé la police ? Ne fallait-il pas empêcher Figon de révéler à l'époque les dires actuels de Lemarchand ?¹²³ La lettre adressée par Boucheseiche au juge Zollinger va dans ce sens¹²⁴. Auditionnée par le juge Pinsseau le 27 janvier 1977, la

122. Ce qui n'empêche pas Lemarchand d'ajouter ce qu'il m'avait confié : « Figon m'a raconté qu'Oufkir avait torturé Ben Barka de manière horrible ... et l'a tué à l'issue de ces tortures ! ».

123. Le lendemain de la mort de Figon, le 18 janvier, le journaliste J.Derogy avait RDV avec Lemarchand : « C'est mieux comme ça, m'a-t-il dit, car ce que je craignais c'était un bain de sang » (Audition Zollinger, le 21 janvier 1966).

124. « Je n'incrimine pas la police réelle, mais bien une autre "police" qui avait tout intérêt à ce que Figon ne parle pas de la vérité sur l'enlèvement de Ben Barka. Seul Figon pouvait compromettre un de ses amis d'enfance, Me Lemarchand » – 21 janvier 1966.

mère de Figon a rapporté de son côté ce que son fils lui avait dit au téléphone : « Lemarchand cherche à m'enfoncer, c'est un « salaud ». Il ne faut plus avoir de rapport avec lui ». C'est ce qu'elle a fait. Au dossier de la police¹²⁵, j'ai trouvé la transcription de l'enregistrement d'une discussion entre un certain Quick (?) et le sieur Koch, fiancé de Françoise Arnould, ex-amie de Figon, bien après le rapt, toujours dans le même sens.¹²⁶ Une autre amie de Figon, Anne-Marie Coffinet, avait déclaré à Maurice Clavel¹²⁷ : « J'ai revu Figon jusqu'en janvier : « Pierre m'envoie dans un piège à rats » me disait-il ».

*Le cas du commissaire Caille*¹²⁸

Interrogé tardivement¹²⁹ – pendant des semaines il a fait savoir au juge Zollinger qu'il était malade... –, Caille lui indique d'entrée « qu'il va lui dire toute la vérité », mais il commence son témoignage au lundi 1er novembre... Et, finalement, il invoque « l'obligation du secret professionnel »¹³⁰ pour refuser de donner au juge ses sources d'information. Confronté avec Lemarchand¹³¹ il n'hésite pas à affirmer : « Je ne comprends pas pourquoi on a voulu à tout prix que j'aie rencontré Figon ce jour-là chez Lemarchand. Cette information fallacieuse a été assortie de cette autre circonstance qu'au cours de cette entrevue à trois, j'aurais promis l'impunité à Figon (...) ». Et, il persiste : « Il ne m'est pas possible de vous donner le nom de mon informateur ». Caille fera les mêmes déclarations lors des deux procès. Interrogé à nouveau par le juge Ramaël¹³² il

125. Versé en 1982 avec les pièces non mises sous scellés du SDECE.

126. « C'est de Lemarchand qu'il avait spécialement peur. Car, c'est à sa demande (?) qu'il avait agi dans l'enlèvement de Ben Barka. Figon pensait que Lemarchand n'hésiterait pas à le faire disparaître sous prétexte qu'il en savait trop. »

127. *Le Nouvel Observateur*, 5 octobre 1966 – page 10

128. Entré dans la carrière en 1941, Jean Caille participe à la Résistance, puis après la libération passe un doctorat en droit. En 1965, sous-directeur des RG à la PP, il est le chef de la II^e section, celle qui s'occupe des « affaires politiques et sociales ». Deux cent policiers travaillent sous ses ordres. Il est l'intime du ministre de l'Intérieur, R. Frey, qu'il rencontre presque chaque jour et l'ami du préfet de police, Maurice Papon. Il a pris une part active à la lutte contre l'OAS et, à cette occasion, a fait connaissance de Jacques Foccart et de Pierre Lemarchand. « Un commissaire politique » titre Claude Angéli dans *Le Nouvel Observateur* du 2 février 1966. Il est connu dans le « renseignement » sous le nom de « Petitjean ». C'est aussi sa signature dans plusieurs romans policiers, dont celui intitulé « Petitjean est au parfum » !

129. P.V. de déposition de témoin du 20 janvier 1966.

130. Au nom du vieux principe : « Les services de police ont besoin d'informateurs, il faut donc les protéger ».

131. Le 11 mai 1966.

132. Le 7 décembre 2004.

maintiendra ses témoignages antérieurs, tout en ajoutant « Les déclarations de Me Lemarchand sont totalement fausses. Avant l'enlèvement personne, et surtout pas Me Lemarchand ne m'a apporté de renseignements sur un projet d'enlèvement, sinon j'en aurais rendu compte immédiatement et pris toutes dispositions pour en savoir plus. Je ne suis jamais allé chez Me Lemarchand . C'est lui qui est venu à mon bureau (...) ». (sic !)

Caille termine sa déposition ainsi : « Si je n'avais pas été de permanence ce dimanche, je n'aurais jamais eu à intervenir dans cette affaire. Je précise que je ne savais même pas qui était Ben Barka à ce moment-là ». Affirmation pour le moins étonnante d'un cadre important des RG, tout spécialement chargé de « politique générale »¹³³.

Informé, avant, malgré ses dires et après le rapt, Caille rapporte immédiatement les confidences de Figon à Papon et à Frey, non au juge Zollinger ! Pourquoi ? Ne cherchait-il pas à se dédouaner pour ne pas avoir mieux suivi l'affaire auparavant, comme Frey le lui avait demandé selon les révélations de Lemarchand ?

Lors de son audition sur CR¹³⁴, le commissaire Aimé-Blanc déclare au sujet de Caille : « Ce que je peux préciser, c'est que le rôle du commissaire Caille à l'époque a été assez trouble. Il était de notoriété publique dans la maison que Figon était un informateur de Caille. Je me souviens d'une réflexion de Simbille à mon intention (...). Il m'a dit que Caille nous avait tous mis dans la merde »¹³⁵. Je rapporte ci-après les propos du préfet Grimaud sur le rôle de Caille. Je peux rajouter ceux de Papon, auditionné¹³⁶ par le juge Ramaël : « Il a toujours refusé de donner le nom de ses indicateurs, même à moi. Nous avons assez longtemps conversé aimablement pour que toutefois je comprenne que son informateur était M. Lemarchand, député UNR ». N'oublions pas que c'est Papon qui a confié l'enquête à Caille¹³⁷.

133. De la même façon, d'ailleurs, interrogé par la Commission parlementaire d'enquête sur le SAC, le 30 mars 1982, Caille avait prétendu qu'il ne savait de ce Service que ce qu'il avait lu dans la presse ! D'où la question ironique du président : « En somme, s'il n'y avait pas la presse, on pourrait passer 17 ans aux RG sans jamais entendre parler du SAC ? » Sans se démonter, Caille de répondre : « C'est possible ». RCE, tome 2 page 816. Caille avait pourtant la réputation d'être l'homme de liaison entre le SAC et les RG, rappelle le Président ! Et, en conclusion de cette audition, le remerciant il ajoute : « A la vérité, vous n'êtes pas le seul dans votre cas : plus on monte dans la hiérarchie policière, moins les intéressés ont de la mémoire (...) ». Page 827.

134. Le 2 mai 2006.

135. « Selon Figon, Caille est le personnage clef de l'Affaire » écrivait Le Ny dans la lettre adressée au président Pérez, le 5 octobre 1966.

136. Le 25 janvier 2005.

137. N'est-ce pas aussi Caille qui a été informé (par Lemarchand ?) à la fin de la journée du 17 janvier 1966, que Figon avait trouvé refuge 14 rue des Renaudes, dans un appartement qu'il était susceptible d'abandonner le soir même vers 22 heures ?

Le cas Papon

Il me faut aller plus avant : qui a donné des « garanties » à Souchon, voire à Lopez lui-même, avant qu'ils ne participent à l'enlèvement ? De quel haut responsable est venu par la suite l'ordre donné à Souchon et Voitet de se taire pendant douze jours ? Pourquoi ? Pour couvrir quelle grave faute embarrassante ?

Les « quelques notes sur l'*Affaire* » rapportées dans son livre¹³⁸ par le préfet Maurice Grimaud sont plus qu'intéressantes à ce sujet, en particulier les commentaires sur ses « notes », rédigées à l'époque au jour le jour. Il entend préciser tout d'abord « qu'il a très peu à dire sur une affaire de la responsabilité de la Préfecture de police, c'est-à-dire du préfet Maurice Papon, qui veillait jalousement à protéger son domaine de toute velléité d'interférence de la Sûreté nationale ». M. Grimaud m'a aussi raconté¹³⁹ que : « Papon était très bien avec Roger Frey, homme très secret, qui cultivait cette séparation ». Et d'ajouter : « J'ai eu l'impression, comme le chef de la gendarmerie, qui me l'a dit à l'issue d'une réunion à l'époque : « Ces deux-là en savent beaucoup plus que nous qu'ils nous cachent ». Et de préciser en ce qui concerne le ministre de l'Intérieur : « Frey – comme beaucoup d'autres ministres – était très bien avec Hassan II. Ils étaient fréquemment invités au Maroc pour chasser avec le roi. Lui rendre un « petit service », pourquoi pas ? Nul, bien sûr, et notamment pas Frey, n'avait pu imaginer que les choses tourneraient mal »¹⁴⁰. El Mahi lui-même, lors d'un de ses interrogatoires¹⁴¹ dira au juge Zollinger : « Oufkir et Frey étaient des amis intimes ».

Informé par le procureur général Chalret, Grimaud confirme les aveux de Lemarchand au juge Ramaël, encore et toujours contestés par Caille : « Lemarchand, me dit Chalret, a été informé de la préparation de l'enlèvement par Figon et en a informé « qui de droit » (le ministre de l'Intérieur) ». Et d'ajouter : « Roger Frey surpris par la tournure prise par l'enlèvement avec la participation non programmée d'Oufkir et d'une équipe de truands dut vite, comme Foccart, mesurer quels dégâts pouvait entraîner cette mauvaise affaire (...). C'est alors qu'il chargea Chalret de « conseiller » Lemarchand pour éviter des propos imprudents qui risqueraient d'orienter les recherches au-delà des « exécutants subalternes ».

En ce qui concerne Caille, M. Grimaud est formel : « Manifestement, il en sait long sur l'enlèvement. D'après ce que me rapporte Chalret, l'un

138. *Je ne suis pas né en mai 1968*, Ed. Tallandier, 2007, pages 257 à 281.

139. Entretien avec l'auteur le 13 novembre 2002.

140. Papon : « Mon avis personnel est que Ben Barka ne devait pas être tué, mais ramené vivant au Maroc ». Audition, le 25 janvier 2005, par le juge Ramaël.

141. Le 21 février 1966.

de ses agents a suivi du coin de l'œil l'interpellation de Ben Barka (...). C'est donc qu'il était bien informé du projet et de ses modalités (...). Très apprécié de Papon et de Frey, peut-il avoir « retenu » l'information (jusqu'au 2 novembre), soit pour des raisons techniques (si son OP ne connaissait pas les exécutants, s'il ignorait que ce sont de vrais policiers (...)) ; soit que Caille soit embêté par le bruit fait par l'affaire et veuille gagner du temps pour « aviser ». Il n'est, en effet, certainement pas le seul à avoir su **avant**. C'est aussi, on l'a vu, le cas de Lemarchand. Les deux hommes sont-ils de connivence ? Dès ce moment, en tout cas, ils savent l'un et l'autre qu'ils risquent l'inculpation. La crainte n'est pas vaine, puisque (...) le juge, selon Chalret, refusera d'inculper Lemarchand, car il veut inculper simultanément Caille, ce que lui interdit la hiérarchie Justice ».

Lors de la séance au Conseil municipal de Paris, Claude Bourdet avait interrogé Papon sur la responsabilité éventuelle d'autres fonctionnaires de plus haut rang que Souchon et Voïtot. Il n'eut pas de réponse... La manière de traiter de *l'Affaire* dans son livre¹⁴², en 1988, fait pour le moins sourire aujourd'hui, pour ne pas dire pleurer : « Les adversaires s'en donnent à cœur joie. Leurs papilles frémissent devant les effluves de ce ragoût malsain qu'on ne cesse de réchauffer. On tente encore d'insinuer que le commissaire Caille aurait été au courant du projet d'enlèvement par Figon (...). À bout de peine, on lance le nom de Lemarchand, avocat et député UNR de l'Yonne, comme relation de Figon (...). Le ministre de l'Intérieur fait justice de ces accusations devant l'Assemblée nationale (...) ». Et, pour donner du poids à ce qu'il sait parfaitement faux, Papon a l'aplomb d'ajouter : « C'est que la vérité reste la vérité pour peu qu'en la hissant du fond du puits, on la débarrasse de ses oripeaux ». Il utilise là une tactique vieille comme le monde : « Accuser au lieu de se justifier. Attaquer lorsqu'on est soupçonné. Mordre plutôt que se défendre ! »

Le cas Roger Frey (voir aussi infra chapitre 14)

Le 1^{er} décembre 1965, Claude Angéli écrivait¹⁴³ : « Le lendemain de son enlèvement, le samedi 30 octobre, Mehdi Ben Barka aurait pu être délivré par la police parisienne ». Je partage ce point de vue – si toutefois le leader marocain était encore en vie, ce qui n'est pas sûr ! Dès le samedi matin, lendemain de la disparition du leader marocain, Frey sait que Ben Barka a été enlevé. Des journalistes et Edgar Faure ont donné l'alerte.

142. *Les chevaux du pouvoir*, op. cité, ch. X, page 471.

143. Dans *Le Nouvel Observateur*.

Pourquoi ne pas déclencher sans tarder le plan REX, datant du rapt des enfants de Marnay en septembre 1961 ? Mis à exécution en octobre 1964, après l'enlèvement de l'épouse du constructeur d'avions et député Marcel Dassault ? Faire surveiller les frontières, suivre les Dlimi et Oufkir débarquant à Paris, tout était possible...

Mais, les ordres ne sont venus qu'après le 2 novembre... et encore ! « Les renseignements recueillis à la date du 3 novembre n'établissaient pas la participation de Marocains à l'enlèvement » affirmeront Frey et Papon. Un beau mensonge ! Dès le 2 novembre, Caille était informé de leur présence à Fontenay et Ormoy par Figon lui-même, rencontré chez Lemarchand, et il prévenait immédiatement le préfet et le ministre de l'Intérieur. Le général Jacquier ne devait-il pas lui-même « avouer » à l'audience : « Le 2 novembre, tout le monde savait que la venue d'Oufkir et de Dlimi à Paris était à rapprocher de la disparition de Ben Barka »... Lopez le confirmait à Bouvier dans l'après-midi du 3. Selon ses dires, il aurait même proposé au commissaire de le conduire à la Villa Saïd auprès d'Oufkir et de Dlimi pour leur demander ce qu'était devenu Ben Barka ! Et ce soir-là, Frey était bien totalement informé, puisqu'il ne se rendait pas au dîner offert par l'ambassadeur du Maroc. De toutes façons, s'il y avait peut-être difficulté à interpellier un ministre de l'Intérieur étranger – au surplus invité à la réception donnée place Beauvau en l'honneur des Gouverneurs marocains – il n'y en avait aucune à interpellier le Directeur de la Sûreté nationale marocaine, Dlimi.

Il faut ajouter qu'à aucun moment, et surtout pas à l'Assemblée Nationale, Frey n'a fait état des informations préalables reçues de Lemarchand. D'où ses dires à la dite Assemblée : « Caille n'a pas à révéler le nom de son informateur », avant même que le juge Zollinger ait pu lui poser la question, comme l'avait décidé la Chambre d'accusation !

À vrai dire, dans les premiers jours suivant le rapt du leader marocain, la responsabilité du ministre de l'Intérieur n'avait été évoquée par personne. C'est Lemarchand qui, en sortant de chez le juge Zollinger¹⁴⁴ avait lancé à la presse : « À travers moi, c'est mon ami Roger Frey qu'on veut viser ! »¹⁴⁵. Et pourquoi donc ? Sachant les informations qu'il avait auparavant données à Frey, l'avocat ne sortait-il pas ce nom pour se couvrir par crainte de sa mise en cause par le juge ?

Une autre question se pose. Un député français, membre de l'UNR, a informé son ami, ministre marocain, sur l'heure. Peut-on penser qu'il n'a pas aussi tenu informé au même moment Roger Frey ?

144. Le 16 novembre.

145. Roger Frey lui rendra la politesse lors du débat à l'Assemblée nationale, le 6 mai 1966 : « Depuis des mois on s'est acharné sur lui, et, pourtant, il a été de ceux qui ont tout fait pour aider à retrouver M. Ben Barka ».

Mais, tout ministre de l'Intérieur qu'il était, Frey avait-il conscience de la personnalité de Ben Barka, de ce qu'il représentait pour le peuple marocain et pour les peuples du Tiers-monde ? Michel Jobert, directeur adjoint du cabinet du Premier ministre Pompidou, raconte que lorsqu'on annonça à Frey que Ben Barka avait disparu, il demanda : « Qui est cet Algérien ? »¹⁴⁶. Même si le ministre avait été reçu l'été précédent à Rabat, « Frey ignorait, comme lui-même, qui était Ben Barka » a déclaré Lemarchand au juge Ramaël !

Le cas Jacques Foccart

Secrétaire général de la Présidence de la République pour les Affaires africaines et malgaches, Foccart était l'homme de confiance du Général. Était-il « au parfum » dans *l'Affaire*, selon l'expression de Lopez ? Souchon l'avait reprise. Il disait n'avoir participé à l'opération sollicitée par l'agent du SDECE, que parce que celui-ci lui avait laissé entendre qu'elle était couverte en haut lieu. Philippe de Gaulle, dans ses entretiens avec Michel Tauriac¹⁴⁷, rapporte une phrase de son père qui semble indiquer le contraire : « Ce pauvre Foccart, voilà qu'on lui met maintenant cette affaire de truands et de services secrets marocains sur le dos.(...). Heureusement qu'il est le premier à en rire ». Est-ce tout à fait exact ? Le fils nous cite, cette fois Madame de Gaulle, évoquant J. Foccart¹⁴⁸ : « Il était un homme très dévoué certes. Mais que son désir de servir poussait souvent à se placer là où on ne lui avait rien demandé ». Dans ce cas, bien sûr, il ne tenait pas informé le Général. Grimaud exclut pour sa part que Foccart ait pu donner son consentement à l'enlèvement, compte tenu de ses rapports quotidiens avec de Gaulle, il ajoute cependant : « Mais, s'il n'a eu connaissance que d'un vague projet de rencontre avec un émissaire du Palais, cela n'est pas forcément au niveau des affaires dont il entretient le chef de l'État »¹⁴⁹.

146. *Ni dieu, ni diable*, Michel Jobert, Ed. Albin Michel, 1993.

147. *De Gaulle, mon père*, Plon, 2003, Tome 1, page 214.

148. *De gaule, mon père*, Plon 2004, Tome 2, page 101.

149. L'amiral Philippe de Gaulle écrit dans ses mémoires « qu'il est arrivé que J. Foccart ne dise pas tout à son père ». On peut donc légitimement s'interroger sur le rôle passif que Foccart aurait pu jouer dans *l'Affaire* ? Plus ou moins informé auparavant, non pas d'une « rencontre » mais de l'enlèvement envisagé de Ben Barka, ne se serait-il pas tu en raison des positions du leader marocain dans la Conférence tricontinentale à venir. Il semble bien par ailleurs que ce soit Foccart, en liaison avec le SDECE, qui ait organisé en 1963 le rapt du colonel Argoud en Allemagne, à la demande même du général de Gaulle. Alors !

Foccart a toujours eu ses propres services secrets, qui ont œuvré en particulier contre l'OAS en 1961/62. Dans ses mémoires¹⁵⁰, parues après sa mort, il reconnaît avoir dirigé le SAC : « Officiellement, non. Mais j'en étais le patron ». Il était donc très lié avec Caille et connaissait bien Lemarchand. À sa demande, le colonel Maurice Robert, un ami, créa en 1960, un service « spécial Afrique » du SDECE, directement rattaché à sa personne...¹⁵¹

Foccart a-t-il donc eu quelques informations avant le rapt, mêmes vagues, par Lemarchand – créateur d'une police parallèle, plus ou moins sous ses ordres – voire par son collègue Frey ? Tous deux ont siégé ensemble sur les bancs de l'Assemblée sous la IV^e République. Tous deux ont animé, à la demande du Général, la lutte anti OAS. Le second du chef de cabinet de Frey, Jean Bozzi, a été aux côtés de Ponchardier, l'un des fondateurs du SAC en 1958 (Ponchardier, ambassadeur de France au Paraguay en 1965, lié d'amitié avec Lopez...). Selon Thyraud de Vosjeli¹⁵², Foccart aurait même été chargé par de Gaulle de réorganiser le SDECE. Le Roy Finville le confirme dans son livre et laisse entendre, qu'après avoir envisagé de confier la direction de la Maison au colonel parachutiste Henri Jacquier, un ancien du SAC – mais, hélas, bègue ! –, Foccart avait fait nommer son frère, Paul Jacquier. Le maire de Marseille, Gaston Defferre, affirma dans son journal *Le Provençal* que Foccart était au courant de l'enlèvement de l'opposant marocain et aurait pu s'y opposer. Foccart, après avoir songé poursuivre le maire socialiste, n'en fit rien. Il craignit un déballage gênant...

Foccart, il faut le rappeler, avait obtenu des informations relativement précises du SDECE, le 22 janvier 1964, sur des projets d'enlèvement de Ben Barka à l'instigation du général Oufkir et de ses services. On peut se demander pourquoi, ni le SDECE, ni lui-même n'ont alors tenu informé les Services de police...

Il faut souligner que l'enlèvement de Ben Barka à la veille de la Tricontinentale ne pouvait pas gêner, voire que satisfaire Foccart. Né en Mayenne, il a passé une partie de sa vie en Guadeloupe, où sa famille possédait de grands biens agricoles. Ben Barka n'allait-il pas profiter de l'occasion pour évoquer l'indépendance des Antilles françaises après celle des Antilles britanniques ?

Selon Lopez, s'entretenant avec Guérin, le fameux « questionnaire » écrit par Lemarchand lui aurait été dicté par Foccart... Mais, au juge Pinsseau¹⁵³ Lopez modifiait ses dires : « C'est Chtouki, qui a fait poser ces questions à Ben Barka par l'intermédiaire de Figon ».

150. *Foccart parle*, entretiens avec Philippe Gaillard, Fayard, 1997, Tome 2, page 19.

151. *L'homme de l'ombre*, Pierre Péan, Fayard, 1990

152. *Lamia, l'antibarbouze*, op. cité.

153. Le 18 juin 1976.

Il est donc désormais incontestable, tant par les révélations du commissaire Aimé-Blanc que par les déclarations actuelles de Lemarchand relayant les dires de Figon – sans omettre ceux de Le Ny¹⁵⁴ et de Gohier – et le témoignage du préfet Grimaud, que les Caille, Papon – qui s'en défend, lui aussi, bien sûr ! – Frey, voire Foccart, étaient informés de « l'approche » de Mehdi Ben Barka par les Marocains.

Outre le compte rendu des écoutes téléphoniques de la BCDRC à la DGSN, rapportées par Aimé Blanc, il faut savoir que la Préfecture de police avait aussi ses propres écoutes, à la BRI¹⁵⁵. Chose étonnante, à la même époque, les deux auraient enquêté sur le même personnage (Figon) et sur le même établissement suspect (La Résidence Niel), sans avoir eu connaissance des intentions des truands à l'encontre de Ben Barka ?

Mais que savaient-ils au juste tous ces hauts fonctionnaires et ministre ? Quel crédit donnaient-ils aux fanfaronnades de Figon qui leur avaient été rapportées ? Certains pensaient qu'il s'agissait peut-être d'un enlèvement du style de celui d'Argoud ?¹⁵⁶ Que la disparition de ce « trublion », pas ou peu connu d'eux, sinon comme exilé et ennemi du roi Hassan II, ne posait aucun problème ? Ils ont donc laissé faire...

Le cas Georges Pompidou

En ce qui concerne les responsabilités du Premier ministre, je ne citerai que le dire du Général de Gaulle à Alain Peyrefitte, relaté par celui-ci :

Du côté français, il y a eu des flottements. Le SDECE a flotté. Matignon a flotté. Il y a eu des négligences. (...) Pompidou n'a pas tenu en main des services qui dépendaient directement de lui. Il dit qu'il n'a jamais aimé les histoires de barbouzes, d'espionnage et de filature. C'est bien joli de ne pas vouloir se salir les mains, mais du coup, c'est l'État qui est sali. Des services spéciaux, il y en aura tant qu'il y aura des États. S'il ne voulait pas s'occuper du SDECE, il n'avait qu'à me le dire, et je le lui aurais retiré. C'est d'ailleurs ce que je vais faire. Tant pis pour lui si ça apparaît comme une sanction. Il faut toujours tirer les leçons des réalités et fixer les responsabilités¹⁵⁷.

154. Cf. supra : sa lettre adressée, lors du premier procès, au président Pérez.

155. Mémoire de Le Roy Finville au Conseil d'État (page 16) remis au juge Ramaël lors de son audition, le 20 décembre 2006. Voir infra.

156. Il a été de notoriété publique (Cf *L'Express* du 14 mars 1963) que Frey avait donné des directives aux services secrets compétents pour enlever Argoud. Le ministre a intenté un procès en diffamation contre la revue qui n'a jamais vu le jour...

157. Le 5 janvier 1966. *C'était de Gaulle*, op. cité. Tome II, page 453.

Les agents du SDECE

Une amie de Figon écrit au juge Zollinger¹⁵⁸ : « Georges vivant et vidant son sac, Caille et Lemarchand ne pouvaient plus atteindre leur objectif qui était de dégager le ministre de l'Intérieur et leur propre responsabilité... en faisant prendre au SDECE toute la responsabilité de l'affaire... ».

En revanche, Papon, auditionné deux jours auparavant, déclarait, lui, au juge : « Le SDECE ne nous avait à aucun moment fait part que des menaces pesaient sur M. Mehdi Ben Barka ». Et tous les chefs de la Police étaient unanimes pour déclarer que, si le SDECE avait donné connaissance des informations qu'il détenait, les mesures nécessaires pour assurer la protection de Ben Barka auraient été prises. En bref, cherchez les responsables du crime ailleurs que chez nous ! Mais, n'étaient-ils pas tous un peu embarrassés parce que deux inspecteurs sous leurs ordres avaient participé à l'enlèvement de Ben Barka et qu'ils avaient eu, antérieurement au rapt, des informations par Figon ?

Me Yves Jaffré écrit pour sa part¹⁵⁹ : « Au début d'octobre 1965, les services de contre-espionnage français étaient en possession d'un dossier complet sur les projets d'enlèvement de Ben Barka (...). Ses services proposèrent aux Marocains de superviser les opérations (...). Ainsi, chose extraordinaire, un enlèvement fut commis en plein Paris alors que les services officiels français non seulement en avaient été avertis, mais en avaient été les protagonistes ». Les propos de l'ancien conseil d'El Mahi¹⁶⁰ sont précis. Il n'en apporte pas la preuve pour autant¹⁶¹. Le Service de contre-espionnage ou des agents de ce Service sont-ils effectivement impliqués dans *l'Affaire* ?

Il est certain que l'enlèvement de Ben Barka a été ourdi par les Marocains avec la complicité de Lopez – un HCI du SDECE – et quatre truands, ayant déjà œuvré avec les Services secrets français, en possession de « cartes tricolores » ! Mais quel a été le rôle de la Maison elle-même ? Il est établi que son directeur, le général d'aviation Jacquier, gaulliste bon teint, ignorait tout de cette affaire, avant que la disparition de Ben Barka lui soit signalée dans l'après-midi du 31 octobre¹⁶². Il reste

158. Le 17 février 1966 (lettre anonyme).

159. *Les Grandes Affaires Judiciaires du XX^e siècle*. Ed. de Paris 2000 (*L'Affaire Ben Barka*, pages 44/45).

160. En ce qui concerne El Mahi, Me Jaffré a toujours pensé qu'il était innocent – comme les jurés l'ont admis.

161. A la lecture du livre de mon confrère, j'ai été frappé par cette affirmation. Je l'ai donc rencontré et interrogé. Il m'a répondu : « Je ne peux vous fournir de preuves, mais j'ai la conviction de ce que j'avance ».

162. Lettre du 28 janvier 1966 au juge Zollinger : « Je réaffirme que je n'ai pas été informé d'un projet d'enlèvement de M. Ben Barka antérieurement à son exécution ».

donc les agissements de certains agents, voire de certains Services du SDECE. Une question se pose d'emblée : avait-il été convenu entre les Services marocains et ces agents français que des agents marocains, aidés de « truands » français, devaient venir prendre livraison de Ben Barka et le ramener vivant au Maroc ? Le cas échéant, à quel niveau s'est alors arrêté cette « complicité active » pour ce « retour de force » ? Quelles étaient par exemple les personnalités qui ont rencontré Oufkir le 21 avril 1965 au Crillon ? Quel a été l'objet de la réunion ? Ou, bien informés, ces agents ont-ils laissé faire, manifestant une incontestable « complicité passive » ?¹⁶³ Ou bien, plus ou moins bien informés par Lopez, ont-ils laissé aller l'opération se réaliser simplement par négligence coupable et carence à l'intérieur des Services ?

Situons en premier lieu le personnel du SDECE à l'époque. Nombre de ses agents sont d'anciens « serviteurs de la IV^e République », membres de la SFIO de tendance Robert Lacoste¹⁶⁴, recrutés ou conservés à leur poste par l'ancien directeur, le général Grossin, et d'anciens officiers sympathisants de l'OAS. Les uns et les autres, partisans de l'« Algérie française », antigaulistes, reprochent à de Gaulle d'avoir « perdu l'Algérie pour la France » trois ans auparavant. Ils n'ont, en même temps, aucune considération pour Ben Barka qu'ils considèrent comme un « dangereux révolutionnaire marqué par le marxisme »... que le Général allait à nouveau recevoir – ce qu'il fallait empêcher – pour évoquer la Tricontinentale ! Or, les atlantistes de la SFIO – pour certains proches de la CIA – sont aussi hostiles à la politique tiers-mondiste du Général... Ainsi, certains agents, après la disparition de la scène politique de Ben Bella, ne voient pas d'un mauvais œil celle de Ben Barka. La France est à la veille d'une élection au pouvoir suprême. Pourquoi négliger ce moment pour abattre le Général ou au minimum lui planter une épine dont il ne se relèverait pas ? Faire « d'une pierre deux coups », l'un en faveur du roi du Maroc, l'autre contre de Gaulle ! Le Général avait placé le général Jacquier à la tête du SDECE avec mission de « nettoyer les écuries d'Augias ». Mais, conseillé, peut-être par son directeur de cabinet le colonel Marienne alias Morvan, un « vieux » de la Maison, il n'avait rien fait...

Il faut se souvenir que les relations entre Oufkir et le représentant du SDECE à Rabat ou plutôt l'un de ses collaborateurs, le capitaine Jarry,

163. Mon confrère Bruguier résuma bien la situation lors de sa plaidoirie : « Bref, tout s'est passé comme si l'on s'attendait à voir Mehdi Ben Barka resurgir au Maroc, par exemple, pour un procès public, comme s'il n'y avait donc pas trop manière à s'émouvoir. (...) (Mais) l'enlèvement s'est terminé en assassinat (...). A partir de là, c'est la panique. Jusqu'où l'affaire plonge-t-elle ses racines ? »

164. Gouverneur général de l'Algérie de février 1956 à 1958.

sont anciennes¹⁶⁵. Une note (257) trouvée au dossier « Messmer » précise : « C'est en septembre 1959 – au moment où s'affirme l'opposition marocaine d'extrême gauche (scission PI et création de l'UNFP) – que les contacts du capitaine Jarry avec Oufkir vont prendre un tour nouveau et devenir exclusifs au Service. Oufkir demande l'aide de l'ambassade, sous forme de fournitures rigoureusement clandestines de renseignements, permettant au Palais de lutter contre les dirigeants de l'UNFP, de l'UMT et du PCM (parmi lesquels figuraient en bonne place Mehdi Ben Barka). (...). Le Directeur général du SDECE donne son accord le 14 septembre, à la condition qu'Oufkir s'engage à fournir des renseignements sur le FLN. (...) Jusqu'à la fin de 1960, Oufkir fournira au Poste un certain nombre de renseignements sur les trafics d'armes au profit du FLN (...) ».

Pareilles considérations, incontestables, ne prouvent pas pour autant la complicité directe de ces agents !

Ainsi, dans une lettre au Premier ministre¹⁶⁶, Jacquier rappelle « qu'avant son enlèvement, la personne physique de Mehdi Ben Barka ne concernait pas le Service. (...) Si l'enlèvement avait eu lieu en Suisse, en Egypte, etc. le SDECE aurait enregistré l'événement et recherché les incidences politiques (...) sur la politique intérieure marocaine. (...) Le Service n'a pas alerté les autorités gouvernementales françaises de l'existence d'un projet d'enlèvement en France, a fortiori de l'imminence de son exécution, parce qu'il ne possédait pas d'informations lui permettant d'atteindre une telle conclusion ».

Dans une « Etude critique des informations fournies par Lopez »¹⁶⁷, rédigée après le rapt, le SDECE prétend d'ailleurs : « que Ben Barka était menacé depuis plusieurs années, mais pas plus que tous les chefs d'État – notamment ceux du Tiers-monde – et les chefs de l'opposition. Le Service reçoit très souvent des bribes d'information concernant des projets d'enlèvement ou de complots, vrais ou faux (...) en vue d'intoxiquer l'opinion ou de faire peur aux intéressés ». À propos de la note du 17 mai, et du projet de « récupération de Ben Barka », le SDECE relève dans la même étude : « Lopez confirme ainsi la mission confiée au général Oufkir au mois d'avril 1965, qui, **sur ordre du Souverain** (souligné par l'auteur) est d'entrer en contact avec Ben Barka. Mais que fallait-il entendre par « récupération » ? Est-ce une récupération physique pour empêcher Ben Barka de poursuivre ses activités hors des frontières marocaines ? Est-ce une récupération politique en vue de faire participer

165. Ils ont pour origine une amitié née sur les bancs de l'école et renforcée par l'appartenance à une même unité combattante durant la campagne d'Italie.

166. Du 13 janvier 1966. Déclassifiée le 10 janvier 2000.

167. Déclassifiée le 12 novembre 2004.

l'opposition au Gouvernement marocain ? (...). Lopez a précisé in fine que le général Oufkir « n'a pas hésité à lui confier le désir des dirigeants marocains de mettre fin à la position de Ben Barka suivant des procédés non orthodoxes ». Sans doute cette information est-elle plus précise, mais elle n'exprime qu'un désir du Gouvernement marocain. Et par quels moyens ? (...). Il était impossible de comprendre qu'il s'agissait de supprimer physiquement le leader en exil ». Et l'étude de conclure : « On peut dire qu'en aucune manière, les informations fournies par Lopez ne pouvaient permettre au Service de déduire qu'un projet d'enlèvement en France de Ben Barka était en préparation et, a fortiori, que la source ait pu se trouver mêler à un tel projet ». De même, « à aucun moment, Lopez ne laisse entendre qu'il est question de supprimer Ben Barka ».

C'est la défense officiellement soutenue par le Premier ministre, Georges Pompidou, à l'Assemblée nationale¹⁶⁸ : « (...) Tous les documents du SDECE ont été repris un par un. Dans aucun, à aucun moment, sous aucune forme, ne figurait la moindre indication permettant de croire qu'une menace quelconque pesait sur le malheureux Ben Barka ». C'est tout de même une lecture un peu spécieuse des documents dont s'agit !

Un autre document ajoute d'ailleurs : « Si le projet se précisait – rapports des 17 mai et 22 septembre, 8 et 12 octobre – il ne faut pas oublier que Ben Barka n'était ni réfugié politique en France, ni domicilié, et n'y faisait que de très courts séjours. S'il devait y avoir un enlèvement, il se ferait plutôt en pays étranger ».

Explications, certes, plausibles. Il n'en reste pas moins que les Services du SDECE – s'ils sont de bonne foi ? – n'ont pas fait une exacte appréciation des dangers courus par le leader marocain. Ils en avaient été informés. Ils ne l'ont pas prévenu ou fait prévenir. Or, la Maison avait déjà eu vent, quelques mois auparavant, qu'il se tramait quelque chose contre lui. Dès janvier 1964, Foccart avait demandé des vérifications sur ce point¹⁶⁹ à Jacquier, qui lui avait répondu : « Les renseignements que détient le Service sont peu nombreux et sans lien apparent. **Ils n'en constituent pas moins des indices valables** (souligné par le SDECE) : 1/ Au début de décembre 1963, Ben Barka a fait état des craintes qu'il éprouvait auprès de ses amis politiques français (...). 2/ Le capitaine Ahmed Dlimi, chef de cabinet du général Oufkir (...) a séjourné à plusieurs reprises en Suisse (...). 3/Au début de janvier, le général Oufkir, Directeur de la DGSN, a demandé au Poste du Service à

168. Le 6 mai 1966.

169. « Le général Oufkir aurait des projets d'enlèvement de Ben Barka. Avons-nous des renseignements à ce sujet ? ». 21 janvier 1964. Réponse du général Jacquier du 22 janvier 1964.

Rabat, l'adresse de Ben Barka (...) ». Selon une note, trouvée au dossier Messmer¹⁷⁰, il est précisé :

« Indépendamment des B.R. des 17 mai et 22 septembre 1965, (...) le SDECE détenait (donc), au service de contre-espionnage, des informations relativement précises sur des projets d'enlèvement de Ben Barka à l'instigation du général Oufkir et de ses services. Ces informations avaient été communiquées à M. Foccart le 22 janvier 1964 « en réponse à question posée ». **Il ne semble pas, par contre, qu'elles aient été transmises aux services de police** (souligné par l'auteur). Seuls, le général Jacquier, le chef du C.E. et certains collaborateurs de ce dernier ont eu connaissance, avant le 4 mars 1966 de ces éléments de dossier ». Le 4 mars 1966, il en a été rendu compte au Directeur de la recherche, puis au Général Guibaud (...) qui aurait ordonné de ne pas en informer le cabinet du ministre des Armées ».

Le 21 avril 1965, Oufkir lui-même a tenu à une réunion à Paris au Crillon avec des « amis français ». La note de service révélée à l'audience par Beaumont-Bertrand recouvrait-elle les dires d'Oufkir à ses interlocuteurs ?¹⁷² Une note manuscrite du 30 avril, dressée par la suite par le « comité de lecture du SDECE »¹⁷³, semble significative, voire troublante : « (Section II A – III A) Le roi aurait vraiment chargé Oufkir d'une telle démarche ? Confirmé par VII ». Le comité conclut : « Le secteur persiste et s'engage. Il s'agit certainement d'une mission importante pour que le ministre de l'Intérieur s'éloigne une semaine du Maroc en ce moment »... Beaumont a été interrogé par le président Pérez en février 1967¹⁶¹. Il a évoqué cette date du 30 avril, mais sans donner toutes les précisions ci-dessus ! Et il a ajouté : « Plusieurs mois après, exactement le 23 septembre, M. Leroy m'a adressé un rapport en communication (...) et je n'ai plus entendu parler de M. Ben Barka jusqu'au jour où j'ai appris son enlèvement ».

Le SDECE, au demeurant, ne peut se prétendre de bonne foi lorsqu'il avance, dans une lettre de Jacquier au Premier ministre en janvier 1966, in fine¹⁷⁴ : « Le service avait recueilli d'autres informations, précises et recoupées, selon lesquelles S.M. Hassan II avait la ferme intention de constituer un gouvernement d'union nationale auquel l'opposition serait invitée à participer ». Méconnaissance de la réelle situation politique au Maroc à l'époque ou défense pro domo après le drame ? La réalité était tout autre,

170. Du 12 juillet 1968.

171. Voir supra.

172. D 40875 A déclassifiée le 12 novembre 2004 (jointe au dossier à D 2019).

173. Le 16 février 1967.

174. Lettre du 13 janvier 1966, déjà citée.

je l'ai bien montré. Une fiche antérieure¹⁷⁵, trouvée dans le dossier « Messmer », indique d'ailleurs : « S'il y avait effectivement dialogue Palais-UMT, l'on ne saurait parler d'un contrat Palais-UNFP. Notre note d'information diffusée le 24 avril sous le titre « L'UNFP et Hassan II » démontre au contraire que les propositions du souverain marocain étaient considérées comme vides de sens par la gauche marocaine ».

Entendu par le juge Ramaël¹⁷⁶, Pierre-Henri Pascal, chargé de mission au cabinet du ministre des Armées, Pierre Messmer, qui, dès la décision de rattachement du SDECE à ce ministère, s'était vu confier la tâche de conduire l'enquête sur l'implication du SDECE dans l'affaire Ben Barka, analyse ainsi le dossier qu'il a constitué :

« L'examen de l'ensemble des pièces montre que l'expression du Général de Gaulle : "Il n'y a rien que du subalterne", me paraît un fait totalement vérifié. Ce dossier fait la preuve que l'implication du SDECE dans cette affaire résulte seulement du comportement d'une équipe totalement pervertie et de la défaillance du commandement. Celui-ci a été incapable de communiquer des informations recueillies dans les années précédentes sur des hypothèses d'enlèvement de Mehdi Ben Barka, ni aux autorités de police, ni aux autorités politiques ».

Leroy-Finville

Le plus visé, et le seul du SDECE poursuivi devant les Assises. Il a été acquitté. Il a défendu son innocence en évoquant de nombreux arguments : il a prétendu « qu'il n'était pas spécialiste des questions marocaines ». Pourtant une partie de ses activités avait rapport avec ce pays : vers 1950, il avait été chargé d'aménager un très gros centre de renseignements sur l'Afrique tout entière à Casablanca. (Dans lequel on peut aussi retrouver l'œil de Foccart...). Cela dit, il a toujours précisé que ses missions étaient strictement sans rapport avec l'affaire Ben Barka. Mais, il est allé aussi au Maroc avec Lopez... Il connaissait ainsi bien des personnalités mêlées à *l'Affaire*. C'est lui qui, le 2 novembre, a fait connaître à Jacquier la présence d'El Mahi à HEC. Comment le savait-il ?

Sans doute avait-il gardé des contacts avec lui depuis le déjeuner rue Oberkampf, au printemps ?

C'est lui qui charge un de ses agents¹⁷⁷, début octobre 1965, de retenir une chambre pour Mme Oufkir à l'hôtel Vernet dans le 16^e... Il est certain

175. Du 24 décembre 1965.

176. Le 10 mars 2008.

177. Audition François Giacommo par le SDECE, le 15 février 1966.

qu'il attachait le plus grand prix à l'amitié de Lopez avec Oufkir ; qu'il encourageait ses ambitions marocaines. Mais, dit-il : « pour ménager les avantages qui pouvaient en résulter pour le Service »¹⁷⁸...

Il a rappelé aussi que, « son Service était chargé de la recherche de renseignements par des moyens spéciaux (...), mais que l'étude, l'interprétation et l'exploitation des renseignements recueillis, étaient dévolues à d'autres Services spécialisés géographiquement »¹⁷⁹. Ainsi, Lopez était chargé, sans plus selon lui, de « surveiller les passages de Mehdi Ben Barka, à Orly, dans le cadre de l'objectif plus global de la Tricontinentale ». Et de donner, comme exemple, « les documents, relatifs à la réunion préparatoire de la Conférence pris en septembre 1965 par son HCI, dans la serviette de Chtouki de retour du Caire, et photographiés ».

Il s'est défendu, sur le plan de renseignements plus généraux, en affirmant « qu'il n'avait jamais demandé à Lopez d'exercer une mission particulière relative à Ben Barka »... Mais, il lui a fait le reproche, par la suite, de l'avoir informé « juste assez pour prétendre avoir agi dans le cadre de sa mission d'information concernant les Marocains » ! Il a même répliqué aux avocats de la partie civile, au premier procès, que Lopez n'était pas sous ses ordres, car un HC n'est pas rémunéré ! Là, il est allé un peu loin : c'était une fausse réponse, nous le savons désormais, puisque le SDECE lui versait une indemnité mensuelle de 500 francs depuis le mois de juin 1961 !

Dans son recours devant le Conseil d'État – sans succès pour autant – il a mis en cause « MM. Beaumont et Morvan, qui avaient leur responsabilité engagée dans cette affaire »¹⁸⁰. C'est vraisemblable. Mais, il n'a pas expliqué en quoi ! Déjà au premier procès Le Roy et Beaumont s'étaient affrontés âprement, essayant de rejeter l'un sur l'autre la responsabilité de leurs fautes respectives. À l'audience du samedi 1^{er} octobre 1966, Le Roy excédé avait ainsi lancé une insinuation prometteuse... Mais, le lundi matin, il avait repris son sang-froid et n'avait strictement rien dit de plus !

Selon lui,

« toute cette affaire n'aurait pas pu avoir lieu si les Services, responsables du contrôle des noms aux fichiers, les avaient effectués, comme ils devaient l'être (...). Tous les noms cités (Ben Barka, Figon, Bernier, Chtouki, Lemarchand, Dlimi...) auraient dû faire l'objet d'un criblage aux fichiers nationaux auxquels le SDECE avait accès. Et seuls les services auxquels mes rapports étaient adressés en avaient le pouvoir. (...) Si ces formalités avaient été accomplies, nul doute que l'association des

178. P.V. d'interrogatoire du 11 mars 1966.

179. Même P.V. page 3.

180. Pages 2, 3, 6, 8 et 10.

personnes ou individus cités ci-dessus ait déclenché une enquête, soit auprès de l'informateur, soit par l'intermédiaire d'un Service spécialisé du SDECE ou de la Police ».

Il écrit au juge Zollinger pour protester contre son maintien en détention et affirme :

« Ceux qui se sont abstenus d'étudier et d'exploiter les rapports que je leur avais transmis, se trouvent, en raison de leur abstention, directement responsables de la disparition de Ben Barka ».

C'est en effet une grave faute du personnel du Service ad hoc ; une carence qui ne s'explique guère, sinon dans le cadre d'une « complicité passive » de certains Services de la Maison.

Finville a aussi révélé « deux faits authentiques qui ont toujours été tenus secrets », pour, selon ses dires, « comprendre l'affaire Ben Barka et par suite l'attitude de Lopez et des individus y ayant participé :

« 1/ Ben Barka a été un objectif du Service Action : J'ai suivi, à titre d'observateur (...) la mise en place de la Mission (de ce Service) qui devait parvenir à la neutralisation de Ben Barka. J'ignore ce qu'il est devenu de cette Mission qui se déroulait pendant la guerre d'Algérie.

2/ Il est exact que pour l'accomplissement de telles missions, des "truands", comme on les a appelés au cours du procès, étaient sollicités (...). Ils ont été utilisés, et notamment au Maroc¹⁸¹ et il est significatif que parmi eux se trouvaient justement Jo Attia et Boucheseiche. Il est non moins significatif que Lopez était à l'époque chef d'escale de la Cie d'Aviation Chérifienne au Maroc. (...). Voilà comment on peut expliquer aujourd'hui la collusion de Lopez avec les « truands », collusion qui m'a toujours été soigneusement cachée par Lopez ».

Mais, toujours dans ce recours, ces dires sont pour le moins dubitatifs lorsqu'il affirme¹⁸² : « À l'époque de l'affaire, l'intervention de Lopez était devenue très épisodique, car il avait été muté de Service (...) et, surtout, depuis plusieurs mois, il était passé, sur ordre formel du Gouvernement, au service de la Préfecture de Police. » Là encore, il a la mémoire courte. Il « oublie » que le 26 juin 1965 encore, il écrivit au général Jacquier un éloge de Lopez, un encouragement à ce qu'il maintienne tous ses contacts avec le Maroc, car il était « une source de rensei-

181. En 1955, voir supra.

182. *Mémoire* de Le Roy Finville au Conseil d'État (page 8) remis au juge Ramaël lors de son audition le 20 décembre 2006.

gnements importants ». Il « oublie » tous les rapports que lui a remis Lopez, toutes les conversations téléphoniques qu'il a eues avec lui depuis le printemps 1965 ! Il essaye tout simplement d'accuser les Services de police... qui l'ont antérieurement accusé ! Au cours du premier procès¹⁸³, il ira jusqu'à affirmer : « (...) Je n'ai pas à donner des ordres à Lopez. Celui-ci n'est pas à mon service. Il n'est qu'un informateur que nous utilisons ». Ce qui lui vaudra la réplique de l'HCI : « Je suis un agent de Le Roy. On pouvait disposer de moi de jour et de nuit ».

Autre fait intéressant¹⁸⁴ Le Roy Finville signale qu'un de ses collaborateurs lui avait remis un dossier résultant d'écoutes téléphoniques de la Préfecture de police :

« Il s'agissait d'écoutes très nombreuses desquelles il ressortait qu'un Ministre (important) entretenait des relations très étroites avec une certaine Marcelle R. au domicile d'un certain Jo Ohana. (...) Je ne doute pas que ce Service ait enregistré tous ces faits et, comme elle le fait d'une façon systématique, fiché tous les participants cités dans les écoutes. Or, si on veut bien se rappeler, et nous l'avons appris au cours du procès, Ben Barka était descendu chez M. Jo Ohana. Comment expliquer, dès lors, qu'aucune relation de cause à effet n'ait été faite et que lorsqu'on a décidé d'appeler cette personne en témoignage, elle était déjà rendue ... en Amérique. Erreur, omission, ou impéritie ? (...). La Préfecture de police disposait de tous les éléments suffisants pour mener à bien ses investigations. (...) Mais, qu'on veuille bien se souvenir : – que le Gouvernement avait déclaré que les “écoutes téléphoniques n'existaient pas” ; – que les barbouzes n'existaient pas »...

Lors d'un interrogatoire par le juge Zollinger, Le Roy Finville a rappelé ses notes des 17 mai et 22 septembre, transmises au Service compétent à la suite des informations reçues de Lopez, et il a précisé : « (...) Il ne m'a pas été donné d'accusé de réception et on ne m'a plus parlé de ma note. Cependant, j'ai appris après les faits que mon Chef direct (Beaumont) l'avait estimée suffisamment importante pour en transmettre une photocopie au Service chargé des relations avec la Police. Que je sache, **ce service n'a pas jugé utile de prévenir la Sûreté nationale et la Préfecture de police, pas plus que les Affaires étrangères ou le Cabinet du Premier ministre**¹⁸⁵ ». (Souligné par l'auteur). Le nouveau directeur du SDECE, le général Guibaud, devait indiquer au juge d'instruction « qu'il n'est pas dans les règles du Service d'adresser un

183. Audience du 16 septembre 1966.

184. *Mémoire* de Le Roy Finville au Conseil d'État (page 16), idem. Fait évoqué supra.

185. P.V. d'interrogatoire du 11 mars 1966, page 5.

accusé de réception ». Mais, il a gardé le silence sur le devenir de la note adressée au Service des relations avec la police¹⁸⁶ ! N'est-ce pas là encore, la preuve de la défectuosité de certains Services, ou plus vraisemblablement, de leur « complicité passive ». Nous savons, en revanche, que le général Jacquier, pour sa part, n'a eu connaissance de ces notes qu'après l'enlèvement¹⁸⁷ !

Une telle double carence est d'autant plus inexplicable que le SDECE : « n'ignorait pas que Ben Barka avait été victime, en novembre 1962, au Maroc, d'un accident de voiture que certaines rumeurs attribuaient à un attentat perpétré par les Services de la DGSN dirigés par Oufkir. Que, d'autres informations, non recoupées, faisaient état de craintes éprouvées par Ben Barka pour sa sécurité, ainsi que d'une tentative d'enlèvement à Genève »¹⁸⁸. En effet, si les Services de police n'étaient peut-être pas très bien renseignés sur Ben Barka – ce qui serait pour le moins étonnant –, il n'en était pas de même du SDECE qui détenait un dossier très complet sur lui. On trouve ainsi dans les pièces déclassifiées une Fiche de 40 pages¹⁸⁹, relatant tous les déplacements, rencontres et diverses responsabilités, tant au Maroc qu'en France ou dans chacun des pays où s'est rendu Ben Barka, de 1954 à 1965, année par année, mois par mois, souvent jour après jour ! Pour la dernière année, 25 déplacements sont signalés, dont les deux rencontres au Caire et à Genève. Et, in fine, : « 12 octobre : Figon s'interroge sur le rôle que Chtouki lui a fait jouer au Caire ». « 29 octobre : Ben Barka enlevé à Paris ». Étonnement nous ne retrouvons plus aucune information, par la suite, quant à la « disparition » de Ben Barka ! Faille du système ou volonté délibérée de cacher une issue, imprévue peut-être mais connue ?¹⁹⁰

On y trouve aussi, une fiche sur « El Mehdi Ben Ahmed Ben Mohamed Ben Barka dit Mehdi Ben Barka » ; une analyse des informations le concernant reçues depuis janvier 1963 ; une étude critique des informations fournies par Lopez (dont j'ai déjà fait état) et un historique

186. Audition du général Guibaud le 9 mars 1966, page 3.

187. Auditionné par le juge Zollinger le 20 décembre 1965.

188. Audition du général Guibaud le 9 mars 1966, page 3.

189. Fiche du 8 janvier 1966 et autres documents concernant Ben Barka déclassifiés le 10 janvier 2000.

190. Rien, et pour cause, des dires de Figon à Lopez, le 10 octobre, rapportés le lendemain à Finville. À ce sujet, Lopez fera le commentaire suivant au juge Pinsseau, le 26 janvier 1976 (c'est-à-dire après sa sortie de prison...) : « Le Roy-Finville fut ainsi informé des intentions de Figon et en fit un rapport à son service avec beaucoup de retard et peut-être même après l'enlèvement de Ben Barka. C'est là que se situe l'attitude extrêmement étrange de Finville, qui ne fit point rapport à ce sujet, ni au sujet de mes appels téléphoniques ultérieurs (...). Son attitude faite de négligences ou de calculs, je ne sais exactement, a fait déraiser cette affaire, et n'a pas peu contribué à me faire attribuer des responsabilités qui n'étaient pas les miennes ».

de sa vie politique de 12 pages¹⁹¹. J'y relève deux annotations importantes : « Lorsque éclatent les événements de Casablanca, il est aussitôt mis en cause, tant il est vrai qu'on ne prête qu'aux riches. Mais il apparaît assez vite que l'« explosion » ne peut lui être imputée » (page 9). Et, « Mehdi Ben Barka apparaît bien comme un révolutionnaire de classe internationale. Cet agrégé de mathématiques (?), fortement marqué par le marxisme, a su utiliser le sentiment national pour tenter d'établir au Maroc une société socialiste. Il n'a jamais reculé devant aucun moyen et l'organisation terroriste marocaine qui était à ses ordres se montra sans pitié (...) ». Et encore : « Toujours abondamment pourvu de moyens financiers, en contacts suivis avec tous les régimes se réclamant de l'idéologie marxiste, il a mené une action efficace en particulier sur l'Afrique. Le rôle qu'il s'appropriait à jouer à La Havane, en dirigeant les travaux de la Conférence des Trois Continents, tendrait à prouver que Mehdi Ben Barka a joué un rôle important dans l'entreprise marxiste de subversion mondiale » ! (page 12).

Avoir suivi le leader marocain, pas à pas, depuis plus de dix ans – et encore le 29 octobre (un inspecteur des RG était présent boulevard Saint-Germain) – pour « apprendre » par la suite son enlèvement, sans réagir sur l'heure, établit bien là encore pour moi la « complicité passive » des Services de police et des Services de renseignement. Le ministre des Armées aura pour toute réponse au juge Zollinger¹⁹² : « Aucune information préalable n'est parvenue au SDECE concernant l'arrivée à Paris de Mehdi Ben Barka et du général Oufkir les 29 et 30 octobre. En toute hypothèse, il n'appartenait pas au SDECE de prendre des mesures de sécurité à l'égard de ces deux personnes, les mesures de protection ou de surveillance n'étant pas de la compétence de ce Service ».

Concernant toujours le Roy-Finville une question se pose. Qu'a-t-il fait le 29 octobre au matin ? Selon son chauffeur¹⁹³, il l'a pris à son domicile aux environs de 9 h pour le conduire à Orly – en vue de préparer le retour de Jacquier du Portugal à 11 h 40 ! – puis, de 9 h 30 à midi, il « ignore totalement ce qu'il a fait et où il a pu aller. À midi, il était seul et il m'a demandé de le conduire dans un petit restaurant à Athis-mons. J'y ai pris aussi mon repas, mais dans une salle différente ». Finville a répondu au juge Zollinger¹⁹⁴ : « Je n'ai pas trouvé Lopez à son bureau. En son absence, j'ai demandé à un autre de nos agents, M. Plagias – chef du fret à Air France – de m'accompagner pour les préparations habituelles. Entre dix heures et demie et 11 heures sont arrivés le colonel de l'État Major et un

191. Déclassifiée le 10 janvier 2000.

192. Le 12 mai 1966.

193. Lettre du 15 février 1966 au scellé n° 2, joint au dossier « Messmer » délivré en 2007.

194. Interrogatoire du 13 mai 1966.

capitaine du cabinet du général Jacquier. L'accueil du général s'est fait d'une façon normale. J'ai pris congé (...). J'ai raccompagné M. Plagias à son bureau. Ensuite, nous sommes allés déjeuner ensemble au restaurant *La Chaumière* à Athis-Mons. Monsieur « Jacques » a partagé ce repas avec nous (...) ». Finville n'a pas précisé au juge les noms du colonel et du capitaine... Or, une chronologie des événements, dressée par le SDECE, révèle : « Vers 11 h arrivent à Orly le colonel Mercier et le capitaine Luizet. Ils rencontrent Le Roy et restent avec lui jusqu'à 12 h 15 »¹⁹⁵. Le colonel André-Marcel Mercier dit Mareuil ? C'est le chef de « *La Main Rouge* », cette organisation secrète « bénéficiaire d'une large indépendance, sous la vigilante tutelle du SDECE »¹⁹⁶, chargée de la liquidation de dirigeants maghrébins, voire de Français favorables au FLN algérien... Quel a donc été l'objet de leur discussion pendant plus d'une heure ? Certes, un ancien de *La Main rouge* aurait dit par la suite¹⁹⁷ : « Toute cette affaire est une honte. On nous aurait demandé à nous de traiter le cas de Ben Barka, rien de tel serait arrivé. Nous étions des professionnels pas des voyous ». Mais cela ne change rien quant à la rencontre Finville-Mercier... D'autant qu'un ancien de la Maison, Thyraud dit de Vosjoli, accuse le colonel Mercier, dans ses mémoires¹⁹⁸ parues aux États-Unis, d'être à l'origine de l'enlèvement de Ben Barka et cela à la demande de Chtouki ! Toutefois, « *Le Canard enchaîné* » donnant l'information¹⁹⁹ pose la question : « Vrai ou faux ? On n'en sait rien ».

Par ailleurs, une note manuscrite²⁰⁰, sans précision de l'origine, indique : « Le 29 octobre 1965, Le Roy Finville aurait déjeuné avec trois convives (il n'a fait part que de deux) au restaurant *La Chaumière* à Athis-mons. Au cours du repas, il aurait quitté la table par trois fois pour téléphoner à Lopez. Dans le même temps, celui-ci cherchait à le joindre au SDECE (message de Don Pedro à Thomas). Un relevé des écoutes téléphoniques de *La Chaumière* permettrait de retrouver la matérialité de ces coups de fil ». Le SDECE a-t-il fait effectuer des recherches à l'époque ? J'en doute.

Indépendamment des poursuites judiciaires, une enquête administrative interne a été commencée par le général Jacquier. En effet, il avait été

195. Chronologie des faits rédigée par le Service de Sécurité du SDECE le 21 novembre 1965. Fait étonnant cette note ne mentionne pas l'arrivée de Jacquier du Portugal à 11h 40 ! Finville ne l'aurait-il pas accueilli, malgré ses dires ?

196. *La Main rouge*. Antoine Méléro, op. cité, page 28.

197. Idem, page 78.

198. En 1970, aux éditions « Little Brown » sous le titre *Lamia*, (son nom de code au SDECE), page 325.

199. Le 25 novembre 1970.

200. Datée du 23 mars 1966, trouvée au scellé n°2, joint au dossier « Messmer ».

201. Audition n°1 de Finville le 22 novembre 1965, page 1. Déclassifiée le 12 novembre 2004.

dit au « patron » du SDECE²⁰¹ – on ne sait par qui – « qu’au Ministère de l’Intérieur on pensait que : 1°/ le Service était au courant de l’enlèvement. 2°/ avait couvert l’opération. 3°/ avait donné son feu vert à l’exécution ». Au cours de cette enquête, Le Roy Finville a clamé son innocence²⁰² : « J’affirme que le SDECE, le Service VII et M. Finville n’ont jamais participé, ni de près, ni de loin à cet enlèvement. J’en fais le serment le plus grand ». Un peu auparavant, le Directeur général lui avait posé la question²⁰³ : « Sachant ce que vous saviez (...), il y avait vraiment déjà quelques indices assez importants sur les intentions des Services marocains de s’emparer, de supprimer Ben Barka. Je m’étonne que ce sentiment-là vous l’ayez conservé pour vous, et que vous n’ayez pas alerté le Service III/A, voire même le Directeur de la recherche, parce que maintenant avec l’événement qui est arrivé... ». La réponse de Le Roy Finville me paraît significative : « Ça change tout.... J’aurais dû rendre compte, je l’avoue. Mais il y a une chose à laquelle je n’aurais jamais songé, c’est que Ben Barka vint en France (...). C’est ça le problème pour moi ». Finville laisse ainsi clairement entendre qu’il s’est désintéressé des « intentions des Services marocains »... hors de France ! Du moins le dit-il pour tenter de se dédouaner.

Une fiche émanant du Service IV/A²⁰⁴ va aussi dans le même sens : « Le BR du Service VII du 22 septembre ne nous a intéressés qu’à titre d’information, dans le sens où il complétait nos connaissances sur les activités de Ben Barka et les informations concernant son retour possible au Maroc (...) au cas où il reprendrait son action subversive passée contre la France, notamment en liaison avec le communisme » (sic !).

Une autre question est soulevée par Finville lui-même²⁰⁵ celle des « barbouzes » : « Je crois que c’est là que ça va se situer toute cette histoire-là... Lopez était très aimé de Ponchardier, mais je n’ai jamais su, et, par discrétion, je n’ai jamais cherché à savoir, quels étaient les liens qu’il y avait entre Ponchardier que j’aime beaucoup et Lopez. J’ai pu voir que M. Carcassonne (Leduc) qui est un autre personnage du dispositif parallèle, qui aime également beaucoup Lopez (...). Le midi, j’ai attendu M. Caille en prenant l’apéritif au Club des Saints-Pères (au Don Camillo) avec Carcassonne... ». Comment dès lors Finville a-t-il pu faire état dans son rapport du 22 septembre d’un nommée « Lemarchand non identifié », alors qu’il le connaissait, bien sûr, pour l’avoir rencontré à ce Club où Lemarchand tenait ses assises... et que Lopez lui avait fait savoir que

202. Idem, suite, page 8.

203. Idem, page 17 et 18.

204. Du 4 janvier 1966, déclassifiée idem.

205. Audition Finville n°1 du 22 novembre 1965, page 11 et 12, déclassifiée le 12 novembre 2004.

c'était l'avocat député qui lui avait été présenté à Orly ? Cela n'empêchera pas Finville d'affirmer lors de l'enquête²⁰⁶ « ... et puis on a cité M. Lemarchand, je ne le connais absolument pas... Je ne l'ai jamais vu » !

Interrogé par le juge Zollinger²⁰⁷, le général Jacquier a relaté concernant Le Roy-Finville : « Le Roy était l'officier traitant Lopez (...) il l'a recruté et tenu à être seul à le traiter. Lorsqu'un officier de police (Cre. Lebon) après l'enlèvement de Ben Barka a demandé (31 octobre à 12 h 45) s'il y avait un officier traitant de cette affaire, je considère que Le Roy n'aurait pas dû répondre par la négative, surtout qu'à ce moment-là il venait de recevoir un coup de téléphone de Lopez de Bellegarde. J'estime qu'il devait à ce moment-là, rendre compte à son chef direct, à défaut à son directeur de cabinet, et à défaut encore à moi-même. Nous étions tous trois à Paris avec possibilité de nous joindre à tout moment ».

Poursuivie par le général Guibaud²⁰⁸ (...), l'enquête « a révélé que M. Finville avait commis plusieurs infractions graves aux règles du Service, à savoir :

- une infraction aux règles de sécurité et de manipulation en développant des liens trop étroits d'amitié avec son informateur.

- le non respect de la « règle de compte rendu » qui exige que tous contacts, toutes informations recueillies auprès d'un informateur fassent l'objet d'un compte rendu écrit. Or, le 8 et le 12 octobre, M. Finville ne s'y est pas conformé – pas plus antérieurement pour le déjeuner rue Oberkampf avec Lopez, El Mahi et Chtouki !

- le non respect de la « règle du compte rendu immédiat » d'une information importante (notamment la communication téléphonique du 31 octobre de Lopez) ».

De fait, Finville ne révélera cette conversation que le 2 novembre dans la matinée au directeur de cabinet, Marienne (alias Morvan), puis au général Jacquier. À la remarque qui lui était faite : « Nous sommes le 2 novembre, vous avez ce renseignement depuis deux jours et vous n'avez pas prévenu qui que ce soit ! (...). Finville se contenta de répondre : « C'est entendu, mais je ne l'ai pas fait »²⁰⁹.

J'y ajouterai la note manuscrite du 22 octobre reçue par l'un de ses subordonnés, en vue d'établir un BR pour le secteur III A. Et, un double

206. Audition Finville du 22 novembre 1965, page 12.

207. Le 7 mai 1966

208. Note de service du 24 janvier 1966, déclassifiée le 12 novembre 2004.

209. Entretien du 12 février 1966 entre M. Marienne et M. Bistos. Marienne ajoute in fine « Pour revenir au cas Finville, quels mobiles ont pu le pousser à agir de la sorte ? (...). Certes il avait une ambition démesurée. (...). Son grade lui procure un revenu d'environ 5 millions d'A.F. par an. C'est confortable. Pourquoi aurait-il opéré pour de l'argent ? Existe-t-il une combinaison Lopez-Finville ? Mais alors, pourquoi ? Je n'arrive pas à me faire une opinion ».

d'une autre note, toutes deux reprises par Finville le 2 novembre au matin²¹⁰. Et, personne ne verra plus ces documents²¹¹ ! Ces derniers faits semblent bien établir que Finville était au courant de ce qui se tramait, au moins huit jours avant l'enlèvement, et que les poursuites engagées à son encontre pour « non-dénonciation de crime » étaient fondées²¹². J'y ajouterai aussi le message de Lopez transmis par Boitel, le 29 octobre même. Deux faits très importants, il est vrai toujours contestés par Finville.

Plusieurs anciens du Service ont d'ailleurs manifesté la conviction que Lopez avait embarqué son OT dans un traquenard. Que sa personnalité, son orgueil, et des omissions bien calculées ont fait le reste. Bref, que Finville a bien fauté, mais par inconscience...

Quoi qu'il en soit, c'est à partir de ses manquements que Le Roy Finville a été mis à pied du SDECE le 18 juillet 1967, pour s'être « abstenu de rendre compte à ses chefs et aux autorités chargées de l'enquête des renseignements précis qu'il possédait sur la disparition de M. Ben Barka et qu'il a gardé silence jusqu'au 3 novembre ». Cette décision était confirmée par le Conseil d'État.

Plusieurs autres agents secondaires du SDECE ou HC ont été licenciés dans les mois suivant la « disparition » de Ben Barka : Jean Pierre Lenoir adjoint de Finville. Daniel Pouget, un ancien journaliste accrédité auprès de la PJ, ami de Souchon et de Lopez, fréquentant beaucoup le Club des Vieux de la Vieille. Roland Laurentin, le responsable du Service fret d'Air France au Bourget : « Un informateur ayant (pourtant) rendu des services éminents depuis une dizaine d'années, ne comptant ni ses heures ni sa peine »²¹³, mais s'étant « livré à des bavardages inconsidérés au moment de *l'Affaire* ». (Il s'était insurgé, en présence de tiers de la Maison, contre le fait, qu'à son avis, le Service n'avait pas été capable de protéger Lopez, considérant que pourtant celui-ci avait agi sur ordre)²¹⁴.

Entendu par le juge Ramaël, Pascal lui révèle entre autres²¹⁵ : « Je peux vous remettre un document manuscrit, non classifié, avec un bordereau d'envoi du SDECE du 14 septembre 1966. Cette note, imputée à

210. Voir supra. (incident entre Le Roy-Finville et Desormes-Chaussée au sujet « des 4 Marocains arrivant à Paris cherchant à contacter Ben Barka en vue d'un rapprochement avec le roi »... ou plutôt « venus semblait-il pour le flinguer » !).

211. Ce double incident n'aurait été connu des supérieurs de Finville qu'au mois de janvier 1966. Mais celui-ci, malgré plusieurs témoins ayant assisté à la scène, persistera à le nier tout le long de l'enquête dont il fut l'objet dans la Maison.

212. Il a été acquitté le 5 juin 1967. Mais je rappelle que les jurés voulaient acquitter tous les inculpés présents dans le box en raison des événements du Proche-Orient !

213. Fiche de licenciement d'agent, déclassifiée le 12 novembre 2004.

214. Note de Monsieur le Chef du service VII en date du 26 février 1966, page 7, déclassifiée le 12 novembre 2004.

215. Le 15 octobre 2007.

Daniel Pouget PEL 700 – dans le dossier (Production) duquel elle a été retrouvée le 13 octobre 1965 – est adressée à un JP. (...). Elle s'adresse vraisemblablement à Jean-Pierre Lenoir. Elle cite un individu qui pourrait être Georges Figon et impute à Lopez un montage concernant le roi du Maroc et la Suisse ». Je cite le document :

« Cher J.P. Notre ami G. part en Suisse lundi soir. A.L. a monté un système pour y récupérer ce que Sa majesté a laissé. Mais il y a beaucoup d'eau dans le gaz (...) ». De fait, nous savons que Georges Figon est parti à Genève le lundi 20 septembre 1965 et que Lopez s'y est rendu le lendemain d'un autre voyage de Figon, le 6 octobre...

Pascal poursuit²¹⁶ : « Cette note a retenu tout spécialement l'attention du ministre des Armées qui a décidé d'en entretenir le Premier ministre. Celui-ci a décidé qu'il y avait lieu de la classer. J'ai tendance à penser que la décision du Premier ministre s'explique par la connaissance tardive de cette note, qui intervient alors que la procédure judiciaire est déjà bien avancée. Il a peut-être considéré que le risque de relance n'était pas souhaitable sur le plan politique ».

Le « peut-être » me paraît un doux euphémisme ! Georges Pompidou a caché cette note, pour moi très importante. Il aurait dû l'adresser au Président de la Cour d'Assises. Celui-ci aurait pu faire citer à la barre, outre Lopez, présent dans le box, Lenoir et Pouget, et il aurait alors demandé, à tous trois, toutes explications utiles... C'est pour moi un quasi déni de justice. Certes, interrogé par la suite²¹⁷ par le juge Ramaël, Lenoir lui a répondu laconiquement : « Je n'ai jamais vu ce document »... Mais, c'était un beau mensonge ! Une fiche du 17 septembre 1966²¹⁸ précise en effet : « La mention PEL 700 en haut à droite du document est de la main de J.P. Lenoir » !

Lenoir affirme par ailleurs au juge : « Finville n'était pour rien dans cette affaire. J'en suis totalement certain, car je travaillais avec lui quotidiennement. Au départ, Lopez a donné des renseignements exacts et suffisants (...). Finville qui n'était pas compétent pour le Maroc les a transmis à « 3A » qui s'occupait du monde arabe. Il ne les a pas exploités, soit par incompetence, soit parce qu'ils lui étaient indifférents. Quand Lopez donne les noms de Figon, Bernier et Lemarchand, un des responsables des polices parallèles, ami de Frey, n'importe quel employé des postes ou fonctionnaire du ministère de l'Agriculture se serait précipité

216. Le 10 mars 2008.

217. Le 23 avril 2008.

218. Au dossier « Messmer ». Scellés n° 3, côte 231.

pour appeler la police » (sic !).

Antérieurement, Lenoir, interrogé²¹⁹ par le chef de Section de Sécurité intérieure du SDECE, lui avait rapporté, au sujet de Finville, une scène qui donne pourtant matière à réflexion : son entrevue avec Lopez, le 2 novembre 1965 vers 19 h 30, au bar de la rue d'Estrées dont sa femme était propriétaire. « À son arrivée Lopez m'a serré la main ; il ne semblait pas dans son état normal (...) Finville était déjà là. Au bout de quelques instants, il est allé le retrouver, lui a serré la main et au bout de quelques minutes ils sont sortis (...) assez rapidement comme deux personnes qui veulent discuter tranquillement dehors... ». Pourquoi ?

Si les généraux Jacquier et Guibaud se sont évertués à démontrer les responsabilités de Lopez et de Le Roy Finville – devenu le « bouc émissaire » de *l'Affaire*, côté SDECE – ils se sont bien gardés d'enquêter plus avant parmi les responsables de la Maison... comme la justice d'ailleurs !

Le colonel Beaumont

Quel a été par exemple le rôle effectif du supérieur de Le Roy, le colonel Beaumont, directeur de la Recherche, chargé de centraliser les documents de la Maison et de les transmettre à qui de droit, en l'espèce au Service IV et aussi au Service Action en contact avec les Services de police ? Fait pour le moins étonnant, il a participé à l'enquête diligentée par Jacquier à l'encontre de Finville – sans que celui-ci proteste il est vrai. Auditionné²²⁰ par le président Pérez – en charge de l'instruction entre les deux procès – Beaumont n'hésite pas à lui affirmer : « (...) Le 23 septembre, M. Leroy m'a adressé un rapport en communication (...). Mon attention n'a pas été particulièrement attirée sur ce rapport, et je n'ai plus entendu parler de M. Ben Barka jusqu'au jour où j'ai appris son enlèvement ». Il « oublie » d'évoquer la demande de confirmation d'Oufkir, qui lui a été transmise par le représentant du SDECE à l'ambassade de France à Rabat, le 20 septembre 1965, concernant Ben Barka, et ses destinations, après son interdiction de séjourner en Algérie ». Beaumont ajoute au président Pérez : « Le 2 novembre, lorsque le général Jacquier m'a convoqué dans son bureau où j'ai retrouvé Le Roy... il avait en mains le rapport du 22 septembre que je connaissais et un rapport du 17 mai dont je n'avais jamais eu connaissance jusque-là ». Or, une Note

219. Le 10 février 1966. Document remis à la partie civile en mai 1982.

220. Le 16 février 1967.

221. Scellés n° 2, côte 108 bis.

du cabinet du ministre Messmer de janvier 1966²²¹ indique « Je vois dans ce PV – non communiqué à ce jour ! – les éléments nouveaux suivants qui valent d’être suivis : page 14 : remise en mai 65 d’un BR à Beaumont sur les intentions d’Oufkir » ! Oubli de l’homme considéré par certains comme le « cerveau » du SDECE ou amnésie volontaire pour cacher ses connaissances des prémices de *l’Affaire* et par suite sa responsabilité dans une « complicité passive » du rapt ?²²²

Le chef du Service III/A

Ce secteur, chargé du monde arabe, n’était-il pas entre les mains d’anciens officiers des Affaires indigènes, aux réflexes encore marqués par leurs activités au Maroc avant l’indépendance ? Même plus ou moins informés, la mise hors jeu d’un Ben Barka, ramené de force au pays ne pouvait leur déplaire.

Le chef du Service chargé des fichiers

Si l’on en croit les affirmations de Le Roy-Finville.

Le chef du Service chargé de tenir informé les Services de police

Déposant au juge Zollinger²²³ Guibaud lui a déclaré : « Une photocopie de la note du 22 septembre a été faite et adressée au Service chargé des relations avec la police ». Mais il ne lui a pas précisé si cette information avait effectivement été transmise... Et pour cause ! Une note²²⁴, trouvée au « dossier Messmer », relève : « Le document du 22 septembre ne parlait, ni d’une action violente, ni d’un déplacement de Ben Barka à Paris. La transmission aux Services de police métropolitains ne semblait pas s’imposer »...

Le SDECE n’a pas varié sa position. Il a persisté à conclure dans un « compte rendu »²²⁵, que les fautes incontestables relevées à l’encontre du Service VII ou du Service III A, n’étaient pas : « le résultat d’ordres

222. « Le cœur de l’organisation (du SDECE), c’est le directeur de la recherche, le service de renseignement proprement dit » J.P Lenoir, adjoint de Le Roy Finville. *Un espion très ordinaire* page 240. Ed. Albin Michel 1988.

223. Le 9 mars 1966.

224. Du 15 mars 1966.

225. Du 26 mars 1966.

donnés à un quelconque échelon du Service mais bien au contraire la conséquence d'un « laisser aller » général dans la production des notes d'information et leur exploitation ».

Laisser aller, ou laisser faire ce qui n'était pas ignoré ? Dans le dossier « Messmer », je trouve une note importante qui en dit long sur le rôle du SDECE, pendant le cours même du premier procès, lors de la venue de Dlimi à Paris. Elle émane du représentant du SDECE à Rabat, qui a reçu les confidences de J. Reitzer, un ancien de « Conscience française », un ami d'Oufkir : « Le 18 octobre, vers 19 heures 15, j'ai reçu à mon bureau une communication téléphonique d'Oufkir qui me dit très brièvement : « Peux-tu nous rendre un service immédiatement ? » « Oui » lui ai-je répondu. « Alors rentre chez toi tout de suite, quelqu'un va te rendre visite, merci et bonne chance ». « À 20 heures, j'ai reçu à mon domicile le colonel Sefrioui, Gouverneur de Casablanca, et beau-frère de Dlimi, porteur d'une lettre d'Oufkir. « Il faut que tu partes à Paris tout de suite, m'a dit Sefrioui. Voilà un billet d'avion, 100.000 francs et les vrais papiers d'identité de Dlimi. Prends l'avion ce soir même parce qu'il faut à tout prix que tu le retrouves (...) Oui, on ne sait pas où il est, ni ce qu'il fabrique. Il aurait déjà dû se présenter au Palais de Justice. Le programme ne se déroule pas comme prévu. Nous sommes inquiets. Toutes les hypothèses sont permises : il a peut-être reculé au dernier moment ? Peut-être est-il en Suisse ? Peut-être a-t-il été arrêté à son arrivée à Paris ? Dans ce cas, il pourrait bien subir le sort de Figon. Trouve-le vite, reprends ses faux papiers et remets lui son vrai passeport. Tiens nous au courant dès ton arrivée. » Reitzer poursuit : « J'ai débarqué à Orly à 2 h 30 (...) Dès 8 h, je me rendais chez Me Gibault qui m'expliquait la situation : harcelé par les journalistes, il avait dû évacuer Dlimi de son domicile en « catastrophe », dans le coffre de sa 404 ! « Rabat a précipité malheureusement les choses, ajoutait-il. Le roi a rendu publique la lettre de Dlimi beaucoup trop tôt. Résultat toute la police est sur les dents... Il fallait sortir Dlimi qui risquait d'être pris au piège en restant chez moi ».

Cette « collaboration » a fortement déplu au Premier ministre Pompidou. Il écrit²²⁶ au ministre des Armées : « (...) il m'a été signalé que le commandant Dlimi, quand il s'est rendu à Paris pour se constituer prisonnier, était accompagné d'un avocat de Casablanca agent du SDECE. Après enquête, vous m'avez fait savoir qu'il s'agissait en effet d'un « honorable correspondant ». Il y a là une preuve de l'étroite imbrication entre les services du SDECE et les services marocains, imbrication ancienne qu'a révélé l'affaire Lopez, qui est parfaitement intolérable, qui ne sert évidemment qu'au Gouvernement marocain et contribue, à tous égards, à jeter la suspicion sur le SDECE tout entier. Je vous demande donc de bien vouloir

226. Le 24 octobre 1966. Trouvée au « dossier Messmer ».

prendre les dispositions nécessaires pour y mettre fin ».

Au cours de l'entrevue de J. Reitzer avec Oufkir d'autres propos intéressants ont été échangés. Le représentant du SDECE à Rabat les résume ainsi :

– Dlimi a reçu instruction formelle du Roi de se taire jusqu'à nouvel ordre.

– L'intérim à la tête de la DGSN est assurée par Kadmiri, assisté de Benslimane, le Commandant des Forces Auxilliaires. (...) Tous deux sont de pures créatures d'Oufkir.

– La France devrait s'efforcer de faire revenir Lopez sur la partie de ses déclarations qui soulignent les responsabilités marocaines dans le rapt de Ben Barka.

– Il chargerait, en revanche, au maximum les 4 truands. (Et Oufkir est en mesure de les faire disparaître à jamais).

– Le Maroc de son côté pourrait remettre à la France un « faux » Chtouki ce qui réglerait définitivement le caractère mystérieux du cas, de façon avantageuse pour les deux pays !

Il est évident que la mort du leader marocain – « accidentelle » ou volontaire – a bouleversé toute l'*Affaire* ! Lopez entendu par le juge Zollinger²²⁷ a fait cette étonnante remarque : « Je comprends que Le Roy Finville ait été réticent (dans son témoignage) en raison de l'importance que l'affaire a prise et que nous ne pouvions soupçonner, ni lui, ni moi ».

Pour ma part, je constate que, malgré la promesse du général de Gaulle à la mère de Mehdi Ben Barka, les gouvernements français successifs ne se sont guère donnés beaucoup de mal pour élucider l'*Affaire* depuis plus de quarante quatre ans ! Cela permet de supposer bien des choses.

Interrogé, des années après le procès Ben Barka, par le journaliste Christophe Deloire²²⁸, dans le cadre d'une autre affaire – l'assassinat du prince de Broglie –, Me François Gibault, l'un des avocats de Dlimi, lui a répondu : « Ben Barka et de Broglie, ces affaires reviennent au même : l'État était alerté, mais n'a rien fait ».

Maurice Grimaud conclut pour sa part dans son ouvrage : « Sauf découverte de quelque fait nouveau, je crois encore aujourd'hui que le Général a vu juste (...) en ramenant, du côté français, la responsabilité à des complicités sordides et subalternes ». Je partage en partie ce point de vue, en ce sens qu'il n'y a pas eu d'ordre donné du sommet de l'État, de de Gaulle, Pompidou, Foccart ou Frey.

État ou agents de l'État ? En tout état de cause, il est certain que des

227. Le 18 janvier 1966.

228. *Cadavres sous influence*, Ed. JC Lattès, page 97.

fonctionnaires des Services de police au plus haut niveau et des agents des Services secrets français, ont su et se sont tus, alors que d'autres agents et fonctionnaires plus bas dans la hiérarchie, ont participé, avec la collaboration de truands, directement, à la « disparition » de Mehdi Ben Barka, sur le territoire français, pour le compte d'intérêts étrangers, marocains en l'occurrence – sans bien sûr imaginer la mort par « accident » ou par meurtre de Ben Barka –. Certains ne sont pas intervenus, peut-être par impéritie plus vraisemblablement par « complicité passive » ; d'autres ont agi, par « complicité active », convaincus d'être couverts, à tort ou à raison, par certains des premiers nommés. Voilà en quoi ils ont engagé la responsabilité de notre pays.

Quoi qu'il en soit, comme l'a crié sur les toits, à l'époque, l'écrivain gaulliste Maurice Clavel : « Si le pouvoir nous cache la vérité sur le crime, c'est qu'il est responsable du crime par culpabilité ou incapacité : coupable ou incapable, seul dilemme ». Il l'a écrit à plusieurs reprises, dans le *Nouvel Observateur* et dans *Le Monde*. Il n'a jamais reçu le moindre contredit sérieux des autorités françaises. Et pour cause !

Le rôle des Israéliens (le Mossad)

Dans un livre récent²²⁹ le journaliste israélien, Shmouel Seguev, évoque le rôle du Mossad – service secret – dans *l’Affaire*. Il précise qu’il fut minime. Selon lui, il aurait surtout consisté à donner aux services secrets marocains, l’adresse d’un kiosque à journaux à Genève, où Ben Barka, grand voyageur à travers le monde, venait récupérer son courrier²³⁰. Il prétend, par ailleurs, dans une interview à *Maroc-hebdo*²³¹ que : « Le souverain marocain n’a été pour rien dans cette affaire, que ce soit de manière directe ou indirecte. Oufkir travaillait plus pour lui-même que pour Hassan II ». Affirmer cela, c’est bien mal connaître l’Histoire du Maroc de l’époque, même si, à l’occasion Seguev, évoque ses « racines marocaines lointaines à Meknès ».

Le rôle du Mossad avait été révélé, dès décembre 1966, dans le journal israélien *Bul*, par deux journalistes, Maxime Ghilan et Schmol Mohr. Ils laissaient entendre que le chef des services secrets israéliens, le général Meir Amit, mis en cause par son prédécesseur, Isser Harel – qui le détestait – serait lui-même impliqué ! Ce numéro de l’hebdo avait été immédiatement confisqué et détruit...Les deux journalistes condamnés peu après, secrètement, pour publication de « nouvelles dangereuses pour la sûreté de l’État ».

Le *The New York Times* reprenait l’information en février 1967, ce qui permettait aux journaux israéliens de parler du jugement et de ses arrières plans. Bien évidemment, « le lendemain le gouvernement israélien démentait cette invention extravagante ». « D’autant plus qu’elle avait été reprise en France²³², par un quotidien à grand tirage, qui prétendait que les

229. Le lien marocain. Ed. Matar. Jérusalem 2008. Consacré pour l’essentiel aux relations entre Israël et le Maroc.

230. L’ouvrage donne par ailleurs quelques informations sur le rapt lui-même et la mort du leader marocain, que j’ai relatées par ailleurs, plus que sujettes à caution.

231. Du 1^{er} au 7 février 2008.

232. Par *France-Soir* du 22 février 1967.

Marocains avaient réellement demandé aux services secrets israéliens de l'aide pour liquider Ben Barka, mais qu'ils avaient essuyé un refus ».

« Les raisons de l'extrême sensibilité du gouvernement israélien à l'égard de ces révélations semblent évidentes, écrit *Newsweek*²³³. Il y a quelques années Israël a conclu secrètement, un marché avec le Maroc pour obtenir la sortie de juifs marocains qui désiraient émigrer vers Israël. Et semble-t-il, en exécution partielle de ce marché, les services secrets israéliens et marocains ont conclu une sorte d'aménagement de coopération ».

Auditionné à ma demande par le juge Parlos²³⁴ Maxime Ghilan confirme l'information et ajoute : « Le Mossad s'est servi du cinéaste Arthur Cohen, gendre de M. Shapira, ministre de la justice de l'époque, pour attirer Ben Barka à Paris en lui proposant la réalisation d'un film. Ghilan précise : « Selon la presse israélienne et le journal *Yedioth Ahronot* – article de Slomo Nakdimon que je vous remets – il existait une collaboration technique et politique, basée sur l'intérêt d'Israël à combattre les ennemis du roi, notamment Mehdi Ben Barka, qui était dirigeant du mouvement Tiers mondiste à l'époque, et en tant que tel combattant Israël (...) Le Mossad est intervenu dans la traque en donnant un soutien technique pour la surveillance (...) Après notre arrestation, une partie des faits m'a été confirmée par l'adjoint du ministre de la justice, qui est aujourd'hui avocat ».

Dans son article²³⁵ S. Nakdimon rapporte : « Israël n'a pas participé directement à l'assassinat. Le ministre marocain de l'intérieur M. Oufkir, très proche du roi, en a donné l'ordre. Son fidèle chef des services secrets, A. Dlimi a monté l'opération. Les exécutants étaient français et marocains. Une assistance a été demandée à Israël (...) Un appartement de repli, cinq passeports étrangers et du matériel de maquillage (...) Des fausses plaques d'immatriculation et du poison dont le pouvoir entraînant la mort cesse au bout de quelques heures (...). Le 1^{er} novembre 1965, Ben Barka était encore en vie. Deux types de poisons de rechange avaient été expédiés d'urgence d'Israël en France (...). Le 2 novembre, Dlimi demanda des outils de terrassement, probablement pour creuser une tombe, et des produits pour effacer les traces (...). Le lendemain, il rendit compte en détail de l'élimination : il n'a pas été fait usage des poisons, rendus intacts. Ben Barka non plus n'a pas été abattu à l'aide des pistolets silencieux fournis par Israël. Le condamné a été noyé dans une baignoire (...). Le 5 novembre 1965, Meir Amit dit à Eshkol, – Premier ministre,

233. Le 6 mars 1967.

234. Le 8 décembre 2000.

235. Intitulé *Frères de sang* – 1993.

successeur de David Ben Gourion – : « Les Marocains ont éliminé Ben Barka, Israël n'a aucun lien physique avec l'opération elle-même (...) seul l'apport d'un soutien uniquement technique ».

Tout aurait pu en rester là, si Harel ne s'en était pas mêlé. Nommé conseiller du Premier ministre pour les affaires de renseignement, il apprit, tout à fait par hasard et trois mois plus tard, la part jouée par Israël dans l'affaire (...). Il dénonce le « scandale » et exige une commission d'enquête. Pour sa part, il estime qu'Amit a commis une faute et a entraîné l'État dans des faits ressortant de « l'assassinat politique », action particulièrement immorale. La commission distribue équitablement blâmes et excuses. Harel n'obtient ni la démission d'Eshkol – qui avait donné certaines autorisations à Amit – ni la démission de celui-ci. Isolé et furieux il donne la sienne en juin 1966.

Fort de la déposition de Maxime Ghilan, le juge Parlos lance une CRI en Suisse pour entendre Arthur Cohen, et le juge Choquet, qui a pris la suite de l'instruction, une autre en Israël, pour avoir quelques informations sur les dires de S. Nakdimon. Entendu à Bâle²³⁶, Cohen répond, comme il fallait s'y attendre : « Je n'ai rien à voir avec cette affaire (...). Elle n'a jamais existé pour moi ». Le ministre israélien de la Justice répond de même²³⁷ : « S. Nakdimon a reconnu n'avoir personnellement aucune idée quant aux personnes ayant pu être impliquées dans les événements dont il est question et aucun autre élément de preuve ne vient étayer votre demande ».

En 1991, la journaliste Agnès Ben Simon évoque ainsi le scandale dans son livre²³⁸ : « L'affaire Ben Barka restera à jamais le faux-pas déshonorant dans l'histoire des relations secrètes entre le Maroc et Israël (...). Cette affaire provoqua une très grosse crise gouvernementale qui se déchaîna à huis clos ».

En 1995, Pascal Krop, en collaboration avec le journaliste israélien Ben Porat, reprend les révélations de *Bul* et celles de S. Nakdimon dans *l'Événement du Jeudi*²³⁹ sous le titre accrocheur : « Les services secrets israéliens ont directement participé à l'enlèvement du leader marocain ». Il n'hésite pas à affirmer « qu'au terme de plusieurs mois d'enquête, *l'EdJ* a obtenu une partie du dossier des services de renseignements israéliens (...) ». Et, il conclut : « En Israël, on s'interroge encore pour savoir si c'est la coopération du Mossad dans cette affaire qui a conduit de Gaulle à changer de politique à l'égard d'Israël en juin 1967 (embargo sur les armes à destination de l'État hébreu) ? ».

236. Le 14 juin 2002.

237. En octobre 2004.

238. *Hassan II et les Juifs*. Ed. du Seuil, pages 199 à 202.

239. Du 12 au 19 janvier 1995.

En juillet 1999, l'hebdo marocain *le journal hebdo* précise dans un entretien : « Selon diverses sources, la dépouille de Mehdi Ben Barka aurait été désintégrée par de l'acide fourni par le Mossad, la centrale israélienne dont les liens avec Oufkir sont avérés ». On se souvient qu'en juin 2001, dans le même hebdo et dans *Le Monde*, l'ex-agent secret Boukhari reprendra ce dire.

Lopez déclare simplement²⁴⁰ en 2000, au sujet d'une implication éventuelle du Mossad : « Tout ce que je sais, c'est que le général Oufkir était très bien vu du Mossad, qui entretenait avec lui des rapports cordiaux et réguliers ».

Pascal Krop reproduit son enquête en 2001²⁴¹ dans un article intitulé : « 1965 – l'assassinat de Ben Barka, sous l'œil froid du Mossad ». On peut y lire : « celui-ci a fourni à Dlimi deux poisons différents, des pelles et un acide capable de tout dissoudre y compris un squelette ». Il affirme « qu'Oufkir était l'homme des Israéliens et du Mossad et que son officier traitant (sic !) n'était autre qu'Elie Tordjmann, présent à Paris au moment de l'affaire Ben Barka ».

En 2005, Hamid Berrada²⁴² publie un article sur les relations entre le Maroc et Israël, sous le titre « Et le Mossad dans tout ça ? ». Il évoque le livre d'un professeur d'histoire du Moyen Orient, israélien, Michaël Laskis et le cite : « Après le 29 octobre, les Israéliens sont laissés dans le noir. Ils en arrivent à se demander s'ils n'ont pas été manipulés par les Marocains ».

La même année, auditionné par le juge Ramaël²⁴³, le docteur Cléret lui déclare : « Pour l'enlèvement de Ben Barka, je sais qu'un nommé Cohen – appartenant aux services israéliens – qui avait effectivement appartenu au commando ayant enlevé Eichmann pour le ramener vivant dans une malle en osier en Israël, était présent à Orly. Une même malle n'a pu être utilisée car le personnel de l'aéroport aurait eu l'attention attirée par sa grande taille. Comme Ben Barka était mort, le corps a été découpé en morceaux »²⁴⁴. Je suis quelque peu dubitatif sur ce témoignage. Le docteur Cléret allait avoir 88 ans... N'a-t-il pas, par inadvertance, fait un amalgame entre le Cohen ayant participé à l'enlèvement du dirigeant nazi en Argentine et le Cohen qui devait effectivement prendre l'avion le samedi 30 octobre à 23 h 45, avec Dlimi, Boucheseiche et El Houssaïni, ce Cohen dont on n'a jamais retrouvé la trace ... Mais, a-t-elle été sérieusement recherchée ?

En 2006, Gordon Thomas²⁴⁵ fait état à nouveau de la question des relations Israël-Maroc. Sur l'affaire Ben Barka, ses dires sont ceux déjà

240. *Confession d'un espion*, op. cité, page 159.

241. *VSD* du 12 au 18 juillet 2001, en même temps que dans *Liberation* (Maroc) du 13 juillet déjà cité.

242. *L'intelligent-Jeune Afrique* du 30 octobre au 5 novembre, titrant : « Le Mossad et l'affaire Ben Barka »

243. Le 8 décembre 2005

244. Voir infra.

245. *Histoire secrète du Mossad de 1951 à nos jours*. Nouveau monde édition.

connus, parfois agréments : « En mai 1965, Hassan II pria le Mossad de l'aider à résoudre le problème Ben Barka. L'examen de la requête échet à David Kimche (...). Oufkir expliqua à son hôte, reçu à Rabat, qu'Hassan II voulait la tête de Ben Barka (...). Le lendemain les deux hommes gagnèrent Tel-Aviv. Meir Amit les retrouva dans une planque et insista pour que la participation israélienne se limite aux travaux d'approche (...). Le feu vert fut bientôt accordé par le Premier ministre Lévi Eshkol (...). Le 26 octobre 1965, on apprit que Ben Barka irait à Paris. Le Mossad envoya un message codé à Oufkir, au Maroc. Le lendemain, une équipe d'agents partit pour Paris et un agent fut reçu par son contact au SDECE. Kimche en référé à Meir Amit. Les deux hommes sentirent qu'il se préparait quelque chose de vilain et qu'on avait intérêt à rester à l'écart ». Le récit se poursuit avec un résumé des faits (...), sans quasi aucun rapport avec la réalité ! Et l'auteur de reprendre le couplet de Krop sur les relations désormais ternies entre de Gaulle « fermement convaincu de la participation des espions israéliens » et Israël « qu'il ne portait pas dans son cœur » à la veille de la guerre des Six jours.

Que conclure de tous ces éléments ? J'entends rappeler, tout d'abord, qu'à aucun moment de l'instruction de *l'Affaire*, ni pendant les procès de 1966 et 1967, il n'a été fait mention d'une participation quelconque d'agents israéliens, de près ou de loin, au rapt de Ben Barka. À la veille du deuxième procès, Mme Ghita Ben Barka avait bien adressé une lettre au président Pérez pour lui demander que soient cités à l'audience, le général Meir Amit et les deux journalistes de *Bul* ; mais cette requête resta sans suite. L'absence de la partie civile n'arrangea certainement pas les choses !

Cela étant, sachant « qu'il n'y a pas de fumée sans feu », il est logique de penser que le roi Hassan II, ou ses acolytes, en échange de la facilité accordée aux juifs marocains de quitter le pays pour se rendre en Israël²⁴⁶, ait pu solliciter l'aide d'agents israéliens « spécialistes des enlèvements » pour récupérer Ben Barka. Déjà, à défaut de relations diplomatiques entre les deux pays, la présence d'un représentant du Mossad était autorisée au Maroc. Israël, en même temps, pour se dégager du blocus arabe, tentait l'ouverture vers les pays africains. Le rôle de Ben Barka, et sa conférence de presse au Caire au printemps, contrecarraient ses projets...

Mais, jusqu'à présent, aucune preuve sérieuse n'est apparue au grand jour quant à un rôle éventuel sérieux joué par les Israéliens. Peut-être, un jour, les archives du Mossad enfin déclassifiées révéleront-elles quelque vérité ?

246. Cette opération, baptisée Yakhim, a commencé en novembre 1961. Près de 200.000 juifs marocains gagnèrent ainsi Israël.

Le rôle des Étatsuniens (la CIA)

Dans le cadre des émissions *L'Histoire en question*²⁴⁷, l'historien Alain Decaux pose notamment la question : « La CIA²⁴⁸ – le fameux service secret-américain – a-t-elle été impliquée dans l'enlèvement et le meurtre de Ben Barka ? ». L'un des invités, Daniel Guérin penchait pour l'affirmative ; l'autre, Jacques Derogy n'y croyait pas. Decaux, pour sa part, pensait qu'il ne fallait pas éluder le problème. Il précise dans une interview²⁴⁹ : « Au moment du drame, Ben Barka s'apprêtait à partir pour La Havane où allait se tenir, sous la présidence de Fidel Castro, une Conférence tricontinentale, dont certains pouvaient craindre de forts remous en Asie, en Afrique ou en Amérique du Sud. Or, Ben Barka eut certainement été l'un des hommes clés de cette conférence. De là à ce que la CIA, que tout ce qui bouge dans le monde intéresse, se soit inquiétée... ».

Dès le 10 novembre 1965, le journaliste Claude Angéli écrit : « Pour les États-Unis, c'est le scandale des scandales ». Il faut noter qu'à l'époque, l'importance politique du leader marocain tenait sans doute davantage à ses fonctions dirigeantes à la Tricontinentale qu'à celle de leader de l'opposition marocaine, même pour Hassan II. Il était ce qu'on pourrait appeler la « cible opérationnelle » des divers services spéciaux : SDECE, CIA, Mossad, Réseaux Foccart...

Le 12 novembre, *France-Soir* écrit de son côté : « Quand Castro est en cause, les « barbouzes » américains ne sont pas loin » !

Après sa rencontre avec R. Frey et des personnalités gaullistes, entraînant sa démission de la présidence du Comité France-Maghreb²⁵⁰, François Mauriac donne son avis dans son Bloc-Notes du *Figaro littéraire*²⁵¹ :

247. *Antenne 2*, le 12 novembre 1981.

248. Central Intelligence Agency.

249. *Télé 7 Jours*.

250. Devenu par la suite le Comité pour la vérité dans l'affaire Ben Barka.

251. Le 27 janvier 1966.

« Un peu avant ou après l'assassinat de Ben Barka, un ami marocain (...) me parlait de l'étroite liaison du général Oufkir et des services-secrets américains. Ce qui en est réellement, je l'ignore. Il reste que, pour une fois, ces services viennent de réussir un magnifique coup double contre le Tiers-monde, en se débarrassant de Ben Barka, et contre de Gaulle. Si ces services sont innocents, c'est le diable qui aura joué pour eux ».

Toutefois la veille, et deux fois en vingt-quatre heures, le Département d'État avait totalement rejeté toutes allégations selon lesquelles la CIA aurait été impliquée dans l'affaire Ben Barka...

Serge Bromberger²⁵² se demande pourtant lui aussi « qui avait le plus d'intérêt à faire disparaître le chef de l'opposition marocaine ? » Il pense à la CIA, car la Conférence de La Havane était, en fait, « une réunion de techniciens de la subversion, décidés à mettre sur pied un programme précis contre les derniers bastions de colonialisme en Afrique, mais aussi contre les citadelles de l'impérialisme économique en Amérique latine... D'où venait donc l'argent ? (...) C'est au minimum cent millions d'anciens francs et probablement beaucoup plus qui ont financé l'opération. C'est beaucoup pour un budget de fonds spéciaux d'un petit pays. Et l'on peut se demander si les Marocains ne se sont pas contentés d'assurer la mise sur pied de l'enlèvement, l'argent venant d'ailleurs, et tous les intérêts coïncidant ».

Selon des sources provenant du Caire à la même époque, les services américains, sans prendre aucune part à l'exécution, auraient conçu l'opération : préparé son « timing », avec de hautes sphères marocaines et des fonctionnaires français. Servi de trait d'union. Fourni des fonds.

La presse soviétique analyse pour sa part la situation²⁵³ : « L'enlèvement de Ben Barka, en territoire français, par les agents du général Oufkir, répond-on ne peut mieux au but d'envenimer les relations entre la France et ses ex-colonies pour que les États-Unis y prennent leur place ». De fait, d'aucuns laissaient entendre que la CIA, plus ou moins liée avec l'extrême droite française – représentée par le candidat Me Tixier-Vignancour – n'était pas mécontente de prêter son concours pour porter un coup au Général quelques semaines avant les élections...

Rachid Skiredj – l'ex-adjoint de Dlimi au CAB 1 réfugié à Paris – révèle²⁵⁴ : « Chez nous, vous savez, ce sont les Américains qui mènent le jeu et je suis persuadé que dans l'affaire Ben Barka, ils ont largement contribué à la préparation minutieuse de l'enlèvement, sinon à son exécution. C'est bien simple, les types de la CIA on leur doit tout. Les

252. *Le Figaro* du 5 février 1966.

253. *Les Izvestia* du 31 janvier 1966.

254. *Le Nouvel Observateur* du 12 octobre 1966.

« patrons », nos professeurs en somme, c'étaient des membres très connus de l'ambassade américaine à Rabat... Les agents de la CIA se consacraient surtout à la formation des agents secrets marocains ».

Ahmed Boukhari dans son premier livre²⁵⁵, relate, « qu'au sein même des services spéciaux marocains des « coopérants » américains, dont un colonel du département de la « contre-subversion » au nom de Martin, auraient été présents ». Si le fait est établi, la CIA aurait au moins su et suivi le rapt, puis la « disparition » de Mehdi Ben Barka, en direct en quelque sorte !

Le futur Secrétaire général de l'Organisation tricontinentale de Solidarité, Osmani Cienfuegos, cité par la partie civile, témoigne au procès de 1966 : « Ben Barka plaçait la lutte de son peuple à côté de celles des peuples des trois continents (...). Les intéressés au non tenu de la Conférence connaissaient l'importance du rôle que Ben Barka jouait dans cet événement (...). Ils savaient qu'à ce moment leur ennemi principal c'était lui ». Le témoin entendait alors mettre en cause la CIA. Mais le président Pérez le lui interdisait !

À l'occasion du premier anniversaire de la « disparition » de Ben Barka²⁵⁶, la dite organisation proclame dans un communiqué : « Les États-Unis sont directement accusés devant l'opinion publique mondiale d'être les véritables inspireurs du crime d'enlèvement et d'assassinat, le général Oufkir étant accusé d'être l'exécutant des actes commis, avec l'aide de tueurs à gage et de gangsters internationaux ».

Il faut se souvenir de la situation internationale de l'époque. N'était-ce pas de Cuba, quelques quatre ans auparavant, qu'une troisième guerre mondiale a failli éclater entre les États-Unis et l'URSS, après l'installation sur l'île de fusées soviétiques à têtes nucléaires, jusqu'au retrait précipité imposé par le président Kennedy à Nikita Khrouchtchev ? La Conférence tricontinentale n'était pas une menace du même ordre pour les États-Unis, mais une véritable provocation – d'autant qu'après l'échec de l'expédition de la baie des Cochons pour tenter de renverser Fidel Castro, Kennedy avait décidé le blocus de Cuba²⁵⁷. Et, qu'en février 1962, il avait obtenu l'exclusion de Cuba de l'Organisation des États américains.

Au cours d'une conférence à La Havane, le 3 octobre 1965, Ben Barka n'a-t-il pas affirmé : « Les deux courants de la révolution mondiale seront représentés à la Conférence : le courant surgi avec la révolution d'octobre et celui de la révolution nationale libératrice ». Un pareil élan révolutionnaire aux portes des États-Unis ! Trop, c'était trop !

255. *Le Secret*, op. cité.

256. Le 1^{er} novembre 1966, à La Havane.

257. Toujours en vigueur aujourd'hui.

Depuis le début de 1965, par ailleurs, les États-Unis renforçaient leur présence militaire au Vietnam. C'était insuffisant pour améliorer la situation de l'armée du Sud. En février débutait donc la 2^e guerre du Vietnam par des bombardements massifs sur le nord du pays. À la fin de l'année, plus de 175.000 hommes étaient présents sur le terrain !

La conjoncture n'était guère plus brillante en Amérique du Sud. Devant la menace d'une guerre civile en République dominicaine, et le spectre d'un nouveau Cuba près de chez eux, les États-Unis intervenaient par le débarquement de marines, appuyés par l'aviation.

L'historien René Galissot analyse parfaitement la situation²⁵⁸ : « C'est en recourant à la force armée et aux commandos de l'ombre (j'ai cité supra la série d'assassinats de leaders politiques et les coups d'État organisés par la CIA) ; en imposant des dictateurs ou en déclenchant des guerres d'intervention que s'est exercée à cette époque (...) une sorte de « lutte de classe mondiale ». La recherche d'une véritable émancipation poussait alors en avant les mouvements de libération, dont le mouvement tricontinental s'efforçait de capter le potentiel progressiste (...). C'est dans cet élan révolutionnaire de la Tricontinentale que se trouve la cause profonde de l'enlèvement et de l'assassinat de Ben Barka » – ce « commis-voyageur de la révolution » selon l'expression de Jean Lacouture.

Il est évident que les États-Unis ne pouvaient que souhaiter la « disparition » du leader marocain. Selon certains²⁵⁹, ce seraient même leurs services qui auraient insisté auprès d'Hassan II pour que l'opération soit montée en France, à la veille de la campagne présidentielle de décembre, avant que de Gaulle n'annonce sa candidature. Le fait est-il exact ? Est-ce que leurs dirigeants espéraient ainsi écœurer le Général qui ne se serait pas représenté, préférant voir arriver au pouvoir son Premier ministre, Georges Pompidou, plus « atlantique » ? Mais, c'était alors mal connaître de Gaulle !

En mai 1965, Ben Barka a été élu, président du Comité préparatoire à la Conférence tricontinentale. Est-ce le moment même où les États-Unis, par l'intermédiaire de la CIA, auraient fait savoir au roi du Maroc qu'il était temps de se débarrasser de son opposant n° 1, qui avait le culot de venir les narguer dans leur chasse gardée ? Les Marocains n'avaient-ils pas tenté de vaines démarches auprès de Fidel Castro pour qu'il refuse l'entrée de Ben Barka à Cuba lors de la préparation de la Conférence ? Hassan II ne tenait certes pas à voir Ben Barka avec cette tribune, devenir, aux yeux du monde entier, l'un des Grands du Tiers-monde, qu'il n'était pas, lui !

Pour Roger Muratet²⁶⁰ : « Ce fut d'ailleurs le « dossier américain » qui emporta la décision du roi ». Il était évident que si celle-ci tournait mal,

258. Mehdi Ben Barka et la Tricontinentale. *Le Monde diplomatique*. Octobre 2005.

259. *Dossier B... comme barbouzes* – page 323.

260. *On a tué Ben Barka*. op. cité, page 140.

pour une raison ou une autre – comme ce fut le cas –, cela pourrait entraîner de graves conséquences sur les relations franco-marocaines – comme ce fut le cas également. Dans ces conditions, il était bon de suivre les conseils d'un pays qui pourrait prendre la suite des différentes aides financières et économiques françaises. Qui de mieux alors que les États-Unis, dont les services secrets étaient déjà très implantés au Maroc depuis l'indépendance ?

Le correspondant à Rabat du *Daily Express* rapporte²⁶¹ que « les agents de la CIA entretenaient d'étroites relations avec Oufkir, et, tout en se gardant d'intervenir directement, auraient été informés par les Marocains de l'enlèvement de M. Ben Barka ». Selon le *Time*²⁶² : « L'ambassadeur des États-Unis à Rabat, Henry Tasca, aurait joué un rôle en vue de faire participer les représentants de la CIA au projet marocain de ramener Ben Barka vivant au Maroc ». R. Muratet précise²⁶³ : « À telle enseigne que quarante-huit heures après son retour de Paris, c'est-à-dire le 6 novembre 1966, le général Oufkir, ministre de l'Intérieur de Sa Majesté Hassan II, déjeunait ostensiblement à Rabat en compagnie de l'ambassadeur américain... ».

De Gaulle, dans sa conférence de presse, avait mis en cause le gouvernement marocain. Il n'a rien dit quant à un rôle éventuel joué par les services étasuniens. J'ai su cependant, de source très sûre, qu'il avait donné des instructions au service ad hoc de l'ambassade de France à Rabat, pour que des recherches soient effectuées sur ce point – à ma connaissance sans résultat semble-t-il.

À l'origine, cette mise en cause de la CIA était venue de Jacques Berque, professeur au Collège de France et de David Rousset, gaulliste de gauche, deux partenaires inconditionnels du Tiers-monde. Cette thèse n'était pas retenue par les dirigeants de l'UNFP. À aucun moment, d'ailleurs, la partie civile n'a avancé pareil fait, MMes Brugier, Stibbe, Beauvillard et moi-même étant pourtant peu suspects de complaisance envers cet organisme !

Je me dois à la vérité de dire qu'ayant relu soigneusement les centaines de pages du dossier de *l'Affaire*, les procès-verbaux dressés par les juges d'instruction successifs, le dossier du SDECE – du moins tel que celui finalement versé aux débats – je n'ai pas trouvé une ligne sur le rôle que les États-Unis, ou leurs agents de la CIA, auraient pu jouer. Et les « témoignages » évoqués par Daniel Guérin dans son livre²⁶⁴ ne m'ont pas convaincu. Ch. A. Julien répondait²⁶⁵ à celui-ci, qui lui demandait

261. Le 26 janvier 1966.

262. Du 29 décembre 1975.

263. *On a tué Ben Barka*, op. cité, page 146.

264. *Ben Barka. Ses assassins*, op. cité

265. Lettre de l'historien de novembre 1972, trouvée aux *Archives Ben Barka* à la Fondation des Sciences politiques à Paris.

d'appuyer sa thèse : « Tous ces propos sont des on-dit (...). Ils n'ont pas la moindre valeur pour un historien (...). Pas l'ombre d'une preuve. Je n'ai aucune sympathie pour la CIA, mais elle devient l'œil de Moscou de la gauche avec la même fantaisie ». Dans la lettre qu'il publiait dans *Le Monde* à la même époque, Ch. A. Julien précisait : « Je trouve au surplus que l'hypothèse de la CIA fournit un alibi commode aux responsables français et marocains. Le problème me paraît strictement franco-marocain ».

En définitive, seules les archives étasuniennes pourraient nous dire le rôle qu'aurait pu jouer la CIA dans *l'Affaire*. Conception de l'opération ? « Conseils » donnés au souverain marocain d'agir par ses « services », voire en liaison avec certains agents français anti-gaullistes ? Fourniture de fonds ? Que sais-je encore ?

Une nouvelle loi étasunienne – le *Freedom of Information Act* – a permis à tout citoyen d'obtenir en communication des documents détenus par toutes les administrations. Bachir Ben Barka, informé de son existence, a présenté une requête au Département d'État et à la CIA. Après plusieurs rappels, et moyennant finance, il n'a obtenu en 1976 que des coupures de presse de l'époque²⁶⁶... et une information lui laissant entendre que la CIA avait rassemblé 1846 documents... Mais de quelle importance ?

Récemment, la déclassification de ses archives des années 1960 a été annoncée. D'une manière étonnante, aucun document ne concerne *l'Affaire*, sans doute au motif habituel d'éviter de « porter atteinte à la Sûreté nationale » ?

Une requête adressée par Bachir Ben Barka au président Barak Obama lui-même, le 21 juillet 2009, est pour l'instant restée sans réponse...

Pour conclure, sur les responsabilités israéliennes ou/et étasuniennes, je reprendrai la remarque du professeur Ch. A. Julien : les avancer, c'est fournir un alibi commode aux Marocains et aux Français mêlés à *l'Affaire*. En l'état, et faute de preuve contraire à ce jour, il s'agit bien d'une affaire maroco-française – comme l'affaire Ajar et Benjelloun a été une affaire maroco-espagnole. Les polices en cause n'avaient nul besoin d'une intervention tierce pour œuvrer en complicité de services.

Cela étant, il est plus que vraisemblable que le Mossad, comme la CIA, ont suivi, avec le plus grand intérêt, la « disparition » du leader marocain, car son action internationale ne pouvait les laisser indifférents !

266. Du *Monde* ; de *l'Aurore* ; du *Figaro*...

Les recherches des années 2010-2015

Qu'est-il advenu de Mehdi Ben Barka, de sa mort, de la « disparition » de son corps ? (page 374)

Ces cinq nouvelles années ont apporté de nouveaux récits, mais aucune certitude.

Interrogé le 1^{er} juillet 2010 par le juge Ramaël, sur ma demande, le journaliste Jean Montaldo lui déclare entre autres :

« Avec l'accord de mon directeur (de *Minute*), je vais revoir Figon quasiment tous les jours jusqu'à sa mort (...). Manifestement la police ne voulait pas l'arrêter (...). D'après ce que me disait Figon, Ben Barka est mort immédiatement après son enlèvement. J'ai cru comprendre qu'il s'agissait des mains de Le NY (en fait Boucheseiche), sans, peut-être, l'intention de la lui donner. Par la suite Oufkir a été mis devant le fait accompli ».

Dès le 19 novembre 1965, *Minute* écrivait :

« C'est la conviction profonde des R.G, Ben Barka aurait été tué au revolver dès le 29 octobre, le soir même de son enlèvement (...). C'est seulement après avoir reconnu le corps, le lendemain, qu'Oufkir aurait donc donné le feu vert pour faire disparaître le cadavre ? Comment ? Dans le « milieu » (...) on affirme que celui-ci fut dissous dans la chaux vive... ».

Mais, d'ajouter : « Cela reste à prouver ». Or cette thèse est reprise aujourd'hui par un agent du Mossad (voir infra).

J'ai aussi trouvé dans l'ouvrage¹ d'un ami personnel, Paul Cuny, lui-même ami de Ben Barka – très longtemps à Rabat, à l'époque prêtre franciscain – ce récit : « Mehdi a disparu, exécuté par des tueurs professionnels,

1. Paul Cuny, *Daïf Allah* (L'hôte de Dieu), *Au Maroc, avant, pendant et après l'indépendance, 1956...* Préface de Jean Lacouture, Paris, Ed. des Écrivains, 2003.

sortis probablement de l'OAS et aussi au service de plusieurs pouvoirs (convergence d'intérêts très étranges, situés au Maroc, aux États-Unis et en France, ceux qui luttèrent contre le Général de Gaulle), qui pouvaient le craindre ou qu'il gênait depuis sa fonction de Secrétaire général des Peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Il préparait un grand congrès à Cuba (...). Donc, il fallait stopper son ascension. (page 91).

« ... la tombe de Mehdi est introuvable, puisque il n'y a pas eu de tombe (...). C'est Oufkir qui a donné, en connaissance de cause, la véritable information sur la dépouille de Mehdi. "*On ne retrouvera jamais le corps de Ben Barka*". Et pour cause... Oufkir avait pris soin, pour se dédouaner, de donner sa version sur la mort de Ben Barka qu'un de mes amis a pris soin, lui aussi, de fixer et de conserver sur une cassette (...). C'est certainement la seule version exacte des faits sur la mort de Mehdi et sur l'élimination de son corps (...) (page 73). Et de préciser (page 91) : « La tombe de Mehdi, c'est un petit four crématoire qui n'existe plus » – sans autre précision, hélas.

On a beaucoup glosé sur le sort de « la tête de Ben Barka ». En fait, chacun y est allé de son petit couplet, après la « révélation » d'Ali Boureau en 1993, rapportant dans son livre que, selon l'un des truands, Dubail, voisin de cellule au PF 3, par hasard, « *la tête de Ben Barka est au PF 3* ». Il précise, toujours selon son voisin : « Hassan II voulait la voir (...) Oufkir rapatria la tête au Maroc dans un sac de voyage ».

Le docteur Cléret, médecin du roi, pense que cette tête était « dans une valise » présentée par Oufkir à Hassan II. Egalement interrogé par le juge Ramaël, le fils du truand Le Ny déclare : « ... la tête qui repart au Maroc pour être présentée à Hassan II, cela me paraît crédible, mais je n'ai pas de preuve » (Cf. page 389 du livre).

En 2005, le journal *Al Ayam*² n'hésite pas à affirmer « *La tête de Mehdi a été présentée à un dîner de luxe à Rabat* », rapportant un propos de Ahmed Ouïhmane, qui le tiendrait du Fqih Basri : « ... un dîner luxueux a été organisé auquel ont été conviés un certain nombre de ministres et de membres de la direction générale de l'armée, des conseillers et d'autres membres de la cour. Après avoir terminé les délicieuses pastillas, les tajins (...) quelqu'un a frappé des mains en demandant la suite. Quelques instants plus tard, on a apporté sur un plateau d'argent un objet rond enveloppé de papier aluminium. Celui-ci a été enlevé et, à la surprise générale, on a découvert la tête du martyr Mehdi Ben Barka ». Et Ouïhmane d'ajouter : « Cet événement a suscité quelques réactions, dont les vomissements (...) du conseiller royal Driss Slaoui ».

Le juge P. Ramaël a interrogé le journaliste Ignace Dalle³, qui avait

2. N° 205, 13-19 novembre 2005, page 6.

3. Le 18 mars 2011.

rencontré le Fqih Basri en présence de Ouïhmane. Après avoir fait état de ce contact, il rapporte que

« le Fqih lui a parlé de deux rencontres qu'il avait eues avec deux personnes, avec lesquelles il était lié d'amitié en dépit de leurs divergences politiques profondes : Driss Slaoui, conseiller du roi, et Mohammed Cherkaoui, beau-frère de Hassan II (...) qui lui ont chacun raconté avoir participé à un dîner dans la villa du Souissi du roi, à la fin duquel un plateau recouvert d'un voile a été apporté. Hassan II a retiré le voile et est apparue la tête de Ben Barka. A ce moment-là, Cherkaoui a été pris de vomissements (...) ».

Ahmed Ouïhmane, lui-même, a confirmé son récit au juge d'instruction⁴ en précisant :

« A un moment donné, le roi a tapé dans les mains en demandant qu'on lui amène le reste. Un esclave est arrivé avec un plateau d'argent sur lequel se trouvait "un ballon" enveloppé de papier. Lorsque l'on a enlevé celui-ci, la tête de Mehdi est apparue (...) le directeur de cabinet du roi Driss Slaoui a vomi et a dû être transporté d'urgence à l'hôpital. (...) A la même époque, un ancien tortionnaire du CAB 1 avait dit avoir assisté à la dissolution du corps de Mehdi dans une cuve d'acide. C'était pour mettre fin à la réclamation de la dépouille par la famille (...). Ce n'était pas la réalité, mais une façon d'essayer de faire oublier l'histoire de la tête. (...) Fqih Basri m'a indiqué que deux personnes qui avaient assisté à cette scène la lui avaient racontée : Abdelhadi Boutaleb et Mohammed Cherkaoui. (...) Ces deux noms ont été révélés il y a un mois par le professeur Mohammed Lahbabi dans le journal *Al Massae*. Ils les tenaient de Driss Slaoui, son frère de lait, aujourd'hui décédé. (...) Selon le Fqih Basri, il y avait toute la Cour : les membres du gouvernement, les généraux de l'état-major et les conseillers du roi. Je sais qu'étaient présents Oufkir et Dlimi ».

« *Papier d'argent* » ou « *voile* » ? « *Vomissements de Slaoui ou de Cherkaoui* » ? Driss Slaoui : « Conseiller royal » ou « directeur de cabinet du roi » ? « *A la même époque* » ? Le dîner royal est de novembre 1965, le récit de Ahmed Boukhari du 30 juin 2001... Dans son livre, *Le secret*, celui-ci d'ailleurs a maintenu ses dires (page 387) et affirmé que la version du Fqih Basri présentée par *Al Ayam* « n'était que pure fabulation »...

4. Le 3 décembre 2012

Autre question : comment tant de personnalités présentes à ce dîner n'en ont-elles jamais parlé ? Comment Ouïhmane a-t-il pu affirmer : « Je sais que Oufkir et Dlimi étaient présents » ?

Qui croire ?

Ignace Dalle a ajouté : « Le fqih est décédé il y a quelques années. Je ne pense pas que Mohammed Cherkaoui accepterait de parler ». Ouïhmane a fait la même réflexion.

J'ai pour ma part interrogé le beau-frère du roi. Il a nié avoir assisté à pareil dîner⁵.

Le même *Al Ayam* a interrogé Ali Bourequat (page 8). Celui-ci relate que « c'est l'un des gardiens, Mohand Boutoulout, qui a enterré la tête de Ben Barka près de la douche de la prison ». Détail nouveau, ainsi que de nouvelles « révélations » : « J'ai rencontré Dubail, Boucheseiche et Le Ny, tous les trois ensemble, plusieurs fois, car nous étions détenus dans la même prison. Nous avons échangé longuement sur plusieurs sujets dont l'affaire Ben Barka ». Quarante années après, Ali Bourequat semble avoir quelque peu oublié ce qu'il a rapporté dans son livre...

Il est évident que seuls le témoignage des Marocains (sollicité par la CRI de septembre 2003 et non exécutée à ce jour) et les fouilles du PF 3, également demandées, pourraient confirmer ou infirmer tous ces récits.

La famille Ben Barka pourra-t-elle un jour faire son deuil ?

Les responsables

Les Marocains

J'ai indiqué (pages 395-407) la responsabilité des Marocains dans la « disparition » de Mehdi Ben Barka, celle du roi Hassan II en tête : « coupable de la mort du leader marocain, parce que responsable de son enlèvement ».

Il est pour le moins affligeant pour la vérité historique de trouver jusqu'à aujourd'hui des journalistes marocains, voire des responsables, affirmer : « *Le régime d'Hassan II est innocent* ». Ainsi, le sieur Moulay Abdallah Bouskraoui, le 1^{er} novembre 2008, écrit, et reprendra, les années suivantes, ce dire : « Les journalistes (...) s'acharnent sur le régime marocain (...) oubliant la citation des sages qui dit « *Quand ils ont inventé le mensonge,*

5. En juin 2013

on a inventé l'Histoire ». (...) La vérité est le contraire, car en 1965 les services secrets du Maroc étaient incompétents et manquaient de moyens ». (?)

Une pièce très importante, dément ce propos. Retrouvée tardivement, au dossier (SDECE/Pascal – page 371) – au papier à entête du cabinet du directeur de la P.J. française –, en date du 9 novembre 1965, elle établit que l'inspecteur de police marocain « **SKALLI Saïd s'est présenté le 14 octobre 1965 au service de la Paerie de la P.P. et a retiré 1.500.000 francs – reçu signé Dlimi – 30 octobre de Rabat** ».

Or, une autre note au dossier établit que ce même inspecteur s'était présenté, le 1^{er} octobre, à la direction du Service de coopération internationale de la police, porteur d'une lettre de Dlimi, sollicitant la remise d'une somme de 15.000 francs. Mais, la note du Directeur du Service français précise que « cette somme était à prélever sur un crédit initial de 25.000 francs mis à sa disposition par le Gouvernement marocain pour couvrir les frais d'hôtel et de restauration de fonctionnaires de police marocains en stage à Paris ».

En revanche, aucune précision n'est donnée sur le reçu signé DLIMI quant à l'utilisation de la somme de 1.500.000 francs...

Ce 14 octobre, n'était-ce pas le jour où Figon – après avoir contacté Lopez le 10, pour lui demander « d'agir au plus vite auprès de ses amis Marocains pour qu'ils tiennent leur parole » (page 239) – mettait ses menaces à exécution en allant trouver le directeur de *Minute* (page 240) ?

Coïncidence troublante ! Qui n'indique certes pas que Dlimi a remis de l'argent à Lopez, ou à Figon, mais qui montre la collusion d'une manière générale entre les services de police français et marocains.

Ce SKALLI Saïd fait partie des Marocains qui devaient être interrogés, suite à la CRI adressée à Rabat en septembre 2003, non encore exécutée douze ans après (page 348).

J'ai trouvé une interview d'Allal El Fassi faite par le journaliste écrivain Attilio Gaudio⁶, au lendemain du départ pour Paris de Dlimi (page 310) : « ... j'étais sur place quand Dlimi a quitté le Maroc et, là-dessus, je suis formel. Son départ avait été soigneusement préparé entre le Palais et les autres protagonistes de l'affaire Ben Barka ». Et le journaliste d'ajouter : « Allal El fassi m'a révélé que des personnalités détenant de très importants leviers de commande au sein du gouvernement marocain ont été à l'origine de la "disparition" de Ben Barka ».

J'ai évoqué les mandats d'arrêt internationaux lancés en octobre 2007 par le juge P. Ramaël contre les généraux Benslimane et Kadiri, les commissaires El Hassouni, Miloud Tounzi et Abdelhaq Achaachi, en

6. Auteur de *Allal El fassi ou l'histoire de l'Istiqlal*, Paris, 1972, Edit. Alain Moreau.

raison du fait que les CRI n'étaient pas exécutées (page 352) et de leur blocage par le président Sarkozy.

Il faut savoir rapporter le *Journal hebdomadaire*⁷ que « la 76^e Assemblée générale d'Interpol s'est ouverte le 5 novembre 2007 à Marrakech. Et, ce que l'histoire ne dit pas, c'est qu'Hosni Benslimane en personne avait ouvert ce colloque. Ceci expliquerait en partie le mutisme d'Interpol après les événements récents ». « **Des deux côtés de la méditerranée, la vérité fait toujours peur** » (souligné par l'auteur), conclut le *Journal*.

Les mandats d'arrêt ont été relancés par le juge d'instruction en juillet 2014, avant son départ à Lyon, appelé à une autre fonction. Mais Interpol n'a exécuté la requête que dans l'espace Schengen. Pour quelle raison ? Raison d'État, des deux États ?

Un ouvrage récent⁸ révèle que deux agents du SDECE envoyés par le nouveau chef du Service enquêter au Maroc sur l'enlèvement de Ben Barka y ont été assassinés, le commandant Borel le 6 février 1966 et Yves Allain, sous couverture ORTF, le 15 octobre 1966 à Kénitra.

Le nouveau juge d'instruction Cyril Paquaux a renouvelé à son tour, en 2014 à Rabat, la CRI datant de 2003. Sans réponse à ce jour.

Ainsi, nul de bonne foi ne saurait contester la totale responsabilité des Marocains, et au plus haut niveau, dans la « disparition » de Mehdi Ben Barka.

Rappelons à nouveau :

– le mandat d'arrêt, lancé contre Boucheseiche par le juge Zollinger dès le 8 novembre 1965 non exécuté ; les CRI, adressées à Rabat en vue d'entendre Oufkir et Dlimi rejetées ; les mandats d'arrêt lancés le 18 novembre contre Dubail, Le Ny, et Palisse non exécutés (page 260).

– Ceux-ci se sont réfugiés, après Boucheseiche, au Maroc. Les Marocains se sont bien gardés de les arrêter (jusqu'à leur exécution sur place, après leur détention au PF 3 !) et de les renvoyer en France. De même, d'exécuter les mandats d'arrêt lancés contre Oufkir et Dlimi, après la conférence de presse du général De Gaulle, le 22 février 1966.

– Les CRI adressées au sujet des truands, en 1999, puis 2000, exécutées, mais sans que le juge d'instruction marocain puisse, comme par

7. Octobre 2009 – Journal très critique du pouvoir, disparu en janvier 2010, après une décision judiciaire en raison de « dettes très importantes ». D'après ses fondateurs : aboutissement d'un processus d'asphyxie financière menée par le régime.

8. *Histoire politique des services secrets français* de R. Faligot, J. Guisnel et R. Kauffer, La Découverte Poche, 2013.

hasard, retrouver les adresses de tous les gardiens du PF3, dont les noms communiqués, agents devenus commissaires de police...

– La nouvelle CRI adressée en septembre 2003, renouvelée en mai 2005, puis à nouveau en 2015, au sujet des participants à l'enlèvement de Ben Barka ou informés de ce crime, toujours inexécutée...

– Le refus d'exécuter des fouilles au PF 3 après les révélations des frères Boureqat.

– Les procès de 1966 et de 1967. Etc.

Les Français

Si les récentes investigations confirment les propos du Général de Gaulle en ce qui concerne les exécutants de l'enlèvement de Mehdi Ben Barka – « *rien que de vulgaire et de subalterne* » –, elles confirment aussi le fait que, dans les semaines qui précédèrent l'enlèvement, bien des hauts dignitaires savaient que le leader marocain était « recherché » par les Marocains. Or, ils n'ont rien fait pour assurer éventuellement sa sécurité s'il devait venir en France. Pas plus, au demeurant, pour interpellier les Marocains et autres complices Français immédiatement après.

A ce sujet, l'ambassadeur britannique à Paris, Sir Patrick Reilly, écrit le 17 janvier 1966 :

« ... Il semble maintenant évident que beaucoup de personnalités de rangs plus élevés étaient depuis longtemps au courant des circonstances de l'enlèvement (...) de Ben Barka. (...) La police a, par la suite, travaillé si lentement que beaucoup de gens supposent qu'elle a tacitement protégé ceux qui étaient impliqués... ».

Souchon et les Services de police

Après bien d'autres, le commissaire Pierre Ottavioli évoque dans son livre⁹ la faute du chef de la brigade des stupéfiants et poursuit : « Encore faut-il essayer de comprendre comment elle a pu être commise par un homme qui n'avait d'autre ambition que de servir. Car la chose est certaine, Souchon (...) était un honnête homme. (...) De tradition ancienne, la PP et le SDECE entretiennent de bonnes relations. Les échanges de services et de renseignements (...) vont de soi. Il n'y a là rien que de très banal. (...) Or, Lopez n'est pas un indicateur ordinaire

9. *Echec au crime. Trente ans Quai des Orfèvres*, Edit. Grasset, 1985 – page 127 et 129

(...). Il s'agit d'un fonctionnaire avec lequel il collabore sans arrière pensée. Alors, aujourd'hui, il faut qu'il renvoie l'ascenseur (...). La question s'est beaucoup posée de savoir (...) s'il avait reçu un ordre exprès. De ma part, je puis affirmer que non. De la part de mon prédécesseur, M. Simbille ? Je n'en ai jamais reçu la confiance. Alors de qui d'autre ? (...) L'auteur du message n'a jamais été identifié ».

Le cas Simbille, je l'évoque (page 245) : « Souchon prévient son collaborateur R. Voitot qu'il l'emmènera en opération à l'heure du déjeuner. Fait étonnant, Souchon rencontre à ce moment là son supérieur hiérarchique, le Cr. Simbille (...). Il annonce qu'il part en mission avec Voitot rejoindre Lopez. Or, il ne lui aurait posé aucune question sur cette mission ! ». (page 257) : « Le 3 novembre : Souchon passe aux aveux. Simbille, d'une manière étonnante, recommande à Souchon de répondre à tout interrogatoire qu'il n'était au courant de rien ». (page 363) : « Souchon a fourni à la PJ un rapport de Figon quelques jours avant l'enlèvement. Il l'a remis à Simbille lui-même avec la photo de Figon ». Souchon a dit au procès : « Mais comment voulez-vous que je parle de ce rapport, puisque mes chefs avaient jugé bon de garder le silence ? » (page 414). « Le Cr. Aimé-Blanc au juge d'instruction : Simbille recherchait un rapport de Souchon sur une surveillance de Figon avenue Niel. Je pense qu'il cherchait à le détruire ». Certes Aimé-Blanc dira aussi (page 425) : « Je me souviens d'une réflexion de Simbille (...). Il m'a dit que Caille nous avait tous mis dans la merde ».

Lopez de son côté aurait dit à Simbille – avant son passage chez Bouvier – « Vous n'avez qu'à me faire suivre et je me fais fort de conduire vos hommes jusqu'à Chtouki (alias Miloud Tounzi) qui est l'organisateur de toute l'opération. Il sera ce soir avec le général Oufkir et le Cdt. Dlimi à la Villa Saïd ». « Pas question ! » aurait-il été aussitôt répondu à une offre aussi inattendue. Renouvelée chez Bouvier (page 257 – note 127).

Ainsi, de l'interrogation du Cr. Ottavioli, et de tout ce que je rappelle après, nous pouvons réellement nous demander si le fameux coup de téléphone reçu par Souchon n'était pas de Simbille ? Si la police était bien de connivence avec les agents du SDECE quant à l'enlèvement de Ben Barka ? Et si Simbille n'a pas totalement changé de position le 3 novembre, après avoir eu connaissance que cet enlèvement avait mal tourné ?

Lors de l'entrevue à Casablanca, le 21 octobre 1966, de l'H.C.Jacques Reitzer avec Oufkir (page 450), celui-ci lui a dit : « Dlimi tient en réserve les preuves de la complicité de M^e Lemarchand et du Cr. Somveille ». Dlimi n'a rien dit à ce sujet lors du procès – ce qui était logique puisqu'il jouait les innocents. Si nous connaissons le rôle de Lemarchand après

avoir eu connaissance par Figon, vers la mi-octobre, de l'enlèvement envisagé de Ben Barka, rien n'a jamais été rapporté sur le Cr. Someveille, directeur de cabinet du préfet Papon. Celui-la n'a-t-il pas été le lien avec Lemarchand ? Il connaissait bien le Maroc, par ailleurs, puisqu'il était aussi le directeur de cabinet de Maurice Papon, Secrétaire général de la Résidence à Rabat de 1954 à 1956...

Le commissaire Caille

J'ai rapporté le refus de Caille de donner ses sources et ses divers mensonges au cours de l'instruction (page 424) ainsi que le propos du Cr. Aimé-Blanc à son sujet (page 425 et infra). Auditionné par le juge P. Ramaël¹⁰, celui-ci précisera : « Caille était très lié avec Lemarchand et il était de notoriété publique dans la maison que Figon était l'un de ses indics ».

Nommé commissaire divisionnaire en 1961, Caille avait été chargé de la lutte contre l'OAS en Métropole, d'où ses liens avec Lemarchand. C'est lui qui avait pris livraison d'Argoud, enlevé à Munich en 1963. Il sera de la sorte aussi en contact avec J. Foccart.

Après sa rencontre avec le Cr. Someveille (page 255), Camp écrit dans son rapport¹¹ : « L'atmosphère était moins détendue que chez M. Godard, car MM. Someveille et Caille paraissaient fort préoccupés par cette affaire ».

Finville lui-même, interrogé par le Directeur du SDECE, déclare : « Quand je suis arrivé (le 2 novembre – page 255) au Club des Saints-Pères¹² (...) Caille est arrivé à 13 heures, affolé... il avait des yeux exorbités lui sortant de la tête. On sentait qu'il était sous le coup d'une grande émotion... (Il venait de tout apprendre par Figon chez Lemarchand).

J'ai évoqué (page 261) un commissaire Berger présent Boulevard Saint-Germain, qui aurait tenu informé Caille. Auditionné par le juge Ramaël, Voitot dira pour sa part : « Après cette affaire, il s'est dit à l'intérieur de la boîte que Caille était présent sur place ».

Le ministre de l'Intérieur, Roger Frey

J'ai précisé que, dès la mi-octobre, R. Frey savait par Lemarchand ce qui se tramait contre Ben Barka (page 422) ; également par les écoutes de

10. Le 2 mai 2006.

11. Fiche à l'attention du Comité de Direction » (du SDECE) examinant la connaissance de Finville de l'affaire Ben Barka, en date du 29 novembre 1966.

12. Où il rencontrait souvent Caille, et bien d'autres, des « amis » selon ses propres dires.

la BCDRC, selon les révélations du Cr. Aimé-Blanc (page 412), tout cela confirmé par un entretien avec Maurice Grimaud, directeur général de la Sûreté nationale (page 426).

J'ai évoqué les appels reçus de R. Frey le 30 octobre 1965 (page 427). Selon Jean-Pierre Lenoir, auditionné par le juge P. Ramaël, il aurait même été informé dès le 29 octobre ! « Après l'enlèvement, un de mes amis, Raymond Kwort, avait croisé Figon, ivre dans un bar de Saint Germain, parlant de l'enlèvement réalisé. Cet ami est allé trouver le ministre de l'Intérieur qui était absent, et a prévenu sa secrétaire principale, Mme Huguette Renaud, de ce qu'il avait appris ».

J'ai relaté aussi l'audience de Caille chez le ministre de l'Intérieur après sa rencontre avec Figon le 2 novembre (page 423).

« Rendre un « petit service » à Hassan II. Pourquoi pas ? m'a dit Maurice Grimaud, lors d'un de nos entretiens. Nul, bien sûr, notamment pas Roger Frey n'avait pu imaginer que les choses tourneraient mal ». (Frey qui avait décidé l'enlèvement du colonel Argoud en 1963, mais le rapt s'était bien terminé, sans mort de la victime ? (page 416, note 80)

Dans son livre *Barbouzes du Général*, Lemarchand laisse entendre, selon les dires rapportés de Lopez, qu'à son réveil à Ormoy, le 30 octobre, Oufkir lui aurait dit : « Tu sais, il est arrivé une catastrophe. Il faut que tu saches que j'ai appelé Frey pour cela. Le prestige du roi du Maroc est en jeu. Les services marocains et français sont main dans la main dans cette histoire ». Et d'ajouter : « Qu'a dit alors Oufkir à Frey ? Le Marocain a-t-il même téléphoné au Français ? »¹³

Grimaud encore : « Rentré au ministère vers 23 h, je rapporte au ministre les dires d'Oufkir concernant Ben Barka, lors du dîner offert par l'ambassadeur du Maroc. Mais, celui-ci me coupe : « Il y a du nouveau, hélas, je vous en parlerai demain » (page 228).

Frey savait-il alors su que Ben Barka était mort accidentellement ? Il n'en a jamais parlé ou du moins, je n'ai à ce jour trouvé aucun rapport, aucun récit, aucune déclaration formulé sur ce drame.

Sur ma demande, le juge P. Ramaël reçoit¹⁴ Jacques Patin, ancien collaborateur du général de Gaulle, chargé de mission pour les affaires judiciaires auprès de lui depuis 1963, et nommé, en plus, secrétaire du Conseil supérieur de la Magistrature en octobre 1965. J. Patin déclare au sujet d'Oufkir : « Ce qui est sûr, c'est que le général Oufkir est arrivé très tard dans la journée du 30 octobre et qu'il est reparti très tôt le lendemain matin avec son adjoint Dlimi. Qu'était-il venu faire ? Il est revenu quelques jours plus tard, mais je n'ai pas la date. Et là, on l'a laissé repartir, sans l'interroger, ni l'arrêter. **C'est quand même gros** » (Souligné par l'auteur).

13. *Barbouzes du général*, Le Cherche midi éditeur, 2005.

14. Le 13 novembre 2012.

Si pour des raisons diplomatiques volonté était faite de ne pas interpellier le ministre marocain de l'Intérieur, Oufkir, rien n'aurait pu empêcher d'arrêter Dlimi, voire El Hossaini, Chtouki alias Miloud Tounzi, et autres Marocains présents à Paris. Roger Frey n'avait-il pas tout simplement peur qu'ils ne parlent... et n'évoquent la collusion des polices dont j'ai fait état ?

Dans son livre¹⁵ François Caviglioli est très sévère à l'égard de Roger Frey : « Devant l'offensive de la partie civile (au procès de 1966, note de l'auteur), Max Fernet, directeur de la P.J. a révélé comment le gouvernement (le ministre de l'Intérieur) a tenté jusqu'au bout de dissimuler à l'opinion publique la participation de deux policiers français à l'enlèvement (...). Du 5 au 11 novembre, Louis Souchon et Roger Voitot, qui sont aux yeux de la loi des criminels puisqu'ils ont commis un crime, ont été protégés, aidés par leurs supérieurs, par le préfet de police, par un membre du gouvernement ».

J. Foccart, secrétaire général de la Présidence de la République

J'ai développé son cas (page 429). Était-il directement informé du projet des Marocains ? L'ambassadeur de Suisse au Maroc s'adresse à la Division des Affaires politiques du Département politique fédéral à Berne, après un entretien avec une personnalité française proche des milieux politiques influents¹⁶ :

« Pour X, il est sûr que Foccart était au courant ; le général de Gaulle ne l'était pas ».

« (...) Les services secrets français n'auraient pas voulu refuser de payer à Oufkir leur dette et auraient organisé le rapt de Ben Barka avec quelques truands. La mort de ce dernier aurait été accidentelle ».

J. Foccart coiffait, en fait, tous les services secrets (SDECE, RG, DST). Il exerçait sur le SDECE une « autorité morale certaine » selon ses propres dires¹⁷, plus importante même que celle du directeur de la « Piscine », Paul Jacquier, nommé à ce poste, semble-t-il, sur sa recommandation. D'aucuns ont pu dire qu'il était, après de Gaulle, « l'homme le plus influent de la 5^e République ».

Le *Canard enchaîné*¹⁸ évoque « la découverte de la commode de Foccart » et ajoute : « Cette découverte a eu l'avantage de mettre en

15. « Ben Barka chez les Juges », *Op. cit.*, pages 60 et 64.

16. Lettre du 4 janvier 1967, trouvée aux Archives suisses par le juge P. Ramaël, en ma présence.

17. *Foccart Parle, entretien avec Ph. Gaillard*, Fayard, 1995, page 111 et 112.

18. Du 4 juin 1969.

évidence un petit fait qui en dit long : les propos tenus dans les propres bureaux de De Gaulle étaient écoutés et enregistrés par Foccart » ! Portant plainte contre le journal, Jacques Foccart perdit, tant devant le TGI que devant la Cour d'Appel.

Sur ma demande, Jean Montaldo, ancien journaliste à *Minute*, a été auditionné par le juge P. Ramaël¹⁹. Il révèle que c'est lui qui a accueilli, à son journal, Figon le 14 octobre 1965 et qui l'a envoyé à Brigneau (page 240). Selon ses dires, Figon, rencontré dans un café après l'enlèvement, lui aurait dit : « Eh bien, Foccart en ce moment, il s'en lave les mains ». Il ajoute un fait plus intéressant : « Notre journal était soupçonné par certaines personnes d'être en relation avec des services officiels »... Plus que vraisemblable !

Dans son livre, *Les voyous de la République*, Montaldo va jusqu'à écrire que « Jacques Foccart est directement compromis »²⁰ ?

Daniel Guérin a écrit au juge Pinsseau²¹ pour lui rapporter sa rencontre à Rabat avec Oufkir, des années après l'enlèvement de Ben Barka : « Lorsque je pris congé du général, il me confia : « *Vous êtes venu jusqu'à moi de si loin dans l'espoir d'y apprendre la vérité. Vous retournez maintenant à Paris, allez donc voir Monsieur Foccart !* »

Le Premier ministre, Georges Pompidou

J'ai cité (page 431) les dires du général de Gaulle à Alain Peyrefitte à son sujet.

Il faut compléter ce trait par les déclarations de Pierre-Henri Pascal de Perretti, dit Pascal²², au juge P. Ramaël au sujet d'un « document manuscrit » imputé à un agent du SDECE, Daniel Pouget²³, et mon commentaire (page 447).

Pascal a été auditionné une nouvelle fois par le juge²⁴ ; il a précisé : « Comme je vous ai répondu la dernière fois, j'ai tendance à penser que le Premier ministre ne souhaitait pas relancer l'affaire au stade où elle était sur le plan judiciaire. **La décision du Premier ministre a empêché tout développement nouveau de l'enquête** ». (Souligné par l'auteur)

Jacques Patauld, chargé de mission au cabinet de G. Pompidou, dépouillait chaque jour les « écoutes téléphoniques » reçues du ministère de l'Intérieur et de la P.P. ; le rapport quotidien rédigé par le SDECE. A-t-

19. Le 21 janvier 2013.

20. *Op. cit.*, page 71.

21. Lettre du 30 octobre 1976.

22. Conseiller du ministre de la Défense, Pierre Mesmer, chargé du dossier « Ben Barka ».

23. Le 15 octobre 2007.

24. Le 7 juillet 2008.

il été informé, notamment par Daniel Pouget, un des adjoints de Finville comme l'a prétendu Lenoir au juge P. Ramaël – de ce qui se tramait contre Ben Barka, alors à Genève ? Ignorant quelle était l'importance de cette personnalité marocaine hostile à Hassan II – les rapports Lopez (17 mai, 22 septembre) n'évoquant pas un enlèvement de Ben Barka en France – J. Patauld a-t-il alors estimé qu'il n'y avait pas lieu d'en informer le Premier ministre ?

Mais lui-même a reçu le 14 octobre J. Foccart. A quel sujet ? Celui-ci aurait-il évoqué les informations/menaces de Figon, reçues par Lemarchad/Caille ce même jour ?

J'ai pu examiner avec le juge P. Ramaël le compte-rendu des Conseils de ministres de 10 novembre 1965 et les suivants, présidés par le général de Gaulle. Si nous y retrouvons la volonté du Général que la justice passe et vite... nous ne constatons aucune information quant au sort de Ben Barka.

Une proposition d'Edgard Faure, alors ministre de l'Agriculture, interpelle : « Il pourrait y avoir deux instructions : l'une, l'enlèvement de Ben Barka ; l'autre, son assassinat ». Savait-il quelque chose ? Ou, avançait-il une présomption ?

Les agents supérieurs du SDECE

J'ai indiqué que, dans son recours au Conseil d'État – sans succès pour autant –, Finville avait mis en cause « **MM. Beaumont et Morvan, qui avaient leur responsabilité engagée dans cette affaire** » (page 438). (Souligné par l'auteur).

A Bernard Violet, interrogeant²⁵ l'adjoint de Finville, Jean-Pierre Lenoir, celui-ci de répondre : « Le SDECE sait des choses sur le crime et ne le dit pas, pour camoufler également son incompétence. La hiérarchie est contrainte de lâcher Finville ».

A mon regretté confrère M^e Michel Bruguier interrogeant Finville lors d'une audience au procès de 1966 : « Pensez-vous (...) qu'on ait cherché à camoufler d'autres responsabilités en mettant en avant les vôtres ? », Finville de s'écrier : « Non seulement je le maintiens, mais je vous remercie, Maître, d'y faire allusion » – sans pour autant en dire plus !

A l'expert psychologique l'interrogeant – comme dans toutes les affaires criminelles – Finville de répondre : « Le secret inhérent à mes fonctions m'empêchait d'en dire davantage. C'est à d'autres de parler ».

J'ai évoqué le cas du colonel Beaumont (de son vrai nom, René Bertrand), « directeur de la Recherche » (page 448). Il faut savoir que Finville était sous sa dépendance directe. Daniel Pouget, déjà cité, déclare

25. Auteur de *L'Affaire Ben Barka*, Op. cité, page 380.

à *l'Express*²⁶ : « Le Roy-Finville a tenu informé ses supérieurs hiérarchiques. Toutes les informations ont été transmises à son supérieur, qui est l'un des directeurs du SDECE ».

Dans sa plaidoirie, le regretté bâtonnier William Thorp attira l'attention sur le rôle particulièrement équivoque du colonel Beaumont. Il se dit convaincu que « c'est au niveau des services médians, entre le général Jacquier et M. Le Roy-Finville, que se trouve placée la couverture qui existe au sein du SDECE ».

Daniel Guérin dans son livre²⁷ fait état des anciennes sympathies de Beaumont pour l'OAS et d'une amitié personnelle pour Oufkir. Il pense que Beaumont, l'un des véritables patron du SDECE, a été le « cerveau » de l'intervention du SDECE dans le rapt de Mehdi Ben Barka.

Il faut savoir que Beaumont, très proche du colonel Marienne (alias Morvan) – le directeur de cabinet du général Jacquier (à qui tout fut caché) – comme Finville et Morvan, ont adhéré à l'Union pour le Renouveau et le Salut de l'Algérie français pendant les événements de mai 1958... Morvan, fonctionnaire SFIO, franc-maçon, comme Finville.

Le juge Zollinger n'a interrogé ni Morvan, ni Beaumont, ni le colonel Mercier, chef de la Main Rouge...

Lors de son audition par le juge Ramaël²⁸, Jacques Patin, déjà cité, révélera :

« Le juge Zollinger m'a rendu une visite secrète au Conseil supérieur de la Magistrature, le 26 octobre 1966. Je n'ai parlé à personne de cette audience jusqu'à aujourd'hui, même pas au Général (...) ».

« Zollinger voulait "vider son sac". C'était entre les deux procès. Il m'a raconté que lorsqu'il mettait en cause des Français, il était l'objet de critiques vives, appuyées, qui remontaient jusqu'à l'Elysée (j'en avais des échos). Il m'a dit qu'il croyait qu'il avait manqué quelque chose d'important impliquant des Français hauts placés, sans citer de noms. **Il a ajouté que, s'il pouvait recommencer, il inculperait les colonels du SDECE : Mercier dit Mareuil, Marienne dit Morvan et Bertrand dit Beaumont, qui étaient mouillés** (souligné par l'auteur) et qui se sont défaussés sur Leroy-Finville qui n'avait rien fait ».

Et, J. Patin d'ajouter :

« Le but de l'opération était, selon mes réflexions, d'empêcher le général de Gaulle de se représenter aux élections présidentielles de décembre et s'il le faisait, de le conduire à sa démission ».

26. Hebdo du 14/20 février 1966.

27. *Ben Barka. Ses assassins*, Op. cité, page 78.

28. Le 13 novembre 2012.

Le sacro-saint « secret défense » de la DGSE

J'ai révélé (page 365) le combat qu'il a fallu que les juges d'instruction successifs mènent, à la requête des avocats de la partie civile, pendant près de 30 années (1976-2004), pour obtenir la déclassification des pièces du « dossier du SDECE » concernant la disparition de Ben Barka. Du moins, celles mises sous scellées sous la présidence de François Mitterrand, car il s'avéra, comme je l'avais pensé, que le dossier remis était expurgé...

Les 29 juillet et 3 août 2010, le juge Patrick Ramaël n'hésite pas à lancer une perquisition au Centre administratif des Tourelles, sis dans le 20^e arrondissement à Paris, donc à la DGSE (Direction générale de la Sécurité extérieure, ayant remplacé le SDECE en 1982).

Il est accompagné – comme le prévoit la loi de programmation militaire du 29 juillet 2009, qui a classé certains lieux « secret défense » –, notamment par le président de la Commission consultative du secret de la défense nationale, Jacques Belle, par le secrétaire général de cette Commission, Joël Tixier, et par le conseiller du directeur général de la sécurité extérieure, Pascal Fourré.

Sur ma demande, le juge d'instruction sollicite que soit recherché le dossier éventuel de 79 personnalités françaises et marocaines, mêlées de près ou de loin à la « disparition » de Ben Barka.

Le président Belle participe, personnellement, aux recherches, avec les agents de la DGSE, hors du juge d'instruction.

Seuls 23 dossiers sont trouvés... ou remis au Président. Il les inventorie – ne devant en principe retenir que les pièces concernant l'affaire Ben Barka – puis les remet au juge d'instruction, aux fins de saisie et de mise sous scellés.

Le 6 août, le juge, selon la loi, demande au ministre de la Défense la communication de ces pièces. Le 20 octobre, celui-ci, Hervé Morin, lui fait connaître sa décision :

« La Commission consultative du secret de la défense nationale a émis le 1^{er} octobre 2010 un avis favorable à la déclassification de l'ensemble des documents en relation avec la procédure dont vous êtes saisie, à l'exception de la page 1 du document placé sous scellées N° 11, le 3 août 2010 ». Le ministre ajoute dans sa lettre (*In cauda venenum ?*) « La Commission a écarté les pièces qui n'avaient aucun lien, direct ou indirect, avec l'affaire que vous instruisez ». « J'ai décidé de suivre en tous points cet avis. Les documents vous seront transmis dans les meilleurs délais ».

Patrick Ramaël reçoit les dossiers début novembre. Bachir Ben Barka et moi-même avons été convoqués, quelques jours après, pour les examiner avec lui.

Le juge est plus qu'étonné – comme nous-mêmes – au constat de ces pièces « non déclassifiées » :

Premier constat :

le dossier du journaliste Philippe Bernier n'a pas été « trouvé », en tous cas pas remis au Président Belle. Pourtant une pièce du dossier du SDEC, déclassifiée par décision du ministre de la Défense en date du 12 février 2008, indiquait à son sujet : « Il existe un dossier important sur l'intéressé ». Aurait-il été détruit, ou non « trouvé », comme par hasard ?

Deuxième constat :

je l'ai déjà précisé : sur 79 dossiers sollicités ; 23 seulement ont été remis au Président Belle.

Troisième constat :

l'ensemble de ces 23 dossiers représente 484 pages. Or, seules 144 sont déclassifiées ; 340 pages sont blanches, barrées d'un grand Z, avec la mention « non déclassifiées par décision du ministre de la Défense ».

Quatrième constat : certains dossiers sont totalement « non déclassifiés » !

Cinquième constat :

Si ce que ci-dessus indiqué était exact, pourquoi certaines pièces ont-elles étaient « déclassifiés » alors qu'elles n'avaient « aucun lien direct ou indirect avec l'affaire » ?

Sixième constat :

une pièce importante, « déclassifiée », n'est pas datée (en fait, n'est pas versée en totalité à la procédure) :

Patrick Ramaël demande, preuves à l'appui, des explications au ministre de la Défense.

« (...) Si je peux comprendre que certains documents saisis aient été jugés non pertinents dans certains scellés où un grand nombre de pages étaient saisies, je m'étonne que les scellés susmentionnés (les preuves) soient, contrairement à ce que l'avis de la Commission et la lettre de votre prédécesseur donnent à penser, intégralement non déclassifiés. **Ces pièces ont été individuellement sélectionnées par le Président de la Commission lui-même qui ne les aurait pas retenues *ab initio* si elles étaient sans lien avec l'affaire.** (Souligné par l'auteur)

« Je regrette, en outre, des cancellations (oblitération) partielles de certains documents déclassifiés qui rendent ceux-ci peu exploitables. (...) »

Le juge sollicite donc à nouveau « la déclassification totale des documents saisis (...), ainsi que de tous documents qui, conservés à la DGSE, n'auraient pas été saisis à ce jour, mais pourraient faire progresser la vérité ».

Le nouveau ministre de la Défense, Alain Juppé, lui répond le 1^{er} février 2011 :

« (...) Le 15 décembre 2010, je vous informais de la saisie de la Commission (...) et je vous précisais que j'avais suivi en tous points l'avis rendu le 1^{er} octobre 2010 par la Commission ;

« Le 20 janvier 2011, la Commission (...) a émis l'avis (...) défavorable à la déclassification des documents examinés, et écartés dans l'avis du 1^{er} octobre 2010, et également défavorables à la déclassification de la page 1 du document placé sous scellé N°11.

« J'ai décidé de ne pas déclassifier ces documents ».

Incontestablement, il y avait contradiction entre la réponse du ministre Hervé Morin « déclassification de l'ensemble des documents » et celle du ministre Alain Juppé « défavorable à la déclassification ».

Le juge d'instruction sollicite donc une 3^e fois, le 21 mai 2012, la « déclassification totale de tous les documents, etc ».

C'est le directeur des affaires judiciaires du Ministère qui lui répond le 3 septembre 2012 :

« (...) Votre requête a retenu toute mon attention, cependant j'ai l'honneur de vous informer que, dans un premier examen du 1^{er} octobre 2010, la Commission (...) a, après avoir examiné l'ensemble des documents saisis, décidé **d'écarter ceux qui n'avaient aucun lien direct ou indirect avec votre dossier** (souligné par l'auteur) (...) ».

La famille Ben Barka et son conseil ne peuvent se contenter d'une pareille affirmation, sans examen *de visu* de la totalité des pièces saisies. Une double question se pose, en effet :

1°/ Les pièces litigieuses ont été sélectionnées par le président de la Commission lui-même. Il semble évident qu'il ne les aurait pas retenues si elles étaient sans rapport avec l'affaire.

2° / Comment, par la suite, les cinq membres de la Commission, tous, certes, honorables magistrats ou excellents député et sénateur, mais non « spécialistes » de la « disparition » du leader marocain, ont-ils été à même de juger de l'opportunité des pièces saisies ?

Pour moi, seul le juge d'instruction – aidé par la partie civile – est à même de faire ce contrôle pour savoir si les 340 pages écartées n'ont « **aucun lien direct ou indirect** » avec le dossier en cours d'instruction.

Ainsi, il ressort de ce constat, fait avec le représentant de la partie civile, Bachir Ben Barka, que 5 dossiers remis au président Belle et examinés par lui (la perquisition, sur deux jours, a duré des heures) n'auraient « aucun lien direct ou indirect » avec l'affaire !

Bachir Ben Barka a dénoncé une « tromperie ». Interviewé par le journal *L'Alsace*²⁹ il a déclaré :

« Les documents étaient vides de sens ! Des pages blanches, pour certaines, barrées d'un grand Z ne signifiant pas Zorro, mais zéro, comme nul. Nulle, l'attitude de la France l'est, assurément. Mais de qui se moque-t-on ? Ces documents sont inexploitable. Certaines dates ont été effacées ».

Cette déclaration a été faite avant la réponse du nouveau ministre de la Défense, Alain Juppé. Or, celui-ci a, tout simplement, confirmé au juge d'instruction la décision de son prédécesseur, Hervé Morin... Quelle sera la réponse du ministre actuel ?

Le rôle des Israéliens (Le Mossad)

J'ai examiné (page 453 et suivantes) les divers journaux et les divers livres évoquant la participation des Israéliens à la « disparition » de Mehdi Ben Barka. Je concluais ce chapitre en indiquant : « Jusqu'à présent aucune preuve sérieuse n'est apparue au grand jour ... ».

En fait, « il n'y a pas de fumée sans feu », et un certain nombre de révélations plus récentes confirment une réelle participation des services secrets Israéliens.

Déjà en juillet 2004, un journal marocain³⁰ rapportait les propos de l'historien franco-israélien Ygal Bin-Nun³¹, avancés au cours d'une conférence faite à Paris. « Je sais qui a tué Ben Barka, avait-il affirmé, je sais pourquoi, je sais de quelle manière exacte il est mort, et où son corps se trouve aujourd'hui ». Selon ses dires, « Ben Barka aurait été tué par

29. Le 10 décembre 2010.

30. *Le Journal Hebdomadaire* du 3 juillet 2004.

31. A l'époque enseignant à l'Université Paris VIII.

accident et son corps reposerait quelque part en France. La fameuse histoire de la cuve est fausse. Le livre de Boukhari est un tissu de fantasmes. Oufkir n'a rien à voir avec l'enlèvement et l'assassinat. Le seul nom récurrent est celui de Dlimi, qui était chef des opérations, secondé par Chtouki, dont les autorités françaises se sont acharnées à camoufler l'identité ».

Le 1^{er} décembre 2014, Rafi Eitan, un ancien agent du Mossad, célèbre en Israël, révèle, dans une longue interview donnée à la télévision israélienne³², un certain nombre d'éléments sur les circonstances de la « disparition » du leader marocain.

Le journal *Maroc Hebdo International*³³ écrit à ce sujet : « C'était jusque-là un secret de polichinelle (...). D'après, M. Eitan, Ahmed Dlimi est venu à son appartement, peu après le meurtre de Ben Barka, pour solliciter l'aide du Mossad. « Dlimi voulait des conseils pour se débarrasser de son corps sans vie » a déclaré Eitan, ajoutant : « Dlimi m'a dit qu'il venait de l'étrangler quelques heures auparavant ». Je lui ai dit : « Pour te débarrasser du corps, tu dois aller acheter une certaine quantité de chaux et brûler le tout, parce que la chaux brûle le corps tout entier et ne laisse aucune trace ». « Et c'est ce qui est arrivé », a-t-il conclu.

Maroc Hebdo poursuit : « Tandis qu'il s'agit de la première fois qu'un officiel israélien reconnaît que le Mossad a joué un rôle dans l'affaire Ben Barka, la confession de M. Eitan n'a paradoxalement soulevé que peu d'émoi au Maroc. Sans doute, que, tant de thèses ayant été invoquées sur la disparition du plus célèbre opposant au roi Hassan II, il est devenu difficile, si ce n'est impossible, en l'absence d'archives officielles, de démêler l'écheveau. Les propos de M. Eitan ont cependant ceci de particulier qu'ils s'accordent avec les révélations, ces dernières années, de certains auteurs israéliens ayant travaillé sur l'affaire. (Shmuel Seguev et Ygal Bin-Nun).

Interrogé par le journal, Bin-Nun a déclaré : « Le témoignage de Rafi Eitan confirme exactement deux témoignages que j'avais déjà recueillis en 1998, dont l'un du responsable du Mossad en Europe ». « Les services israéliens n'ont pas seulement aidé leurs homologues marocains à mettre en terre le corps de Ben Barka dans un bois au Nord-Est de Paris, où les agents du Mossad avaient l'habitude de faire des pique-niques avec leurs familles, mais leur ont également fourni de faux papier pour pouvoir quitter clandestinement la France ».

« Hassan II n'avait aucune intention de tuer Ben Barka » a-t-il avancé. (...). Si on voulait tuer Ben Barka, on ne l'aurait pas enlevé en plein

32. Deuxième chaîne, publique, lors de l'émission « Uvda »

33. Du 12 au 18 décembre 2014.

Paris, en journée, devant tout le monde. On lui aurait plutôt tiré une balle dans le dos dans une rue déserte, à Genève ou au Caire. Sa mort a été un excès de zèle de la part de Dlimi et Oufkir n'était pas impliqué dans ce meurtre. Dlimi serait l'auteur de la mort accidentelle de Ben Barka, en ayant immergé sa tête, trop longtemps, dans une baignoire pleine d'eau pour qu'il révèle des informations... ».

Deux journalistes israéliens, Ronen Bergman et Schlomo Nakdimon, évoquent à leur tour, en 2015, dans le journal *Yedioth Aharonot*³⁴ le rôle des agents israéliens dans la « disparition » de Ben Barka. Ils expliquent s'être notamment appuyés sur des documents officiels israéliens secrets. Ils ont ainsi pu consulter des archives de l'un des plus proches conseillers du Premier ministre, Levi Eshkol. Ils sont les premiers à ouvrir le fichier « Baba Batra » écrit par le ministre, ou son secrétaire.

Selon eux, l'un des agents du Mossad a acheté un produit chimique « en petites quantités » dans plusieurs pharmacies parisiennes, afin de ne pas susciter l'attention des autorités françaises et, en compagnie de Rafi Eitan, un tiers, Z.A., et d'un chauffeur, s'est rendu dans « un petit appartement pour prendre le corps. De là, les quatre hommes se sont dirigés vers le boulevard périphérique en direction du bois. Une fois arrivés à destination, ils ont enduit le corps de ce produit chimique, puis de la chaux, récupérée par Dlimi. Quelques heures après, la pluie activa le produit et le corps se dissout ». (?)

Les journalistes précisent : il s'agit de la forêt de Saint-Germain. Trois ans plus tard une autoroute a été construite à cet endroit.

Le Monde, *L'Express*, *Telquel* au Maroc et bien d'autres journaux ont fait état³⁵ du long article, publié par les deux journalistes israéliens. Selon ceux-ci, le Mossad a agi parce que Israël était redevable envers le Maroc. L'État israélien fournissait « une aide militaire et une autre en matière de renseignement au Maroc », tandis que les services marocains transmettaient des informations à leurs homologues israéliens. Ainsi, Ronen Berman, interviewé par *Le Monde*, a déclaré : « Les autorités marocaines avaient fourni des informations sensibles sur la teneur des discussions des dirigeants arabes, lors de leur réunion au sommet, début septembre 1965 à Casablanca, en particulier que les armées arabes n'étaient pas prêtes à une nouvelle guerre. Ces informations auraient contribué à la décision de l'État israélien de lancer la « Guerre des Six jours », quelques mois après ».

A la veille du 2^e procès, fin mars 1967, l'épouse de Ben Barka, Mme Ghita Bennani, avait demandé au président de la Cour d'Assises qu'il

34. Le 23 mars 2015.

35. Le 25 mars 2015.

fasse délivrer des CRI aux fins d'entendre Meir Amit, chef des renseignements israéliens, et les journaliste Shmol Mohr et Maxime Ghilan, après leur déclaration au journal *Bul* (page 453). Aucune suite n'a été donnée à l'époque par la justice française à cette démarche...

Bien qu'agé de 88 ans, Rafi Eitan pourrait peut-être enfin révéler la vérité par ses confidences, puisqu'il serait un témoin direct des faits quant à la « disparition » de Ben Barka. Le nouveau juge d'instruction en charge du dossier, Cyril Paquaux, a donc, sur ma demande, adressé une CRI à Tel-Aviv pour que l'ancien agent des services secrets soit officiellement entendu et confirme ou infirme ses propos. A l'heure où j'écris ces lignes, la CRI n'est pas encore de retour à Paris.

Le rôle des Étatsuniens (La CIA)

J'ai rappelé (page 458) ce qui a pu être dit au sujet des services secrets étatsuniens, après la « disparition » de Ben Barka. Je résume, par cette citation, bien connue, de François Mauriac : « *Si ces services sont innocents, c'est le diable qui aura joué pour eux* » (page 459).

Quels sont les quelques éléments nouveaux trouvés ces dernières années ?

J'ai relaté supra la fiche importante, non datée, trouvée parmi les pièces saisies à la DGSE par le juge P. Ramaël et déclassifiées. Je la détaille :

« Objet : rencontre américano-marocaine.

(le nom est coupé) vous signale, arrivée le 14 courant (de quel mois ? de quelle année ?) en provenance respectivement de Rabat et de Dakhla : 1°/ William Charles Thomas, américain (...), diplomate. 2°/ Tounzi Miloud, marocain (...), diplomate, descendus, respectivement, Hôtel Oumia et Tagadirt ».

Tant que la fiche intégrale ne nous est pas communiquée, qu'en penser ?

J'ai cité le livre de Paul Cuny à propos de la mort et de la « disparition » de Ben Barka. Il écrit aussi³⁶ : « Ben Barka préparait un grand Congrès à Cuba, dont il devait être le Président. Il fallait stopper son

36. *Daif Allah – L'Hôte de Dieu*, Op. cité, page 91.

ascension. Un diplomate américain de mes amis, que j'ai rencontré à Washington, quelques jours après l'enlèvement de Mehdi, s'est malheureusement découvert en m'accueillant : « *Mehdi, on l'a eu ! Il était plus dangereux que Fidel Castro.* » Mais, cela ne veut pas dire que ce sont les Étatsuniens qui l'ont eu !

Je lis dans l'ouvrage de Vincent Nouzille³⁷ : « Seul terrain d'entente envisageable pour tous les opposants à de Gaulle, selon la CIA : le "mettre sur la défensive dès que c'est possible". Par exemple (...) ou à propos d'éventuelles corruptions en haut lieu, tel le scandale de l'assassinat présumé de l'opposant marocain Ben Barka, enlevé en plein Paris, en octobre 1965, avec de probables complicités des autorités marocaines et françaises. "Il y a peu de chances qu'une opposition démocratique unifiée (...) émerge, mais tous les camps espèrent que les attaques continues sur des sujets comme l'affaire Ben Barka affaibliront suffisamment les gaullistes pour ouvrir la voie à leur défaite en 1967", résument les analystes de la CIA ».

Assez récemment, le site *Freedom of information act electronic reading room* (lié à la CIA) a indiqué que le dossier Ben Barka était constitué de 2032 documents (Plus, donc, que les 1846 annoncés à la famille Ben Barka, il y a quelques années). Or, selon certaines informations, la CIA a déclassifié ses documents concernant la période 1960-1970. Mais, rien n'est apparu au grand jour concernant Ben Barka, sinon des articles de presse relayant des télégrammes déclassifiés de la CIA.

J'ai donc demandé au juge d'instruction d'adresser, par voie de CRI, une requête à la CIA en vue de tenter d'obtenir tous les renseignements en sa possession concernant *l'Affaire Ben Barka*.

Ainsi, cinquante ans après la « disparition » de Mehdi Ben Barka, le leader de l'opposition marocaine, l'une des figures emblématique du Tiers-monde, « abattu en plein vol à l'âge de 45 ans, alors que son charisme s'étoffait sur la scène internationale », comme le soulignait le média citoyen *Agoravox*³⁸, nous sommes très loin de la promesse faite à sa mère par le général de Gaulle, le 5 novembre 1965 : « *La justice exercera son action avec la plus grande rigueur et la plus grande diligence* ».

37. *Des secret si bien gardés* (CIA 1958/81), *Op. cité*, page 151.

38. Le 8 octobre 2009

Du côté du pouvoir marocain

C'est le refus le plus total de révéler la dramatique vérité, l'absence totale de courage des protagonistes de l'époque pour attester ce qui s'est passé, après l'enlèvement de Ben Barka, décidé par le roi Hassan II. Comment est-il mort ? Qui l'a tué ? Où son corps a-t-il été transporté ? Où est-il enterré ?

Je l'ai dit, je l'ai écrit, je le redis : la vérité est à Rabat.

Selon un dicton rwandais, « *la vérité peut tarder, mais elle finit toujours par triompher* ». Serait-ce le cas pour ce crime ? Ses secrets seront-ils un jour dévoilés ? Ou périront-ils avec leurs détenteurs ? Profondément croyant, j'espère, au contraire, que ceux-ci, avant de gagner la Maison du Seigneur, auront enfin le courage de libérer leur conscience !

Du côté du pouvoir français

Les affirmations du général de Gaulle, lors de sa fameuse conférence de presse du 22 février 1966, se sont révélées inexactes. « Ce qui s'est passé n'a rien eu que de vulgaire et de subalterne » a-t-il déclaré, ajoutant : « Rien, absolument rien n'indique que le contre-espionnage et la police, en tant que tel et dans leur ensemble, aient connu l'opération, a fortiori qu'ils l'aient couverte ».

La formule est, certes, vaste. Mais, il est établi aujourd'hui qu'au plus haut niveau, en la personne du ministre de l'Intérieur, Roger Frey, ou du Secrétaire général de la Présidence de la République, Jacques Foccart, on avait « connaissance » d'un projet d'enlèvement de Ben Barka et qu'on a laissé faire, « couvrant » ainsi la participation d'agents des services secrets et des policiers, français, à l'enlèvement.

Comme l'a écrit le journaliste Claude Angéli³⁹ : « Il y a eu entente étroite entre les services » marocains et français et on peut dire, sans donner la clef de l'enlèvement de Ben Barka, que seule cette entente l'a rendu possible ».

Passé l'élection présidentielle des 5 et 19 décembre 1965, le général de Gaulle n'a-t-il pas mis fin, en janvier 1966, aux fonctions du général Jacquier à la tête du SDECE, remplacé par le général Guibaud ? Et n'a-t-il pas retiré au Premier ministre Georges Pompidou la responsabilité de ce service et placé le SDECE sous la tutelle du ministre des armées, Pierre Mesmer, en qui il avait davantage confiance ? Et mis fin à l'autonomie de la P.P. en remplaçant Maurice Papon, par Maurice Grimaud, en la fusion-

39. N° 54 du *Nouvel Observateur*, novembre 1965.

nant avec la Sûreté nationale ? Et aussi retiré la responsabilité du ministère de l'Intérieur à Roger Frey, le 1^{er} avril 1967 ? (Qui devint alors, tout de même, ministre des Relations avec le Parlement).

Si ce n'était vrai, pourquoi avoir mis tant d'années à lever le sacrosaint « secret défense » sur le dossier du SDECE ? Pourquoi aujourd'hui encore ce « secret défense » demeure-t-il sur les rares dossiers de personnes mises en cause – de près ou de loin – dans l'affaire Ben Barka, remis au juge Patrick Ramaël, après la perquisition au siège de la DGSE ?

Je m'interroge sur des possibilités d'entraves à la manifestation de la vérité. Elles sont pourtant, peu compréhensibles, compte tenu du temps écoulé.

Si ce n'était vrai, pourquoi encore la non-exécution de la CRI, adressée au Maroc par le juge d'instruction, depuis douze années (septembre 2003.), n'a-t-elle fait l'objet de la moindre protestation des autorités de notre pays ? Volonté de ménager les bonnes relations traditionnelles entre la France et le Maroc ? Ou, attentions particulières pour éviter que la manifestation de la vérité ne mette à jour des complicités françaises, ni « vulgaires », ni « subalternes » ?

Comme l'affirmaient, dans un communiqué⁴⁰, les avocats de la partie civile, au lendemain du discours du général de Gaulle : « Il y a eu tout un jeu de complicités ou de complaisances, qui ne sont pas toutes subalternes ».

De Gaulle lui-même se serait exprimé ainsi au Conseil des ministres du 19 janvier 1966⁴¹ : « Les Marocains ont trouvé des concours en France avec une facilité lamentable. Je ne parle pas des hommes de main. Chacun en recrute, toutes les polices le font. Mais je parle des services de police. Il a des choses peu claires, des complicités. Je ne l'admets pas. Il faut aller jusqu'au bout de la vérité et des conséquences... ».

Du côté du pouvoir israélien

La réponse, négative, à la première CRI, lancée par le juge d'instruction Claude Choquet (page 455), se révèle fausse, aujourd'hui, après les déclarations de l'ancien agent du Mossad, Rafi Eitan. Une nouvelle CRI a donc été adressée à Tel-Aviv pour l'entendre. S'il a le courage de confirmer ses dires, la vérité (?) sur la « disparition » de Ben Barka viendrait d'Israël, dans les prochaines semaines ! Les Marocains auront-ils, à leur tour, le courage de parler ?

40. Paru dans *Le Monde* du 26 février 1966.

41. Cité par Alain Peyrefitte dans *C'était de Gaulle*, Tome III, page 43.

Du côté du pouvoir étatsunien

C'est toujours le silence assourdissant du Grand Nord. Peut-on espérer qu'en cette année 2015, cinquantième anniversaire de la « disparition » de Ben Barka, le président Barack Obama décidera de lever le « secret défense » sur toutes les pièces du dossier de la CIA ? Nous pourrions alors connaître, enfin, le rôle des uns et des autres dans cet acte criminel, en particulier les oppositions des États marocains et français, par pure « raison d'État ».

« L'affaire Ben Barka, a écrit le journaliste Hamid Berrada⁴², implique plusieurs États aux intérêts à la fois communs et divergents. A ce jour, tous n'ont pas divulgué leur part de vérité. Ni le Maroc, bien, sûr, ni la France, malgré les levées – partielles ou totales – du secret défense (....). Et, quid des États-Unis, qui, à tout le moins, comme les Israéliens ne pouvaient pas ne pas être informés ? Sans les réponses à ces questions et à tant d'autres, l'affaire Ben Barka conservera ses mystères et zone d'ombre et l'on continuera à se contenter de vérités tronquées ».

Je termine ces pages en reprenant la fin de ma plaidoirie prononcée lors du premier procès de 1966 :

« En ce qui concerne les services français, il n'y a pas d'autre dilemme, le problème a été clairement exposé, à mon sens, par Maurice Clavel : "coupables ou incapables".

En ce qui concerne le Pouvoir marocain, les responsabilités marocaines, vous me permettrez de citer, de solliciter, le fils de Mme Ben Barka⁴³, Mehdi Ben Barka⁴⁴, pour conclure en mes lieux et place.

Ce sera par delà votre Cour, par delà vous, Mesdames et Messieurs les jurés, par delà l'assistance, par delà l'opinion, le dernier appel du grand disparu à son Roi.

« Il a fallu l'explosion de colère populaire du 23 mars (1965) pour amener le roi à reconnaître dans son discours du 7 juin, avant de proclamer l'état d'exception, la gravité du mal, sans aller jusqu'à en désigner l'origine.

42. Ben Barka vivant, dans *Jeune Afrique*, 25 décembre 2005.

43. Que je représentais, note de l'auteur.

44. *Option révolutionnaire au Maroc*, Op. cité.

C'est sur cet aveu, qui avait tellement dépassé les limites de la décence, que le peuple des grandes villes, à Casablanca notamment, n'a pu que descendre dans la rue pour mettre en cause le régime.

Si les élections sont truquées, si la liberté de réunion est niée, si la presse est bâillonnée, si les patriotes, porte-parole des masses, sont pourchassés, condamnés à mort ou à la détention ou tout simplement liquidés... (Ben Barka parlait-il pour lui ?) comment s'étonner, comme a cru pouvoir le faire le chef de l'État, que le peuple emploie un moyen plus direct pour se faire entendre ?

Si maintenant, l'État, l'Administration, la Police, deviennent le chef d'une minorité privilégiée, comment s'étonner que le peuple manifeste sa colère contre ces privilèges et ces passe-droits ?

Si la majorité de la population, maintenue dans la misère et l'inculture, voit, en plus, se fermer devant elle les portes de l'espérance, comment s'étonner que l'impatience prenne la marque du désespoir ?

La responsabilité directe, il faut la chercher dans l'imposture qui, depuis 1960, sert de fondement à la politique officielle du Maroc.

*On fait applaudir les populations par contrainte ou par réduction de la misère et l'on fait de ces applaudissements un principe de gouvernement ; mais... (et cette dernière phrase s'adresse à mon sens non seulement au Pouvoir marocain, mais à tous les Pouvoirs) « **la réalité se venge de toutes ces illusions et la seule vraie politique est la politique du vrai** ».*

ANNEXE

Poursuivi en justice !

Justice. « BEN BARKA : le procès de trop.

« Alors qu'il a consacré cinquante ans de sa vie à rechercher la vérité sur l'enlèvement de Mehdi Ben Barka, l'avocat M^e Maurice Buttin se retrouve aujourd'hui au banc des accusés » (*Telquel* n°608 du 21 au 27 février 2014).

La *Voix du Nord* titre, de son côté, le 19 février 2014 : « Tribunal de Lille. **Un procès et une tribune pour l'avocat de la famille Ben Barka** ». Et de préciser : « L'avocat historique de Mehdi ben Barka, Maurice Buttin, qui se bat depuis cinquante ans au côté de la famille Ben Barka, est jugé pour violation du secret professionnel. Le procès a été délocalisé à Lille, car l'affaire Ben Barka est toujours à l'instruction à Paris ». (note de l'auteur : la plainte était avant tout initialement dirigée contre le juge d'instruction de l'affaire Ben Barka, Patrick Ramaël, et contre le journaliste de France 3, Joseph Tual).

« C'est surréaliste »

« Maurice Buttin est accusé d'avoir, en octobre 2007, divulgué à un journaliste de France 3 que cinq mandats d'arrêt internationaux contre les ravisseurs présumés de Ben Barka venaient d'être délivrés. L'un des mis en cause, Miloud Tounsi, a porté plainte, ce qui provoquera la présentation de Maurice Buttin devant la justice. (Note : avec risque d'un an de prison et 15.000 € d'amende) –. Comme il le dira à la barre : « Je n'ai jamais nié les faits qui me sont reprochés. Je les revendique même. J'ai bien divulgué l'information à un journaliste, sciemment, à la veille d'un déplacement présidentiel au Maroc de Nicolas Sarkozy¹. Je ne poursuis qu'un seul but : lutter pour que le dossier ne soit pas enterré ». Il répétera : « Si j'ai fait ces

1. Le 18 octobre 2007.

révélations, c'est que parce qu'au Maroc, depuis 2003, il y a des Commissions rogatoires internationales qui ne sont pas exécutées. Il fallait faire quelque chose... ».

A 86 ans, Maurice Buttin est avocat honoraire. L'affaire Ben Barka demeure son seul dossier. Si sa convocation l'a blessé – « C'est surréaliste, on risque d'avoir comme seule personne réellement condamnée dans l'affaire, l'avocat qui justement défend la famille Ben Barka » dira son conseil, Me Alexis Gublin –. Maurice Buttin redouble de combativité à l'audience pour faire avancer « l'autre » affaire. D'emblée, il réclame la comparution de son accusateur Miloud Tounsi, qui a été condamné à perpétuité en 1967, mais que la justice n'a jamais retrouvé².

De fait, puisque j'étais poursuivi, je devais réagir et, parce que le Président me laissait m'expliquer, je replaidai en quelque sorte l'*Affaire Ben Barka* pendant près de cinquante minutes. Et de rappeler que ma plaidoirie aux Assises de la Seine, en septembre 1966, m'avait valu une interdiction de revenir au pays pendant 17 ans ! Je terminais ainsi : « Pour bien comprendre, Monsieur le Président, Mesdames les Juges, ce qu'est une attente de cinquante années pour la famille de Mehdi Ben Barka, je vous conseille d'aller voir un film que j'ai vu récemment : "Philomena". Vous verrez comment une mère a recherché, pendant aussi cinquante ans, ce qu'était devenu son fils, ce qui lui a permis finalement d'aller se recueillir sur sa tombe, et ainsi de faire son deuil ».

« *Le silence tue* »

Dans une jolie passe d'armes, poursuit *La voix du Nord*, le procureur Douglas Berthe démonte les arguments des avocats du plaignant, M^e Hamid Andaloussi, venu de Casablanca – qui avait présenté son client comme un innocent, un paisible retraité – et M^e Philippe Clément de Paris – qui n'avait pas hésité à affirmer avec audace que Miloud Tounsi n'avait rien à voir avec l'affaire Ben Barka ! –. S'appuyant sur le fait qu'au tribunal s'exerce la loi et qu'en l'occurrence elle ne s'applique pas au cas Buttin, il plaide sa relaxe. Tout comme le fera avec beaucoup de lyrisme Me Gublin en défense, concluant : « Mon client a fait ce qu'il a fait car il sait que dans un dossier comme celui-là, le silence tue ».

2. Condamné par contumace par la Cour d'Assises de la Seine, le 5 juin 1967, sous le nom d'emprunt de Chtouki – cf. page 350 – le plaignant se gardera bien de venir en France, tant au cours de l'instruction que le jour de l'audience, faisant ainsi preuve d'un grand courage !

Dans *Afrique Asie* de mars 2014, sous le titre « *Affaire Ben Barka : « Tchouki » sur la sellette* », le journaliste Gilles Munier, après avoir évoqué le procès, conclut : « Une chose est certaine : on ne fera pas taire Maurice Buttin ».

Le 15 avril 2014, le tribunal, présidé par Jean-Marc Lemaire, suivait les réquisitions du procureur et prononçait une relaxe en ma faveur. Mais la Cour d'appel de Douai, saisie sur appel au civil de Miloud Tounsi, infirmait la décision le 22 mai 2015 et me condamnait pour « violation du secret professionnel » – pour moi contre toute attente – à verser 1 € de dommages intérêts au plaignant. Il faut savoir que je n'avais pas pu m'expliquer personnellement à la Cour, car le jour même de l'audience, le 2 avril, j'avais été hospitalisé à Paris.

Postface

Reprenant les termes de ma postface de 2010, je tiens ici à rendre hommage à mes confrères de la partie civile, tous décédés, qui ont mené le même combat ; ainsi qu'aux membres du *Comité pour la vérité sur l'affaire Ben Barka*, présidé par le professeur Charles-André Julien et animé par l'écrivain journaliste Daniel Guérin, tous deux aussi décédés aujourd'hui.

Ce livre, je l'ai écrit en pensant à Ghita Bennani, l'épouse de Mehdi Ben Barka, qui n'a pu faire son deuil à ce jour. Sa vie s'est pratiquement arrêtée voici plus de cinquante ans ! En pensant à ses quatre enfants, Bachir, Fawz, Saad et Mansour, les jumeaux. Aux deux enfants d'Abdelkader qu'elle a élevés, Bahija et Khalid. À ses frères Othman et Ali, à ses sœurs, et à toutes leurs familles. Tous, unis comme les doigts de la main, n'ont jamais renoncé à cette recherche de la vérité, malgré les secrets qui leur étaient opposés : « secret défense » en France ; « secret absolu » au Maroc, comme l'écrivait le journal *Le Reporter*¹ au lendemain du retour de la famille au Maroc.

Connaître la vérité, c'est aussi savoir ce qu'est devenu le corps de Mehdi afin que les siens puissent enfin accomplir ce rite si cher à toute civilisation : enterrer ses proches ; leur donner une sépulture digne de leur rôle tout au long de leur vie.

Ce livre, je l'ai écrit aussi en pensant à tous mes amis marocains : Ahmed Belhaj, Haddi Messouak, Abderrahim Bouabid, Abderrahman Youssoufi, M'Hamed Awad, Yahya Ben Slimane, Ahmed Chaoui, Mohammed Tahiri et tant d'autres. Certains sont décédés. Mais leurs enfants, leurs petits-enfants sont toujours là. Il n'est pas inutile, me semble-t-il, de leur rappeler, ou de leur faire connaître, un certain nombre de faits précis de l'époque douloureuse considérée. Il s'agit ainsi de tirer les enseignements de l'histoire pour que de tels faits ne se reproduisent plus.

Ce livre, je l'ai écrit aussi en pensant d'une manière plus générale à

1. Le 2 décembre 1999.

tous ceux qui ont été victimes du pouvoir marocain, en la personne d'Hassan II, le chantre de la démocratie dans ses discours à son « Cher Peuple » ; le pourfendeur de celle-ci dans ses actes. Comment ne pas penser aussi aux souffrances qu'ont endurées les familles de ses victimes, des suites de l'arrestation, de la détention arbitraire, des tortures subies, d'un des leurs ?

Je l'ai écrit en hommage de même à tous ceux, jeunes et moins jeunes, qui se battent depuis tant d'années au sein des diverses ONG marocaines des droits de l'Homme (AMDH, OMDH, Amnesty Maroc, Forum vérité et justice et autres) pour dénoncer les graves violations de ces droits, pendant toutes les « années de plomb », qui ont marqué la période hassanienne. Ces militants ont conscience que les problèmes qui se posent aujourd'hui au peuple marocain ne peuvent être foncièrement abordés sans mettre le passé au clair. Ils réclament eux aussi le droit à la vérité.

Le Premier secrétaire de l'USFP, El Yazghi, déclarait encore le 4 janvier 2005 : « Le rapport final de l'IER doit absolument dire la vérité sur les conditions de l'enlèvement et l'assassinat de Ben Barka ». On sait ce qu'il en est ! Cela n'empêche pas El Yazghi d'être ministre d'État, le n° 2 dans le Gouvernement actuel...

Driss Benzekri – après 17 années de prison, de 1974 à 1991, pour avoir collaboré à un groupe marxiste-léniniste dans les années 1970 – a présidé le FVJ, dont il était l'un des fondateurs. Il affirmait dans une interview² :

« Chaque fois que l'on annonce qu'il faut tourner la page et clore le dossier, cela répond à des pressions extérieures ou à une volonté d'aérer le climat, l'environnement socio-politique du pays, mais cela ne va jamais jusqu'au bout et, en tout cas cela ne satisfait pas les victimes (...). Aucune volonté de "clorre définitivement le dossier" ne peut faire l'économie d'une révélation claire, complète, de ce qui s'est passé durant les années de plomb. Pourquoi ? Les violations des droits de l'Homme... ont été pratiquées dans un climat d'impunité totale qui a créé un état de "victimisation" généralisée au sein de la société marocaine. Cela a créé parallèlement le développement d'une culture de l'impunité qui a fait que l'État a failli à ses devoirs et a agi au mépris des lois qu'il avait instituées lui-même (...) » Et d'ajouter : « Comment peut-on convaincre nos concitoyens que demain il sera créé un État respectueux des droits de l'Homme, si on n'explique pas ce qui s'est passé hier, si l'on ne rétablit pas la vérité et la dignité de ces victimes, si on ne les aide pas à faire "ce travail de deuil" ; si enfin on ne traduit pas en justice ceux qui ont perpétré ces crimes ? »

2. *Libération* (Maroc) – 19 avril 2000.

Driss Benzekri, devenu président de l'IER, puis du CCDH, est décédé le 20 mai 2007. Que penserait-il aujourd'hui de cette interview s'il eût survécu à la grave maladie qui l'a emporté ? Et, l'IER, comme le CCDH, ne classaient-ils pas le dossier Ben Barka parmi leurs priorités ? À la veille de sa mort, Benzekri, selon son entourage³, avait même demandé la mise en place d'une cellule au sein du CCDH sur la disparition de Ben Barka. Mais, malgré le courage et l'obstination de son président, « l'opération Benzekri n'était-elle que le dernier avatar de la sempiternelle stratégie makhzénienne de cooptation des élites » comme *le journal*⁴ pose la question ?

Certes, l'idée de « réconciliation » désirée par S.M. Mohammed VI est bien compréhensible. Elle est même excellente en soi pour tenter de réconcilier le peuple marocain avec la monarchie. Et le travail des membres de l'IER a été important, puisqu'il a rassemblé plus de 20.000 dossiers ! Par la suite, l'Instance a même organisé des auditions publiques de femmes et d'hommes venus témoigner à la télévision et à la radio de leurs souffrances. Plus de deux cents à travers tout le Maroc... Mais les médias ont reconnu combien ces témoins avaient respecté la charte morale qui les liait à l'IER, en s'abstenant de citer les noms des personnes impliquées, directement ou indirectement, dans les événements rapportés, ainsi que ceux de leurs tortionnaires...

C'est là que le bât blesse, à mon avis. Le travail de l'IER aurait été beaucoup plus décisif s'il n'avait été, dès l'origine, bloqué dans sa conception même. Rachid Manouzi – dont le sort du frère, Houcine, enlevé en 1972 à Tunis reste toujours inconnu – l'a bien exprimé dans *Libération*⁵ : « Cette page ne pourra être tournée définitivement si les anciens tortionnaires ne participent pas à cet exercice moral et ne présentent pas leurs excuses à leurs victimes et à l'ensemble de la nation ». Dans le même quotidien, un journaliste, Mustapha Bengada, écrit pour sa part⁶ : « (...) Pourquoi les victimes doivent-elles s'empêcher de citer le nom de leurs bourreaux ou de les faire venir s'ils sont encore en vie ? Ne fallait-il pas mieux laisser la vérité émerger ? La volonté de tourner la page ne sera décidée que du côté des victimes (...) Leurs bourreaux quant à eux ne contribueront aucunement à faire savoir leur part de vérité (...) ».

Ainsi, si les témoignages publics ont, sans conteste, marqué un

3. Dépêche de l'AFP du 22 mai 2007.

4. Du 21-27 décembre 2002.

5. Cité par Selhi dans *Libération* (Maroc) du 23 décembre 2004

6. Le 29 décembre 2004.

« événement historique », ils ont été très incomplets.

Le pardon des victimes aux bourreaux demande quelques conditions, la première étant la connaissance par elles de la vérité, de toute la vérité. Et celle-ci ne peut venir que de ceux qui – d'ordre sans doute du pouvoir central – ont tenu le glaive. Ils doivent, donc, ne pas se taire, ni se terrer – disparaître dans *l'Affaire*, lorsqu'un juge d'instruction marocain chargé de l'exécution d'une CRI les convoque –. Ils doivent parler, s'expliquer, avouer leurs méfaits, regretter activement leurs fautes – exigence minimale ! – et par la suite, en demander pardon pour recevoir précisément le pardon de leurs victimes. Un point me paraît évident : pour qu'il y ait réparation, recommencement, ce n'est pas un seul qui saurait le réaliser, mais les deux ensemble, celui qui a blessé et celui qui a été blessé. La réparation entre deux êtres humains se fait à travers des paroles : l'un se reconnaît coupable en implorant le pardon de l'autre, qui le lui accorde.

Certes, la démarche marocaine est une première dans le monde arabo-musulman et c'est tout à l'honneur du pays et de son jeune souverain. Ce qui s'est passé en Afrique du Sud me paraît toutefois beaucoup plus important et définitif. La Commission Vérité et Réconciliation instituée par l'Assemblée constituante Sud-africaine, présidée par Mgr Desmond Tutu, a été conçue sur un principe très clair : « Il sera accordé une amnistie individuelle, au cas par cas, en échange de la révélation complète de leurs crimes aux auteurs de graves violations des droits de l'Homme, associés à un objectif politique ». Les bourreaux ont donc dû reconnaître en séance leurs forfaits et leurs victimes ont pu alors accepter de leur pardonner. Un véritable « donnant donnant ». Ainsi, la vérité avouée a contribué à ce que la justice ne soit pas une forme de vengeance.

Abderrahman Youssoufi, leader de l'USFP, le dernier Premier ministre d'Hassan II, le Premier ministre de « l'alternance consensuelle », proclamait à juste raison, que le Maroc doit devenir un État de droit. Mais comment réaliser cette approche sans dénoncer le passé, l'évocation de la « raison d'État », qui a si souvent justifié les répressions les plus dures ? Jamais depuis 1961, les gouvernements marocains, d'hier⁷ ou d'aujourd'hui, n'ont exigé des hauts responsables, des officiers supérieurs, des commissaires de police et autres, de livrer les secrets des tragédies de l'époque, des assassinats, tortures, enlèvements, disparition sans retour, pas plus celles de militants de la base peu connus, que celle de Mehdi Ben Barka, « disparition » la plus marquante dans l'histoire du pays par l'aura nationale et internationale de la victime. Y aurait-il au Maroc une sorte de pacte

7. Si le Premier ministre Youssoufi a déclaré le 4 août 2001 : « L'affaire Ben Barka met en cause plusieurs États et ne peut faire l'objet d'aucune prescription. Il est essentiel que les responsabilités, dont celle de l'État marocain soient clarifiées » ... il n'est pas allé plus avant!

entre les anciens, dirigeants ou non de l'époque, encore en vie, à quelque niveau qu'ils aient été alors, ou qu'ils soient encore aujourd'hui, pour « perdre la mémoire » ? Ou, doit-on affirmer, avec une certaine malignité : « Makhzen, Makhzen, quand tu nous tiens, on peut dire : adieu les beaux principes » en paraphrasant le poète La Fontaine ?

Le journaliste Khalid Jamaï écrit pour sa part dans le *journal hebdo*⁸ sous le titre *Les girouettes* : « Les anciens tortionnaires ou accusés de tels crimes ne seront jamais condamnés par la justice marocaine, car l'État et tous les partis politiques, toutes tendances confondues, ont décidé de « tourner » la page des années de plomb et de renvoyer dos-à-dos bourreaux et victimes ».

Dans une proclamation solennelle, après la publication du rapport de l'IER, S.M. Mohammed VI a lui-même déclaré⁹ : « Nous avons entrepris résolument, avec courage et sagesse, de parachever le règlement équitable de la question des violations passées des droits de l'Homme, dans le cadre d'un processus dont la dynamique avant-gardiste fut déclenchée au début des années 1990 par notre vénéré père ». « Parachever » ? Doit-on comprendre que la page des « années de plomb » est désormais tournée ? Mais alors, quid de l'*Affaire* et de bien d'autres « disparitions » toujours inexplicables à ce jour ?

Certes d'aucuns, peut-être en toute bonne foi, pensent-ils qu'il y a lieu tout simplement d'oublier le passé pour que cette situation tragique ne se renouvelle pas... Je ne le crois pas pour ma part. Je suis convaincu que ce travail de « vérité sur l'Histoire » que j'ai essayé de dresser dans ce livre ne va pas à l'encontre de ce cher Maroc – ma « petite patrie » comme je le dis souvent – ou à l'encontre du peuple marocain. Bien au contraire, il me paraît donner l'occasion de mieux tirer la leçon du passé pour construire l'avenir. Et les ONG marocaines des droits de l'Homme me semblent également convaincues de ce point de vue.

À ce sujet, l'exemple de l'épuration en France en 1944-1945 est intéressant : « Au-delà des débats qu'elle a provoqués, des rancœurs qu'elle a cristallisées, il est admis aujourd'hui, soixante ans après, qu'elle n'a pas assez rempli sa fonction de réparation, de justice et de catharsis. Elle a frappé plus volontiers les « petits » que les « gros » (...). Elle ne s'est pas attaquée autant qu'il eut été nécessaire (...) aux élites économiques, administratives et politiques (...). Surtout dans son examen de la « collaboration ordinaire », la cascade sociale des responsabilités n'a pas été suivie. »¹⁰

8. Du 25 septembre au 1^{er} octobre 2004.

9. Le 6 janvier 2006 dans un discours à la nation.

10. Jean-Pierre Rioux, *La Croix* du 13 février 2005.

J'entends, cinq ans après, confirmer en tout point ce que j'ai écrit, les autorités marocaines – y compris le Conseil national des droits de l'Homme – étant toujours aussi silencieuses et aussi peu coopérantes.

La vérité est pourtant à Rabat !

J'entends également en terminant, saluer la constitution d'un nouveau « Comité pour la Vérité et la Justice dans l'Affaire », présidé par Louis Joinet, haut magistrat retraité, l'un des membres fondateurs du Syndicat de la magistrature, ancien expert indépendant à la sous-commission de Droits de l'Homme de l'ONU, élu président de la Commission chargée de rédiger la Convention internationale contre les disparition forcées adoptée en 2006¹¹.

11. Membres du Comité : Guy Aurenche, Josiane Balasko, Patrice Barrat, Patrick Baudouin, Simone Bitton, Henryane de Chaponay, Régis Debray, Roger Ferrari, René Galissot, Françoise Germain-Robin, Geneviève Jacques, Nicole Jami, Pierre Joxe, Géraud de la Pradelle, Serge Le Péron, Gilles Manceron, Jean-Claude Petit, Sege Portelli, Jack Ralite, Philippe de Saint Robert, Alain Terrenoire.

Ouvrages consultés

- ACCOCE Pierre, *Ces assassins qui ont voulu changer l'Histoire*, Plon, 1999.
- AIMÉ-BLANC Lucien, *L'Indic et le commissaire*, Plon, 2005.
- ALAIN Jacques, *Le Roi* (roman), Olivier Orban, 1976.
- AOUAD M'Hammed et Maria, *Les Trente glorieuses ou l'âge d'or du nationalisme marocain.1925-1955*, Ed. LPL, Rabat, 2006.
- ARGOUD Antoine, *La Décadence, l'Imposture et la Tragédie*, Fayard, 1974.
- ATTIA Nicole, *Jo Attia*, Gallimard, 1974.
- BEN BARKA Abdelkader, *El Mehdi Ben Barka, mon frère*, Robert Laffont, 1966.
- BEN BARKA Bachir, *Mehdi Ben Barka en héritage. De la Tricontinentale à l'altermondialisme*, Ed. Syllepse (Paris) et Ed. Tarik (Casablanca), 2007.
- BEN BARKA Mehdi, *Problèmes d'édification du Maroc. Quatre entretiens recueillis par Raymond Jean*, Plon 1959.
- *Option révolutionnaire au Maroc*, Maspéro, 1966.
- *Écrits politiques, 1957-1965*, Syllepse, 1999.
- BEN BARKA, *Vingt ans après, Témoignages...* Ed. Arcantère, 1986.
- BENNOUNA Mehdi, *Héros sans gloire*, Ed. Tarik, 2002.
- BENSIMON Agnès, *Hassan II et les Juifs*, Ed. du Seuil, 1991.
- BERNERT Philippe, S.D.E.C.E., Service 7, Presses de la Cité, 1980.
- BITTERLIN Lucien, *Histoire des « Barbouzes »*, Ed. du Palais Royal, 1972.
- BOUKHARI Ahmed, *Le Secret*, Michel Lafont, 2002.
- *Raisons d'États*, Casablanca, 2005
- BOUREQUAT Ali, *Dix-huit ans de solitude*, Tazmamart, recueillis par Fr. Thibaux, Michel Lafon, 1993.
- BOUREQUAT Midhat René, *Mort vivant*, Ed. Pygmalion, 2000.
- BUTTIN Paul, *Le Drame du Maroc*, Ed. du Cerf, 1955.

- CAILLE Jean, *Petitjean est au parfum*, (roman), Plon, 1966.
- CANCES Claude, *Histoire du 36 Quai des orfèvres*, Jacob- Duvernet, 2010.
- CAVIGLIOLI François, *Ben Barka chez les juges*, La table Ronde, 1967.
- CHAIROFF Patrice, *Dossier B... comme Barbouzes*, Alain Moreau, 1977.
- CLÉMENT Claude, *Oufkir*, Editions Jean Dullis, 1974.
- CLERET François, *Le Cheval du Roi*, Les Presses du Midi, 2004.
- COMITÉ POUR LA VÉRITÉ SUR L'AFFAIRE BEN BARKA :
- « L'Affaire Ben Barka », *Cahiers du Témoignage Chrétien*, n° 45, 1966.
 - « Enseignements et lacunes du premier procès », *idem*, n° 46, 1967.
 - « La mort de Mehdi Ben Barka : un dossier à rouvrir », *idem*, n° 54, 1973.
- CUNY Paul, DAIF ALLAH, *Mehdi Ben Barka mon ami*, SDE, 2002.
- DALLE Ignace, *Hassan II, L'espérance trahie*, Maisonneuve, 2001.
- *Les Trois rois*, Fayard, 2004.
- DAOUD Zakya et MONJIB Maati, *Ben Barka, une vie, une mort*, Ed. Michalon, 2000.
- DE GAULLE Philippe, « *De Gaulle, mon père* », *entretiens avec Michel TAURIAC*, PLON, 2 TOMES, 2003 ET 2004.
- DAURE-SARFATY Christine, *Tazmamart, une prison de la mort*, Stock, 1992.
- DELANOE Guy, 3 tomes, L'Harmattan, 1992.
- *Lyautey, Juin, Mohammed V, fin d'un protectorat*.
 - *La résistance marocaine et le mouvement « Conscience française »*.
 - *Le retour du Roi et l'indépendance retrouvée*.
- DELOIRE Christophe, *Cadavres sous influences*, Ed. J.C. Lattès, 2003.
- DEROGY Jacques et PLOQUIN Frédéric, *Ils ont tué Ben Barka*, Fayard, 1999.
- DIOURI Moumen, *Réquisitoire contre un despote*, Ed. Albatros, 1977.
- DIOURI Moumen, *Réalités marocaines, la dynastie alaouite, de l'usurpation à l'impasse*, L'Harmattan, 1987.
- DIOURI Moumen, *La Mémoire d'un peuple, chronique de la résistance au Maroc*, L'Harmattan, 1993.
- DROIT Michel, *Les Clartés du jour*, Ed. Plon, 1978.
- DUFRESNE Laurent, *L'affaire Ben Barka, Antoine Lopez parle*, Ed. Vérité, 1973.
- EL ALAOU I. B., *La dimension d'un Roi Hassan II*, Ed. Souffles, 1999.
- EL ALAOUI Moulay Hicham, *Journal d'un Prince Banni*, Grasset, 2014.
- FALIGOT Roger, *Tricontinentale (1964-68)*, La Découverte, 2013.
- FALIGOT R., GUISNEL J., KAUFFER R., *Histoire politique des services secrets français*, La Découverte, 2013.
- FAURE Edgar, *Si tel était mon destin ce soir*, 2^e tome de ses mémoires, Plon, 1984.

- FAVIER Jean, *Louis XI*, Fayard, 2001
- FOCCART Jacques, *Foccart parle, entretiens avec Philippe Gaillard*, Fayard, 2 tomes.1995 et 1997.
- GALLISSOT René et KERGOAT Jacques, MEHDI BEN BARKA : *de l'indépendance marocaine à la Tricontinentale*, Ed. Karthala, 1997.
- GALLO Max, *De Gaulle*, 4 tomes, Robert Lafont, 1998
- GERBER François, *Affaire d'État. De Ben Barka à Tibéri*, Albin Michel, 1997.
- GRACIET Catherine et BEAU Nicolas, *Quand le Maroc sera islamiste*, Ed. La Découverte.
- GRANVAL Gilbert, *Ma mission au Maroc*, Ed. Gandini, 1957.
- GRIMAUD Maurice, *Je ne suis pas né en mai 1968*, Ed. Tallandier, 2007.
- GUÉRIN Daniel, *Ben Barka, ses assassins*, Plon, 1981.
- HASSAN II, *La Mémoire d'un Roi, Entretien avec Eric Laurent*, Plon, 1993.
- *Le Maroc en marche. Discours de 1961 à 1965*, Rabat, ministère de l'Information.
- *Le Défi*, Albin Michel, 1976.
- JAFFRÉ Yves, *Les Grandes affaires judiciaires du XX^e siècle*, Ed. de Paris, 2000.
- JAUBERT Alain, *Dossier D ...comme drogue*, Alain Moreau, 1973.
- JEBROU Abdelatif, *El Mehdi Ben Barka à Rabat* (en arabe), Ed. Dar Ennacher El Maghribiya. Casa, 1985.
- JOBERT, *Ni dieu, ni diable*, Ed. Albin Michel, 1993.
- JULIEN Charles-André, *Le Maroc face aux Impérialismes*, Ed. Jeune.Afrique, 1978.
- JULY Pierre, *Une République pour un roi*, Fayard, 1974.
- KROP Pascal, *Silence on tue*, Flammarion, 2001.
- LACOUTURE Jean et Simone, *Le Maroc à l'épreuve*, Le Seuil, 1958.
- LACOUTURE Jean, *Cinq hommes et la France*, Le Seuil, 1961.
- *De Gaulle*. 3 tomes, Le Seuil, 1984-1986.
- LAHBABI Mohammed, *Le Gouvernement marocain à l'aube du XX^e siècle*. Préface de Mehdi Ben Barka, Ed. Techniques nord africaines, 1958.
- Le crapouillot*, « L'Affaire Ben Barka », n° spécial, 1966.
- LEGRAND Jean-Charles, *Justice patrie de l'homme*, Ed. Maroc, 1960.
- LEMARCHAND Pierre, *Barbouzes du général*, Le Cherche Midi, 2005.
- LENOIR Jean-Pierre, *Un espion très ordinaire*, Albin Michel, 1998.
- LENTIN Albert-Paul, *La lutte Tricontinentale*, Ed. Maspéro, 1966.
- LESCURE Pierre, *L'Histoire marocaine depuis l'Indépendance*, La Découverte, 2005.
- LES GRANDES ÉNIGMES DE NOTRE TEMPS, *Kerbouc'h, Les Mystères de l'affaire Ben Barka*, Ed. de Crémille, Genève, 1990).

- LOPEZ Antoine, *Confession d'un espion*, Fayard, 2000.
- MAREC Jean-Paul, *La Ténébreuse affaire Ben Barka*, Ed. des Pierres Noires, 1966.
- MELÉROT Antoine, *La Main Rouge*, Ed. du Rocher, Monaco, 1997.
- MERZOUKI Ahmed, *Tazmamart, cellule 10*, Ed. Tarik, 2002.
- MONTEIL Vincent, *Maroc*, Le Seuil, Petite planète, 1984.
- MOUNJIB Maati, *La monarchie marocaine et la lutte pour le pouvoir*, L'Harmattan, 1992.
- MURATET Roger, *On a tué Ben Barka*, Plon, 1967.
- NATAF Félix, *L'Indépendance du Maroc*, Plon, 1975.
- NAUD Albert, *Les Défendre tous*, Robert Laffont, 1973.
- NOUZILLE Vincent, *Des secrets si bien gardés (CIA 1958/81)*, Ed. Payard.
- OTTAVIOLI Pierre, *Echec au crime*, Grasset, 1985.
- OUFKIR Fatéma, *Les Jardins du roi*, Michel Lafon, 2000.
- OUFKIR Malika et FITOUSSI Michèle, *La Prisonnière*, Grasset, 1999.
- OUFKIR Raouf, *Les Invités, 20 ans dans les prisons d'Hassan II*, Ed. Illustrée. Flammarion, 2005.
- OUFKIR Soukaïna, *La Vie devant moi. Une enfance dans les prisons d'Hassan II*, Calmann-Lévy, 2008.
- PAPON Maurice, *Les Chevaux du pouvoir*, Plon, 1988.
- PCM, « Lutte pour son existence légale ». Recueil de documents relatifs au procès intenté au PCM en 1959.
- PEAN Pierre, *L'homme de l'ombre*, Fayard, 1990.
- PEDRON François, *Echec au roi*, La Table ronde, 1972.
- PERRAULT Gilles, *Un Homme à part*, Ed. Barrault, 1984.
- *Notre Ami le roi*, Gallimard, 1990.
- PEYREFITTE Alain, *C'était de Gaulle*, 3 tomes, Fayard, 1997.
- RAMAEL Patrick, *Hors procédure*, Grasset, 2014.
- RAPPORT DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LES ACTIVITÉS DU SERVICE D'ACTION CIVIQUE, Ed. Alain Moreau, 1982.
- RECHERCHES INTERNATIONALES, « Maroc, Tunisie, 50 années d'indépendance, Zakya Daoud, Ben Barka : son rôle dans l'évolution du Maroc », *Revue n° 77-3-2006*.
- RENCONTRES INTERNATIONALES HENRI CURIEL, *Des Brigades internationales aux sans papiers, deux contemporains de Curiel : Che Guevara et M. Ben Barka*, Le Temps des Cerises, 1999.
- ROLLINDE Marguerite. *Le mouvement marocain des droits de l'Homme*. Ed. Karthala, 2002.
- RIBEAUD Paul, « Le Paria », Ed. Fayard.
- RIVET Daniel, *Lyautey et l'institution du protectorat français au Maroc, 1912-1925*, L'Harmattan, 1988.

- ROZELET Anne-Marie, *Passeurs d'espérance*, Ed. Afrique-Orient, 1998.
- SARNE Daniel, *L'Affaire Ben Barka*, La table Ronde, 1966.
- SMITH Stephen, *Oufkir, un destin marocain*, Calman-Lévy, 1999.
- SOUCHON Louis, *Accusé, taisez-vous*, La Table Ronde, 1970.
- THYRAUD DE VOSJOLI Philippe, *Lamia, l'antibarbouze*, Ed. de l'Homme, 1972.
- TIXIER-VIGNANCOUR Jean-Louis, *Des Républiques, Des Justices et des Hommes*, Albin Michel, 1976.
- TOBJI Mahjoub, *Les Officiers de Sa majesté*, Fayard, 2006.
- TOURNOUX J.R. *Secrets d'État*.
- TURQUOI Jean-Pierre, *Le Dernier roi*, Grasset, 2001.
- VAUCHER Georges, *Sous les cèdres d'Ifrane : libres entretiens avec Hassan II*, Julliard, 1962.
- VÉDRINE Hubert, « L'Evolution politique du Maroc indépendant à travers Al-Istiqlal », mars 1956, mars 1959, *Mémoire à Sciences Po*, janvier 1968.
- *Les Mondes de François Mitterrand. A l'Élysée, 1981-1995*, Fayard, 1996.
- VERMEREN Pierre, *Le Maroc en transition*, La Découverte, 2001.
- *L'Histoire du Maroc depuis l'Indépendance*, La Découverte, 2002.
- VIOLET Bernard, *L'Affaire Ben Barka*, Fayard 1991.
- *Le dossier Papon*, Flammarion, 1997.
- WATERBURY John, *Le Commandeur des croyants*, PUF, 1975.

Les archives de l'Ambassade de France au Maroc à Nantes.

Les archives du Ministère des Affaires Etrangères.

Les archives de la Fondation des Sciences Politiques à Paris.

Les archives de l'Institut Georges Pompidou.

De très nombreux journaux et revues, marocains et français, quelques uns anglais et américains.

Glossaire

ALN	Armée de libération nationale (marocaine)
ALNS	Armée de libération nationale (marocaine) du Sud
AMDH	Association marocaine des Droits de l'homme
BCDRC	Brigade centrale de recherche criminelle
BRI	Brigade de recherche et d'intervention
CAM	Comité d'action marocaine
CCDH	Conseil consultatif des Droits de l'homme
CIA	Central intelligence agency
CISL	Confédération internationale des syndicats libres
CRAPI	Comités régionaux autonomes du parti de l'Istiqlal
CRI	Commission rogatoire internationale
DGED	Direction générale des Etudes et de la Documentation (Rabat)
DGSE	Direction générale des Services extérieurs
DGSN	Direction générale de la Sûreté nationale (Maroc, Sécurité nationale)
DST	Direction de la surveillance du territoire
FAR	Forces armées royale.
FDIC	Front pour la défense des institutions constitutionnelles
FLN	Front de libération nationale
GPRA	Gouvernement provisoire de la République algérienne
HC	Honorable correspondant (du SDECE)
HCI	Honorable correspondant d'infrastructure
IER	Instance Equité et Réconciliation
MN	Mouvement national
MP	Mouvement populaire
MPD	Mouvement populaire démocratique
OAS	Organisation de l'armée secrète
OCP	Office chérifien des phosphates

OMDG	Organisation marocaine des Droits de l'homme
ONG	Organisation non gouvernementale
OPJ	Officier de police judiciaire
OPP	Officier de police principal
OT	Officier traitant (du SDECE)
PCM	Parti communiste marocain
PDC	Parti démocrate constitutionnel
PDI	Parti démocratique pour l'indépendance
PF 3	Point Fixe 3
PI	Parti de l'Istiqlal
PP	Parti populaire
PPM	Parti populaire marocain
PPS	Parti du progrès et du socialisme
PSD	Parti social démocrate
RG	Renseignements généraux
SAC	Service d'action civique
SDECE	Service de documentation extérieur et de contre espionnage
TGI	Tribunal de grande instance
UGSCM	Union générale des syndicats confédérés du Maroc
UGTM	Union générale des travailleurs marocains
UGEM	Union générale des étudiants du Maroc
UMT	Union marocaine du travail
UNEM	Union nationale des étudiants marocains
UNFP	Union nationale des forces populaires
USFP	Union socialiste des forces populaires

Index des principales personnes citées

(Hormis Hassan II et Mehdi Ben Barka)

A

Abbas (Ferhat) 34, 168
Achaâchi (Abdelhaq) 177, 249, 254, 296, 317, 348, 351, 352, 355, 378, 398, 399, 402, 403, 407
Achaâchi (Mohammed) 176, 177, 241, 317, 347, 348, 355, 356, 402
Agouliz (Ahmed alias Cheikh El Arab) 93, 184, 186, 188, 189
Aherdane (Mahjoubi) 41, 65, 87, 88, 91, 96, 99, 103, 146, 147, 149, 150, 172, 180, 209, 210, 269, 276, 400
Aimé-Blanc (Lucien) 342, 412, 413, 414, 415, 420, 425, 431
Aït Ahmed (Hocine) 71, 205, 212, 213, 215
Alaoui (Mehdi) 145, 154, 162, 186, 232, 307, 330, 331
Alcaydé (commissaire) 251
Alliot-Marie (Michèle) 353, 370, 371
Andrieu (Louis) 245
Angéli (Claude) 315, 327, 417, 424, 427, 458
Argoud (colonel) 227, 274, 292, 416, 431
Arnould (Françoise) 418, 424
Astier (Emmanuel d'Astier de la Vigerie) 292, 305, 333, 397
Attia (Joseph dit Jo) 234, 235, 407, 439
Aubert (Jacques) 243, 258, 267, 285

Auric (juge) 285

Awad (M'hammed) 23, 77, 94, 150, 160, 161, 465

Azoulay (André) 318

Azziman 344, 346

B

Bahnini (Mohammed) 149, 164, 170, 180

Balafrej (Ahmed) 41, 54, 74, 81, 88, 89, 91, 93, 102, 120, 188

Barrat (Robert) 333

Basri (Driss) 19, 88, 144, 159, 359, 398

Basri (Mohammed dit le Fqih) 22, 64, 90, 92, 106, 110, 118, 121, 123, 132, 159, 165, 183, 184, 186, 187, 192, 207, 225, 275, 276, 330, 331,

Bayssière (Yves) 194, 312

Bazzoli (Marcel) 234, 235, 316, 319

Beauvillard (Michèle) 294, 298, 299, 307, 309, 310, 462

Becerra (Françoise) 342, 343, 345

Bekkaï (M'barek) 40, 54, 74, 89, 124, 147

Belghiti (Ahmed) 258, 312

Belhaj (Ahmed) 93, 194, 205, 213, 215, 262, 264, 318, 397, 465,

Belal (Abdelaziz) 171, 172

Ben Abbès (Youssef) 147, 180, 190, 199, 201

- Ben Alem (Hajj) 235
 Benarrosh (Ralph) 107, 108
 Benatar (Albert) 182, 311
 Ben Barka (Abdelqader) 23, 114, 221, 223, 224, 225, 232, 244, 250, 251, 253, 254, 255, 268, 274, 298, 307, 310, 314, 315, 465
 Ben Barka (Bachir) 339, 348, 350, 353, 354, 356, 357, 363, 364, 365, 387, 463, 465
 Ben Barka (Ghita Bennani et sa famille) 294, 314, 316, 320, 359, 366, 370, 379, 397, 457, 465
 Ben Bella (Ahmed) 43, 71, 72, 73, 80, 127, 167, 168, 201, 212, 213, 214, 215, 216, 222, 226, 228, 275, 329, 395, 405, 433
 Benjelloun (Abdelkrim) 76, 102, 175, 183, 265, 280, 286, 330
 Benjelloun (Abdelkader) 170, 310
 Benjelloun (Ahmed) 136, 323, 324, 325, 326, 330, 343, 463
 Benjelloun (Majid) 175, 182, 311, 397
 Benjelloun (Omar) 158, 165, 183, 184, 186, 187, 207, 276, 323, 330, 337, 395
 Benhima (Taïbi) 268, 269, 274, 287, 289
 Ben Mansour 330, 346
 Bennani (Ali et Othman) 465
 Bennouna (Mehdi) 93
 Ben Porat (Yechayahon) 455
 Ben Seddiq (Mahjoub) 22, 38, 47, 90, 102, 104, 126, 131, 132, 148, 161, 275, 276, 322
 Ben Simon (Agnès) 455
 Ben Slimane (Fatmi) 74
 Benslimane (Hosni) 310, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 399, 451
 Ben Slimane (Yahya) 465
 Benyahya (Mohammed) 330
 Benzekri (Driss) 11, 395, 397, 402, 466, 467
 Ben Yahmed (Bachir) 227
 Ben Youssef (Mohammed) 15, 17, 31, 33, 35, 36, 38, 40, 43, 52, 201, 333
 Berger (des R.G.) 261, 415
 Bernier (Philippe) 221, 230, 232, 236, 237, 238, 239, 240, 242, 245, 246, 248, 249, 254, 255, 260, 261, 298, 300, 301, 309, 328, 360, 361, 402, 408, 411, 412, 416, 438, 447
 Berrada (Hamid) 67, 190, 191, 192, 193, 322, 356, 380, 456
 Bertrand (Jacques alias Beaumont) 232, 234, 237, 238, 252, 255, 260, 370, 436, 438, 440, 444, 448, 449
 Biaggi (Jean-Baptiste) 299, 305
 Bitterlin (Lucien) 416
 Bittoun 319
 Boisset (Yves) 334
 Boitel (Jacques) 249, 446
 Bouabid (Abderrahim) 34, 48, 51, 54, 74, 81, 86, 88, 89, 91, 102, 104, 106, 113, 114, 117, 122, 123, 131, 132, 152, 154, 158, 162, 165, 170, 181, 183, 184, 190, 207, 208, 209, 211, 213, 216, 222, 225, 235, 262, 263, 266, 270, 272, 273, 274, 276, 279, 298, 313, 314, 330, 331, 332, 335, 465
 Bouabid (Brahim) 114
 Bouabid (Maati) 19, 102, 132, 154, 165, 205, 213, 215, 265, 275, 276, 280, 286, 318
 Bouanane (Lalla Fatouma) 263, 267, 269, 270, 273, 279, 280, 298, 304, 315, 326, 339, 451
 Boucetta (M'hamed) 105, 147, 330
 Boucheseiche (Georges) 233, 234, 235, 239, 241, 245, 247, 248, 249, 250, 251, 254, 255, 257, 259, 260, 272, 278, 279, 283, 295, 298, 313, 318, 320, 336, 340, 341, 342, 343, 345, 346, 347, 352, 353, 355, 357,

- 364, 369, 373, 375, 376, 377, 378,
379, 380, 381, 385, 386, 390,
397, 401, 402, 407, 408, 411, 412,
413, 420, 423, 456
- Boucheseiche (Marie-Louise) 336,
342, 343, 345, 346, 347, 352, 439
- Boukhari (Ahmed) 11, 236, 346, 347,
348, 355, 356, 357, 358, 369, 379,
380, 382, 387, 402, 403, 456, 460
- Boumédienne (Houari) 170, 214,
216, 239, 400
- Bounaïlat (Saïd - alias Ajar Mohammed
et Mme) 165, 184, 186, 188, 323,
324, 325, 326, 330, 331, 343, 463
- Bourequat (Ali) 343, 345, 377, 385,
389, 405
- Bourequat (Midhat-René) 68, 345, 346
- Bourguiba (Habib) 71, 83
- Bourquia (Abdeslem) 171
- Boutoulout (Mohammed Ali) 80, 94, 98
- Boutoulout (Trois frères) 346
- Bovier (Maurice) 242, 249, 254, 257,
259, 295, 296, 329, 363, 365, 390,
391, 407, 410, 411, 415, 416, 428
- Bouzalim (Abdallah) 186, 189
- Bouzoubaa (Mohammed) 348, 349,
350, 352, 370
- Bozzi (Jean) 260, 430
- Brigneau (François) 240, 382, 414
- Bruguier (Michel) 182, 298, 304,
309, 313, 433, 462
- Bruno (Charles et Simone) 14, 290, 291
- Brusset (Max) 261
- Buron (Robert) 326, 330, 333
- Buttin (Paul) 13, 14, 43, 44, 45, 48,
176, 213, 272, 298, 304
- C**
- Caille (Jean) 221, 250, 252, 254, 255,
256, 257, 261, 282, 284, 285, 296,
300, 304, 341, 380, 388, 411, 412,
416, 417, 418, 419, 420, 422, 423,
424, 425, 426, 427, 430, 431, 432
- Camp (Albert) 255
- Carcassonne-Leduc 419, 444
- Castro (Fidel) 226, 229, 233, 281,
460, 461
- Caviglioli (François) 254, 258, 308
- Chaoui (Ahmed) 465
- Chaponay (Henryanne de) 45, 333
- Chalret (Louis-Bruno) 421, 426, 427
- Chaussée (Marcel dit Desormes) 241,
446
- Chelouati (Larbi) 296, 332
- Chentouf (Abdelkader) 346, 347,
348, 355
- Chenu (Marthe) 245
- Cherkaoui (Mohammed) 54, 74, 125,
160, 201, 261, 271, 293
- Chirac (Jacques) 370
- Choquet (Claude) 340, 348, 370
- Chtouki (voir Miloud Tounzi)
- Clavel (Maurice) 299, 327, 333, 384,
393, 424, 452
- Cléret (François) 19, 71, 119, 120,
388, 395, 456
- Clostermann (Pierre) 42, 316
- Coffinet (Anne-Marie) 372, 378, 424
- Cogny (René) 79, 80, 93, 95, 96, 100
- Cohen 251, 313, 456
- Cohen (Arthur) 454, 455
- Cook (F.) 413, 421, 422, 423
- Costa (Noël) 381, 389
- Courcol (Catherine) 340, 372
- Cousin (Bernard) 299
- Couvignou (Julien) 245
- Curiel (Henri) 196, 247, 256
- D**
- Daniel (Jean) 138, 292
- Dati (Rachida) 353
- David (Christian) 372, 373
- Delanoé (Guy) 36, 44, 45
- Depis (Paul) 226, 227
- Derogy (Jacques) 231, 261, 282, 328,
377, 379, 385, 413, 417, 418, 423

Diouri (Moumen) 40, 166, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 189, 207, 383, 395

Dlimi (Ahmed) 18, 19, 68, 92, 144, 145, 146, 176, 186, 187, 213, 222, 227, 241, 242, 243, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 258, 260, 264, 265, 267, 269, 276, 279, 283, 286, 287, 288, 289, 296, 298, 299, 302, 303, 309, 310, 311, 312, 313, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 336, 347, 352, 355, 356, 357, 359, 364, 365, 369, 375, 377, 378, 379, 380, 384, 386, 388, 397, 401, 402, 407, 408, 409, 421, 423, 428, 435, 438, 450, 451, 456, 459

Douiri (M'hamed) 105, 147, 148, 150, 154, 158, 185

Droit (Michel) 72, 73

Dubail (Pierre) 234, 241, 248, 250, 258, 260, 283, 296, 298, 320, 343, 345, 346, 347, 352, 353, 357, 364, 376, 377, 381, 382, 385, 407, 409, 412, 413, 419

Ducoudray (André) 340, 367

Dumont (docteur) 284

Duras (Marguerite) 221, 242, 255, 283

E

El Alaoui (Mohammed Ben Larbi) 74, 77, 104

El Azemouri (Thami) 241, 244, 245, 246, 247, 249, 250, 253, 257, 304, 324, 332, 333

El Fassi (Allal) 15, 22, 33, 54, 88, 92, 105, 112, 140, 168, 208, 234, 272, 401, 407

El Fassi (Omar) 191, 193

El Glaoui (Thami) 36, 39, 40, 52, 185

El Hassouni Boubker 250, 251, 252, 253, 254, 266, 312, 313, 319, 347, 348, 350, 351, 352, 353, 354, 355,

364, 375, 376, 378, 379, 398, 399, 401, 402, 403, 407, 408, 456

El Khettabi (Abdelkrim) 31, 84, 188

El Kittani (Abdelhay) 36, 39, 40, 91

El Mahi (Ghali alias Adam El Alami) 146, 178, 230, 231, 239, 241, 251, 254, 255, 256, 258, 259, 277, 295, 298, 301, 302, 303, 309, 312, 316, 365, 377, 378, 402, 407, 412, 413, 414, 426, 432, 437, 445

El Manouzi (Houcine et Rachid) 330, 331, 467

El Ouazzani (Hassan) 15, 32, 33, 34, 35, 296

El Yazghi (Mohammed) 150, 154, 158, 322, 330, 331, 337, 358, 466,

F

Faure (Edgar) 43, 51, 251, 427

Fernet (Max) 257, 259, 362

Ferrand (Robert) 389

Figon (Georges) 221, 230, 234, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 245, 246, 249, 250, 251, 252, 254, 255, 256, 260, 261, 282, 283, 284, 285, 326, 327, 328, 329, 341, 342, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 372, 374, 376, 377, 378, 379, 380, 382, 388, 408, 409, 410, 411, 412, 414, 416, 417, 418, 419, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 430, 431, 432, 438, 441, 447, 450

Fikri (Houcine) 254, 348

Fleury (Georges) 390

Floriot (René) 299, 309, 411,

Foccart (Jacques) 243, 259, 327, 328, 360, 362, 363, 364, 410, 413, 416, 419, 420, 424, 426, 429, 430, 431, 435, 436, 437, 451, 458

Fossati (Maurice) 384

Foyer (Jean) 296, 299, 416, 418, 421

Franju (Georges) 230, 236, 237, 239, 242, 245, 259, 253, 254, 299

Frej (Mohammed dit Mao) 154
 Frey (Roger) 244, 251, 257, 259,
 260, 261, 284, 285, 287, 296, 328,
 339, 360, 364, 408, 410, 411, 412,
 413, 414, 415, 416, 419, 420, 422,
 423, 425, 426, 427, 428, 429, 430,
 431, 447, 451, 458

G

Galissot (René) 196, 461
 Gaulle (Charles) de 13, 90, 124, 125,
 133, 248, 256, 259, 260, 261, 267,
 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274,
 277, 279, 280, 284, 286, 288, 289,
 291, 292, 293, 296, 297, 300, 304,
 310, 313, 314, 315, 321, 326, 328,
 337, 339, 354, 393, 396, 397, 404,
 405, 416, 420, 429, 430, 431, 433,
 437, 451, 455, 457, 459, 461, 462
 Ghilan (Maxime) 453, 454, 455, 457
 Ghomari (Abdelfadel) 163, 164, 165,
 184, 185
 Gibault (François) 213, 310, 311,
 450, 451
 Gillet (Robert) 212, 259, 263, 266, 267,
 268, 270, 271, 273, 277, 288, 398
 Giscard (Valéry d'Estaing) 337, 344,
 365, 366
 Godard (Pierre) 255, 285
 Gohier (Gérald) 240, 417, 418, 431
 Gordon (Thomas) 456
 Gorny (Violette et Bernard) 299
 Granval (Gilbert) 43, 48, 49, 51, 256
 Gravier (Louis) 187, 191, 202, 204,
 266, 270
 Grimaud (Maurice) 255, 257, 260,
 261, 267, 374, 387, 414, 425, 426,
 429, 431, 451
 Guédira (Réda) 15, 18, 23, 24, 54,
 60, 62, 68, 70, 85, 100, 105, 118,
 124, 126, 135, 140, 147, 148, 149,
 151, 154, 155, 156, 160, 162, 168,
 170, 180, 181, 184, 209, 293

Guérin (Alain) 317, 329, 413
 Guérin (Daniel) 300, 304, 307, 327,
 333, 340, 362, 364, 375, 376, 384,
 417, 421, 430, 458, 462, 465
 Guerlain 257
 Guibaud (Eugène) 230, 252, 436,
 440, 441, 445, 448, 449
 Goumilloux 316, 317, 318, 319

H

Haddou ou Mimoun 80, 94, 97, 98, 99
 Hafid (Ibrahim) 41, 71, 72, 324
 Halimi (Gisèle) 182, 251
 Haloui (Mohammed) 192, 193
 Hamiani (Ahmed) 149, 160, 162,
 170, 182, 311
 Hayot (René) 299
 Herzenni (Ahmed) 11, 395
 Ibrahim (Abdallah) 90, 92, 102, 105,
 106, 107, 108, 110, 112, 113, 114,
 115, 117, 125, 131, 132, 142, 147,
 276

I

Isorni 329

J

Jacquier (Paul) 244, 252, 253, 255,
 264, 287, 428, 430, 433, 434, 435,
 437, 439, 441, 442, 443, 444, 445,
 448
 Jaffré (Yves-Frédéric) 299, 312, 400,
 432
 Jamaï (Khalid) 349, 469
 Jeannin (juge d'instruction) 340,
 Jebro (Abdellatif) 66, 159, 186
 Jouari (Ahmed) 216,
 Jospin (Lionel) 340, 343, 367, 368,
 369, 370,
 Joxe (Pierre) 333
 Julien (Charles-André) 31, 42, 44,
 55, 82, 110, 162, 333, 334, 462,
 465

K

Kabbaj (Abbès) 165, 185
 Kadiri (Abdelhaq) 311, 313, 348, 351, 352, 399
 Kadiri (Boubker) 120, 154
 Kadmiri 451
 Kahn (Jean-François) 282, 377, 416
 Kettani (général) 77, 94, 95, 98
 Khatib (Abdelkrim) 41, 64, 65, 71, 87, 96, 103, 147, 149, 150, 175, 209, 210, 211
 Klein (Claude) 255
 Koch 424
 Krop (Pascal) 455, 456

L

Laboucheix (Jean) 263, 264, 265, 316, 450, 451
 Laboulaye (François de) 258, 267
 Lacouture (Jean) 21, 23, 32, 96, 162, 191, 224, 251, 256, 291, 385, 461
 Lacouture (Simone) 295
 Laghzaoui (Mohammed) 61, 66, 67, 68, 110, 112, 116, 149, 177, 180
 Lahbabi (Mohammed) 154, 261, 276, 342, 380, 389
 Lalla (Habla) 119, 120, 121
 Lambotte (Robert) 413
 Laurent (Eric) 7, 17, 25, 44, 65, 66, 68, 120, 136, 149, 210, 216, 262, 337, 395
 Laurentin (Roland) 446
 Layachi (Abdallah) 108, 171
 Lebon (commissaire) 445
 Lebrun (Simone) 298, 304
 Lecanuet (Jean) 289, 339, 342
 Lemarchand (Pierre) 221, 237, 238, 252, 254, 255, 256, 259, 261, 280, 282, 284, 285, 300, 304, 327, 328, 329, 340, 341, 342, 359, 360, 361, 362, 379, 380, 382, 385, 388, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428,

430, 431, 432, 438, 444, 445, 447

Le Mouel (François) 414
 Lenoir (Jean-Pierre) 231, 256, 402, 446, 447, 448, 449
 Lentz (Roger) 259, 295, 312
 Le Ny (Julien dit Dédé) 232, 234, 241, 247, 248, 250, 251, 258, 260, 296, 298, 320, 341, 342, 343, 345, 346, 347, 357, 361, 364, 376, 381, 390, 409, 411, 412, 413, 414, 418, 419, 425, 431
 Le Ny (Christian) 352, 380, 389, 407
 Leroy (Michel) 318, 421
 Le Roy (Marcel dit Finville) 230, 231, 232, 233, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 249, 252, 253, 255, 256, 260, 264, 285, 287, 291, 298, 300, 301, 304, 312, 360, 367, 369, 370, 371, 402, 406, 407, 408, 411, 419, 420, 430, 431, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 451
 Lévy (Daniel) 194
 Lopez (Antoine) 231, 232, 233, 234, 236, 237, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 264, 270, 283, 285, 291, 295, 296, 298, 300, 301, 302, 304, 309, 310, 311, 312, 316, 318, 319, 340, 341, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 367, 371, 372, 373, 375, 376, 377, 378, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 389, 400, 401, 402, 406, 407, 408, 409, 410, 412, 413, 415, 416, 418, 420, 423, 426, 428, 429, 430, 432, 433, 434, 435, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 450, 451
 Luizet (capitaine) 443
 Lyoussi (Lahcen) 54, 74, 77, 80, 87, 88, 95, 96, 97, 100
 Lyoussi (Saïd) 80, 94, 98, 99

M

Maggiani (Jean) 299, 370
 Malaud (Philippe) 259, 268
 Mansour (Mohammed) 42, 132, 184
 Marchal (Léon) 34, 40, 48, 61
 Marchand (commissaire) 254
 Marenches (Alexandre de) 252
 Marianne (Guy - alias Morvan) 252, 255, 433, 438, 445
 Martin (colonel américain) 355, 460
 Martinet (Guy) 199
 Marvier (Jean) 250, 361, 417
 Matarasso (Léo) 313, 314, 315, 339
 Mauriac (François) 39, 334, 458
 Mauroy (Pierre) 366
 Mazert (Marc) 413, 421, 422, 423
 Medboh (général) 102, 183, 398
 Méléro (Antoine) 377, 385, 443
 Mercier (André-Marcel dit Mareuil) 443
 Mesnaoui 355, 402
 Messouak (Hadi) 70, 109, 120, 171, 172, 175, 465
 Messmer (Pierre) 230, 367, 371, 434, 436, 437, 442, 443, 447, 448, 449, 450
 M'hammedi (Driss) 38, 54, 60, 61, 65, 68, 74, 88, 170, 174, 175, 176, 222, 262, 269, 274
 Mimoun (ou Bja) 80, 97, 98
 M'saidi (Abbès) 61, 64, 65, 66, 67, 87, 91, 95, 272
 Mitterrand (François) 10, 16, 18, 40, 289, 292, 326, 366, 367
 Mohammed V 17, 22, 25, 34, 41, 52, 53, 54, 55, 60, 61, 62, 63, 66, 67, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 79, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 93, 94, 96, 101, 102, 104, 105, 106, 108, 109, 111, 114, 115, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 128, 134, 140, 141, 145, 167, 180, 185, 197, 205, 224, 278, 388, 395

Mohammed VI 9, 11, 179, 349, 350, 466, 469
 Moha (ou Rra) 80, 97, 98, 99, 224
 Molet (Guy) 60, 72, 74, 289
 Molla-Lopez 324, 325
 Montaldo (Jean) 388
 Monteil (Vincent) 43, 169, 280, 313, 314, 397
 Moulay Ali (prince) 209, 222, 223, 224, 225, 227, 229, 238, 267, 270, 274, 286, 287, 399
 Mounjib (Maati) 138
 Munier (Sophie) 378, 379, 380, 386, 387
 Muratet (Roger) 375, 382, 393, 397, 412, 461, 462

N

Nakdimon (Slomo) 454, 455
 Naud (Albert) 289, 311, 319, 369, 399,
 Nelken (Jean) 249
 Neveu (avocate) 299
 Nordmann (Joë) 16, 109

O

Ohana (Jo) 236, 244, 294, 314, 440
 Orain (Robert) 15, 45
 Oualalou (Fathallah) 191, 216
 Ouazzani-Chahdi (Mustapha) 175, 176, 178
 Ou Bihi Addi 18, 63, 70, 72, 76, 77, 78, 79, 87, 88, 96, 97, 98, 99, 100, 110, 111, 147, 186, 207, 224, 332
 Oufkir (Fatima) 236, 247, 401, 437
 Oufkir (Malika et Soukaïna) 336
 Oufkir (Mohammed) 15, 18, 38, 40, 51, 52, 53, 63, 68, 72, 73, 92, 116, 144, 145, 160, 162, 168, 177, 178, 184, 186, 187, 202, 222, 225, 227, 228, 230, 232, 233, 235, 237, 238, 241, 242, 243, 249, 250, 251, 252, 253, 255, 256, 257, 258, 259, 260,

- 261, 262, 264, 265, 266, 267, 268,
269, 270, 272, 273, 274, 276, 277,
278, 279, 283, 286, 287, 288, 289,
291, 292, 293, 295, 298, 299, 301,
302, 303, 309, 310, 311, 312, 313,
316, 317, 318, 319, 320, 321, 323,
326, 332, 334, 335, 336, 339, 351,
352, 355, 357, 359, 360, 361, 362,
364, 365, 372, 375, 376, 377, 378,
379, 380, 382, 384, 387, 388, 389,
395, 397, 399, 400, 401, 405, 407,
408, 409, 414, 423, 426, 428, 430,
433, 434, 435, 436, 438, 441, 442,
448, 449, 450, 451, 453, 454, 456,
457, 459, 460, 462
- Oufkir (Raouf) 118, 151, 204, 284
- P**
- Palisse (Jean) 234, 241, 248, 250,
258, 296, 298, 312, 320, 345, 346,
347, 353, 374, 376, 377, 390, 409,
411, 412, 413, 419
- Papon (Maurice) 255, 256, 257, 258,
284, 285, 291, 383, 385, 406, 407,
410, 411, 412, 419, 420, 421, 422,
424, 425, 426, 427, 428, 431, 432
- Parlos (Jean-Baptiste) 340, 344, 345,
346, 347, 348, 352, 365, 368, 369,
379, 386, 387, 454, 455
- Pascal (Pierre-Henri) 371, 437, 446,
447
- Patault (Jacques) 413
- Péan (Pierre) 430
- Pérez (Jean) 238, 242, 298, 299, 300,
301, 303, 304, 305, 306, 307, 309,
311, 314, 315, 316, 317, 371, 382,
418, 436, 448, 457, 460
- Péron (Serge) 333, 394
- Peyrefitte (Alain) 286, 288, 344, 431
- Pinsseau (Hubert) 252, 340, 342,
343, 359, 360, 362, 363, 364, 365,
366, 372, 375, 376, 378, 384, 409,
410, 421, 423, 430
- Plagias (Maurice) 384, 442, 443
- Ploquin (Frédéric) 328, 377, 385
- Pompidou (Georges) 252, 259, 287,
294, 300, 322, 328, 337, 370, 406,
413, 418, 428, 431, 434, 435, 447,
450, 451, 461
- Pottecher (Frédéric) 305, 409
- Pouget (Daniel) 446, 447
- Prat (Alex-Claude) 244
- R**
- Rabiah (avocat) 312
- Radi (Abdelwahed) 154
- Ramaël (Patrick) 235, 319, 340, 348,
349, 350, 351, 352, 353, 354, 355,
356, 357, 362, 364, 370, 371, 377,
379, 381, 384, 388, 389, 390, 395,
398, 401, 406, 407, 413, 414, 420,
421, 423, 424, 425, 426, 431, 437,
439, 446, 447, 456
- Reitzer (Jacques) 42, 45, 60, 73, 450,
451
- Richard (Alain) 368, 369
- Robert (Eric) 396, 398
- Rocard (Michel) 326, 367
- Rozelet (Anne-Marie) 44, 45
- S**
- Sakka 355, 402
- Sarkozy (Nicolas) 352, 354
- Savary (Alain) 333
- Schapira (Yaacout Shinshon) 454
- Schneider (Bertrand) 48
- Schumann (Maurice) 326, 375
- Seddiki (Mohammed) 193, 262
- Sefroui (Abdeslam) 286, 450
- Seguev (Schmouel) 453
- Sénéchal (Germaine) 298, 299, 309,
313, 314, 315, 339
- Serfaty (Abraham) 395
- Serhan (Jamel) 348, 350, 351
- Servan (Schreiber Jean-Jacques dit
JJSS) 282

Simbille (André) 245, 257, 363, 412, 414, 425
 Sinaceur 249, 250
 Skali (ou Skalli Hamid) 312, 402
 Skalli (Saïd) 348
 Skiredj (Rachid) 146, 305, 317, 356, 459
 Someville (Pierre) 254, 255, 285, 300, 422
 Sommet (Bernard) 299
 Souchon (Louis) 231, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 253, 254, 257, 259, 277, 283, 285, 295, 298, 309, 319, 329, 340, 362, 363, 365, 375, 377, 406, 409, 410, 411, 412, 414, 421, 426, 427, 446
 Sqalli (capitaine) 174
 Stibbe (Pierre) 298, 309, 313, 409, 462

T

Tahiri (Mohammed) 465
 Tahri (Mohammed) 242, 244, 250, 251, 253, 294
 Tarnagron (Michel) 421
 Tchelian (Robert) 340
 Théolleyre (Jean-Marc) 385
 Thierry (avocat) 312
 Thorp (René-William) 182, 255, 257, 298, 307, 308, 313
 Thyraud (de Vosjoly) 430, 443
 Tixier-Vignancour (Jean-Louis) 72, 234, 299, 300, 304, 305, 310, 374, 385, 405, 459
 Tobji (Mahjoub) 321, 335
 Tordjman (Elie) 295, 296, 402, 456
 Toubas (avocat général) 282, 307, 309, 315, 317, 319
 Tounzi (Miloud) 230, 231, 232, 233, 234, 236, 238, 239, 241, 242, 245, 248, 249, 251, 255, 259, 286, 287, 298, 301, 302, 303, 311, 317, 320, 348, 350, 351, 352, 355, 362, 367,

377, 398, 399, 401, 402, 403, 408, 412, 416, 430, 438, 441, 445
 Touya (Albert) 67, 72, 73, 269, 273, 292, 398, 399, 443, 451
 Tual (Joseph) 345, 352
 Tuquoi (Jean-Pierre) 336

V

Védrine (Hubert) 10
 Védrine (Jean) 48
 Verdier (Robert) 333, 366
 Veuve (Jacques) 238
 Vignaud (Jean) 242, 362, 382
 Violet (Bernard) 376, 385, 402
 Voitot (Roger) 236, 241, 245, 247, 248, 249, 259, 277, 283, 298, 377, 409, 412, 427

Y

Yata (Ali) 109, 171, 208, 272, 322
 Youssoufi (Abderrahman) 52, 54, 71, 88, 104, 106, 110, 115, 118, 123, 132, 137, 139, 158, 165, 173, 179, 183, 187, 207, 209, 211, 212, 216, 222, 223, 224, 225, 226, 230, 232, 233, 274, 305, 306, 307, 311, 323, 324, 330, 331, 340, 343, 344, 349, 358, 370, 465, 468

Z

Zaanouni (Abdessamad) 345, 346
 Zhiri (Kacem) 29, 34, 65, 215, 318
 Zollinger (Louis) 237, 240, 243, 244, 245, 246, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 259, 272, 276, 277, 278, 280, 282, 283, 284, 285, 287, 291, 295, 296, 297, 326, 341, 360, 361, 363, 367, 382, 383, 387, 391, 407, 408, 410, 411, 414, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 432, 439, 440, 441, 442, 445, 449, 451
 Zuretta (Joseph) 282, 355, 377, 381

REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier tous ceux qui m'ont aidé, pendant les dix années de travail qui ont permis la publication de ce livre, en particulier Henri pour ses conseils avisés et son sérieux dans le délicat pensum de correction. Mado qui a suivi avec patience sa rédaction, année par année, et participé avec efficacité à l'établissement de l'index des noms.

Je remercie aussi tous ceux, amis marocains notamment, qui ont accepté de témoigner pour l'Histoire.

Table des matières

Préface à l'édition 2015	1
Avant-propos	9
Introduction	13
Qui suis-je ?	13
Mes rencontres avec Hassan II et avec Mehdi Ben Barka	16

PREMIÈRE PARTIE

La résistance marocaine au Protectorat (1912-1956)

Rappels historiques	29
Le sultan Mohammed Ben Youssef	31
Le tournant	33
Vers la déposition du sultan	36
Les journées des 8 et 9 décembre 1952	37
La destitution du sultan	39
Les premiers mois après l'exil	41
Les Français libéraux	44
La défense des nationalistes à la barre	45
La création de l'Union Marocaine du Travail	47
La Conférence nationale des 7 et 8 mai 1955 à Paris	48
La situation empirée au Maroc	48
Les dernières semaines du Protectorat	51
Le retour de Mohammed V sur son trône	52
Le premier gouvernement Bekkaï	54

DEUXIÈME PARTIE

Les années de plomb
Le pourquoi de la disparition de Ben Barka
1956-1965

Les complots de Moulay Hassan (1956-1961)

1.	Les premières années de l'indépendance	60
	Les premières décisions du Palais royal	62
	Les forces armées royales	62
	L'armée de libération marocaine	64
	L'affaire Abbès M'Saïdi ou Messaadi	64
	La direction générale de la Sûreté nationale	67
	Le cabinet royal	68
	L'organisation administrative du pays	69
	Mes premières défenses politiques après l'indépendance	70
	Le détournement de l'avion de Ben Bella	70
	La fin de l'année 1956	75
	L'affaire Addi Ou Bihi	76
	<i>La version officielle</i>	76
	<i>Le dessous des cartes</i>	78
	<i>Les poursuites</i>	79
	Le rôle de Ben Barka au début de l'année 1957	81
	Moulay Hassan prince héritier	82
	La République proclamée en Tunisie	83
	La route de l'Unité	84
	L'opération labours	86
	Le parti de l'Istiqlal	86
	Le Mouvement populaire	87
	Le gouvernement Balafrej	88
	Le soulèvement du Rif	91
	L'armée de libération marocaine du Sud	92
	Le procès Addi Ou Bihi (décembre 1958-janvier 1959)	93
2.	La gauche au pouvoir et sa chute	102
	Le gouvernement Abdallah Ibrahim	102
	La crise au sein du parti de l'Istiqlal	103
	La création de l'Union nationale des forces populaires	104
	Le procès contre le Parti communiste marocain	106
	Le soi-disant complot contre Moulay Hassan	110
	Fin du gouvernement Ibrahim	112

L'après 20 mai 1960. Le pouvoir au prince héritier	115
1961. L'aggravation du différend Mohammed V-Moulay Hassan ...	118
La mort du roi	120
Le nouveau roi Hassan II	122
L'opposition au souverain	125

Les complots du roi Hassan II (1962-1965)

3. Le retour au Maroc de Mehdi Ben Barka	128
Le II ^e congrès de l'UNFP	131
La Constitution d'Hassan II	133
Le référendum constitutionnel	141
Le Code de procédure pénale	143
L'accident-attentat contre Mehdi Ben Barka	144
Le Mouvement populaire en 1962	146
L'élimination des ministres istiglaliens	147
L'Union marocaine du travail	148
La préparation des élections législatives	149
Les élections législatives du 17 mai 1963	154
4. Les drames de l'été 1963 – La répression	158
Le « complot de juillet »	158
<i>Les poursuites</i>	164
Les élections locales	166
La « guerre des Sables » en octobre	167
L'ouverture du Parlement en novembre	170
Les poursuites contre les dirigeants de l'ex-PCM	171
Les enlèvements	172
<i>Le cas du capitaine Sqali</i>	174
<i>Le cas de Mustapha Ouazzani Chaadi</i>	175
Les tortures à l'époque	178
Les déplacements de Ben Barka en 1963	179
La nouvelle année parlementaire 1964	180
Le procès du « complot de juillet »	181
La liquidation de Cheikh El Arab	188
L'Union nationale des étudiants marocains	190
<i>L'action en dissolution engagée contre l'UNEM</i>	193
Les déplacements de Ben Barka en 1964	196
5. Les premiers mois de l'année 1965	197
Situation économique et sociale	197
Le discours du 3 mars du roi Hassan II	198

La situation dans les écoles et dans les lycées	198
Les tragiques événements du 23 mars	199
Le discours du 29 mars d'Hassan II	202
Hassan II en discussion avec les partis	206
L'état d'exception	210
Le printemps 1965 en Algérie	212
La chute de Ben Bella	214

TROISIÈME PARTIE

L'affaire Ben Barka

La première plainte (1965-1975)

1. Retour de gré. Retour de force	220
Ben Barka et ses déplacements en 1965	220
Du retour de plein gré	222
Du retour de force	226
<i>L'importance de la chute de Ben Bella</i>	228
<i>La conférence des chefs d'Etat arabes</i>	228
<i>La situation politique au Maroc</i>	229
2. La « disparition » de Mehdi Ben Barka	230
Le déroulement des événements en France	230
3. Incidences au Maroc de la disparition de Ben Barka	261
4. Les événements des premiers mois de 1966	281
La conférence de La Havane (Cuba)	281
Les premières semaines à Paris	282
<i>Le récit de Figon</i>	282
<i>La mort de Figon</i>	284
Les initiatives au Maroc	286
La nouvelle réaction du Président de la République	286
L'incident personnel du 29 janvier	290
La conférence de presse du général de Gaulle	291
Le rôle douteux du représentant de l'UNFP à Paris	294
<i>Elie Tordjmann a-t-il joué un rôle ?</i>	295
La fin de l'instruction	296

5. Les procès	298
LE PROCÈS DE 1966	298
<i>Mes premières impressions</i>	298
<i>Les témoins de l'accusation</i>	304
<i>Les témoins de la partie civile</i>	305
<i>Les plaidoiries – Le réquisitoire</i>	308
<i>L'arrivée du commandant Dlimi</i>	310
Les nouveaux mois d'instruction	311
Le tragique décès de confrères des parties civiles	313
La rencontre Monteil – de Gaulle	313
LE PROCÈS DE 1967	314
<i>Le départ des parties civiles</i>	315
<i>Si j'avais pu plaider...</i>	317
<i>L'épilogue judiciaire</i>	319
 6. Les premières années après les procès (1967-1974)	 322
L'affaire Ajar et Benjelloun	323
Le « questionnaire trouvé » dans la serviette de Figon	326
Le procès de Marrakech (14 juin 1971)	330
Les événements de Skhirat (10 juillet 1971)	332
Le suicide de Thami El Azemouri	332
Le Comité pour la vérité sur l'affaire Ben Barka	333
La tentative de coup d'Etat du 16 août 1972	335
La déclaration de Marie-Louise Boucheseiche	336
Les événements des années 1973 – 1974 – 1975	337

La deuxième plainte (1975-2010)

7. Les « truands » que sont-ils devenus ? Le Point Fixe 3	341
<i>Les dires de l'agent Boukhari</i>	346
<i>Les mandats d'arrêt internationaux</i>	352
 8. Les recherches sur le fond de l'affaire	 355
La « révélation » de Boukhari	355
Le « questionnaire » (suite) et Me Lemarchand	359
Les révélations de Souchon	362
Les nouvelles versions de Lopez	364
Les « Secrets » (Défense nationale – Police – Diplomatie)	365
<i>La levée du secret-défense</i>	366
Les autres démarches du juge Pinsseau	372
Les démarches du juge Catherine Courcol	372

9. Qu'est-il advenu de Mehdi Ben Barka,	
<i>quid de sa « disparition » ?</i>	374
Concernant sa mort	374
Concernant la « disparition de son corps »	382

Les responsables

10. Les Marocains	395
<i>Le roi Hassan II</i>	395
<i>Le général Oufkir</i>	399
<i>Le colonel Dlimi</i>	401
<i>Les autres</i>	402
11. Les Français	404
<i>Le cas d'Antoine Lopez</i>	406
<i>Les Services de police</i>	409
<i>Les étonnantes révélations du commissaire Lucien Aimé-Blanc</i> ..	412
<i>Le cas Lemarchand</i>	415
<i>Le cas du Commissaire Caille</i>	424
<i>Le cas Papon</i>	426
<i>Le cas Roger Frey</i>	427
<i>Le cas Jacques Foccart</i>	429
<i>Le cas Georges Pompidou</i>	431
<i>Les agents du SDECE</i>	432
<i>Le cas Leroy-Finville</i>	437
<i>Le colonel Beaumont</i>	448
<i>Le chef du Service III/A</i>	449
<i>Le chef du Service chargé des fichiers</i>	449
<i>Le chef du Service chargé de tenir informé les services de Police</i>	449
12. Le rôle des Israéliens (le Mossad)	453
13. Le rôle des Étatsuniens (la Cia)	458
14. Les recherches des années 2010-2015	464
Postface	495
Ouvrages consultés	501
Glossaire	507
Index des principales personnes citées	509

ÉDITIONS KARTHALA

Fonds *Monde arabo-musulman*

(Sélection)

Après l'orientalisme, F. Pouillon et J.-C. Vatin (éd.)
Ben Barka, Hassan II, De Gaulle. Ce que je sais d'eux, M. Buttin
Connaissance de l'islam, Michel Gilsenan,
Contes arabes de Tiaret, A. Belarbi
Coran et talismans, Constant Hames (dir.)
De l'Atlas à l'Orient musulman, D. Avon et A. Messaoudi
Émeutes et mouvements sociaux au Maghreb, D. Le Saout (dir.)
Entrepreneurs maghrébins, P.-N. Denieul et M. Madoui (éd.)
État face aux débordements du social au Maghreb (L'), M. Catusse
Être moderne en Iran, Fariba Abdelkhah
Figures du compromis dans les sociétés islamiques (Les), M. Nachi (dir.)
Frères musulmans des origines à nos jours (Les), A. Elshobaki
Habib Bourguiba. La trace et l'héritage, M. Camau et V. Geisser
Hezbollah à Beyrouth (1985-2005) (Le), Mona Harb
Indonésie, entre démocratie musulmane et Islam intégral, R. Madinier
Islam des marges (L'), B. Heyberger et R. Madinier (dir.)
Leaders et partisans au Liban, S. Mervin et F. Mermier (dir.)
Léon l'Africain, François Pouillon (éd.)
Liban, itinéraire dans une guerre incivile (Le), Ahmad Beydoun
Loi islamique et le droit dans les sociétés arabes (La), B. Botiveau
Maroc-Algérie. Analyses croisées d'un voisinage hostile, CEI
Mondes chiïtes et l'Iran (Les), Sabrina Mervin (dir.)
Mouvement civil au Liban (Le), Karam Karam
ONG et gouvernance dans le monde arabe, S. Ben Fissa et al.
Palestiniens entre État et diaspora (Les), A. Signolles
Région alaouite et le pouvoir syrien (La), Fabrice Balanche
Religion de la vie quotidienne chez les Marocains musulmans, J.-N. Ferrié
Retour en Palestine, Nadine Picaudou et Isabelle Rivoal
Soudan dans tous ses états (Le), M. Raimbaud
Sultanat d'Oman. Une révolution en trompe-l'œil, M. Valeri
Systèmes financiers islamiques (Les), M. F. Ould-Bah
Territoires palestiniens de mémoire, Nadine Picaudou (dir.)
Tunisie, le délitement de la cité, Sadri Khiari
Un réformisme chiïte, Sabrina Mervin
Une décennie de réformes au Maroc, Centre d'Études internationales
Une génération d'intellectuels arabes, Leyla Dakhli
Vote et démocratie dans l'Égypte contemporaine, Sarah Ben Néfissa
Yémen. Le tournant révolutionnaire, L. Bonnefoy, F. Mermier (dir.)

Collection *Les Afriques*

dirigée par Richard Banégas et Béatrice Hibou

Afrique est-elle protectionniste ? (L'), Hibou B.
Afrique et le monde des esprits (L'), Haar G. ter
Algérie par ses islamistes (L'), Al-Ahnaf M., Botiveau B. et Fregosi F.
Angola postcolonial (2 tomes), Messiant Ch.
Assassinat de Lumumba (L'), De Witte L.
Cause des armes au Mozambique (La), Geffray C.
Chemins de la guerre et de la paix (Les), Marchal R. et Messiant C.
Commerce frontalier en Afrique centrale (Le), Bennafla K.
Contester au Mali, Siméant J.
Corps habillés au Togo (Les), Glasman J.
Côte d'Ivoire, l'année terrible, Vidal C.
Démocraties ambiguës en Afrique centrale, Bernault F.
Économie camerounaise (L'), Aerts J.-J., Cogneau D.
Économie sud-africaine au sortir de l'apartheid (L'), Cling J.-P.
Effervescence religieuse (L'), Seraphin G.
Énergie sociale à Abidjan (L'), Le Pape M.
Esprit d'entreprise au Cameroun (L'), Warnier J.-P.
Faire fortune en Afrique, Rubbers B.
Impossible retour (L'), Walker Clarence E.
Improvisation économique en Afrique de l'Ouest (L'), Nubukpo K.
Isolément global. La modernité du village au Togo, Piot Ch.
Longue marche de la modernité africaine (La), Copans J.
Métier des armes au Tchad (Le), Debos M.
Mort de Diallo Telli (La), Diallo A.
Odyssée Kabila (L'). Trajectoire pour un Congo nouveau ? Willame J.-C.
Patrice Lumumba. La crise congolaise revisitée, Willame J.-C.
Pauvreté au Sahel (La), Bonnecase V.
Peuple du fleuve (Le), Bureau R.
Police morale de l'anticorruption (La), Vallée O.
Politique par le bas (Le), Bayart J.-F., Mbembé A. et Toulabor C.
Prêcher dans le désert, Zekeria O. A. S.
Prophète de la lagune (Le). Les harristes de Côte-d'Ivoire, Bureau R.
Religion de la vie quot. chez des Marocains musulmans (La), Ferrié J.-N.
Sahel au XXI^e siècle (Le), Giri J.
Sénégal sous Abdou Diouf (Le), Diop M.-C. et Diouf M.
Sociologie des passions (Côte-d'Ivoire et Rwanda), Vidal C.
Sorcellerie et politique, Geschiere P.

Collection *Recherches internationales*

dirigée par Jean-François Bayart

Adieu aux armes ? (L'), Nathalie Duclos
À la recherche de la démocratie, Javier Santiso (dir.)
Après la crise... Les économies asiatiques face aux défis de la mondialisation,
J.-M. Bouissou, D. Hochraich et Ch. Milelli (dir.)
Architecture, pouvoir et dissidence au Cameroun, D. Malaquais
Atlantique multiracial (L'), Andrew J. Diamond *et al.*
Aux origines du nationalisme albanais, Nathalie Clayer
Chine vers l'économie de marché (La), Antoine Kernén
Cité cultuelle (La). Rendre à Dieu ce qui revient à César, Ariane Zambiras
et Jean-François Bayart (dir.)
*Citoyennetés ordinaires. Pour une approche renouvelée des pratiques
citoyennes*, Marion Carrel et Catherine Neveu (dir.)
Clubs politiques et perestroïka en Russie, Carole Sigman
Démocratie à pas de caméléon (La), Richard Banégas
Démocratie et fédéralisme au Mexique (1989-2000), Magali Modoux
Démocratie mexicaine en terres indiennes (La), David Recondo
État colonial, noblesse et nationalisme à Java, Romain Bertrand
Être moderne en Iran, Fariba Adelkhak
Faire parti. Trajectoires de la gauche au Mexique, Hélène Combes
Fragments d'une guerre inachevée, Fr. Mengin
Gouvernance (La), G. Hermet, A. Kazancigil et J.-Fr. Prud'homme
Gouvernement des catastrophes (Le), S. Revet et J. Langumier (dir.)
Guerres et sociétés, Pierre Hassner et Roland Marchal (dir.)
Identité en jeux (L'), Denis-Constant Martin (dir.)
Indiens et la nation au Mexique (Les), Paula Lopez Caballero
Indonésie : la démocratie invisible, Romain Bertrand
Internet et politique en Chine, Séverine Arsène
Itinéraires aborigènes, Bastien Bosa
Mafia, justice et politique en Italie, Jean-Louis Briquet
Mairie dans la France coloniale (Une), Benoît Trépied
Matière à politique, Jean-François Bayart et Jean-Pierre Warnier
Milieus criminels et pouvoir politique, Jean-Louis Briquet
et Gilles Favarel-Garrigues (dir.)
Penser avec Michel Foucault, Marie-Christine Granjon
Politique de Babel (La), Denis Lacorne et Tony Judt (dir.)
Politique inspirée (La). Controverses publiques et religion aux États-Unis,
Ariane Zambiras
Régner au Cameroun. Le roi-pot, Jean-Pierre Warnier
Sécurité privée en Argentine (La), Federico Lorenc Valcarce
Sultanat d'Oman (Le), Marc Valeri
Sur la piste des OPNI, Denis-Constant Martin (dir.)
Trajectoires chinoises. Taiwan, Hong Kong et Pékin, Françoise Mengin
Vie quotidienne et pouvoir sous le communisme, Nadège Ragaru *et al.*
Violence politique en Turquie. L'État en jeu (1975-1980), Benjamin Gourisse
Voyages du développement, Jean-François Bayart et Fariba Adelkhak (dir.)

- Afrique des Chinois (L')*, Richer Ph.
Au Cameroun de Paul Biya, Pigeaud F.
Biodiversité et développement durable, Guillaud Y.
Chemin faisant dans le siècle chinois, Leclerc J.
Chrétiens dans la mouvance altermondialiste (Les), Grannec Ch.
Clientélisme et patronage dans l'Algérie contemporaine, Hachemaoui M.
Coupeurs de route (Les), Issa Saïbou
Cybercafés de Bamako, Steiner B.
Défi des territoires (Le). Comment dépasser les disparités spatiales en Afrique de l'Ouest et du Centre, Alvergne C.
Élections générales de 2007 au Kenya (Les), Lafargue J. (dir.)
Entre délocalisations et relocalisations, Mercier-Suissa C.
Implanter le capitalisme en Afrique, Godong S.
Islam et démocratie dans l'enseignement en Jordanie, Nasr M.
Islam, nouvel espace public en Afrique (L'), Holder G. (éd.)
Juge et le dialogue des cultures juridiques (Le), Otis G.
Laurent Nkunda et la rébellion du Kivu, Scott S. A.
Le Hamas et l'édification de l'État palestinien, Danino O.
Luttes autochtones, trajectoires postcoloniales (Amériques, Pacifique), Bosa B. et Wittersheim É. (dir.)
Mali. Une crise au Sahel, Perret T.
Métamorphoses du Hezbollah (Les), Samaan J.-L.
Niger 2005. Une catastrophe si naturelle, Crombé X. et Jézéquel J.-H. (dir.)
Paradoxes de l'économie informelle (Les), Fontaine L. et Weber F.
Retour de l'esclavage au XXI^e siècle (Le), Deveau J.-M.
Réveils amérindiens. Du Mexique à la Patagonie, Rudel C.
Soins de santé et pratiques culturelles, Bellas Cabane C. (dir.)
Un autre monde à Nairobi. Le Forum social mondial 2007, Pommerolle M.-E. et Siméant J. (dir.)
Université en chantier en RD Congo (L'), Maindo M. Ngonga A. et Kapagama Ikando P. (dir.)
Violences sexuelles et l'État au Cameroun (Les), Abega S. C.

Collection *Études littéraires*

dirigée par Henry Tourneux

Aux sources du roman colonial, Seillan J.-M.
Coran et Tradition islamique dans la littérature maghrébine, Bourget C.
Culture française vue d'ici et d'ailleurs (La), Spear T. C. (éd.)
De la Guyane à la diaspora africaine, Martin F. et Favre I.
De la littérature coloniale à la littérature africaine, János Riesz
Dictionnaire littéraire des femmes de langue française, Mackward C. P.
Dynamiques culturelles dans la Caraïbe, Maximin C.
Écrivain antillais au miroir de sa littérature (L'), Moudileno L.
Écrivain francophone à la croisée des langues (L'), Gauvin L. (éd.)
Écrivains afro-antillais à Paris – 1920-1960 (Les), Malela B.
Édouard Glissant : un « traité du déparler », Chancé D.
Esclave fugitif dans la littérature antillaise (L'), Rochmann M.-C.
Essais sur les cultures en contact, Mudimbe-Boyi E.
Habib Tengour ou l'ancre et la vague, Yelles M. (éd.)
Histoire de la littérature négro-africaine, Kesteloot L.
Imaginaire d'Ahmadou Kourouma (L'), Ouédraogo J. (dir.)
Imaginaire de l'archipel (L'), Voisset G. (éd.)
Insularité et littérature aux îles du Cap-Vert, Veiga M. (dir.)
Itinéraires intellectuels, Chaulet Achour Ch. (dir.)
Littérature africaine et sa critique (La), Mateso L.
Littérature africaine moderne au sud du Sahara (La), Coussy D.
Littérature et identité créole aux Antilles, Rosello M.
Littérature franco-antillaise (La), Antoine R.
Littérature francophone et mondialisation, Veldwachter N.
Littérature ivoirienne (La), Gnaoulé-Oupoh B.
Littératures caribéennes comparées, Maximin C.
Littératures d'Afrique noire, Ricard A.
Littératures de la péninsule indochinoise, Hue B. (dir.)
Maryse Condé, rébellion et transgressions, Carruggi N. (dir.)
Métissage dans la littérature des Antilles fr. (Le), Maignan-Claverie Ch.
Mobilités d'Afrique en Europe, Mazauric C.
Mouloud Feraoun, Elbaz R. et Mathieu-Job M.
Nadine Gordimer, Brahimi D.
Parades postcoloniales, Moudileno L.
Poétique baroque de la Caraïbe, Chancé D.
Roman ouest-africain de langue française (Le), Gandonou A.
Trilogie caribéenne de Daniel Maximin (La), Chaulet-Achour C.

Fonds *Mauritanie*

- Contes arabes de Mauritanie*, Tausin A.
- Dictionnaire soninké-français (Mauritanie). Nouvelle édition revue et augmentée*, Diagana O. M.
- Émirat de l'Adrar mauritanien (L')*. *Harim, compétition et protection dans une société tribale saharienne*, Bonte P.
- Femmes d'affaires de Mauritanie*, Lesourd C.
- Littérature orale de Mauritanie*, Tausin A.
- Littoral mauritanien à l'aube du XXI^e siècle (Le)*, Boulay S. et Lecoquierre B.
- Mauritanides. Chroniques du temps qui ne passe pas*, Ould Mahfoudh H.
- Mauritanie (La)*, Devey Muriel
- Mauritanie 1903-1911. Mémoires de randonnées et de guerre au pays des Beidanes*, Frèrejean (Commandant)
- Mauritanie contre vents et marées (La)*, Ould Daddah M.
- Mauritanie du Sud. Conquêtes et administration coloniales françaises 1890-1945*, Sall I. A.
- Montagne de fer (La)*. *La SNIM (Mauritanie) : une entreprise minière saharienne à l'heure de la mondialisation*, Bonte P.
- Nouakchott. Au carrefour de la Mauritanie et du monde*, Choplin A.
- Petites commerçantes de Mauritanie. Voiles, perles et henné*, Simard G.
- Peuls et l'État en Mauritanie (Les)*. *Une anthropologie des marges*, Ciavolella R.
- Région du Tagant en Mauritanie (La)*, Ould Khalifa A.
- Tribus, ethnies et pouvoir en Mauritanie*, Marchesin Ph.
- Voyages en Mauritanie*, Daniel G.

Achevé d'imprimer en octobre 2015
sur les presses de la Nouvelle Imprimerie Laballery
58500 Clamecy
Dépôt légal : octobre 2015
Numéro d'impression : 510058

Imprimé en France

La Nouvelle Imprimerie Laballery est titulaire de la marque Imprim'Vert®